AVIS D'AFFICHAGE
relatif à la publicité des actes

Conformément aux dispositions légales relatives à l'information des habitants et à la publication des actes des EPCI, et notamment les articles L5211-1, L2121-25, L5211-46, L5211-47 et L5211-48 du code général des collectivités territoriales, le public est informé des délibérations suivantes, dont le dispositif est tenu à sa disposition :

Communauté d'Agglomération
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
Conseil d'Agglomération réuni en date du 28 mars 2022, 103 membres en exercice
Présidé par Fabian JORDAN

(Convocation envoyée le 22 mars 2022)

COMPTE RENDU SUCCINCT

PRESENTS (78) : Mme AGUDO-PEREZ (à partir du point 2°), Mme BAECHTEL, M. BELLONI, M. BITSCHENE (jusqu'au point 14° compris), M. BLANQUIN, Mme BONI DA SILVA, M. BOUILLÉ, Mme BUCHERT, M. BUX, M. CAUSER, M. CHAPATTE, M. CHÉRAY, M. COLOM, M. COUCHOT, Mme DHALLENNE, M. D'ORELLI, M. DUSSOURD (jusqu'au point 19° compris), Mme EL HAJJAJI, M. ENGASSER (à partir du point 2° et jusqu'au point 24° compris), Mme FAUROUX-ZELLER, M. FUCHS, M. GERARDIN, Mme GERRER, M. GIRONA, Mme GODBILLON, M. GOEPFERT, Mme GOETZ, Mme GOLDSTEIN, M. GREILSAMMER, M. GUTH, M. HAGENBACH, M. HARTMANN, M. HILLMEYER (jusqu'au point 27° compris), M. HOMÉ (jusqu'au point 26° compris), Mme JENN (à partir du point 5°), M. JORDAN, M. JULIEN, M. JUNG, Mme KEMPF, M. LAUGEL, M. LECONTE, Mme LIERMANN, M. LIPP, M. LOGEL, M. LOISEL, Mme LUTZ, Mme MEHLEN, M. MENSCH, Mme MEYER, Mme MIMAUD (jusqu'au point 9° compris), M. MINERY, M. MOR, Mme MOTTE, M. NEUMANN, M. NICOLAS, M. ONIMUS, M. PAUVERT, M. PULEDDA, M. QUIN, Mme RAPP, Mme RENCK, M. RICHARD, M. RIFF, Mme RISSER (jusqu'au point 24° compris), Mme RITZ (jusqu'au point 25° compris), M. SALZE, Mme SCHELL, M. SCHILDKNECHT, M. SIMEONI, Mme SORNIN, M. STURCHLER, Mme TALLEUX (jusqu'au point 23° compris), M. TORANELLI, M. TRIMAILLE (à partir du point 35° et jusqu'au point 26° compris), M. VIOLA, M. WEISBECK, M. WOLFF et M. ZIMMERMANN.

EXCUSES / ABSENTS (10) : M. BEHE, Mme BOUAMAIED, Mme DEGLIAME, M. HORTER, M. KRZEMINSKI, Mme MATHIEU-BECHT, M. SCHILLINGER, Mme SCHWEITZER, M. STEGER et Mme ZELLER.

PROCURATIONS (15) : M. BECHT à Mme BAECHTEL, M. BERGDOLL à M. BITSCHENE, M. BEYAZ à Mme SORNIN, Mme BOESCH à M. CHÉRAY, Mme CORMIER à M. MINERY, Mme CORNEILLE à Mme SORNIN, M. EHRET à M. ONIMUS, Mme HERZOG à M. NEUMANN, Mme HOTTINGER à M. COLOM, Mme LUTOLF-CAMORALI à M. HOMÉ, M. OBERLIN à Mme LOISEL, M. RICHE à Mme GERRER, M. ROTTNER à Mme LUTZ, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK à Mme BONI DA SILVA et Mme SUAREZ à M. NICOLAS.

Procurations temporaires : M. BITSCHENE à M. MOR (à partir du point 15°), Mme MIMAUD à M. BUX (à partir du point 10°) et Mme TALLEUX à Mme MEYER (à partir du point 24°).

Le Conseil d'Agglomération a adopté les délibérations suivantes :

1°		Désignation du secrétaire de séance M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.
2°	Procès-verbal	Approbation du procès-verbal du 13 décembre 2021 (3412) Le procès-verbal du 13 décembre 2021 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.
3°	Procès-verbal	Approbation du procès-verbal du 31 janvier 2022 (3412) Le procès-verbal du 31 janvier 2022 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.
4°	Projet de délibération n°591C	Information du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation (3412) Le Conseil d'agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation.

TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

- *Finances*

35°	Projet de délibération n°672C	Vœu relatif à la hausse du coût de l'énergie pour Mulhouse Alsace Agglomération (341) Le vœu est adopté à la majorité des suffrages exprimés.
5°	Projet de délibération n°633C **Cf. 4 délibérations qui se suivent : 633C (budget principal) / 633C (chauffage urbain) / 633C (transports urbains) / 633C (zone d'activité économique de Bantzenheim)**	Budget principal et budgets annexes : vote du budget primitif 2022 (311) La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.
6°	Projet de délibération n°613C	Fiscalité directe locale : vote des taux pour 2022 (313) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

7° Projet de délibération n°614C — Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées : détermination des taux pour l'année 2022 (313)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

8° Projet de délibération n°615C — Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) : fixation du produit au titre de l'année 2022 (313)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

- *Emploi*

9° Projet de délibération n°606C — Emploi : Association Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne (MEF Mulhouse Sud Alsace) : attribution d'une subvention pour l'année 2022 (522)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

10° Projet de délibération n°607C — Emploi - Association E2C 68 (Ecole de la deuxième chance) - attribution d'une subvention pour l'année 2022 (522)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

11° Projet de délibération n°608C — Association REAGIR : attribution de la subvention 2022 (522)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

12° Projet de délibération n°609C — Association Sémaphore Mulhouse Sud Alsace : attribution de la subvention 2022 (522)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- <u>Développement économique</u>

13° Projet de délibération n°632C — Association du Technopole Mulhouse : subvention annuelle pour 2022 (521)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- <u>Attractivité, développement touristique et culturel</u>

14° Projet de délibération n°638C — Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse : convention de mécénat entre Mulhouse Alsace Agglomération et la société Rector Lesage (512)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

15° Projet de délibération n°639C — Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse : adhésion à la Banque des Sérums Antivenimeux (BSA) et désignation d'un représentant de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de l'association (512)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

16° Projet de délibération n°636C — Attractivité : soutien à l'association JAIM pour l'organisation du « grand événement » en 2022 (514)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- <u>Urbanisme et aménagement</u>

17° Projet de délibération n°593C — PLU de la Ville de Mulhouse - révision allégée - prescription (532)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

18° Projet de délibération n°652C — PLU de Sausheim - approbation de la modification n°1 (532)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

19° Projet de délibération n°651C — PLU de la commune de Pfastatt : approbation de la modification n°2 (532)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

20° Projet de délibération n°656C — PLU de la commune de Kingersheim : approbation de la modification n°5 (532)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

21° Projet de délibération n°649C — Concession de travaux publics visant à réaliser sur le site DMC une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade : compte-rendu d'activité de CITIVIA SPL pour les exercices 2020/2021 et avenant n°3 à la concession de travaux (5301)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

22° Projet de délibération n°655C — Programme partenarial 2022 de l'Agence d'Urbanisme (53)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

- *Environnement et énergie*

23° Projet de délibération n°645C — Paiement pour services environnementaux : déploiement et répartition financière entre les partenaires (401)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

24° Projet de délibération n°646C — Chambre Agriculture d'Alsace : signature d'une convention et désignation des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération (401)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

25° Projet de délibération n°619C — Plan Climat - évolution des modalités d'attribution du Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale en 2022 (401)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

26° Projet de délibération n°644C — Biodiversité et environnement - approbation du programme d'actions 2022 et versement de subventions de Mulhouse Alsace Agglomération (401)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Transport

27° Projet de délibération n°624C — CityPass : convention de partenariat entre Soléa, l'Office du Tourisme de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (5400)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

28° Projet de délibération n°625C — Label Territoire Vélo : convention avec la Fédération Française de Cyclotourisme (5412)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

29° Projet de délibération n°626C — Création d'une voie verte le long de la RD 166 : convention de transfert de gestion (5412)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

- Enfance

30° Projet de délibération n°568C — Arrivée à échéance du Contrat Enfance et Jeunesse (C.E.J) de Mulhouse Alsace Agglomération - signature et mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale (CTG) comme nouveau cadre contractuel avec la CAF du Haut-Rhin pour la période 2022-2026 (231)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- ***Habitat-Logement***

31°	Projet de délibération n°631C	Politique de l'habitat : convention cadre de territoire avec Action Logement (535) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
32°	Projet de délibération n°642C	Politique de l'habitat : rénovation du parc privé - plan accompagnement du plan de rebond alsacien de la CeA (535) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
33°	Projet de délibération n°630C	Plan Initiatives Copropriétés - Tour de l'Europe : mise en place d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement de copropriété (POPAC) (535) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
34°	Projet de délibération n°640C	Politique de l'habitat et aides à la pierre : bilan 2021 et programme annuel d'action en faveur de l'habitat privé (535) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

QUESTIONS DIVERSES

Le Président

Fabian JORDAN

Les personnes intéressées peuvent consulter le recueil dans lequel figure l'ensemble des délibérations au Secrétariat des assemblées, 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse, entrée A, bureau n° 231-2ème étage.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-591C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

76 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION (3412/5.2.3/591C)

I. Délibérations du Bureau

Lors de sa séance du 18 juillet 2020, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Bureau.

Cette délégation de pouvoir est assortie de l'obligation pour le Bureau de rendre compte au Conseil d'agglomération des délibérations qu'il a approuvées.

Il s'agit des délibérations suivantes :

Bureau du 24 janvier 2022

Délibération du Bureau n°546B	**Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % en faveur de Habitats de Haute-Alsace dans le cadre de l'opération rue des Aulnes à Staffelfelden** Dans le cadre d'une opération de construction de 11 logements, rue des Aulnes à Staffelfelden, le Bureau a décidé d'octroyer une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % en faveur de Habitats de Haute-Alsace pour un prêt d'un montant de 990 000 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations - Banque des Territoires. Le coût total des travaux est estimé à 1 335 000 euros.

retour CR

Délibération du Bureau n°565B

Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % en faveur de BATIGERE dans le cadre de l'opération rue de la Hardt à Riedisheim

Dans le cadre d'une opération d'acquisition en VEFA de 31 logements d'une surface habitable totale de 2 114,70 m², rue de la Hardt à Riedisheim, le Bureau a décidé d'octroyer une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % en faveur de BATIGERE pour un prêt d'un montant de 3 478 000 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations - Banque des Territoires. Ce projet de construction est constitué d'un immeuble collectif de 25 logements allant du 2 au 4 pièces et de 6 maisons individuelles duplex accolées. Le coût total des travaux est estimé à 4 685 426 euros.

Délibération du Bureau n°587B

Projet « Investissement Territorial Intégré » (ITI) de l'agglomération mulhousienne 2014-2020 : bilan prévisionnel

Un programme opérationnel FEDER pour la période 2014-2020 a été mis en œuvre. Il prévoit une dotation de 7 000 000 d'euros pour Mulhouse Alsace Agglomération, sous forme d'Investissement Territorial Intégré (ITI).

Ce Programme Opérationnel FEDER arrivant à terme, le Bureau a donné un avis favorable à l'inscription de l'opération ci-dessous au projet ITI et propose son cofinancement par le FEDER sous réserve du respect des conditions émises :

- dans le cadre de la mesure N°3D : soutenir le développement des entreprises au sein de l'Agglomération mulhousienne :
  - REGIE DE L'ILL - Extension des locaux de 150 m² supplémentaires, 75 rue des Flandres à Mulhouse, pour un montant de financement FEDER sollicité de 200 000 euros (soit 25,64 % du montant estimé).

Délibération du Bureau n°570B

Ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels

Dans le cadre du recrutement d'agents contractuels et conformément à l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984, le Bureau a décidé de pourvoir les 7 emplois permanents listés en annexe de la délibération par le recrutement d'agents contractuels de droit public dès lors que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, puis a fixé les niveaux de rémunération en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

retour CR

Délibération du Bureau n°556B

Maison de la Citoyenneté Mondiale : soutien aux activités transfrontalières

Afin de soutenir la mobilisation de la Maison de la Citoyenneté Mondiale en faveur des relations transfrontalières avec des acteurs de la société civile allemands et suisses, principalement de Bâle et de Fribourg en Brisgau, mobilisés contre la précarité, la pauvreté et le chômage, le Bureau a approuvé l'attribution par Mulhouse Alsace Agglomération d'une subvention de 2 000 euros en faveur de cette structure.

Délibération du Bureau n°586B

Nouvelles économies - dotation du Prix Courts-Circuits 2021

Dans le cadre du concours Grand Prix Courts-Circuits, mis en œuvre depuis 2016 à titre expérimental par la ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération et l'Association MEF Mulhouse Sud Alsace, et destiné à coacher des particuliers ou associations porteurs de solutions innovantes pour les services de proximité, le Bureau a décidé de verser une récompense de 1 500 euros au vainqueur du Prix Courts-circuits 2021, à savoir l'association SCHNELL ; projet qui déploie des solutions en faveur du développement de l'économie locale et aux actions solidaires :

- livraison de repas mis en place par des anciens coursiers de grosses plateformes de livraison qui vise à promouvoir la restauration locale et de qualité,
- livraison du dernier kilomètre sur la zone du centre historique avec pour objectif de réduire la place des véhicules de livraison encombrant.

Délibération du Bureau n°576B

Village Industriel de la Fonderie - réhabilitation du bâtiment 47 - indemnité complémentaire au concours de maîtrise d'œuvre

Par délibération du 23 novembre 2020, le Bureau a approuvé le lancement du concours d'architecture dans le cadre du projet de réhabilitation du bâtiment 47 sur le site du Village Industriel de la Fonderie et a décidé de fixer l'indemnité sous forme de prime, à hauteur de 40 000 euros HT maximum par candidat non retenu.

En raison d'une précision apportée aux quatre candidats sélectionnés pendant la phase esquisse sur le montant des travaux ayant un impact sur la conception du projet architectural, il a été décidé de prolonger le délai de remise des offres des candidats d'un mois et demi. Durant ce délai, il appartenait aux équipes de retravailler leur projet.

Pour ce faire, le Bureau a décidé d'octroyer une indemnité complémentaire, sous forme de prime, de 10 000 euros HT par candidat ayant remis une

retour CR

esquisse, soit un montant total de prime de concours de 50 000 euros HT par candidat non retenu.

Délibération du Bureau n°582B

Appel à projets pour la reconversion des friches - excavation des matériaux issus des terrassements - travaux d'agrandissement du Parc Expo

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'État pour la reconversion des friches et du foncier artificialisé, le Bureau a, par délibération du 20 septembre 2021, approuvé la convention attributive de subvention avec l'Etat d'un montant de 485 460 euros maximum pour un montant de travaux estimé à 930 000 euros HT. En complément, le Bureau a, dans cette délibération, approuvé le nouveau plan de financement prévisionnel, afin de tenir compte de la subvention sollicitée par Mulhouse Alsace Agglomération auprès de la Région Grand Est, pour un montant de 258 540 euros. Les crédits seront versés aux budgets 2021 à 2023 en fonction de l'avancement des travaux.

Le Bureau a également approuvé la clause prévoyant qu'en cas de diminution des recettes attendues, Mulhouse Alsace Agglomération augmentera d'autant sa participation.

Délibération du Bureau n°566B

Réfection des sanitaires de l'école et du périscolaire de la commune de Richwiller - validation du plan de financement et de la participation de Mulhouse Alsace Agglomération

Compte tenu de l'évolution à venir du nombre d'enfants au sein de l'école Wacker et du périscolaire de Richwiller, ainsi que de la vétusté des sanitaires, il a été décidé une refonte complète de ces derniers afin d'en optimiser l'utilisation et de répondre à terme à la réglementation relative à l'accessibilité. Pour ce faire, les travaux seront entrepris par la commune, à hauteur de 85 637,68 euros HT, soit 102 765,21 euros TTC. Les sanitaires étant mutualisés entre l'école et le périscolaire, le Bureau a approuvé le projet et le plan de financement prévisionnel, à savoir une participation de Mulhouse Alsace Agglomération pour un montant de 29 545 euros HT, déduction faite des subventions perçues par la commune et réparties entre cette dernière et Mulhouse Alsace Agglomération.

Délibération du Bureau n°578B

Rénovation et extension des locaux périscolaires de Berrwiller - validation du projet, du plan de financement prévisionnel et de la convention de co-maitrise d'ouvrage

Compte tenu de l'évolution à venir du nombre d'enfants au sein de l'école et du périscolaire de Berrwiller, il a été convenu avec la commune de réhabiliter les locaux

existants avec la mise aux normes de l'office, l'ajout de sanitaires mutualisés avec l'école et le réaménagement des espaces de restauration pour les enfants du périscolaire. En outre, les travaux nécessaires seront effectués pour un passage du bâtiment en 4ème catégorie, autorisant l'accès à l'étage des maternels. Par conséquent, le bâtiment réhabilité aura une surface d'environ 720 m² et permettra d'accueillir jusqu'à 96 enfants le midi (contre 62 enfants à ce jour). Pour ce faire, le Bureau a approuvé le projet, la signature d'une convention de co-maitrise d'ouvrage et le plan de financement prévisionnel :

- le montant prévisionnel actuel de l'opération est estimé à 1 445 609 euros HT, soit 1 734 731 euros TTC,
- la part relative aux travaux s'élève à 1 246 764 euros HT,
- l'aménagement en équipements et mobiliers des locaux périscolaires (hors équipements et mobiliers de l'office) est compris et est estimé à 20 000 euros HT, soit 24 000 euros TTC.

À cette occasion, la répartition proposée est la suivante :

- 957 321 euros HT de participation de Mulhouse Alsace Agglomération au titre des locaux dédiés aux périscolaires et espaces mutualisés au sein du bâtiment (sanitaires, circulation, ascenseur, passage en 4ème catégorie du bâtiment), qui pourra être réajustée selon les dépenses réellement engagées et les subventions perçues,
- 488 288 euros HT de participation de la commune au titre des espaces dédiés à l'école et espaces mutualisés au sein du bâtiment.

Délibération du Bureau n°577B

Création de locaux périscolaires pour les enfants des écoles de la Cité Rossalmend à Staffelfelden - validation du projet, du plan de financement prévisionnel et de la convention de co-maitrise d'ouvrage

Par délibération du 17 juin 2019, le Bureau a validé la réalisation d'une étude portant sur la faisabilité du projet de création de locaux périscolaires pour les enfants des écoles de la Cité Rossalmend par la commune de Staffelfelden. Par conséquent, il a été décidé la création de locaux mutualisés, en proximité des écoles, pour les activités périscolaires et extrascolaires de la commune. Ainsi, le nouveau bâtiment aura une surface d'environ 640 m² et permettra d'accueillir jusqu'à 148 enfants (contre 110 aujourd'hui). Pour ce faire, le Bureau a approuvé le projet, la signature d'une convention de co-maitrise d'ouvrage et le plan de financement prévisionnel :

retour CR

- le montant prévisionnel actuel de l'opération est estimé à 1 840 452 euros HT, soit 2 208 543 euros TTC,
- la part relative aux travaux s'élève à 1 414 320 euros HT,
- l'aménagement en équipements et mobiliers des locaux périscolaires (hors équipements et mobiliers de l'office) est compris et est estimé à 50 000 euros HT, soit 60 000 euros TTC.

À cette occasion, la répartition proposée est la suivante :

- 1 104 271 euros HT de participation de Mulhouse Alsace Agglomération au titre des activités périscolaires, qui pourra être réajustée selon les dépenses réellement engagées et les subventions perçues,
- 736 181 euros HT de participation de la commune au titre des activités extrascolaires, qui pourra également être réajustée selon les dépenses réellement engagées et les subventions perçues.

Délibération du Bureau n°573B

Agence Nationale du Sport : demande de subvention d'équipement sportif 2022

Dans le cadre de l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, le Bureau a approuvé le financement de l'acquisition de matériel de préparation Haut Niveau pour le CSRA, au titre de la thématique labellisée « Centre de Préparation aux Jeux ». Cette réalisation, qui permettra de compléter l'offre dans les domaines de la récupération et de l'optimisation de la performance, est estimée à 77 947 euros HT, dont une participation de Mulhouse Alsace Agglomération à hauteur de 38 974 euros.

Le Bureau a également approuvé la clause prévoyant qu'en cas de diminution des recettes attendues, Mulhouse Alsace Agglomération augmentera d'autant sa participation.

Bureau du 21 février 2022

Délibération du Bureau n°588B

Mise à disposition d'agents de Mulhouse Alsace Agglomération au profit du Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon

Le Bureau a approuvé la mise à disposition de trois agents de Mulhouse Alsace Agglomération au profit du Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon, afin d'assurer le fonctionnement des activités extra-scolaires, conformément à l'article 61-1 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, pour une période de trois ans maximum. Pour ce faire, une convention entre Mulhouse Alsace Agglomération et le syndicat sera

établie et définira les modalités administratives et financières de la mise à disposition des agents. Les traitements, accessoires et charges sociales afférentes donneront lieu à remboursement par le syndicat.

Délibération du Bureau n°599B

Équipements aquatiques communautaires : évolution du règlement intérieur

À l'occasion du transfert de la piscine Aquarhin à Mulhouse Alsace Agglomération le 1er janvier 2017 et de la reprise en régie du Centre d'Entrainement et de Formation à la Natation de Haut Niveau à compter du 1er février 2022, le Bureau a approuvé l'extension du règlement intérieur des équipements aquatiques à ces deux équipements. Il a également invité les maires des communes concernées à adapter leur règlement d'hygiène et de sécurité des piscines, par arrêté municipal, pris en vertu des pouvoirs de police du maire. Ainsi, le règlement d'hygiène et de sécurité pourra désormais préciser, afin d'éviter tout risque d'interprétation, qu'un visuel des tenues de bain autorisées est affiché dans chaque établissement. Il pourra également confirmer que le port du bonnet de bain est obligatoire à Aquarhin et recommandé dans les autres établissements.

Délibération du Bureau n°589B

Entretien des espaces verts : constitution d'un groupement de commandes et passation d'un accord-cadre

L'accord-cadre à bons de commandes pour les prestations d'entretien des espaces verts des Zones d'Activités Economiques de Mulhouse Alsace Agglomération arrivant à échéance, le Bureau a approuvé le renouvellement du groupement de commandes avec la ville de Mulhouse et la consultation de l'accord-cadre par appel d'offres ouvert pour quatre ans maximum, permettant de réaliser des économies d'échelle et une mutualisation des procédures de passation. Pour ce faire, les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de passation des marchés restent inchangées, conformément aux dispositions législatives et règlementaires du code de la commande publique, et la ville de Mulhouse assurera la fonction de coordonnateur de groupement, en charge de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, de signature et de la notification de l'accord-cadre. Les bons de commandes seront conclus et exécutés par chacun des membres du groupement avec les titulaires retenus par le groupement.

Le lot n° 4 « Entretien des espaces verts sur les zones d'activités économiques » porte sur un montant

minimal de 600 000 euros HT et un montant maximal de 2 000 000 d'euros HT.

Délibération du Bureau n°592B

Association Pôle Textile Alsace : subvention pour la réalisation d'une étude support au projet de redéveloppement de la filière textile sur le territoire

À l'occasion du déploiement par le Pôle Textile Alsace d'un pôle d'excellence orienté « nouveaux matériaux et fonctionnalisation des matériaux » sur le Campus textile de Mulhouse et de l'intérêt que représente cette redynamisation, le Bureau a approuvé le versement d'une subvention de 5 000 euros TTC au Pôle Textile Alsace en vue de la réalisation d'une étude complète par ce Pôle en termes de performance énergétique, optimisation de l'enveloppe thermique, diagnostic amiante et diagnostic sécurité, accessibilité des locaux. Cette étude vise à permettre la réorganisation et la remise à niveau du foncier et des équipements propriétés du Pôle Textile Alsace, afin d'accueillir et de développer les synergies et stimuler les projets de recherche entre les laboratoires de l'UHA – Université de Haute Alsace, (IS2M, LPIM, LPMT…), les compétences en fonctionnalisation de l'IFTH Mulhouse, les entreprises du territoire et les starts up innovantes hébergées dans ces mêmes locaux.

Délibération du Bureau n°585B

Quartier DMC : fonds friches - volet recyclage foncier - convention attributive de subvention Etat / Mulhouse Alsace Agglomération relative à la dépollution des secteurs à proximité et/ou dans les bâtiments 63, 74 et 118

Dans le cadre du plan de relance lancé en décembre 2020, la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération ont défini un plan d'actions destiné à impulser une nouvelle dynamique sur le site DMC. Pour ce faire, Mulhouse Alsace Agglomération a sollicité l'Etat pour la dépollution de trois zones identifiées aux abords et/ou dans les bâtiments 63, 74 et 118 afin de contribuer au recyclage de la friche pour pouvoir aménager et accueillir de nouvelles activités économiques et d'habitat. Ces travaux, estimés à 2 561 K€ HT, sous maîtrise d'ouvrage de Mulhouse Alsace Agglomération, seront menés en partenariat avec la ville de Mulhouse. La subvention de l'État s'élève à 870 604 euros, ce qui porte le déficit résiduel à près de 1,69 M€, sous réserve d'éventuelles autres subventions à percevoir. Ce déficit sera pris en charge à parts égales entre Mulhouse Alsace Agglomération et la ville de Mulhouse. Les crédits seront versés aux budgets 2022 à 2024 en fonction de l'avancement des travaux et selon l'échéancier prévisionnel.

retour CR

Délibération du Bureau n°600B

Aide à la relance de la construction durable : contractualisation entre l'Etat et Mulhouse Alsace Agglomération portant sur la participation de l'Etat au financement des constructions neuves dans les communes

À l'occasion du dispositif d'aide à la relance de la construction durable (ARCD) mis en place par le Gouvernement dans le cadre du plan France Relance, le Bureau a approuvé la mise en œuvre du projet de contractualisation avec le préfet du département au moyen d'un contrat de relance du logement prévoyant les objectifs de production de logements en cohérence avec les objectifs inscrits au PLH. Ces objectifs de production par commune tiennent compte de l'ensemble des logements à produire (individuels ou collectifs), objets d'une autorisation d'urbanisme délivrée entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022.

Sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, 22 communes sont éligibles au dispositif en raison du classement en zone B1 de la ville de Mulhouse. En cas d'atteinte de l'objectif, une aide sera versée pour les logements créés issus des permis de construire de deux logements au minimum et de densité minimale de 0,8 (surface de plancher divisée par la surface de terrain), dans la limite d'un dépassement de 10 % de l'objectif fixé.

Un montant de 1 500 euros par logement éligible sera versé pour les collectivités ayant atteint ou dépassé leur objectif fixé et un bonus de 500 euros est prévu pour les logements issus de la transformation de locaux de bureau ou d'activité.

II. Décisions du Président

En application des délégations de pouvoir accordées le 18 juillet 2020, le Président a pris les décisions suivantes :

- en matière de réalisation d'emprunts et de gestion active de la dette (en application de la délégation de pouvoir accordée le 18 juillet 2020, précisée par la délibération n° 174C du 23 novembre 2020) :

- en matière de marchés publics passés par voie de procédure adaptée

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date notification	Montant du marché (HT)	Nature
C2022053	532	INITIATIVE AMENGAEMENT & DEVELOPPEMENT	Réalisation d'une évaluation environnementale PLUS D'ILLZACH	15/02/2022	5 750,00 €	Services

retour CR

		4 Passage Jules Didier 70000 VESOUL				
C2022051	53	PRO SECURITE 1A rue du Cimetière 68700 UFFHOLTZ	Prestations de gardiennage rue de Pfastatt à Mulhouse du 01/02 au 31/03/2022	31/01/2022	27 015,54 €	Services
C2022050	236	DGRG 3 Impasse de la Vieille Thur 68190 UNGERSHEIM	Traitement des moisissures périscolaires Staffelfelden	09/02/2022	9 852,00 €	Services
C2022047	414	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Révision, maintenance et passage au service des mines d'un véhicule	13/01/2022	6 835,78 €	Services
C2022046	512	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon 79430 LA CHAPELLE-SAINT-LAURENT	Achat de produits surgelés pour l'alimentation des animaux du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	27/01/2022	6 888,11 €	Fournitures
C2022045	021	HIPPOTYPO 60 Quai Fernand Saguet 94700 MAISONS-ALFORT	Agence de communication pour les documents institutionnels	28/01/2022	10 175,00 €	Services
C2022044	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Acheminement du courrier pour le mois de janvier 2022	04/02/2022	31 630,56 €	Services
C2022041	414	SEMAT 335 avenue Jean Guiton 17028 LA ROCHELLE Cedex	Acquisition d'un système de compactage et son axe d'articulation	21/01/2022	17 844,79 €	Fournitures
C2022039	4155	E.B.G. 8 Rue du Chemin de fer 68520 BURNHAUPT LE HAUT	Fournitures d'hélices et moteurs pour ventilateurs aérothermes du bâtiment 4 du centre Technique Communautaire de Richwiller.	27/01/2022	4 470,00 €	Fournitures
C2022038	021	ARTENREEL Rue de Battenheim 68100 MULHOUSE	Prestations de pigiste pour Webzine	03/01/2022	4 160,00 €	Services
C2022037	021	ARTENREEL Rue de Battenheim 68100 MULHOUSE	Rédaction du rapport d'activité 2020	20/12/2021	5 000,00 €	Services
C2022031	371	SDV PLURIMEDIA 15 Rue de la nuée bleue 67000 STRASBOURG	Hébergement de deux serveurs pour le compte de m2A	10/11/2021	7 908,00 €	Services
C2022030	425	SUEZ ENVIRONNEMENT 14 rue du Noret 25620 Mamirolle	ZAE Amélie (3ème Tranche) : Pose de 14 colliers de prise et 2 raccordements	04/01/2022	8 163,47 €	Travaux
C2022029	414	ACOMETIS 7 Place du 17 novembre 68360 SOULTZ	Prestation d'étalonnage d'une saleuse	16/12/2021	7 735,00 €	Services
C2022028	021	NEPTUNE AND CO 9 Avenue d'Italie 68110 ILLZACH	Réalisations de vidéos SERD	03/01/2022	6 550,00 €	Services
C2022027	512	SPECIES 360 7900 International Drive, suite 300 MN 55425 MINNEAPOLIS	Gestion de la base de données SPECIES 360 pour la gestion des animaux dans les zoos (année 2022)	03/01/2022	6 001,12 €	Services
C2022026	411	REGIE DE BOURTZWILLER 15 Rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Prestation de balayage manuel des espaces publics des communes de Riedisheim, Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach et Flaxlanden - Balayage Riedisheim Janvier 2022	03/01/2022	7 530,51 €	Services
C2022024	411	REGIE D L'ILL 75 rue des Flandres 68100 MULHOUSE	Nettoyage manuel des espaces publics Drouot (année 2022 – convention du 28 avril 1992)	03/01/2022	91 200,00 €	Services
C2022023	411	REGIE DE BOURTZWILLER 15 Rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Nettoyage manuel des espaces publics Bourtzwiller (année 2022 – convention du 14 avril 1990)	03/01/2022	187 200,00 €	Services
C2022022	021	JDS 4 rue Daniel Schoen 68200 MULHOUSE	Distribution de flyers pour le zoo	11/01/2022	4 900,00 €	Services
C2022021	433	C2S SECURITE 1 rue Auguste Kroener 68520 BURNHAUPT-LE-HAUT	Vérification et maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie catégorie A et B des bâtiments de Mulhouse Alsace Agglomération	26/01/2022	15 000,00 €	Services
C2022019	4156	LANTZERATH 17B Route de	Prestation de maintenance des stations-services de Richwiller et Didenheim 2022	03/01/2022	8 004,61 €	Services

		Scherwiller 67730 CHATENOIS				
C2022014	021	LES VITRINES DE MULHOUSE 1 Rue du marché 68100 MULHOUSE	Acquisition de chèques cadeaux pour les vœux 2022 aux agents	03/01/2022	32 000,00 €	Fournitures
C2022013	4156	SIEMENS 39-4 7 Boulevard Ornano 93527 SAINT-DENIS	Maintenance des installations sécurité incendie, gestion énergétique et sureté des sites de Richwiller et Didenheim (année 2022)	03/01/2022	9 912,00 €	Services
C2022010	371	OSLO 71 Rue de la Cousinerie 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	Acquisition de licences informatiques (parc informatique et allo proximité)	30/12/2021	11 636,50 €	Services
C2022009	021	NUSSBAUMER MARIE 10 rue de la Taillanderie 68720 TAGOLSHEIM	Réalisation d'un reportage photo	03/01/2022	24 000,00 €	Services
C2022008	021	MASI PRODUCTIONS 35 Rue du Bromont 90160 DENNEY	Réalisation de 20 vidéos	03/01/2022	16 640,00 €	Services
C2022006	021	JPW MEDIAS 2 Rue Guynemer 75006 PARIS	Insertion d'un encart « ADN Blue Industrie » janvier 2022	15/11/2021	4 000,00 €	Services
C2022005	021	HOP CONSEIL 2 Rue du Saering 68500 GUEBWILLER	Carte Pass Temps 2022 et brochure associée	03/11/2021	12 976,85 €	Services
C2022003	021	ELIQUO 36 Rue de Garenne 57155 MARLY	Réalisation du stand pour le salon ADN BE4.0	17/11/2021	13 392,00 €	Services
C2022002	021	PREVEL SIGNALISATION 29 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Réalisation d'un sticker JO pour une rame du tramway	10/11/2021	5 458,00 €	Fournitures
C2022001	11	TRANSDEV 7 avenue de Suisse CS 60288 68316 ILLZACH Cedex	Transport scolaire pour l'Aventure Citoyenne 2022	14/12/2021	541,20 €	Services
C2021399	414	SEMAT 335 avenue Jean Guiton 17028 LA ROCHELLE Cedex	Equipement d'une benne à ordures ménagères	16/12/2021	19 447,11 €	Fournitures
C2021398	512	HERPETO-TECHNIQUE 1 La Goulbaudière 44330 VALLET	Fourniture de 2 terrariums complets sur mesure pour les serpents venimeux au Parc zoologique et botanique de Mulhouse	12/11/2021	7 663,84 €	Fournitures
C2021396	53	SAMSIC SECURITE 7 Rue Daniel Schoen 68790 MORSCHWILLER-LE-BAS	Ronde dans les bâtiments du Village Industriel de la Fonderie (ex Soflog et Endel)	13/12/2021	5 993,55 €	Services
C2021395	512	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon 79430 LA CHAPELLE SAINT LAURENT	Fourniture de produits surgelés pour les animaux du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	23/12/2021	4 000,00 €	Fournitures
C2021394	53	SOGEQUARE 870 Rue Denis Papin 54710 LUDRES	Gestion du Centre de Création et d'Activités Nouvelles (CCAN) de l'Aire de la Thur	02/11/2021	38 700,00 €	Services
C2021393	521	UGAP 1 Boulevard Archimède 77420 CHAMPS-SUR-MARNE	Accompagnement écho système 5.0 Phase II	22/11/2021	97 696,00 €	Services
C2021392	521	CITIVIA-SPL 5 rue Lefèbvre 68100 MULHOUSE	Contribution SIMI 2021	16/12/2021	7 603,00 €	Services
C2021389	414	POIDS LOURD UTILITAIRE SERVICES 41 Avenue des deux fontaines 57052 METZ Cedex 2	Remise en état d'un mécanisme bâche	31/12/2021	10 110,00 €	Fournitures
C2021387	411	ACOMETIS PRODUCTION 7 place du 17 novembre 68360 SOULTZ	Acquisition d'un jeu de 5 couteaux GK5	30/12/2021	9 248,80 €	Fournitures
C2021379	411	UGAP Immeuble Saint Exupéry 2 rue des Hérons - ENTZHEIM	Acquisition d'une étrave Vario LF-L2300 (lame de déneigement)	21/12/2021	12 747,00 €	Fournitures

		67831 TANNERIES Cedex				
C2021378	411	UGAP Immeuble Saint Exupéry 2 rue des Hérons - ENTZHEIM 67831 TANNERIES Cedex	Acquisition d'une saleuse 1,2 m3	21/12/2021	18 618,00 €	Fournitures
C2021368	414	UGAP Immeuble Saint Exupéry 2 rue des Hérons - ENTZHEIM 67831 TANNERIES Cedex	Fourniture d'une balayeuse aspiratrice compacte	15/12/2021	138 303,00 €	Fournitures
C2021367	414	UGAP Immeuble Saint Exupéry 2 rue des Hérons - ENTZHEIM 67831 TANNERIES Cedex	Acquisition d'un châssis AMPLIROLL D26 WIDE	13/12/2021	81 813,93 €	Fournitures
C2021364	021	DIGITALSACE360 7 Rue de l'industrie 68360 SOULTZ HAUT RHIN	Visite virtuelle SIMI	19/11/2021	5 460,00 €	Services
C2021361	4311	SCHOTT PEINTURE 90 route de Mulhouse 68540 FELDKIRCH	Création d'un horizon Afrique au parc zoologique et botanique de Mulhouse Lot n° 24 Peinture	22/12/2021	24 207,00 €	Travaux
C2021360	4311	LMS Bourbonnaise 1 rue Jacques Cœur 03400 YZEURE	Création d'un horizon Afrique au parc zoologique et botanique de Mulhouse Lot n° 21 Matériel zootechnique	22/12/2021	56 064,12 €	Travaux
C2021359	4311	MEYER 13 Rue de Lattre 68730 BLOTZHEIM	Création d'un horizon Afrique au parc zoologique et botanique de Mulhouse Lot n° 19 Agencements	04/01/2022	28 090,00 €	Travaux
C2021358	4311	EURL HESSLE/LUTTRINGER 66 Faubourg des Vosges 68700 CERNAY	Création d'un horizon Afrique au parc zoologique et botanique de Mulhouse Lot n° 10 Carrelage faïence	22/12/2021	12 761,40 €	Travaux
C2021357	4311	MEYER 13 rue de Lattre 68730 Blotzheim	Création d'un horizon Afrique au parc zoologique et botanique de Mulhouse Lot n° 8 Menuiserie intérieure bois	04/01/2022	33 999,00 €	Travaux
C2021355	414	CITROEN MULHOUSE ILLZACH 7 rue de Berne 68110 ILLZACH	Acquisition d'un châssis simple cabine	23/12/2021	19 611,00 €	Fournitures
C2021354	4332	SCUTUM 21 rue du Pont des Halles 94536 RUNGIS Cedex	Télésurveillance des bâtiments communautaires	10/01/2022	8 000,00 €	Services
C2021351	4311	SCHINDLER 104A rue des Bains 68390 SAUSHEIM	Maintenance des ascenseurs, monte-charges et élévateurs Lot n° 2 - Patrimoine scolaire	31/12/2021	26 000,00 €	Services
C2021350	4311	ASCAUM 17B rue du Périgord 68270 WITTENHEIM	Maintenance des ascenseurs, monte-charges et élévateurs Lot n° 1 - Patrimoine divers hors scolaire	30/12/2021	55 000,00 €	Services
C2021349	414	SEMAT 335 avenue Jean Guiton 17028 LA ROCHELLE Cedex	Acquisition d'un kit d'axes de pelle	13/12/2021	4 805,00 €	Fournitures
C2021347	414	CITROEN MULHOUSE ILLZACH 7 rue de Berne 68110 ILLZACH	Acquisition d'une berline 5 places	17/12/2021	11 988,50 €	Fournitures
C2021344	53	PRO SECURITE 1A rue du Cimetière 68700 UFFHOLTZ	Prestations de gardiennage rue de Pfastatt à Mulhouse	13/12/2021	33 365,01 €	Services
C2021342	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Acheminement du courrier pour le mois de novembre 2021	08/12/2021	23 186,34 €	Services
C2021341	4313	BOMA 33 a rue de la tour 67200 STRASBOURG	Diagnostic ressource du bâtiment 52,53,304	09/12/2021	16 450,00 €	Services

retour CR

C2021340	414	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Acquisition d'un bac de rétention	29/11/2021	5 561,00 €	Fournitures
C2021338	414	POIDS LOURD UTILITAIRE SERVICES 41 Avenue des deux fontaines 57052 METZ Cedex 2	Fourniture et montage d'un bras hydraulique et caisson aluminium sur châssis de 3,5 tonnes.	24/11/2021	22 350,00 €	Fournitures
C2021337	512	BUREAU D'ETUDES AKONGO 99 B rue du Moulin à l'Huile 44400 REZE	Mise à disposition d'une application pour le bien-être animal en faveur des secteurs animaliers du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	08/11/2021	4 116,00 €	Services
C2021335	414	MAILLARD EURL 6 Rue de la Saule 21610 FONTENELLE	Remplacement d'un chariot sur benne à Ordures WIDE	16/11/2021	5 710,00 €	Services
C2021334	414	FAAC 14 avenue d'Italie 68315 ILLZACH	Acquisition d'un outil de diagnostic pour les garages de Richwiller et Didenheim	10/11/2021	7 178,00 €	Fournitures
C2021333	414	FAAC 14 avenue d'Italie 68315 ILLZACH	Remise en état d'un bar à huiles	10/11/2021	5 533,00 €	Services
C2021330	414	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Acquisition d'un outil de diagnostic, servante pour poids lourds	16/11/2021	4 982,00 €	Fournitures
C2021324	532	ECOSCOP Rue des Fabriques 68470 FELLERING	Réalisation d'une évaluation environnementale - PLU de Pulversheim	26/11/2021	5 985,00 €	Services
C2021323	532	CABINET WAECHTER & ASSOCIES 10 Rue Principale Fulleren 68210 DANNEMARIE	Réalisation d'un dossier de dérogation Loi Barnier- PLU d'Ottmarsheim	26/11/2021	2 930,00 €	Services
C2021322	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Acheminement du courrier pour le mois d'octobre 2021	24/11/2021	34 130,33 €	Services
C2021318	414	SEMAT 335 avenue Jean Guiton 17028 LA ROCHELLE Cedex	Acquisition de 4 vérins de pelle	15/11/2021	4 368,00 €	Fournitures
C2021305	411	REGIE DE BOURTZWILLER 15 Rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Prestation de balayage manuel des espaces publics des communes de Riedisheim, Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach et Flaxlanden - Balayage Riedisheim Décembre 2021	01/12/2021	7 267,00 €	Services
C2021304	411	REGIE DE BOURTZWILLER 15 Rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Prestation de balayage manuel des espaces publics des communes de Riedisheim, Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach et Flaxlanden - Balayage Riedisheim Novembre 2021	01/11/2021	7 267,00 €	Services

- en matière d'actions en justice

Mémoire en défense du 22 novembre 2021 devant le tribunal judiciaire dans le cadre d'un référé préventif avant travaux

Intervention volontaire du 17 janvier 2022 dans le cadre de l'assignation en référé-expertise devant le tribunal judiciaire d'un agent victime d'un accident de trajet

Constitution de partie civile du 28 janvier 2022 pour les faits de dégradation d'une poubelle

Déclaration d'appel du 10 février 2022 contre le jugement rendu par le Tribunal Correctionnel sur intérêts civils suite à l'agression d'un agent

Mémoire en réplique et récapitulatif du 17 février 2022 devant le tribunal judiciaire suite au recours d'une association contre la décision de refus d'exonération du versement mobilité

- en matière de transaction

Indemnisation du 16 novembre 2021 versée à un tiers suite à l'endommagement d'une poubelle lors de la collecte des ordures ménagères

- en matière d'habitat

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION
Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 16 décembre 2021 et le 11 février 2022

AIDE A LA PIERRE - LOGEMENT SOCIAL (Production)

Délégation des aides à la pierre - Agréments 2021

Bailleur	Opération		Financement	Nbre logts	Montant des aides	
	Commune	Adresse			Crédits délégués	m2a
3F GRAND EST	Wittelsheim	Rue de Mulhouse	Agréments PLUS	37	0,00 €	0,00 €
3F GRAND EST	Wittelsheim	Rue de Mulhouse	Agréments PLAI	22	176 352,00 €	55 000,00 €
3F GRAND EST	Riedisheim	Rue de Bâle	Agréments PLUS	9	0,00 €	0,00 €
3F GRAND EST	Riedisheim	Rue de Bâle	Agréments PLAI	12	72 144,00 €	22 500,00 €
Batigère	Brunstatt-Didenheim	Avenue d'Altkirch	Agréments PLUS	7	0,00 €	0,00 €
Batigère	Brunstatt-Didenheim	Avenue d'Altkirch	Agréments PLAI	10	80 160,00 €	25 000,00 €
Batigère	Brunstatt-Didenheim	Avenue d'Altkirch	Agréments PLS	11	0,00 €	0,00 €
Domial	Lutterbach	Rue Poincaré	Agréments PLUS	16	0,00 €	0,00 €
Domial	Lutterbach	Rue Poincaré	Agréments PLAI	8	64 128,00 €	20 000,00 €
Néolia	Zillisheim	Faubourg de Mulhouse	Agréments PLUS	4	0,00 €	0,00 €
Néolia	Zillisheim	Faubourg de Mulhouse	Agréments PLAI	3	24 048,00 €	7 500,00 €
Néolia	Zillisheim	Faubourg de Mulhouse	Agréments PLS	1	0,00 €	0,00 €
m2A Habitat	Pfastatt	Rue des Roseaux	Agréments PLUS	10	0,00 €	0,00 €
m2A Habitat	Pfastatt	Rue des Roseaux	Agréments PLAI	5	40 080,00 €	12 500,00 €
SOMCO	Pfastatt	8 rue de l'Etang	Réhab thermique	18	48 000,00 €	27 000,00 €
SCI HUBER PROJECT	Illzach	Rue des Jardins/Vosges	Agréments PLS	4	0,00 €	0,00 €
			TOTAL	**177**	**504 912,00 €**	**169 500,00 €**

Reconstitution de l'offre démolie de m2A Habitat - Aides spécifiques de la part de m2A - Année 2022

Bailleur	Opération		Financement	Nbre logts	Sub m2A
	Commune	Adresse			
m2A Habitat	Pfastatt	Rue des Roseaux	Agréments PLUS	10	100 000,00 €
m2A Habitat	Pfastatt	Rue des Roseaux	Agréments PLAI	5	50 000,00 €
m2A Habitat	Habsheim	Rue du Cerf	Agréments PLUS	10	100 000,00 €
m2A Habitat	Habsheim	Rue du Cerf	Agréments PLAI	6	60 000,00 €
			TOTAL	**31**	**310 000,00 €**

AIDE A LA PIERRE - LOGEMENTS PRIVES

1 - Ingénierie

Etudes

Bénéficiaire	Opérations	Subvention Anah
Ville de Mulhouse	Etude pré-opérationnelle "Logements vacants"	37 238 €
Ville de Wittenheim	Etude action - La forêt 1 et 2	100 080 €
	TOTAL	**137 318 €**

retour CR

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION
Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 16 décembre 2021 et le 11 février 2022

Copropriétés fragiles - Assistance à maîtrise d'ouvrage

Syndic	Copropriété	Adresse	Subvention Anah	Subvention m2A
Foncia	Rabelais Centre Commercial	11 rue Rabelais	1 260 €	0 €
Foncia	Résidence Verdon	13 rue des Sorbiers - 1 rue d'Entremont - 27 rue du Dr A. Schweitzer	2 880 €	0 €
		TOTAL	**4 140 €**	**0 €**

2 - Aides aux travaux de l'Anah et aides complémentaires précarité énergétique

Précarité énergétique - Propriétaires occupants et propriétaires bailleurs - Anah et m2A

Propriétaire	Commune	Montant des aides	
		Anah	m2A
C.R.	Berrwiller	15 500 €	0 €
R.L.	Brunstatt-Didenheim	14 000 €	0 €
M.R.	Riedisheim	19 139 €	1 000 €
H.B.	Riedisheim	8 250 €	0 €
Foncia	Rixheim	4 500 €	0 €
Foncia	Mulhouse	1 500 €	0 €
Foncia	Rixheim	4 500 €	0 €
Foncia	Rixheim	3 000 €	0 €
H.S.	Rixheim	1 500 €	1 000 €
T.V.	Rixheim	1 500 €	1 000 €
F.P.	Rixheim	1 500 €	1 000 €
F.A.	Rixheim	1 500 €	1 000 €
TOTAL		**76 389 €**	**5 000 €**

Copropriétés fragiles - Aide aux syndics

Syndic et propriétaires modestes	Copropriété	Adresse	Subvention Anah	Subvention m2A
SELARL AJASSOCIES	DIAMANT NOIR	60B Avenue de Colmar - Mulhouse	4 406 €	0 €
Foncia	Tour de l'Europe	3 bd de l'Europe - Mulhouse	431 057 €	0 €
CIMA	Le Panorama	16 rue du Maroc - Riedisheim	240 341 €	0 €
Foncia	Résidence Vernon	27 rue du Dr A. Schweitzer - Rixheim	173 156 €	0 €
Foncia	Rabelais - Centre commercia	11 rue Rabelais - Mulhouse	141 854 €	0 €
Foncia	Résidence Provence	38 rue Anna Schoen - Mulhouse	955 422 €	0 €
Foncia	Résidence Vernon	13 rue des Sorbiersc - Rixheim	275 174 €	0 €
		TOTAL	**2 221 410 €**	**0 €**

retour CR

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION
Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 16 décembre 2021 et le 11 février 2022

Habitat très dégradé ou indigne

Propriétaire	Commune	Montant des aides	
		Anah	m2A
A.B.	Mulhouse	32 580 €	1 500 €
TOTAL		**32 580 €**	**1 500 €**

Adaptation au handicap/maintien à domicile - Anah - Propriétaires occupants

Propriétaire	Commune	Montant travaux éligibles	Montant des aides Anah
M.B.	Mulhouse	12 650 €	6 325 €
M.H.	Riedisheim	11 226 €	5 613 €
C.S.	Mulhouse	3 402 €	1 701 €
B.B.	Mulhouse	4 759 €	9 518 €
S.P.	Wittenheim	10 065 €	5 033 €
S.R.	Wittenheim	936 €	2 673 €
M.A.	Wittenheim	2 717 €	7 763 €
D.C.	Reiningue	1 627 €	4 627 €
TOTAL		**47 382 €**	**43 253 €**

3 - Réglementation Prime Intermédiation Locative

Propriétaire	Commune	Nbre logts	Subvention Anah
F.B.	Mulhouse	1	1 000 €
B.L.	Mulhouse	1	1 000 €
TOTAL		**2**	**2 000 €**

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation.

Le Conseil d'Agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-672C-2022bis-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

77 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

VŒU RELATIF A LA HAUSSE DU COUT DE L'ENERGIE POUR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (341/9.4/672C)

Depuis maintenant plusieurs semaines, les collectivités territoriales subissent des hausses considérables des prix de l'énergie et des matières premières sur les marchés, dans un contexte de fragilité des finances publiques déjà fortement impactées par la crise du COVID.

Alors même que Mulhouse Alsace Agglomération et ses communes consacrent déjà des efforts majeurs d'investissement sur leur patrimoine, pour réduire les dépenses d'énergie et l'empreinte carbone et continuent à s'engager fortement dans cette voie, cet impact ne pourra être absorbé par nos collectivités. Pour Mulhouse Alsace Agglomération cela se traduit, par exemple, par une hausse du prix de kWh de l'électricité de 40% par rapport à 2021, hausse qui a pu être limitée grâce à un groupement de commande, sans quoi elle aurait été estimée à 79%.

Ces hausses de prix affectent directement les services publics locaux, dont les communes et intercommunalités assurent l'organisation et souvent la gestion. Qu'il s'agisse de chauffer et d'éclairer les bâtiments publics, les écoles et périscolaires, les équipements culturels et sportifs, d'épurer les eaux usées, de potabiliser et distribuer l'eau, de collecter et traiter les déchets, ou encore de faire circuler les transports collectifs, les collectivités et leurs groupements assurent des missions essentielles pour les habitants, notamment les plus fragiles, ainsi que pour les entreprises sur leur territoire.

Si elles ne sont endiguées ou atténuées, les hausses des prix de l'électricité et du gaz, comme des matières premières auront des conséquences majeures sur l'équilibre des budgets des collectivités publiques, et donc sur leur capacité à garantir la bonne tenue des services publics locaux.

retour CR

Afin de préserver les services publics, mais aussi les investissements essentiels à la reprise économique et à la transition écologique, et de préserver le pouvoir d'achat des ménages, les collectivités doivent être accompagnées au même titre que les entreprises et les particuliers.
En effet, parmi les dispositions mises en place par le Gouvernement pour en atténuer à court terme les effets pour les particuliers et pour les entreprises, aucune à ce jour n'a encore été prévue à destination des collectivités territoriales.
Le Premier Ministre et le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance ont ainsi été saisis par l'Association des Maires de France de cette situation respectivement les 25 janvier et 18 mars 2022. A ce jour, le Gouvernement n'a pas encore donné suites à ces requêtes.

Au vu de ce contexte des plus préoccupants et au regard de ce qui précède, après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération décide de saisir Monsieur Bruno LEMAIRE, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance sur la problématique de soutenabilité de cette hausse spectaculaire du coût de l'énergie sur le budget communautaire en demandant :

- de limiter l'impact de la hausse des prix de l'énergie pour les collectivités territoriales et leurs groupements par des solutions immédiates, à l'image des dispositifs mis en place pour les particuliers et les entreprises,
- d'appliquer un taux de TVA réduit sur les factures énergétiques des collectivités territoriales et leurs groupements,
- de permettre aux collectivités territoriales et leurs groupements qui le souhaitent de bénéficier des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz, et de les pérenniser.

Contre (1) : Thierry ENGASSER.
Abstentions (2) : Michèle HERZOG (représentée par Rémy NEUMANN) et Rémy NEUMANN.
Le vœu est adopté à la majorité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-633C-2022-BP-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/04/2022
Publication : 01/04/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 1er avril 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022 (311/7.1.1/633C)

Le Budget Primitif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération est composé de 4 budgets :

- le budget principal élaboré selon l'instruction comptable M14,
- le budget annexe du chauffage urbain élaboré selon l'instruction comptable M4,
- le budget annexe des transports urbains élaboré selon l'instruction comptable M43,
- le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim élaboré selon l'instruction comptable M14.

Le projet de Budget Primitif 2022 du budget principal est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 317 423 947 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**248 909 237**	**248 909 237**
Dépenses ou recettes réelles	232 543 175	248 749 987
Dépenses ou recettes d'ordre	16 366 062	159 250
Section d'investissement	**68 514 710**	**68 514 710**
Dépenses ou recettes réelles	67 007 374	50 800 562
Dépenses ou recettes d'ordre	1 507 336	17 714 148
Budget total	**317 423 947**	**317 423 947**

retour CR

Le budget principal est complété par les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim.
Pour le budget annexe du chauffage urbain, arrêté en dépenses et en recettes à 18 656 978 €, les valeurs sont les suivantes :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**11 817 792**	**11 817 792**
Dépenses ou recettes réelles	8 468 148	10 522 082
Dépenses ou recettes d'ordre	3 349 644	1 295 710
Section d'investissement	**6 839 186**	**6 839 186**
Dépenses ou recettes réelles	5 283 476	3 229 542
Dépenses ou recettes d'ordre	1 555 710	3 609 644
Budget total	**18 656 978**	**18 656 978**

Pour le budget annexe des transports urbains arrêté à 97 012 336 €, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**76 409 716**	**76 409 716**
Dépenses ou recettes réelles	65 148 695	75 318 796
Dépenses ou recettes d'ordre	11 261 021	1 090 920
Section d'investissement	**20 602 620**	**20 602 620**
Dépenses ou recettes réelles	19 040 400	8 870 299
Dépenses ou recettes d'ordre	1 562 220	11 732 321
Budget total	**97 012 336**	**97 012 336**

Pour le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**1 023 928**	**1 023 928**
Dépenses ou recettes réelles	113 758	111 168
Dépenses ou recettes d'ordre	910 170	912 760
Section d'investissement	**912 760**	**912 760**
Dépenses ou recettes réelles	0	2 590
Dépenses ou recettes d'ordre	912 760	910 170
Budget total	**1 936 688**	**1 936 688**

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le Budget Primitif principal de 2022 ainsi que les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim ;

- précise que l'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre du présent budget sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, sous réserve du cas des associations ou fondations agréées ou reconnues d'utilité publique bénéficiant d'une dérogation en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

- autorise M. le Président à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services communautaires et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.

PJ : 2

Contre (4) : Nadia EL HAJJAJI, Bertrand PAUVERT, Christelle RITZ et Joseph SIMEONI.
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Le budget primitif 2022 est consultable au :

Service des Finances de Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie
68948 MULHOUSE Cedex 9

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h.

retour CR

IV - ANNEXES

C) AUTRES ELEMENTS FINANCIERS

REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE N-1

REPRISE ANTICIPEE (3) Délibération du : 28/03/2022 (si le compte administratif n'a pas été voté)	2022
Résultat de fonctionnement 2021	
A Résultat estimé de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	8 533 651,18
B Résultats antérieurs reportés (par délibération du 28/06/2021 sur l'affectation du résultat 2020), précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	45 093 359,72
C - Résultat à affecter **= A+B (hors restes à réaliser)**	**53 627 010,90**
D Solde d'exécution d'investissement N-1 (précédé de + ou -) D 001 (besoin de financement) R 001 (excédent de financement)	-2 171 739,10
E Solde des restes à réaliser d'investissement N-1 (4) Besoin de financement Excédent de financement (1)	-9 682 995,45
Besoin de financement = F = D+E	**-11 854 734,55**
REPRISE ANTICIPEE = H	5 000 000,00
1) Prévision d'affectation en réserves en réserves R 1068 **G** = couverture obligatoire du besoin de financement F	11 854 734,55
2) H Report en fonctionnement R 002 **(2) (Si C > F, H = C - G)**	41 772 276,35
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	

(1) Indiquer l'origine : emprunt : ..... F, subvention : ..... F ; ou autofinancement : ..... F)

(2) Eventuellement, pour la part excédant la couverture du besoin de financement de la section d'investissement

(3) Joindre les documents prévus par l'instruction M14, (Vol. I, Tome II, titre 3, Chapitre 5, § 4)

(4) Le solde des restes à réaliser de la section de fonctionnement n'est pas pris en compte pour l'affectatoin des résultats de fonctionnement. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement sont reportés au budget de reprise, après le vote du compte administratif.

(5) En ce cas, il n'y a pas d'affectation

retour CR

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 93
Nombre de membres présents : 78 (+ 15 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 93
VOTES :
Pour : 74 (+ 15 procurations)
Contre : 4
Abstentions : /

Date de convocation : 22 mars 2022

Présenté par (1) M. Fabian Jordan, Président de m2A
A Mulhouse
Le 28 mars 2022

Délibéré par le Conseil d'Agglomération (2), réuni en session
A Mulhouse, le 28 mars 2022
Les membres du Conseil d'Agglomération,

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Proc. à Mme BAECHTEL
BEHE Jean-Marie	Absent
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	Proc. à M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	Proc. à Mme SORNIN
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à M. CHÉRAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	Absente
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	Proc. à M. MINERY
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme SORNIN

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DEGLIAME Mercédès	Absente
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Proc. à M. ONNO
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	Proc à M. NEUMANN
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	Absent
HOTTINGER Marie	Proc. à M. COUON
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	Présent au point 5°
JULIEN Jean-Paul	

retour CR

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à N. Hongé
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Absente
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Présent au point 5°
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Anne Loisel
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

RICHE Laurent	Proc. à Mme GERBER
RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	Proc. à Mme LUTZ
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Excusé
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Proc. à Mme BONDA SILVA
SCHWEITZER Pascale Cléo	Excusée
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à M. NICOLAS
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	Excusée
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 1er avril 2022

le président, Fabian JORDAN, 1er avril 2022

A , le 1er avril 2022
Mulhouse

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-633C-2022-BACU-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/04/2022
Publication : 01/04/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 1er avril 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022 (311/7.1.1/633C)

Le Budget Primitif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération est composé de 4 budgets :

- le budget principal élaboré selon l'instruction comptable M14,
- le budget annexe du chauffage urbain élaboré selon l'instruction comptable M4,
- le budget annexe des transports urbains élaboré selon l'instruction comptable M43,
- le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim élaboré selon l'instruction comptable M14.

Le projet de Budget Primitif 2022 du budget principal est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 317 423 947 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**248 909 237**	**248 909 237**
Dépenses ou recettes réelles	232 543 175	248 749 987
Dépenses ou recettes d'ordre	16 366 062	159 250
Section d'investissement	**68 514 710**	**68 514 710**
Dépenses ou recettes réelles	67 007 374	50 800 562
Dépenses ou recettes d'ordre	1 507 336	17 714 148
Budget total	**317 423 947**	**317 423 947**

retour CR

Le budget principal est complété par les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim.
Pour le budget annexe du chauffage urbain, arrêté en dépenses et en recettes à 18 656 978 €, les valeurs sont les suivantes :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**11 817 792**	**11 817 792**
Dépenses ou recettes réelles	8 468 148	10 522 082
Dépenses ou recettes d'ordre	3 349 644	1 295 710
Section d'investissement	**6 839 186**	**6 839 186**
Dépenses ou recettes réelles	5 283 476	3 229 542
Dépenses ou recettes d'ordre	1 555 710	3 609 644
Budget total	**18 656 978**	**18 656 978**

Pour le budget annexe des transports urbains arrêté à 97 012 336 €, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**76 409 716**	**76 409 716**
Dépenses ou recettes réelles	65 148 695	75 318 796
Dépenses ou recettes d'ordre	11 261 021	1 090 920
Section d'investissement	**20 602 620**	**20 602 620**
Dépenses ou recettes réelles	19 040 400	8 870 299
Dépenses ou recettes d'ordre	1 562 220	11 732 321
Budget total	**97 012 336**	**97 012 336**

Pour le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**1 023 928**	**1 023 928**
Dépenses ou recettes réelles	113 758	111 168
Dépenses ou recettes d'ordre	910 170	912 760
Section d'investissement	**912 760**	**912 760**
Dépenses ou recettes réelles	0	2 590
Dépenses ou recettes d'ordre	912 760	910 170
Budget total	**1 936 688**	**1 936 688**

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le Budget Primitif principal de 2022 ainsi que les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim ;

- précise que l'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre du présent budget sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, sous réserve du cas des associations ou fondations agréées ou reconnues d'utilité publique bénéficiant d'une dérogation en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

- autorise M. le Président à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services communautaires et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.

PJ : 2

Contre (4) : Nadia EL HAJJAJI, Bertrand PAUVERT, Christelle RITZ et Joseph SIMEONI.
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Le budget primitif 2022 est consultable au :

Service des Finances de Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie
68948 MULHOUSE Cedex 9

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h.

retour CR

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 78 (+15 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 93
VOTES :
Pour : 74 (+15 procurations)
Contre : 4
Abstentions : /

Date de convocation : 22 mars 2022

Présenté par (1) M. Fabian Jordan, Président de m2A
A Mulhouse
Le 28 mars 2022

Délibéré par le Conseil d'Agglomération (2), réuni en session
A Mulhouse, le 28 mars 2022
Les membres du Conseil d'Agglomération,

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Proc. à Mme BAECHTEL
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	Proc. à M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	Proc. à Mme SORNIN
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à M. CHÉRAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	Proc. à M. MINERY
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme SORNIN

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D

COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DEGLIAME Mercédès	A. Brenta
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Proc. à M. CHINUS
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	Proc. à M. NEUMANN
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	Abrent
HOTTINGER Marie	Proc. à M. Cocon
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	Présent au point 5°
JULIEN Jean-Paul	

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D

JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à M. Mone
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Absente
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Retient au poignet
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme LOISEL
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D

RICHE Laurent	Proc. à Mme GERBER
RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	Proc. à Mme LUTZ
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Excusé
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Proc. à Mme BOMBASILVA
SCHWEITZER Pascale Cléo	Excusée
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	A bien
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à M. MICAAS
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	Excusée
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 1er avril 2022

le président, Fabian JORDAN, 1er avril 2022

A le 1er avril 2022
Mulhouse

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général....

(2) L'assemblée délibérante étant : .

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-633C-2022-BATU-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/04/2022
Publication : 01/04/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 1er avril 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022 (311/7.1.1/633C)

Le Budget Primitif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération est composé de 4 budgets :

- le budget principal élaboré selon l'instruction comptable M14,
- le budget annexe du chauffage urbain élaboré selon l'instruction comptable M4,
- le budget annexe des transports urbains élaboré selon l'instruction comptable M43,
- le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim élaboré selon l'instruction comptable M14.

Le projet de Budget Primitif 2022 du budget principal est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 317 423 947 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**248 909 237**	**248 909 237**
Dépenses ou recettes réelles	232 543 175	248 749 987
Dépenses ou recettes d'ordre	16 366 062	159 250
Section d'investissement	**68 514 710**	**68 514 710**
Dépenses ou recettes réelles	67 007 374	50 800 562
Dépenses ou recettes d'ordre	1 507 336	17 714 148
Budget total	**317 423 947**	**317 423 947**

retour CR

Le budget principal est complété par les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim.
Pour le budget annexe du chauffage urbain, arrêté en dépenses et en recettes à 18 656 978 €, les valeurs sont les suivantes :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**11 817 792**	**11 817 792**
Dépenses ou recettes réelles	8 468 148	10 522 082
Dépenses ou recettes d'ordre	3 349 644	1 295 710
Section d'investissement	**6 839 186**	**6 839 186**
Dépenses ou recettes réelles	5 283 476	3 229 542
Dépenses ou recettes d'ordre	1 555 710	3 609 644
Budget total	**18 656 978**	**18 656 978**

Pour le budget annexe des transports urbains arrêté à 97 012 336 €, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**76 409 716**	**76 409 716**
Dépenses ou recettes réelles	65 148 695	75 318 796
Dépenses ou recettes d'ordre	11 261 021	1 090 920
Section d'investissement	**20 602 620**	**20 602 620**
Dépenses ou recettes réelles	19 040 400	8 870 299
Dépenses ou recettes d'ordre	1 562 220	11 732 321
Budget total	**97 012 336**	**97 012 336**

Pour le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**1 023 928**	**1 023 928**
Dépenses ou recettes réelles	113 758	111 168
Dépenses ou recettes d'ordre	910 170	912 760
Section d'investissement	**912 760**	**912 760**
Dépenses ou recettes réelles	0	2 590
Dépenses ou recettes d'ordre	912 760	910 170
Budget total	**1 936 688**	**1 936 688**

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le Budget Primitif principal de 2022 ainsi que les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim ;

- précise que l'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre du présent budget sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, sous réserve du cas des associations ou fondations agréées ou reconnues d'utilité publique bénéficiant d'une dérogation en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

- autorise M. le Président à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services communautaires et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.

PJ : 2

Contre (4) : Nadia EL HAJJAJI, Bertrand PAUVERT, Christelle RITZ et Joseph SIMEONI.
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Le budget primitif 2022 est consultable au :

Service des Finances de Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie
68948 MULHOUSE Cedex 9

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h.

retour CR

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 78 (+ 15 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 93
VOTES :
Pour : 74 (+ 15 procurations)
Contre : 4
Abstentions : /

Date de convocation : 22 mars 2022

Présenté par (1) M. Fabian Jordan, Président de m2A
A Mulhouse
Le 28 mars 2022

Délibéré par le Conseil d'Agglomération (2), réuni en session
A Mulhouse, le 28 mars 2022
Les membres du Conseil d'Agglomération,

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Proc. à Mme BAECHTEL
BEHE Jean-Marie	Absente
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	Proc. à M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	Proc. à Mme SORNIN
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à M. CHÉRAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	Absente
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	Proc. à M. MINERY
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme SORNIN

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D

COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DEGLIAME Mercédès	Absente
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Proc. à M. ONIMUS
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Présent au point 5°
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	Proc. à M. NEUMANN
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	Absent
HOTTINGER Marie	Proc. à M. COLON
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	Présent au point 5°
JULIEN Jean-Paul	

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D

JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à A. Mone
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Absente
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme Loisel
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D

RICHE Laurent	Proc. à Mme GERBER
RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	Proc. à M. me LUTZ
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Excusé
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Proc. à Mme BONI DA SILVA
SCHWEITZER Pascale Cléo	Excusée
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	Absent
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à M. NICOLAS
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	Excusée
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 1er avril 2022

le président, Fabian JORDAN, 1er avril 2022

A ,le 1er avril 2022
Mulhouse

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-633C-2022-BAZAE-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/04/2022
Publication : 01/04/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 1er avril 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022 (311/7.1.1/633C)

Le Budget Primitif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération est composé de 4 budgets :

- le budget principal élaboré selon l'instruction comptable M14,
- le budget annexe du chauffage urbain élaboré selon l'instruction comptable M4,
- le budget annexe des transports urbains élaboré selon l'instruction comptable M43,
- le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim élaboré selon l'instruction comptable M14.

Le projet de Budget Primitif 2022 du budget principal est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 317 423 947 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**248 909 237**	**248 909 237**
Dépenses ou recettes réelles	232 543 175	248 749 987
Dépenses ou recettes d'ordre	16 366 062	159 250
Section d'investissement	**68 514 710**	**68 514 710**
Dépenses ou recettes réelles	67 007 374	50 800 562
Dépenses ou recettes d'ordre	1 507 336	17 714 148
Budget total	**317 423 947**	**317 423 947**

retour CR

Le budget principal est complété par les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim.
Pour le budget annexe du chauffage urbain, arrêté en dépenses et en recettes à 18 656 978 €, les valeurs sont les suivantes :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**11 817 792**	**11 817 792**
Dépenses ou recettes réelles	8 468 148	10 522 082
Dépenses ou recettes d'ordre	3 349 644	1 295 710
Section d'investissement	**6 839 186**	**6 839 186**
Dépenses ou recettes réelles	5 283 476	3 229 542
Dépenses ou recettes d'ordre	1 555 710	3 609 644
Budget total	**18 656 978**	**18 656 978**

Pour le budget annexe des transports urbains arrêté à 97 012 336 €, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**76 409 716**	**76 409 716**
Dépenses ou recettes réelles	65 148 695	75 318 796
Dépenses ou recettes d'ordre	11 261 021	1 090 920
Section d'investissement	**20 602 620**	**20 602 620**
Dépenses ou recettes réelles	19 040 400	8 870 299
Dépenses ou recettes d'ordre	1 562 220	11 732 321
Budget total	**97 012 336**	**97 012 336**

Pour le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**1 023 928**	**1 023 928**
Dépenses ou recettes réelles	113 758	111 168
Dépenses ou recettes d'ordre	910 170	912 760
Section d'investissement	**912 760**	**912 760**
Dépenses ou recettes réelles	0	2 590
Dépenses ou recettes d'ordre	912 760	910 170
Budget total	**1 936 688**	**1 936 688**

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le Budget Primitif principal de 2022 ainsi que les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim ;

- précise que l'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre du présent budget sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, sous réserve du cas des associations ou fondations agréées ou reconnues d'utilité publique bénéficiant d'une dérogation en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

- autorise M. le Président à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services communautaires et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.

PJ : 2

Contre (4) : Nadia EL HAJJAJI, Bertrand PAUVERT, Christelle RITZ et Joseph SIMEONI.
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Le budget primitif 2022 est consultable au :

Service des Finances de Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie
68948 MULHOUSE Cedex 9

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h.

retour CR

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 78 (+15 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 93
VOTES :
Pour : 74 (+15 procurations)
Contre : 4
Abstentions : /

Date de convocation : 22 mars 2022

Présenté par (1) M. Fabian Jordan, Président de m2A
A Mulhouse
Le 28 mars 2022

Délibéré par le Conseil d'Agglomération (2), réuni en session
A Mulhouse, le 28 mars 2022
Les membres du Conseil d'Agglomération,

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Proc. à Mme BAECHTEL
BEHE Jean-Marie	Absent
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	Proc. à M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	Proc. à Mme SORNIN
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à M. CHÉRAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	Absente
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	Proc. à M. MINERY
CORNEILLE Marie	Proc. à Mme SORNIN

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DEGLIAME Mercédès	Absente
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Proc. à M. CHIMINUS
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Présent au point 5°
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	Proc. à M. MEUNIER
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	Absent
HOTTINGER Marie	Proc. à M. COLON
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	Présent au point 5°
JULIEN Jean-Paul	

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Excusé
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à D. Mongé
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Absente
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	Proc. à A. Loisel
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	

retour CR

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

RICHE Laurent	Proc. à Mme GERRER
RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	Proc. à Mme LUTZ
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Excusé
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Proc. à Mme BONI DA SILVA
SCHWEITZER Pascale Cléo	Excusée.
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à M. NICOLAS
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	Excusée
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par M. Fabian Jordan (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 1er avril 2022

A , le 1er avril 2022

Mulhouse

président,

1er avril 2022

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-613C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

FISCALITE DIRECTE LOCALE : VOTE DES TAUX POUR 2022 (313/7.2./613C)

Depuis le 1er janvier 2011, l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à Fiscalité Professionnelle Unique, perçoivent les taxes ménages (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et taxe sur le foncier non bâti) en plus de la contribution économique territoriale. A l'intérieur de la contribution économique territoriale, composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les collectivités locales ont la possibilité de voter un taux sur la seule part CFE, le taux de CVAE étant fixé au niveau national, à 1,50 %.

Suite à la fusion avec la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud (CCPFRS) intervenue le 1er janvier 2017, le Conseil d'Agglomération a décidé, par délibération du 27 mars 2017, de fixer la durée de la période de réduction des écarts de taux de CFE à 12 ans. Les différents taux applicables sur le territoire se rapprocheront progressivement du taux moyen pondéré jusqu'à application d'un taux unique en 2028. En 2021, le taux moyen pondéré ressortait à 26,36 %, résultant de l'application sur le territoire de trois taux : 23,11 % sur l'ancienne CCPFRS, 26,95 % sur l'ancienne m2A et 25,95 % sur Wittelsheim.

Concernant la fiscalité ménages, un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales issu de la refonte de la fiscalité locale prévue par la loi de finances pour 2020 est entré en vigueur en 2021. La taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales n'est plus perçue par les EPCI. La perte de cette recette est compensée par la perception d'une fraction de la TVA nationale.

retour CR

Les résidences secondaires ne sont pas concernées par la réforme et continuent d'être imposées au taux de la taxe d'habitation. L'article 16 de la loi de finances pour 2020, qui organise la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, dispose que le taux 2019 de cette taxe (10,06 % pour Mulhouse Alsace Agglomération) est reconduit jusqu'en 2022. Il n'y a donc pas lieu de voter le taux de TH.

Pour 2022, il est proposé de maintenir les taux de fiscalité directe à leurs niveaux de 2021 et en conséquence de les fixer comme suit :

Taxes	Taux 2021	Taux 2022
Taxe foncière sur les propriétés bâties	1,58 %	1,58 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	4,78 %	4,78 %
CFE (taux moyen pondéré)	26,36 %	26,36 %

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'appliquer les taux de la fiscalité directe suivants pour 2022 :

Taxe foncière sur les propriétés bâties :	1,58 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties :	4,78 %
Cotisation foncière des entreprises :	26,36 %

- décide de mettre en réserve la fraction maximale de taux de CFE pouvant être mise en réserve, qui correspond à la différence entre le taux maximum de droit commun et le taux voté,

- charge Monsieur le Président ou son Vice-Président délégué de notifier ces décisions aux services préfectoraux.

Abstention (1) : Bertrand PAUVERT.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-614C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILEES : DETERMINATION DES TAUX POUR L'ANNEE 2022 (313/7.2./614C)

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil d'agglomération a institué, à partir de 2019, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées (TEOMA) sur la base d'une zone unique de perception et décidé d'appliquer un mécanisme d'harmonisation des taux votés sur une période de 9 ans.

Ce lissage qui s'est appliqué pour la première année en 2019, s'opère sur la base du taux moyen pondéré réel constaté en 2018 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Celui-ci ressort à 11,51 %.

Les taux de TEOM applicables dans les communes feront l'objet d'une harmonisation sur une période de 9 ans pour converger vers ce taux unique en 2027.

Le budget 2022 a été établi sur la base d'un produit attendu de 37 647 000 €, calculé sur la base d'un taux moyen pondéré maintenu à son niveau de 2018, soit 11,51 %. Pour atteindre ce produit, il est proposé de voter les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères comme suit :

Communes	Taux TEOM 2021 (en %)	Taux TEOM 2022 (en %)
BALDERSHEIM	9,01	9,43
BANTZENHEIM	7,78	8,41
BATTENHEIM	9,01	9,43
BERRWILLER	13,13	12,86
BOLLWILLER	13,59	13,25

retour CR

BRUEBACH	9,20	9,59
BRUNSTATT-DIDENHEIM	9,87	10,15
CHALAMPE	7,78	8,41
DIETWILLER	9,01	9,43
ESCHENTZWILLER	9,13	9,53
FELDKIRCH	12,63	12,45
FLAXLANDEN	8,80	9,26
GALFINGUE	7,83	8,45
HABSHEIM	9,01	9,43
HEIMSBRUNN	9,87	10,15
HOMBOURG	7,78	8,41
ILLZACH	8,82	9,28
KINGERSHEIM	11,02	11,11
LUTTERBACH	11,09	11,16
MORSCHWILLER-LE-BAS	9,81	10,10
MULHOUSE	13,37	13,07
NIFFER	7,78	8,41
OTTMARSHEIM	7,78	8,41
PETIT-LANDAU	7,78	8,41
PFASTATT	8,81	9,27
PULVERSHEIM	13,09	12,83
REININGUE	11,64	11,63
RICHWILLER	13,33	13,04
RIEDISHEIM	9,92	10,19
RIXHEIM	9,01	9,43
RUELISHEIM	13,24	12,96
SAUSHEIM	9,13	9,54
STAFFELFELDEN	13,46	13,14
STEINBRUNN-LE-BAS	9,81	10,10
UNGERSHEIM	12,89	12,67
WITTELSHEIM	12,26	12,14
WITTENHEIM	13,17	12,90
ZILLISHEIM	9,15	9,55
ZIMMERSHEIM	9,09	9,50

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- fixe les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées pour l'année 2022 comme indiqués dans le tableau ci-dessus,

- charge Monsieur le Président ou son Vice-Président délégué de notifier cette décision aux services préfectoraux.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-615C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (103 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) : FIXATION DU PRODUIT AU TITRE DE L'ANNEE 2022 (313/7.2/615C)

Par délibération du 12 février 2018, le Conseil d'Agglomération a institué la taxe GEMAPI destinée à financer les actions menées pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Le produit de cette taxe est réparti par les services fiscaux entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties (TF) et non bâties (TFNB), à la taxe d'habitation (TH) et à la cotisation foncière des entreprises (CFE), proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente.

Sur Mulhouse Alsace Agglomération, les taux de cette taxe additionnelle dont le produit a été fixé à 448 650€, étaient pour 2021 les suivants :

	Taxe d'habitation	Foncier Bâti	Foncier non bâti	Cotisation foncière des entreprises
Taux GEMAPI	0,111 %	0,0686 %	0,209 %	0,0864 %

L'article 16 de la loi de finances pour 2020, qui organise la suppression de la taxe d'habitation, dispose que le taux additionnel à cette taxe pour 2022 est gelé à son niveau de 2019. Le Conseil conserve la possibilité de voter un produit de taxe GEMAPI supérieur à celui de 2019, mais dans ce cas, le taux appliqué au titre de

retour CR

la TH restera celui de 2019, le produit supplémentaire étant réparti sur les trois autres composantes (TF, TFNB, CFE).

Chaque année, l'assemblée délibérante doit voter un produit sur la base d'un montant annuel prévisionnel de charges de fonctionnement et d'investissement. Pour 2022, il est proposé de maintenir le montant arrêté en 2021, soit 448 650 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'arrêter le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 448 650 € au titre de l'année 2022 ;

- charge le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-606C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

78 élus présents (86 en exercice, 15 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

EMPLOI : ASSOCIATION MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DU PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE (MEF MULHOUSE SUD ALSACE) : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2022
(522/7.5.6/606C)

La politique de l'emploi est de la compétence de l'Etat mais l'apport des territoires, des élus locaux, de leurs initiatives, de leur proximité et de leur connaissance du tissu économique est indispensable à la réussite de cette politique.

Le service public de l'emploi de proximité (SPEP), le service public régional de l'orientation (SPRO), le service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) s'appuient sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, Mulhouse Alsace Agglomération a souhaité confier la mise en œuvre de son plan d'actions en faveur de l'emploi à la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne (Mulhouse Sud Alsace - MEF MSA).

La MEF MSA est chargée de veiller à la cohérence des interventions locales et de les coordonner afin de mettre en application les politiques publiques et privées (offres de formation des OPCO) de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'appui aux entreprises.

Eu égard aux obligations légales faites par l'Etat aux Maisons de l'Emploi et de la Formation, la MEF MSA s'implique notamment dans le développement de l'anticipation des mutations économiques (gestion prévisionnelle des emplois et

retour CR

des compétences territoriales et appui RH de premier niveau aux entreprises) et dans la promotion et la facilitation des clauses sociales.

Elle porte également la Cité de l'emploi en faveur de l'emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) pour Mulhouse Alsace Agglomération.

Les actions et thématiques qui structurent cette mission ne sont pas exhaustives et restent actualisables en cours d'année, après concertation entre Mulhouse Alsace Agglomération et la MEF MSA.

La MEF MSA gère également en tant qu'organisme intermédiaire, des fonds européens (FSE) dont notamment ceux du PLIE (Plan Local d'Insertion pour l'Emploi), qui permettent d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi.

Le budget de fonctionnement prévisionnel 2022 de la MEF MSA s'élève à 2 057 411 € dont :

- Etat : 120 000 €
- FSE : 1 116 995 €
- Collectivités locales : 511 419 € (m2A 232 417, m2A NPRU 50 000, m2A Politique de la ville 14 000, Ville de Mulhouse Politique de la ville 10 000, Région Grand Est 120 150, CEA 35 000, Ensisheim 11 351)
- Cofinancements privés : 20 550 €

Au titre de l'exercice 2022, il est proposé d'allouer à la MEF MSA une subvention d'un montant de 232 417 €, identique à celle de l'année dernière.

Les crédits sont disponibles au budget 2022 :
Chapitre 65 - article 6574 – fonction 90
Service gestionnaire et utilisateur 522
Ligne de crédit n° 1201

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement, en 2022, d'une subvention de fonctionnement de 232 417 € à la MEF Mulhouse Sud Alsace,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : 1

Ne prennent pas part au vote (17) : Francine AGUDO-PEREZ, Rachel BAECHTEL, Jean-Yves CAUSER, Florian COLOM, Alain COUCHOT, Jean-Marie GERARDIN, André GIRONA, Marie HOTTINGER (représentée par Florian COLOM), Fatima JENN, Jean-Paul JULIEN, Nathalie MOTTE, Rémy NEUMANN, Ginette RENCK, Laurent RICHE (représenté par Valérie GERRER), Christelle RITZ, Cécile SORNIN et Christophe TORANELLI.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONVENTION 2022

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du lundi 28 mars 2022, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et
La Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne (dite MEF Mulhouse Sud Alsace) qui gère le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de la Région Mulhousienne (PLIE), ayant son siège au 34 rue Marc Seguin 68200 MULHOUSE, représentée par son Président, Monsieur Laurent RICHE, habilité par une délibération du conseil d'administration.

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, m2A développe des actions en faveur de l'emploi et de l'orientation sur son territoire.

Ses interventions se structurent autour de 4 axes principaux :

1. **Soutenir le développement économique**
2. **Anticiper les mutations économiques**
3. **Développer le réseau partenarial**
4. **Aider au développement local de l'emploi**
5. **Porter la cité de l'emploi de l'agglomération mulhousienne**

Le rôle de la MEF MSA est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de la MEF MSA sont convergents, il a été convenu entre eux de développer conjointement un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de cette collaboration et de ces actions.

retour CR

Article 1 – Missions de la MEF

Selon la loi du 13 Février 2008 (article L 5313-1 du Code du travail), la MEF MSA anime et coordonne les politiques des acteurs publics et privés de l'emploi, de l'insertion, de la formation et du développement économique.
Sa démarche s'articule avec les caractéristiques et les perspectives du développement économique et social territorial.

L'action de la MEF MSA se structure autour de 4 axes d'intervention :

1) Anticiper les mutations économiques et développer une stratégie locale partagée en animant une démarche de gestion territoriale des emplois et des compétences

Dans le cadre de la démarche TransverS'AL de Gestion Territoriale des Ressources Humaines (GTRH), la MEF MSA se fixe pour objectif d'anticiper les mutations économiques mais également de répondre aux problématiques actuelles de recrutement et de recherche de compétences des entreprises.

Il s'agit ainsi de :

- ✓ Valoriser les compétences des actifs au travers des besoins du territoire en emplois porteurs, donc durables. Plusieurs outils y concourent :

  - Le site internet qui détaille toutes les transitions « monmetierdedemain.com » (avec une entrée par compétences ou par métier ainsi que la découverte des métiers porteurs)
  - Des outils pour les professionnels et les chefs d'entreprises et la création d'une plateforme RH en partenariat avec l'UIMM et le CFAI Alsace.

- ✓ Favoriser les mobilités professionnelles des actifs de l'agglomération

  - Promotion des nouvelles formes d'emploi, d'organisation du travail et de l'activité : l'objectif est ici d'assurer une meilleure flexibilité pour l'entreprise, de sécuriser les parcours professionnels des salariés et de fidéliser des entreprises sur le territoire (Coopératives d'activité et d'emploi, groupement d'employeurs GEbosse, …).

  - Mise en œuvre de détachements interentreprises.

  - Actions de communication auprès des salariés pour promouvoir la formation tout au long de la vie.

  - Développement de projets avec l'Allemagne pour favoriser les mobilités transfrontalières.

Sont parties prenantes de cette démarche globale, l'Etat, les acteurs institutionnels, les collectivités, les organisations professionnelles et les branches, les partenaires sociaux, les acteurs économiques et les opérateurs de la formation auprès des actifs.

2) Contribuer au développement local en assurant la gestion de la clause de promotion de l'insertion et de l'emploi figurant dans le Code des marchés publics

- Accompagnement, au travers des facilitateurs, des donneurs d'ordre publics et privés et des entreprises.

- Lien avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion, grâce aux outils d'ingénierie et de suivi ainsi que de communication à destination des professionnels et du public dont elle s'est dotée.

- Appui particulier sur les QPV et dans le cadre du NPNRU.

3) S'engager dans l'innovation sociale et l'ESS (Economie Sociale et Solidaire)

Engagée dans ce domaine, force de proposition pour améliorer la sensibilité du territoire à l'ESS, la MEF organise un évènement autour de l'ESS en y associant l'ensemble des structures et entreprises de l'ESS, l'appel à projet Courts Circuits, événement qui favorise au travers de dispositifs innovants, les initiatives locales en matière d'innovation sociale.

3) Réduire les freins culturels et sociaux à l'accès à l'emploi au travers du PLIE

La MEF MSA gère, en tant qu'organisme intermédiaire, des fonds européens (FSE), dont notamment le PLIE (Plan Local d'Insertion pour l'Emploi) qui permet d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi.

La MEF MSA porte le PLIE de la Région mulhousienne depuis 1993. La gestion et redistribution du FSE permettent la réalisation d'actions spécifiques de retour à l'emploi :

- L'auto-école sociale « Mobilité pour l'emploi » permet aux plus fragiles d'accéder à la mobilité.

- Financement d'actions de formations spécifiques non couvertes par le droit commun.

- Accompagnement de publics en difficulté à travers 26 référents de parcours.

4) Informer et orienter au travers de la Cité des Métiers de la Région mulhousienne

La MEF MSA coordonne pour le compte de m2A la Cité de l'emploi sur le territoire mulhousien, en organisant des temps d'échanges entre partenaires, avec les entreprises et en appui du droit commun pour remettre les invisibles des QPV en route vers l'emploi.

Une convention transfrontalière quadripartite, m2A, Agentur fur Arbeit de Freiburg et de Lörrach, Saint-Louis agglo et MEF MSA, permet de travailler sur les enjeux de l'emploi transfrontalier en Sud Alsace. La MEF MSA fait vivre cette convention transfrontalière au travers d'évènements tel que le salon d'informations Warum Nicht ou la permanence d'information mensuelle Monats Treff.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à la MEF MSA de remplir les obligations imposées par cette convention et sous la condition expresse qu'elle en remplira réellement toutes les clauses, Mulhouse Alsace Agglomération accordera une subvention à concurrence d'une somme qui fera chaque année l'objet d'une concertation, suivie d'une délibération du Conseil d'Agglomération.

Au titre de l'année 2022, une subvention de 232 417 euros est attribuée. Elle sera versée après le vote du budget de Mulhouse Alsace Agglomération.

Un bilan intermédiaire sera transmis au 4ème trimestre 2022 afin d'évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

La MEF MSA utilisera la subvention ainsi versée pour le financement de ses propres actions. Elle pourra aussi utiliser une partie de la subvention accordée conjointement avec d'autres sources de financement pour soutenir des projets de pilotes du PLIE œuvrant en faveur des habitants les plus en difficulté économique et sociale, dès lors que ces projets sont conformes à sa mission et ses objectifs.

Ces aides feront l'objet à chaque fois d'un compte rendu d'exécution, dont un exemplaire sera notifié à Mulhouse Alsace Agglomération.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera le remboursement et l'annulation de la subvention accordée.

Article 3 – Evaluation et contrôle financier

La MEF MSA établira un compte rendu annuel de ses activités qui fera l'objet d'une concertation avec Mulhouse Alsace Agglomération et servira de base à l'établissement des programmes annuels d'actions.

retour CR

Elle adressera à Mulhouse Alsace Agglomération, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

La MEF MSA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par Mulhouse Alsace Agglomération des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Engagements de la MEF MSA

La MEF MSA indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue et acceptée pour l'année 2022.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le 28 Mars 2022

Pour la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Laurent RICHE	Rachel BAECHTEL

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-607C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

77 élus présents (98 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

EMPLOI - ASSOCIATION E2C 68 (ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE) - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2022 (522/7.5.6/607C)

L'Ecole de la deuxième chance s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et les accompagne vers la qualification professionnelle et l'emploi.

En 2021, l'E2C a accueilli 109 jeunes, dont l'âge moyen est de 19 ans (public visé 16–25 en 2019), issus à 51 % des quartiers prioritaires « Politique de la ville », dont 13 % ont une reconnaissance de Travailleur Handicapé, 94 % ont un niveau infra 3 ou 3 non validé et sont sortis de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) sans diplôme ni expérience professionnelle.

L'Ecole de la deuxième chance a enregistré en 2021, des parcours d'une durée moyenne de 6,6 mois et maximale de 8 mois et 1 054 heures de formation. Possibilité de prolonger le parcours jusqu'à 12 mois si nécessaire.

47 % des stagiaires ayant achevé leur parcours ont connu une sortie positive (emploi durable, formation, contrat en alternance) directement à la sortie et 63 % après une année d'accompagnement post formation.

A cela s'ajoute 13 % des stagiaires intégrant des dispositifs spécifiques d'accompagnement (Garantie Jeune, EPIDE) à l'issue de l'E2C.

retour CR

Le budget de fonctionnement prévisionnel 2021 de E2C 68 s'élève à 732 455 € dont :
- Etat (ACS2 et DIRECCTE) : 131 875 €
- FSE/IEJ : 175 000 €
- Collectivités locales : 343 600 €

Au titre de l'exercice 2022, il est proposé d'allouer à l'association E2C 68, comme en 2021, une subvention d'un montant de 138 600 €.

Les crédits sont disponibles au budget 2022
Chapitre 65 - article 6574 – fonction 90
Service gestionnaire et utilisateur 522
Ligne de crédit n° 21363

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement, en 2022, d'une subvention de fonctionnement de 138 600 € à l'Association E2C 68,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : 1

Ne prennent pas part au vote (5) : Francine AGUDO-PEREZ, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI (représentée par Antoine HOMÉ), Laurent RICHE (représenté par Valérie GERRER), Cécile SORNIN et Christophe TORANELLI.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONVENTION 2022

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabian Jordan, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 28 Mars 2022, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et
L'association E2C 68, représentée par sa Présidente, Madame Francine AGUDO-PEREZ,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, Mulhouse Alsace Eco 2020, m2A développe des actions en faveur de l'emploi et de l'orientation sur son territoire.

Ses interventions se structurent autour de 4 axes principaux :

1. **Soutenir le développement économique.**

2. **Accompagner les jeunes demandeurs d'emploi**

3. **Favoriser l'adaptation des jeunes et de la population active aux mutations du marché du travail en fonction des spécificités du territoire.**

4. **Développer le réseau partenarial.**

Le rôle de l'E2C 68 est de promouvoir et d'organiser le service de l'école de la deuxième chance sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.
Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et E2C 68.

retour CR

Article 1 – Missions de E2C 68

L'Ecole de la Deuxième Chance (organisme de formation) est un programme de la Commission Européenne dont l'objectif premier est la qualification professionnelle et l'emploi. Elle s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans qui sont en difficulté d'insertion.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à E2C de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2022, une subvention de 138 600 € est attribuée.

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique après l'adoption du budget.

Un point sera fait au 4ème trimestre 2022 pour évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, E2C 68 sera soumise au contrôle de m2A. E2C 68 lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 - Evaluation

E2C 68 établira un compte rendu annuel de ses activités.

Elle adressera à m2A, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe, dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

E2C 68 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Engagements de E2C 68

E2C 68 indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

retour CR

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le 28 Mars 2022

Pour l'Association E2C 68 La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président
Francine AGUDO-PEREZ	Fabian JORDAN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-608C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

77 élus présents (95 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION REAGIR : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2022 (522/7.5.6/608C)

L'emploi, l'orientation et la formation tout au long de la vie constituent une préoccupation majeure de l'ensemble de nos concitoyens et de notre collectivité.

Le service public de l'emploi et le service public de l'orientation s'appuient sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, Mulhouse Alsace Agglomération mène une action globale pour faciliter l'accès à l'emploi, y compris pour les plus défavorisés.

Cet engagement fort de Mulhouse Alsace Agglomération se traduit par un soutien financier régulier aux acteurs communautaires compétents en la matière parmi lesquels figure l'association REAGIR.

Avec l'association **REAGIR**, l'agglomération mulhousienne dispose d'un opérateur qui intervient avec la double finalité :

- **De l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi et des personnes en difficulté,** notamment celles dont la situation sociale constitue un frein à l'embauche.
- **De la recherche et la mise en œuvre des moyens qui permettent à ces personnes d'être accompagnées** dans toutes les démarches qui concernent l'orientation et la formation, la recherche et le démarrage d'un emploi, l'adaptation au poste de travail.

retour CR

Implantée sur le ban de la Ville d'Illzach, l'association REAGIR intervient sur un périmètre couvrant plus particulièrement l'Est de notre agglomération. Elle a créé cinq permanences d'accueil dans les communes d'Illzach, Rixheim, Habsheim, et Ottmarsheim et Wittenheim pour les bénéficiaires PLIE et rSa.

Elle comporte deux entités distinctes :

- REAGIR EMPLOI FORMATION,
- REAGIR ENVIRONNEMENT conventionné chantier d'insertion dans le secteur de l'environnement.

L'entité REAGIR EMPLOI FORMATION gère deux unités adaptées à la typologie des personnes en difficulté :

- un pôle « jeunes » destiné aux 16 à 25 ans,
- un pôle « adultes », à partir de 26 ans.

C'est au total 1895 personnes qui ont été accueillies en 2021.

Le budget de fonctionnement prévisionnel 2022 de l'Association REAGIR - Pôle Emploi et Formation s'élève à 1 036 744 €, dont :

- Etat : 112 500 €
- Conseil Régional : 123 394 €
- Collectivité Européenne d'Alsace : 198 693 €
- FSE : 154 460 €
- Mulhouse Alsace Agglomération : 328 058 €

Au titre de l'exercice 2022, il est proposé d'allouer à l'association REAGIR, pour l'entité EMPLOI FORMATION, une subvention d'un montant identique à 2021 de 328 058 €.

Les crédits sont disponibles au budget 2022
Chapitre 65 - article 6574 – fonction 90
Service gestionnaire et utilisateur 522
Ligne de crédit n° 13642

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement, en 2022, d'une subvention de fonctionnement de 328 058 € à l'Association REAGIR EMPLOI FORMATION,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : 1

Ne prennent pas part au vote (8) : Rachel BAECHTEL, Jean-Marie GERARDIN, Fatima JENN, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI (représentée par Antoine HOMÉ), Josiane MEHLEN, Laurent RICHE (représenté par Valérie GERRER), Jean-Luc SCHILDKNECHT et Christophe TORANELLI.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONVENTION 2022

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 28 Mars 2022, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et
L'association REAGIR, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marie GERARDIN, désignée sous le terme « REAGIR »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association REAGIR comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Le rôle de REAGIR est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de REAGIR sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et REAGIR.

Article 1 – Missions de REAGIR

Les missions de REAGIR sont d'accueillir, informer, orienter, accompagner et intégrer sur le plan social et professionnel, les personnes qui déclarent être à la recherche d'une situation professionnelle.

retour CR

REAGIR recherche et met en œuvre les moyens qui permettent aux usagers de les accompagner dans toutes les démarches qui concernent l'orientation, la formation, la recherche, l'adaptation et le démarrage d'un emploi.
m2A participe au financement de l'association REAGIR afin de lui permettre de réaliser ses missions qui se déclinent de la façon suivante :

- **Agir préventivement**

REAGIR intervient auprès des élèves de 3ème scolarisés, afin de les informer sur le monde professionnel en général et les orientations possibles. Les jeunes à la recherche d'un contrat d'apprentissage sont accompagnés individuellement. REAGIR participe également à la plate-forme insertion mise en place sur le territoire m2A pour lutter contre la rupture scolaire.

- **Orienter ou éduquer au choix**

Des ateliers collectifs d'aide à l'orientation sont organisés et animés en complément des accompagnements individuels.
Afin de découvrir dans les meilleures conditions possibles les réalités d'un métier ou d'une entreprise, REAGIR propose fréquemment de contractualiser des périodes d'immersion en entreprise.

- **Développer l'apprentissage**

REAGIR préconise les contrats en alternance au regard des résultats probants obtenus en matière d'insertion professionnelle durable.

- **Accueillir, informer et accompagner les demandeurs d'emploi**

REAGIR attache une importance particulière à la qualité de l'accueil de ces personnes qui ont souvent besoin de retrouver confiance et dynamisme pour réussir leur projet.

REAGIR met à la disposition des personnes un accompagnement individuel et personnalisé ainsi qu'un centre de ressources et de documentation, un espace multimédia encadré par un animateur.

- **Favoriser l'accès à l'emploi**

Outre les entretiens individuels et les ateliers collectifs de recherche d'emplois, REAGIR dispose également d'une personne chargée d'entretenir et de développer les relations avec les employeurs du bassin d'emploi. Elle prospecte le tissu économique local, informe et conseille les entreprises, négocie les dispositifs d'aide à l'embauche et apporte son appui à la présélection de candidats. Elle assure également une fonction de veille par rapport aux opportunités de placement existantes ou à venir.

Chaque année, REAGIR organise une action « Jobs d'été » en direction des lycéens et étudiants à la recherche d'un emploi saisonnier et s'engage dans toutes les initiatives partenariales constituant des opportunités d'emplois.

- **Renforcer l'accès à la mobilité**

Des cours d'apprentissage du code de la route sont mis en œuvre en direction des personnes qui éprouvent des difficultés de compréhension. Le manque de mobilité est un handicap important pour les personnes en recherche d'emploi.

- **Maintenir la cohésion sociale**

REAGIR participe à une démarche de « développement social local » en lien avec les élus et les acteurs sociaux du territoire. REAGIR est également un lieu d'écoute face aux difficultés sociales et relationnelles que rencontrent un nombre grandissant d'usagers.

Afin de trouver des réponses adaptées, REAGIR noue des partenariats avec des professionnels de la santé et du secteur social.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à REAGIR de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2022, une subvention de 328 058 € est attribuée à REAGIR par m2A.

Un bilan intermédiaire sera transmis au 4ème trimestre 2022 afin d'évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, REAGIR sera soumise au contrôle de m2A. Elle lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 - Evaluation

REAGIR établira un compte rendu annuel de ses activités et adressera à m2A, dans le mois suivant la clôture des comptes et leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

REAGIR s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

retour CR

Article 4 – Engagements de REAGIR

REAGIR indiquera dans les présentations et documents à destination du public, que ce soit sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra en avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le 28 Mars 2022

Pour l'Association REAGIR Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Jean-Marie GERARDIN	Rachel BAECHTEL

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-609C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

77 élus présents (91 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2022 (522/7.5.6/609C)

L'emploi, l'orientation et la formation constituent une préoccupation majeure de l'ensemble de nos concitoyens tout au long de la vie, et de notre collectivité.

Le service public de l'emploi et le service public de l'orientation s'appuient sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, Mulhouse Alsace Agglomération mène une action globale pour faciliter l'accès à l'emploi, y compris pour les plus défavorisés.

Cet engagement fort de Mulhouse Alsace Agglomération se traduit par un soutien financier régulier aux acteurs communautaires compétents en la matière, parmi lesquels figure l'association SEMAPHORE MSA.

Sémaphore Mulhouse Sud Alsace a pour missions l'accès à l'autonomie par l'emploi en accompagnant les publics jeunes et adultes dans leurs démarches d'insertion socio-professionnelle, par l'information des publics jeunes sur des thématiques variées, …, et par l'inclusion numérique, en favorisant l'accès et l'initiation à l'utilisation des outils multimédia et numériques pour tous.

Pour ce faire, l'association met en œuvre :

- ✓ Une mission locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes dont l'objectif est la construction de parcours professionnels, l'accès à la

retour CR

formation ou à l'emploi à travers la mobilisation d'outils et de dispositifs d'insertion sociale et professionnelle : en 2021 ce sont 3 964 jeunes qui ont été accompagnés générant 2 261 situations d'emploi et 616 situations de formation. Sémaphore met également en œuvre le Conseil en Evolution Professionnelle pour les jeunes et fait partie du Service Public Régional de l'Orientation.

- ✓ Un service d'accueil et d'accompagnement des adultes en difficulté d'insertion qui a accompagné 495 adultes en 2021.

- ✓ Un centre d'information jeunesse, qui renseigne, informe le public ou monte des actions spécifiques sur une multitude de domaines très variés (telles que les métiers, la formation, l'orientation, la santé, le logement, la mobilité, les loisirs, l'accès aux droits, engagement citoyen...).
  C'est dans ce cadre que Sémaphore Mulhouse Sud Alsace a en charge la maîtrise d'œuvre de l'organisation de la Journée des Carrières et des Formations et en assure la coordination dans un cadre partenarial pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération.

- ✓ Un espace numérique, dont l'objet est de favoriser l'accès et l'initiation du grand public aux technologies de l'information et de la communication, mais également aux techniques de recherches d'emploi via internet (7 207 services rendus dont 1 217 hors les murs). C'est aussi un lieu d'échanges et d'apprentissages, notamment le laboratoire numérique dont l'objectif est d'accrocher le public en difficulté d'insertion à un projet professionnel par le biais du numérique.

Sémaphore déploie sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération deux dispositifs régionaux :

- ✓ Une Boussole des Jeunes, outil numérique d'information des jeunes développé par le ministère de la Jeunesse (1 449 connexions générées en 2021 et 534 jeunes rencontrés sur le terrain).

- ✓ Une Plateforme LOJ-TOIT, visant à favoriser l'accès des jeunes au logement, notamment dans le cadre de mobilité estudiantine ou professionnelle (257 jeunes accompagnés individuellement en 2021 et 306 sur des ateliers collectifs).

Le budget prévisionnel 2022 de Sémaphore s'élève à 3 903 388 € dont :

Subventions :
Etat : 1 794 915 €
Région Grand Est : 600 000 €
Collectivité Européenne d'Alsace : 158 680 €
FSE : 212 700 €
Autres collectivités : 660 589 € (dont Mulhouse Alsace Agglomération à hauteur de 554 089 € ainsi que des contributions volontaires pour 48 000 €)
Autres établissements publics : 14 590 €

Prestations de services : 10 000 €
Reprises sur amortissements : 298 530 €

retour CR

Au titre de l'exercice 2022, il est proposé d'allouer à l'Association Sémaphore Mulhouse Sud-Alsace une subvention de 554 089 €, identique à celle de l'année dernière, ainsi que la poursuite du bénéfice de l'occupation à titre gracieux des locaux 7 et 9 rue du Moulin à Mulhouse.

Sur cette somme, 15 000 € sont affectés spécifiquement à l'organisation de la Journée des Carrières.
Les crédits sont disponibles au budget 2022
Chapitre 65 - article 6574 – fonction 90
Service gestionnaire et utilisateur 522
Ligne de crédit n° 1434

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement, en 2022, d'une subvention de fonctionnement de 554 089 € à l'Association Sémaphore Mulhouse Sud Alsace,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : 1

Ne prennent pas part au vote (12) : Francine AGUDO-PEREZ, Rachel BAECHTEL, Jean-Marie GERARDIN, Marie HOTTINGER (représentée par Florian COLOM), Fatima JENN, Alain LECONTE, Pierre LOGEL, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI (représentée par Antoine HOMÉ), Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Laurent RICHE (représenté par Valérie GERRER) et Christophe TORANELLI.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONVENTION 2022

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date 28 Mars 2022, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace, représentée par sa Présidente, Madame Josiane MEHLEN, désignée sous le terme « SEMAPHORE »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association SEMAPHORE comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Le rôle de SEMAPHORE est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi et de l'orientation, en particulier en faveur des jeunes. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de SEMAPHORE sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans le cadre d'une démarche concertée.

Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et SEMAPHORE.

retour CR

Article 1 – Missions de Sémaphore Mulhouse Sud Alsace

Sémaphore MSA est une plateforme de services qui intervient sur le territoire de la région mulhousienne. Elle porte différents dispositifs consacrés à l'information, l'orientation, l'emploi et la formation des jeunes et des adultes. Pour structurer son intervention, elle anime différents « espaces » qui sont autant de modalités d'intervention en direction des publics :

L'Espace Information Jeunesse informe les jeunes dans tous les domaines (loisirs, mobilité internationale, engagement citoyen…) en utilisant tous les supports d'informations actuels.

L'Espace Emploi accompagne les jeunes et les adultes en difficultés d'insertion vers l'emploi et la qualification. Les conseillers en insertion sociale et professionnelle mobilisent les publics dans la construction de parcours professionnels. Elle met à disposition les offres d'emplois diffusées par Pôle Emploi et assure un service de conseil et de mise en relation avec les entreprises.

L'Espace Multimédia Pour Tous, a pour objet de favoriser l'accès et l'initiation du grand public aux TIC, d'être un lieu d'échange et d'apprentissage mais permet aussi l'accès aux techniques de recherche d'emploi par internet.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à SEMAPHORE de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2022, une subvention de 554 089 € est attribuée, qui sera versée à l'issue du vote du Budget de m2A.

Un point sera fait au 4ème trimestre 2022 pour évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, SEMAPHORE sera soumise au contrôle de m2A. SEMAPHORE lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 – Valorisation des aides en nature

Pour l'année 2022, les engagements de m2A se traduisent également par la mise à disposition de locaux, rue du Moulin, à Mulhouse.

Article 4 - Evaluation

SEMAPHORE établira un compte rendu annuel de ses activités.
Elle adressera à m2A, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe, dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

SEMAPHORE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 5 – Engagements de SEMAPHORE

SEMAPHORE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 6 – Assurances

m2A assurera les locaux au titre de copropriétaire de l'immeuble 7-9 rue du Moulin à Mulhouse, pour :

- la responsabilité civile du personnel et des visiteurs,
- les risques d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition,
- le mobilier, le matériel et ses biens propres.

Sémaphore prend en charge les assurances liées à ses obligations de locataire.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le 28 Mars 2022

Pour l'Association SEMAPHORE La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Josiane MEHLEN	Rachel BAECHTEL

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-632C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

77 élus présents (95 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION DU TECHNOPOLE MULHOUSE : SUBVENTION ANNUELLE POUR 2022 (521/7.5.6/632C)

Dans le cadre de sa stratégie économique, l'Agglomération, avec le concours de ses partenaires entend faire de l'innovation le moteur du renouvellement et du développement de son tissu économique. La pérennité, la diversification et le développement de nombreuses entreprises dépendent, en effet, de leur capacité à innover. Or l'innovation apparaît souvent, notamment aux plus petites d'entre elles, comme complexe et difficilement accessible.

Le contexte régional de financement de l'innovation a fortement changé sous l'impulsion de l'Union Européenne (UE). Le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), élaboré par la Région Grand Est, a pris en compte la nouvelle stratégie européenne dénommée S3 (Smart Specialisation Strategy) qui détermine le cadre stratégique d'intervention de l'Europe. Il s'agit pour l'UE d'inciter les Régions et les Agglomérations à identifier et renforcer leurs domaines de savoirs spécifiques sur lesquels sont fléchés les financements nationaux (CPER) et européens (FEDER).

A l'échelle du Sud Alsace, en se fondant sur les domaines d'expertise, d'une part de l'Université de Haute-Alsace et d'autre part des entreprises du territoire, Mulhouse Alsace Agglomération et ses partenaires ont actualisé leur feuille de route en y intégrant une dynamique d'entreprise élargie, une orientation services plus marquée et une structuration par levier : Innovation – Ressources Humaines – Implantation & croissance – Entrepreneuriat – Attractivité.

retour CR

Cette organisation permet :

- de faire apparaitre les priorités tout en illustrant la transversalité de certains services,
- d'accélérer le développement d'une offre intégrée d'expertise et de services (Recherche, transferts de technologies, formations, prestations) dans ces domaines au profit de son tissu industriel de type accélérateur de services,
- de s'orienter vers une organisation davantage servicielle de type cluster tout en tenant compte de l'organisation,
- d'être en cohérence avec les attendus de l'Etat relatifs aux leviers d'actions devant être mobilisés par les Territoires d'Industrie : Innovation – recrutement- simplification – attractivité.

2022 constitue une année importante qui verra d'une part :

- la consolidation et la mise en visibilité de Mulhouse Alsace Agglomération comme :
  - un Pôle national d'appui à la transformation industrielle centré sur le site « La Fonderie » avec le déploiement progressif du Quatrium du CETIM Grand Est et du Fablab Technistub,
  - un Pôle national de formations innovantes avec l'ouverture de la Maison de l'Industrie et le déploiement opérationnel du Campus des Métiers et Qualifications Industrie du Futur et Numérique,
  - un Pôle d'implantation stratégique autour de sites économiques « vitrines » dans le domaine de la transformation industrielle, numérique, énergétique : La Fonderie, WEurope, Ports de Mulhouse Rhin, Stellantis…
- le déploiement du Réseau des Entrepreneurs Innovants en Sud Alsace (REISA) pour lequel le Technopole assure le portage juridique et financier.

Les buts sont d'agir sur la compétitivité des entreprises et de leur permettre de conquérir de nouveaux marchés afin de faire émerger à moyen et long terme de nouvelles filières économiques sur lesquelles appuyer la croissance de notre territoire.

Le Technopole de Mulhouse est l'un des acteurs de cette dynamique, et a pour vocation, dans le cadre de ses missions technopolitaines, de promouvoir l'innovation auprès des entreprises ainsi que le développement des filières innovantes du territoire. Il participe ainsi aux réseaux des acteurs de l'innovation régionaux, nationaux et transfrontaliers. Il assure l'interface entre les acteurs régionaux de l'innovation et les entreprises, et développe des actions d'animation et de promotion.

Il lui est particulièrement confié la mission de soutenir :

- la stratégie d'innovation de l'agglomération « Campus Industrie 4.0 » dans ses différentes déclinaisons opérationnelles (projets, animation, communication),

- la création d'entreprises technologiques en mettant à disposition des créateurs un environnement stimulant et facilitateur,

- la stratégie d'animation de proximités (clubs d'entreprises, économie circulaire),

- la stratégie d'attractivité en accueillant des start-up et des talents.

Pour mener à bien ces missions, il est proposé d'allouer à l'Association du Technopole Mulhouse une subvention de 197 000 € au titre de l'année 2022.

Les crédits nécessaires seront proposés au BP 2022 – Chapitre 65 – Fonction 90 - Article 6574 - Enveloppe 1422 – Service gestionnaire et utilisateur : 521.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le versement d'une subvention de 197 000 € à l'Association du Technopole Mulhouse,

- charge M. le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

P.J. : Convention

Ne prennent pas part au vote (8) : Rachel BAECHTEL, Jean-Marie GERARDIN, Jean-Paul JULIEN, Alain LECONTE, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI (représentée par Antoine HOMÉ), Nathalie MOTTE, Laurent RICHE (représenté par Valérie GERRER) et Antoine VIOLA.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONVENTION
entre Mulhouse Alsace Agglomération
et l'Association du Technopole Mulhouse

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa conseillère communautaire déléguée Mme Anne-Catherine Lutolf-Camorali, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 28 mars 2022, ci-après dénommée "m2A",

d'une part

et

L'Association du Technopole Mulhouse, représentée par son Président M. Laurent RICHE, ci-après dénommée « Technopole Mulhouse »,

d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le développement économique constitue l'une des principales compétences et priorités de m2A.

Dans le cadre de sa stratégie économique, m2A mène, en lien avec la stratégie européenne S3 et le Schéma Régional de l'Innovation, une stratégie locale de l'innovation en se fondant sur les domaines de savoirs industriels, de recherche et de formations de son territoire.

Dans cette perspective, m2A souhaite particulièrement :

- contribuer au développement de l'innovation des entreprises industrielles pour leur permettre de rester compétitives et de gagner des marchés en s'appuyant notamment sur la constitution d'une offre de plateformes technologiques dans le cadre de Campus Industrie 4.0.

- accélérer la diffusion des technologies numériques dans le tissu économique local, régional et transfrontalier, en s'appuyant sur l'écosystème numérique (Km0,…) et la dynamique locale et régionale relative à l'Industrie du Futur

- stimuler la création d'entreprises et les projets collaboratifs en favorisant les démarches de détection, d'accueil et d'accompagnement de projets de création d'entreprises et intensifier la dynamique entrepreneuriale.

Le rôle du Technopole Mulhouse est de promouvoir dans ce cadre l'innovation sous ses différentes formes dans l'agglomération.

retour CR

Constatant que leurs objectifs sont convergents et leurs activités complémentaires, m2A et le Technopole Mulhouse décident de développer leur partenariat au service du développement économique du territoire mulhousien.

La présente convention, destinée à préciser les modalités de la collaboration entre m2A et le Technopole Mulhouse, est conclue en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

Article 1 - Objet de la convention

Le Technopole Mulhouse est mandaté par m2A, en conformité avec le cahier des charges RETIS, le réseau français de l'innovation, pour mener à bien les missions suivantes :

1° Accompagnement et promotion de l'innovation dans la région mulhousienne en lien avec m2A

Dans le cadre de ses fonctions technopolitaines, le Technopole Mulhouse aura pour missions générales :

- de participer aux réseaux des acteurs de l'innovation régionaux, nationaux et transfrontaliers,
- d'assurer l''interface entre les acteurs régionaux de l'innovation et les entreprises,
- de développer des actions d'animation et de promotion du Technopole Mulhouse.

Dans le cadre plus spécifique de la stratégie locale de l'innovation développée par m2A et ses partenaires, le Technopole Mulhouse aura pour mission :

- de participer à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie locale de l'innovation qui se traduit par une mobilisation prioritaire de son équipe et de ses moyens sur le projet Campus Industrie 4.0

- d'identifier sur l'espace d'innovation de m2A, les entreprises ayant un potentiel d'innovation et travailler aux côtés de m2A dans ses démarches de prospection d'entreprises innovantes en valorisant ses offres d'hébergements

- d'accompagner la collectivité dans des actions de promotion et de marketing territorial dans le domaine de l'innovation.

- d'assurer aux côtés de m2A un rôle auprès réseaux et auprès des entreprises pour favoriser les synergies entre eux au profit des entreprises.

retour CR

2° Développement et promotion de projets dans le cadre de Campus Industrie 4.0

2022 constitue une année importante qui verra :

- le renforcement de projets et partenariats tels que le Salon Be 4.0, KMO, Territoire d'Industrie Sud Alsace,
- le développement et la consolidation de REISA

Les buts sont d'agir sur la compétitivité des entreprises et de leur permettre de conquérir de nouveaux marchés afin de faire émerger à moyen et long termes de nouvelles filières économiques sur lesquelles appuyer la croissance de notre territoire.

Le Technopole Mulhouse a pour missions spécifiques :

- d'assurer le soutien au lancement et au développement du Réseau des Entrepreneurs Innovants du Sud Alsace. Cela se traduit par la mise à disposition de temps d'un ETP et des moyens du Technopole Mulhouse (site internet, listing d'entreprises, évènements…)

- d'animer le tissu économique de l'agglomération en organisant des actions d'animation (Conférences Campus Industrie 4.0, Focus Industrie, Pitch, hackathon pulse) afin de contribuer au développement des entreprises et des projets.
  Pour réaliser cette mission, le Technopole Mulhouse pilote un groupe de travail partenarial dédié à l'animation de Campus Industrie 4.0 qui aura notamment en charge : la tenue d'un agenda partagé entre les partenaires, l'organisation de minimum 2 conférences Campus Industrie 4.0 dont une sur le salon Be 4.0.

- développer avec m2A et ses partenaires les outils nécessaires au développement de la démarche Campus Industrie 4.0 particulièrement sur les réseaux sociaux (site web, news letter plaquettes, flyers…)

  Des comptes rendus réguliers seront réalisés avec m2A pour accompagner les entreprises.

retour CR

3° Accompagner le développement des nouveaux projets de création d'entreprises ou de startups

Le Technopole Mulhouse entend renforcer ses compétences dans le domaine de l'entrepreneuriat étudiant et en matière d'innovation. Il sera également en charge de participer voir de porter des projets visant à accélérer la création d'entreprises à l'image des accélérateurs.

- ❖ Le Technopole Mulhouse développera ses compétences en matière d'entrepreneuriat dont étudiant.

Le Technopole Mulhouse travaille d'ores et déjà en partenariat avec des acteurs (la ligne numérique, SEMIA, UHA, CCI, Etena, grand enov+) en vue de faire émerger des projets de création d'entreprises innovantes. Cela se traduit par :

- l'accueil de services d'accompagnement à l'entrepreneuriat ou de formation à dimension entrepreneuriale (UHA 4.0, Disrupt Campus)
- l'organisation d'évènements : startup weekend Mulhouse
- le développement du programme d'accompagnement d'Ailes à Elles
- l'animation de la réunion Cellule projet 68.

En 2022, cette mission se renforcera avec une implication plus importante dans le marketing, l'animation de l'offre entrepreneuriale de m2A en lien avec le portail Be Est Entreprendre et celui à venir de m2A.

Des partenariats stratégiques avec d'autres territoires seront à développer

Le Technopole Mulhouse dispose également, dans le cadre de sa mission, de deux espaces adaptés pour accueillir des créateurs :

- ❖ Le Technopole Mulhouse anime «Le 34», espace de co-working.

Il s'agit d'une part, de faciliter l'émergence de projets collaboratifs en favorisant les nouvelles formes de travail (travail collaboratif, télétravail, dématérialisation des échanges) et en accueillant un public élargi : membres des pôles de compétences et de compétitivité, créateurs d'entreprises, cadres en reconversion, entreprises, consultants, professionnels nomades salariés).

Le Technopole Mulhouse sera chargé :

- d'animer cet espace afin de favoriser les échanges
- de faciliter l'accueil et le développement des projets portés par les entreprises et les pôles (accueil de leurs permanents et de leurs évènementiels…)
- de développer et adapter, en fonction de l'évolution des besoins des entreprises, des formules attractives en matière de travail collaboratif et de télétravail.
- d'accueillir des formations.

- ❖ Le Technopole Mulhouse développe une offre d'hébergement à la carte.

retour CR

Le Technopole Mulhouse a entrepris de renouveler son offre d'hébergement de type pépinière pour l'adapter aux demandes des entreprises et pour accueillir les projets d'implantation d'entreprises étrangères. Cette offre propose des prestations à la carte et flexibles : services communes, bureaux équipés, …).

Le Technopole Mulhouse est chargé :

- d'accueillir des créateurs d'entreprises, des projets d'implantation d'entreprises
- d'animer la pépinière
- de diriger les entreprises, ayant des besoins d'accompagnement spécifiques (juridiques, financiers, administratifs, économiques…), vers les partenaires locaux
- de prospecter pour promouvoir la pépinière.

4° <u>Animation économique de proximité</u>

Afin de contribuer au développement des entreprises des parcs Mer Rouge et Collines, le Technopole Mulhouse, en partenariat avec les acteurs locaux, mettra en œuvre toute action afin de favoriser les échanges entre elles et susciter le développement de nouveaux projets, comme la création de clubs d'entreprises, évènements ou conférences type « la Tribune » (en lien avec l'ADIRA).

<u>Article 2 - Conditions financières</u>

Pour permettre au Technopole Mulhouse de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2022, la subvention accordée s'élève à 197 000 €. Elle sera versée pour moitié à la signature et pour le solde en septembre.

Un point sera fait dans le courant du 4e trimestre pour évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, Technopole Mulhouse sera soumise au contrôle de m2A : Technopole Mulhouse lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

<u>Article 3 – Suivi - Evaluation</u>

Des réunions régulières seront organisées avec la collectivité afin de suivre les actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention. Ces réunions auront lieu au moins une fois par trimestre.

retour CR

Avant le 15 décembre 2022, Technopole Mulhouse établira un compte rendu annuel de ses activités qui fera l'objet d'une concertation avec m2A et servira de base à l'évaluation de fin d'année.

Article 4 - Durée

La présente convention est conclue et acceptée pour l'année 2022.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Fait à Mulhouse, le
En deux exemplaires originaux

Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère communautaire déléguée	Pour l'Association du Technopole Mulhouse Le Président
Anne-Catherine Lutolf-Camorali	Laurent RICHE

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-638C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

77 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE DE MULHOUSE : CONVENTION DE MECENAT ENTRE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ET LA SOCIETE RECTOR LESAGE (512/7.5.5/638C)

Le Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse Alsace Agglomération s'est engagé dans une politique active de mécénat avec les entreprises du territoire partageant ses valeurs. Ce mécénat peut prendre des formes diverses : financier, en nature ou de compétence.
Dans ce cadre, la société Rector Lesage souhaite œuvrer dans des actions de conservation aux côtés du Parc en s'engageant dans la durée.

En fin d'année dernière, elle a souhaité faire un don de 75 000 € au titre de l'exercice 2021.

Conformément aux articles L 5211-3 et L 2132-3 du code général des collectivités territoriales, le Président de Mulhouse Alsace Agglomération a accepté ce don de 75 000 € à titre conservatoire dans l'attente de son approbation par le Conseil d'Agglomération par courrier à la société Rector Lesage daté du 16/12/2021.

Il est proposé de conclure une convention de mécénat entre Mulhouse Alsace Agglomération et Rector Lesage qui couvre les années 2021 à 2023.

1) LES ENGAGEMENTS DE RECTOR LESAGE

Rector Lesage propose d'apporter un soutien financier aux projets de conservation développés par le Parc zoologique et Botanique de Mulhouse, notamment pour la

retour CR

création d'un pôle de reproduction et de réintroduction de la faune européenne, à hauteur de :

- 75 000 € en 2021 ;
- 25 000 € en 2022 ;
- 25 000 € en 2023.

2) LES ENGAGEMENTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Mulhouse Alsace Agglomération fera état de ce mécénat au niveau de la communication concernant ce projet de création d'un pôle de reproduction et de réintroduction de la faune européenne, organisera des visites privilèges pour Rector Lesage, pourra accorder des entrées au Parc zoologique et Botanique de Mulhouse et mettra à disposition sa salle de séminaire.

Les recettes sont à inscrire aux budgets 2022 et 2023.

Chapitre 10 – article 10251 – fonction 414
Service gestionnaire et utilisateur 512
Ligne de crédit 27626 Investissement

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

-approuve ces propositions,
-autorise le Président ou son représentant à signer la convention de mécénat ainsi que toutes les pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : 2

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Convention de mécénat

entre

Mulhouse Alsace Agglomération,

Et

SAS RECTOR LESAGE

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

retour CR

Entre

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (M2A), ayant son siège à : Maison During – 2, rue Pierre et Marie Curie – BP 90019 - 68 948 MULHOUSE Cedex 9

représentée par **Monsieur Roland Onimus,** agissant en qualité de vice-président délégué de m2A, dûment habilité aux présentes par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 28/03/2022,

Ci-après dénommé « m2A » ou « PZB »,

Et

RECTOR LESAGE S.A.S., dont le siège social est situé 16 rue du Hirtzbach - immatriculée au RCS sous le numéro 94675063500017

représentée aux fins des présentes par **Monsieur Ronan Blanchard**, Président du Directoire, dûment habilité aux présentes

Ci-après désignés collectivement les Parties.

EXPOSE PREALABLE

Le Parc zoologique et botanique de Mulhouse (PZB), véritable poumon vert de la ville et pionnier depuis plus de 30 ans dans le domaine de la conservation des espèces menacées et de la préservation de la biodiversité a souhaité renforcer son attractivité et sa notoriété, par des opérations de mécénat avec des acteurs économiques locaux engagés dans le développement durable.

L'implication du PZB dans la conservation, la recherche scientifique et le bien-être animal permettent de partager avec des entreprises du territoire des valeurs communes sur la préservation des espèces animales et végétales menacées.

Rector Lesage, entreprise innovante engagée dans une politique RSE ambitieuse, souhaite s'engager aux côtés du PZB, dans le cadre d'une opération de mécénat pour les années 2021, 2022 et 2023, dans des actions de conservation.

Ceci étant préalablement exposé, il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques de l'opération de mécénat mise en place entre les Parties. L'impact des différentes opérations de communication proposées se mesurera par le nombre de contacts créés qu'il est impossible à évaluer en amont

Visa M2A

retour CR

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE RECTOR LESAGE

RECTOR LESAGE propose d'apporter son soutien financier à hauteur de :
- 75 000 € en 2021,
- 25 000 € en 2022,
- 25 000 € en 2023.

Cette contribution permettra la création d'un pôle de reproduction et de réintroduction de la faune européenne au sein du Parc zoologique et botanique de Mulhouse.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Il est convenu entre les Parties que la présente convention se plaçant sous le régime du mécénat, la contrepartie dont pourra bénéficier RECTOR LESAGE est strictement limitée et marquée par une disproportion entre les dons en nature d'une part et la valorisation de la prestation de m2A d'autre part, laquelle n'excédera pas 25 % du montant valorisé des dons de l'entreprise.

a) Le PZB s'engage à intégrer le logo et ou le nom au choix de RECTOR LESAGE dans tous les supports de communication mis en place pour valoriser le projet de création d'un pôle de reproduction et de réintroduction de la faune européenne au sein du PZB.

b) Le PZB s'engage à transmettre à RECTOR LESAGE toutes les informations, visuels utilisés et demandes de validation, nécessaires pour alimenter les supports de communication de RECTOR LESAGE dans le cadre des actions de promotion, en lien avec cette opération.

c) Plus généralement et d'entente entre les Parties, en rapport avec les actions de promotion, m2A et le PZB proposeront à RECTOR LESAGE en 2022 et 2023 des contreparties en termes de :

- Mise à disposition gracieuse de l'espace séminaire 8 fois par an en dehors des week-ends et jours fériés (hors frais de restauration)
- 1 conférence une fois par an par le directeur du zoo ou son adjoint pour le personnel de la société ou d'invités
- 2 visites guidées « Lever des animaux » avec petit déjeuner de brousse (2ème quinzaine de mai à mi-juillet) pour 20 personnes par visite
- Mise à disposition de 300 invitations pour les collaborateurs de la Société.
- Mention sur le site internet du PZB et sur tout document se référant au mécénat

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE COMMUNICATION

Les Parties s'engagent à respecter dans le cadre de la présente convention, leurs logos, chartes graphiques et visuels respectifs qu'ils se sont communiqués préalablement ou à l'occasion de la signature des présentes.

Modalités de validation des supports de communication

La validation de la conception des visuels sera faite par le PZB en liaison avec les services compétents de RECTOR LESAGE. Tout document imprimé faisant mention du PZB et/ou comportant le logo du PZB, doit faire l'objet d'un « bon à tirer » signé du Directeur du PZB. Réciproquement, tout document imprimé faisant mention de RECTOR LESAGE et comportant son logo, doit être validé par le président de la société préalablement à sa diffusion.

Visa M2A

retour CR

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée déterminée, à compter de la date de signature par les Parties et jusqu'au 31 décembre 2023.

Un bilan sera effectué à la fin de la convention et les parties se rapprocheront, le cas échéant, afin de renouveler ce type d'opération.

ARTICLE 6 - RESILIATION

En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une de ses obligations contractuelles et sur simple mise en demeure par lettre recommandée avec AR restée infructueuse après un délai de 15 jours, la présente convention pourra être résiliée par la Partie se prévalant de l'inexécution, sans préjudice de tous dommages et intérêts que cette dernière serait en droit de réclamer pour l'inexécution par l'autre Partie de ses engagements.

Néanmoins et compte tenu de la nature des présentes, les soussignés s'engagent à exécuter leurs obligations dans un esprit de mutuelle confiance et d'engager préalablement à toute difficulté une discussion pour trouver conjointement une solution dans les intérêts respectifs bien compris des co-contractants.

Chacune des Parties reste libre de résilier à tout moment la convention par lettre recommandée avec AR en respectant un préavis de trois mois sans indemnité de quelle que nature que ce soit pour l'autre Partie.

ARTICLE 7 - ANNULATION

En cas d'annulation de la convention liée à un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence des tribunaux français, ayant pris naissance à compter de la signature des présentes, chaque Partie renonce à tout recours contre l'autre.

ARTICLE 8 – AVENANT

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant, après accord entre les parties.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'oblige à tenir confidentiels tous les documents et informations dont elle aura connaissance à quel que titre que ce soit, relativement à l'activité des autres Parties et ce pour une durée de un (1) an à compter de la date d'expiration de la présente Convention.

A cette obligation de confidentialité s'ajoute pour chacune des Parties celle de ne jamais exploiter ou utiliser pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, d'une quelconque manière, tout ou partie de ces informations.

Article 10 - REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties conviennent de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente Convention. Les parties conviennent expressément que tous les litiges entre elles, et notamment ceux liés à la formation, l'application, l'exécution, l'interprétation ou la validité de la présente Convention, seront portés devant les tribunaux judiciaires compétents pour Mulhouse .

Fait à Mulhouse, en trois exemplaires originaux,

Le

M2A
Représentée par

Monsieur Roland ONIMUS

RECTOR LESAGE
Représentée par

Monsieur Ronan BLANCHARD

Visa M2A

retour CR

[redacted]

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

[redacted]

Exp. le 12.1.22

Fabian JORDAN
Président
Maire de Berrwiller

Monsieur Ronan BLANCHARD
Président du Directoire
Rector-Lesage
16 rue de Hirtzbach
68100 MULHOUSE

Affaire suivie par : Marie Basenach
Chargée de l'administration
03 69 77 65 73
marie.basenach@mulhouse-alsace.fr

Le 16/12/2022

Objet : Convention de mécénat avec Rector Lesage – Acceptation à titre conservatoire d'une contribution financière

Monsieur,

Vous m'avez indiqué que Rector-Lesage souhaite, en 2021, faire don de la somme de 75 000€ au Parc zoologique et botanique de Mulhouse.

Conformément aux articles L 5211-3 et L 2132-3 du code général des collectivités territoriales, je vous informe que Mulhouse Alsace Agglomération accepte, à titre conservatoire, cette contribution de 75 000€ dans l'attente d'une approbation ultérieure par le Conseil d'Agglomération.
Il lui sera proposé d'affecter cette somme à la création d'un « pôle de reproduction et de réintroduction de la faune européenne » au sein du Parc zoologique et botanique.

Le projet de convention de mécénat sera soumis, dès que possible, au Conseil d'Agglomération.

Vous en remerciant par avance, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de m2A

M. Fabian JORDAN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-639C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

76 élus présents (102 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE DE MULHOUSE : ADHESION A LA BANQUE DES SERUMS ANTIVENIMEUX (BSA) ET DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION AU SEIN DE L'ASSOCIATION (512/7.5.6/639C)

Le Parc zoologique et botanique de Mulhouse va accueillir courant mars 2022, dans le cadre de l'Horizon Afrique, des serpents venimeux. Une prise en charge adaptée et d'inoculation de sérum antivénimeux est nécessaire en cas de morsure.

Il est donc essentiel de faire partie d'un réseau disposant d'un dispositif efficace de prise en charge de morsures de serpents venimeux exotiques non présents dans la nature. Cela permet en particulier de pouvoir accéder aux sérums antivenimeux en cas de morsure par un de nos serpents venimeux exotiques.

A cet égard, la Banque des Sérums Antivénimeux (BSA) est une association qui a pour objet la mise en place d'un tel dispositif.
En outre, l'adhésion à la Banque des Sérums Antivénimeux (BSA) est soumise à une cotisation annuelle d'un montant de 380 €.

Les crédits nécessaires au versement de cette cotisation sont inscrits aux propositions du BP 2022

Chapitre 011 - article 6281 – fonction 414
Service gestionnaire et utilisateur 512
Ligne de crédit n° 1257

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'adhésion à la BSA,
- approuve le versement d'une cotisation annuelle d'un montant de 380 € sous la réserve de sa confirmation au BP 2022,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires,
- désigne Michel CHÉRAY pour représenter Mulhouse Alsace Agglomération au sein de l'association.

PJ : 1

Ne prend pas part au vote (1) : Michel CHÉRAY.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

STATUTS de la

BANQUE des SERUMS ANTIVENIMEUX (B.S.A.)

Article 1 : Constitution et dénomination.

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le Décret du 16 août 1901, ayant pour titre :
Banque de Sérums Antivenimeux dite : **B.S.A**.

Article 2 : Objet.

L'association a deux buts ;

- a) Le premier but :

Élaboration d'un dispositif efficace de prise en charge de morsures de serpents venimeux exotiques non présents dans la nature sur le territoire national, détenus sur le territoire dans des établissements de présentation au public, dans des centres ou laboratoires de recherches publics ou privés et chez les éleveurs privés capacitaires, fonctionnant en conformité avec les textes réglementaires de **l'arrêté du 25 mars 2004 JO n°78 du 1 avril 2004 article 26**.
Ce dispositif passe par la mise en place financière, au siège social, d'un stock en quantité suffisante, de sérums de qualité, polyvalents ou monovalents spécifiques aux diverses espèces de serpents venimeux détenus.

- b) Le second but :

A plus long terme, confier la banque de sérums et notamment les modalités d'approvisionnement et de financement des sérums au centre antipoison pour traiter toute envenimation survenant sur le territoire national chez les professionnels et aussi les particuliers (non déclarés) détenant des serpents venimeux.

Article 3 : Siège Social.

Le Siège Social de l'association est le Centre Antipoison – Toxico vigilance au Centre Hospitalier Universitaire, 4 rue Larrey. - 49033 - ANGERS - Cedex 01.

Article 4 : Durée.

La durée de l'Association pour le moment indéterminée correspond au temps nécessaire à la mise en place du dispositif et à sa gestion par des professionnels de la santé.

Article 5 : Composition

a) Sont appelés membres **actifs** :

Les responsables d'Établissements de présentation au public, de serpents venimeux, et qui contribuent activement à la réalisation des objectifs de ces établissements. Ils paient une cotisation annuelle (Art 6) pour la mise en place et la gestion du stock des sérums et ils s'engagent sur l'honneur à ne pas vendre ou donner des serpents venimeux à des non capacitaires et à ne pas croiser des espèces venimeuses proches.

QP. QK

retour CR

Les responsables de Centres de recherches publics et privés détenant des serpents venimeux, et qui contribuent activement à la réalisation des objectifs de recherche. Ils paient une cotisation annuelle (Art 6) pour la mise en place et la gestion du stock des sérums.

Les éleveurs de serpents venimeux, titulaires du Certificat de capacité élevage ou, pour les éleveurs non-résidents en France, d'une autorisation équivalente (soumise à l'appréciation du Conseil d'administration). Ils paient une cotisation annuelle (Art 6) pour la mise en place et la gestion du stock des sérums et ils s'engagent sur l'honneur à ne pas vendre ou donner des serpents venimeux à des non capacitaires et à ne pas croiser des espèces venimeuses proches.

- Les **responsables des Centres Antipoison** d'Angers, Marseille et Lyon et le Centre Hospitalier Begin sur Paris sont dispensés de cotisation.

- Les **médecins, chercheurs, spécialistes des venins et envenimations**, ainsi que les **vétérinaires** en relation avec des espèces venimeuses pouvant apporter une aide à l'association, sont dispensés de cotisation.

b) Sont appelés membres **passifs** :

- **Les membres bienfaiteurs** de l'association qui participent sous forme de mécénat, mais n'ont pas le droit de vote lors de nos assemblées générales ou extraordinaires, ni au Conseil d'Administration de l'association.

c) Sont appelés membres d'**honneur** :

- Les membres ou sociétés qui rendent ou qui ont rendu des services importants à l'association, titre décerné par le Conseil d'Administration. Ils sont dispensés de cotisation et n'ont pas le droit de vote au Conseil d'Administration ni en assemblées générales ou extraordinaires.

Article 5 bis: Obligation des membres

Tout membre actif détenant des serpents venimeux doit impérativement renseigner sur le site de la BSA, via son compte personnel, la liste des espèces venimeuses qu'il détient et effectuer la mise à jour en cas de séparation ou d'introduction d'une nouvelle espèce.
Si aucun changement n'a eu lieu au cours de l'année, il convient tout de même de valider la liste au début de chaque année.

Article 6 : Cotisations.

La cotisation annuelle à verser par les différentes catégories de membres, a été voté lors de la création de la BSA à 380 €uros pour les établissements ouverts au public, laboratoires ou autres établissements qui en retirent de substantiels revenus, et 150 €uros pour les éleveurs d'agrément.

Toute demande d'adhésion doit être formulée par écrit ou par mail, par le demandeur, avec la copie jointe de son certificat de capacité.

Une fiche d'adhésion est à disposition sur le site internet de la BSA.

Le montant de la cotisation ne peut être modifié à la hausse que si le besoin s'en fait sentir et lors d'un vote en Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire.

La baisse de la cotisation peut être proposée par mail aux membres du Conseil d'Administration par les membres du bureau, qui gèrent le fonctionnement et au vu des saines finances de notre association. Cette décision ne sera validée que sur accord de la majorité des membres du Conseil d'Administration, par retour de mails.

QP RM

2/5

retour CR

Article 7 : Ressources de l'Association.

Les ressources principales de l'association seront composées par les cotisations versées annuellement (Art 6) par ses divers membres. Des financements publics peuvent être sollicités auprès des Départements, des Régions, de l'État et de l'Europe.

Des mécènes peuvent aider l'association pour qu'elle atteigne ses objectifs. Sont acceptées toutes autres ressources ou subventions qui ne seraient pas contraires aux lois en vigueur.

Article 8 : Perte de qualité de membre.

La qualité se perd :
- par décès,
- par démission par écrit au Président,
- par exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour non-respect des présents statuts ou motif grave portant préjudice moral ou matériel de l'association.
- par radiation par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation.

Article 9 : Conseil d'Administration.

L'association est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au **minimum six (6)** membres et au **maximum huit (8)** membres, élus pour **trois (3) ans** par l'Assemblée Générale et choisis en son sein. Les membres sortants sont rééligibles. En cas de vacance, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres dont la durée du mandat correspond à celle des membres remplacés.

Est éligible au Conseil d'Administration, toute personne âgée de plus de dix-huit ans, à jour de sa cotisation et membre actif.

Article 10 : Réunion.

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué par écrit par son Président ou sur la demande d'au moins la moitié de ses membres, chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige et au moins une fois par an dans la mesure du possible. La présence de la moitié au moins de ses membres, présents ou représentés, est nécessaire pour que le Conseil d'Administration puisse délibérer valablement.

Les délibérations sont prises par vote à main levée, à la majorité des membres présents ou représentés. Le vote à bulletin secret, s'il est demandé, peut être possible. La voix du Président est prépondérante.
Le vote par procuration, un pour un, est autorisé.
Créer un registre pour que toutes les délibérations soient consignées et signées par le Président et le secrétaire.
Une feuille de présence est paraphée et jointe au registre.

Article 11 : Rémunération.

Les fonctions de membres du Conseil d'Administration sont gratuites.

Article 12 : Pouvoirs.

Le Conseil d'Administration* est investi d'une manière générale des pouvoirs les plus étendus dans la limite des buts de l'association et dans le cadre des résolutions adoptées par les assemblées Générales.
Il se prononce sur toute admission* définitive des nouveaux membres à l'association et confère les éventuels titres de membre d'honneur.

retour CR

Le CA se réserve le droit de se réunir par voie électronique pour permettre au président de valider une nouvelle adhésion en cours d'année.

C'est lui qui prononce les éventuelles mesures d'exclusion ou de radiation des membres.
Il surveille la gestion des membres du bureau et a toujours le droit de se faire rendre compte de leurs actes.
Il peut en cas de faute grave suspendre les membres du bureau à la majorité.
Il autorise les membres du bureau : à ouvrir le compte en banque, et effectue tout emploi de fonds, à solliciter toutes demandes de subvention, à requérir toutes inscriptions et transcription utiles.
Il autorise le Président et le trésorier à faire tous les actes reconnus nécessaires à la poursuite du projet.
Il autorise tout ou partie de ses attributions au bureau*.

Article 13 : Bureau.

Le Conseil d'Administration élit tous les trois (3) ans un bureau comprenant
- Un(e) Président(e) :
- Un(e) secrétaire :
- Un(e) trésorier (e) :

Des adjoints (es) peuvent être élus. Les membres sortants sont rééligibles.

Article 14 : Rôle des membres du bureau.

a) Le (la) Président(e) assure le fonctionnement de l'association en fonction de l'article 2.

b) Le (la) secrétaire ou adjoint(e) est chargé de tout ce qui concerne la correspondance, notamment l'envoi des diverses convocations, rédige les procès-verbaux du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.

c) Le (la) trésorier(e) tient les comptes de l'association, il (elle) est aidé par tout comptable reconnu nécessaire. Il (elle) effectue tout paiement et perçoit toute recette sous la surveillance du (de la) Président(e). Il (elle) tient une comptabilité régulière, au jour le jour, de toutes les opérations tant en recettes qu'en dépenses et rend compte à l'Assemblée Générale annuelle qui statue sur la gestion.

Article 15 : Assemblée Générale ordinaire.

Dans la mesure du possible au moins une fois par an, les adhérents sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire par convocation, du Président ou sur la demande des membres représentant au moins le quart des membres dans un délai respectable. L'ordre du jour y est mentionné.

L'Assemblée entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration, situation morale et financière. Après avoir délibéré et statué sur les différents rapports, l'Assemblée approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et délibère sur toutes les autres questions à l'ordre du jour.

Elle pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'Administration dans les conditions prévues aux articles 9, 10 et 11 des présents statuts.

Elle fixe aussi le montant de la cotisation annuelle à verser par les différentes catégories de membres.

Les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et portées au registre.

Article 16 : Assemblée Générale Extraordinaire.

Cette Assemblée se réunit sur convocation du Président ou sur la demande des membres représentant au moins le quart des membres dans un délai respectable. L'ordre du jour y est mentionné.

RK 4/5

retour CR

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue sur les questions qui sont de sa seule compétence, à savoir les modifications à apporter aux présents statuts, dissolution anticipée...

Les délibérations sont prises obligatoirement à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 17 : Dissolution de l'association.

La dissolution de l'Association est prononcée à la demande du Conseil d'Administration, par une Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet. Les convocations sont faites par lettre individuelle adressée aux membres, quinze jours au moins à l'avance. Pour la validité des décisions, l'Assemblée doit comprendre au moins la moitié des membres ou représentés, la voix du Président est prépondérante. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau et peut alors délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Pour être valable, la décision de dissolution requiert l'accord des deux tiers des membres présents ou représentés. Le vote a lieu à main levée, sauf si le quart des membres présents exige le vote secret.

Article 18 : Dévolution des biens.

Dès la dissolution, en aucun cas les membres de l'association ne pourront se voir attribuer une part quelconque des biens de l'association.
L'actif net subsistant sera attribué obligatoirement à une ou plusieurs autres associations poursuivant des buts similaires et qui seront nommément désignées par l'Assemblée Générale Extraordinaire, ou bien, l'actif sera versé à la Pharmacie Centrale du Centre Hospitalier Universitaire d'ANGERS 49.

Article 19 : Règlement intérieur.

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'Administration, qui le fait alors approuver par l'Assemblée Générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait au fonctionnement pratique des activités de l'association.

Article 20 : Formalités administratives.

Le Président du Conseil d'Administration ou tout membre délégué doit accomplir toutes les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901 tant au moment de la création de l'association qu'au cours de son existence ultérieure.

Rémi KSIAS (Secrétaire)

Pierre QUISTINIC (Président)

Toutes correspondances Courriel :

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-636C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

76 élus présents (102 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ATTRACTIVITE : SOUTIEN A L'ASSOCIATION JAIM POUR L'ORGANISATION DU « GRAND EVENEMENT » EN 2022 (514/7.5.6/636C)

Depuis plusieurs années, les acteurs associatifs, économiques et politiques du territoire réfléchissent aux actions-clés susceptibles d'accroître l'attractivité locale.

C'est ainsi que La Société Industrielle de Mulhouse et l'association Mulhouse J'y crois ont engagé il y a près de cinq ans une réflexion sur l'organisation d'un grand événement qui draine un public nombreux et affirme une image renouvelée, séduisante, qui véhicule au loin la notoriété de Mulhouse comme les Eurockéennes le font pour Belfort ou la Fête des Lumières pour Lyon.

Parallèlement, Mulhouse Alsace Agglomération a lancé en mars 2018 une démarche intitulée Mulhouse Alsace Attractiv', visant à fédérer tous les acteurs de l'attractivité. Ceux-ci, invités dans une première phase à prioriser les actions indispensables, ont classé l'organisation d'un grand événement comme prioritaire.

Les deux démarches ont ainsi pu converger vers la création d'une association et d'un projet dont la première édition se déroulera les 24, 25 et 26 juin prochains.

L'intérêt d'un grand événement

Il est désormais acquis qu'un grand événement, qu'une grande manifestation, qu'ils soient sportifs (l'Armada de Rouen, le Vendée Globe…), culturels (Festivals d'Avignon, de Deauville…) ou politico-économiques (grande braderie de Lille, universités d'été…) ont de nombreuses vertus propres à attirer les regards et les médias sur un territoire, à améliorer voire à forger sa réputation et à engranger des retombées économiques ou d'image.

retour CR

Un grand événement, à condition qu'il soit élaboré dans ce sens, constitue une manière rapide de créer, d'améliorer, de renouveler l'image d'un territoire, y compris aux yeux de sa propre population. C'est aussi une occasion de fédérer les acteurs, de susciter des échanges et un impact économique mesuré.

Depuis plusieurs années, les bassins de vie cherchent donc, dans l'organisation d'un événement, à marquer leur différence et à capter des visiteurs. Des agglomérations semblables à celle de Mulhouse s'y sont essayé récemment, comme Metz avec *Constellations* ou encore Poitiers avec *Traversées*. Si certaines manifestations de Mulhouse et des communes de l'agglomération ont un retentissement important dans leur spécialité (Scènes de rue, Momix, Bédéciné), elles n'ont pas excédé le seuil de notoriété qui permettrait au Sud Alsace de se singulariser et de drainer plusieurs milliers de visiteurs. Il est question de créer un rendez-vous d'ampleur, un ensemble de « performances » circonscrit dans le temps mais hors programmation annuelle, avec un rayonnement national ou international, mono- ou plurithématique.

L'ambition de *JAIM* (Jeux, Arts et Industrie à Mulhouse)
Dès 2019, plusieurs participants du groupe de travail, issus du monde de l'entreprise, ont décidé de structurer leur action. Celle-ci a débouché sur la création d'une association *ad hoc* qui administre aujourd'hui l'organisation du premier Festival JAIM, les 24, 25 et 26 juin prochains. L'ambition de ce festival est de porter, durant ces trois jours, à Mulhouse et dans les communes de l'agglomération qui en auront exprimé l'envie, sur un mode inédit, et en s'appuyant sur l'histoire industrielle mulhousienne, un certain nombre d'installations, de performances, de spectacles et de rendez-vous.

Quelques exemples :
- Le Village de la manifestation, situé place de la Réunion, associera grands mécènes et industriels de la région mulhousienne. Il sera complété par un cycle de conférences programmées à la Société industrielle.
- Un parcours d'œuvres plastiques et photographiques monumentales se déploiera sur une dizaine de sites.
- Un programme autour de la robotique sera spécifiquement proposé au jeune public.
- Une nocturne avec un parcours de randonnée traversera les sites industriels mulhousiens, pour finir sur le site DMC par un concert de musiques actuelles.
- Une course de « caisses à savon 2.0 » faisant appel aux technologies industrielles et d'innovation.
- Un festival "Off" s'appuiera sur les contributions volontaires des communes, associations et entreprises du territoire.

Un soutien financier privé et public
Dès le début de la démarche, l'association a sollicité des sponsors et mécènes. Leur apport est de près de 50 % du budget-cible, soit (450 000 euros), tandis que les collectivités locales du ressort ont toutes confirmé leur contribution financière.

Les éléments de répartition connus à l'heure actuelle sont les suivants :
- *Ville de Mulhouse : 100 000 euros* et une somme équivalente en mises à disposition et prestations techniques diverses
- *Collectivité européenne d'Alsace* : 100 000 euros*

- *Région Grand Est : 200 000 euros*

* Concernant la subvention accordée par la Collectivité Européenne d'Alsace, elle s'inscrit dans le cadre du dispositif « Plan Rebond Culture – volet résidence artistique », aux termes duquel les fonds vont dans un premier temps à la collectivité d'accueil (Mulhouse Alsace Agglomération) qui les reverse ensuite au bénéficiaire (association JAIM).

Concernant la contribution de Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé un engagement initial de 50 000 euros. Les crédits sont inscrits au Budget 2022.

- Service gestionnaire et utilisateur 514
- Chapitre 65
- Article 6574
- Enveloppe 26234 « Subvention Grand événement ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution d'une subvention d'un montant de 50 000 euros à l'association JAIM,

- autorise Monsieur le Président ou son représentant à établir et à signer toutes pièces nécessaires, et notamment la convention tripartite qui contractualisera la relation avec l'association JAIM et les obligations qui lui sont faites en retour, mais également le portage de la subvention de la Collectivité européenne d'Alsace.

PJ : 1

Abstentions (5) : Nina CORMIER (représentée par Loïc MINERY), Nadia EL HAJJAJI, Pierre LIPP, Loïc MINERY et Joseph SIMEONI.
Ne prend pas part au vote (1) : Nathalie MOTTE.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Convention de partenariat entre

La Collectivité européenne d'Alsace

et

Mulhouse Alsace Agglomération

et

L'association JAIM (Jeux Arts et Industrie Mulhouse)

pour

Le « Contrat de rebond culturel - Résidence artistique JAIM »

Action du Plan alsacien de rebond, solidaire et durable

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 15 novembre 2021 (N° CP-2021-10-12-5),

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, dûment habilité pour ce faire par délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022,

Ci-après dénommée « m2A »,

Et

L'association JAIM – Jeux Arts Industrie Mulhouse, dont le siège est situé 10 rue de la Bourse, 68100 Mulhouse, représentée par son Président, Bruno Ameline dûment habilité pour ce faire par décision du Conseil d'administration du 21 janvier 2001,

Ci-après dénommée « JAIM »,

retour CR

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 1611-4 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales autorisant à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné,

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la décision N° CP-2021-10-12-5 de la Commission Permanente du 15 novembre 2021,

Vu la décision 636C du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération réuni le 28 mars 2022,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Pour la Collectivité européenne d'Alsace

Afin d'accompagner la résilience de la société alsacienne, la Collectivité européenne d'Alsace s'est engagée dans un ambitieux plan de rebond durable et solidaire afin de soutenir l'économie alsacienne, et notamment le secteur culturel, fortement affecté par la crise.

Le volet culturel du plan de rebond de la CeA vise à conforter la relance économique des opérateurs culturels, à favoriser le retour des publics à la réouverture des lieux culturels et à stimuler la vie culturelle des territoires alsaciens.

Le Contrat de rebond culturel inscrit dans le plan de rebond durable et solidaire constitue un dispositif territorialisé de résidence artistique annuelle. Il vise à créer une animation culturelle à proximité de chaque alsacien, à soutenir des dynamiques culturelles locales et à aider les artistes et compagnies alsaciennes privées de débouchés du fait de la situation sanitaire.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Conformément à son objet statutaire, m2A poursuit une activité générale visant à soutenir l'attractivité du territoire au travers d'outils culturels, événementiels, touristiques ou économiques.

L'action poursuivie par m2A dans le cadre de ce périmètre s'inscrit pleinement dans les objectifs de rebond solidaire et durable de la vie culturelle alsacienne portés par la CeA.

Ces intérêts partagés entre la CeA et m2A de relance économique, de développement des territoires et de stimulation de l'attractivité, s'incarnent ici dans une logique de contractualisation partenariale autour des contrats culturels de rebond avec les territoires.

Pour l'association JAIM (Jeux Arts et Industrie Mulhouse)

Créée le 21 janvier 2021, JAIM est une association d'intérêt général porteuse du Festival JAIM. L'association JAIM définit les orientations du projet. Elle assure la gouvernance

retour CR

globale du projet, son financement et son assurance, l'organisation du festival, la politique de communication et les relations avec les partenaires.

L'association JAIM accueille des membres ayant qualité d'entreprises ou d'organisations professionnelles industrielles, de collectivités territoriales, et d'institutions culturelles et associatives dont l'objet est cohérent avec les intentions de JAIM.

Le festival JAIM est un événement multidisciplinaire et multiforme qui implique toutes les forces vives du territoire. Il a l'ambition de :

- Créer une image et une identité fortes pour le Sud-Alsace et les Trois Frontières,
- Valoriser l'industrie d'hier, d'aujourd'hui et de demain en faisant mieux connaître ses applications, ses perspectives et ses contributions aux évolutions de la société,
- Mobiliser les forces créatives locales,
- Permettre au plus grand nombre de vivre des expériences inédites,
- Susciter une fierté d'appartenance auprès des habitants,
- Générer un événement structurant pour le territoire,
- Promouvoir la coopération frontalière avec la Suisse et l'Allemagne.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du Contrat de rebond culturel pour lequel la CeA a décidé d'attribuer à m2A une subvention de fonctionnement de 100 000 € (Délibération N° CP-2021-10-12-5 du 15 novembre 2021), dans le cadre de son plan de rebond alsacien, solidaire et durable, pour une action visant à la mise en place d'une résidence artistique « le Festival JAIM », par l'Association JAIM, au cours de la saison culturelle 2021-2022. Le Festival JAIM aura lieu du 24 au 26 juin 2022. La subvention de la CeA a été versée pour moitié (50 000€) en 2021 et le solde sera versé en 2022.

En conformité avec l'article L 1611-4 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, m2A est autorisée à employer cette subvention pour le financement du Festival JAIM auquel s'ajoute un soutien propre de m2A sous forme d'une subvention de 50 000 €. Les crédits seront débloqués en totalité dès l'adoption du budget primitif 2022.

Article 2 : Objectifs et caractéristiques de la résidence artistique

Les objectifs de la résidence artistique sont la réalisation d'actions culturelles de proximité, en dialogue et travail étroit avec les opérateurs culturels locaux, afin de soutenir l'économie alsacienne, stimuler la vie culturelle du territoire et apporter la culture au plus près des habitants.

Par résidence artistique, il est entendu la présence d'une équipe artistique professionnelle, sur un territoire, avec ou sans mise à disposition de locaux, et dans une période d'une année, pour accompagner un territoire en associant ses opérateurs locaux (culturels, éducatif, sociaux…) dans l'objectif partagé d'une rencontre avec les habitants à travers un ensemble d'actions (spectacles, rencontres, ateliers).

La résidence artistique peut donner lieu à la tenue d'ateliers pédagogiques, la réalisation d'actions de médiation culturelle ou de sensibilisation des habitants à différentes formes artistiques. Elle intègre la coordination des acteurs du territoire. Elle peut être au croisement de projets réalisés par d'autres acteurs du territoire en vue d'impulser ou amplifier une dynamique culturelle locale. Elle donne lieu à une restitution publique

retour CR

fédératrice sous forme d'événement, spectacle, film, exposition. Elle est émaillée de temps d'information et de communication auprès des habitants.

Article 3 : Orientations et attendus d'une résidence artistique

Il est attendu de JAIM de :

- Garantir et organiser la rencontre et la concertation des acteurs culturels du territoire ;
- Développer une programmation culturelle en direction de tout public, et réaliser au moins 3 actions culturelles à destination des habitants avec une attention particulière pour les publics cibles de la CeA et de m2A dans une dynamique de rayonnement intercommunale de bassin de vie ;
- Proposer un minimum de 3 ateliers d'activités de médiation culturelle à destination des publics ;
- Assurer une restitution publique fédératrice de la résidence par la compagnie impliquant au moins 3 opérateurs locaux que la compagnie aura mobilisée le temps de la résidence ;
- Proposer des actions de communication auprès des habitants.

Pour répondre à ces attendus :

- Le festival JAIM impliquera des entreprises, le monde de l'éducation, les institutions culturelles, les associations de loisirs et des artistes ;

- Le festival JAIM sera un évènement populaire et festif, attirant le plus grand nombre. Il s'adressera aux jeunes, enfants et étudiants, aux familles, aux salariés des entreprises du territoire et au monde de l'entreprise. Il sera intégralement gratuit pour le public ;

- Le festival JAIM organisera notamment
    - L'exposition « Industreet » : Parcours d'œuvres plastiques et de photos formats XXL dans 11 sites patrimoniaux et emblématiques de l'industrie à Mulhouse et dans tout le territoire de l'agglomération, accompagnée de médiation culturelle ;
    - La randonnée urbaine nocturne « Empreintes d'industries » : balade urbaine entre différentes stations à la tombée de la nuit, en mode doux, en famille ou en groupe, accompagnée à chaque station de découvertes techniques et artistiques ;
    - La grande soirée visuelle et musicale « Electrograph » à DMC proposant un video-mapping original sur la façade d'un bâtiment et un grand concert de musique électronique et industrielle avec mise en lumière d'une partie du site.

L'association JAIM soutenant la résidence artistique s'engagera à rendre compte de l'avancée de son travail auprès de M2A et de la CeA.

Article 4 : Pilotage et suivi de la résidence artistique JAIM

Le Conseil d'administration de l'association JAIM a délégué le suivi de la préparation de JAIM 2022 à un Comité d'organisation constitué de membres bénévoles de l'association et

retour CR

complété d'experts. Il reporte au Conseil d'administration, auquel il soumet les principales décisions. Il assure également le suivi budgétaire et la supervision de la sécurité du public et des équipements.

m2A et la CeA sont membres du Conseil d'administration et du Comité d'organisation.

Article 5 : Engagement des signataires de la convention

La subvention attribuée par la CeA est destinée à la bonne réalisation de l'action définie à l'article 1, 2 et 3. Par ailleurs, la CeA s'engage à apporter un appui en conseil technique en tant que de besoin afin de soutenir le territoire dans son action de commande publique.

m2A s'engage à cofinancer le Festival JAIM à hauteur de 50 000 € et à apporter pareillement un appui en tant que de besoin afin de soutenir le territoire dans son action.

Article 6 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA et de m2A

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur l'action de résidence artistique définie à l'article 1 et 2.

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin à la remise du bilan final.

Article 7 : Autres justificatifs

JAIM s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Un justificatif de l'effectivité de la résidence artistique sur le territoire ;
- Un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le bilan de la résidence artistique portant sur la réalisation du programme d'action ainsi que sur l'estimation des bénéfices pour les habitants.

Article 8 : Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière

Le bénéficiaire de la convention s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1 et 2.

Les subventions de la CeA et de m2A devront uniquement être employées pour réaliser l'action telle que précisée ci-dessus à l'article 1 et 2 de la présente convention.

Article 9 : Information et communication

L'organisme bénéficiaire de la subvention, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien de la CeA et de m2A dans tous les supports qu'il utilise ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

retour CR

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de la CeA et de m2A sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion des logotypes, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès des Directions de la communication des deux collectivités.

Celles-ci devront être informées de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

Article 10 : Interruption et reversement de l'aide financière

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, et présentation de ses observations, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- le non-versement de la seconde tranche de l'aide financière de la CeA ;
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

La CeA et m2A en informeront le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Pour la préservation de l'intérêt général, la CeA ou m2A peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Article 12 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'une des collectivités et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 13 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

retour CR

Fait à , Le

Pour la CeA	Pour M2A	Pour l'Association JAIM
Le Président de la CeA	Le Président de M2A	Le Président de JAIM
Frédéric BIERRY	Fabian JORDAN	Bruno AMELINE

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-593C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

76 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PLU DE LA VILLE DE MULHOUSE – REVISION ALLEGEE - PRESCRIPTION (532/2.1.2/593C)

L'Université de Haute-Alsace (UHA) compte 5 campus. Parmi les trois situés sur Mulhouse, le campus historique de l'Illberg regroupe l'École Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse, l'École Nationale Supérieure d'Ingénieurs Sud-Alsace, la Faculté des Lettres, langues et Sciences Humaines, la faculté des Sciences et Techniques ainsi que de nombreux laboratoires de recherche.

Considéré comme l'un des campus les plus verts de France avec ses 110 305 m² d'espaces verts, le site de l'Illberg dispose de nombreuses aires de repos à l'extérieur des bâtiments, à l'ombre des arbres ou en plein soleil, ce qui en fait un campus agréable, propice à la réussite de tous.

Bien qu'offrant de nombreux services qui participent au confort et à la qualité de vie de l'ensemble des étudiants mulhousiens, le restaurant universitaire (RU) vieillissant et amianté est devenu vétuste et ne respecte pas les normes d'accessibilité. La cuisine centrale qui manque d'ergonomie est, quant à elle, trop petite tandis que les salles de restaurations sont devenues inadaptées aux nouveaux modes de consommation.

Aussi et afin de maintenir ce haut niveau de service qui permet aux étudiants du campus de l'Illberg de se restaurer et au Centre Local des Œuvres Universitaires et Scolaires de Mulhouse (CROUS) de répondre à l'importante augmentation de la fréquentation du RU (+20 points depuis le 1er septembre 2021) accentuée par le succès de la mise en place des repas à 1 euro pour faire face à la précarisation croissante de la vie étudiante, le CROUS projette de construire sur le site de

retour CR

l'Illberg un nouveau restaurant universitaire et une cuisine centrale qui alimentera l'ensemble des structures de restauration du Haut-Rhin.

Ce projet est le fruit d'une réflexion entamée dès 2018. Ainsi après analyse de plusieurs scénarios, celui d'une démolition–reconstruction s'est imposé au CROUS pour des questions fonctionnelles, budgétaires et de confort.

Depuis, le CROUS a finalisé et déposé une demande de permis de construire dont l'instruction a fait ressortir une non-conformité aux nouvelles dispositions du PLU approuvées par le Conseil municipal de Mulhouse le 25 septembre 2019.

En effet, le projet comporte une cour de service affectée aux livraisons d'une surface d'environ 500 m². Située au niveau de l'accès véhicules rue Alfred Werner, un peu plus de la moitié de la surface nécessaire (environ 270 m²) est grevée d'une servitude d'espace boisée classée.

La réalisation du projet étant en l'état compromise, la Ville de Mulhouse a sollicité Mulhouse Alsace Agglomération pour modifier le périmètre de l'espace boisé classé concerné.

Selon les dispositions de l'article L153-34 du Code de l'urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision allégée lorsque la révision a pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone de protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou est de nature à induire de graves risques de nuisances sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables.

Aussi et compte tenu de l'intérêt que représente le projet porté par le CROUS pour l'agglomération, la Ville et les étudiants de Mulhouse ainsi que ceux de Colmar, il est proposé de recourir à une procédure de révision allégée du PLU conformément aux dispositions de l'article L153-34 du Code de l'urbanisme, le projet ne portant pas atteinte aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables et ayant uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé.

La procédure aura ainsi uniquement pour objectifs :

- de réduire le périmètre de l'espace boisé classé sur une emprise d'environ 270 m² correspondant strictement à l'espace nécessaire à la réalisation de la cour de service ;
- de classer, à titre de compensation, une surface d'environ 800 m² sur le même site du campus. Ce classement étant d'autant plus pertinent que l'emprise concernée se situe dans le prolongement de la lisière boisée et qu'elle était déjà grevée d'une servitude d'EBC sous l'empire des dispositions du PLU en vigueur avant le 25 septembre 2019.

La procédure de révision allégée comme toute procédure de révision doit faire l'objet, conformément aux dispositions de l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Dans le cadre de la présente procédure, la concertation aura donc pour objectifs d'apporter une information accessible aux habitants, associations locales et personnes concernées afin qu'ils puissent s'approprier le projet et être en mesure d'exprimer leurs avis et/ou apporter leurs contributions afin d'enrichir la réflexion sur le projet de révision allégée du PLU de Mulhouse.

Pour ce faire :

- un dossier et un registre de concertation permettant de recueillir les observations et propositions seront mis à disposition du public à la Mairie de Mulhouse (Direction de l'Urbanisme, Aménagement et Habitat) 33 avenue de Colmar à Mulhouse, aux jours et heures habituels d'ouverture, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles ;

- le dossier de concertation sera également disponible en ligne sur les sites internet de la Ville de Mulhouse (https://www.mulhouse.fr/) et de Mulhouse Alsace Agglomération (https://www.mulhouse-alsace.fr). La page dédiée permettra également aux administrés de faire part de leurs observations, suggestions directement via un formulaire en ligne ;

- Les observations et contributions pourront également être adressées :
  - Par voie postale, à Mulhouse Alsace Agglomération, Service Urbanisme prévisionnel - planification intercommunale (RA Mulhouse), 2 rue Pierre et Marie Curie - BP 90019 - 68948 MULHOUSE Cedex 9
  - Par courrier électronique à : plu.m2a@mulhouse-alsace.fr

Le public sera informé de l'ouverture de la concertation notamment par :

- l'affichage de la présente délibération pendant 1 mois au siège de Mulhouse Alsace Agglomération ainsi qu'à la Ville de Mulhouse ;
- la mention de ces affichages dans un journal diffusé dans le département
- la publication d'un avis sur les sites internet de Mulhouse Alsace Agglomération et de la Ville de Mulhouse.

A l'issue de la concertation, le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération en arrêtera le bilan. Il sera alors joint au dossier qui sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions de l'article L103-6 du Code de l'urbanisme.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L103-2, L153-8, L153-32 et suivants et R153-12, R153-20 et R153-21

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Mulhouse approuvé le 25 septembre 2019 et modifié par délibérations du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 31 mai 2021 et du 13 décembre 2021 dans le cadre de procédures simplifiées

VU l'arrêté n°34/2020 en date du 11 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Rémy NEUMANN, Vice-Président, dans le domaine de l'urbanisme prévisionnel

Considérant l'intérêt que représente pour le CROUS, l'agglomération et la Ville de Mulhouse, ses étudiants ainsi que ceux de Colmar, le projet de démolition-reconstruction du RU et de la nouvelle cuisine centrale,

Considérant que pour permettre la réalisation de cette opération, il est nécessaire d'ajuster le périmètre de l'espace boisé classé, situé sur l'emprise de la future cour de service, matérialisé sur le document graphique du PLU lors de sa dernière révision,

Considérant que cette évolution peut être conduite dans le cadre d'une révision allégée dans la mesure où conformément aux dispositions de l'article L153-34 du Code de l'urbanisme, la procédure aura uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé et ne portera pas atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables,

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prescrit la révision allégée n°1 du PLU de Mulhouse prévue par l'article L153-34 du Code de l'urbanisme,
- approuve les objectifs du projet de révision allégée à savoir :
    - réduire le périmètre de l'espace boisé classé sur une emprise d'environ 270 m² correspondant strictement à l'emprise nécessaire à la réalisation de la cour de service du projet porté par le CROUS de démolition-reconstruction du restaurant universitaire et d'une cuisine centrale sur le campus de l'Illberg ;
    - classer, à titre de compensation, une surface d'environ 800 m². Ce classement étant d'autant plus pertinent que l'emprise concernée se situe dans le prolongement de la lisière boisée et qu'elle était déjà grevée d'une servitude d'EBC sous l'empire des dispositions du PLU en vigueur avant le 25 septembre 2019 ;

- décide de soumettre le projet de révision allégée du PLU à concertation préalable conformément aux dispositions des articles L103-3 et L103-4 du Code de l'urbanisme selon les modalités suivantes :
    - la mise à disposition du public d'un dossier et d'un registre de concertation à la Mairie de Mulhouse (Direction de l'Urbanisme, Aménagement et Habitat) 33 avenue de Colmar à Mulhouse, aux jours et heures habituels d'ouverture, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles pendant toute la durée de la concertation ;
    - la publication de l'intégralité du dossier pendant toute la durée de la concertation sur les sites internet de Mulhouse Alsace Agglomération (https://www.mulhouse-alsace.fr) et de la ville de Mulhouse (https://www.mulhouse.fr). La page dédiée permettra aux administrés de faire part de leurs observations, suggestions directement via un formulaire en ligne ;

- les observations et contributions pourront également être formulées :
  - par voie postale, à Mulhouse Alsace Agglomération, Service Urbanisme prévisionnel - planification intercommunale (RA Mulhouse), 2 rue Pierre et Marie Curie - BP 90019 - 68948 MULHOUSE Cedex 9
  - par courrier électronique à : plu.m2a@mulhouse-alsace.fr

- autorise le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de révision allégée du PLU de Mulhouse, à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

- dit que la présente délibération sera :
  - notifiée au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président de la Collectivité Européenne d'Alsace, au Président de la CCI, au Président de la chambre des Métiers d'Alsace et à celui de la Chambre d'Agriculture ;
  - affichée pendant un mois à la Mairie de Mulhouse et au siège de Mulhouse Alsace Agglomération pendant 1 mois conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
  - sera publiée au recueil des actes administratifs de Mulhouse Alsace Agglomération.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-652C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

76 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PLU DE SAUSHEIM – APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 (532/2.1.2/652C)

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Sausheim a été approuvé par délibération de son Conseil Municipal en date du 30 janvier 2017, mis à jour 5 fois entre 2017 et 2019 et modifié dans le cadre d'une procédure simplifiée le 29 janvier 2018.

Après deux années d'application, la commune a souhaité faire évoluer son document d'urbanisme pour clarifier et/ou revoir la rédaction de certaines dispositions réglementaires.

La commune de Sausheim a, ainsi, engagé une procédure de modification de son PLU par délibération en date du 10 décembre 2019. Cette dernière a, notamment, pour objet de :

- modifier les dispositions relatives à la mixité sociale en matière d'habitat afin de renforcer leur caractère obligatoire et d'augmenter la proportion de logements sociaux dans les opérations ;
- compléter les exigences en matière de stationnement afin de les asseoir sur le nombre de logements ;
- préciser les règles d'implantation par rapport aux voies, emprises publiques (en zone 1AU) et aux limites séparatives (en zones UA, UB et 1AU) opposables aux structures ouvertes abritant les véhicules ;
- prendre en compte la modification simplifiée du plan de prévention des risques technologiques afin de réduire le zonage règlementaire ;
- rectifier quelques erreurs matérielles et mettre à jour le PLU.

Jusqu'au 1er janvier 2020, date à laquelle Mulhouse Alsace Agglomération est devenue compétente en matière de « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu

retour CR

et carte communale », cette procédure a été conduite par le Maire de Sausheim conformément aux dispositions de l'article R153-1 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 21 janvier 2021, le Conseil Municipal de la commune de Sausheim a donné son accord à la poursuite et l'achèvement de cette procédure par Mulhouse Alsace Agglomération conformément aux exigences de l'article L153-9 I du Code de l'urbanisme.

Par délibération en date du 2 mars 2020, le Conseil d'Agglomération a ainsi approuvé l'achèvement de cette procédure qui depuis a été conduite en étroite collaboration avec la commune de Sausheim par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération.

Par courrier du 3 mai 2021, le projet de modification du PLU a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Grand Est (MRAe) et notifié par courriers en date du 19 juillet 2021 aux personnes publiques associées à la procédure (PPA).

Par décision du 23 juin 2021, la MRAe a dispensé le projet de modification du PLU de Sausheim de la réalisation d'une évaluation environnementale. La chambre d'agriculture et la Collectivité européenne d'Alsace ont, quant à elles, chacune émis un avis favorable au projet.

Enfin par courrier en date du 25 août 2021, le Préfet du Haut Rhin a fait part de ses observations concernant notamment :

- l'inscription de secteurs de mixité sociale dans le règlement graphique du PLU afin de garantir l'application des objectifs de production de logements sociaux dans les secteurs concernés ;
- la rédaction de l'article 2 du règlement des zones U et AU du projet de modification qui a pour conséquence d'imposer à partir de 6 logements la réalisation d'au moins 50 % de logements locatifs sociaux dont au minimum 33 % de logements dits PLAI (ou assimilés) et au maximum 33 % de logements dits PLS (ou assimilés) alors que ce taux devrait être au minimum de 30 % pour la première catégorie et au maximum de 30 % pour la seconde ;
- les dispositions du règlement relatives aux logements sociaux afin qu'elles visent les logements sociaux « au sens de l'article L302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation » ;
- le contrat de mixité sociale mentionné dans la notice de présentation alors que la commune n'en est pas doté.

Par arrêté n°33/2021 en date 6 décembre 2021, Monsieur le Vice-Président en charge de l'urbanisme a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification du PLU laquelle s'est déroulée du 10 au 24 janvier 2022 inclus.

Un registre d'observations, côté et paraphé, ainsi que le projet de modification ont été mis à la disposition du public au centre technique municipal de la Mairie de Sausheim, siège de l'enquête publique. Il a, par ailleurs, été publié sur les sites internet de Mulhouse Alsace Agglomération et de la Ville de Sausheim. En outre, un poste informatique permettant d'accéder et de consulter gratuitement le dossier

d'enquête en ligne a été mis à disposition du public au siège de l'enquête publique conformément aux dispositions de l'article L123-12 du Code de l'environnement.

Enfin, le commissaire enquêteur a tenu trois permanences. A cette occasion, deux observations ont été apposées directement sur le registre d'enquête et deux courriers, dont un par voie électronique, ont été réceptionnés.

Le 24 février 2022, le commissaire enquêteur a rendu son rapport ainsi que ses conclusions motivées. Il a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de Sausheim « sous réserve de prise en compte des modifications proposées par l'autorité organisatrice dans son mémoire en réponse ».

Aussi et afin de répondre aux observations formulées par les PPA et le Commissaire enquêteur, le projet a été modifié dans le respect des exigences de l'article L153-21 du Code de l'urbanisme. Le tableau joint à la présente délibération synthétise l'ensemble des observations réceptionnées ainsi que les réponses et modifications apportées au projet pour en tenir compte le cas échéant.

Ces modifications visent notamment à :
- délimiter sur un document graphique des secteurs de mixité sociale sur la totalité des zones UA, UB et 1AU (zones à dominante d'habitat) ;
- modifier la rédaction de l'article 2 des zones UA, UB et 1AU ;
- supprimer la référence erronée au contrat de mixité sociale dans la notice de présentation complémentaire.

Le projet tel que présenté au Conseil d'Agglomération est donc désormais prêt à être approuvé.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019

VU le Plan local d'urbanisme approuvé le 30 janvier 2017 par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Sausheim, mis à jour le 30 septembre 2017, le 6 décembre 2017, le 9 avril 2018, le 5 novembre 2018 ainsi que le 25 janvier 2019 et modifié une première fois dans le cadre d'une procédure simplifiée le 29 janvier 2018

VU la délibération du Conseil Municipal de Sausheim en date du 10 décembre 2019 engageant la procédure de modification du PLU

VU l'arrêté n°34/2020 en date du 11 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Rémy NEUMANN, Vice-Président, dans le domaine de l'urbanisme prévisionnel

VU les différents avis recueillis sur le projet de modification du PLU

VU la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Grand Est de ne pas soumettre le projet de modification du PLU de Sausheim à évaluation environnementale

VU l'arrêté du Vice-Président de m2A n°33/2021 en date du 6 décembre 2021 soumettant à enquête publique le projet de modification qui s'est déroulée du 10 janvier au 24 janvier 2022 inclus

VU les pièces du dossier soumis à enquête publique

VU le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur réceptionnés le 24 février 2022

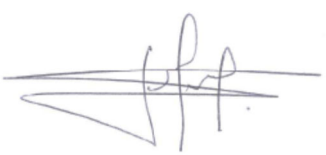
Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Sausheim tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- autorise le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que conformément aux dispositions de l'article L153-22 du Code de l'urbanisme, le dossier approuvé sera tenu à la disposition du public au centre technique municipal de la mairie de Sausheim et dans les locaux de Mulhouse Alsace Agglomération aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- dit que la présente délibération sera :
    - notifiée au Préfet,
    - affichée pendant un mois à la Mairie de Sausheim et au siège de Mulhouse Alsace Agglomération conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
    - sera publiée au recueil des actes administratifs de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ : Projet de modification n°1 du PLU de Sausheim
Synthèse des observations

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification

SAUSHEIM

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

ALSACE Collectivité européenne

DAUHR ATD Alsace

Mars 2022

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification

SAUSHEIM

1. Note de présentation

Valant complément et modification du rapport de présentation du PLU

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

Mars 2020

Sommaire

1. Contexte et objet de la modification 2
2. Rappel du contexte urbain 4
3 Le contenu de la modification 7
3.1 Obligations de mixité sociale 7
3.2 Normes de stationnement 13
3.3 Carports 15
3.4 PPRT Entrepôts Pétroliers de Mulhouse 16
3.5 erreurs matérielles dans le dossier 20
3.6 Mises à jour diverses 22
4. Respect des orientations du PADD 22
5. Compatibilité par rapport aux normes supra-communales 22
Les servitudes d'utilité publique 22
Le Schéma de Cohérence Territorial 23
Les prescriptions nationales et particulières 23
8. Procédure adoptée 25

1. Contexte et objet de la modification

Chronologie

Par délibération du 30 janvier 2017, le Conseil Municipal de Sausheim a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune.
Dans le cadre de ce PLU ont été définis les grands axes du développement futur du village et des orientations d'aménagement et d'urbanisme intégrées dans le projet d'aménagement et de développement durables du P.L.U.(PADD).

Ces orientations ont été traduites dans un dispositif réglementaire graphique et écrit.
Depuis, quelques ajustements du dossier ont été réalisés, mais sans remettre en cause les objectifs d'aménagement ou le contexte réglementaire du document : il s'agit pour l'essentiel de mises à jour ou de levée d'erreurs matérielles :

- mise à jour des périmètres de captage le 30 septembre 2017,
- mise à jour N°2 le 6 décembre 2017 : prise en compte de la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel,
- modification simplifiée N°1 pour erreur matérielle sur le règlement graphique dans la transcription des Espaces Boisés Classés (zone UE) pour l'usine de méthanisation – approuvée par délibération du Conseil Municipal le 29 janvier 2018,
- mise à jour N°3 du 9 avril 2018 faisant suite à la modification simplifiée N°1 du PLU – Mise à jour du Plan des Servitudes,
- mise à jour N°4 du 5 novembre 2018 pour prise en compte de la modification N°1 du PPRT,
- mise à jour N°5 du 25 janvier 2019 faisant suite à la création d'un Secteur d'Information sur les Sols de la commune de Sausheim.

Par délibération du 10 décembre 2019 le Conseil Municipal de Sausheim a engagé une modification du PLU, pour faire évoluer le document afin de clarifier, rectifier ou revoir le contenu de certaines dispositions.

A l'analyse des différents points, il ressort que le recours à une modification est possible conformément aux articles L153-31 et L153-36 du Code de l'Urbanisme.

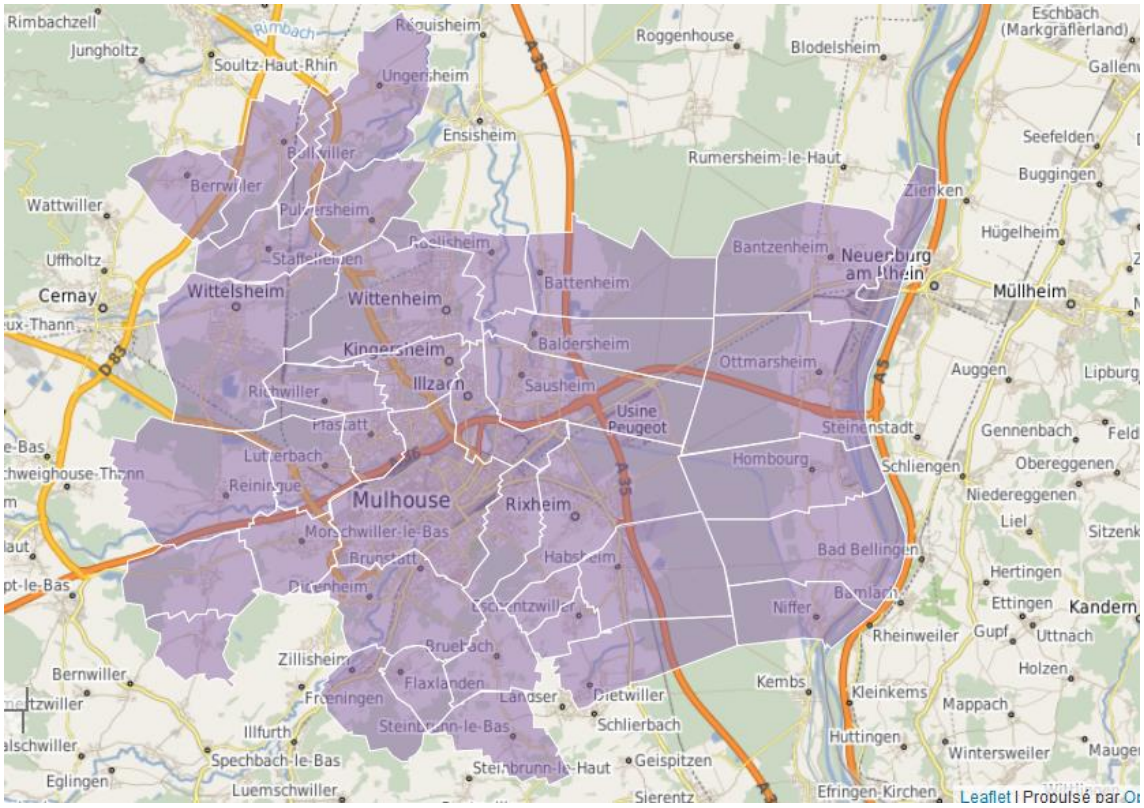
En fin de note et après l'exposé du contenu détaillé des points à modifier, figure la justification du recours à cette procédure par la combinaison de ces deux articles.

Le transfert de compétence PLU à Mulhouse-Alsace-Agglomération (M2A) est effectif depuis le 1er janvier 2020 ; cela signifie que cette dernière achèvera la procédure en cours pour cette modification du PLU, en étroite collaboration avec la collectivité conformément à la charte de gouvernance signée entre les partenaires. Ce transfert-de partenariat a été validé par délibération du Conseil municipal de Sausheim le 21 janvier 2020.

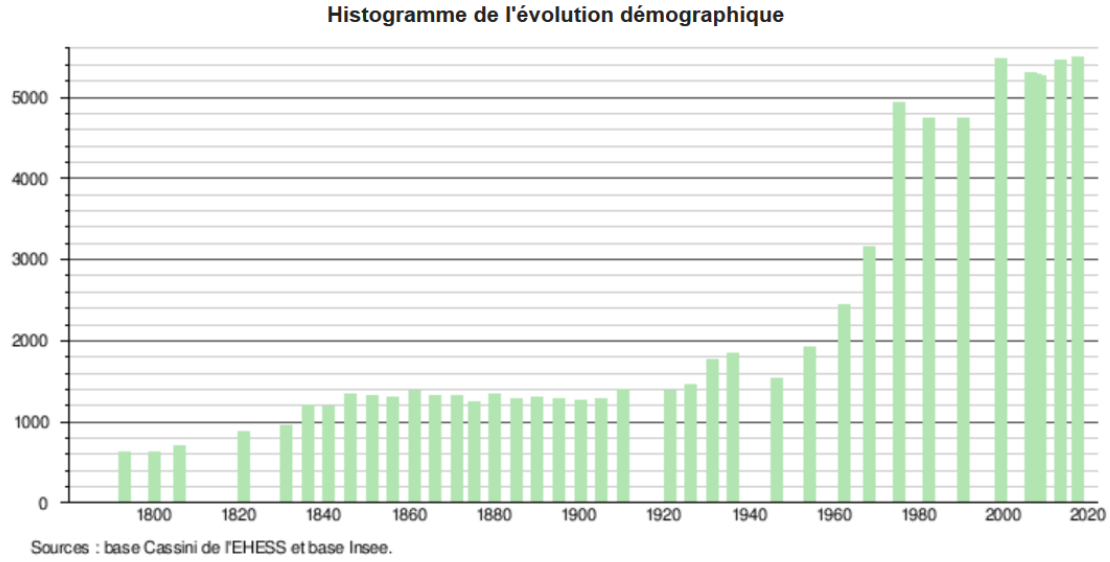
La présente note constitue un additif au rapport de présentation du PLU approuvé de Sausheim. Elle précise et justifie les modifications retenues et montre de quelle façon elles s'insèrent dans la continuité du projet urbain de la Ville de Sausheim.

2. Rappel du contexte urbain

SAUSHEIM est une commune du Nord-Est de l'agglomération mulhousienne, distante de 5 kilomètres seulement du centre de Mulhouse. Son territoire, de forme rectangulaire, s'étend sur une superficie de 1691 hectares.
Elle est à la croisée des autoroutes A35 et A36 (croix de la Hardt, au milieu du territoire communal). Elle est incluse dans l'unité urbaine de Mulhouse, qui compte environ 250000 habitants.
La commune est limitrophe avec Baldersheim au Nord, Ottmarsheim à l'Est, Rixheim au Sud et Illzach et Wittenheim à l'Ouest.
Elle fait partie sur le plan administratif de Mulhouse-Alsace-Agglomération (M2A), qui est la principale communauté d'agglomération du département regroupant 39 communes.



Sur le plan démographique, Sausheim a longtemps gardé son statut de grand village, sa population oscillant autour de 1000 habitants. Puis, dans la seconde moitié du 20ème siècle, la population a fortement augmenté avec le desserrement progressif de la ville-centre de Mulhouse., la population dépassant aujourd'hui les 5000 habitants et se stabilisant désormais.



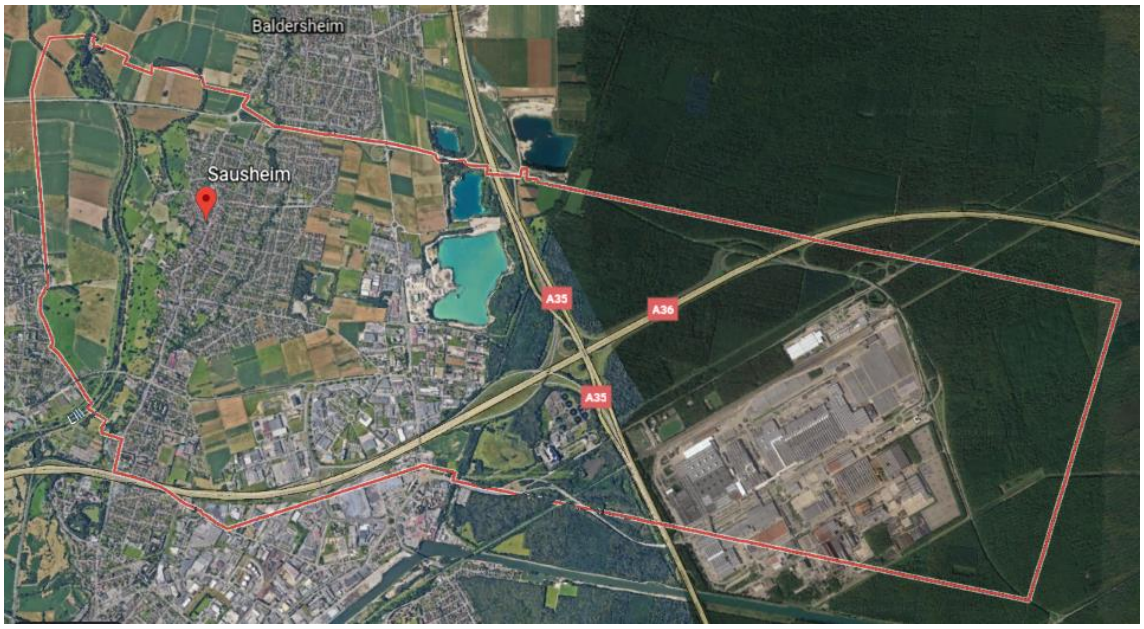
Développement urbain

Avec le développement de Mulhouse et de ses sites industriels sur le secteur de l'Ile Napoléon, et surtout avec l'implantation de l'usine Peugeot (PSA aujourd'hui) dans la forêt de la Hardt, le ban de Sausheim s'est peu à peu artificialisé. Plusieurs zones économiques ont vu le jour, l'une sous la forme d'une ZAC, la ZAC Espale. Le territoire a été également grignoté par les grandes infrastructures routières qui se croisent sur le ban sausheimois.

Bien que conurbées au nord avec Baldersheim et au sud avec Illzach, les zones d'habitat, d'abord axées sur le cours du Quatelbach, sont restées séparées des zones économique et bénéficient encore d'un environnement de champs, de prés et de vergers qui leur confèrent un cadre de vie agréable.

Sur la photo aérienne qui suit, on perçoit bien les différents séquences qui occupent le territoire communal, d'Ouest en Est :

- d'abord un espace naturel, celui qui correspond grossièrement à la plaine de l'Ill, de part et d'autres de la rivière et comportant espaces naturels et agricoles ;
- la séquence urbaine formée par le vieux village et ses extensions résidentielles ;
- une bande de terres cultivées ;
- des zones économiques et des gravières, jusqu'aux limites physiques des autoroutes ;
- la vaste forêt de la Hardt, percée de l'usine automobile PSA.



Le projet d'urbanisme

Le PLU définit à travers son PADD les objectifs d'aménagement suivants :

- REDEFINIR LE DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL
- ASSURER LE DYNAMISME ECONOMIQUE ET COMMERCIAL
- DEVELOPPER LE NIVEAU D'EQUIPEMENT ET LES LOISIRS
- AMELIORER LE SYSTEME DE TRANSPORT ET DEPLACEMENT
- PRESERVER LES PAYSAGES AINSI QUE LES RICHESSES ET CONTINUITES BIOLOGIQUES
- DEVELOPPER LES COMMUNICATIONS NUMERIQUES

3 Le contenu de la modification

3.1 Obligations de mixité sociale

Exposé de la situation :
Rappel des textes

Cadre légal défini à l'article L151-15 du code de l'urbanisme
Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Le PLU de Sausheim a souhaité traduire les objectifs de ce cadre, dans le respect de la loi SRU et du SCoT de la région mulhousienne. Souhaitant marquer une forte volonté de traiter le volet de la mixité sociale, la commune de Sauheim a fait le choix d'aller au-delà des exigences et d'entrer dans un processus de comblement progressif de son déficit en logements locatifs sociaux.
Le PLU approuvé a fixé les normes suivantes :

- Dans les zones UA et UB, 25% de logements locatifs sociaux à partir de + de 5 logements ;
- Dans les secteurs 1-AUnord et sud, 30% de logements locatifs sociaux.

Mais la traduction de ces ambitieux objectifs dans les documents d'urbanisme a été maladroite : elle a été introduite dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et non pas dans le règlement comme le stipulent les textes pour en garantir l'application.

Le PLU a fait le choix de règlementer le pourcentage de logements locatifs sociaux (LLS) par opération de construction dans les zones UA, UB et IAU à travers les OAP ce qui est juridiquement fragile puisque c'est au règlement qu'il appartient de fixer de telles obligations en application de l'article L151-15 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, sans rester dans des considérations strictement légales, il s'avère que le dispositif légal des OAP est inadapté à l'objectif poursuivi en matière de production de logements locatifs sociaux ; en effet les OAP s'imposent dans un rapport de compatibilité (et non de conformité) lequel est inadapté pour imposer un pourcentage de logements locatifs sociaux (au sens de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation) par opération dans la mesure où il laisse à l'opérateur une marge d'appréciation incompatible avec les obligations légales de la collectivité.

Aussi il importe de garantir la réalisation des objectifs de production de logements sociaux par la mise en œuvre des outils réglementaires écrits et graphiques adaptés et ce nonobstant l'amélioration progressive de la situation du logement social de la ville en cours. Une résidence séniors derrière le presbytère complètera le dispositif et d'autres projets sont également en cours. La poursuite

et l'intensification de l'effort de la ville pour équilibrer l'offre en logement reste donc possible.

Extrait du rapport de présentation qui présente l'obligation de mixité sociale dans les OAP (page 120) :

« A travers des Orientation d'Aménagements et de Programmation dans les zones UA, UB et AU, le principe de diversité de logements est garanti :

- *les futurs programmes à vocation d'habitat qui seront réalisés dans les zones 1AU devront obligatoirement comporter des logements sociaux dont au minimum 30% de logements sociaux de type PLAI, PLUS,... conformément à la loi SRU.*
- *dans les zones déjà urbanisées (UA et UB) , tout programme de réalisation de plus de 5 logements devra également comporter obligatoirement des logements sociaux dont au minimum 25% de logements sociaux de type PLAI, PLUS,... conformément à la loi SRU.*

Ces règles sont établies afin de permettre à la commune d'atteindre au moins 20% de logements locatifs sociaux.
Notons que ces objectifs vont au-delà des seuils fixés à la fois par la législation et par le SCOT »

Extraits du rapport de présentation dans sa partie relative à la délimitation des zones et leur règlement (pages 133, 135 et 142) :

« La zone UA fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) suivante :
dans le respect de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) et dans l'objectif de garantir une offre diversifiée en logements, tout programme de réalisation de plus de 5 logements devra comporter des logements sociaux dont au moins 25% de logements locatifs sociaux (le nombre de logements sociaux sera arrondi au chiffre supérieur) de type PLAI, PLUS,... »

« Comme le centre ancien, la zone UB fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) suivante :
dans le respect de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU} et dans l'objectif de garantir une offre diversifiée en logements, tout programme de réalisation de plus de 5 logements devra comporter des logements sociaux dont au moins 25% de logements locatifs sociaux (le nombre de logements sociaux sera arrondi au chiffre supérieur} de type PLAI, PLUS,... »

OAP n° 1 : Zone AU Nord-Est : Programme à l'échelle de la zone :
« Le programme devra également présenter une offre diversifiée en logements et donc comporter des logements sociaux dont au moins 30% (le nombre de logements sera arrondi au chiffre supérieur) de logements type PLAI, PLUS, …répondant notamment aux objectifs fixés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU)

OAP n° 2 : Zone 1AU SUD : Programme à l'échelle de la zone :
« Le programme devra également présenter une offre diversifiée en logements et donc comporter des logements sociaux dont au moins 30% (le nombre de logements sera arrondi au chiffre supérieur) de logements type PLAI, PLUS, …répondant notamment aux objectifs fixés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU)

<u>Extrait du rapport dans sa partie «compatibilité avec les lois d'aménagement et d'urbanisme» page 155</u>

« LOI RELATIVE A LA SOLIDARITE ET AU RENOUVELLEMENT URBAIN

La loi n°2000.1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains est entrée en vigueur le 1er avril 2001 pour la plupart de ses dispositions concernant les documents d'urbanisme (décrets du 27 mars 2001). Elle est complétée par la Loi Urbanisme et Habitat n° 2003-590 du 2 juillet 2003.
Ces lois mettent en place de nouveaux instruments de planification sous la forme de schémas de cohérence territoriale (SCoT) et de plans locaux d'urbanisme (PLU) qui viennent respectivement remplacer les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols.

Les principes fondamentaux auxquels doivent souscrire les documents locaux sont désormais regroupés au sein des articles L.101-1 et L.151-1 et ajoutent le respect des principes du développement durable, ainsi que des nouveaux objectifs de mixité urbaine et sociale.
Les dispositions du présent P.L.U. tiennent compte de ces nouvelles dispositions. Ainsi, la mixité urbaine est nettement favorisée par le biais du zonage et du règlement. Par ailleurs, le P.L.U., s'il n'a pas mis en œuvre de mesures particulières, n'empêche pas la mixité sociale, dans les zones urbaines et à urbaniser. En part icu lier, le règlement veille à conserver une certaine souplesse, afin de permettre une diversification de la typologie des logements. »

<u>Extrait du PADD sur la mixité sociale</u> :

« Demander une diversification des formes d'habitat, avec des programmes comportant un minimum de logements sociaux (25% minimum pour toute opération de plus de 5 logements en zone résidentielle existante UA et UB, et 30% minimum en zone d'extension ex nihilo AU) ou logements intermédiaires, forme urbaine peu consommatrice de foncier. »

Dispositions relatives à la mixité sociale figurant dans les OAP

OAP 1AU nord-ouest :
« Le programme devra également présenter une offre diversifiée de logements et donc comporter obligatoirement des logements sociaux dont au moins 30% (le nombre de logements sera arrondi au chiffre supérieur) de logements type PLAI, PLUS,… répondant notamment aux objectifs fixés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain ».

OAP 1AU sud :
« Le programme devra également présenter une offre diversifiée de logements et donc comporter obligatoirement des logements sociaux dont au moins 30% (le nombre de logements sera arrondi au chiffre supérieur) de logements type PLAI, PLUS,… répondant notamment aux objectifs fixés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain ».

OAP 6 couvrant UA et UB (OAP non sectorielle) :
« Dans le respect de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), et dans l'objectif de garantir une offre diversifiée en logements, tout programme de réalisation de plus de 5 logements devra comporter des logements sociaux dont au moins 25% de logements locatifs sociaux (le nombre de logements sociaux sera arrondi au chiffre supérieur) de type PLAI, PLUS,…».

Conformément à ces diverses indications, le règlement du PLU n'impose quant à lui aucune obligation de mixité sociale.

Le point sur les obligations de la commune au regard des nouveaux documents supra-communaux

Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) a fixé dans sa révision de PLH des objectifs affinés de production de logements locatifs sociaux pour la ville de Sausheim pour la période 2020-2025 : un total de 84 LLS, soit une production annuelle d'au moins 14 logements, répartis par tiers entre PLAI, PLUs et PLS.
Ces modalités découlent des précisions demandées par le nouveau SCoT approuvé le 25 mars 2019, qui stipule que le PLH et les PLU doivent veiller à permettre l'atteinte *a minima* des objectifs de 20% de la loi SRU, et davantage pour les communes en déficit important ou carencées.

L'engagement triennal pour la période 2020-2022, fixé par Monsieur le Préfet du Haut-Rhin pour la commune de Sausheim est de 48 logements locatifs sociaux, soit un effort légèrement plus important sur une première phase que celui demandé par le PLH.
Les ratios suivants doivent être respectés : 30% au plus de PLS et assimilés, 30% au moins de PLAi et assimilés.

Les changements proposés

Ils découlent de l'évolution du bilan des logements locatif sociaux existants et des besoins de poursuivre l'effort demandé par le PLH et par l'Etat, aussi bien sur le plan quantitatif que sur le plan de la répartition des catégories de logements locatifs sociaux.

Il s'agit d'une part de basculer certaines dispositions figurant dans l'OAP vers le règlement d'urbanisme afin de renforcer leur caractère obligatoire, et d'autre part d'augmenter la proportion de logements locatifs sociaux dans les opérations, afin de mieux répondre aux objectifs de mixité. Les changements se concrétisent de la façon suivante :

- Une obligation de créer dans les zones UA et UB, 50% de logements locatifs sociaux au sens de l'article L302-5 du Code de la construction et de l'habitation dans les programmes à partir de 6 logements, au lieu des 25% préconisés par l'OAP,
- Une obligation de créer dans les secteurs 1-AU, 50% de logements locatifs sociaux, au lieu des 30% préconisés par les OAP.

En outre, des précisions sont apportées dans la répartition de l'offre en logements locatifs sociaux, afin de respecter un minimum de logements de type PLAi et assimilés, et un maximum de PLS ceci afin d'aider à combler peu à peu le déficit de la ville dans les différentes typologies.

Voici la répartition proposée pour la modification du PLU :

- ***30%*** au moins de logements de type PLAi ou assimilés,
- ***30%*** au plus de logements de type PLS ou assimilés.

Par ailleurs et afin de garantir l'application du dispositif de production de logements locatifs sociaux, des secteurs de mixité sociale (SMS) seront dans le cadre de la présente modification délimités dans les zones UA, UB (UBa et UBb) et 1-AU du PLU conformément aux dispositions de l'article R151-38 3° du Code de l'urbanisme.

La modification du PLU proposée touche le règlement écrit et les différentes OAP qui lui sont associées.

La compatibilité et les incidences

Incidence positive	Pas d'incidence	Incidence négative faible	Incidence négative forte

	Incidence
Logement social en général	Clarification des textes et obligations pour la réalisation de logements locatifs sociaux. Matérialisation de secteurs de mixité sociale sur un plan dans les zones UA, UB (UBa et UBb) et 1-AU.
Politique d'aménagement des zones urbaines	Renforcement des dispositions réglementaires en faveur du logement social dans les zones bâties.
Politique de développement des nouveaux quartiers	Renforcement des dispositions réglementaires en faveur du logement social dans les secteurs à projet.
Contrat de Mixité Sociale	Réduction du déficit en logements sociaux et amélioration de l'offre par diversification du panel

Les réductions et compensations des incidences négatives

Cette modification qui consiste à renforcer la réglementation relative aux logements locatifs sociaux n'a pas d'incidence négative, au contraire. Elle renforce le caractère obligatoire du respect des pourcentages de logements sociaux à réaliser dans le but d'atteindre les objectif fixés.

Le passage de 25% à 50% de LLS en U, et de 30% à 50% de LLS en 1-AU montrer une volonté accrue de la ville de remplir ses obligations vis-à-vis de l'Etat, et d'apporter la possibilité à chacun de se loger suivant ses moyens, comme le prévoit la réglementation générale de l'urbanisme, et en particulier la loi ALUR du 24 mars 2014.

3.2 Normes de stationnement

Après plusieurs années d'application du PLU et de vérification du nombre de places prévues dans les projets de construction, le service instructeur des permis de construire a identifié une maladresse dans la rédaction des normes à appliquer.
La norme est en effet la suivante : **2 places requises jusqu'à 150 m² de surface de plancher, puis 1 place par tranche de 60m² entamée.**

Ce texte laisse place à une certaine interprétation, suivant que l'on considère qu'il s'agit de la surface de plancher totale d'un projet, ou seulement la surface affectée réellement à la destination d'habitation.
Un déficit ou un excédent de places peut apparaître, alors que l'objectif de l'instauration de ces normes et de les lier au nombre effectif de logements.

Rappel et définitions :

LA DEFINITION DE LA SURFACE DE PLANCHER : **La surface de plancher de la construction s'entend de la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment.**

2 - LE CALCUL DE LA SURFACE DE PLANCHER : **La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :**

- des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur,
- des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs,
- des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre,
- des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres,
- des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial,
- des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle, y compris les locaux de stockage des déchets,
- des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune,
- d'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation (telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents), dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Après réflexion et analyse de la situation existante, il est proposé de simplifier la rédaction et de fixer un minimum de 2 places par logement (sauf logements locatifs sociaux qui restent soumis aux dispositions légales), plutôt que de conserver un lien direct entre nombre de places et la surface de plancher.

Il est proposé également de compléter la rédaction en imposant des places supplémentaires pour les collectifs ou ensembles de logements, à partir de 6 logements, afin de permettre aux visiteurs de se garer à l'intérieur des propriétés et non sur le domaine public.

Complément de rédaction :

« Les immeubles collectifs ou ensembles de logements de plus de 5 unités devront comporter un supplément d'une place banalisée par logement.»

Les incidences des dispositions

Ces dispositions simplifiées permettent de caler les obligations de réalisation de places de stationnement sur le nombre de logements et non pas sur une surface de plancher, cette dernière n'étant pas systématiquement en lien avec les besoins réels en places de stationnement.
Il est donc plus clair de fixer des normes par logement, car c'est bien la destination qui crée le besoin et non la superficie.
Le rajout de places pour le collectifs permet de mieux gérer sur site les apports de véhicules éventuels générés par les visiteurs.

3.3 Carports

En même temps que sont analysés les termes des normes de stationnement du PLU, un autre point du règlement écrit pouvant prêter à confusions est identifié : L'implantation des carports par rapport aux voies, emprises publiques (en zone 1AU) et limites séparatives (en zones UA, UB et 1AU) est admise, à condition « qu'ils soient ouverts des 4 côtés ».
Cette rédaction ne précise pas si un carport accolé à une maison répond aux conditions : il serait fermé d'un côté. Elle ne précise pas non plus si une clôture opaque ou une contiguïté du carports avec un édifice situé chez le voisin en limite séparative de propriété répond à cette même condition.
Il s'agit donc d'apporter des précisions dans les zones concernées (UA, UB et 1AU), dans lesquelles le recours à des carports correspond à la fois à un objectif de réduction de la place de la voiture sur le domaine public et une demande justifiée des pétitionnaires.

Il est proposé qu'un carport doit rester une structure ouverte sur 3 côtés au moins, ce qui permet éventuellement d'accoler la structure à un bâtiment situé sur la parcelle ou en limite du voisin par exemple.

Les incidences des dispositions

Elles sont minimes, et permettent surtout de favoriser le recours aux structures ouvertes abritant les véhicules, ceci dans l'objectif d'inciter les habitants à dégager leurs véhicules du domaine public.

3.4 PPRT Entrepôts Pétroliers de Mulhouse

Exposé de la situation :

Sur le ban voisin de celui de Sausheim, à Illzach, se situent des installations pétrolières des Entrepôts Pétroliers de Mulhouse (EPT), un établissement qui génère un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) valant servitude d'utilité publique. Ces informations figurent dans le rapport de présentation du PLU :

Extrait du rapport de présentation dans sa partie 10. Risques technologiques (page 29)
«Le ban communal est touché par les zones de danger générées par l'établissement « Tym Logistique » implanté à ILLZACH et l'Entrepôt Pétrolier de MULHOUSE (EPM) également implanté à ILLZACH. L'entrepôt pétrolier fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé le 11 avril 2014 par arrêté préfectoral n° 2014001-0014 (SEVESO II seuil Haut)» (Mentionné également en page 157 du rapport de présentation).

Localisation des entrepôts







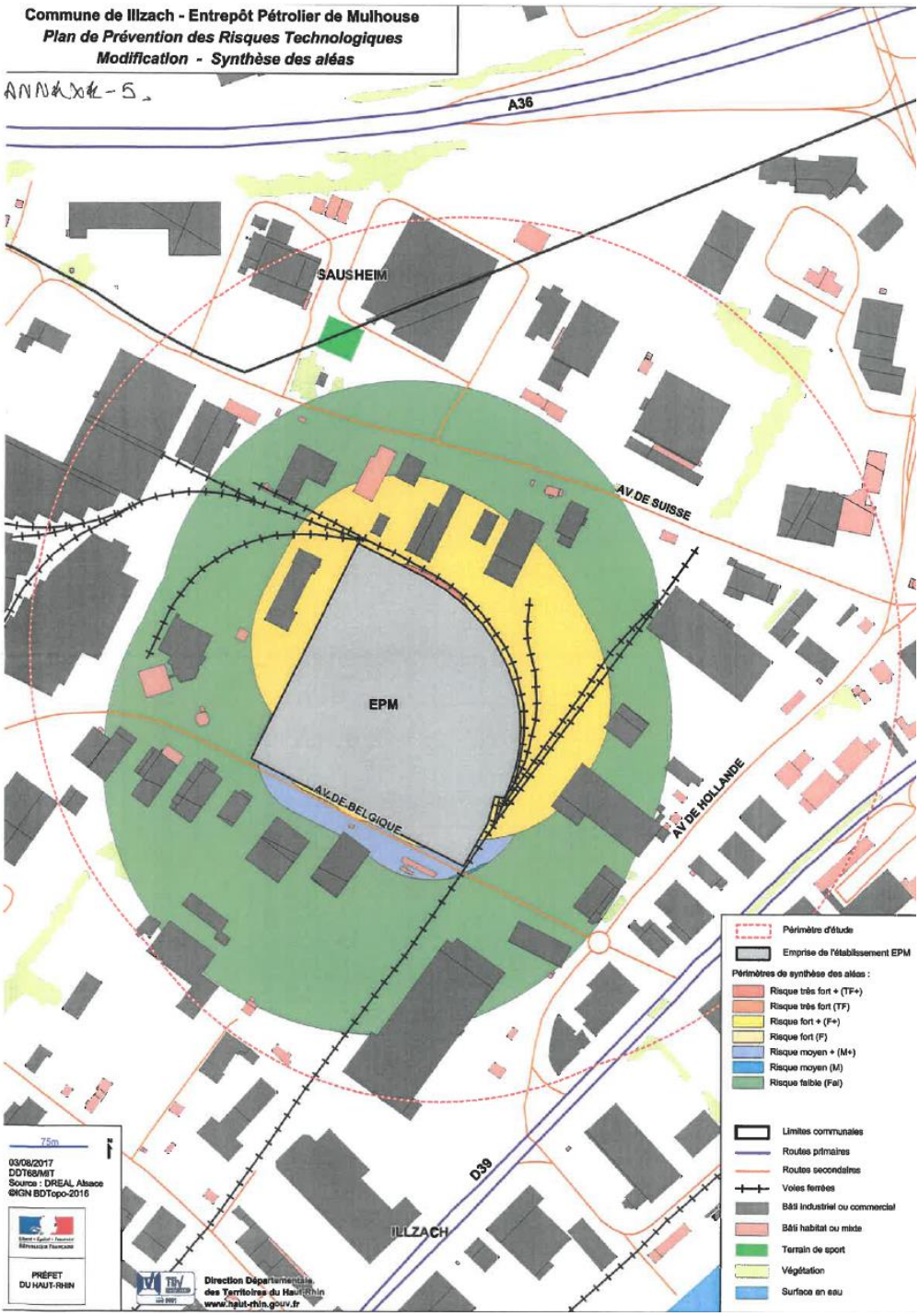
Ce PPRT contient des mesures de précaution qui impactent les deux bans communaux d'Illzach et de Sausheim.

Extrait du rapport de présentation du PLU : Caractères généraux des zones (page 129)
«L'entrepôt Pétrolier d'Illzach fait l'objet d'un plan de Prévention pour les Risques Technologiques (approuvé le 14 avril 2014 – Règlement joint en annexe) et génère en limite Sud de Sausheim une zone de danger (zone faiblement exposée).»

Après 2014, en 2016 et 2017, la mise à jour quinquennale des études de danger a été réalisée par l'entreprise permettant de réviser à la baisse les mesures de ce plan, suite à des travaux permettant de réduire de manière très significative des périmètres d'aléas.

Le 6 avril 2018, le Préfet du Haut-Rhin a procédé à une modification simplifiée du PPRT afin de réduire le zonage réglementaire.

La nouvelle cartographie de synthèse des aléas est la suivante, après modification :



On le voit sur les nouveaux plans, le périmètre de risques est désormais limité sur le seul ban d'Illzach, à proximité des entrepôts.

Le ban de Sausheim n'étant plus impacté par les périmètres du PPRT des installations pétrolières d'Illzach, il y a lieu de mettre à jour le dossier sur ce point.

Les changements proposés

Il s'agit avant tout d'informer, le PPRT modifié valant servitude d'utilité publique.

Mais le changement de périmètre permet également une mise à jour du zonage réglementaire, le ban n'étant plus impacté.

La compatibilité

Concernant la prise en compte des risques technologiques, le PADD est totalement muet, ce qui s'explique juridiquement puisque cette prise en compte est une obligation légale et ne relève donc pas de la définition d'une orientation politique.
La modification ne change donc pas les orientations du PADD.

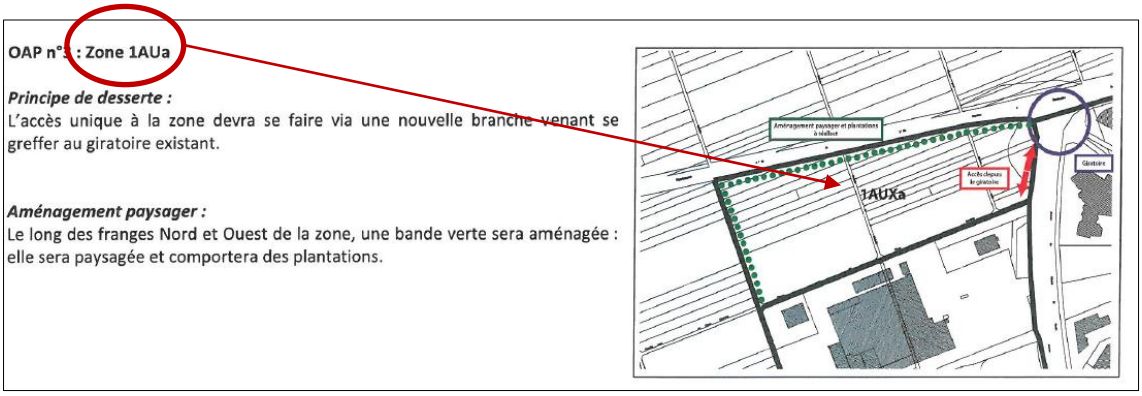
Les incidences

L'entreprise EPM stocke de grandes quantités de liquide inflammable (hydrocarbures). Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site et à proximité sont principalement des effets thermiques en cas d'explosion. Les travaux effectués en faveur de la réduction des risques ont donc permis de revoir les risques induits.
Le nouveau périmètre du PPRT supprime tout risque industriel sur le ban de Sausheim à proximité des établissements. La modification du PLU se situe au niveau des pièces annexes, sans conséquence sur les pièces réglementaires spécifiques du PLU.

3.5 erreurs matérielles dans le dossier

Rectification d'une erreur de dénomination d'un secteur d'OAP dans le rapport de présentation

Dans le rapport de présentation, page 144, il est fait mention du secteur d'OAP 1AUa, alors qu'il s'agit du secteur 1AUXa. C'est une simple faute de frappe. Nous profitons de cette modification du PLU pour rectifier ce point, la dénomination du secteur dans l'ensemble des pièces du dossier, en particulier règlements écrits et graphiques et bien 1AUXa.

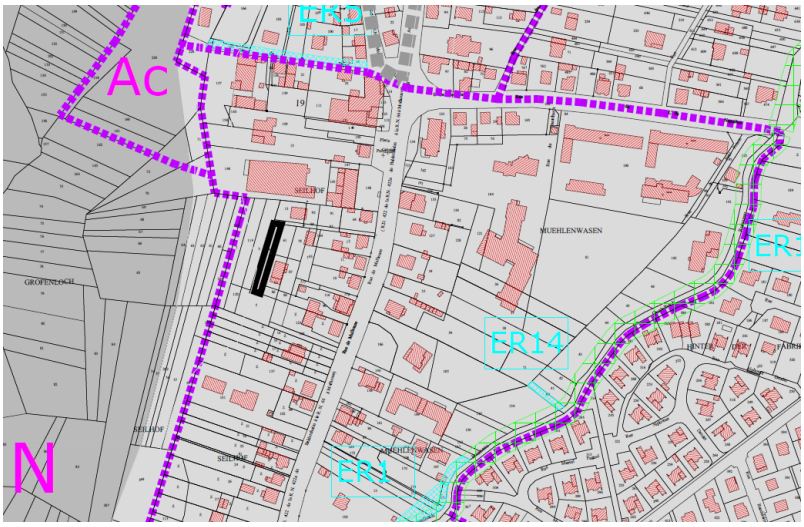


Suppression d'une indication graphique erronée sur le règlement graphique (zonage)

Un trait noir, plutôt un rectangle ne correspondant à aucune des indications règlementaires, figure sur le plan du règlement graphique. Il s'agit d'un élément parasite probablement issu d'une mauvaise manipulation lors de la saisie.
Il circonscrit la parcelle cadastrale N°4, section 19.

Il faut le supprimer.

Voici comment il apparaît dans le PLU approuvé :



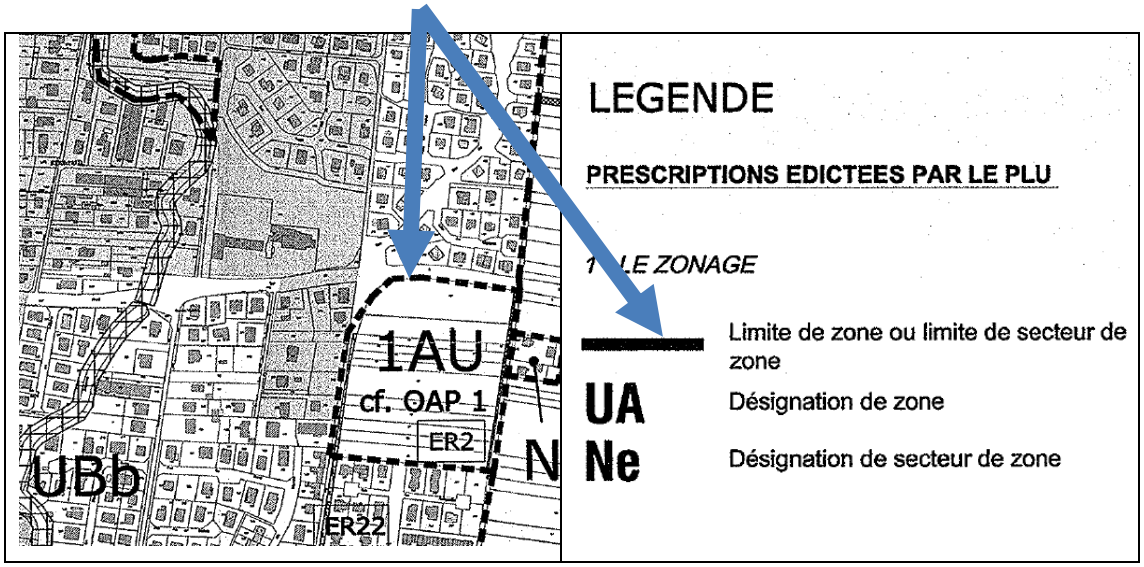
Ajout des parcelles manquantes sur le fond cadastral

Au nord de la RD 55 nous constatons que le plan cadastral est incomplet. Profitant de cette procédure de modification, les parcelles manquantes sont ajoutées sur le plan de zonage conformément aux informations cadastrales ci-dessous :



Remplacement des traits continus de la légende du zonage par des traits discontinus

Comme on peut le constater sur l'extrait du zonage approuvé ci-dessous, les limites de zones et de secteurs sont représentées par un trait pointillé. Or la légende les matérialise par un trait continu. La légende sera donc mise en cohérence avec le tracé des limites discontinues du plan.



3.6 Mises à jour diverses

Profitant de cette procédure de modification, il est proposé de compléter le dossier par l'annexion des deux « porter à connaissance » Risques technologiques » transmis par les autorités préfectorales entre 2018 et 2020, ainsi que les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Il s'agit des dossiers suivants :

- Risques technologiques autour de la Société COGERI DE RIXHEIM transmis par Monsieur le Préfet du Haut-Rhin le 31 août 2018
- Risques technologiques autour du site de la Société PEUGEOT CITROEN transmis par Monsieur le préfet du Haut-Rhin le 12 mars 2019.
- Secteur d'Information sur les Sols (SIS) de la société Dollfus et Noack.
- Secteur d'Information sur les Sols (SIS) de l'ancienne décharge de l'Ile Napoléon.

4. Respect des orientations du PADD

La modification ne réduit pas une mesure de protection édictée par le PLU, ni n'entraîne une augmentation des risques de nuisances puisqu'elle vise au contraire :

- à traduire rigoureusement les dispositions du PPRT approuvé dans le P.L.U,
- à renforcer les conditions de la mixité sociale et la répartition de l'offre en logements locatifs sociaux,
- à faciliter l'organisation des constructions sur les parcelles par le biais du stationnement et des carports,
- à mieux prendre en compte les risques naturels et industriels.

Elle respecte donc les conditions de l'article L 153-31 du Code de l'Urbanisme.

5. Compatibilité par rapport aux normes supra-communales

Les servitudes d'utilité publique

La modification ne révèle pas d'incompatibilité avec les différentes servitudes d'utilité publique applicables au territoire. La mise à jour des périmètres liés au PPRT des Entrepôts Pétrolier de Mulhouse suppriment le risque sur Sausheim. Ils sont annexés au dossier à titre d'information et constituent la nouvelle servitude d'utilité publique, cette servitude n'impactant plus la commune.

Le Schéma de Cohérence Territorial

Les modifications apportées au PLU ne sont pas suffisamment importantes pour être incompatibles avec le SCoT.

Le point essentiel de la modification qui traite d'une meilleure prise en compte de la problématique des logements locatifs sociaux, sur les plans quantitatif et qualitatif, entre dans les objectifs du SCoT en la matière. Rappelons que le cadre supra-communal approuvé le 25 mars 2019 précise notamment dans son PADD, qu'il faut produire des logements locatifs sociaux en priorité dans les communes n'ayant pas atteint l'objectif des 20% de la loi SRU (donc Sausheim), et que le parc social doit être diversifié. La modification œuvre dans ce sens.

De même, le DOO du SCoT insiste sur ce point, en renvoyant sur le PLH et les PLU la traduction réglementaire précise des différents objectifs, adaptés à chaque commune suivant l'état de son parc social et son degré de carence éventuel.

La modification du PLU qui se veut plus ambitieuse pour améliorer la situation du logement locatif social dans les zones urbaines et d'urbanisation future, répond bien aux objectifs du SCoT.

Les prescriptions nationales et particulières

L'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme, issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 et précisé par la loi du 17 mai 2011, a posé clairement les principes d'équilibre à mettre en œuvre dans les documents d'urbanisme.

Cet article a été modifié par la loi du 24 mars 2014 dite Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové (ALUR), qui renforce ces trois principes que doivent respecter les documents d'urbanisme, et a été recodifié au 1er janvier 2016 sous l'article L101-2 du nouveau Code de l'Urbanisme :

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :
1° L'équilibre entre :
a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
e) Les besoins en matière de mobilité ;
2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition

géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
4° La sécurité et la salubrité publiques ;
5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Cette modification du PLU touche le dossier et ses objectifs à la marge seulement. Les changements qui proposent d'encadrer plus strictement la réalisation de logements locatifs sociaux vont dans le sens d'un respect plus grand des lois SRU et ALUR.

8. Procédure adoptée

Il ressort de la combinaison des articles L153-31 et L153- 36 du code de l'urbanisme que le PLU peut faire l'objet d'une évolution par voie de procédure de modification dès lors que les changements envisagés :

- ne changent pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- n'ouvrent pas à l'urbanisation une zone à urbaniser (AU) inscrite au P.L.U. depuis plus de 9 ans.

Les points d'évolution du document d'urbanisme respectent bien les orientations du PADD.
Aucune zone agricole, naturelle ou forestière n'est impactée, aucune disposition ne réduit une protection ou crée une quelconque nuisance.
Aucune ouverture à l'urbanisation n'est prévue.

Aucune mesure de protection édictée par le PLU n'est remise en cause.
Aucune augmentation des risques de nuisances n'est prévue ; le fait de traduire rigoureusement les dispositions du nouveau PPRT approuvé pour le site EPM a plutôt l'effet inverse, le risque étant supprimé pour le ban de Sausheim.

Les différents points de modification ne majorent pas les possibilités de construire.

La modification du PLU respecte donc les conditions de l'article L 153-31. Du Code de l'Urbanisme.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification

SAUSHEIM

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

2. ZONAGE
(Plan de règlement - extraits)

Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

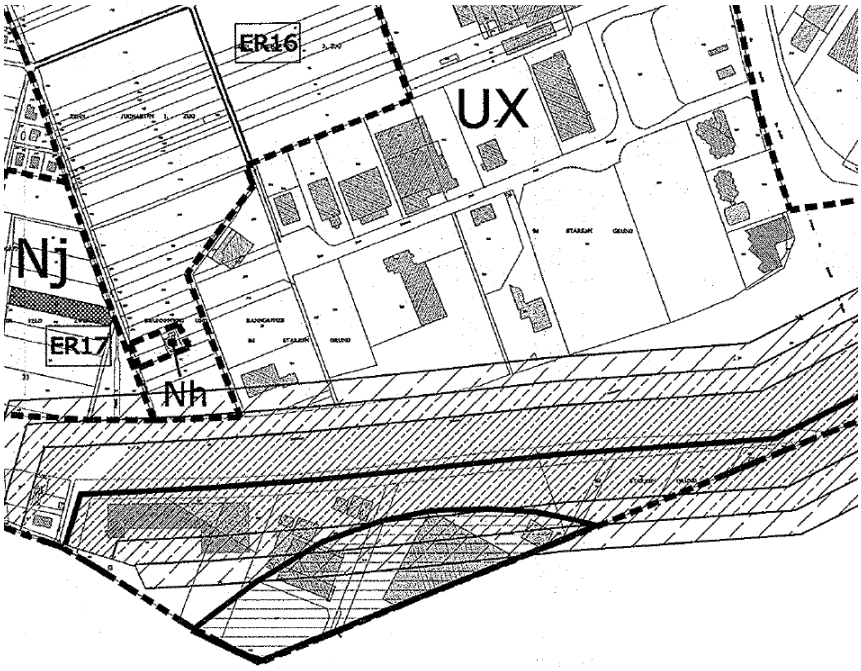
ALSACE Collectivité européenne

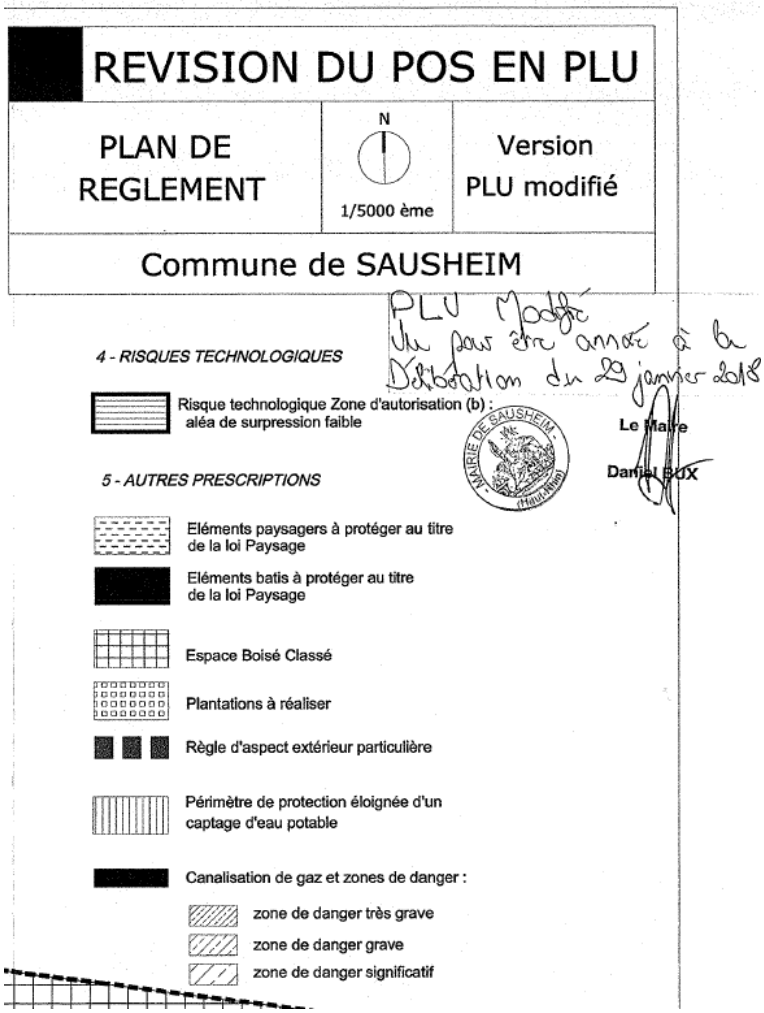
DAUHR ATD Alsace

Mars 2022

PRISE EN COMPTE DU PPRT MODIFIE

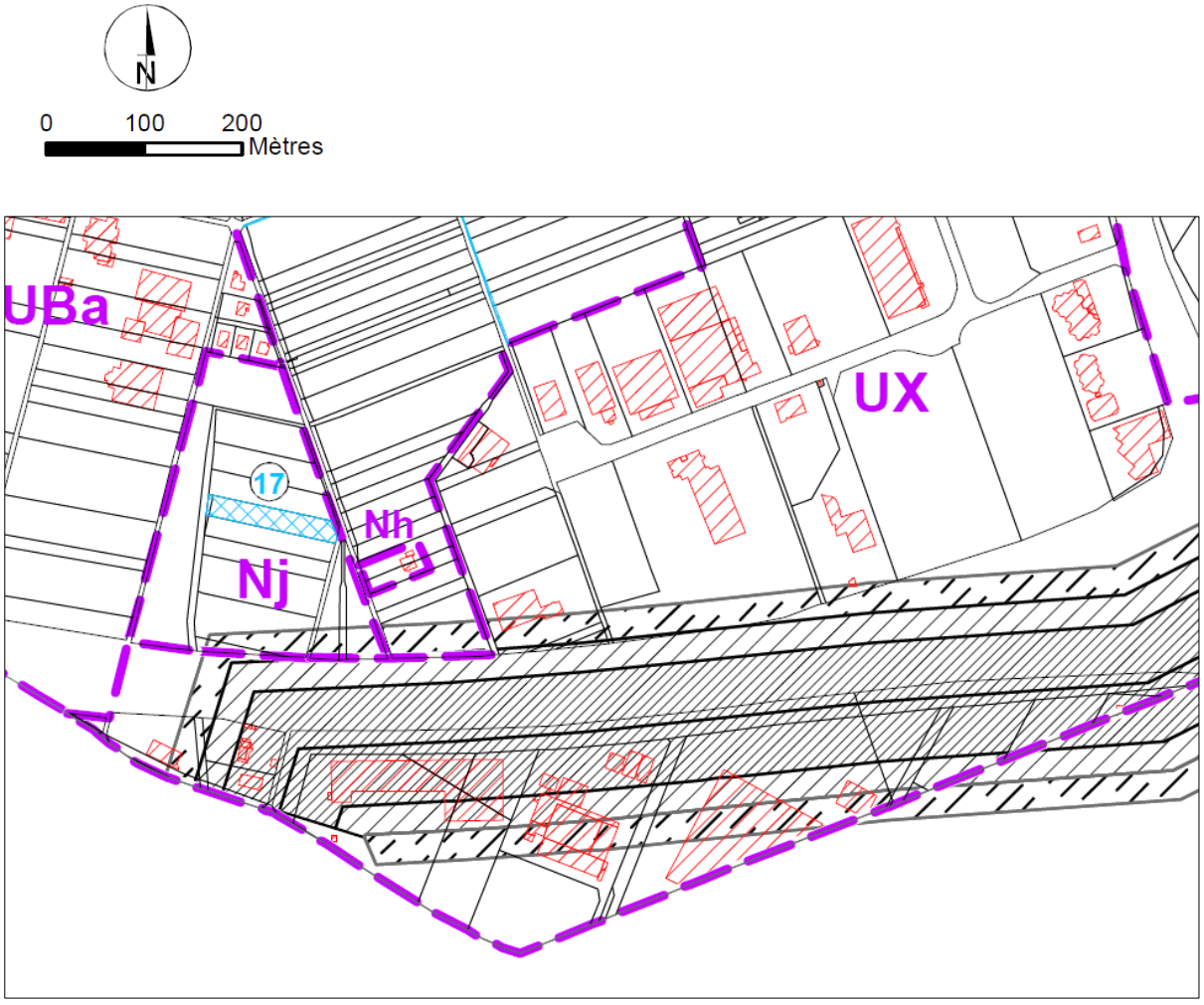
AVANT MODIFICATION





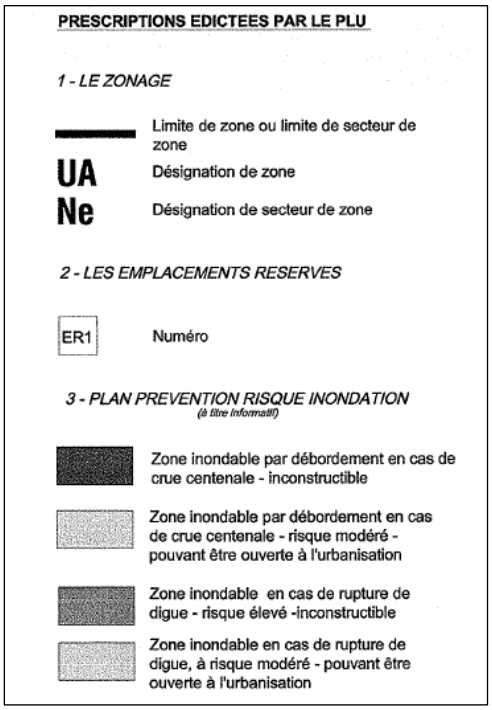
APRES MODIFICATION

Suppression de la surcharge relative au périmètre du PPRT



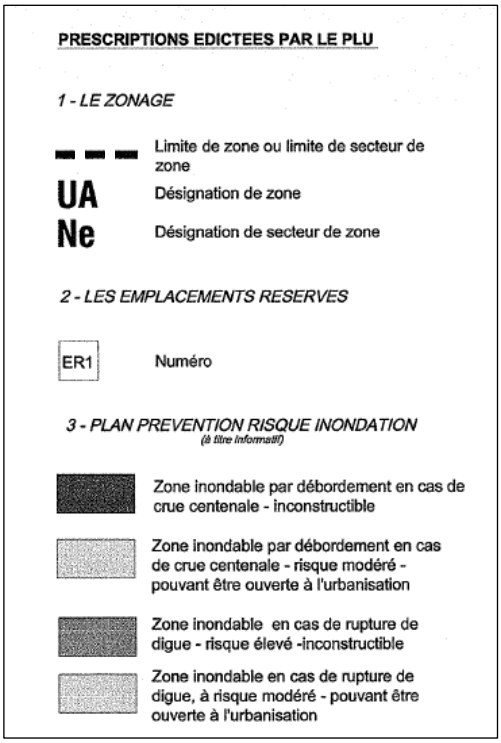
LEGENDE

AVANT MODIFICATION



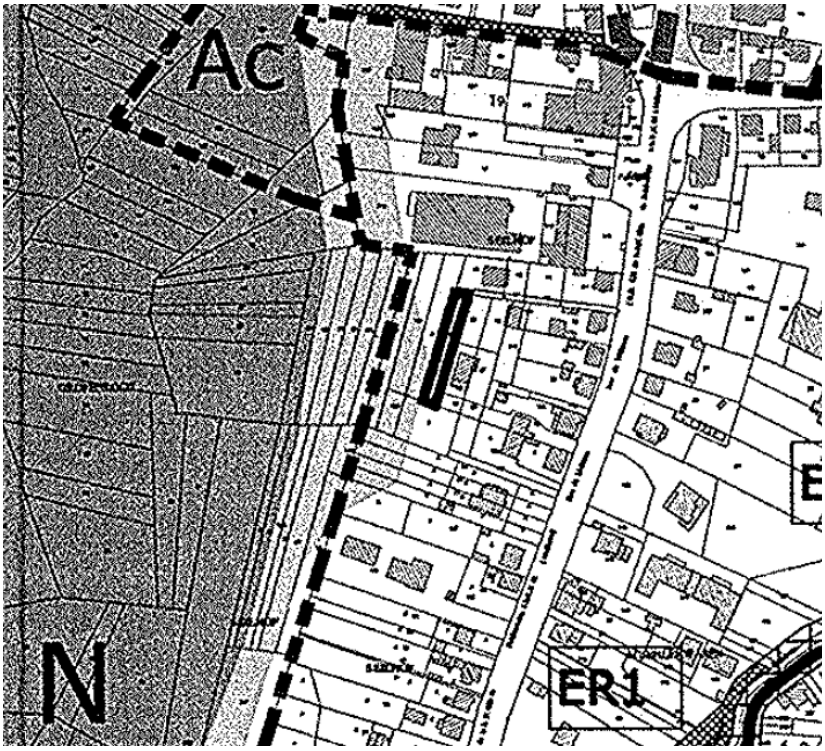
APRES MODIFICATION

Remplacement d'un trait plein par un trait pointillé sur la légende, pour les limites de zones et secteurs



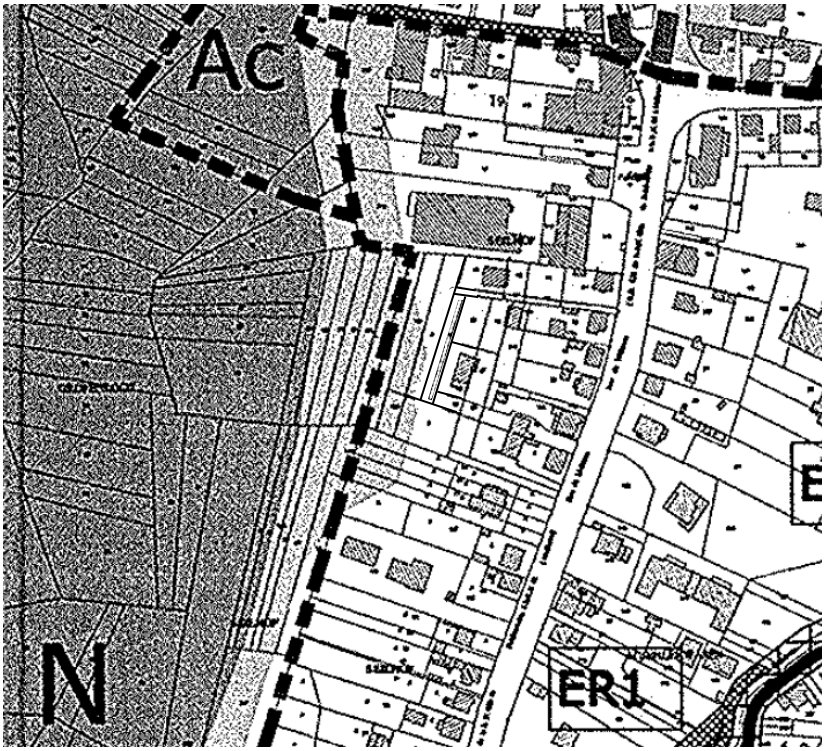
SURCHARGE SUPERFLUE

AVANT MODIFICATION



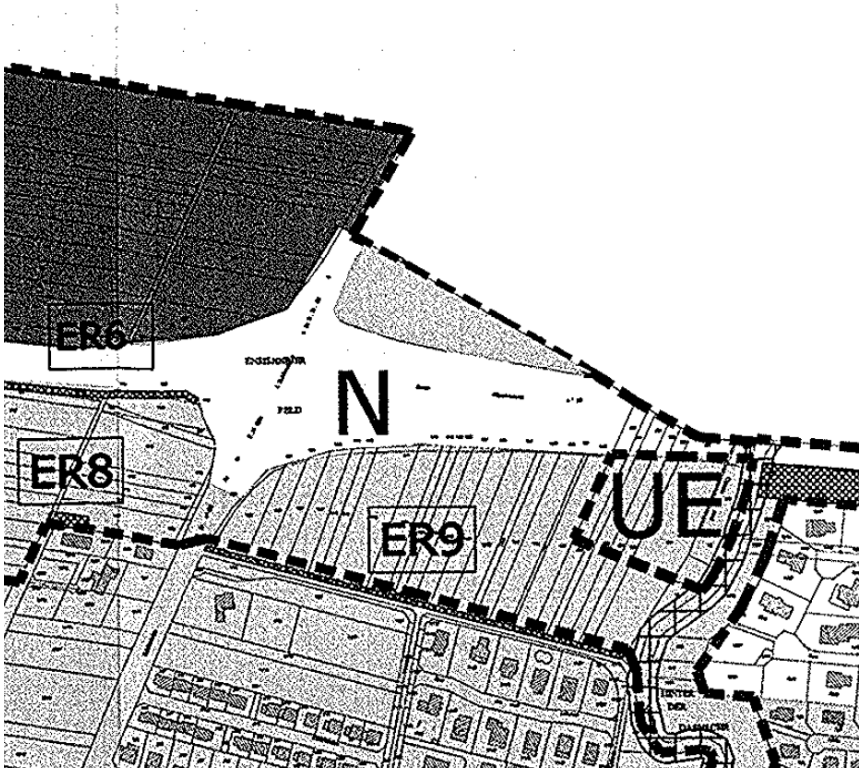
APRES MODIFICATION

Suppression de la surcharge



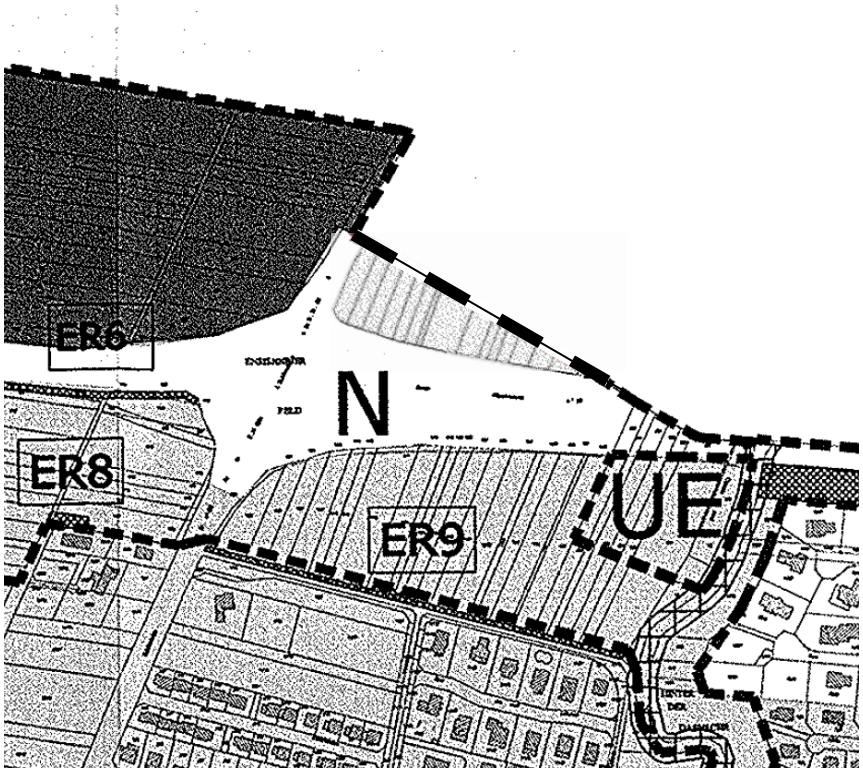
FOND CADASTRAL

AVANT MODIFICATION



APRES MODIFICATION

Ajout des parcelles manquantes



PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification

SAUSHEIM

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

2.a Secteurs de mixité sociale

(Art. L151-15 et R151-38 du Code de l'Urbanisme)

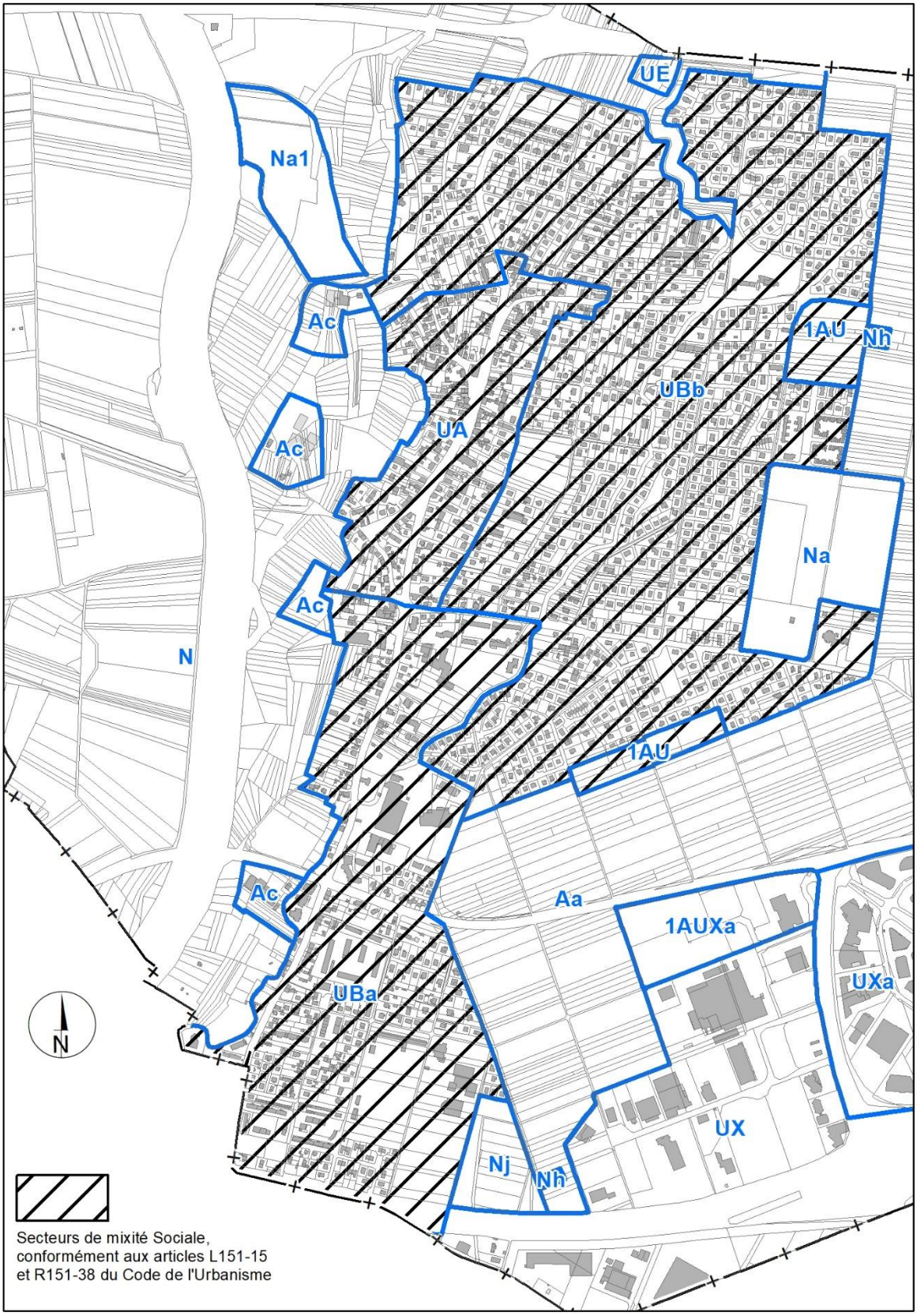
Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

ALSACE Collectivité européenne

DAUHR ATD Alsace

Mars 2022


UE
Na1
Ac
Ac
Ac
1AU
Nh
UBb
UA
Na
N
1AU
Aa
Ac
1AUXa
UXa
UBa
N
UX
Nj
Nh
Secteurs de mixité Sociale,
conformément aux articles L151-15
et R151-38 du Code de l'Urbanisme

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification

SAUSHEIM

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

3. REGLEMENT (extraits)

Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

ALSACE Collectivité européenne

ADAUHR ATD Alsace

Mars 2022

Sommaire

1. Extrait relatif aux OUS admises en zone UA 2
2. Extrait relatif aux OUS admises en zone UB 4
3. Extrait relatif aux conditions de l'urbanisation en zone 1-AU 6
4. Extrait relatif aux carports 8
5. Extrait relatif aux normes de stationnement 11
6. Information relative au risque de retrait-gonflement des argiles 13

Les modifications du texte figurent en rouge et caractères gras dans le présent document

1. Extrait relatif aux OUS admises en zone UA

AVANT MODIFICATION :

ARTICLE 2 UA - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les occupations et utilisations du sol admises peuvent être soumises à des interdiction, limitation et/ou prescriptions particulières liées au risque inondation (se référer au Plan de Prévention du Risque Inondation- PPRI)

1. L'aménagement et la réfection de toute construction ou installation existante non admise dans la zone à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone
2. Les constructions et installations et extension à usage de :
- industrie et artisanat à condition que leur surface de plancher ne dépasse pas 200 m^2
- bureau
- commerce à condition que leur surface de vente ne dépasse pas 150 m^2
-hébergement hôtelier
à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone.
3. Les constructions, installations et extensions (sauf élevage) liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles existantes. Dans le cas des bâtiments d'élevage ne seront autorisés que les travaux permettant une mise aux normes nécessaires permettant de réduire les nuisances.
4. Les constructions à usage d'entrepôts et les garages collectifs de caravanes à condition qu'ils se situent dans des volumes déjà existants à l'approbation du présent PLU et qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
5. Les affouillements et exhaussements du sol, à condition qu'ils soient nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.
6. Les dépôts de véhicules (neufs ou d'occasions) à condition qu'ils soient liés à une activité commerciale ou de service et qu'ils n'entrainent pas de dangers, de nuisances, ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
7. Les constructions et utilisations à usage de services publics ou d'intérêt collectifs à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec la vocation dominante de la zone (habitat) et qu'elles n'entraînent pas de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, de problème d'accès et de circulation.

APRES MODIFICATION :

ARTICLE 2 UA - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les occupations et utilisations du sol admises peuvent être soumises à des interdiction, limitation et/ou prescriptions particulières liées au risque inondation (se référer au Plan de Prévention du Risque Inondation- PPRI)

1. L'aménagement et la réfection de toute construction ou installation existante non admise dans la zone à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone
2. Les constructions et installations et extension à usage de :
- industrie et artisanat à condition que leur surface de plancher ne dépasse pas 200 m²
- bureau
- commerce à condition que leur surface de vente ne dépasse pas 150 m²
-hébergement hôtelier

à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone.

3. Les constructions, installations et extensions (sauf élevage) liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles existantes. Dans le cas des bâtiments d'élevage ne seront autorisés que les travaux permettant une mise aux normes nécessaires permettant de réduire les nuisances.
4. Les constructions à usage d'entrepôts et les garages collectifs de caravanes à condition qu'ils se situent dans des volumes déjà existants à l'approbation du présent PLU et qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
5. Les affouillements et exhaussements du sol, à condition qu'ils soient nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.
6. Les dépôts de véhicules (neufs ou d'occasions) à condition qu'ils soient liés à une activité commerciale ou de service et qu'ils n'entrainent pas de dangers, de nuisances, ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
7. Les constructions et utilisations à usage de services publics ou d'intérêt collectifs à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec la vocation dominante de la zone (habitat) et qu'elles n'entraînent pas de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, de problème d'accès et de circulation.

8. En secteur de mixité sociale, tout programme ou opération d'ensemble d'au moins 6 logements devra comporter au moins 50% de logements locatifs sociaux (nombre arrondi à l'entier supérieur) au sens de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation, dont au moins 30% de logements financés en PLAi et assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) et au plus 30% de logements financés en PLS ou assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente).

2. Extrait relatif aux OUS admises en zone UB

AVANT MODIFICATION :

ARTICLE 2 UB – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les occupations et utilisations du sol admises peuvent être soumises à des interdiction, limitation et/ou prescriptions particulières liées au risque inondation (se référer au Plan de Prévention du Risque Inondation- PPRI)

1. L'aménagement et la réfection de toute construction ou installation existante non admise dans la zone à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone
2. Les constructions et installations et extension à usage de :
- industrie et artisanat à condition que leur surface de plancher ne dépasse pas 200 m^2
- bureau
- commerce à condition que leur surface de vente ne dépasse pas 150 m^2
-hébergement hôtelier
à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone.
3. Les constructions, installations et extensions (sauf élevage) liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles existantes. Dans le cas des bâtiments d'élevage ne seront autorisés que les travaux permettant une mise aux normes nécessaires permettant de réduire les nuisances.
4. Les constructions à usage d'entrepôts et les garages collectifs de caravanes à condition qu'ils se situent dans des volumes déjà existants à l'approbation du présent PLU et qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
5. Les affouillements et exhaussements du sol, à condition qu'ils soient nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.
6. Les dépôts de véhicules (neufs ou d'occasions) à condition qu'ils soient liés à une activité commerciale ou de service et qu'ils n'entrainent pas de dangers, de nuisances, ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
7. Les constructions et utilisations à usage de services publics ou d'intérêt collectifs à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec la vocation dominante de la zone (habitat) et qu'elles n'entraînent pas de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, de problème d'accès et de circulation.

APRES MODIFICATION :

ARTICLE 2 UB – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les occupations et utilisations du sol admises peuvent être soumises à des interdiction, limitation et/ou prescriptions particulières liées au risque inondation (se référer au Plan de Prévention du Risque Inondation- PPRI)

1. L'aménagement et la réfection de toute construction ou installation existante non admise dans la zone à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone
2. Les constructions et installations et extension à usage de :
- industrie et artisanat à condition que leur surface de plancher ne dépasse pas 200 m^2
- bureau
- commerce à condition que leur surface de vente ne dépasse pas 150 m^2
-hébergement hôtelier

à condition qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, les rendant incompatibles avec la vocation principale de la zone.

3. Les constructions, installations et extensions (sauf élevage) liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles existantes. Dans le cas des bâtiments d'élevage ne seront autorisés que les travaux permettant une mise aux normes nécessaires permettant de réduire les nuisances.
4. Les constructions à usage d'entrepôts et les garages collectifs de caravanes à condition qu'ils se situent dans des volumes déjà existants à l'approbation du présent PLU et qu'ils n'entraînent pas de dangers, de nuisances ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
5. Les affouillements et exhaussements du sol, à condition qu'ils soient nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.
6. Les dépôts de véhicules (neufs ou d'occasions) à condition qu'ils soient liés à une activité commerciale ou de service et qu'ils n'entrainent pas de dangers, de nuisances, ou de problèmes de sécurité pour le voisinage.
7. Les constructions et utilisations à usage de services publics ou d'intérêt collectifs à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec la vocation dominante de la zone (habitat) et qu'elles n'entraînent pas de nuisances, de problèmes de sécurité pour le voisinage, de problème d'accès et de circulation.

8. En secteur de mixité sociale, tout programme ou opération d'ensemble d'au moins 6 logements devra comporter au moins 50% de logements locatifs sociaux (nombre arrondi à l'entier supérieur) au sens de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation, dont au moins 30% de logements financés en PLAi et assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) et au plus 30% de logements financés en PLS ou assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente).

3. Extrait relatif aux conditions de l'urbanisation en zone 1-AU

AVANT MODIFICATION :

II – CONDITIONS DE L'URBANISATION

L'urbanisation de la zone ne peut être réalisée que dans le cadre d'opérations d'aménagement ou de construction satisfaisant aux conditions particulières suivantes :

- l'opération et son urbanisation doivent porter sur l'ensemble de la zone, après éventuelle restructuration du parcellaire ;
- la réalisation de l'opération ne doit pas provoquer la formation de terrains enclavés ou de délaissés de terrains ;
- l'opération devra être compatible avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation
- l'opération devra être contiguë à des équipements publics existants (voirie, réseaux,...)
- les équipements propres à l'opération seront réalisés par l'aménageur ou le constructeur et notamment :

  . la desserte et la voirie propre à l'opération
  . le réseau d'eau de caractéristique suffisante prenant en compte la protection incendie correcte de la zone
  . le réseau d'assainissement
  . le réseau d'eau pluviale si nécessaire. Celui –ci devra prendre en compte le classement de la zone en zone de compensation du ruissellement.
  . le réseau d'électricité
  . le réseau d'éclairage public
  . les autres réseaux câblés (téléphone, ...),
  . Le réseau gaz
  . .....

  réalisés selon les normes en vigueur

APRES MODIFICATION :

II – CONDITIONS DE L'URBANISATION

L'urbanisation de la zone ne peut être réalisée que dans le cadre d'opérations d'aménagement ou de construction satisfaisant aux conditions particulières suivantes :

- l'opération et son urbanisation doivent porter sur l'ensemble de la zone, après éventuelle restructuration du parcellaire ;
- la réalisation de l'opération ne doit pas provoquer la formation de terrains enclavés ou de délaissés de terrains ;
- l'opération devra être compatible avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation
- l'opération devra être contiguë à des équipements publics existants (voirie, réseaux,...)
- les équipements propres à l'opération seront réalisés par l'aménageur ou le constructeur et notamment :

. la desserte et la voirie propre à l'opération
. le réseau d'eau de caractéristique suffisante prenant en compte la protection incendie correcte de la zone
. le réseau d'assainissement
. le réseau d'eau pluviale si nécessaire. Celui –ci devra prendre en compte le classement de la zone en zone de compensation du ruissellement.
. le réseau d'électricité
. le réseau d'éclairage public
. les autres réseaux câblés (téléphone, ...),
. Le réseau gaz
. .....

réalisés selon les normes en vigueur

En secteur de mixité sociale tout programme ou opération d'ensemble d'au moins 6 logements devra comporter au moins 50% de logements locatifs sociaux (nombre arrondi à l'entier supérieur) au sens de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation, dont au moins 30% de logements financés en PLAi et assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) et au plus 30% de logements financés en PLS ou assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente).

4. Extrait relatif aux carports

ARTICLE 7 UA IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Rédaction AVANT modification

Dispositions particulières
Ces règles ne s'appliquent pas :
- à une seule construction ou installation de faible emprise {transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si elle a une hauteur inférieure à 2.3m et une superficie au sol inférieure à 6m²;
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique.
- au carport {stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert des quatre côtés.

Rédaction APRES modification

Dispositions particulières
Ces règles ne s'appliquent pas :
- à une seule construction ou installation de faible emprise {transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si elle a une hauteur inférieure à 2.3m et une superficie au sol inférieure à 6m²;
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique.
- au carport {stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert **sur quatre côtés, ou trois côtés au moins s'il s'appuie sur le mur d'une construction existante**.

ARTICLE 7 UB IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Rédaction AVANT modification

Dispositions particulières
Ces règles ne s'appliquent pas :
- à une seule construction ou installation de faible emprise {transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si elle a une hauteur inférieure à 2.3m et une superficie au sol inférieure à 6m²;
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique.
- au carport {stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert des quatre côtés.

Rédaction APRES modification

Dispositions particulières
Ces règles ne s'appliquent pas :
- à une seule construction ou installation de faible emprise {transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si elle a une hauteur inférieure à 2.3m et une superficie au sol inférieure à 6m²;
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique.
- au carport {stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert **sur quatre côtés, ou trois côtés au moins s'il s'appuie sur le mur d'une construction existante**.

ARTICLE 6 1AU IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Rédaction AVANT modification

Dispositions particulières
Ces règles ne s'appliquent pas :
- aux constructions ou installations de faible emprise (transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si leur hauteur est inférieure à 2,3m et leur superficie au sol inférieure à 6m² ;
- au carport (stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert des quatre côtés.
- aux installations nécessaires au branchement des constructions aux réseaux.
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique

Rédaction APRES modification

Dispositions particulières
Ces règles ne s'appliquent pas :
- aux constructions ou installations de faible emprise (transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si leur hauteur est inférieure à 2.3m et leur superficie au sol inférieure à 6m² ;
- au carport (stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert **sur quatre côtés, ou trois côtés au moins s'il s'appuie sur le mur d'une construction existante,**
- aux installations nécessaires au branchement des constructions aux réseaux.
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique

ARTICLE 7 1AU IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIM ITES SEPARATIVES

Rédaction AVANT modification

Dispositions particulières
Ces règles ne s'appliquent pas :
- à une seule construction ou installation de faible emprise (transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si elle a une hauteur inférieure à 2.3m et une superficie au sol inférieure à 6m²;
- au carport (stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert des quatre côtés.
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique.

Rédaction APRES modification

Dispositions particulières

Ces règles ne s'appliquent pas :

- à une seule construction ou installation de faible emprise (transformateurs et autres installations nécessaires à l'exploitation des réseaux, les garages à vélos, les locaux poubelles et locaux de tri) si elle a une hauteur inférieure à 2.3m et une superficie au sol inférieure à 6m²;
- au carport (stationnement non clos) à condition qu'il soit ouvert **sur quatre côtés, ou trois côtés au moins s'il s'appuie sur le mur d'une construction existante,**
- aux ouvrages de transport d'énergie électrique.

5. Extrait relatif aux normes de stationnement

AVANT MODIFICATION :

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT DES VEHICULES

Afin d'assurer, en dehors des voies publiques, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations envisagées, il est exigé :

Nature de la construction	Nombre de places requises PLU
Habitation	Jusqu'à 150 m² de surface de plancher : 2 places Puis 1 place par tranche de 60 m² de surface de plancher entamée
Constructions à usage de bureaux et services	1 place par tranche de 30 m² de surface de plancher
Service public ou d'intérêt collectif	
* Culture et loisir	1 place / 10 personnes
*Enseignement	1 place/70 m² de surface de plancher
*Santé et action sociale	1 place pour 100 m² de surface de plancher
*Equipement sportif et de loisirs	1 place par tranche de 30 m² de surface de plancher
Hébergement hôtelier	1 place pour 40 m²
Activités	
Artisanat	1 place par tranche de 150 m² de surface de plancher
Entrepôts, ateliers, stockage....	1 place par tranche de 350 m² de surface de plancher
Commerces de moins de 150 m² de surface de plancher-; restaurants	1 place par tranche de 30 m² de plancher
Commerces et restaurant de plus de 150 m² de surface de plancher	1 place par tranche de 20 m² de surface de plancher
Industrie	1 place par tranche de 350 m² de surface de plancher

NB : conformément au code de l'urbanisme, une seule place par logement locatif social est imposée (sans tenir compte de la superficie de plancher)

APRES MODIFICATION :

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT DES VEHICULES

Afin d'assurer, en dehors des voies publiques, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations envisagées, il est exigé :

Nature de la construction	Nombre de places requises PLU
Habitation	**2 places minimum par logement. Les immeubles collectifs ou ensembles de logements de plus de 5 unités devront comporter un supplément d'une place banalisée par logement.**
Constructions à usage de bureaux et services	1 place par tranche de 30 m^2 de surface de plancher
Service public ou d'intérêt collectif * Culture et loisir *Enseignement *Santé et action sociale *Equipement sportif et de loisirs	 1 place / 10 personnes 1 place/70 m^2 de surface de plancher 1 place pour 100 m^2 de surface de plancher 1 place par tranche de 30 m^2 de surface de plancher
Hébergement hôtelier	1 place pour 40 m^2
Activités Artisanat Entrepôts, ateliers, stockage.... Commerces de moins de 150 m^2 de surface de plancher-; restaurants Commerces et restaurant de plus de 150 m^2 de surface de plancher Industrie	 1 place par tranche de 150 m^2 de surface de plancher 1 place par tranche de 350 m^2 de surface de plancher 1 place par tranche de 30 m^2 de plancher 1 place par tranche de 20 m^2 de surface de plancher 1 place par tranche de 350 m^2 de surface de plancher

NB : conformément au code de l'urbanisme, une seule place par logement locatif social est imposée (sans tenir compte de la superficie de plancher)

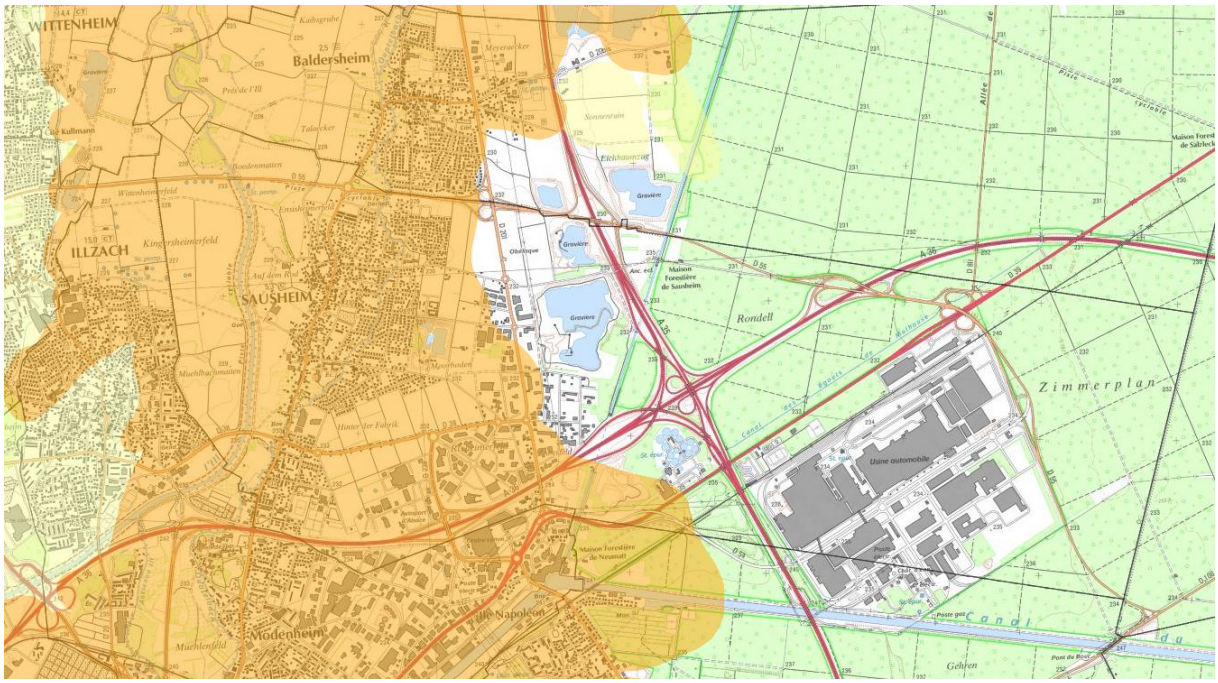
6. Information relative au risque de retrait-gonflement des argiles

La loi ELAN du 23 novembre 2018 prévoit un dispositif spécifique à la prévention des risques de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux.

Le retrait par assèchement des sols argileux lors d'une sécheresse prononcée et/ou durable produit des déformations de la surface des sols (tassements différentiels). Il peut être suivi de phénomènes de gonflement au fur et à mesure du rétablissement des conditions hydrogéologiques initiales ou plus rarement de phénomènes de fluage avec ramollissement. Les dégâts occasionnés en cas de risque fort ou moyen peuvent être importants et générer des surcoûts en cas de sinistre sur les édifices. **Les zones concernées, même soumises à un aléa considéré comme élevé, restent pourtant constructibles.**

Dans les zones exposées à ce risque, cette loi rend obligatoire à compter du 1er janvier 2020 l'établissement dans certains cas d'une étude géotechnique dans les zones exposées à des aléas forts ou moyens afin de sécuriser les constructions. Depuis cette date, une nouvelle cartographie du risque sert de référence.

A Sausheim, le risque est moyen sur la partie ouest du ban, là où se trouvent les secteurs habités.



PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification

SAUSHEIM

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

4. Orientations d'Aménagement et de Programmation (extraits)

Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

ALSACE Collectivité européenne

DAUHR ATD Alsace

Mars 2022

Sommaire

1. Programme de l'OAP N°1 Secteur 1AU Nord Ouest (extrait) 2
2. Programme de l'OAP N°2 Secteur 1AU Sud (extrait du texte) 3
3. Programme de l'OAP N°6 Zones UA et UB 3

1. Programme de l'OAP N°1 Secteur 1AU Nord Ouest (extrait)

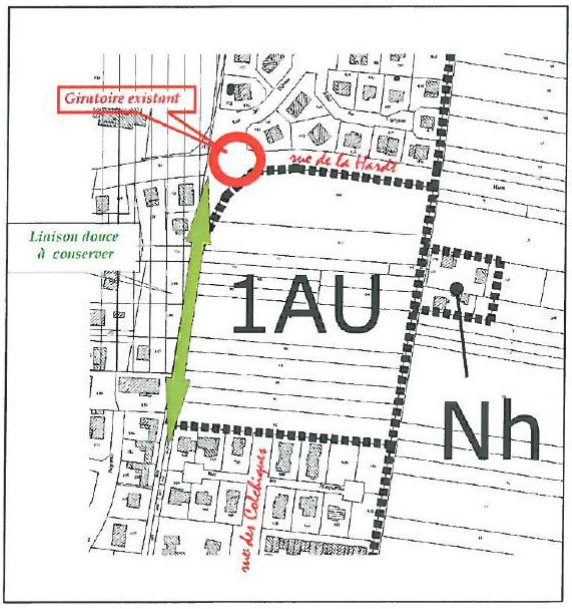
AVANT MODIFICATION :

Programme à l'échelle de la zone :

Le programme d'habitat devra présenter, à terme, une densité minimale de 25 logements à l'hectare ainsi qu'une mixité des logements (individuel, jumelé, en bande, petit collectif de 2 niveaux maximum,....).

Le programme devra également présenter une offre diversifiée en logements et donc comporter obligatoirement des logements sociaux dont au moins 30% (le nombre de logements sera arrondi au chiffre supérieur) de logements type PLAI, PLUS,.. répondant notamment aux objectifs fixés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU).

L'implantation des constructions devra être conçue afin de permettre une exploitation optimum des énergies naturelles et notamment l'ensoleillement naturel des pièces à vivre.

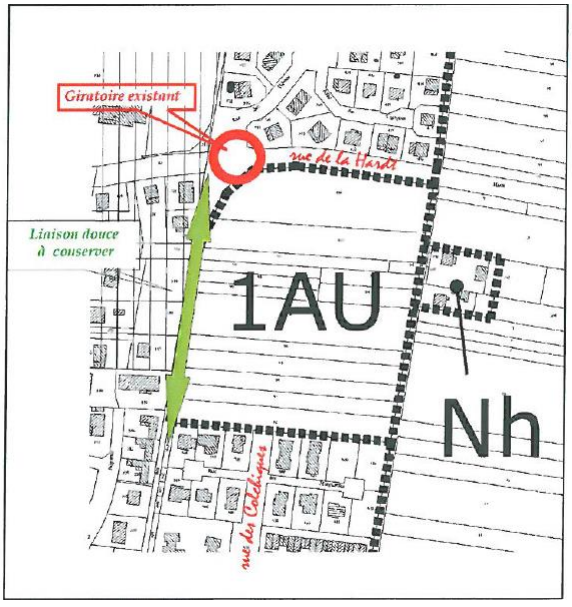


APRES MODIFICATION :

Programme à l'échelle de la zone :

Le programme d'habitat devra présenter, à terme, une densité minimale de 25 logements à l'hectare ainsi qu'une mixité des logements.

L'implantation des constructions devra être conçue afin de permettre une exploitation optimum des énergies naturelles et notamment l'ensoleillement naturel des pièces à vivre.



2. Programme de l'OAP N°2 Secteur 1AU Sud (extrait du texte)

AVANT MODIFICATION :

Programme à l'échelle de la zone :

Le programme d'habitat devra présenter, à terme, une densité minimale de 25 logements à l'hectare ainsi qu'une mixité des logements (individuel, jumelé, en bande, petit collectif de 2 niveaux maximum,….).

Le programme devra également présenter une offre diversifiée en logements et donc comporter obligatoirement des logements sociaux dont au moins 30% (le nombre de logements sera arrondi au chiffre supérieur) de logements type PLAI, PLUS,.. répondant notamment aux objectifs fixés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU).

L'implantation des constructions devra être conçue afin de permettre une exploitation optimum des énergies naturelles et notamment l'ensoleillement naturel des pièces à vivre.

APRES MODIFICATION :

Programme à l'échelle de la zone

Le programme d'habitat devra présenter, à terme, une densité minimale de 25 logements à l'hectare ainsi qu'une mixité des logements.

L'implantation des constructions devra être conçue afin de permettre une exploitation optimum des énergies naturelles et notamment l'ensoleillement naturel des pièces à vivre.

3. Programme de l'OAP N°6 Zones UA et UB

AVANT MODIFICATION :

Dans le respect de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) et dans l'objectif de garantir une offre diversifiée en logements, tout programme de réalisation de plus de 5 logements devra comporter des logements sociaux dont au moins 25% de logements locatifs sociaux (le nombre de logements sociaux sera arrondi au chiffre supérieur) de type PLAi, PLUS,,…

APRES MODIFICATION :

Suppression de l'OAP N°6

532-AY

MODIFICATION DU PLU DE SAUSHEIM
MEMOIRE EN REPONSE

Les observations formulées par le Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin, Monsieur Notter et par le Commissaire enquêteur appellent les réponses suivantes :

Personnes publiques Associées				
Organisme	**Remarques**	**Réponse**	**RP**	**Règlement écrit/graphique**
Préfet /DDT	Le code de l'urbanisme prévoit l'inscription de secteurs de mixité sociale dans le règlement graphique du PLU pour garantir l'application de la règle.	Le règlement peut, conformément aux dispositions de l'article L151-15 du Code de l'urbanisme, délimiter dans les zones urbaines ou à urbaniser les secteurs dans lesquels en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage dudit programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale. Dans cette hypothèse, les documents graphiques doivent effectivement délimiter, dans les zones U et AU, les secteurs concernés en précisant ce pourcentage et les catégories prévues (5151-38 3° du Code de l'urbanisme). Aussi et afin de garantir l'application des contraintes de production de logements sociaux dans les secteurs concernés, il sera donné suite à cette demande en matérialisant des secteurs de mixité sociale sur le document graphique (plan	x	x

our CR

		A3 qui sera joint au dossier). Seront concernées la totalité **des zones UA, UB et 1AU** (zones à dominantes d'habitat) qui seront classés en secteurs de mixité.		
	Le projet de modification prescrit la réalisation d'au moins 33% de PLAI et un maximum 33 % de PLS alors que pour la commune de Sausheim : - les logements sociaux financés sur la période triennale doivent respecter une répartition équilibrée entre les différentes typologies avec un minimum de 30% de logements dits PLAI et un maximum de 30% de logements dits PLS, - Le PLH fixe également un plafond de 30% de logements sociaux dits PLS.	La ventilation proposée telle que rédigée dans le cadre du projet de modification en l'occurrence « au minimum 1/3 en PLAI ou assimilés et au maximum 1/3 en PLS ou assimilés » a pour conséquence de permettre la réalisation de 33% de logements PLS. Aussi et afin de respecter le plafond autorisé fixé à 30 % de logements dits de type PLS maximum, la rédaction de l'article sera modifiée en ce sens.	x	x

our CR

	Le règlement doit préciser que les logements sociaux visés par le règlement sont les « LLS au sens de l'article L302-5 du Code de la Construction et de l'habitation »	Afin de lever toute ambigüité, les dispositions du règlement seront précisées comme suit : « En secteur de mixité sociale, tout programme ou opération d'ensemble d'au moins 6 logements devra comporter au moins 50 % de logements locatifs sociaux (nombre arrondi à l'entier supérieur) au sens de l'article L.305-5 du Code de la construction et de l'habitation, dont au moins 30 % de logements financés en PLAI et assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) et au plus 30 % de logements financés en PLS ou assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) ».	x	x
	La commune de Sausheim ne dispose pas de contrat de mixité sociale contrairement à ce que mentionne la notice de présentation.	La notice de présentation sera modifiée sur ce point afin de supprimer cette mention erronée.	x	

Observations du public				
	Remarques	**Réponse**	**RP**	**Zonage/règlement**
M. Bernard NOTTER **6 rue d'Illzach** **68390 SAUSHEIM** **Mme DELBART**	Demande de modification de la loi SRU et de la formule conduisant à « l'auto augmentation » du nombre de logements sociaux restant.	La commune doit répondre aux objectifs de la loi SRU rappelés dans l'avis du Préfet et l'autorité compétente en matière de PLU ne dispose pas du pouvoir de modifier le contenu de cette loi, cette compétence relevant du seul pouvoir législatif.		

our CR

	L'augmentation du nombre de places de stationnement (2 places/par logement) doit être permise.	La modification projetée a précisément pour objet d'imposer l'aménagement de deux places de stationnement au minimum pour chaque logement projeté. Les immeubles collectifs ou ensemble de logements de plus de 5 unités devront par ailleurs comporter « un supplément d'une place banalisée par logement ». A noter que la disposition applicable aux logements sociaux n'a pas été modifiée dans la mesure où le législateur a instauré un plafond pour ce type de logements. Ainsi, il ne peut, conformément aux dispositions de l'article L151-35 du Code de l'urbanisme, être exigé nonobstant toute disposition contraire du PLU, la réalisation de plus : - de 0,5 aire de stationnement par logement lorsqu'ils sont situés à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et que la qualité de la desserte le permet, - d'1 aire par logement lorsque ces conditions ne sont pas réunies.		
	Le tilleul situé sur la parcelle 103, section 20, au 27 rue de Mulhouse doit faire l'objet d'un classement « arbre remarquable ».	Cette demande ne relève pas du champ de la procédure de modification.		

our CR

	Les risques liés aux inondations doivent être mieux pris en compte.	Le PLU approuvé prend d'ores et déjà en compte l'ensemble des risques liés aux inondations portés à connaissance de la commune et depuis le 1er janvier 2020 de Mulhouse Alsace Agglomération autorité compétente en matière de PLU par le Préfet (cf pièces annexes du PLU).		
Observations du Commissaire enquêteur				
La rédaction des articles 2.8 du règlement de la zone UA, 2.8 du règlement de la zone UB, II du règlement de la zone 1AU qui dispose qu'« à partir de 6 logements, tout programme de construction de logements devra comporter au moins 50% de logements locatifs sociaux (nombre arrondi à l'entier supérieur)…. » laisserait supposer qu'en deçà de 6 logements il existerait une exonération de l'obligation de produire des logements sociaux.		L'obligation s'impose à l'ensemble du programme qui, en l'espèce, sert d'assiette de référence pour la mise en œuvre de l'obligation et l'application du taux de 50%. Ceci étant dit, il est précisé que la rédaction proposée ci-dessus en réponse à l'observation des services de l'Etat de modifier la rédaction du règlement afin que la réalisation de logements sociaux de type PLS soit effectivement plafonnée à 30 % lève tout risque d'interprétation. Pour mémoire, le règlement sera modifié comme suit : « En secteur de mixité sociale, tout programme ou opération d'ensemble d'au moins 6 logements devra comporter au moins 50 % de logements locatifs sociaux (nombre arrondi à l'entier supérieur) au sens de l'article L.305-5 du Code de la construction et de l'habitation, dont au moins 30 % de logements financés en PLAI et assimilés (ou nouvelle	x	x

our CR

532-AY

	dénomination équivalente) et au plus 30 % de logements financés en PLS ou assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) ».		

Le Vice-Président
En charge de l'urbanisme

Rémy NEUMANN

our CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-651C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

76 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PLU DE LA COMMUNE DE PFASTATT : APPROBATION DE LA MODIFICATION N°2 (532/2.1.2/651C)

Par délibération en date du 23 novembre 2020, le Conseil d'Agglomération a justifié l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser de la commune de Pfastatt à l'aune de son attractivité, de son évolution démographique et de sa production de logements. Cette zone 2AU ayant été inscrite au PLU depuis moins de 9 ans, le Conseil d'Agglomération a prescrit à cette occasion sa transformation en zone 1AU par voie de modification. Au regard de ces éléments, le dossier de modification a été élaboré en étroite collaboration avec la commune de Pfastatt.

Ce dernier a été transmis à la MRAe qui a décidé de ne pas soumettre le projet de modification à évaluation environnementale le 3 septembre 2021.

Par un courrier en date du 19 juillet 2021, le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA). La Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) a émis des remarques concernant le périmètre de réciprocité de la ferme équestre et les dispositions en matière d'aires de retournement. La Chambre d'Agriculture a émis un avis réservé sollicitant la suppression de l'accès optionnel au secteur ouvert à l'urbanisation.

Lors de l'enquête publique qui s'est tenue du 11 janvier au 25 janvier 2022 de nombreuses contributions ont été apportées portant principalement sur :
- une opposition à l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU ;
- la constructibilité du bois de la Glaisière notamment en raison de la présence de cavités souterraines ;
- l'aléa remontée de nappe impactant la zone ouverte à l'urbanisation ;
- le respect des dispositions en matière d'espaces verts ;

retour CR

- la rédaction des dispositions régissant les clôtures.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable tout en recommandant d'exprimer clairement dans le règlement, si cela est le souhait de la collectivité, l'interdiction des claustras et autres dispositifs opaques. Les autres sujets n'ont pas suscité de recommandations de sa part.

Afin de répondre aux observations formulées par les PPA, le projet de modification a été modifié dans le respect des exigences de l'article L153-21 du Code de l'urbanisme. Le tableau joint à la présente délibération synthétise l'ensemble des observations formulées par les PPA, le public et le Commissaire enquêteur ainsi que les réponses apportées au projet de modification pour en tenir compte le cas échéant.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et L153-44 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pfastatt approuvé le 10 décembre 2015, modifié le 19 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération du 23 novembre 2020 justifiant de l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser et prescrivant la modification du PLU de Pfastatt ;

Vu l'arrêté n°34/2020 en date du 11 juillet 2020 donnant délégation de fonction au Vice-Président Rémy Neumann ;

Vu l'arrêté du Président de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 10 décembre 2021 soumettant à enquête publique le projet de modification du 11 janvier au 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture sur le projet de modification du PLU ;

Vu l'avis de la Collectivité Européenne d'Alsace sur le projet de modification du PLU ;

Vu la décision de la MRAe en date du 3 septembre 2021 de ne pas soumettre le projet de modification à évaluation environnementale ;

Vu le dossier de modification soumis à enquête publique ;

Vu l'avis favorable avec recommandation du commissaire enquêteur ;

Considérant que le projet de modification du PLU est prêt à être approuvé ;

Au vu de ces éléments, après en avoir débattu et délibéré le Conseil d'Agglomération :

- approuve la modification n°2 du PLU de la commune de Pfastatt telle qu'elle est annexée à la présente ;
- autorise le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que le dossier du PLU est tenu à la disposition du public à la mairie de Pfastatt et dans les locaux de Mulhouse Alsace Agglomération aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de Mulhouse Alsace Agglomération et à la mairie de Pfastatt durant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
Enfin, cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R5211-41 du CGCT.

PJ : Projet de modification du PLU de Pfastatt
Mémoire en réponse au Commissaire Enquêteur

Abstentions (2) : Bertrand PAUVERT et Nicolas ZIMMERMANN.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



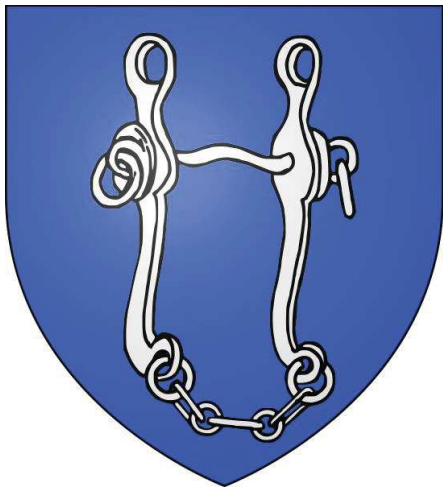
Fabian JORDAN

retour CR

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification n°2



PFASTATT

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président

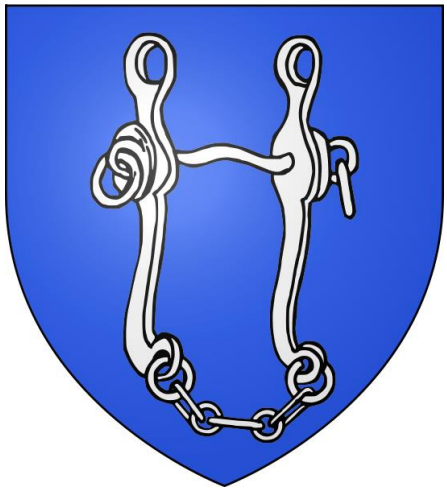
Mulhouse Alsace Agglomération 536

Rémy NEUMANN

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification n°2



PFASTATT

1.Note de présentation

Valant complément au rapport de présentation

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président

Rémy NEUMANN

Sommaire

1. CONTEXTE ET OBJET DE LA MODIFICATION 3

1.1 Chronologie
1.2 Objet de la modification
1.3 Choix de la procédure
1.4 Situation géographique
1.5 Situation par rapport aux risques et à l'environnement

2. EXPOSE DES MODIFICATIONS ET MOTIFS 10

2.1 Modification A : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU
2.1.1 Description de la zone
2.1.2 Justification des besoins
2.1.3 Nature du projet envisagé et justification des choix
2.2 Modification B : dispositions relatives aux piscines dans la zone UB
2.3 Modification C : dispositions relatives à la hauteur des clôtures dans les zones urbaines du PLU
2.4 Modification D : Augmentation de la part d'espaces verts dans les zones urbaines du PLU
2.5 Modification E : Prise en compte de l'aléa de présence de cavités souterraines
2.6 Modification F : Amélioration de la prise en compte de l'aléa de remontée de nappe

3. ACTUALISATION DES DOCUMENTS DU PLAN D'URBANISME COMMUNAL 23

3.1 Complément au rapport de présentation
3.2 Ajout d'une orientation d'aménagement et de programmation
3.3 Actualisation du plan de zonage
3.4 Modification du règlement
3.3 Ajout d'une annexe

4. INCIDENCES DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET ARTICULATION AVEC LE SCOT 32

4.1 Compatibilité du projet de modification du PLU avec le SCoT
4.2 Incidences du projet de modification du PLU sur l'environnement
4.2.1 Modification A : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU
4.2.2 Incidences des modifications B, C, D, E et F

1. Contexte et objet de la modification

1.1 Chronologie

Par délibération en date du 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de Pfastatt a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune.
Dans le cadre de ce PLU, les grands axes du développement futur de la commune ont été définis à travers des objectifs traduits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Ils ont été, par la suite, transposés dans les documents réglementaires écrit et graphiques ainsi que dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Par l'approbation du PLU, ces dispositions sont devenues applicables aux autorisations du sol.

En 2016, peu de temps après son approbation, le PLU a fait l'objet d'une modification simplifiée, approuvée le 19.12.2016, portant sur les articles du règlement concernant l'implantation des constructions sur limites séparatives, la hauteur des constructions, leur aspect extérieur ainsi que les stationnements vélos.
Aujourd'hui, une nouvelle modification du PLU est nécessaire afin d'ouvrir une zone à l'urbanisation.
C'est pourquoi, par délibération en date du 23 novembre 2020, Mulhouse Alsace Agglomération, devenue compétente en matière de document d'urbanisme pour l'ensemble de ses communes membres, a approuvé le principe d'ouverture à l'urbanisation d'une zone «2AU» sur la commune de Pfastatt, au regard des justifications présentées et a décidé d'engager une modification du PLU de Pfastatt.
La procédure permettra de procéder par ailleurs à quelques ajustements du règlement du PLU (voir objets ci-dessous).

1.2 Objet de la modification

A la suite de cinq années d'application du PLU il est apparu nécessaire de faire évoluer le document d'urbanisme communal :

- A : Ouvrir à l'urbanisation la zone d'urbanisation future dite « 2AU ».
- Procéder à divers ajustements du règlement écrit :
    - B : modifier les dispositions relatives aux piscines dans la zone UB
    - C : modifier les dispositions relatives à la hauteur des clôtures dans l'ensemble des zones urbaines du PLU
    - D : augmenter la part d'espaces verts dans les zones urbaines du PLU

Les remarques et avis exprimés lors de l'enquête publique ont amené par la suite à intégrer deux points supplémentaires de modification du règlement :

- modifier les dispositions en vue de mieux prendre en compte l'aléa de présence de cavités souterraines (E)
- préciser les dispositions afin de mieux prendre en compte l'aléa de remontée de nappe dans la zones AUa (F)

La présente note a pour objet de présenter et d'exposer les motifs de la modification du PLU. Elle constitue un complément au rapport de présentation du PLU approuvé de Pfastatt.

1.3 Choix de la procédure

L'article L153-36 du Code de l'urbanisme dispose que le PLU fait l'objet d'une modification lorsque l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions, dès lors que les modifications envisagées n'entrent pas dans les cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31.

Or, en l'occurrence, l'ensemble des modifications projetées n'entrent pas dans les champs d'application de la révision car elles ne sont ici pas de nature à :

- Changer les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser, qui dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'EPCI compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- De créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

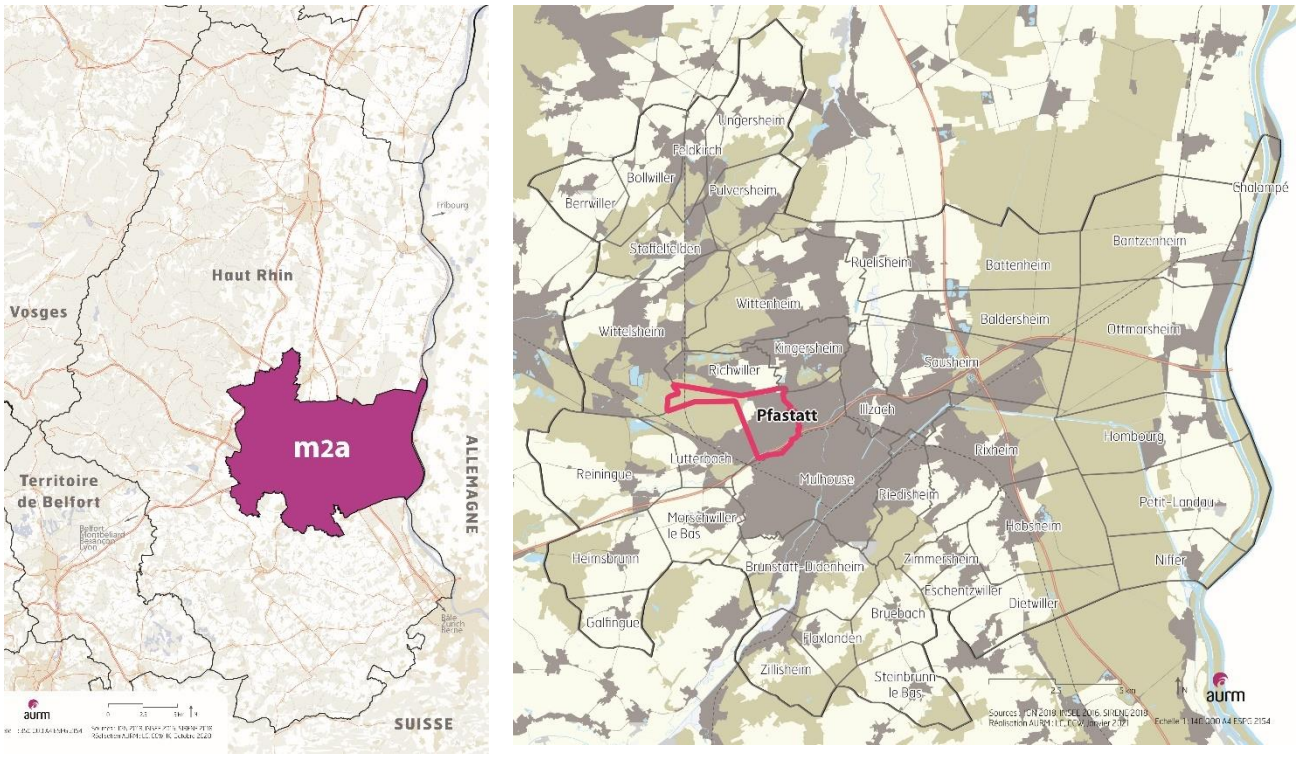
On notera que, s'il y a bien ouverture à l'urbanisation, la zone concernée a été créée il y a moins de 9 ans (lors de l'élaboration du document d'urbanisme, en 2015).

Par ailleurs, ces modifications n'entrent pas dans le champ de la modification simplifiée (article L153-45), car l'ouverture à l'urbanisation envisagée a bien pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan.

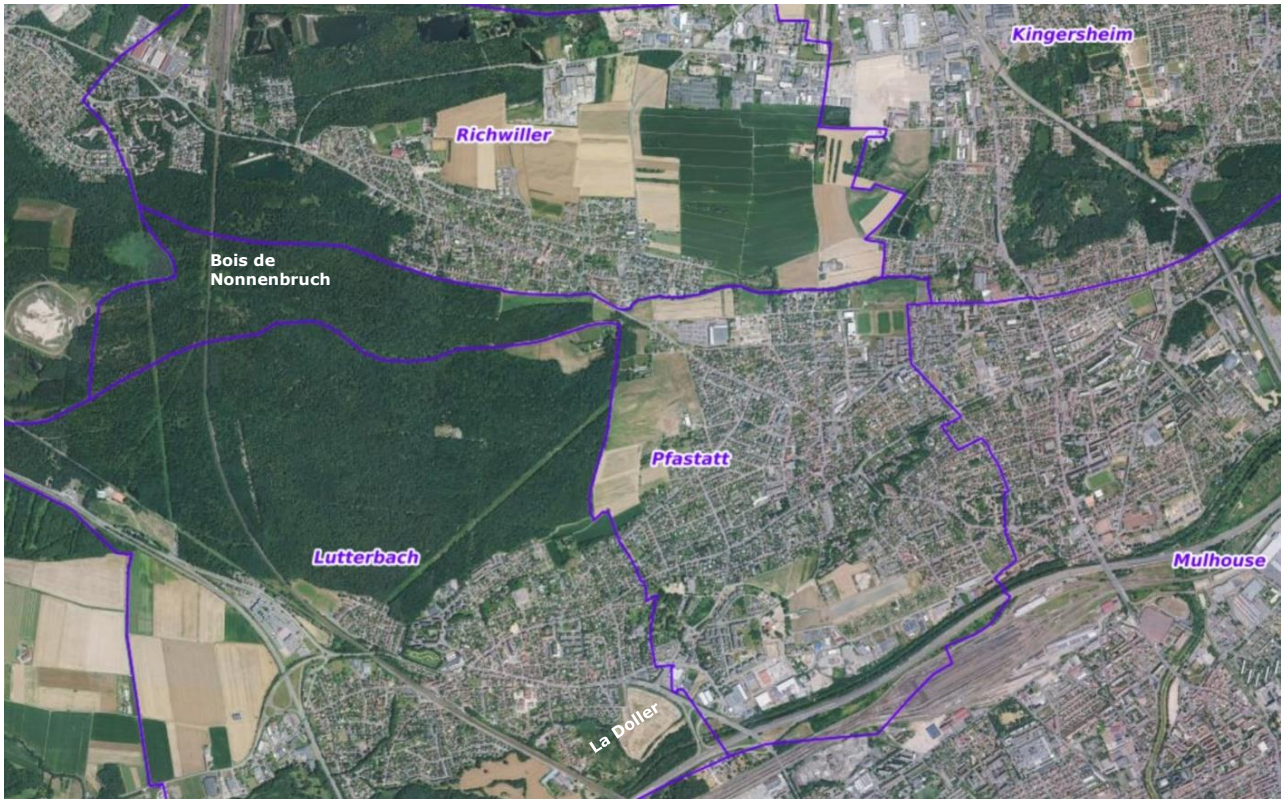
En conséquence, les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la modification de droit commun.

1.4 Situation géographique

Pfastatt est une commune du Haut-Rhin qui fait partie de Mulhouse Alsace Agglomération (M2A). Elle est située dans la continuité urbaine de Mulhouse, et fait partie de la première couronne de l'agglomération.



Situation de m2a dans le Haut-Rhin et de la commune de Pfastatt au sein de m2a



Le contexte communal – source Géoportail

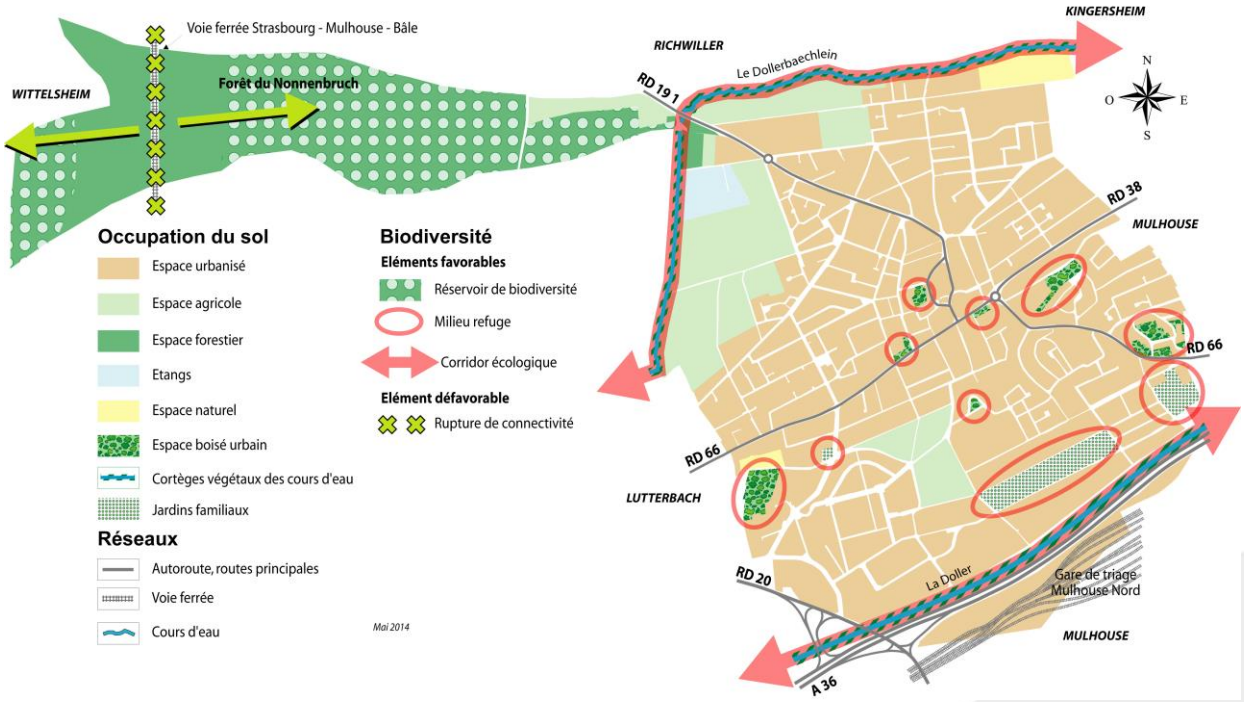
Le ban communal se situe en limite Nord du secteur des collines du Sundgau. La commune est implantée à proximité de l'exutoire du bassin versant de la Doller avant la confluence de la rivière avec l'Ill. La topographie locale est dominée par la colline du Haulacker, qui s'étire d'Ouest en Est.

> Le tissu urbain est inclus dans la nappe urbaine de l'agglomération mulhousienne.
L'espace bâti occupe près de 59% du ban communal, soit la quasi-totalité de la partie orientale du ban, en présentant une conurbation avec Lutterbach et Mulhouse :

- La zone urbaine à dominante d'habitat concerne près de la moitié du ban communal.
- Une zone d'activités économiques occupe la frange Sud du ban le long de la Doller et de l'autoroute A36.

> La forêt constitue une fraction de la forêt de protection du Nonnenbruch et occupe l'Ouest du ban. Ses abords ne sont pas urbanisés.

> L'espace agricole occupe essentiellement la frange Nord-Ouest du ban entre la forêt et l'espace bâti et constitue une coupure verte entre l'urbanisation de Pfastatt et celle de Richwiller.
Il existe également des inclusions agricoles et des jardins familiaux dans la partie méridionale.



La carte de la matrice écopaysagère de Pfastatt (cartographie Adauhr) intégrant les composantes de la trame verte et bleue (corridors écologiques et réservoirs de biodiversité)

1.5 Situation par rapport aux risques et à l'environnement

Risques et ressources :

Périmètres de protection des eaux
L'eau potable distribuée à Pfastatt provient de la nappe phréatique de la Doller. Elle est captée en amont de la commune. Les périmètres de protection rapproché et éloignés se trouvent donc à Lutterbach, Reiningue, plus en amont et ne concernent qu'une partie très réduite du ban de Pfastatt (coin sud-ouest). La bonne qualité de l'eau distribuée au consommateur ne doit pas faire oublier l'état de dégradation de la nappe au droit de la commune.

Plan de Prévention des Risques Inondation

La commune est concernée par le PPRI du bassin versant de la Doller. Le document, depuis annulé par le tribunal Administratif, reste une source d'information qui ne peut être ignoré quant aux risques à prendre en compte. La cartographie du PPRI, qui est reprise dans l'Atlas des zones inondables du Haut-Rhin, indique que la zone inondable par débordement du cours d'eau est relativement circonscrite aux abords de la Doller, à l'extrême sud du ban. La zone inconstructible (bleue foncée) ne touche que la rivière et la ripisylve qui l'accompagne. Elle s'élargit quelque peu, au niveau des jardins familiaux (rue de l'Ecluse, rue de Mineurs).

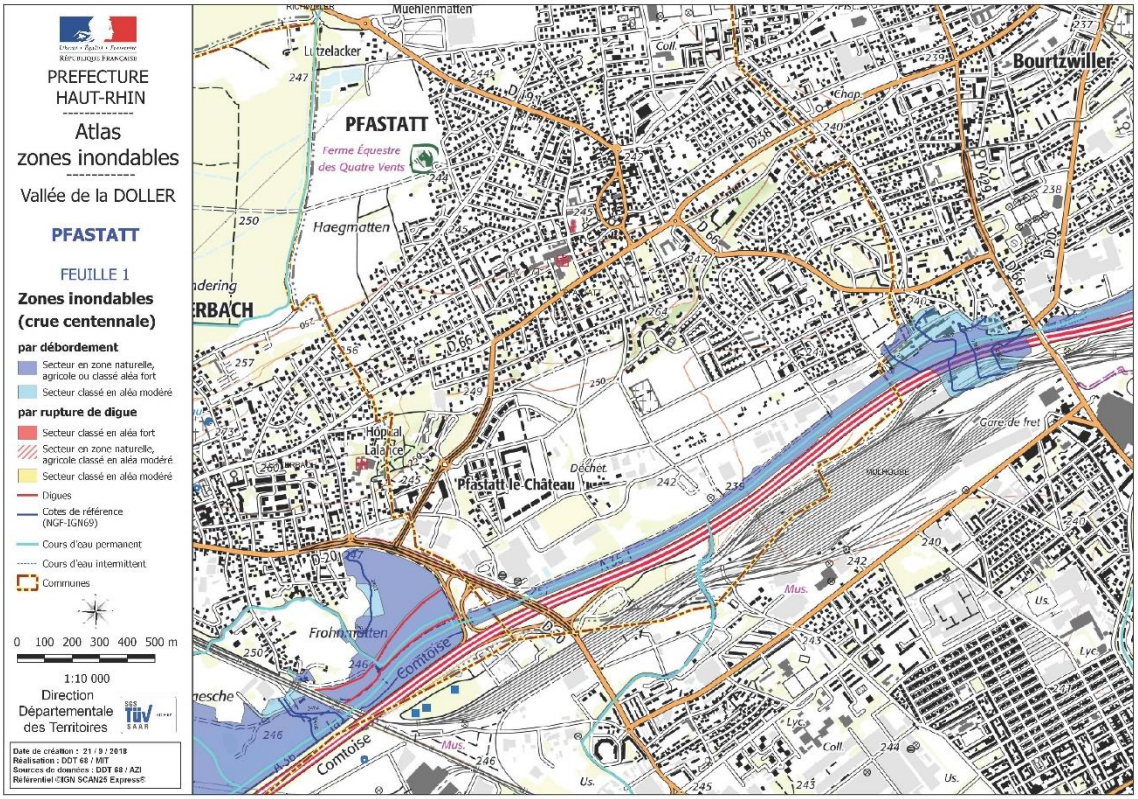
Voir carte page suivante.

Aléa de remontée de nappe.

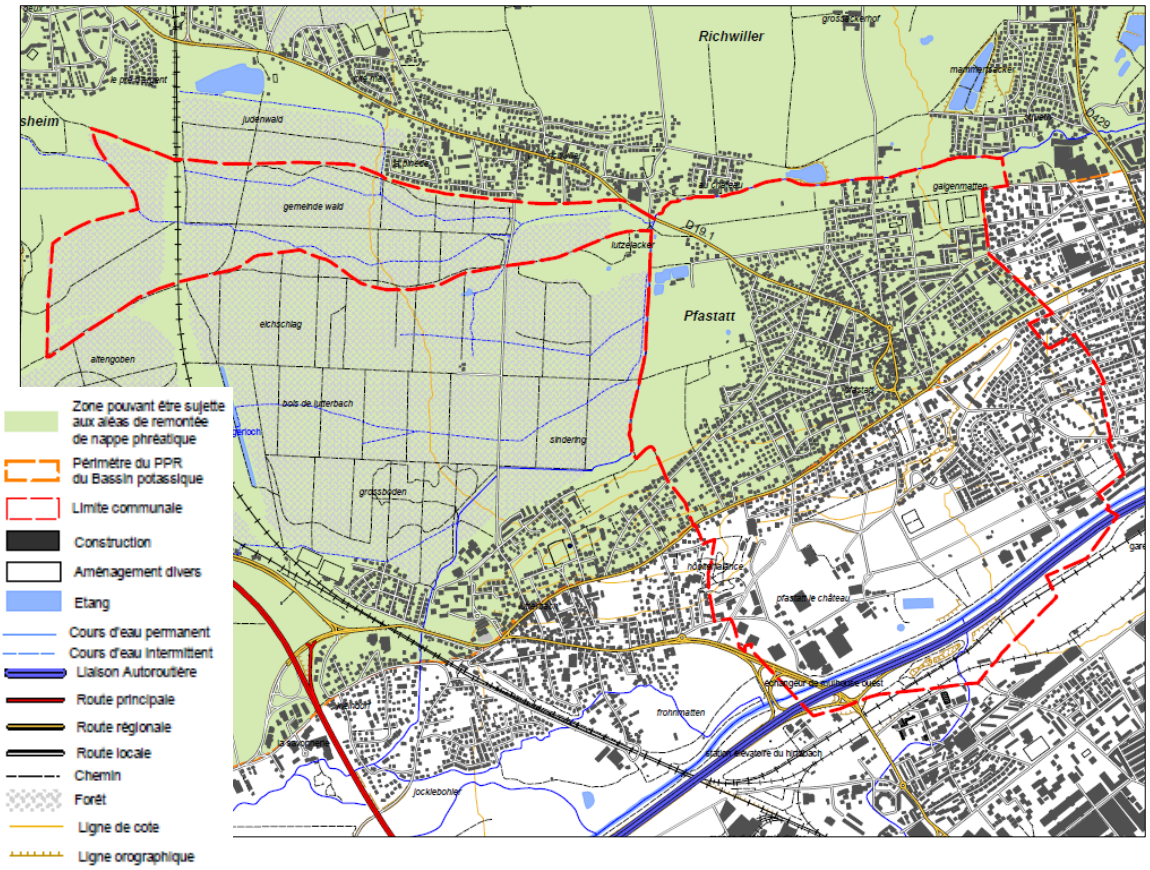
La commune est concernée par le Plan de Prévention du Risque « Remontée de nappe du Bassin Potassique », prescrit en 2000. L'aléa remontée de nappe est aujourd'hui traduit au travers d'un Porter à Connaissance qui s'impose aux documents d'urbanisme.

Sur le secteur soumis à l'aléa, la nappe phréatique peu connaître des remontées importantes aboutissant à une faible profondeur du toit de la nappe, voire éventuellement en certains endroits, à une submersion de faible importance.

Voir carte page suivante.



Extrait copmmunal de l'Atlas des zones inondables du Haut-Rhin, reprenant la carte du plan de prévention des Risques d'Inondation de la Doller.



Carte de l'aléa remontée de nappe - La partie du ban de Pfastatt situé au nord de la rue de la République est concernée par l'aléa, soit une bonne moitié de la tache urbaine. Les constructions enterrées doivent y suivre certaines recommandations (cuvelage étanche) - cartographie Adauhr.

Espaces naturels remarquables

Forêt de protection

La langue ouest du territoire communal correspond au bois de Pfastatt, qui appartient au vaste ensemble forestier que constitue la forêt du Nonnenbruch. Il est classé en forêt de protection.

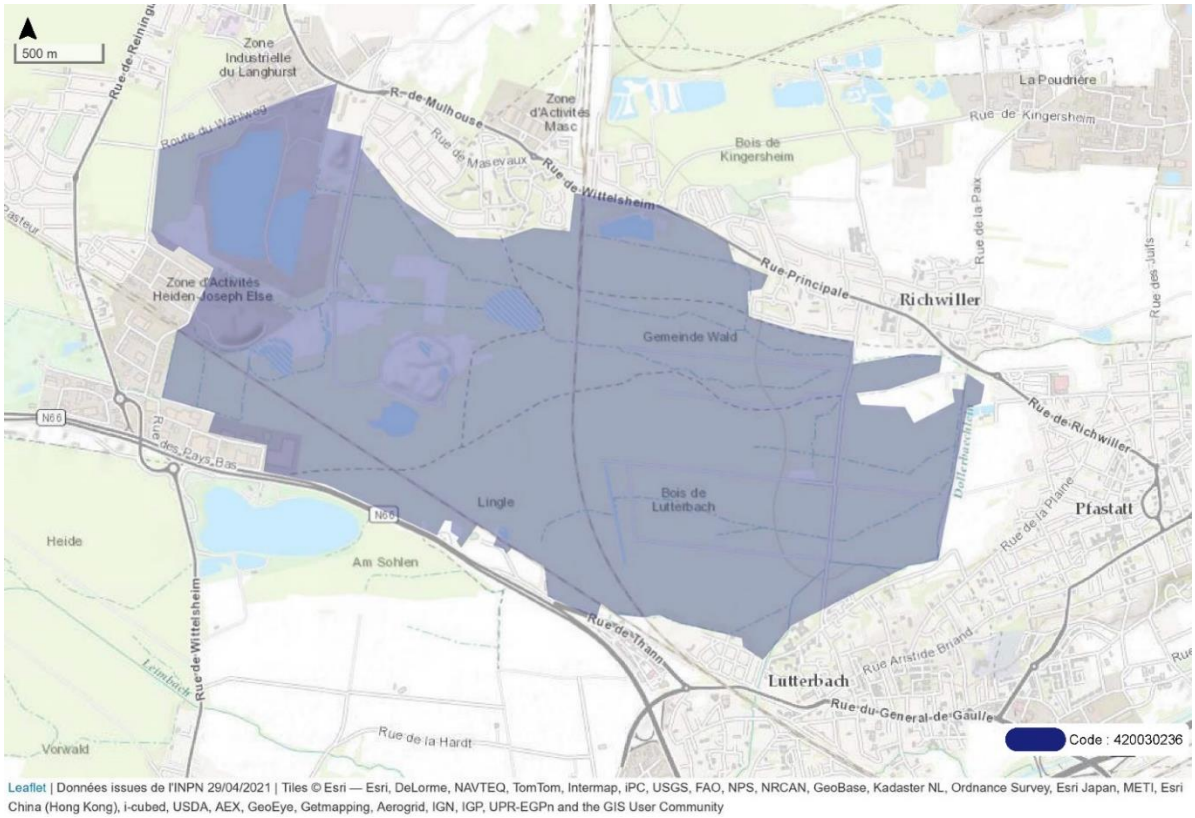
Zones humides remarquables

La nappe phréatique située sous le massif périurbain de la forêt du Nonnenbruch présente une faible profondeur et les affaissement miniers lui ont conféré un caractère hygrophile marqué. Ainsi on y trouve plusieurs zones humides formant un réseau de sites remarquables. Une zone à dominante humide est recensée dans le bois de Pfastatt (prairie, forêt et fourrés humides) sur près de 20 ha. Trois autres zones à dominante humide se trouvent sur le ban communal : sur les rives du Dollerbaechlein, aux abords de l'étang Saint Pierre et la forêt alluviale le long de la Doller (situé dans la continuité du site Natura 2000 « Vallée de la Doller »).

ZNIEFF de type 1

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 1 a été créée en 2014 sur le secteur des « forêts, marais et landes du Rothmoos à Richwiller, Lutterbach et Wittelsheim ».
La ZNIEFF intègre notamment la Réserve Naturelle Régionale du Rothmoos, les zones humides citées plus haut ainsi que le bois de Pfastatt. Elle se compose ainsi de milieux variés tels les marais du Rothmoos, avec leurs forêts humides peuplées d'aulnes et leurs roselières, les landes sèches couvertes de bruyère, les zones d'eau libres des gravières de Wittelsheim et milieux secs alentours ainsi que le peuplement forestier plus sec de chênaie-charmaie du bois de Lutterbach.

Cette véritable mosaïque de milieux ouverts et forestiers, humides et secs, dégradés ou à fort degré de naturalité confère au secteur un intérêt écologique très important, notamment pour la conservation de la biodiversité des zones humides.
L'inventaire non exhaustif indique que la flore comporte 329 espèces (dont la Violette de schultz) et les vertébrés, 173 espèces animales (3 de poissons, 6 de reptiles, 7 d'amphibiens, 17 de mammifères et 140 d'oiseaux).



Périmètre de la ZNIEFF - Cartographie source INPN

2. Exposé des modifications et des motifs

2.1 Modification A : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU

2.1.1 Description de la zone

- Situation et desserte

La zone concernée est la seule zone 2AU inscrite au PLU, destinée à être urbanisée en deuxième phase. Elle se situe à la frange ouest de la zone urbaine et lui est contigüe.
Le périmètre exact de la zone 2AU fait 1,8 ha. Il est constitué pour moitié par des arrières de parcelles urbanisées prenant accès rue du Gazon occupées par des vergers et pour l'autre moitié par de la prairie.
La frange Nord est concernée par le périmètre d'isolement de 50 mètres généré par les installations de la ferme équestre des Quatre Vents (voir carte chapitre 2.1.3).

Sa desserte, située en dehors du périmètre de la zone 2AU, sera réalisée en passant par une des parcelles en lanière situées entre la rue du Ballon est le site. Par ailleurs, un maillage des réseaux « modes doux » par la rue de la Lisière est possible.



Situation de la zone, entre tissu pavillonnaire et espace agricole


Vue panoramique d'une partie du terrain (cône de vue n°1)




La ferme équestre des 4 Vents et la rue du Grand Ballon (cônes de vue 2 et 3)






Les fruitiers anciens présents au Nord du terrain



Vue de la rue des Longs Prés prolongée (cône de vue 4)

- Composantes paysagères, agricoles et environnementales

Lors de la révision du PLU, le choix d'implantation de la zone 2AU a été fait parmi plusieurs sites candidats, positionnés sur cette même frange urbaine nord-ouest. La zone a été retenue car elle n'obérait pas d'activité agricole (contrairement à d'autres choix). De plus il a été souligné qu'elle présente en elle-même un faible intérêt écologique et paysager.

Le site a la particularité de former un quadrilatère inséré, « en coin », dans le tissu urbain.
Il est encadré au Nord et à l'Ouest par des prés, des cultures et de boisements épars.
Au sud et à l'Est, il est entouré de maisons individuelles formant un quartier résidentiel, avec une bande boisée qui constitue un « espace tampon » sur une partie du côté Sud.

Les milieux prairiaux de la commune sont décrits dans le rapport de présentation. Les surfaces en herbe sur la commune couvrent une surface important de 66ha, grâce notamment à la présence de la ferme équestre. Ce type de milieux peuvent potentiellement accueilli jusqu'à 50 espèces végétales différentes. Les zones herbagères favorisent également le développement des batraciens, des reptiles et petits mammifères. Au-delà du rôle favorable à la faune et à la flore, les surfaces en herbe contribuent à la réduction du transfert par ruissellement des engrais et produits phytosanitaires vers les cours d'eau. En outre, elles enrichissent également la texture du paysage.
Dans le secteur concerné par la zone d'extension, il convient de signaler la conservation de quelques fragments d'anciens vergers à haute tige, reliquats d'un réseau autrefois beaucoup plus développé. Ces formations sont toutefois trop peu étendues pour constituer des éléments remarquables d'enrichissement biologique. Par ailleurs les fruitiers sont vieillissants et l'un d'eux s'est récemment déraciné (voir photo).
On notera également qu'une partie relativement réduite des terres alentours est à nue, du fait de l'activité de la ferme équestre et de la présence d'espaces de stockage.

La vue côté Ouest s'ouvre vers la lisière de la forêt de Nonnenbruch, à environ 500m de distance. Elle constitue, avec les alignements d'arbres épars, les seuls repères paysagers naturels, du fait de la topographie relativement plane du secteur.
Les bâtiments de la ferme équestre n'ont pas fait l'objet d'une intégration paysagère (plantations d'accompagnement sur la parcelle ou le long du chemin). Cela constitue un point à améliorer.

2.1.2 Justification des besoins

Afin de permettre la poursuite de son développement, et dans le respect de son PLU, la commune de Pfastatt souhaite ouvrir à l'urbanisation la majeure partie d'une zone d'urbanisation future dite « 2AU ». Cette zone avait été affecté, lors de l'élaboration du PLU, au développement urbain, étant précisé qu'il ne sera mobilisable qu'en seconde phase.

Une délibération a été prise par m2A le 23 novembre 2020 afin de « justifier de l'utilité du projet au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones » (L153-38 du Code de l'Urbanisme). Les éléments ci-après reprennent et développent les motifs qui rendent nécessaire cette évolution.

NB : le PLU a été approuvé en 2015 mais les objectifs se basent sur une période de 15 ans allant de 2013 à 2028. A l'heure de la présente modification, en 2021, nous nous trouvons donc à mi-chemin de la période planifiée.

Attractivité et dynamisme démographique

La commune de Pfastatt bénéficie d'une attractivité résidentielle importante, ce qui lui a permis de gagner fortement en population depuis les années 1980. Cela s'explique par :

- Un potentiel de reconversion urbaine très important après la fermeture de Texunion (quartier la Cotonnade),

- Sa proximité avec Mulhouse,
- Son accessibilité par l'autoroute A36,
- Son niveau d'équipement et la qualité de son cadre de vie.

Le SCOT de la Région Mulhousienne a classé Pfastatt dans la strate des villes noyaux. Cette strate regroupe les communes de la 1ère couronne, plus densément urbanisées et avec un important niveau d'équipement.

Aujourd'hui, la commune de Pfastatt compte environ 9600 habitants (recensement de 2017), soit un gain de plus de 20 % de la population en près de 20 ans. L'évolution démographique de Pfastatt se caractérise globalement par une croissance portée par apports migratoires.

Lors de l'élaboration du PLU, la commune a opté pour une poursuite de cette croissance en se fixant comme objectif d'atteindre et de stabiliser sa population à moyen terme. Les objectifs du PLU sur la période 2013-2028 se basaient sur l'hypothèse d'une croissance démographique annuelle de +1%, ce qui donne un objectif de population de 10 689 habitants en 2028. En suivant cette progression la commune devrait théoriquement présenter une population d'environ 9700 habitants en 2017. Les chiffres actuels se trouve un peu en deçà.

On a malgré tout un maintien d'une croissance démographique soutenue. Si elle est un peu en deçà de l'objectif affiché à long terme, il faut noter la courte période intercensitaire concernée et le fait que les chiffres sont antérieurs à la construction du programme de collectifs de la rue du Sanatorium (une des deux zones 1AUa). Celui-ci a permis la construction de 80 logements, soit l'accueil théorique de près de 180 habitants (en se basant sur la taille des moyenne ménages de la commune qui s'élève à 2,23 personnes).

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population	5 986	6 353	6 247	8 061	7 946	8 413	9 269	9 579

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007	2007 à 2012	2012 à 2017
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,9	-0,2	3,2	-0,2	0,7	2,0	0,7
due au solde naturel en %	*-0,2*	*-0,7*	*-0,3*	*-0,1*	*-0,3*	*0,1*	*0,1*
due au solde apparent des entrées sorties en %	*1,1*	*0,5*	*3,5*	*-0,0*	*1,1*	*1,8*	*0,5*

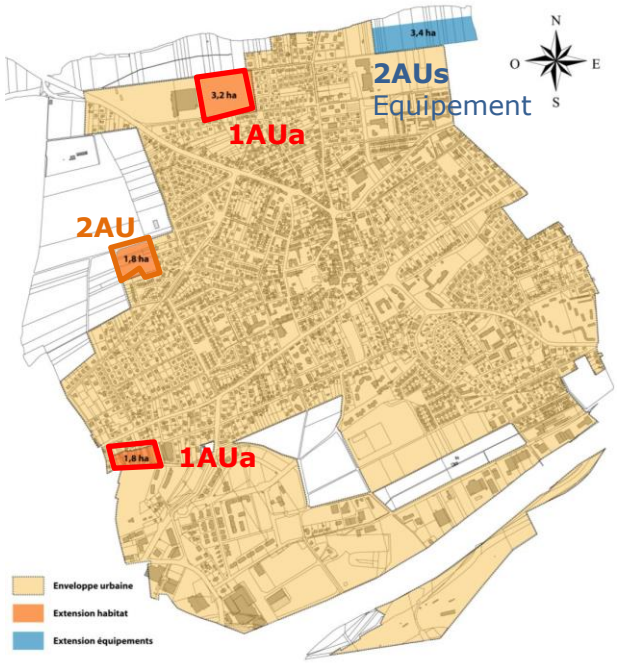
Sources: Insee,RP1968 à 1999 dénombrements,RP2007 au RP2017 exploitations principales- État civil.

La dynamique démographique sur lequel se base le PLU approuvé, se confirme.

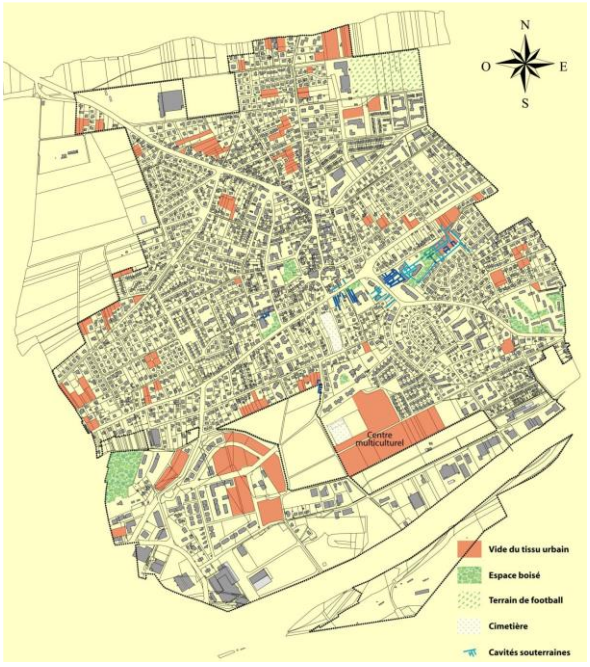
Evaluation des besoins de production de logements et de consommation foncière dans le cadre de la révision (rappel) :

- Production de logement :

Le scénario de progression démographique choisi lors de l'élaboration du PLU impliquait le nécessité de produire 815 logements sur la période.
Afin de réduire la consommation d'espace et l'étalement urbain, la commune a pris le parti de mobiliser le foncier disponible au sein de la tache urbaine (« dents creuses »), en restreignant les zones à ouvrir à l'urbanisation.



Cartes extraite du rapport de présentation :
Les zones d'extension du PLU



Les «vides» du tissu urbain

- Zones d'extension

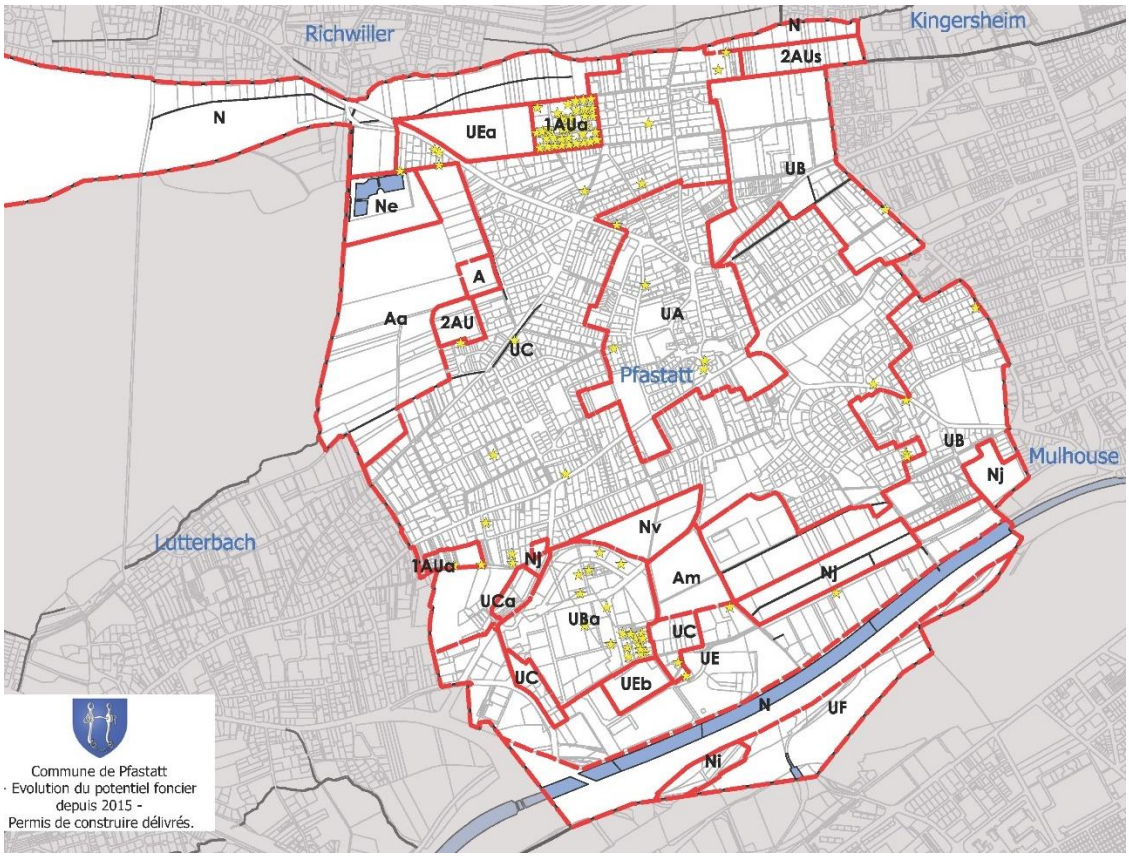
Le PLU de Pfastatt a créé 2 zones 1AUa, pour une urbanisation à court terme à destination d'habitat : le premier site, au nord de la commune près du Super U (rue des Prés du Moulin), le second site plus au sud (rue du Sanatorium), pour un total de 4,2ha.
La zone 2AUs, destiné à des équipements de sport de loisirs ou culturels, ne sera ouverte à l'urbanisation qu'à long terme.

- Potentiel foncier au sein de l'enveloppe urbanisée :

Le dossier du PLU intègre une analyse du potentiel disponible qui a fait ressortir une surface de 18,6 ha non urbanisés au sein de l'enveloppe urbanisée.
Elle a également démontré que les vides existants dans le tissu urbain ne sont pas tous mobilisables à des fins de construction.
Ainsi, les espaces boisés et les parcs urbains, même s'ils revêtent un caractère très marginal dans la nappe urbaine, ne font et feront l'objet d'aucune urbanisation de nature à porter atteinte à leur intégrité et à leur caractère boisé qui participe à la qualité du cadre de vie.
Les installations sportives de plein air ne pourraient représenter un potentiel foncier que si une solution alternative d'implantation existait, ce qui n'est pas le cas.
La présence de cavités souterraines grève une partie du potentiel par des servitudes d'inconstructibilité directes ou indirectes car elles sont de nature à rendre le coût de la construction rédhibitoire.
Les projets d'équipements communaux réduisent également le foncier disponible pour la production de logements.

Ainsi des terrains avaient été réservés dans le cadre du PLU pour le projet de deux équipements destinés à la petite enfance. Depuis, une école maternelle et un périscolaire ont été construits à l'angle de la rue des Berges et de la rue de l'Etang (achevés en 2019).
Enfin la rétention foncière par des propriétaires privés qui n'ont pas la volonté d'exploiter leur terrain à des fins de construction finit de réduire ce potentiel.
Avec un taux de rétention foncière évalué à 50%, ce sont environ 9,3 ha qui devraient pouvoir être urbanisés au sein de la tâche urbaine.

Urbanisation depuis l'approbation du PLU



Localisation des permis de construire délivrés entre 2015 et 2020

- Production de logement : un rythme de production soutenu

Entre 2013 (début de la période retenue pour le PLU) et 2020, un peu plus de 390 logements ont été construits sur la commune, pour 55% en collectif (source Permis de Construire délivrés sur la commune). Il s'est ainsi construit une moyenne de 50 logements par an sur 8 ans. On est très proche du rythme de 54 logements par an prévu au PLU (815 logements sur 15 ans).
Les perspectives semblent confirmer cette tendance : un permis de construire a par exemple été accordé début 2021 pour une opération de 5 collectifs de 59 logements (rue des Roseaux).
Par ailleurs, après une progression nette depuis les années 90, le nombre et la part de logements vacants est en baisse. Celle-ci s'élevait à 7,4% en 2012, pour descendre à 6,7% en 2017 (source INSEE). Ainsi, le marché est suffisamment dynamique pour permettre à la vacance d'assurer la fluidité du marché.

- Zones d'urbanisation à court terme :

Trois zones ont été initialement prévues au PLU pour accueillir des opérations d'ensemble. Elles ont fait l'objet d'OAP.
1.Le site de la rue des Prés du Moulin, au nord de la commune, s'est rapidement urbanisé et a permis la production, sur 3,2ha, de 93 logements (40 individuels/16 intermédiaires/37 en immeubles collectifs).

2. Le site de la rue du Sanatorium a accueilli plus récemment trois bâtiments de logements collectifs regroupant 80 logements, sur 1 ha. Il a pu être urbanisé bien qu'on ait pu craindre une forte rétention foncière du fait de nombreuses petites parcelles appartenant à des propriétaires différents.
3. Le secteur restant à urbaniser dans le quartier de la Cotonnade (zone UBa), dont le lotissement du Château. Il s'agit de renouvellement urbain sur l'ancienne friche de Texunion. L'ensemble de terrains restant fait 3,2ha et a fait l'objet d'une OAP. Ils ont accueilli 86 logements individuels et intermédiaires. 36 logements collectifs sont en attente de construction sur le dernier terrain de 0,5ha.
Ce vaste secteur est aujourd'hui également pratiquement intégralement construit.



Extrait du « Temps 0 » du SCoT : l'enveloppe urbanisée est indiquée par un aplat orange. Les zones d'urbanisation à court terme du PLU ont été reportée en pointillés rouge.

Des trois zones d'urbanisation à court terme, seule celle de la rue des Prés du Moulin est considérée comme une zone d'extension au sens du SCoT. Les autres se trouvent au sein du « temps 0 », donc, en densification (les numéros sont reportés sur la carte ci-après).

Ces trois zones ont donc été bâties, et n'offrent plus que très marginalement de possibilité de construire.
La densité brute de ce qui a été construit au sein de ces opérations d'ensemble est de 40 logements/ha, soit environ 48 logements/ha en densité nette.

- Foncier disponible au sein de l'enveloppe urbanisée : un gisement bien mobilisé

La répartition des permis de construire pour de l'habitat délivrés depuis l'approbation du PLU montre que les vides au sein de l'enveloppe urbanisée ont bien été mobilisés, mais pour de petites opérations. Ces autorisations n'ont pas fait pas l'objet d'opération d'ensemble qui aurait permis une importante densification du bâti soit parce que la superficie du terrain d'assiette est inadaptée soit parce que l'accès et la structure des parcelles rendent l'opération non viable économiquement.
Cependant, les dents creuses ont été mobilisées de façon importante. Ce sont plus de 3,8 ha qui ont été urbanisés au sein du tissu urbain, de façon ponctuelle. Ainsi, le potentiel foncier au sein de l'enveloppe urbanisée passe de 9,3ha à 5,5 ha.

Ouvrir à l'urbanisation de la zone 2AU rend possible une opération d'ensemble où il est possible de maîtriser des objectifs de densité (nombre de logement/ha), alors que la taille des dents creuses disponibles par ailleurs n'atteint pas une surface permettant d'envisager cette même « efficacité » en densification.

Le PLH 2020-2025 de m2A affiche pour la commune un objectif de production de 150 nouveaux logements sur la période. Cette projection prévoie une modération du rythme de production, logique suite à une période d'intense production dû notamment à la réalisation du quartier de la Cotonnade. Cet objectif reste malgré tout important. La commune fait partie des 9 « villes noyaux »de l'agglomération selon la catégorisation du SCoT et doit permettre l'accueil de populations nouvelles qui ne pourraient pas se loger dans la ville centre.

- Le rythme de construction répond aux objectifs de création de logement ainsi que de modération foncière.
- Les capacités d'urbanisation restantes ne sont plus suffisantes pour répondre aux besoins en logements dans la commune de Pfastatt.
- Il convient de procéder à la deuxième phase d'urbanisation telle qu'envisagée lors de l'élaboration du PLU.

2.1.3 Nature du projet envisagé et justification des choix

La présente modification a pour objectif de transformer la majeure partie de la zone 2AU en zone 1AUa. En effet la zone de la rue du Grand Ballon a pour vocation vise à remplir les mêmes objectifs sous les mêmes conditions, que les autres zones 1AUa du PLU : elle est destinée à l'extension de l'urbanisation dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble mettant en œuvre la mixité urbaine et conformément aux orientations d'aménagement et de programmation contenues dans le PLU.
Il convient de noter que la parcelle Nord de la zone 2AU d'une surface de 0,4ha, située le long de la rue du Ballon, est exclue de la nouvelle zone 1AU, mais est intégrée au zonage Aa alentour (voir extrait du plan de zonage page 25). Son rôle de transition paysagère et agricole est ainsi préservé.



Cette parcelle Nord est impactée par un périmètre de réciprocité de 50m dû à la mise en application du principe de réciprocité (L 111-3 du code rural) et par la distance inscrite à l'article 153.4 du Règlement Sanitaire Départemental du Haut Rhin qui gère les règles générales d'implantation par rapport aux immeubles habités. La carte ci-contre précise le périmètre impacté (source : Chambre d'Agriculture d'Alsace). Il est identifié par un figuré sur le plan de zonage.
On notera que le périmètre n'impacte pas le secteur ouvert à l'urbanisation.

L'exclusion de cette parcelle Nord permettra également de modérer la consommation foncière occasionnée par l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (1,4ha ouverts en 1AUa sur une surface initiale de 1,8ha pour la zone 2AU).

Caractère

Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à proximité de la zone de la rue du Grand Ballon ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone. Cependant, ces réseaux, situés rue du Gazon, à une centaine de mètres, ne sont pas à proprement parler situés à proximité immédiate.

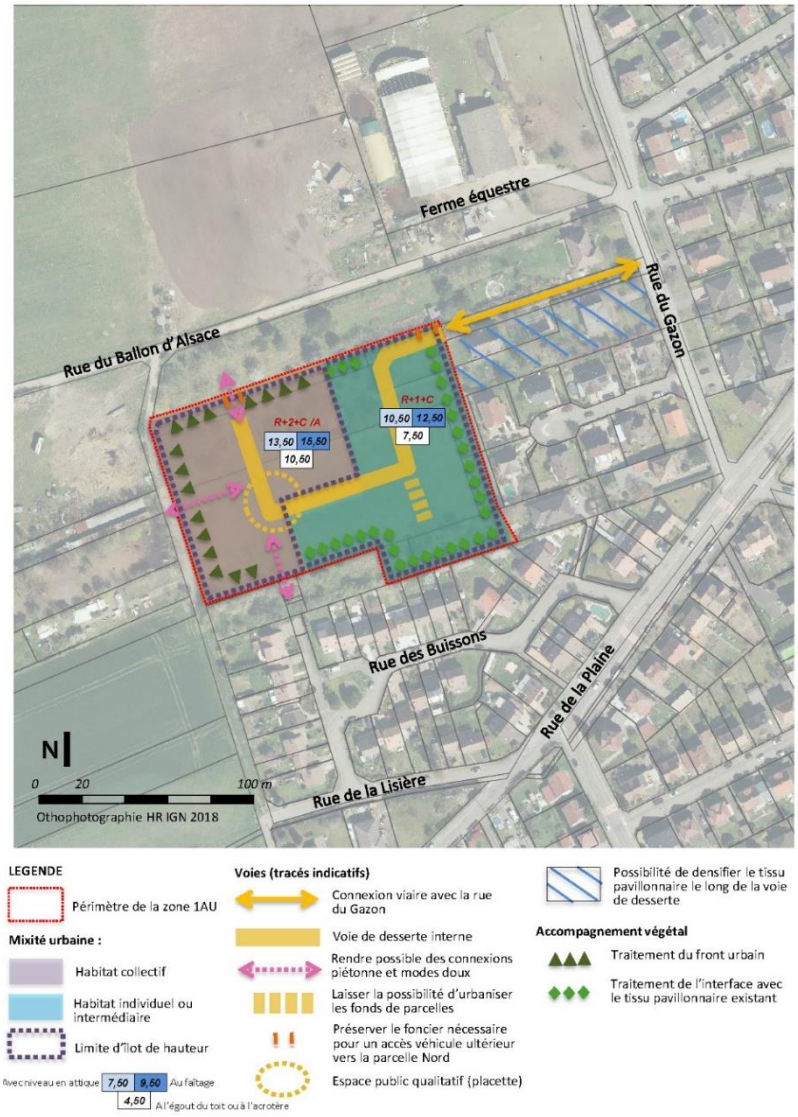
Par souci de mieux contrôler la consommation foncière, le choix avait été fait par la commune, au moment de l'élaboration du PLU, de phaser l'urbanisation en planifiant celle de cette zone pour une phase ultérieure. Depuis, l'évolution de la construction a rendu nécessaire l'ouverture à l'urbanisation de cette zone. Le porteur de projet procédera aux travaux de viabilisation.

La zone de la rue du Grand Ballon présentera donc le même caractère que les autres zones 1AUa.

Comme les autres zones 1AUa, l'occupation des sols de la zone du Grand Ballon, une fois ouverte à l'urbanisation, est destinée au développement urbain à dominante d'habitat, de manière identique à celles des zones urbaines non spécialisées. Il s'agit de réaliser des prolongements du tissu urbain dans lesquels la mixité des typologies d'habitat et des fonctions doit être possible.

OAP de la rue du grand Ballon

La zone fait l'objet d'un OAP (voir aussi chapitre 3) qui détaille les conditions avec lesquels l'aménagement devra être compatible. L'objectif est d'optimiser l'exploitation du potentiel foncier, d'assurer la cohérence avec le SCoT ainsi qu'une bonne intégration architecturale, urbaine et paysagère.



Pièce graphique de l'OAP de la rue du Ballon, voir aussi chapitre 3.2

☞ **Assurer la desserte de l'ensemble de la zone**

Il s'agit de créer une connexion viaire entre la rue du Gazon et la zone concernée, sur l'emprise d'une parcelle située au sud du chemin rural. La desserte interne permettra un accès tous modes (y compris modes doux) à l'ensemble de la zone. Des connexions piétonnes et ouvertes aux modes doux seront rendues possibles afin d'améliorer les flux au sein du quartier élargi.
Afin d'utiliser au mieux le potentiel foncier, le projet d'ensemble devra intégrer la possibilité d'urbaniser le fond de parcelle contigüe tout au sud de la zone, grâce à la préservation d'une bande de terrain mobilisable pour accueillir une voirie dans une phase ultérieure éventuelle.
Les voies de desserte peuvent comporter des aires de retournement, à traiter de manière qualitative.

☞ **Traitement urbain**

L'urbanisation de cette zone ayant pour effet de déplacer le front urbain vers l'ouest, il y a lieu de traiter ce front urbain de manière à garantir une bonne insertion dans le site et une bonne articulation avec les zones agricoles limitrophes, en orientant les constructions de manière homogène et en réalisant des plantations le long des limites Nord et ouest de zone.
Cette zone venant s'insérer dans un environnement bâti, il convient d'assurer une transition douce entre le bâti existant et celui projeté. C'est pourquoi les hauteurs des constructions en limite bâtie de la zone sont calées sur celles des constructions existantes en périphérie.
Un épannelage des hauteurs est fixé par ilot.

☞ **Densité urbaine et mixité sociale**

Pour cette zone l'objectif de production de logements doit correspondre à une densité nette de 40 logements à l'hectare minimum (voir aussi chapitre 4.1).

☞ **Répartition habitat collectif / habitat individuel**

La répartition spatiale des types d'habitat répond à la volonté d'assurer une bonne insertion de cette zone dans son environnement bâti. Les zones de contact avec le bâti pavillonnaire existant recevront de l'habitat individuel, voire de l'habitat intermédiaire.
L'habitat collectif sera implanté dans la partie Ouest de la zone.

☞ **Mixité fonctionnelle**

Afin de permettre la mixité des fonctions du futur quartier, le règlement autorise toutes occupations et utilisations du sol qui participent à l'aménagement d'une zone de développement urbain mettant en œuvre la mixité urbaine et sociale, à condition qu'elles soient compatibles avec les OAP.

☞ **Qualité du bâti**

La mise en œuvre d'un bâti présentant des performances énergétiques et une qualité environnementale renforcées constitue la contribution nécessaire des extensions urbaines au développement durable.

☞ **Plantations, espaces verts et espaces à ménager**

Les arbres existants devront être intégrés autant que possible dans l'aménagement projeté, ceci afin de maintenir au maximum la qualité paysagère et environnementale du site.
Les interface avec le tissu urbain existant ainsi qu'avec l'espace naturel et agricole environnant devra être assuré par des plantations nouvelles destinées à assurer une transition paysagère et à participer à l'amélioration du cadre de vie du quartier.
La partie Nord de la zone 2AU (parcelle situé le long de la rue du Grand Ballon) est exclue du périmètre de la nouvelle zone 1AUa.

2.2 Modification B : dispositions relatives aux piscines dans la zone UB

Les dispositions relatives aux piscines non couvertes telles qu'exposées dans l'article 6 du règlement des zones urbaines dispose que « la distance comptée horizontalement de tout point d'une piscine non couverte au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres ».

Cette disposition n'est pas reprise dans l'article 6 des zones UB, sans que cela soit justifié par une différence de contexte. L'article réglemente uniquement les constructions sans préciser le cas des piscines non ouvertes. Or l'article 6.3 de cette zone, qui réglemente les cas où il est possible d'implanter une construction à moins de 3m des limites séparatives permet implicitement d'y installer une piscine.

Cette incohérence du document a été noté lors de l'application du PLU. La modification vise à corriger cette erreur matérielle en alignant le contenu de l'article de la zone UB sur celui des autres zones urbaines.

2.3 Modification C : dispositions relatives à la hauteur des clôtures dans les zones urbaines du PLU

Au cours des années d'application du PLU, il est ressorti un besoin des habitants d'améliorer l'intimité des espaces privés, s'exprimant au travers d'une augmentation de la hauteur des clôtures dans la plupart des zones urbaines à dominante d'habitat.

Dans les zones UA, UB UC, UCa et 1AUa, le règlement stipule actuellement que la hauteur des clôtures en limite des voies publiques et espace publics, est limitée à 1,50m de hauteur mesuré par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir. La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités.
La modification porte sur la hauteur maximale, hors motifs de sécurité, qui peut s'élever alors jusqu'à 1,80m. De fait celle-ci a la possibilité de passer au-dessus de la ligne de vision d'un adulte. L'impact visuel pouvant être important si la clôture est entièrement opaque, le règlement dispose que la partie opaque ou du mur plein ne puisse porter sur la hauteur totale.

La zone UBa présente un article spécifique sur les clôtures, adapté aux spécificité du quartier, celui-ci reste inchangé.
Un ajout est réalisé concernant la sécurité de circulation, qui dispose qu'aucune gêne ne doit être crée par les clôtures, notamment par rapport à la visibilité aux abords des établissements et des carrefours. C'est une mention qui existe en zone UE, elle est ajoutée dans les zones UA, UB UC, UCa et 1AUa, par souci de cohérence.

2.4 Modification D : Augmentation de la part d'espaces verts dans les zones urbaines du PLU

L'urbanisation s'accompagne d'une importante imperméabilisation dont l'effet est une aggravation des désordres liés au ruissellement et une augmentation significative du volume d'eaux claires à évacuer. En outre, une forte minéralisation des espaces bâtis fait obstacle à la biodiversité en ville. Le stockage de l'eau dans les sols permet par ailleurs de la restituer aux végétaux en temps utile, réduisant ainsi le stress hydrique des plantes et contribuant à rafraîchir l'air en période de fortes chaleur (lutte contre les îlots de chaleur urbain).
Les surfaces perméables peuvent être de différentes natures, qui répondent à différents degrés à ces enjeux. Les surfaces de pleine terre occupées par la végétation sont les plus efficaces en termes de résultats. Cependant, pour tenir compte du fait que cette obligation s'applique à des espaces également soumis à une densification, il convient de prendre en compte l'ensemble de la palette de solutions. Ainsi, le règlement fixe des ratios d'imperméabilisation en fonction de la nature des procédés mis en œuvre pour les espaces verts, pour les murs et toitures végétalisés ou pour les surfaces de circulation et de stationnement.

Le PLU impose donc, en fonction des zones, différents taux de surfaces non imperméabilisées rapportées à la superficie des espaces libres.
Le PLU impose également un part d'espaces verts rapportée à la surface de la parcelle.
Ces objectifs se déclinent comme suit actuellement :

zone	UA	UB	UC	1AUa	UE,UEa, UEb	UCa	UBa
%perméable	20	20	20	20	15	50	25
%espaces verts	/	/	20(> 1000 m2)	15	10/15	25	25

Ces objectifs peuvent être considérés comme relativement modérés. La modification du PLU est l'occasion d'augmenter le niveau d'exigence dans ce domaine.

Les modifications du règlement procèdent donc à une augmentation du niveau d'exigence pour ces deux points et réponds aux objectifs du SCoT en matière d'imperméabilisation des sols :

- Augmentation de la part des espaces perméables des espaces libres dans les zones UA, UB, UC et 1AU : passage de 20 à 40% et pour la zone UE : passage de 15 à 30%.
- Instauration d'une part d'espaces verts de 15% de la surface des terrains dans les zones UA et UB pour la zone UC : 15% dans les opérations de moins de 1000m2, 25% pour les opérations de plus de 100m2.

Modification :

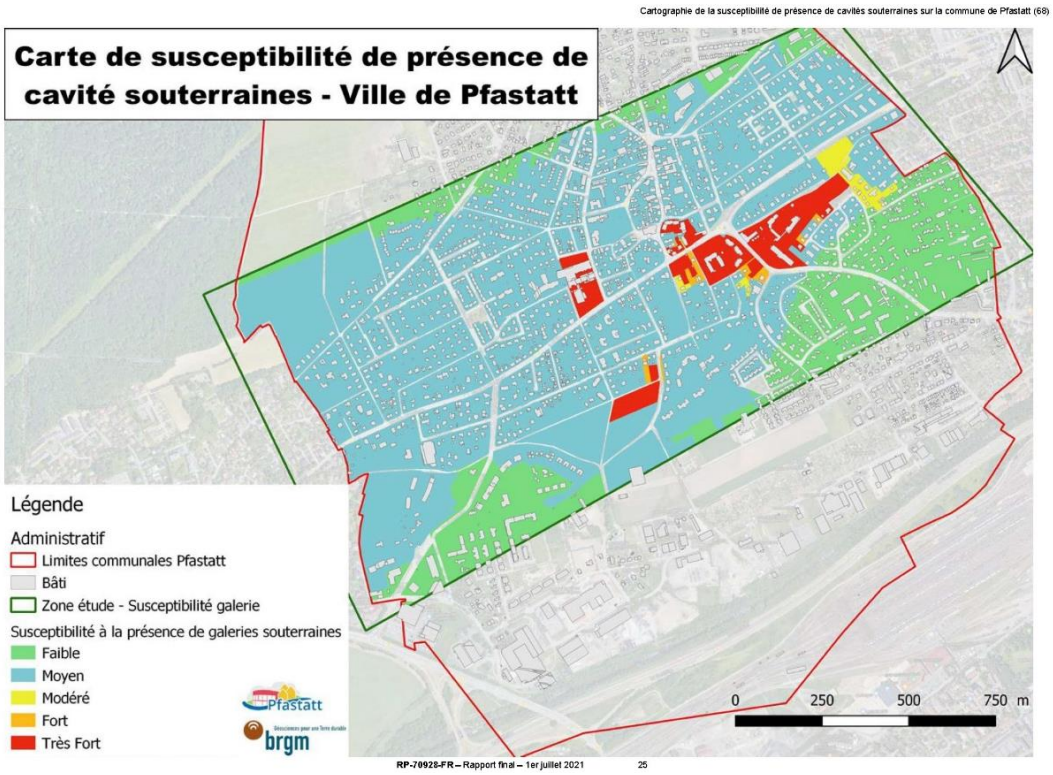
zone	UA	UB	UC	1AUa	UE,UEa, UEb	UCa	UBa
%perméable	40	40	40	40	30	50	25
%espaces verts	15	15	15(< 1000 m2) 25(> 1000 m2)	15	10/15	25	25

2.5 Modification E : Prise en compte de l'aléa de présence de cavités souterraines

La Ville de Pfastatt et le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières - Direction Régionale Grand Est – Site de Strasbourg) collaborent depuis 2005 sur la thématique de gestion et prévention du risque lié à la présence de galeries souterraines anthropiques sous une partie du territoire communal.
Plusieurs inventaires et mises à jour ont été réalisée depuis 2005. Un nouveau programme d'étude a été établi pour les années 2021 à 2023 : outre la mise à jour des diagnostics, celui-ci inclue la réalisation d'une cartographie de susceptibilité de présence aux cavités souterraines.
La cartographie a été établie en fonction du contexte géologique, topographique, des informations disponibles sur la nature et la localisation des réseaux de galeries mais aussi le retour d'expérience du BRGM. Un niveau de susceptibilité a été affecté à chaque parcelle du territoire (voir carte ci-après).

Les résultats de cette étude ont une vocation informative.

<u>La prise en compte de cette information est assurée par deux points de modification :</u>
-Le rapport du BRGM est annexé au PLU sur la base du Porter à Connaissance (L121-2 du Code de l'urbanisme).
- La modification du règlement dans les zones du PLU impactées par l'aléa. Dans les zones urbaines impactées par l'aléa de susceptibilité modérée à très forte de présence de cavités souterraines, l'autorisation d'y établir des constructions est conditionnée à la réalisation d'une étude géotechnique concluant à l'absence de cavités. Les zones à susceptibilité nulle à moyenne ne sont pas concernées par la règle.



2.6 Modification F : Amélioration de la prise en compte de l'aléa de remontée de nappe

Le règlement de la zone 1AU du PLU stipule que dans la zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique, les occupations et utilisations du sol doivent prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique

La faible profondeur du toit de la nappe phréatique au niveau de la zone 1Au de la rue du Grand Ballon appelle à préciser dans le règlement les mesures à prendre (modalité technique auparavant mentionnée uniquement dans l'OAP). La modification précise que toute construction enterrée devra être réalisée avec un cuvelage étanche, ou à défaut par l'installation d'une pompe de relevage.

3. Actualisation des documents du Plan d'Urbanisme Communal

La présente modification se traduit par une évolution du PLU actuel portant sur :
- le Rapport de présentation : ajout d'un additif (la présente note)
- les Orientations d'Aménagement : ajout d'une OAP (pièces graphique et écrites)
- le Plan de zonage : modification de l'intitulé de la zone 2AU en 1AUa
- Le règlement écrit : modifications et ajouts au règlement dans différentes zones urbaines.
-Ajout d'une annexe

A noter : les paragraphes modifiés des documents sont encadrés, les modifications de texte sont indiquées en rouge.

3.1 Complément au rapport de présentation

C'est l'objet du présent document, qui est un complément au rapport de présentation. Il justifie la procédure de modification du PLU, expose l'objet de la modification et ses conséquences pour les différentes pièces constitutives du PLU.

3.2 Création d'une orientation d'aménagement et de programmation

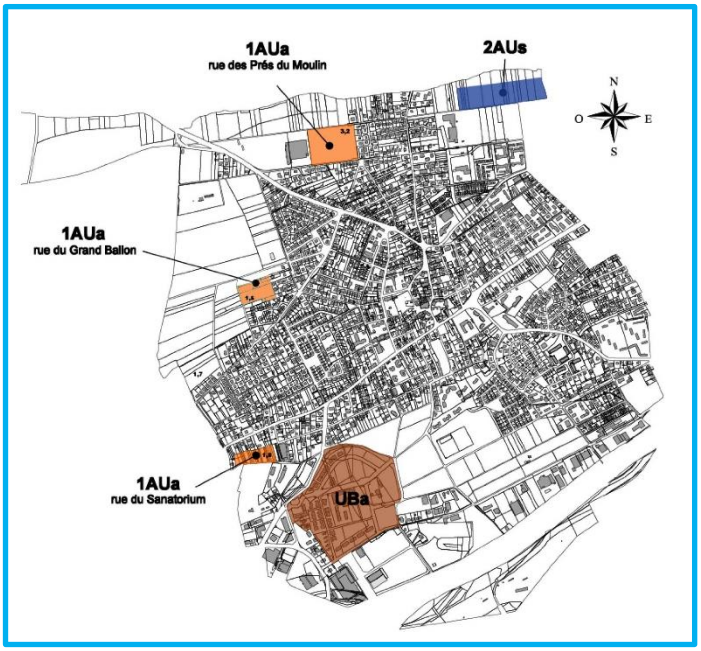
La modification « A » entraîne la création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le périmètre de la zone ouverte à l'urbanisation.

Document modifié : pièce 2.3 Orientation d'Aménagement et de Programmation

- Actualisation de la carte de situation des zones d'urbanisation futures en pages 2,3,7,11 et 15 : changement de périmètre, changement de nom de la zone 2AU en 1AUa et changement de couleur.



Carte de situation initiale



Carte de situation modifiée

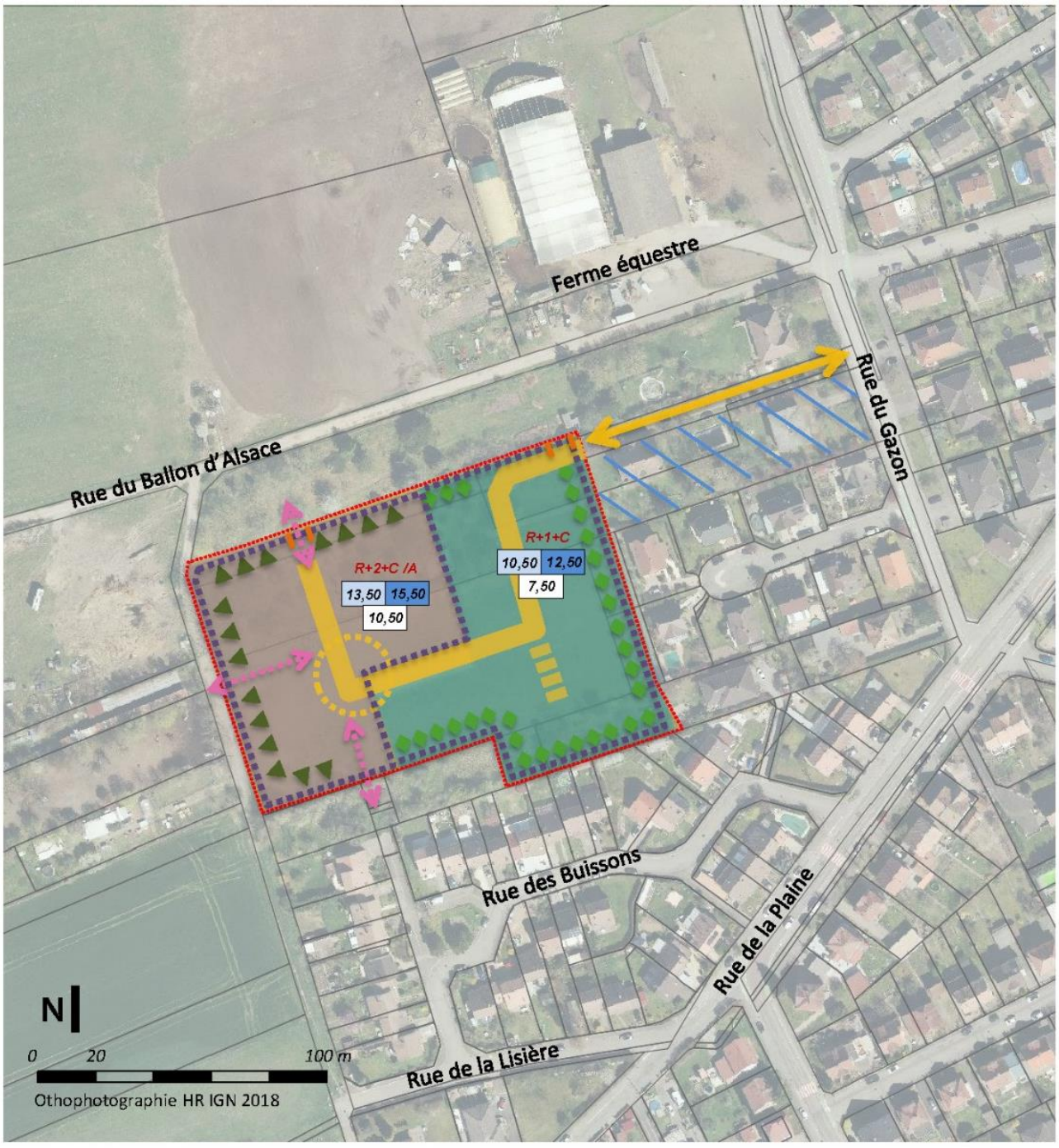
- Remplacement de la page 16 de ce document 2.3 par les 4 pages insérées ci-après :

V La zone 1AUa rue du Grand Ballon





Initialement inscrite comme une zone d'urbanisation future en deuxième phase et classée 2AU, cette zone a été ouverte partiellement à l'urbanisation (pointillés rouges) par voie de modification du PLU en 2021.



LEGENDE

Périmètre de la zone 1AU

Mixité urbaine :

Habitat collectif

Habitat individuel ou intermédiaire

Limite d'îlot de hauteur

avec niveau en attique 7,50 | 9,50 Au faîtage

4,50 A l'égout du toit ou à l'acrotère

Voies (tracés indicatifs)

Connexion viaire avec la rue du Gazon

Voie de desserte interne

Rendre possible des connexions piétonne et modes doux

Laisser la possibilité d'urbaniser les fonds de parcelles

Préserver le foncier nécessaire pour un accès véhicule ultérieur vers la parcelle Nord

Espace public qualitatif (placette)

Possibilité de densifier le tissu pavillonnaire le long de la voie de desserte

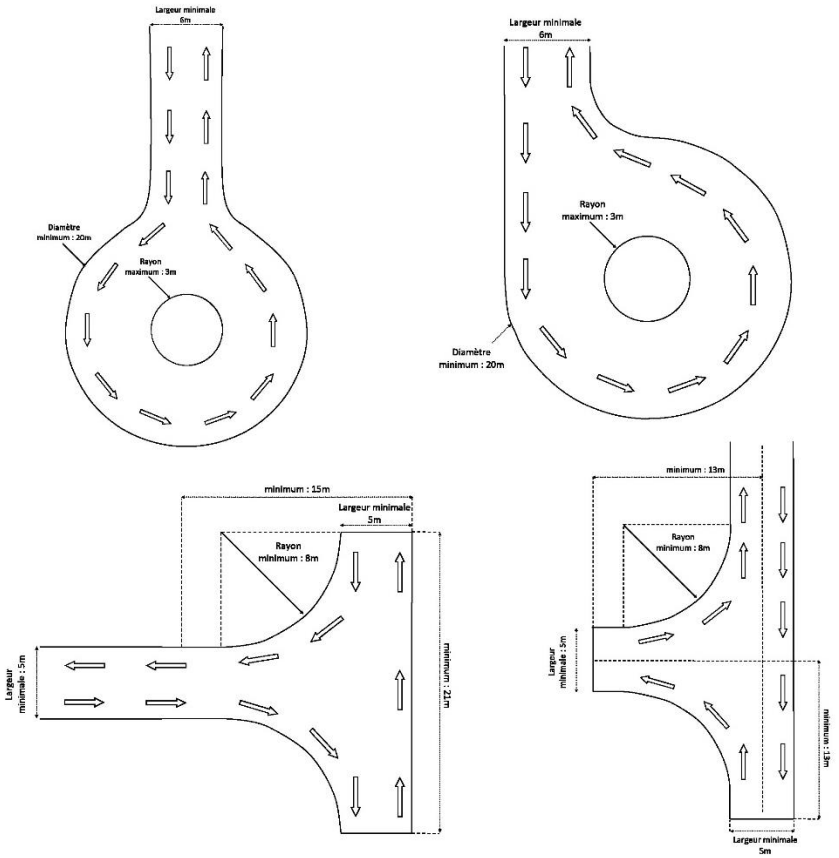
Accompagnement végétal

Traitement du front urbain

Traitement de l'interface avec le tissu pavillonnaire existant

Les conditions d'aménagement
L'urbanisation de cette zone peut être réalisée de manière progressive.

	CONDITION	*Détail*
❶	**Assurer la desserte de l'ensemble de la zone**	❖ Assurer la connexion viaire entre la zone d'urbanisation et la rue du Gazon. Sécuriser le débouché sur la rue du Gazon. ❖ Aménager une voie de desserte interne. Cette voie comportera une placette présentant une bonne qualité urbaine et permettant le retournement. ❖ Assurer la desserte piétonne sécurisée sur l'ensemble de la zone. ❖ Les surfaces dédiées à la circulation et au stationnement sur espace public (tous modes) seront autant que possible traitées avec des revêtements à la fois perméables et adaptés aux contraintes d'usage. ❖ Les voiries nouvelles sans issue ayant vocation à accueillir les véhicules de collecte des déchets ménagers suivront les recommandations du Sivom de la région mulhousienne, illustrées dans le plan indicatif ci-après. ❖ Aménager des connexions piétonnières accessibles aux modes doux : ménager un espace public libre au sein du projet qui permette la mise en place d'une telle connexion dans une phase ultérieure. ❖ Ménager un espace libre à même de réaliser une connexion viaire vers le sud du terrain afin de ne pas enclaver les fonds de parcelles résiduels.
❷	**Traitement urbain**	❖ Traitement paysager du nouveau front urbain sur les côtés ouest et nord de la zone. ❖ Traitement paysager de l'interface avec le tissu urbain préexistant sur les limites est et sud de la zone. ❖ Respecter le principe de répartition des ilots de hauteur de manière à assurer une bonne transition avec les zones urbanisées existantes ❖ Respecter les hauteurs maximales définies par ilot.
❸	**Densité urbaine et mixité sociale**	❖ Assurer une densité nette minimale de 40 logements par hectares
❹	**Répartition habitat collectif / habitat individuel**	❖ Respecter le principe de mixité urbaine mentionné sur le schéma d'aménagement. ❖ Assurer une part minimal de logements collectifs de 60% des logements
❺	**Mixité fonctionnelle**	❖ Permettre l'implantation de services à la population, et d'équipements publics.
❻	**Qualité du bâti**	❖ Toutes les constructions devront intégrer la nouvelle Règlementation environnementale et promouvoir le performance énergétique e(bâtiments à énergie positive) ❖ Conception bioclimatique des constructions.
❼	**Plantations, espaces verts et espaces à ménager**	❖ Préserver autant que possible les arbres existants en les intégrant à l'aménagement ❖ Réaliser des plantations en périphérie de la zone, plus particulièrement à l'interface avec le tissu urbain existant ❖ Maintenir un espace de transition paysagère au nord de la zone.
❽	**Prise en compte des risques naturels**	❖ La localisation dans une zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique nécessite des précautions de réalisation pour les constructions enterrées (cuvelages étanches).



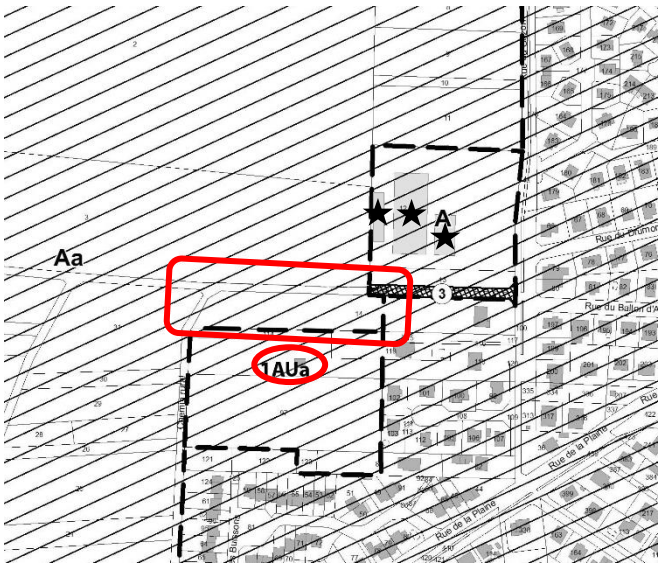
Indications techniques pour le passage et les manœuvres des véhicules de collecte des déchets en cas de voie sans issue.

3.3 Actualisation du plan de zonage

La modification A entraîne la modification de la dénomination de la zone sur le plan de zonage 3.c : le nom de la zone 2AU est modifiée en 1AUa. Le périmètre est modifié afin d'exclure la parcelle située au Nord de la zone.
De plus, le périmètre de réciprocité est précisé par un figuré (étoile).



Plan de zonage 3.c avant modification



Plan de zonage 3.c modifié

3.4 Modification du règlement (document 3.a)

Les modifications B, C, D, E et F entraînent des ajouts et modifications du règlement écrit dans les différentes zones urbaines concernées.

Modification B : dispositions relatives aux piscines dans la zone UB

L'article 6 concernant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives est complété pour la zone UB

Article UB 6 : ajout d'un alinéa, indiqué en rouge dans l'extrait encadré ci-dessous:

[…]
Article UB 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES
[…]
Autres implantations
6.4. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut-être autorisée dans la marge de recul.

6.5 L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter sur la marge de recul.

6.6. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.7. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UB 7 sont applicables.

6.8. La distance comptée horizontalement de tout point d'une piscine non couverte au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres.

Dispositions applicables en cas de démolition-reconstruction

6.9. Lorsque le projet porte sur la démolition-reconstruction d'un bâtiment existant implanté sur limites séparatives, l'implantation sur limites séparatives est admise à condition de ne pas excéder la longueur sur limite(s) ainsi que la hauteur du bâtiment démoli.
Il peut y être ajouté une construction sur limites séparatives répondant aux prescriptions de l'article UB 6.3.3.

Article UB 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE
[…]

Modification C : dispositions relatives à la hauteur des clôtures dans les zones urbaines du PLU
L'article 10 règlemente l'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Modification de l'article 10 dans les zones UA, UB, UC, UCa, 1AUa :
- maintien de la limite de hauteur maximale de 1,50 pour les murs pleins
- augmentation de la limite maximale de hauteur de 1,50m à 1,80m en cas de clôtures à claire-voie
- ajout d'une mention en matière de sécurité de la circulation (visibilité).

Les modifications sont indiquées en rouge dans l'encadré ci-dessous :

Zones UA, UB, UC, UCa, 1AUa
10.4 Clôtures
La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

En limite des voies publiques et des espaces publics~~: leur hauteur est limitée à 1,80 mètre mesuré par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir.~~, trois types de clôtures sont autorisées :

- Les murs plein de finition soignée. Leur hauteur est limitée à 1,50 m maximum
- Les grilles, grillages ou autres dispositifs à claire-voie avec ou sans mur bahut. Dans les cas où les grilles ou grillages sont associées à un mur bahut, celui-ci ne peut dépasser une hauteur de 0,45 m. La hauteur totale, mur bahut inclus, ne peut dépasser une hauteur de 1,80 m. Les clôtures à claire voie doivent présenter au moins 5 cm d'espacement entre les lattes horizontales ou verticales. Les claustras et les dispositifs opaques sont interdits.
- Les haies vives à dominante d'arbustes caducs d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage qui doit alors être installé côté intérieur de la propriété.

Les hauteurs indiquées dans ce sous-article s'entendent mesurées par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir.

La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités.
Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

Modification D : augmentation de la part d'espaces verts dans les zones urbaines du PLU

L'article 12 règlemente les OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Part des surfaces perméables :
Dans les zones UA, UB, UC et 1AUa, l'article 12 précise de manière identique les règles visant à limiter l'imperméabilisation des sols. La part des espaces non-imperméabilisés au sein des espaces libres est de 20%. La modification la porte à 40%. Les règles de calcul qui suivent ne sont pas modifiées.
Les modifications sont indiquées en rouge dans l'encadré ci-dessous :

UA, UB, 1AUa : **12.4. Imperméabilisation des sols**
UC: **12.5 Imperméabilisation des sols**

Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum ~~20%~~ 40% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale inférieure ou égale à 80 cm pour 50% de leur surface.
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale supérieure à 80 cm pour 70% de leur surface.
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtement perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Dans les zones UE, UEa et UEb, la part des espaces perméables passe de 15 à 30%
Les modifications sont indiquées en rouge dans l'encadré ci-dessous :

Zone UE, UEa et UEb
12.3. Imperméabilisation des sols
Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum ~~15%~~ 30% de la superficie des espaces libres.
Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Part d'espaces verts :
Dans les zones UA et UB, l'article 12 réglemente les plantations. Il est modifié pour traiter également des espaces verts et intégrer une part d'espaces verts qui se rapporte à la superficie de la totalité du terrain.
Les modifications sont indiquées en rouge dans l'encadré ci-dessous :

Zones UA et UB
12.3. Les espaces verts et les plantations

Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m2 d'espace libre.
Les arbres existants conservés sont pris en compte.
Les espaces libres comportent obligatoirement des espaces verts d'une superficie au moins égale à 15% de la superficie du terrain.

L'article correspondant dans la zone UC est modifié afin d'augmenter la part d'espaces verts pour les grosses opérations et intégrer une part d'espaces verts pour les opérations plus petites.
Les modifications sont indiquées en rouge dans l'encadré ci-dessous :

Zone UC
12.4. Les espaces verts
Pour tout programme de construction supérieur à 1000 m² de surface de plancher, les espaces libres comportent obligatoirement un espace vert d'une superficie au moins égale à ~~20 %~~ 25% de la superficie du terrain.
Pour tout programme de construction inférieur à 1000 m² de surface de plancher, les espaces libres comportent obligatoirement un espace vert d'une superficie au moins égale à 15% de la superficie du terrain.

Modification E : Prise en compte de l'aléa de présence de cavités souterraines
Les modifications sont indiquées en rouge dans l'encadré ci-dessous :

Ajout d'un alinéa à l'article 2 des zones **UA** (al. **2.8**), **UB** (al.**2.6**), **UC** (al.**2.8**),:Dans les secteurs sujets aux aléas de cavités souterraines (susceptibilité modérée à très forte) : la délivrance d'une autorisation du droit des sols est conditionnée à la réalisation d'une étude géotechnique concluant en l'absence de cavités souterraines sur le terrain d'assiette.

Modification F : Amélioration de la prise en compte de l'aléa de remontée de nappe
Les modifications sont indiquées en rouge dans l'encadré ci-dessous :

Zone 1AUa

2.3. Dans la « Zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique » reportée sur le règlement graphique 3.c, les occupations et utilisations du sol doivent prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique. Toute construction enterrée devra être réalisée avec un cuvelage étanche ou, à défaut, être équipée d'une pompe de relevage.

3.3 Ajout d'une annexe

La modification E, outre la modification du règlement, s'accompagne de la mise en annexe du rapport du BRGM de juillet 2021, présentant la carte de susceptibilité de présence de cavités souterraines.

4. Incidences de la modification du PLU sur l'environnement et articulation avec le SCoT

4.1 Compatibilité du projet de modification du PLU avec le SCoT

Tous les motifs de la présente modification du PLU s'avèrent compatibles avec les orientations du SCoT de la Région Mulhousienne, tel que détaillé ci-dessous :

Objet de la modification	**Orientations du SCoT liées**	**Niveau de prise en compte**
A : ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU	2.2.4 Intégrer des aménités paysagères et environnementales dans les espaces urbanisés et notamment dans les opérations d'aménagement 2.3.1.2 Maintenir et valoriser les transitions paysagères	> préservation du jardin-verger de la parcelle Nord en l'utilisant comme transition paysagère du projet
	2.4.1 Densifier par l'urbanisation des dents creuses et par le renouvellement urbain	> L'OAP de la zone indique la possibilité de densification le long de la voie de desserte qui traverse un espace bâti avant d'atteindre la zone d'extension.
	2.4.3 Maîtriser les extensions résidentielles	> respect de la compatibilité avec l'enveloppe habitat pour la commune de Pfastatt = 4ha en dehors du « Temps 0 » (voir focus ci-dessous).
	2.4.4 Renforcer la densité moyenne résidentielle dans les communes en tenant compte des différents contextes urbains et villageois	> L'OAP conforte les objectifs de densité du SCoT (voir focus ci-dessous).
	3.2.2 Loger 13000 ménages supplémentaires	> L'ouverture à l'urbanisation permet de réaliser une opération d'ensemble à même de contribuer à répondre aux objectifs de production de logements qui incombent aux « villes noyaux » dont fait partie la commune.
	3.2.3 Diversifier l'offre résidentielle et les formes d'habitat	> L'OAP prévoie un panachage de collectifs et d'individuels (voire d'habitat intermédiaire) dans le projet
	3.5.1 Augmenter la part des déplacements de proximité et intensifier l'usage des modes actifs (marché, vélo)	> Intégration de connexions « modes doux » dans le cadre de l'OAP
B : Modification des dispositions relatives aux piscines dans la zone UB	Sans objet : rectification d'une erreur matérielle	
C : Modification des dispositions relatives à la hauteur des clôtures dans les zones urbaines du PLU	2.3 Offrir un cadre de vie de qualité	L'augmentation de la hauteur maximale des clôtures sur l'espace public s'assortie d'une plus grande précision quant à la qualité de ces clôtures (claire-voie, végétation…)
D : augmentation de la part d'espaces verts dans les zones urbaines du PLU	2.2.4 Intégrer des aménités paysagères et environnementales dans les espaces urbanisés et notamment dans les opérations	L'augmentation de la part des surfaces perméables et de la part d'espaces verts à la parcelle concoure à l'amélioration du cadre de vie, au

	d'aménagement 2.5.2 Préserver et gérer durablement la ressource en eau	renforcement de la trame verte et bleue locale, à l'amélioration de la gestion des eaux de pluie et à la lutte contre les ilots de chaleur urbain.
E : Prise en compte de l'aléa de présence de cavités souterraines.	2.6 Réduire la vulnérabilité du territoire aux principaux risques et aux impacts du changement climatique.	Amélioration de l'information de la population quant à la susceptibilité de présence de cavités souterraines.
F : Amélioration de la prise en compte de l'aléa de remontée de nappe	2.6 Réduire la vulnérabilité du territoire aux principaux risques et aux impacts du changement climatique	Amélioration de l'information de la population et des mesures visant à prendre en compte l'aléa dans la construction.

Focus sur la modification A au regard des objectifs et de la densité de construction du SCoT :
Le SCOT de la Région Mulhousienne fixe un objectif de production de 4900 logements pour les 9 communes de la strate des villes noyaux soit une production d'environ 550 logements par commune sur la période 2016-2033.

La commune de Pfastatt a approuvé son PLU le 10 décembre 2015. Ce dernier a pour objectif la production de 815 logements sur la période 2012-2028. Une centaine de logements ont été réalisés entre 2012 et 2015 soit un rythme moyen de 33 par an. Ainsi en tenant compte du décalage des périodes de référence entre le SCOT et le PLU de Pfastatt, les objectifs de production de logements du PLU sont compatibles avec ceux du SCOT.

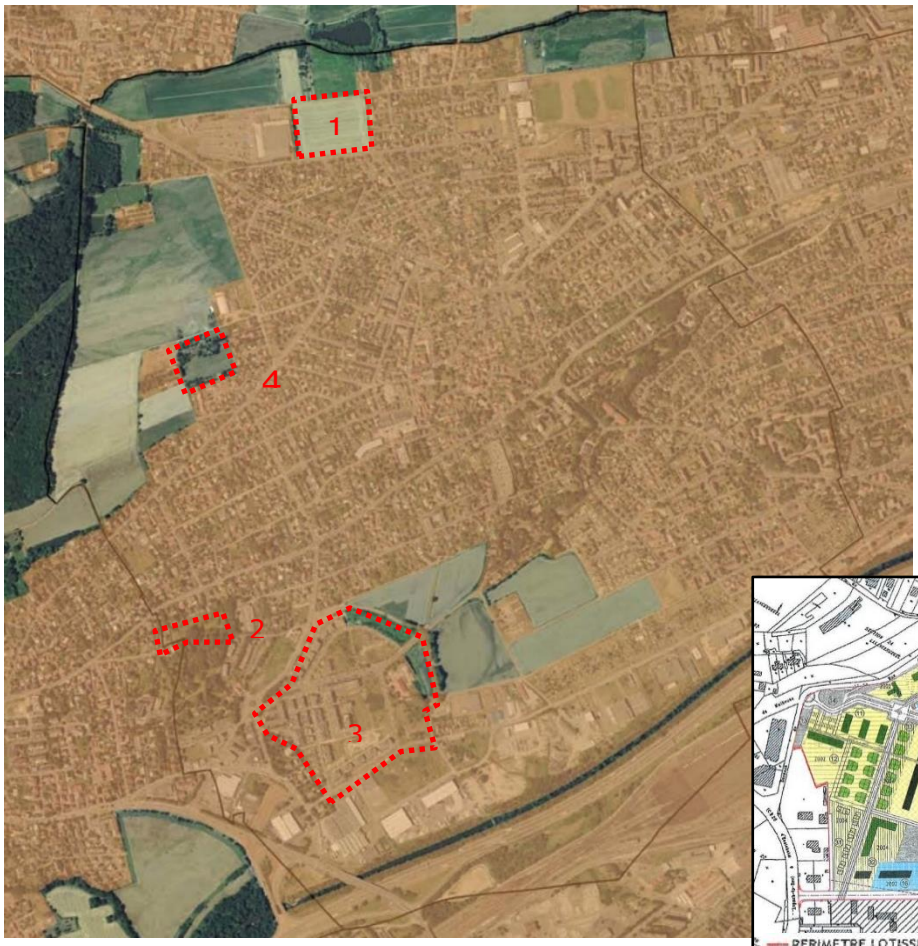
La densité brute de ce qui a été construit depuis 2015 au sein des opérations d'ensemble est de 40 logements/ha (voir page 11). La construction en densification a elle aussi été efficace.

Le SCoT de la Région Mulhousienne indique que la densité résidentielle moyenne nette minimale à atteindre est de 40 logements/ha pour les villes noyaux, dont fait partie Pfastatt. Cette densité nette est à atteindre à l'échelle communale sur l'ensemble de la production de logements neufs (densification et extension) et non à atteindre à l'échelle de l'opération résidentielle. Par ailleurs, elle exclut les surfaces des voiries internes et des espaces publics au sein de zones. Jusqu'à présent, les projets de constructions sur la commune ont atteint cette densité nette moyenne (cf page 15).
L'OAP de la rue du Ballon permet de maintenir ce niveau d'objectif minimal en inscrivant l'orientation de création de 40 logements par ha à l'échelle de l'opération.
En effet, l'assiette foncière à prendre en compte pour le calcul de la densité nette est ici de 1,25 ha (1,8ha de la zone 2AU initiale, dont on a retiré 0,4ha pour exclure la parcelle nord, puis dont on a retiré 10% de surface, correspondant à la voirie et aux espaces publics).
Sur cette base, le nombre de logement à créer sur la parcelle devrait être de 50 logements minimum.

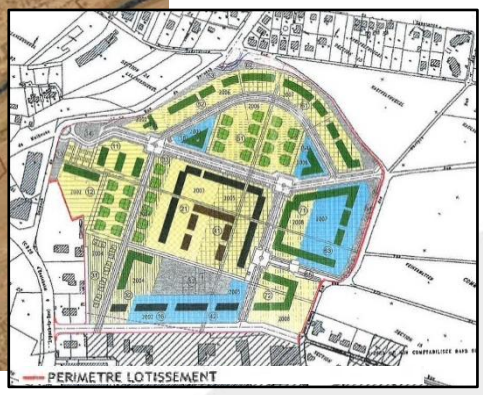
Focus sur la modification A au regard des objectifs de modération foncière
Le SCoT prévoie à son échéance (2033), une enveloppe maximale de consommation foncière en extension, c'est à dire en dehors de l'enveloppe urbanisée appelée « Temps 0 ». Cette enveloppe a été cartographiée lors de l'élaboration du Scot en intégrant toute les opérations construites ou ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation du droit des sols avant juillet 2016.
La commune de Pfastatt, malgré son rôle en tant que ville noyaux au sein de l'agglomération mulhousienne, porte un objectif ambitieux de modération foncière. En effet son enveloppe maximale de consommation foncière en extension (donc hors Temps 0), est relativement restreinte, avec une surface de 4ha.

Comme vu au chapitre 2.1.2 (et illustrée par la carte ci-après), seules deux zones sont considérées, au titre du Scot, comme des zones en extension foncière :
- La zone 1AUa de la rue des Prés du Moulin (1)
- La zone 2AU, qui devient 1AUa dans le cadre de cette modification, de la rue du Ballon (4)

Les deux autres zones se trouvent au sein de l'enveloppe urbaine, les constructions sur leur emprise ne sont pas comptabilisées comme consommation foncière en extension :
- La zone de la rue du Sanatorium (2) se trouve au sein de l'enveloppe du « Temps 0 » et est donc considérée au titre du SCoT comme une opération construite en densification.
- La zone UBa (3) est une opération de renouvellement urbain. Il s'avère que l'enveloppe Temps 0 du SCoT n'a pas pris en compte une partie de cette zone. Il s'agit d'une erreur matérielle car l'ensemble du site correspondant à la zone UBa avait fait l'objet d'un permis de lotir (n° LT 6825601J0001-3) en date de juin 2005.



Extrait de plan de l'enveloppe urbanisée du SCoT et position des secteurs d'opérations d'ensemble programmés dans le PLU



Extrait du plan du permis de lotir

Depuis l'approbation du PLU, la zone 1AUa de la rue des prés du Moulin (1) a été urbanisée sur une surface de 3.2ha, à décompter de l'enveloppe de 4 ha.
La zone 2AU fait 1,8ha de surface mais seul 1,4ha sont transformés en zone 1Aua et donc urbanisables. La bande parcellaire de 0,4ha, situé au nord de la zone est exclue de l'ouverture à l'urbanisation.
L'urbanisation de la zone de la rue du Ballon porterait donc la consommation totale à 4,6 ha, ce qui correspond à une valeur de 15% supplémentaire par rapport à l'objectif du SCoT (de l'ordre d'un rapport de compatibilité), et à une surface effective de consommation très mesurée (0,6ha).

Le projet de modification se trouve dans un rapport de compatibilité avec les objectifs de densité et de modération foncière du SCoT.

4.2 Incidences du projet de modification du PLU sur l'environnement

4.2.1 Modification A : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU

Lors de l'élaboration du PLU, le choix de cette zone pour accueillir une urbanisation future a été effectué parmi plusieurs options. En effet plusieurs zones « candidates » le long de la frange ouest de la commune ont été étudiés du point de vue des impacts d'une urbanisation sur l'environnement, le paysage et l'activité agricole. La zone 2AU retenue a été sélectionnée parmi ces différentes options, à cause d'un impact modéré, moindre que les autres zones considérées. Ce sont des éléments qui fait partie de l'évaluation des incidences sur l'environnement du PLU initial, approuvé.

L'occupation des sols Le périmètre de la zone 2AU comporte dans sa partie Nord des arrières de parcelles mêlant prairies et vergers, avec quelques plantations ornementales. Cette parcelle a été exclue de la zone ouverte à l'urbanisation.
La partie centrale est occupée par une prairie dépourvue de boisement
La partie orientale de la frange Sud est occupée par un arrière de parcelle sur lequel ont été réalisées des plantations ornementales.
L'ensemble de la zone 2AU de 1,8 ha est composé de 34% de plantations ornementales, 39% de prairie et 27% de vergers.

Les enjeux biologiques et écosystémiques
La couverture végétale dominante est une prairie mésophile subissant une tonte régulière qui diminue sont intérêt écologique.
Les vergers sont trop petits pour jouer un rôle bien qu'ils contribuent à diversifier les habitats, apportant une verticalité supplémentaire en relation avec les quelques haies et bosquets situés de l'autre côté du chemin marquant la limite de la zone.
Les plantations ornementales ont un caractère trop anthropisé mais ils contribuent néanmoins à la diversification des habitats.
Cet espace, est peuplé par une avifaune commune constitué de petits passereaux qui y trouve refuge et nourriture.

Le zonage 1AUa exclu la bande de terrain située au nord, ce qui permets le maintien d'un espace de transition qui assure à la fois une réponse aux enjeux paysagers et écosystémiques. Cet espace tampon est de plus en partie soumis au recul de réciprocité du RSD.

Les enjeux paysagers
Le site est délimité, sur deux côtés, par des constructions le long des axes routiers et sur les deux autres côtés par des chemins ruraux.
Le déplacement du front urbain est accompagné d'un traitement consistant à conserver des éléments végétaux existants et à compléter par des plantations à même d'assurer l'intégration paysagère du nouveau quartier.

Les enjeux liés à l'eau (voir aussi chapitre 1.5)
Pour rappel, le site n'est pas situé à proximité des cours d'eau : la Doller (et sa zone inondable) sont à plus d'un kilomètre, le Dollerbaechlein est à 300 m au plus près. Les zones humides sont à plus d'un kilomètre dans de la forêt de protection, à 400m aux abords des étangs Saint Pierre ou à 800m dans les milieux associés aux cours d'eau.
De plus, elle est éloignée des périmètres de captages d'eau potable.

Le projet d'extension de l'urbanisation impacte peu les écosystèmes. Les enjeux sont essentiellement paysagers, et sont pris en compte dans l'OAP.

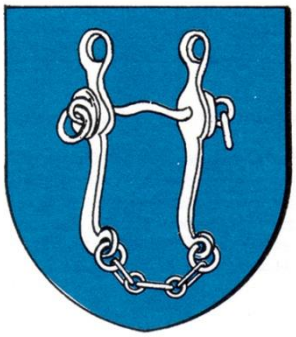
4.2.2 Incidences des modifications B, C, D, E et F

Objet de la modification	**Niveau de prise en compte de l'environnement et incidences**
B : Modification des dispositions relatives aux piscines dans la zone UB	Sans impact supplémentaire
C : Modification des dispositions relatives à la hauteur des clôtures dans les zones urbaines du PLU	Sans impact supplémentaire
D : augmentation de la part d'espaces verts dans les zones urbaines du PLU	Incidences positives : L'augmentation de la part des surfaces perméables et de la part d'espaces verts à la parcelle concoure à l'amélioration du cadre de vie, au renforcement de la trame verte et bleue locale, à l'amélioration de la gestion des eaux de pluie et à la lutte contre les ilots de chaleur urbain.
E : Prise en compte de l'aléa de présence de cavités souterraines	Sans impact supplémentaire
F : Amélioration de la prise en compte de l'aléa de remontée de nappe	Sans impact supplémentaire

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification n°2

Pfastatt



2.3 - Orientations d'Aménagement et de Programmation

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président

Rémy NEUMANN

Dossier initial réalisé par :

ADAUHR
Agence Départementale d'Aménagement et d'Urbanisme du Haut-Rhin

Modification réalisée par :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Avant-propos

Article L 123-1-4 du Code de l'Urbanisme
Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 137 (V)

Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

1. En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.

Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

2. En ce qui concerne l'habitat, dans le cas des plans locaux d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat, ces orientations précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les objectifs énoncés à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation.

3. En ce qui concerne les transports et les déplacements, dans le cas des plans tenant lieu de plan de déplacements urbains, elles précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les principes et les objectifs énoncés aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports.

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent les dispositions mentionnées à l'article L. 122-1-9 du présent code.

***

La modification simplifiée n°1 réalisée n 2016 concernait la zone UBa ainsi que la zone 1AUa rue du Sanatorium.
La présente modification de droit commun concerne l'ouverture à l'urbanisation la zone du Grand Ballon.

Le Plan Local d'Urbanisme délimite les zones repérées sur la carte ci-dessous pour lesquels des orientations d'aménagement et d'urbanisme ont été définies.



La relation entre les orientations définies dans le présent document et les aménagements qui seront réalisés est une relation de compatibilité.

I La zone UBa





La zone UBa correspond au lotissement de Pfastatt le Château pour lequel subsistent 3,2 hectares à urbaniser.

Limite de la zone UBa
Voie carrossable à aménager
Zones constructibles
Zones de stationnement
Espaces verts privatifs
Espaces verts communs
Zone à vocation maraîchère
Voie piétonne à aménager
Ligne de composition générale de l'îlot
(sens des façades prinicipales de plus grande longueur)
Ligne d'attache continue
Ligne d'attache discontinue
Ligne d'attache mixte
Distance par rapport à la voie en mètres
Mur d'accompagnement
Béton brut
Béton poli
Arbres d'alignement à conserver
Arbres d'alignement à planter
Hauteur maximale des constructions
Septembre 2016
Rue de la Ferme
Rue de la Colline
Rue des Soeurs
Rue des Martyrs
Rue des Cotonniers
Rue des Ecoles
Rue des Fours
Rue des Pervenches
Rue de Dornach
Rue du Sanatorium
Rue de Thann
Rue Texumlon
Déchetterie
FERME
Hauteur des constructions existantes
12,60 m
10 m
14 m
17 m
13 m
21,89
N
E
S
O

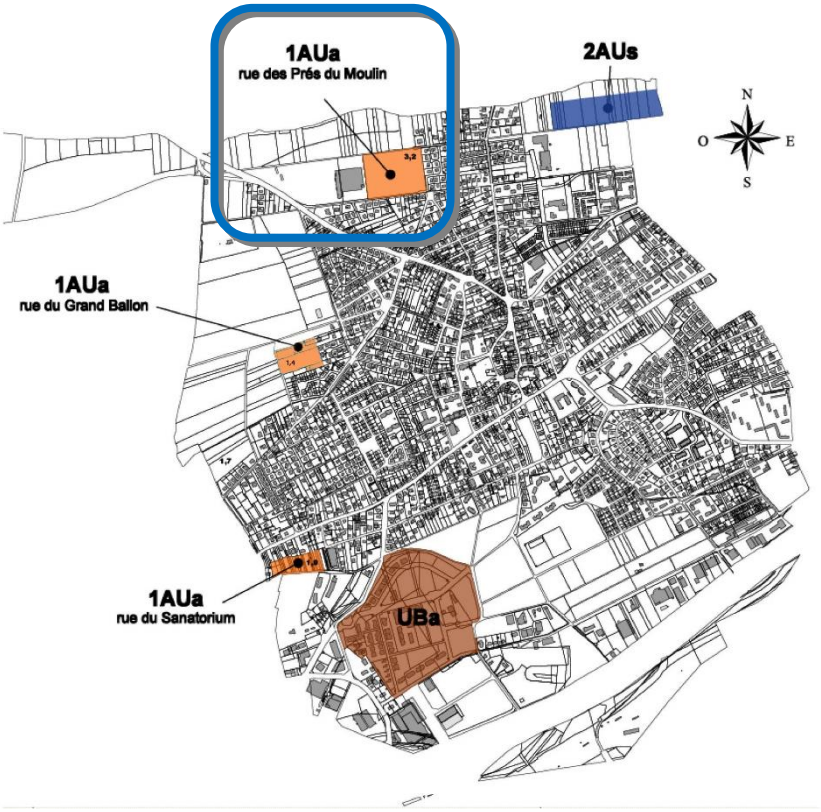
Les conditions d'aménagement

L'urbanisation de cette zone doit être réalisée de manière progressive.

	CONDITION	*Détail*
❶	**Assurer la desserte de l'ensemble de la zone et sa connexion avec les zones limitrophes**	❖ Aménager des voies structurantes ainsi que des voies de desserte. Ces voies doivent être ouvertes à tous les modes de déplacements y compris les modes doux. Des plantations d'alignement sont requises pour les voies structurantes. ❖ Aménager des cheminements piétonniers accessibles aux modes doux
❷	**Traitement urbain**	❖ Organisation générale de l'aménagement compatible avec le schéma de composition de la page ci-contre ❖ Implantation des constructions dans les zones constructibles identifiées sur le schéma de composition ❖ Réalisation des zones de stationnement, des espaces verts privatifs et des espaces verts collectifs selon le schéma de composition ❖ Respecter les lignes de compositions générales des ilots ❖ Implanter les constructions conformément aux lignes d'attache figurant sur le schéma de composition
❸	**Densité urbaine et mixité sociale**	❖ Réaliser au moins 260 logements (densité moyenne 81 logements à l'hectare) et au plus 300 logements (densité moyenne 94 logements à l'hectare)* ❖ Réserver 20% du total des logements de la zone au logement locatif social
❹	**Répartition habitat collectif / habitat individuel**	❖ Privilégier l'habitat collectif et intermédiaire
❺	**Mixité fonctionnelle**	❖ Permettre l'implantation de services à la population, de commerces et d'équipements publics ❖ Préserver une zone à vocation maraîchère aux abords de la ferme et y admettre les constructions à usage agricole, d'habitation, d'hébergement hôtelier, de restauration et de commerce
❻	**Qualité du bâti**	❖ Toutes les constructions doivent être BBC, la mise en œuvre de constructions à énergie positive est souhaitable ❖ Tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale ❖ Conception bioclimatique des constructions
❼	**Plantations, espaces verts et espaces à ménager**	❖ Préserver les plantations d'alignement existantes ❖ Réaliser des plantations d'alignement le long des axes structurants ❖ Aménager des espaces verts non privatifs arborés ❖ Réduire l'imperméabilisation des sols

** : en plus des 695 logements déjà réalisés*

II La zone 1AUa rue des Prés du Moulin






N
O
E
S
Rue des Peupliers
Rue des Prés du Moulin
Rue du Hagelbach
Rue de Wittenheim
Rue des Mélèzes
SUPER U
R+2+C / A
13,50 15,50
10,50
R+1+C
10,50 12,50
7,50
R+C
7,50 9,50
4,50
0
50 m
SECTEUR AUa rue des Prés du Moulin
Secteur AUa : 3,2 ha
Voie de desserte (tracé indicatif)
Elargissement de la rue des Peupliers
Aire de retournement (tracé indicatif)
Voie piétonne et mode doux (tracé indicatif)
Espace vert pouvant comporter une noue
Plantations à réaliser
Traitement du front urbain
Hauteurs maximales en mètres
Limite d'ilots de hauteur
Avec niveau en attique 13,50 15,50 Au faîtage
10,50
Hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère
Mixité urbaine
Habitat individuel
Habitat intermédiare
Habitat collectif
Mixité sociale
L'opération doit comporter au moins 20% de logements locatifs sociaux
Novembre 2015

Les conditions d'aménagement

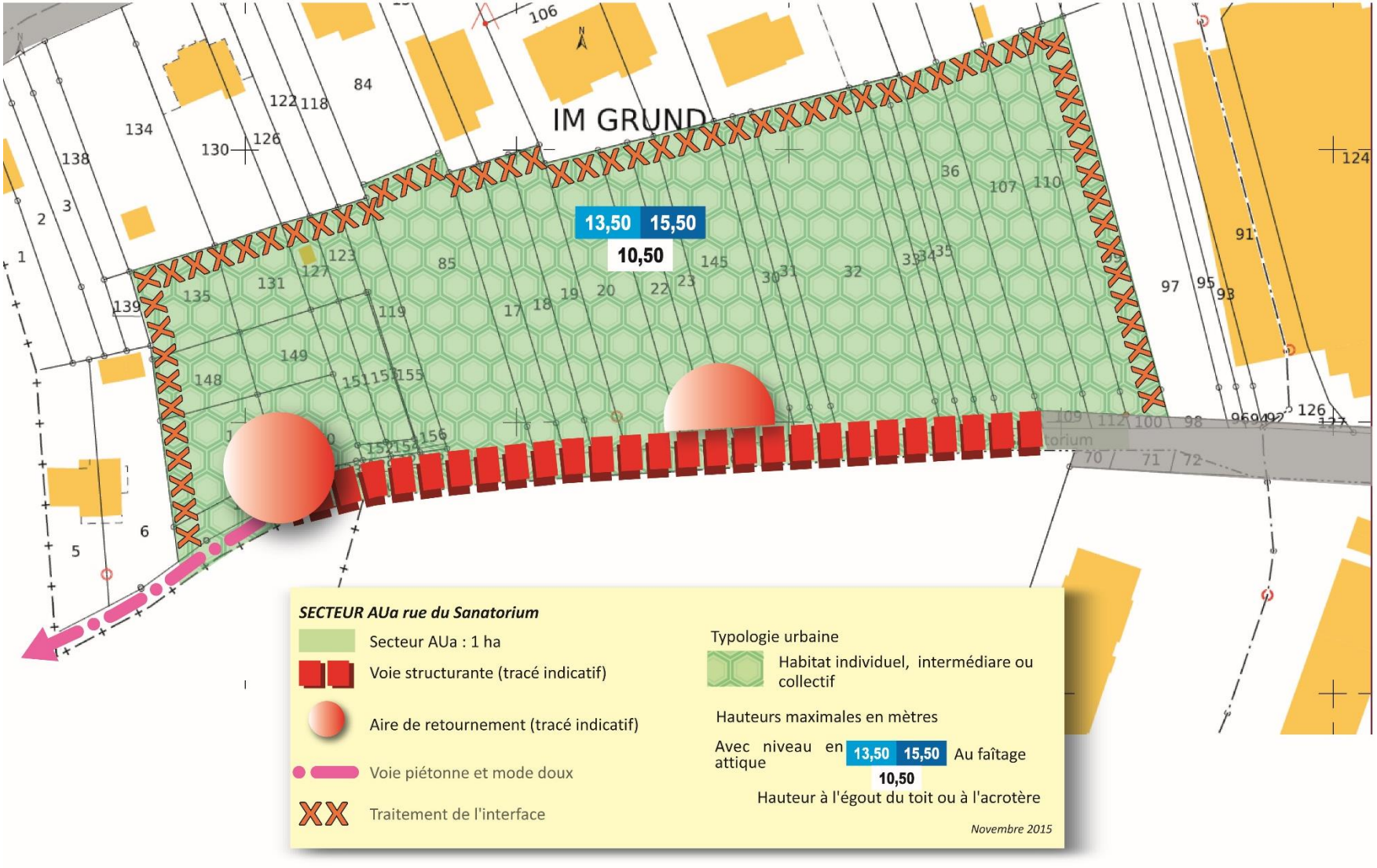
L'urbanisation de cette zone peut être réalisée de manière progressive.

	CONDITION	*Détail*
❶	**Assurer la desserte de l'ensemble de la zone**	❖ Elargir et sécuriser la rue des Peupliers ❖ Aménager des voies de desserte à partir de la rue des Peupliers. Ces voies doivent comporter des aires de retournement et leur tracé ne doit pas être rectiligne. La desserte doit être effectuée à partir de la rue de Richwiller, sauf pour les constructions qui seront implantées le long de la rue des Prés du Moulin. ❖ Aménager des connexions piétonnières accessibles aux modes doux avec la rue des Prés du Moulin.
❷	**Traitement urbain**	❖ Organisation générale de l'aménagement compatible avec le schéma de composition de la page ci-contre. ❖ Traitement du front urbain le long de la rue des Peupliers de manière à donner une perception harmonieuse et homogène du bâti (alignement des façades, traitement architectural homogène, merlon végétalisé, …) ❖ Respecter le principe de répartition des ilots de hauteur de manière à assurer une bonne transition avec les zones urbanisées existantes ❖ Respecter les hauteurs maximales définies par ilot.
❸	**Densité urbaine et mixité sociale**	❖ Réaliser au maximum 100 logements ❖ Réserver 20% des logements au logement locatif social
❹	**Répartition habitat collectif / habitat individuel**	❖ Respecter le principe de mixité urbaine mentionné sur le schéma d'aménagement. Dans les ilots d'habitat individuel possibilité de constructions jumelées.
❺	**Mixité fonctionnelle**	❖ Permettre l'implantation de services à la population, et d'équipements publics
❻	**Qualité du bâti**	❖ Toutes les constructions doivent être BBC, la mise en œuvre de constructions à énergie positive est souhaitable ❖ Tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale ❖ Conception bioclimatique des constructions
❼	**Plantations, espaces verts et espaces à ménager**	❖ Réaliser des plantations en périphérie de la zone, plus particulièrement à l'interface avec le Super U de manière à réaliser un traitement acoustique approprié. ❖ Aménager un espace vert commun comportant une noue destinée à recueillir les eaux pluviales ❖ Réduire l'imperméabilisation des sols
❽	**Prise en compte des risques naturels**	❖ La localisation dans une zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique nécessite des précautions de réalisation pour les constructions enterrées (cuvelages étanches).

III La zone 1AUa rue du Sanatorium






IM GRUND
13,50 15,50
10,50
SECTEUR AUa rue du Sanatorium
Secteur AUa : 1 ha
Voie structurante (tracé indicatif)
Aire de retournement (tracé indicatif)
Voie piétonne et mode doux
XX Traitement de l'interface
Typologie urbaine
Habitat individuel, intermédiare ou collectif
Hauteurs maximales en mètres
Avec niveau en attique 13,50 15,50 Au faîtage
10,50
Hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère
Novembre 2015

Les conditions d'aménagement

L'urbanisation de cette zone peut être réalisée de manière progressive.

	CONDITION	*Détail*
❶	**Assurer la desserte de l'ensemble de la zone**	❖ Prolonger la rue du Sanatorium et aménager une ou deux aires de retournement. ❖ Aménager une connexion piétonnière accessible aux modes doux avec la rue du Château à Lutterbach. ❖ Interdire l'accès carrossable à la rue du Château à Lutterbach
❷	**Traitement urbain**	❖ Organisation générale de l'aménagement compatible avec le schéma de composition de la page ci-contre. ❖ Traitement des interfaces avec les zones urbanisées existantes ❖ Respecter les hauteurs maximales définies.
❸	**Densité urbaine et mixité sociale**	❖ Réaliser au maximum 80 logements
❹	**Répartition habitat collectif / habitat individuel**	❖ Respecter le principe de mixité urbaine mentionné sur le schéma d'aménagement
❺	**Mixité fonctionnelle**	❖ Permettre l'implantation de services à la population
❻	**Qualité du bâti**	❖ Toutes les constructions doivent être BBC, la mise en œuvre de constructions à énergie positive est souhaitable ❖ Tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale ❖ Conception bioclimatique des constructions
❼	**Plantations, espaces verts et espaces à ménager**	❖ Tenter de préserver les arbres à grand développement existants. ❖ Réduire l'imperméabilisation des sols

IV La zone 2AUs rue des Roseaux





Cette zone est destinée à permettre l'implantation d'équipements de sports et de loisirs ainsi que celle d'équipements culturels. Toutefois, la définition précise des besoins ne sera possible qu'après réalisation des opérations d'aménagement relatives aux zones de développement urbain.

C'est lors de son ouverture à l'urbanisation que les orientations d'aménagement et de programmation de la zone 2AUs seront définies et le présent document complété par ces orientations.

V La zone 1AUa rue du Grand Ballon





Initialement inscrite comme une zone d'urbanisation future en deuxième phase et classée 2AU, cette zone a été ouverte partiellement à l'urbanisation (pointillés rouges) par voie de modification du PLU en 2021.



LEGENDE

Périmètre de la zone 1AU

Mixité urbaine :

Habitat collectif

Habitat individuel ou intermédiaire

Limite d'îlot de hauteur

Avec niveau en attique 7,50 | 9,50 Au faîtage

4,50 A l'égout du toit ou à l'acrotère

Voies (tracés indicatifs)

Connexion viaire avec la rue du Gazon

Voie de desserte interne

Rendre possible des connexions piétonne et modes doux

Laisser la possibilité d'urbaniser les fonds de parcelles

Préserver le foncier nécessaire pour un accès véhicule ultérieur vers la parcelle Nord

Espace public qualitatif (placette)

Possibilité de densifier le tissu pavillonnaire le long de la voie de desserte

Accompagnement végétal

Traitement du front urbain

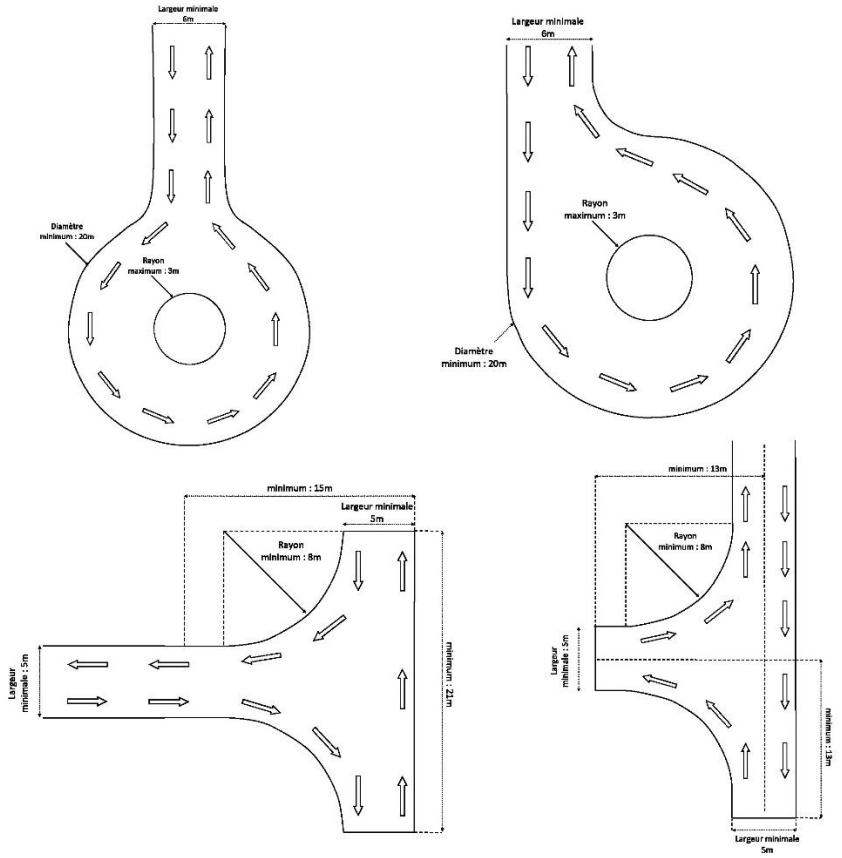
Traitement de l'interface avec le tissu pavillonnaire existant

Les conditions d'aménagement

L'urbanisation de cette zone peut être réalisée de manière progressive.

	CONDITION	*Détail*
❶	**Assurer la desserte de l'ensemble de la zone**	❖ Assurer la connexion viaire entre la zone d'urbanisation et la rue du Gazon. Sécuriser le débouché sur la rue du Gazon. ❖ Aménager une voie de desserte interne. Cette voie comportera une placette présentant une bonne qualité urbaine et permettant le retournement. ❖ Assurer la desserte piétonne sécurisée sur l'ensemble de la zone. ❖ Les surfaces dédiées à la circulation et au stationnement sur espace public (tous modes) seront autant que possible traitées avec des revêtements à la fois perméables et adaptés aux contraintes d'usage. ❖ Les voiries nouvelles sans issue ayant vocation à accueillir les véhicules de collecte des déchets ménagers suivront les recommandations du Sivom de la région mulhousienne, illustrées dans le plan indicatif ci-après. ❖ Aménager des connexions piétonnières accessibles aux modes doux : ménager un espace public libre au sein du projet qui permette la mise en place d'une telle connexion dans une phase ultérieure. ❖ Ménager un espace libre à même de réaliser une connexion viaire vers le sud du terrain afin de ne pas enclaver les fonds de parcelles résiduels.
❷	**Traitement urbain**	❖ Traitement paysager du nouveau front urbain sur les côtés ouest et nord de la zone. ❖ Traitement paysager de l'interface avec le tissu urbain préexistant sur les limites est et sud de la zone. ❖ Respecter le principe de répartition des ilots de hauteur de manière à assurer une bonne transition avec les zones urbanisées existantes ❖ Respecter les hauteurs maximales définies par ilot.
❸	**Densité urbaine et mixité sociale**	❖ Assurer une densité nette minimale de 40 logements par hectares
❹	**Répartition habitat collectif / habitat individuel**	❖ Respecter le principe de mixité urbaine mentionné sur le schéma d'aménagement. ❖ Assurer une part minimal de logements collectifs de 60% des logements
❺	**Mixité fonctionnelle**	❖ Permettre l'implantation de services à la population, et d'équipements publics.
❻	**Qualité du bâti**	❖ Toutes les constructions devront intégrer la nouvelle Règlementation environnementale et promouvoir le performance énergétique e(bâtiments à énergie positive) ❖ Conception bioclimatique des constructions.
❼	**Plantations, espaces verts et espaces à ménager**	❖ Préserver autant que possible les arbres existants en les intégrant à l'aménagement ❖ Réaliser des plantations en périphérie de la zone, plus particulièrement à l'interface avec le tissu urbain existant ❖ Maintenir un espace de transition paysagère au nord de la zone.
❽	**Prise en compte des risques naturels**	❖ La localisation dans une zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique nécessite des précautions de réalisation pour les constructions enterrées (cuvelages étanches).

Indications techniques pour le passage et les manœuvres des véhicules de collecte des déchets en cas de voie sans issue.




ADAUHR
Agence Départementale
d'Aménagement et d'Urbanisme
du Haut-Rhin


MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification n°2

Pfastatt

3.a. Règlement écrit

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président

Rémy NEUMANN

Dossier initial réalisé par :

ADAUHR
Agence Départementale d'Aménagement et d'Urbanisme du Haut-Rhin

Modification réalisée par :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

SOMMAIRE

PREAMBULE – DISPOSITIONS GENERALES 2

CHAPITRE I – ZONE UA 8

CHAPITRE II – ZONE UB 19

CHAPITRE III – ZONE UBA 29

CHAPITRE IV – ZONE UC 41

CHAPITRE V – ZONE UCA 52

CHAPITRE VI – ZONE UE 61

CHAPITRE VII – ZONE UEA 69

CHAPITRE VIII – ZONE UEB 76

CHAPITRE IX – ZONE UF 82

CHAPITRE X - ZONE 1AUA 87

CHAPITRE XI - ZONE 2AU 97

CHAPITRE XII - ZONE 2AUS 100

CHAPITRE XIII - ZONE A 103

CHAPITRE XIV - ZONE AA 108

CHAPITRE XV - ZONE AM 113

CHAPITRE XVI - ZONE N 118

CHAPITRE XVII - ZONE NE 123

CHAPITRE XVIII - ZONE NI 127

CHAPITRE XIX - ZONE NJ 130

CHAPITRE XX - ZONE NV 134

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 OCTOBRE 2007 RELATIVE AUX CLOTURES ET AU PERMIS DE DEMOLIR 138

Le règlement a fait l'objet d'une modification simplifiée n° 1 en 2016 et d'une modification n°2, de droit commun, de 2022.

PREAMBULE – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Pfastatt.

Il se compose du présent document écrit et des documents graphiques 3.b à l'échelle 1/5000e et 3.c à l'échelle 1/2500e.

Les dispositions qu'il définit s'appliquent aux occupations et utilisations du sol soumises à autorisation ou déclaration ainsi qu'aux constructions, aménagements, installations et travaux dispensés de toute formalité au titre du code de l'urbanisme.

1. PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

1.1. Les règles de ce Plan Local d'Urbanisme se substituent aux règles définies par le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 21 mars 2002, modifié le 30 mars 2009 ainsi qu'à celles des révisions simplifiées approuvées le 30 mars 2009.

Les règles d'ordre public définies par les articles R.111-2, R.111-4, R.111-15, et R.111 - 21 du Code de l'Urbanisme rappelés ci-dessous demeurent applicables.

Article R.111-2 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R.111-4 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R.111-15 Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R.111-21 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

1.2. Les réglementations spécifiques aux servitudes d'utilité publique transcrites et énumérées au plan des servitudes et jointes en annexe du dossier du P.L.U. s'ajoutent aux règles propres du Plan Local d'Urbanisme.

1.3. Les dispositions du ***Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) d'inondation du bassin versant de la Doller*** approuvé par arrêté préfectoral du 30 avril 2014 s'appliquent aux parties du territoire communal situées en zone inondable telle qu'elle est reportée à titre d'information sur le règlement graphique 3.c. Le P.P.R. du bassin versant de la Doller est annexé au dossier de P.L.U. [document n° 6 du dossier].

1.4. ***L'édification des clôtures*** est soumise à une déclaration préalable conformément à la délibération du conseil municipal du ***4 octobre 2007***

1.5. ***La démolition*** de tout ou partie des constructions après obtention d'un permis de démolir conformément à la délibération du conseil municipal du ***4 octobre 2007***

1.6. Les dispositions de ***l'arrêté du 30 mai 1996*** relatives à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation s'appliquent aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre reportés sur les plans de zonage. Le texte de cet arrêté et la liste des infrastructures de transport terrestre concernées sont annexés au règlement.

1.7. En application de l'article R.123-10-1 du code de l'urbanisme, les règles édictées par le présent Plan Local d'Urbanisme sont applicables, dans le cas des lotissements, à chaque lot individuel et non pas à l'ensemble du terrain d'assiette des projets.

2. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le Plan Local d'Urbanisme de PFASTATT définit :

- Une zone urbaine **UA**.
- Une zone urbaine **UB**
- Une zone urbaine **UBa**
- Une zone urbaine **UC**.
- Une zone urbaine **UCa**.
- Une zone urbaine **UE**
- Une zone urbaine **UEa**.
- Une zone urbaine **UEb**.
- Une zone urbaine **UF**.
- Une zone à urbaniser **1AUa**
- Une zone à urbaniser **2AUs**.
- Une zone agricole **A**
- Une zone agricole **Aa**.
- Une zone agricole **Am**.
- Une zone naturelle et forestière **N**
- Une zone naturelle et forestière **Ne**
- Une zone naturelle et forestière **Ni**.
- Une zone naturelle et forestière **Nj**.
- Une zone naturelle et forestière **Nv**.

Ces zones sont délimités sur les règlements graphiques 3.b et 3.c.

Le règlement graphique 3.b concerne la partie de la zone N située à l'Ouest du ban communal.

Le plan 3.c concerne les zones UA, UB, UBa, UC, UCa, UE, UEa, UEb, UF, 1AUa, 2AUs, A, Aa, Am, N, Ne, Ni, Nj et Nv.

3. ADAPTATIONS MINEURES

Conformément à l'article L.123-1-9 du Code de l'Urbanisme, des adaptations mineures dérogeant à l'application stricte des articles 3 à 13 du règlement peuvent être autorisées en raison de la nature du sol, de la configuration des parcelles ou du caractère des constructions avoisinantes.

4. RECONSTRUCTION A L'IDENTIQUE DES BATIMENTS DETRUITS PAR SINISTRE

Conformément à l'article L.111-3 du Code de l'Urbanisme " La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale ou le plan local d'urbanisme en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié."

A Pfastatt, le Plan Local d'Urbanisme autorise en toutes zones, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par sinistre sauf si ce bâtiment revêt un caractère dangereux pour l'écoulement et la sécurité de la circulation.
Cette reconstruction est en outre soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

5. GLOSSAIRE

- **Alignement** : Détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel.

  Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique la limite entre voie publique et propriétés riveraines. Si de tels plans existent dans la commune ils sont mentionnés au plan des servitudes d'utilité publique.

  L'alignement individuel est délivré au propriétaire conformément au plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.

- **Annexe** : un bâtiment annexe est un bâtiment de faible importance, non destiné à l'habitat, qui dépend d'une construction principale.
  Une construction annexe peut être soit éloignée de la construction principale, soit accolée à la construction principale mais sans communication interne entre les deux constructions.

- **Attique :** étage placé au sommet d'un édifice, en retrait sur les étages inférieurs.
  Dans le présent règlement, le volume d'un étage en attique est limité par des plans inclinés à 60° au maximum vers l'intérieur des constructions.

- **Carport** : abri ouvert sur au moins 3 côtés destiné à mettre les voitures à l'abri des intempéries, l'éventuel côté fermé n'étant en aucun cas implanté côté voirie.

- **Claire-voie** : clôture formée d'éléments non jointifs dont les éléments sont assemblés de manière à laisser passer le jour.

- **Combles** : partie d'une construction aménagée sous le toit pour servir de débarras ou de logement.

- **Construction principale** : construction affectée à l'habitat, aux activités, aux services et équipements publics.

- **Contiguïté**: état de ce qui est contigu, qui touche à ; qui est au contact, au voisinage immédiat de.

- **Emprise au sol** : déduction faite des débords de toitures et des balcons, rapport de la surface occupée par la projection verticale du volume hors œuvre brut du bâtiment, à la surface de la parcelle.

- **Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)** : Les ESAT, anciennement centres d'aides par le travail (CAT), permettent à une personne handicapée d'exercer une activité dans un milieu protégé si elle n'a pas acquis assez d'autonomie pour travailler en milieu ordinaire.
  Un ESAT n'est pas une entreprise mais une structure offrant aux travailleurs handicapés des activités professionnelles et un soutien médico-social et éducatif. ESAT peut parfois disposer d'un foyer d'hébergement pour accueillir les personnes handicapées en dehors de leurs temps d'activité

- **Habitat intermédiaire** : unités d'habitation groupées qui fonctionnent indépendamment les unes des autres et disposent d'accès individualisés (maison de ville, carré de l'habitat, maison en bande, ...)

- **Logement locatif social** : Les logements locatifs sociaux sont ceux qui sont définis à l'article L.302-5 du Code de la construction et de l'habitation, incluant les centres d'hébergement et de réinsertion sociale. Lorsqu'il est fait application du conventionnement prévu à l'article L.351-2 du même code, la durée de celui-ci sera de 20 ans au minimum.

  Extrait de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation
  Modifié par LOI n°2010-1563 du 16 décembre 2010 - art. 17

  Les logements locatifs sociaux retenus pour l'application du présent article sont :

  1° Les logements locatifs appartenant aux organismes d'habitation à loyer modéré, à l'exception, en métropole, de ceux construits, ou acquis et améliorés à compter du 5 janvier 1977 et ne faisant pas l'objet d'une convention définie à l'article L. 351-2 ;

  2° Les autres logements conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 et dont l'accès est soumis à des conditions de ressources ;

  3° Les logements appartenant aux sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer, les logements appartenant à l'Entreprise minière et chimique et aux sociétés à participation majoritaire de l'Entreprise minière et chimique, les logements appartenant aux houillères de bassin, aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ainsi qu'aux sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France et à l'établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais ;

  4° Les logements ou les lits des logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants et des logements-foyers dénommés résidences sociales, conventionnés dans les conditions définies au 5° de l'article L. 351-2 ainsi que les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale visées à l'article L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles. Les lits des logements-foyers et les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont pris en compte dans des conditions fixées par décret. Dans les foyers d'hébergement et les foyers de vie destinés aux personnes handicapées mentales, les chambres occupées par ces personnes sont comptabilisées comme autant de logements locatifs sociaux dès lors qu'elles disposent d'un élément de vie indépendante défini par décret.

Sont décomptés, pendant une période de cinq ans à l'expiration de la convention visée à l'article L. 351-2, les logements dont la convention est venue à échéance.

Sont considérés comme logements locatifs sociaux au sens du troisième alinéa ceux financés par l'Etat ou les collectivités locales occupés à titre gratuit, à l'exception des logements de fonction, ou donnés à leur occupant ou acquis par d'anciens supplétifs de l'armée française en Algérie ou assimilés, grâce à une subvention accordée par l'Etat au titre des lois d'indemnisation les concernant.

Les résidences principales retenues pour l'application du présent article sont celles qui figurent au rôle établi pour la perception de la taxe d'habitation

6. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Lorsqu'une construction regroupe plusieurs destinations, l'application du règlement s'effectue au prorata des surfaces de chaque destination.

Artisanat Cette destination comprend les locaux et les annexes où sont exercées des activités de fabrication, transformation ou réparation de produits.
Elle comprend les prestations de services (coiffeur, institut de beauté, ...).
Elle exclut l'artisanat à caractère commercial (cf. définition commerce).

Bureaux Cette destination comprend les locaux et annexes dans lesquels sont exercées des activités administratives et de gestion, de direction, de conseil, d'études, d'ingénierie, de recherche et de développement, ... Elle englobe les activités tertiaires.
Elle couvre l'activité des professions libérales qui proposent une prestation de service sans vente de produits (avocat, médecin, architecte, géomètre, infirmière, ...).

Commerce Cette destination comprend les locaux affectés à la vente de produits ou de services (salle de sports, agence bancaire, agence de voyage, ...) et accessibles à la clientèle et leurs annexes. Elle comprend les activités artisanales à caractère commercial (boulangerie, boucherie,...).

Entrepôt Cette destination comprend les locaux de stockage et de reconditionnement de produits ou de matériaux.

Equipements collectifs Les équipements collectifs correspondent à l'ensemble des installations, des réseaux et des bâtiments qui permettent d'assurer à la population résidente et aux entreprises les services collectifs dont elles ont besoin.
Il s'agit d'équipements publics ou privés destinés à accueillir des fonctions d'intérêt général dans les domaines culturel, sportif et de loisir, hospitalier, sanitaire, de la défense et de la sécurité, scolaire et universitaire, administratif ou encore des lieux de culte, des pépinières d'entreprise, des aires d'accueil des gens du voyage, des parkings publics, etc...

Cette destination comprend également les établissements fournissant des services d'aide ou d'accompagnement à la personne. Il s'agit par exemple des résidences de services des établissements sociaux ou médico-sociaux.

Exploitation agricole Cette destination regroupe les constructions correspondant notamment aux bâtiments nécessaires au logement, au stockage du matériel, des animaux et des récoltes de l'exploitant.
Cette destination regroupe les activités qui en sont le prolongement ou qui ont pour support l'exploitation (transformation, hébergement à la ferme, ventes, ...).

Habitation Elle regroupe tous les logements, quels que soient leur catégorie, leur financement, leur constructeur.
Dès lors que sont autorisées les constructions à destination d'habitation, sont également autorisées les constructions qui ont un lien d'usage avec l'habitation telles que les annexes : garage, abris de jardins, ..., non jointifs par rapport au bâtiment principal.

Hébergement hôtelier Cette destination comprend les établissements commerciaux d'hébergement classés de type hôtel et résidence de tourisme définie par l'arrêté du 14 février 1986 ou tout texte qui s'y substituera.

Industrie Cette destination comprend les locaux principalement affectés à la fabrication industrielle de produits.

7. DEFINITION DE LA SURFACE DE PLANCHER

Définition de la surface de plancher

La « surface de plancher » s'entend comme la somme des surfaces de plancher closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs. Le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, publié au JO du 31 décembre 2011, fixe les conditions dans lesquelles peuvent être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que 10% des surfaces de plancher des immeubles collectifs.

CHAPITRE I – ZONE UA

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UA correspond au noyau urbain initial dont la morphologie est caractéristique des tissus urbains anciens.

La zone UA se caractérise par une mixité des fonctions urbaines : habitat, équipements publics, activités commerciales et artisanales, services.... Elle concentre également les fonctions décisionnelles.

Article UA 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à destination de production industrielle.

1.2. Les constructions à destination agricole et forestière.

1.3. Les constructions à destination d'entrepôt.

1.4. Les installations classées pour la protection de l'environnement sauf celles visées à l'article UA 2.

1.5. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.6. L'hébergement léger de loisirs (camping, caravanage, parc résidentiel de loisirs, mobile-homes).

1.7. Les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou rendus nécessaires pour des motifs de sécurité.

1.8. Les dépôts de toute nature.

Article UA 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions à destination d'artisanat sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs ; leur extension sous réserve qu'elle n'entraîne aucune aggravation des nuisances.

2.2. Les installations classées pour la protection de l'environnement, quel que soit leur classement, sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs.

2.3. L'aménagement, l'extension et les annexes des constructions à destination agricole existantes sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs et qu'elles n'entraînent aucune aggravation des nuisances.

2.4. Aux abords des cavités souterraines reportées sur le règlement graphique 3.c, les occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone sont admises s'il est démontré qu'elles ne présentent pas de risque incompatible avec la sécurité des personnes et des biens.

2.5. Dans la « Zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique » reportée sur le règlement graphique 3.c, les occupations et utilisations du sol doivent prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique.

2.6. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

2.7. Les constructions à destination de commerce, à condition que leur surface de vente maximale soit inférieure ou égale à 1000m^2.

2.8 Dans les secteurs sujets aux aléas de cavités souterraines (susceptibilité modérée à très forte) : la délivrance d'une autorisation du droit des sols est conditionnée à la réalisation d'une étude géotechnique concluant en l'absence de cavités souterraines sur le terrain d'assiette.

Article UA 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles, publiques ou privées, doivent respecter les largeurs minimales d'emprise suivantes :

- 3 mètres jusqu'à 2 logements desservis
- 6 mètres de 3 à 6 logements desservis
- 7 mètres pour desservir 7 logements et plus

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UA 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. **Electricité et télécommunication -** L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.
Les constructions à destination d'habitation individuelle ne sont pas soumises à cette obligation.

Article UA 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

Lorsque le terrain d'assiette du projet de construction ou d'aménagement est desservi par plusieurs voies, les règles suivantes s'appliqueront à partir de la voie donnant l'accès carrossable principal.

5.1. En cas d'existence d'un ou plusieurs alignements architecturaux

Lorsqu'une rue ou section de rue présente un alignement architectural défini par le plan des façades des immeubles avoisinants, les constructions nouvelles peuvent être établies à cet alignement.

5.2. En l'absence d'alignement architectural ou lorsque celui-ci n'est pas clairement défini

Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 2 mètres de l'alignement de la voie ou de l'emprise publique.

5.3. Au droit des carrefours, en cas de nécessité justifiée par la sécurité des usagers, les constructions doivent être implantées de manière à présenter un pan coupé destiné à améliorer la visibilité. Ce pan coupé n'est requis que sur la hauteur des véhicules de grand gabarit (poids-lourds, transports en commun, …).

5.4. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.5. Les carports doivent être implantés en vue de favoriser un traitement architectural et d'optimiser leur utilisation. Ils peuvent être implantés à l'alignement à condition de ne pas créer de gêne pour les usagers de la voie publique ou privée.

5.6. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il n'est admis qu'un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

5.7. Les piscines non couvertes doivent être implantées à une distance minimale de 2 mètres par rapport à l'alignement des voies.

5.8 Gestion des constructions existantes

Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur la voie publique jusqu'à atteindre la ou les limites séparatives.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut-être autorisée dans la marge de recul.

Article UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

6.1. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit de plus de 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

6.2. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit inférieure ou égale à 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

6.3. Rez-de-chaussée commercial

Pour les constructions dont le rez-de-chaussée est à destination commerciale, la construction sur limites séparatives peut être autorisée. Cette disposition ne s'applique que pour le niveau à destination commerciale.

6.4 Piscines non couvertes

La distance comptée horizontalement de tout point d'une piscine non couverte au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres.

6.5 Carports et aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte

Leur implantation sur limite séparative est admise.

6.6 Constructions sur limites séparatives

Des constructions seront autorisées sur limite séparative dans les cas suivants :

6.6.1. En cas d'adossement à un bâtiment existant implanté sur la limite séparative du fonds voisin, à condition de ne pas dépasser la hauteur, ni la longueur du bâtiment existant.
Si le bâtiment déjà existant n'atteint pas les dimensions figurant au paragraphe 6.6.3., le bâtiment devant s'accoler pourra atteindre ces dimensions.

6.6.2. Dans le cadre d'un projet architectural commun à deux unités foncières limitrophes. Dans ce cas, la hauteur maximale des constructions est celle fixée à l'article UA 9.

6.6.3. Lorsque le bâtiment projeté ne dépasse pas 3,50 mètres de hauteur sur limite séparative et 11 mètres de longueur cumulée par limite séparative, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois par limite séparative. Dans le cas d'une construction principale existante implantée sur limite séparative cette longueur de 11 mètres s'ajoute à la longueur sur limite séparative de la construction principale.

Dispositions applicables quelle que soit la profondeur

6.7. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut être autorisée dans la marge de recul.

6.8 L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter sur la marge de recul.

6.9. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.10. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UA 7 sont applicables.

Dispositions applicables en cas de démolition-reconstruction

6.11. Lorsque le projet porte sur la démolition-reconstruction d'un bâtiment existant implanté sur limites séparatives, l'implantation sur limites séparatives est admise à condition de ne pas excéder la longueur sur limite(s) ainsi que la hauteur du bâtiment démoli.

Il peut y être ajouté une construction sur limites séparatives répondant aux prescriptions de l'article UA 6.6.3.

Article UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

Pour les constructions dont la hauteur à l'égout du toit est supérieure à 7,50 mètres cette distance ne peut être inférieure à 5 mètres.

Ces distances ne s'appliquent pas aux piscines, aux garages et aux abris de jardin.

7.2. En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article UA 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementée.

Article UA 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

En cas de toiture comportant des croupes, la hauteur à l'égout du toit s'apprécie à l'égout des longs pans.
Pour les toitures à la Mansart et d'une manière générale pour les versants de toit brisés, l'égout du toit s'apprécie au point bas du brisis (partie inférieure en pente raide)

Calage du rez-de-chaussée

9.1. Le rez-de chaussée ne peut dépasser de plus de 1,50 mètre le niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée.

Hauteur à l'égout du toit et hauteur maximale

9.2. Dans le cas de combles aménageables ou non, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne peut excéder 10,50 mètres et elle est limitée à 16 mètres au faîtage.

9.3. Dans le cas de toitures terrasses, le dessus de la dalle haute est situé à 10,50 mètres de hauteur au maximum.

Un volume en attique peut être édifié au-dessus de ces 10,50 mètres. Son gabarit est délimité par un plan incliné à 60° au-dessus du plan horizontal correspondant à la dalle haute.

9.4 Les gabarits des constructions définis aux articles 9.2 et 9.3 ci-dessus peuvent être dépassés d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

9.5. Les équipements publics ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9.1 à 9.4. Leur hauteur maximale est limitée à 15 mètres.

Toutefois, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, cette hauteur peut être dépassée.

9.6. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur est supérieure à celle fixée par les articles précédents, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante.

9.7. La hauteur maximale des carports est limitée à 3,50 mètres.

Article UA 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1. **Dispositions générales -** Un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les teintes doivent s'harmoniser avec l'environnement.

Dans les cours, les pavés naturels locaux (granit, grès, calcaire, galets) seront privilégiés, ainsi que le gravier et le gazon.

Les antennes paraboliques ne devront pas être visibles depuis le domaine public et avoir la même teinte que la partie de la construction qui les supporte.

10.2. **Façades -** L'emploi à nu en parement extérieur de matériaux destinés à être enduits est interdit.

Les constructions annexes doivent avoir un aspect qui s'harmonise par la forme et la couleur à celui des constructions principales.

Les maisons alsaciennes doivent être restaurées dans le respect de leur valeur patrimoniale~~.~~

Les ferronneries, les grilles, les balcons et les garde-corps anciens sont à conserver ou à restaurer.

10.3. Toitures - A moins qu'il ne soit mis en œuvre une toiture-terrasse, la pente minimale des toitures des volumes principaux des constructions doit être de 30°.

La toiture doit être exempte de tout élément de construction, à l'exception des conduits de fumée ou de ventilation, sur une profondeur minimale de 1 mètre de long des rives sur limites de propriété ainsi que le long de l'égout et du faîtage.

10.4 Clôtures

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

En limite des voies publiques et des espaces publics., trois types de clôtures sont autorisées :

- Les murs plein de finition soignée. Leur hauteur est limitée à 1,50 m maximum
- Les grilles, grillages ou autres dispositifs à claire-voie avec ou sans mur bahut. Dans les cas où les grilles ou grillages sont associées à un mur bahut, celui-ci ne peut dépasser une hauteur de 0,45 m. La hauteur totale, mur bahut inclus, ne peut dépasser une hauteur de 1,80 m. Les clôtures à claire voie doivent présenter au moins 5 cm d'espacement entre les lattes horizontales ou verticales. Les claustras et les dispositifs opaques sont interdits.
- Les haies vives à dominante d'arbustes caducs d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage qui doit alors être installé côté intérieur de la propriété.

Les hauteurs indiquées dans ce sous-article s'entendent mesurées par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir.

La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.5 Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles - Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres

Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

Article UA 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

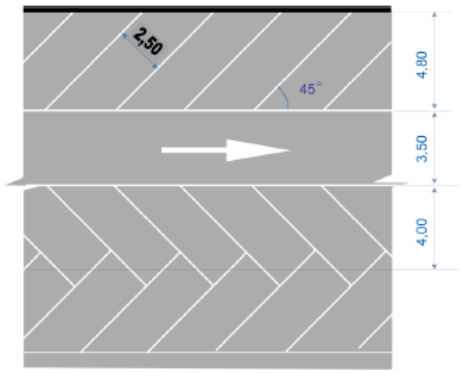
11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

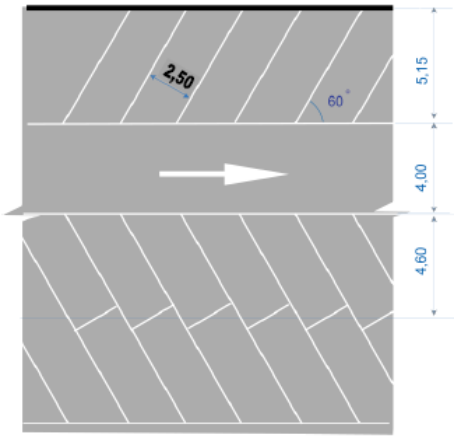
11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

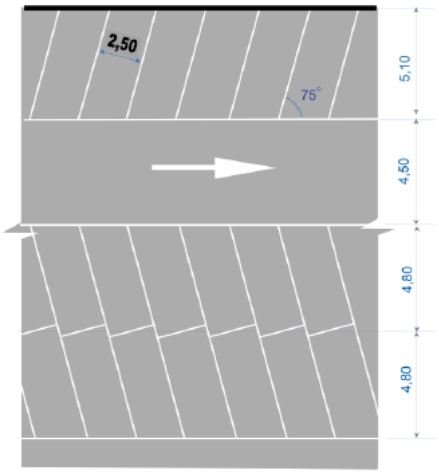
11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



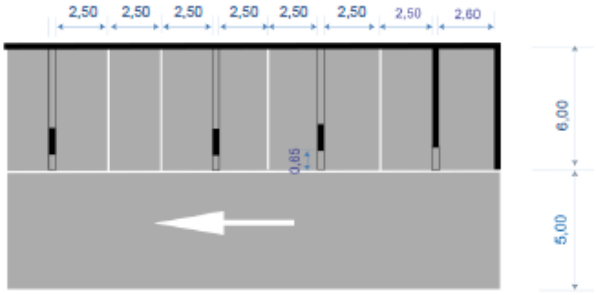
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Maison d'habitation	Une place jusqu'à 50 m2 de surface de plancher et deux places au-delà
Habitation en immeuble collectif ayant une Surface de Plancher supérieure à 200 m²	Une place par tranche de 50 m² de surface de plancher. Ces places peuvent être pour tout ou partie réalisés en ouvrage. Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun.
Logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat	1 place par logement
Hébergement hôtelier	Une place par tranche de 75 m² de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Artisanat	40% de surface de plancher
Industrie	40% de surface de plancher
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage. Pour les immeubles collectifs il faut une place par logement.

Article UA 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces boisés classés - Les boisements identifiés sur les règlements graphiques conformément à la légende « Espaces boisés classés » sont classées au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.
Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Les coupes et abattages sont soumis à autorisation préalable.

12.2. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

12.3. Les espaces verts et les plantations - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.
Les arbres existants conservés sont pris en compte.
Les espaces libres comportent obligatoirement des espaces verts d'une superficie au moins égale à 15% de la superficie du terrain.

12.4. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 40% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale inférieure ou égale à 80 cm pour 50% de leur surface.
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale supérieure à 80 cm pour 70% de leur surface.
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article UA 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UA 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE II – ZONE UB

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UB recouvre les extensions urbaines à dominante d'habitat de densité élevée comportant des immeubles collectifs de logement et les sites d'implantation des équipements publics scolaires culturels, de sports et de loisirs de portée communale et intercommunale.

Article UB 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à destination de production industrielle.

1.2. Les constructions à destination agricole et forestière.

1.3. Les constructions à destination d'entrepôt.

1.4. Les installations classées pour la protection de l'environnement sauf celles visées à l'article UB 2.

1.5. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.6. L'hébergement léger de loisirs (camping, caravanage, parc résidentiel de loisirs, mobile-homes).

1.7. Les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou rendus nécessaires pour des motifs de sécurité.

1.8. Les dépôts de toute nature.

Article UB 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions à destination d'artisanat sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs ; leur extension sous réserve qu'elle n'entraîne aucune aggravation des nuisances.

2.2. Les installations classées pour la protection de l'environnement, quel que soit leur classement, sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs.

2.3. Dans la « Zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique » reportée sur le règlement graphique 3.c, les occupations et utilisations du sol doivent prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique.

2.4. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

2.5. Les constructions à destination de commerce, à condition que leur surface de vente maximale soit inférieure ou égale à 1000m^2.

2.6 Dans les secteurs sujets aux aléas de cavités souterraines (susceptibilité modérée à très forte) : la délivrance d'une autorisation du droit des sols est conditionnée à la réalisation d'une étude géotechnique concluant en l'absence de cavités souterraines sur le terrain d'assiette.

Article UB 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées - Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles, publiques ou privées, doivent respecter les largeurs minimales d'emprise suivantes :

- 3 mètres jusqu'à 2 logements desservis
- 6 mètres de 3 à 6 logements desservis
- 7 mètres pour desservir 7 logements et plus

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public - Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UB 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable - Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication - L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement - Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.

En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.
Les constructions à destination d'habitation individuelle ne sont pas soumises à cette obligation.

Article UB 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

Lorsque le terrain d'assiette du projet de construction ou d'aménagement est desservi par plusieurs voies, les règles suivantes s'appliqueront à partir de la voie donnant l'accès carrossable principal.

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement des voies.

Pour les constructions à destination d'habitation individuelle cette distance est réduite à 3 mètres.

Lorsqu'une rue ou section de rue présente un alignement architectural défini par le plan des façades des immeubles avoisinants, les constructions nouvelles peuvent être établies à cet alignement.

5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.3. Les carports seront implantés en vue de favoriser un traitement architectural et d'optimiser leur utilisation. Ils pourront être implantés à l'alignement à condition de ne pas créer de gêne pour les usagers de la voie publique ou privée.

5.4. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

5.5. Les piscines non couvertes doivent être implantées à une distance au moins égale à 2 mètres par rapport à l'alignement des voies.

5.6 Gestion des constructions existantes

Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur la voie publique jusqu'à atteindre la ou les limites séparatives.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut être autorisée dans la marge de recul.

Article UB 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

6.1. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit de plus de 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

6.2. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit inférieure ou égale à 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

6.3. Constructions sur limites séparatives

Des constructions peuvent être implantées sur les limites séparatives dans les cas suivants :

6.3.1. En cas d'adossement à un bâtiment existant implanté sur la limite séparative du fonds voisin, à condition de ne pas dépasser la hauteur, ni la longueur du bâtiment existant.
Si le bâtiment déjà existant n'atteint pas les dimensions figurant au paragraphe 6.3.3., le bâtiment devant s'accoler pourra atteindre ces dimensions.

6.3.2. Dans le cadre d'un projet architectural commun à deux unités foncières limitrophes. Dans ce cas, la hauteur maximale des constructions est celle fixée à l'article UB 9.

6.3.3. Lorsque le bâtiment projeté ne dépasse pas 3,50 mètres de hauteur sur limite séparative et 11 mètres de longueur cumulée par limite séparative, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois par limite séparative. Dans le cas d'une construction principale existante implantée sur limite séparative cette longueur de 11 mètres s'ajoute à la longueur sur limite séparative de la construction principale.

Autres implantations

6.4. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut être autorisée dans la marge de recul.

6.5 L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter sur la marge de recul.

6.6. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.7. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UB 7 sont applicables.

6.8. La distance comptée horizontalement de tout point d'une piscine non couverte au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres.

Dispositions applicables en cas de démolition-reconstruction

6.9. Lorsque le projet porte sur la démolition-reconstruction d'un bâtiment existant implanté sur limites séparatives, l'implantation sur limites séparatives est admise à condition de ne pas excéder la longueur sur limite(s) ainsi que la hauteur du bâtiment démoli.

Il peut y être ajouté une construction sur limites séparatives répondant aux prescriptions de l'article UB 6.3.3.

Article UB 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

Pour les constructions dont la hauteur à l'égout du toit est supérieure à 7,50 mètres cette distance ne peut être inférieure à 5 mètres.

Ces distances ne s'appliquent pas aux piscines, aux garages et aux abris de jardin.

7.2. En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article UB 8 : EMPRISE DU SOL DES CONSTRUCTIONS

8.1. L'emprise au sol est limitée à 2 / 3 de la superficie du terrain pour les constructions à destination d'habitation et leurs annexes.

8.2. L'emprise au sol des constructions à destination d'équipements publics scolaires, culturels, de sports et de loisirs n'est pas limitée.

Article UB 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.
En cas de toiture comportant des croupes, la hauteur à l'égout du toit s'apprécie à l'égout des longs pans.
Pour les toitures à la Mansart et d'une manière générale pour les versants de toit brisés, l'égout du toit s'apprécie au point bas du brisis (partie inférieure en pente raide)

Calage du rez-de-chaussée

9.1. Le rez-de chaussée ne peut dépasser de plus de 1,50 mètre le niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée.

Hauteur à l'égout du toit et hauteur maximale

9.2. Dans le cas de combles aménageables ou non, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne peut excéder 10 mètres et elle est limitée à 15 mètres au faîtage.

9.3. Dans le cas de toitures terrasses, le dessus de la dalle haute est situé à 10 mètres de hauteur au maximum.
Un volume en attique peut être édifié au-dessus de ces 10 mètres. Son gabarit est délimité par un plan incliné à 60° au-dessus du plan horizontal correspondant à la dalle haute.

9.4 Les gabarits des constructions définis aux articles 9.2 et 9.3 ci-dessus peuvent être dépassés d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

9.5. Les équipements publics ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9.1 à 9.4. Leur hauteur maximale est limitée à 15 mètres.

Toutefois, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, cette hauteur peut être dépassée.

9.6. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur est supérieure à celle fixée par les articles précédents, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante.

9.7. La hauteur maximale des carports est limitée à 3,50 mètres.

Article UB 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1. **Dispositions générales** - Un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les teintes doivent s'harmoniser avec l'environnement.

Dans les cours, les pavés naturels locaux (granit, grès, calcaire, galets) seront privilégiés, ainsi que le gravier et le gazon.

Les antennes paraboliques ne devront pas être visibles depuis le domaine public et avoir la même teinte que la partie de la construction qui les supporte.

10.2. **Façades -** L'emploi à nu en parement extérieur de matériaux destinés à être enduits est interdit.

Les constructions annexes doivent avoir un aspect qui s'harmonise par la forme et la couleur à celui des constructions principales.

Les maisons alsaciennes doivent être restaurées dans le respect de leur valeur patrimoniale.

Les ferronneries, les grilles, les balcons et les garde-corps anciens sont à conserver ou à restaurer.

10.3. **Toitures** - A moins qu'il ne soit mis en œuvre une toiture-terrasse, la pente minimale des toitures des volumes principaux des constructions doit être de 30°.

La toiture doit être exempte de tout élément de construction, à l'exception des conduits de fumée ou de ventilation, sur une profondeur minimale de 1 mètre de long des rives sur limites de propriété ainsi que le long de l'égout et du faîtage.

10.4 **Clôtures**

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

En limite des voies publiques et des espaces publics., trois types de clôtures sont autorisées :

- Les murs plein de finition soignée. Leur hauteur est limitée à 1,50 m maximum
- Les grilles, grillages ou autres dispositifs à claire-voie avec ou sans mur bahut. Dans les cas où les grilles ou grillages sont associées à un mur bahut, celui-ci ne peut dépasser une hauteur de 0,45 m. La hauteur totale, mur bahut inclus, ne peut dépasser une hauteur de 1,80 m. Les clôtures à claire voie doivent présenter au moins 5 cm d'espacement entre les lattes horizontales ou verticales. Les claustras et les dispositifs opaques sont interdits.
- Les haies vives à dominante d'arbustes caducs d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage qui doit alors être installé côté intérieur de la propriété.

Les hauteurs indiquées dans ce sous-article s'entendent mesurées par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir.

La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.5 **Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles** - Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres

Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

Article UB 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

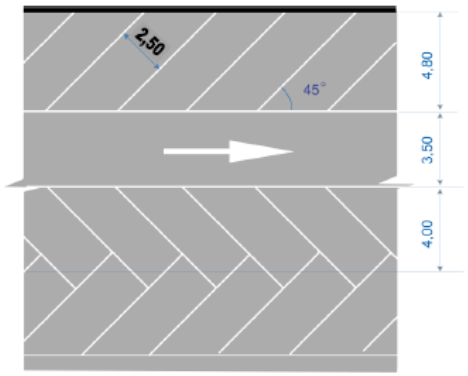
11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

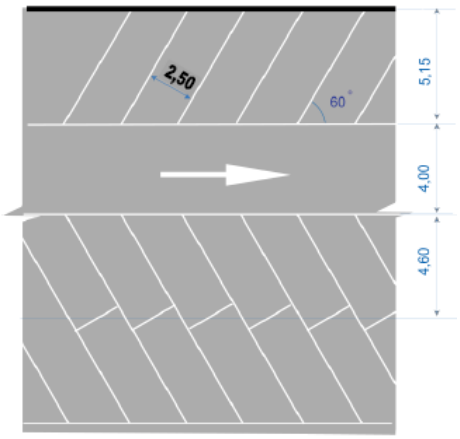
11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

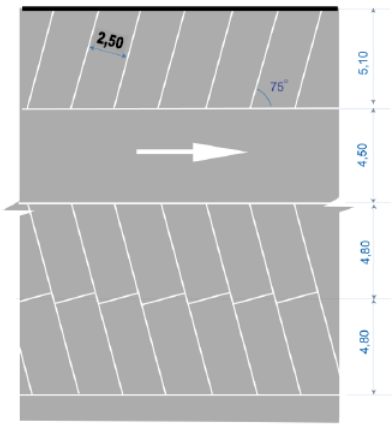
11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



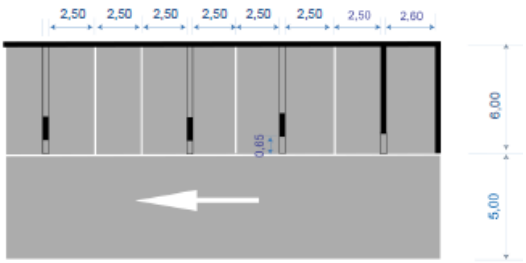
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	**Normes minimales**
Maison d'habitation	Une place jusqu'à 50 m2 de surface de plancher et deux places au-delà
Habitation en immeuble collectif ayant une Surface de Plancher supérieure à 200 m^2	Une place par tranche de 50 m^2 de surface de plancher. Ces places peuvent être pour tout ou partie réalisés en ouvrage. Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun.
Logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat	1 place par logement
Hébergement hôtelier	Une place par tranche de 75 m^2 de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Artisanat	40% de surface de plancher
Industrie	40% de surface de plancher
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage. Pour les immeubles collectifs il faut une place par logement.

Article UB 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces boisés classés

Les boisements identifiés sur les règlements graphiques conformément à la légende « Espaces boisés classés » sont classées au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Les coupes et abattages sont soumis à autorisation préalable.

12.2. Les espaces libres

Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

Les espaces verts et les plantations - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.

Les arbres existants conservés sont pris en compte.

Les espaces libres comportent obligatoirement des espaces verts d'une superficie au moins égale à 15% de la superficie du terrain.

12.4. Imperméabilisation des sols

Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 40% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :

- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale inférieure ou égale à 80 cm pour 50% de leur surface.
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale supérieure à 80 cm pour 70% de leur surface.
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article UB 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UB 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE III – ZONE UBa

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UBa correspond au quartier de la Cotonnade issu de la reconversion urbaine d'un site industriel. Ce secteur se caractérise par sa mixité fonctionnelle (habitat, activités, commerces et services) et sociale (présence de logements sociaux).

Article UBa 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à destination de production industrielle.

1.2. Les constructions à destination agricole et forestière, sauf celles visées à l'article UBa 2-2.2.

1.3. Les constructions à destination d'entrepôt.

1.4. Les installations classées pour la protection de l'environnement sauf celles visées à l'article UBa 2.

1.5. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.6. L'hébergement léger de loisirs (camping, caravanage, parc résidentiel de loisirs, mobile-homes).

1.7. Les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou rendus nécessaires pour des motifs de sécurité.

1.8. Les dépôts de toute nature.

Article UBa 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Toutes occupations et utilisations du sol qui participent à l'aménagement d'une zone de renouvellement urbain mettant en œuvre la mixité urbaine et sociale.

Les destinations des constructions admises dans cette zone sont les suivantes : l'habitation y compris l'habitat social, le commerce de proximité, l'exploitation agricole maraîchère et arboricole, les services à la population ainsi que les équipements publics.

Les occupations et utilisations du sol admises dans la zone UBa sont soumises aux conditions particulières suivantes :

- elles doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation[1] relatives à la zone UBa ;
- chaque opération doit être contiguë à une zone équipée et l'aménagement doit être réalisé par tranches.

2.2. Pour la partie de la zone UBa à vocation maraîchère délimitée à l'Est de la rue des Etoffes :

2.2.1. L'aménagement et l'extension mesurée de la maison d'habitation existante, sans qu'il puisse en résulter la création de logement supplémentaire.

[1] Voir pièce 2.3 Orientations d'Aménagement et de Programmation

2.2.2. L'adjonction à la maison d'habitation existante de bâtiments annexes, n'excédant pas un niveau, d'une superficie maximale cumulée de 30 m^2 et implantés à moins de 10 mètres de distance du bâtiment principal.

2.2.3. L'adjonction de constructions ou d'autres installations aux bâtiments d'exploitation agricoles préexistants, destinés :
- à la conduite de productions maraîchères et arboricoles ;
- à la transformation et à la commercialisation des produits de l'exploitation agricole.

2.2.4. Les constructions à usage d'habitation, d'hébergement hôtelier, de restauration et de commerce liées aux activités maraîchères et arboricoles.

2.3. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

2.4. Les constructions à destination de commerce, à condition que leur surface de vente maximale soit inférieure ou égale à 1000 m^2.

Article UBa 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

L'organisation de la desserte de la zone doit être compatible avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les accès carrossables doivent impérativement tenir compte de la présence des plantations d'alignement, du mobilier urbain et du stationnement le long des voies.

Article UBa 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. **Electricité et télécommunication -** L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.
Les constructions à destination d'habitation individuelle ne sont pas soumises à cette obligation.

Article UBa 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

Lorsque le terrain d'assiette du projet de construction ou d'aménagement est desservi par plusieurs voies, les règles suivantes s'appliqueront à partir de la voie donnant l'accès carrossable principal.

5.1. Sauf indications contraires mentionnées dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 5 mètres de l'alignement des voies.

Pour les constructions à destination d'habitation individuelle cette distance est réduite à 4 mètres.

Pour des raisons de modénature, des débords de 0,20 mètre sont autorisés.

5.2. Les piscines non couvertes doivent être implantées à une distance au moins égale à 3 mètres par rapport à l'alignement des voies.

5.3. Afin de structurer l'espace et d'assurer la réalisation de fronts bâtis, des lignes d'attache sont définies sur certains ilots. Ces lignes d'attache figurant aux Orientations d'Aménagement et de Programmation sont soit continues, soit discontinues.

5.3.1. Lignes d'attache continues
Les façades doivent être implantées sur cette ligne de façon continue.

5.3.2. Lignes d'attache discontinues
Les façades doivent être implantées sur cette ligne. Elles peuvent présenter un caractère discontinu.

5.3.3. Lignes d'attache mixtes
Les façades des immeubles collectifs de logement doivent être implantées sur cette ligne de façon continue.
Les façades des autres constructions peuvent être implantées sur cette ligne ou en retrait.

5.3.4 Façades en attique
Elles sont obligatoirement implantées à 2,20 mètres en retrait de la ligne d'attache.

5.3.5. Retraits
Des retraits limités sur une largeur maximum de 2 mètres par tranche de 25 mètres de façade peuvent être réalisés. Dans ce cas, ils le sont sur toute la hauteur du bâtiment et à l'aplomb de la façade en attique.

Nonobstant les prescriptions concernant les lignes d'attache, dans la hauteur du rez-de-chaussée, les façades peuvent être implantées en recul du plan défini par la ligne d'attache.

5.4 Dans la partie de la zone UBa à vocation maraîchère

5.4.1. Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 5 mètres de l'alignement des voies.

5.4.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur la voie publique jusqu'à atteindre la ou les limites séparatives.

5.5. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article UBa 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

6.1. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit de plus de 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

6.2. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit inférieure ou égale à 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

6.3 Dans la partie de la zone UBa à vocation maraîchère

6.3.1. La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

6.3.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

6.4. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.5. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UBa 7 sont applicables.

Article UBa 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. La distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune peut être nulle.

Il en est de même pour la distance séparant une piscine ou un garage et une construction implantés sur le même terrain

7.2. En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article UBa 8 : EMPRISE DU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol n'est pas limitée.

Toutefois, sauf pour la « zone à vocation maraîchère », l'implantation des bâtiments n'est possible que dans les « zones constructibles » figurant aux orientations d'aménagement et de programmation[1] relatives à la zone UBa.

Les constructions annexes, murs et éléments d'accompagnement (porches, portiques, treillis, structures tendues, …) ainsi que les balcons et oriels peuvent être réalisés hors des zones constructibles.

Article UBa 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau fini à l'axe de la voirie interne de la zone au droit du terrain considéré, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

En cas de voirie en pente, et dans le cas de discontinuité du bâti, le niveau de référence est le niveau moyen du tronçon de voirie au droit du terrain de chaque opération.

Pour les séquences de fronts bâtis continus déterminés par des lignes d'attache, le niveau de référence est le niveau du tronçon de voirie pris au centre de chaque séquence.

Dans le cas d'un bâtiment situé à l'angle de deux voies, la hauteur de référence sera prise à l'axe de la voie située au droit de la plus longue façade.

Hauteur maximale

9.1. La hauteur maximale des constructions est limitée selon les indications figurant aux orientations d'aménagement et de programmation relatives à la zone UBa.

Dans la « zone à vocation maraîchère »

9.2. La hauteur maximale des constructions est limitée à 12 mètres.

9.3. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur est supérieure à celle fixée par l'article 9.2, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante.

Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

9.4. Leur hauteur n'est pas limitée.

Article UBa 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1 Prescriptions architecturales - Tout traitement architectural faisant référence à un style régional est proscrit.

Les différents projets ne doivent pas favoriser une façade en particulier mais présenter une cohérence globale privilégiant une expression forte de la volumétrie. En ce sens ;

- Les bâtiments situés dans les angles ou rejoignant les angles d'un ilot doivent faire l'objet d'un traitement architectural particulier.
- Les pignons doivent toujours être traités dans la continuité et dans l'esprit des façades principales.

[1] Voir pièce 2.3 Orientations d'Aménagement et de Programmation

Les dalles terrasses des parkings enterrés ou semi-enterrés doivent être végétalisés en pleine terre (épaisseur minimum 60 cm) et s'inscrire dans une étude paysagère d'ensemble intégrant les espaces verts attenants.

Les batteries de porte de garage en façade sont interdites sauf dans le cas des maisons de ville et des maisons individuelles.

Les menuiseries extérieures sont de couleur blanche, grise ou noire, à l'exclusion de toute autre teinte.
Les menuiseries bois peuvent être traitées en couleur naturelle.

Les vitrages miroirs sont proscrits.

Les éléments de constructions nécessitant un revêtement ne peuvent rester nus (blocs agglomérés de ciment, briques creuses …).

Les toitures peuvent être de tout type. On distingue deux cas principaux :

Cas des toitures-terrasses
Les toitures-terrasses recouvertes d'une étanchéité membrane ou bicouche doivent être protégées par un lit de gravillons ou végétalisées, même dans le cas d'utilisation d'un matériau auto-protégé.
Les traînasses et appareils de ventilation sont positionnés en partie centrale et masqués par des dispositifs de sur-toiture.

Cas des toitures en pente
Les toitures mono-pente sont autorisées.
L'utilisation de châssis de toit de type velux doit être limité au maximum.
Dans le cas de toiture « Mansart » l'utilisation de tuiles naturelles ou béton est proscrite. On préfèrera l'ardoise naturelle ou reconstituée, le zinc ou le cuivre.
L'utilisation d'étanchéité auto-protégée sur bac acier est proscrite.
Les demi-croupes sont proscrites.
Dans le cas de bâtiments accolés, les toitures doivent être traitées en continuité, c'est-à-dire présenter une pente identique ou bien une discontinuité par une jonction en toiture-terrasse ou par un élément architectural d'articulation.

10.2 Maisons en bande - Les maisons en bande sont constituées de séquences de 5 logements au maximum.

10.3 Murs d'accompagnement

10.3.1. Définition. - Des murs doivent être réalisés conformément aux orientations d'aménagement et de programmation[1] relatives à la zone UBa.
Ils participent particulièrement à l'expression unitaire de l'espace public.

Ils doivent être réalisés en éléments préfabriqués de béton brut ou poli à base de ciment blanc et d'agrégats de quartz et de granit.

Leur conception doit prendre en compte les éventuels coffrets techniques, boîtes aux lettres, balisages lumineux des accès, numéro de rue et nom d'opération.

Ils doivent contribuer à intégrer les aires de présentation de la collecte des ordures ménagères.

10.3.2. Traitement des espaces privés à l'arrière des murs d'accompagnement. - Ces espaces doivent être traités en pleine terre (épaisseur minimum 60 cm) et sur une profondeur de 1,80 mètre à partir de l'alignement extérieur du mur d'accompagnement.

[1] Voir pièce 2.3 Orientations d'Aménagement et de Programmation

Des murets en retour sur façade doivent permettre de délimiter les espaces privatifs de chaque logement latéralement. Ils sont réalisés dans le même matériau que le mur d'accompagnement.
Leur arase supérieure s'aligne avec celle du mur d'accompagnement.
Leur implantation doit permettre la plantation d'une haie perpendiculaire à la façade sur une profondeur de 2,80 mètres par rapport au plan principal de la façade et de part et d'autre du muret de retour.

10.4 Eléments d'accompagnement - Porches, portiques, frontons, pergolas, structures tendues, … dans la mesure où ils sont de dimensions réduites, ainsi que les éléments de jeux peuvent être implantés en dehors des « zones constructibles » et non soumis aux lignes d'attache.

10.5 Boxes et garages extérieurs - Les boxes métalliques sont interdits.

Les boxes sont couverts obligatoirement en toiture-terrasse.

Les portes respectent les coloris prescrits pour les menuiseries extérieures. Sur une même propriété, l'ensemble des portes est de même teinte.

Considérés comme bâtiments annexes, ils peuvent être implantés en dehors des « zones constructibles.

Les boxes de garage sont interdits dans les ilots où est autorisée une hauteur de 17 mètres.

10.6 Rampes d'accès aux parkings souterrains - Les rampes d'accès aux parkings souterrains doivent présenter une séquence présentant une pente maximum de 5% au débouché sur le domaine public.

Elles peuvent être implantées sur limite séparative à condition que les propriétés soient liées par une servitude de cour commune.

Le soutènement des terres est structuré par des éléments préfabriqués.

10.7 Instruments de réception de communication - Les paraboles ou tout autre instrument de réception de communication (antenne, etc. …) doivent être implantés en toiture.

- Dans le cas des toitures-terrasses, au centre de la toiture.
- Dans le cas de toitures en pente, sur une cheminée ou sur l'édicule ascenseur.

En aucun cas ces équipements ne peuvent être fixés en façade, sur un appui de fenêtre, et plus généralement en applique sur le plan vertical de la façade.

Les paraboles doivent être de teinte foncée (gris anthracite, noir ou brun foncé).

10.8 Collecte des ordures ménagères - Les aires de collecte des ordures ménagères sont obligatoirement masquées par une haie vive d'une hauteur de 1,50 mètre.

Le stockage des containers est interdit sur ces aires.

Des locaux clos et ventilés doivent être prévus à cet effet dans les bâtiments ou de façon indépendante.

10.9 Déblais et remblais - Les espaces situés entre le domaine public et la façade sur rue doivent être remblayés au niveau de la bordure marquant l'alignement de manière à garantir une continuité altimétrique.
Une noue en décaissé de 0,30 mètre est tolérée pour la bonne gestion des eaux de ruissellement.

Les remblais individuels de type « taupinière » sont interdits.

10.10 **Clôtures et portails** - La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

10.10.1. Clôtures. - Les clôtures, si elles existent, sont constituées par des haies vives (doublées ou non par un grillage à mailles souples ou rigides).

Dans le cas de projets groupés, le traitement des clôtures se fait de manière unitaire.

10.10.2. Portails et portillons. - Portail et portillons peuvent être de trois sortes :

- à barreaudage vertical ou horizontal,
- à barreaudage et partie pleine,
- totalement pleins.

Les portails et portillons doivent être réalisés, quand ils existent, en serrurerie métallique, teinte blanc, vert sombre, gris métallisé RAL 9006, noir ou galvanisé naturel.

Leur hauteur maximale est limitée à 1,50 mètre et elle peut être portée à 2 mètres en cas de nécessité motivée de sécurité.

Les éléments utilisés doivent être tubulaires, de section circulaire, carrée ou rectangulaire.

Dans la « zone à vocation maraîchère »

10.11 Les dispositions des articles 10 1 à 10.10 ne s'appliquent pas.

Article UBa 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

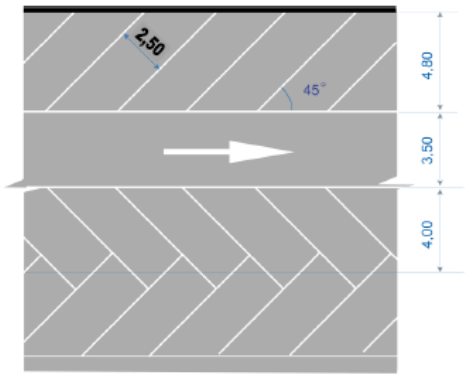
11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

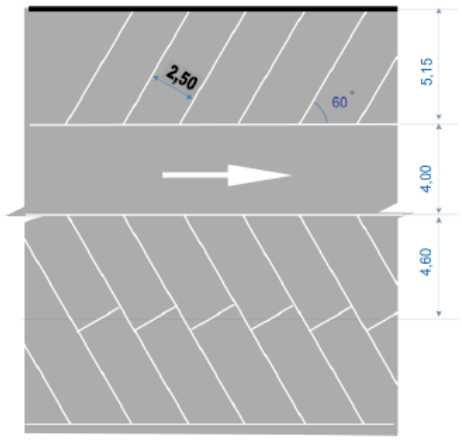
11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

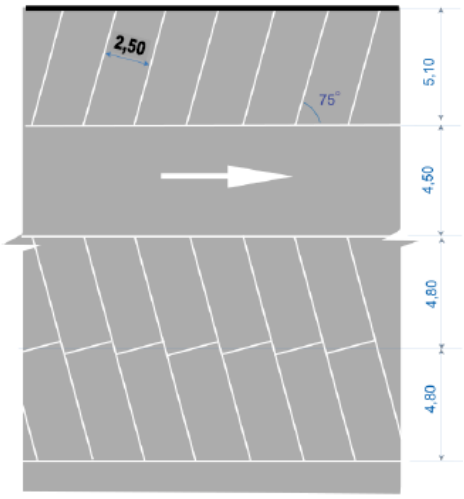
11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



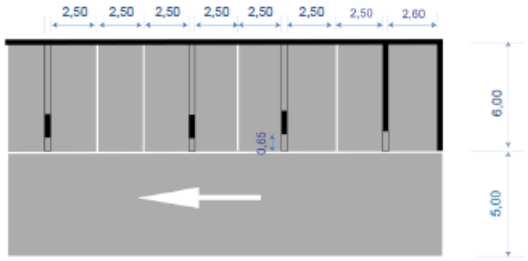
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	**Normes minimales**
Maison d'habitation	Une place jusqu'à 50 m2 de surface de plancher et deux places au-delà
Habitation en immeuble collectif ayant une Surface de Plancher supérieure à 200 m²	Une place par tranche de 50 m² de surface de plancher. Ces places peuvent être pour tout ou partie réalisés en ouvrage. Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en

	stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun.
Logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat	1 place par logement
Hébergement hôtelier	Une place par tranche de 75 m² de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Artisanat	40% de surface de plancher
Industrie	40% de surface de plancher
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage. Pour les immeubles collectifs il faut une place par logement.

Article UBa 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

12.2. Les espaces verts et les plantations - Les espaces verts doivent représenter 25% de la superficie de la zone UBa, zone à vocation maraîchère non comprise

Les espaces libres doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m² d'espace libre.

12.3. Les aires de stationnement - Les aires de stationnement sont traitées en dalles gazon, seules les circulations peuvent être traitées en enrobé ainsi que les emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite.

Les aires de stationnement traitées en dalles gazon ou similaire sont prises en compte dans les espaces verts.

Les aires de stationnement doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 3 emplacements et des haies vives d'une hauteur minimum de 0,80 mètre doivent être implantée sur leur périphérie de manière à maquer l'impact des véhicules. Des systèmes de treillis avec plantations grimpantes peuvent également être mis en œuvre à cet effet.

12.4. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 25% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité

- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale inférieure ou égale à 80 cm pour 50% de leur surface.
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale supérieure à 80 cm pour 70% de leur surface.
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

12.5 Dans la « zone à vocation maraîchère »

12.5.1. Les dispositions de l'article 12 2 ne s'appliquent pas.

12.5.2. Les arbres à grand développement existants doivent être maintenus si leur maintien ne fait pas obstacle à la mise en valeur agricole.

Des plantations complémentaires réalisées avec des espèces fruitières peuvent être implantées en périphérie de la zone et en accompagnement des constructions.

Article UBa 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UBa 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE IV – ZONE UC

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UC recouvre les extensions urbaines à dominante d'habitat de densité moyenne comportant des immeubles collectifs de logement. La mixité urbaine y est assurée par la présence d'activités compatible avec l'habitat et de services à la population.

Article UC 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à destination de production industrielle.

1.2. Les constructions à destination agricole et forestière.

1.3. Les constructions à destination d'entrepôt.

1.4 Les installations classées pour la protection de l'environnement sauf celles visées à l'article UC 2.

1.5. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.6. L'hébergement léger de loisirs (camping, caravanage, parc résidentiel de loisirs, mobile-homes).

1.7. Les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou rendus nécessaires pour des motifs de sécurité.

1.8. Les dépôts de toute nature.

Article UC 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions à destination d'artisanat sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs ; leur extension sous réserve qu'elle n'entraîne aucune aggravation des nuisances.

2.2. Les installations classées pour la protection de l'environnement, quel que soit leur classement, sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs.

2.3. L'aménagement, l'extension et les annexes des constructions à destination agricole existantes sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs et qu'elles n'entraînent aucune aggravation des nuisances.

2.4. Aux abords des cavités souterraines reportées sur le règlement graphique 3.c, les occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone sont admises s'il est démontré qu'elles ne présentent pas de risque incompatible avec la sécurité des personnes et des biens.

2.5. Dans la « Zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique » reportée sur le règlement graphique 3.c, les occupations et utilisations du sol doivent prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique.

2.6. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

2.7 Les constructions à destination de commerce, à condition que leur surface de vente maximale soit inférieure ou égale à 1000m^2.

2.8 Dans les secteurs sujets aux aléas de cavités souterraines (susceptibilité modérée à très forte) : la délivrance d'une autorisation du droit des sols est conditionnée à la réalisation d'une étude géotechnique concluant en l'absence de cavités souterraines sur le terrain d'assiette.

Article UC 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles, publiques ou privées, doivent respecter les largeurs minimales d'emprise suivantes :

- 3 mètres jusqu'à 2 logements desservis
- 6 mètres de 3 à 6 logements desservis
- 7 mètres pour desservir 7 logements et plus

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UC 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. **Electricité et télécommunication -** L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Dans quelques secteurs localisés identifiés dans le zonage d'assainissement (S1, S2, S3 et S4), les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif. Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement peut être exigé si le terrain est facilement raccordable.

Partout ailleurs en zone UC, les dispositions de l'assainissement collectif s'appliquent.

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière. Les constructions à destination d'habitation individuelle ne sont pas soumises à cette obligation.

Article UC 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

Lorsque le terrain d'assiette du projet de construction ou d'aménagement est desservi par plusieurs voies, les règles suivantes s'appliqueront à partir de la voie donnant l'accès carrossable principal.

5.1. En cas d'existence d'un ou plusieurs alignements architecturaux

Lorsqu'une rue ou section de rue présente un alignement architectural défini par le plan des façades des immeubles avoisinants, les constructions nouvelles peuvent être établies à cet alignement.

5.2. En l'absence d'alignement architectural ou lorsque celui-ci n'est pas clairement défini

Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 3 mètres de l'alignement de la voie ou de l'emprise publique.

5.3. Au droit des carrefours, en cas de nécessité justifiée par la sécurité des usagers, les constructions doivent être implantées de manière à présenter un pan coupé destiné à améliorer la visibilité. Ce pan coupé n'est requis que sur la hauteur des véhicules de grand gabarit (poids-lourds, transports en commun, …).

5.4. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.5. Les carports seront implantés en vue de favoriser un traitement architectural et d'optimiser leur utilisation. Ils pourront être implantés à l'alignement à condition de ne pas créer de gêne pour les usagers de la voie publique ou privée.

5.6. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

5.7. Les piscines non couvertes doivent être implantées à une distance minimale de 2 mètres par rapport à l'alignement des voies.

5.8 Gestion des constructions existantes

Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur la voie publique jusqu'à atteindre la ou les limites séparatives.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut être autorisée dans la marge de recul.

Article UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

6.1. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit de plus de 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

6.2. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit inférieure ou égale à 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

6.3 Piscines non couvertes

La distance comptée horizontalement de tout point d'une piscine non couverte au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres.

6.4 Carports et aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte

Leur implantation sur limite séparative est admise.

6.5 Constructions sur limites séparatives

Des constructions seront autorisées sur limite séparative dans les cas suivants :

6.5.1. En cas d'adossement à un bâtiment existant implanté sur la limite séparative du fonds voisin, à condition de ne pas dépasser la hauteur, ni la longueur du bâtiment existant.
Si le bâtiment déjà existant n'atteint pas les dimensions figurant au paragraphe 6.5.3., le bâtiment devant s'accoler pourra atteindre ces dimensions.

6.5.2. Dans le cadre d'un projet architectural commun à plusieurs unités foncières limitrophes (constructions jumelées ou en bande). Dans ce cas, la hauteur maximale des constructions est celle fixée à l'article UC 9.

6.5.3. Lorsque le bâtiment projeté ne dépasse pas 3,50 mètres de hauteur sur limite séparative et 11 mètres de longueur cumulée par limite séparative, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois par limite séparative. Dans le cas d'une construction principale existante implantée sur limite séparative cette longueur de 11 mètres s'ajoute à la longueur sur limite séparative de la construction principale.

Dispositions applicables quelle que soit la profondeur

6.6. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut être autorisée dans la marge de recul.

6.7 L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter de 0,16 mètre sur la marge de recul.

6.8. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.9. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UC 7 sont applicables.

Dispositions applicables en cas de démolition-reconstruction

6.10. Lorsque le projet porte sur la démolition-reconstruction d'un bâtiment existant implanté sur limites séparatives, l'implantation sur limites séparatives est admise à condition de ne pas excéder la longueur sur limite(s) ainsi que la hauteur du bâtiment démoli.

Il peut y être ajouté une construction sur limites séparatives répondant aux prescriptions de l'article UC 6.5.3.

Article UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

Pour les constructions dont la hauteur à l'égout du toit est supérieure à 7,50 mètres cette distance ne peut être inférieure à 5 mètres.

Ces distances ne s'appliquent pas aux piscines, aux garages et aux abris de jardin.

7.2. En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article UC 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

8.1. L'emprise au sol des constructions à destination d'habitation ne peut excéder 50 % de la superficie du terrain.

8.2. Pour les activités artisanales ou commerciales, elle est portée à 60 % de la superficie du terrain. Il en est de même pour les constructions à destination d'habitation comportant une activité artisanale ou commerciale occupant au moins un tiers de la surface de plancher totale.

Article UC 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

En cas de toiture comportant des croupes, la hauteur à l'égout du toit s'apprécie à l'égout des longs pans.
Pour les toitures à la Mansart et d'une manière générale pour les versants de toit brisés, l'égout du toit s'apprécie au point bas du brisis (partie inférieure en pente raide)

Calage du rez-de-chaussée

9.1. Le rez-de chaussée ne peut dépasser de plus de 1,50 mètre le niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée.

Hauteur à l'égout du toit et hauteur maximale

9.2. Dans le cas de combles aménageables ou non, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne peut excéder 7,50 mètres et elle est limitée à 13 mètres au faîtage.

9.3. Dans le cas de toitures terrasses, le dessus de la dalle haute est situé à 7,50 mètres de hauteur au maximum.

Un volume en attique peut être édifié au-dessus de ces 7,50 mètres. Son gabarit est délimité par un plan incliné à 60° au-dessus du plan horizontal correspondant à la dalle haute.

9.4 Les gabarits des constructions définis aux articles 9.2 et 9.3 ci-dessus peuvent être dépassés d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

9.5. Les équipements publics ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9.1 à 9.4. Leur hauteur maximale est limitée à 16 mètres.

Toutefois, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, cette hauteur peut être dépassée.

9.6. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur est supérieure à celle fixée par les articles précédents, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante.

9.7. La hauteur maximale des carports est limitée à 3,50 mètres.

Article UC 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1. **Dispositions générales -** Un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les teintes doivent s'harmoniser avec l'environnement.

Dans les cours, les pavés naturels locaux (granit, grès, calcaire, galets) seront privilégiés, ainsi que le gravier et le gazon.

Les antennes paraboliques ne devront pas être visibles depuis le domaine public et avoir la même teinte que la partie de la construction qui les supporte.

10.2. **Façades -** L'emploi à nu en parement extérieur de matériaux destinés à être enduits est interdit.

Les constructions annexes doivent avoir un aspect qui s'harmonise par la forme et la couleur à celui des constructions principales.

Les maisons alsaciennes doivent être restaurées dans le respect de leur valeur patrimoniale.

Les ferronneries, les grilles, les balcons et les garde-corps anciens sont à conserver ou à restaurer.

10.3. **Toitures** - A moins qu'il ne soit mis en œuvre une toiture-terrasse, la pente minimale des toitures des volumes principaux des constructions doit être de 30°.

La toiture doit être exempte de tout élément de construction, à l'exception des conduits de fumée ou de ventilation, sur une profondeur minimale de 1 mètre de long des rives sur limites de propriété ainsi que le long de l'égout et du faîtage.

10.4 Clôtures

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

En limite des voies publiques et des espaces publics., trois types de clôtures sont autorisées :

- Les murs plein de finition soignée. Leur hauteur est limitée à 1,50 m maximum
- Les grilles, grillages ou autres dispositifs à claire-voie avec ou sans mur bahut. Dans les cas où les grilles ou grillages sont associées à un mur bahut, celui-ci ne peut dépasser une hauteur de 0,45 m. La hauteur totale, mur bahut inclus, ne peut dépasser une hauteur de 1,80 m. Les clôtures à claire voie doivent présenter au moins 5 cm d'espacement entre les lattes horizontales ou verticales. Les claustras et les dispositifs opaques sont interdits.
- Les haies vives à dominante d'arbustes caducs d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage qui doit alors être installé côté intérieur de la propriété.

Les hauteurs indiquées dans ce sous-article s'entendent mesurées par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir.

La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.5 Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles - Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres

Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

Article UC 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

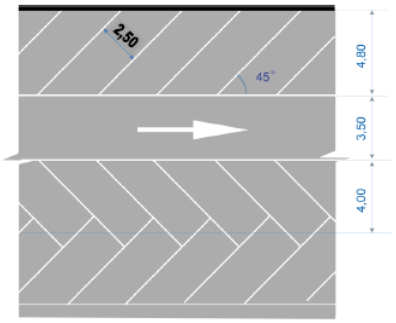
11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

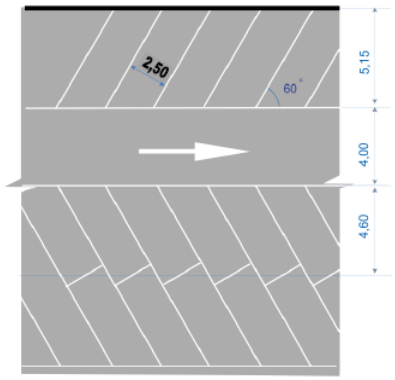
11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

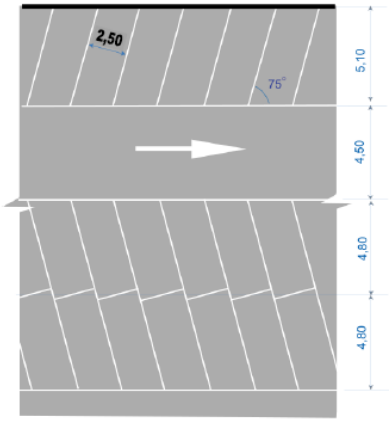
11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



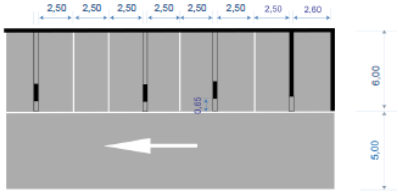
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Maison d'habitation	Une place jusqu'à 50 m2 de surface de plancher et deux places au-delà
Habitation en immeuble collectif ayant une Surface de Plancher supérieure à 200 m²	Une place par tranche de 50 m² de surface de plancher. Ces places peuvent être pour tout ou partie réalisés en ouvrage. Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun.
Logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat	1 place par logement
Hébergement hôtelier	Une place par tranche de 75 m² de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Artisanat	40% de surface de plancher
Industrie	40% de surface de plancher
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage. Pour les immeubles collectifs il faut une place par logement.

Article UC 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces boisés classés - Les boisements identifiés sur les règlements graphiques conformément à la légende « Espaces boisés classés » sont classées au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.
Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Les coupes et abattages sont soumis à autorisation préalable.

12.2. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

12.3. Les plantations - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m² d'espace libre. Les arbres existants conservés sont pris en compte.

12.4. Les espaces verts

Pour tout programme de construction supérieur à 1000 m² de surface de plancher, les espaces libres comportent obligatoirement un espace vert d'une superficie au moins égale à 25% de la superficie du terrain.
Pour tout programme de construction inférieur à 1000 m² de surface de plancher, les espaces libres comportent obligatoirement un espace vert d'une superficie au moins égale à 15% de la superficie du terrain.

12.5. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 40% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :

- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale inférieure ou égale à 80 cm pour 50% de leur surface.
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale supérieure à 80 cm pour 70% de leur surface.
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article UC 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UC 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE V – ZONE UCa

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UCa est réservée à un ensemble immobilier destiné à l'hébergement touristique et à une résidence services pour personnes âgées.

Article UCa 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Toute occupation et utilisation du sol autre que celles mentionnées à l'article UCa 2

Article UCa 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions à destination d'hébergement touristique et d'hébergement hôtelier sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs.

2.2. Les constructions destinées à la réalisation d'une résidence-service pour personnes âgées sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage, les infrastructures existantes et autres équipements collectifs.

2.4. Les constructions admises aux articles 2.1 et 2.2, même si elles sont réalisées par tranches, doivent présenter une harmonie d'ensemble.

2.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.4 Les commerces, à condition que leur surface de vente maximale soit inférieure ou égale à 1000m^2 et les bureaux à condition qu'ils soient implantés en rez-de chaussée des immeubles.

2.5 Les constructions à destination d'habitation, à condition que la part non affectée à du logement social représente au minimum 95%.

Article UCa 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles, publiques ou privées, doivent respecter les largeurs minimales d'emprise suivantes :

- 3 mètres jusqu'à 2 logements desservis
- 6 mètres de 3 à 6 logements desservis
- 7 mètres pour desservir 7 logements et plus

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Aucun accès supplémentaire sur la rue de Dornach n'est autorisé.

Article UCa 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. **Electricité et télécommunication -** L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.

Article UCa 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

Lorsque le terrain d'assiette du projet de construction ou d'aménagement est desservi par plusieurs voies, les règles suivantes s'appliqueront à partir de la voie donnant l'accès carrossable principal.

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement des voies.

5.2. Le long de la rue de Dornach, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 10 mètres de l'alignement.

5.3. S'il existe une construction implantée conformément aux dispositions des articles UCa 5.1 ou UCa 5.2 ou si le projet comporte une construction implantée conformément à ces dispositions, d'autres constructions peuvent être édifiées à l'arrière de cette construction.

5.4. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.5. Les carports seront implantés en vue de favoriser un traitement architectural et d'optimiser leur utilisation. Ils pourront être implantés à l'alignement à condition de ne pas créer de gêne pour les usagers de la voie publique ou privée.

5.6. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

Article UCa 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

6.1. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit de plus de 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

6.2. Constructions d'une hauteur à l'égout du toit inférieure ou égale à 7,50 mètres

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

6.3 Piscines non couvertes

La distance comptée horizontalement de tout point d'une piscine non couverte au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres.

6.4 Carports et aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte

Leur implantation sur limite séparative est admise.

6.5 Constructions sur limites séparatives

Des constructions seront autorisées sur limite séparative dans les cas suivants :

6.5.1. En cas d'adossement à un bâtiment existant implanté sur la limite séparative du fonds voisin, à condition de ne pas dépasser la hauteur, ni la longueur du bâtiment existant.
Si le bâtiment déjà existant n'atteint pas les dimensions figurant au paragraphe 6.5.3., le bâtiment devant s'accoler pourra atteindre ces dimensions.

6.5.2. Dans le cadre d'un projet architectural commun à plusieurs unités foncières limitrophes (constructions jumelées ou en bande). Dans ce cas, la hauteur maximale des constructions est celle fixée à l'article UCa 9.

6.5.3. Lorsque le bâtiment projeté ne dépasse pas 3,50 mètres de hauteur sur limite séparative et 11 mètres de longueur cumulée par limite séparative, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois par limite séparative. Dans le cas d'une construction principale existante implantée sur limite séparative cette longueur de 11 mètres s'ajoute à la longueur sur limite séparative de la construction principale.

6.6. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.7. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UCa 7 sont applicables.

Article UCa 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

Pour les constructions dont la hauteur à l'égout du toit est supérieure à 7,50 mètres cette distance ne peut être inférieure à 6 mètres.

Ces distances ne s'appliquent pas aux piscines, aux garages et aux abris de jardin.

7.2. En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article UCa 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

8.1. L'emprise au sol des constructions ne peut excéder 50 % de la superficie du terrain.

8.2 L'emprise au sol des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas limitée.

Article UCa 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

En cas de toiture comportant des croupes, la hauteur à l'égout du toit s'apprécie à l'égout des longs pans.
Pour les toitures à la Mansart et d'une manière générale pour les versants de toit brisés, l'égout du toit s'apprécie au point bas du brisis (partie inférieure en pente raide)

Calage du rez-de-chaussée

9.1. Le rez-de chaussée ne peut dépasser de plus de 1,50 mètre le niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée.

Hauteur à l'égout du toit et hauteur maximale

9.2. Dans le cas de combles aménageables ou non, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne peut excéder 10 mètres et elle est limitée à 15 mètres au faîtage.

9.3. Dans le cas de toitures terrasses, le dessus de la dalle haute est situé à 7,50 mètres de hauteur au maximum.

Un volume en attique peut être édifié au-dessus de ces 10 mètres. Son gabarit est délimité par les pignons et par un plan incliné à 60° au-dessus du plan horizontal correspondant à la dalle haute.

9.4 Les gabarits des constructions définis aux articles 9.2 et 9.3 ci-dessus peuvent être dépassés d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

9.5. Les équipements publics ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9.1 à 9.4. Leur hauteur maximale est limitée à 15 mètres.

Toutefois, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, cette hauteur peut être dépassée.

9.6. La hauteur maximale des carports est limitée à 3,50 mètres.

Article UCa 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1. **Dispositions générales -** Un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les teintes doivent s'harmoniser avec l'environnement.

Dans les cours, les pavés naturels locaux (granit, grès, calcaire, galets) seront privilégiés, ainsi que le gravier et le gazon.

Les antennes paraboliques ne devront pas être visibles depuis le domaine public et avoir la même teinte que la partie de la construction qui les supporte.

10.2. **Façades -** L'emploi à nu en parement extérieur de matériaux destinés à être enduits est interdit.

Les constructions annexes doivent avoir un aspect qui s'harmonise par la forme et la couleur à celui des constructions principales.

10.3. **Toitures -** A moins qu'il ne soit mis en œuvre une toiture-terrasse, la pente minimale des toitures des volumes principaux des constructions doit être de 30°.

La toiture doit être exempte de tout élément de construction, à l'exception des conduits de fumée ou de ventilation, sur une profondeur minimale de 1 mètre de long des rives sur limites de propriété ainsi que le long de l'égout et du faîtage.

10.4 Clôtures

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

En limite des voies publiques et des espaces publics., trois types de clôtures sont autorisées :

- Les murs plein de finition soignée. Leur hauteur est limitée à 1,50 m maximum
- Les grilles, grillages ou autres dispositifs à claire-voie avec ou sans mur bahut. Dans les cas où les grilles ou grillages sont associées à un mur bahut, celui-ci ne peut dépasser une hauteur de 0,45 m. La hauteur totale, mur bahut inclus, ne peut dépasser une hauteur de 1,80 m. Les clôtures à claire voie doivent présenter au moins 5 cm d'espacement entre les lattes horizontales ou verticales. Les claustras et les dispositifs opaques sont interdits.
- Les haies vives à dominante d'arbustes caducs d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage qui doit alors être installé côté intérieur de la propriété.

Les hauteurs indiquées dans ce sous-article s'entendent mesurées par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir.

La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.5 **Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles** - Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres
Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

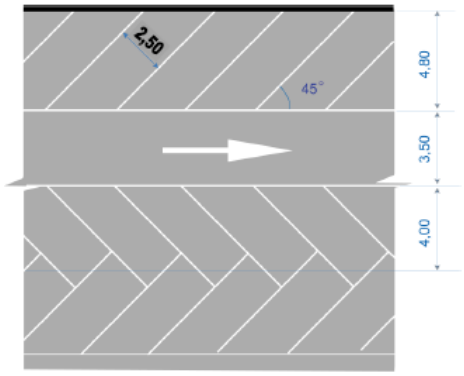
Article UCa 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

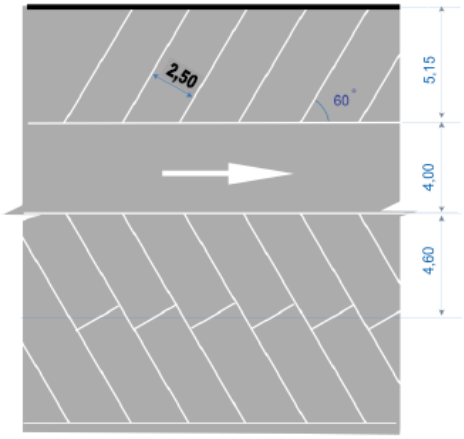
11.1.2 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

11.1.3 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

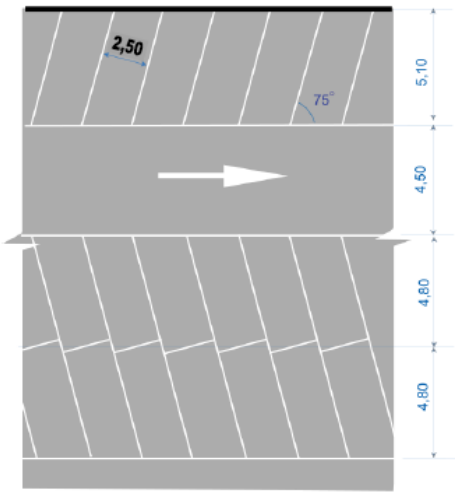
11.1.4 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



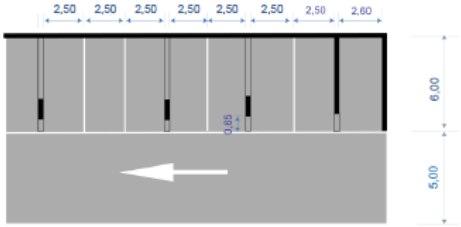
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Hébergement hôtelier	Une place par tranche de 75 m² de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres.
Résidence-service pour personnes âgés	Une place par tranche de 75 m² de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres. S'y ajoutent 10 places supplémentaires pour le personnel et les visiteurs
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article UCa 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

12.2. Les plantations - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.
Les arbres existants conservés sont pris en compte.

Des plantations d'arbre à moyenne ou haute tige doivent être réalisées dans la marge de recul le long de la rue de Dornach. Ces plantations peuvent être complétées par des haies arbustives.

12.3. Les espaces verts - Les espaces libres comportent obligatoirement un espace vert d'une superficie au moins égale à 25 % de la superficie du terrain

12.5. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 50% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale inférieure ou égale à 80 cm pour 50% de leur surface.
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale supérieure à 80 cm pour 70% de leur surface.
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article UCa 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UCa 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE VI – ZONE UE

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UE est réservée aux activités économiques incompatibles avec l'habitat.

Article UE 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les établissements et les installations classées relevant de la catégorie "S" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

1.2. Les constructions à destination exclusive d'habitation, sauf les logements de service visés à l'article 2.4.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4 L'hébergement léger de loisirs (camping, caravanage, parc résidentiel de loisirs, mobile-homes).

1.5. Les parcs d'attractions, aires de jeux et de sports ouvertes au public.

1.6. Les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou rendus nécessaires pour des motifs de sécurité.

1.7. Les dépôts de véhicules usagés autres que ceux liés à une activité implantée dans la zone.

1.8. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles et notamment celles qui sont incompatibles avec les dispositions des arrêtés de protection des captages d'eau potable.

Article UE 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'ensemble des occupations et utilisations du sol admises ou soumises à conditions particulières ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines.

2.2. Les constructions à destination industrielle, commerciale, tertiaire et de haute technologie. Les constructions à destination commerciale ne sont admises que si leur surface de vente est inférieure ou égale à 4000m^2.

2.3. La création d'un foyer d'hébergement pour l'AFPA (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes).

2.4. Les logements de service à raison de 1 par établissement. Sauf si les règlements de sécurité s'y opposent, ces logements seront incorporés dans les bâtiments d'activités.

2.5. L'aménagement, l'agrandissement après sinistre et l'extension mesurée des constructions à destination d'habitation existantes s'il n'en résulte pas la création de nouveaux logements.

2.6. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

Article UE 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées - Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles, publiques ou privées, devront avoir une largeur minimale d'emprise de 8 mètres.

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public - Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UE 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable - Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication - L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement - Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Dans un secteur localisé identifié dans le zonage d'assainissement (S5), les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif. Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement peut être exigé si le terrain est facilement raccordable.

Partout ailleurs en zone UE, les dispositions de l'assainissement collectif s'appliquent.

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.

Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.
Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.

Article UE 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 5 mètres de l'alignement de la voie ou de l'emprise publique

5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.3. Les carports doivent implantés en vue de favoriser un traitement architectural et d'optimiser leur utilisation. Ils pourront être implantés à l'alignement à condition de ne pas créer de gêne pour les usagers de la voie publique ou privée.

5.4. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

5.5 Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur la voie publique.

Article UE 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. **Par rapport aux limites de la zone UE -** La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché devra au moins être égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. **Par rapport aux limites séparatives à l'intérieur de la zone UE -** La distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite du lot sera au moins égale à 4 mètres.

Toutefois, si deux occupants de la zone présentent un plan de masse formant un ensemble architectural cohérent, les bâtiments peuvent, s'ils respectent les règles de sécurité et de lutte contre l'incendie, être accolés sous réserve expresse de la construction d'un mur coupe-feu.

Ces dispositions ne peuvent être acceptées que sur une seule limite séparative d'un lot donné.

6.3 **Carports et aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte -** Leur implantation sur limite séparative est admise.

6.4. Règles d'implantation particulières

6.4.1. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut être autorisée dans la marge de recul.

6.4.2. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.4.3. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UE 7 sont applicables.

Article UE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. La distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

7.2. En outre, au droit des baies, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables, locaux destinés au travail (à l'exclusion des locaux de stockage), cantines, infirmerie, lieux de repos, prennent jour sur cette façade.

Article UE 8 : EMPRISE DU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementée.

Article UE 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

9.1. La hauteur plafond de la zone est limitée à 20 mètres.

Des dépassements peuvent être autorisés eu égard aux nécessités techniques pour des ouvrages ou parties d'ouvrage de faible emprise. Ces dépassements ne peuvent excéder 15 mètres, soit une hauteur totale de 35 mètres

9.2. Pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs de radiotéléphonie mobile et de communication numérique à très haut débit, la hauteur plafond est de 45 mètres.

9.3. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur est supérieure à celle fixée par les articles précédents, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante.

9.4. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif autres que celles visées à l'article UE 9.2 ne sont pas soumises à des limitations de hauteur si elles ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

9.5. La hauteur maximale des carports est limitée à 3,50 mètres.

Article UE 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1 Dispositions générales - Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions principales, les extensions, les annexes (non jointives du bâtiment principal), les petites constructions, les petits ouvrages, les édicules, doivent tous être réalisés avec le même soin.

Les toitures végétalisées sont admises.

Les panneaux solaires sont admis, y compris ceux faisant office de couverture.

10.2 Clôtures - La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.3 Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles - Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres

Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

Article UE 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

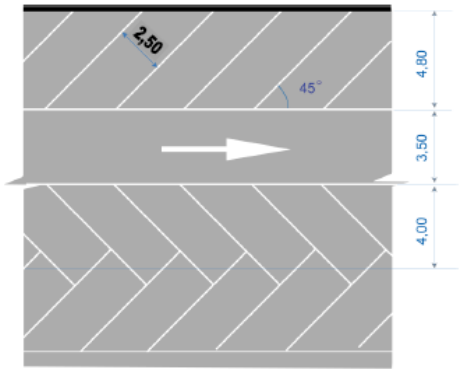
11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

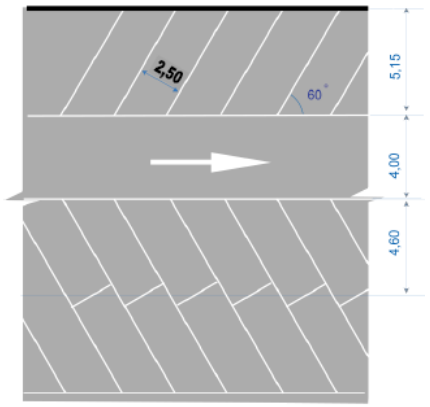
11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

11.1.4 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

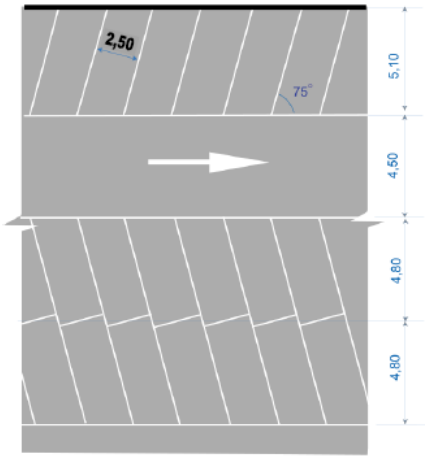
11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



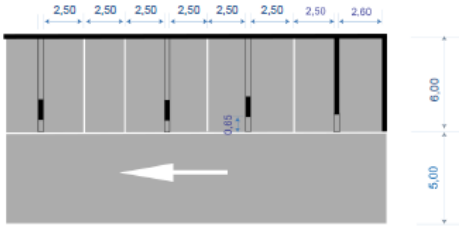
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	**Normes minimales**
Maison d'habitation	Une place jusqu'à 50 m2 de surface de plancher et deux places au-delà
Habitation en immeuble collectif ayant une Surface de Plancher supérieure à 200 m²	Une place par tranche de 50 m² de surface de plancher. Ces places peuvent être pour tout ou partie réalisés en ouvrage. Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun.
Logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat	1 place par logement
Hébergement hôtelier	Une place par tranche de 75 m² de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Artisanat	40% de surface de plancher
Industrie	40% de surface de plancher
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article UE 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les surfaces libres, notamment les marges de reculement, doivent être plantées. En aucun cas, ces surfaces ne peuvent être inférieures à 15 % de la surface du terrain.

Dans le cas de surfaces commerciales, les espaces libres ou plantés doivent couvrir une surface de 20 % au moins dont 10 % d'espaces verts.

12.2. Les plantations - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.
Les arbres existants conservés sont pris en compte.

12.3. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 30% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article UE 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UE 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE VII – ZONE UEa

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UEa est destinée à l'implantation de commerces.

Article UEa 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Toute occupation et utilisation du sol autre que celles mentionnées à l'article UEa 2.

Article UEa 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions à destination commerciale et leurs annexes ainsi qu'une station-service.

Ces occupations et utilisations du sol doivent prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique.

2.2. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, s'il est indispensable qu'elles soient implantées dans la zone UEa.

2.3. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

Article UEa 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles, publiques ou privées, devront avoir une largeur minimale d'emprise de 8 mètres.

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UEa 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable - Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication - L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement - Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.

Article UEa 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 5 mètres de l'alignement de la voie ou de l'emprise publique

5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.3. Les carports doivent implantés en vue de favoriser un traitement architectural et d'optimiser leur utilisation. Ils pourront être implantés à l'alignement à condition de ne pas créer de gêne pour les usagers de la voie publique ou privée.

5.4. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

5.5 Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur la voie publique.

Article UEa 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. **Par rapport aux limites de la zone UE -** La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché devra au moins être égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. **Par rapport aux limites séparatives à l'intérieur de la zone UE -** La distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite du lot sera au moins égale à 4 mètres.

Toutefois, si deux occupants de la zone présentent un plan de masse formant un ensemble architectural cohérent, les bâtiments peuvent, s'ils respectent les règles de sécurité et de lutte contre l'incendie, être accolés sous réserve expresse de la construction d'un mur coupe-feu.

Ces dispositions ne peuvent être acceptées que sur une seule limite séparative d'un lot donné.

6.3 **Carports et aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte -** Leur implantation sur limite séparative est admise.

6.4. Règles d'implantation particulières

6.4.1. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.
L'adjonction d'auvent ou de sas d'entrée sur un escalier existant peut être autorisée dans la marge de recul.

6.4.2. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.4.3. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UEa 7 sont applicables.

Article UEa 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. La distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

7.2. En outre, au droit des baies, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables, locaux destinés au travail (à l'exclusion des locaux de stockage), cantines, infirmerie, lieux de repos, prennent jour sur cette façade.

Article UEa 8 : EMPRISE DU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementée.

Article UEa 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

9.1. La hauteur plafond de la zone est limitée à 13 mètres.

Des dépassements peuvent être autorisés eu égard aux nécessités techniques pour des ouvrages ou parties d'ouvrage de faible emprise. Ces dépassements ne peuvent excéder 3 mètres, soit une hauteur totale de 16 mètres

9.2. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif ne sont pas soumises à des limitations de hauteur si elles ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

9.3. La hauteur maximale des carports est limitée à 3,50 mètres.

Article UEa 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1 Dispositions générales - Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions principales, les extensions, les annexes (non jointives du bâtiment principal), les petites constructions, les petits ouvrages, les édicules, doivent tous être réalisés avec le même soin.

Les toitures végétalisées sont admises.

Les panneaux solaires sont admis, y compris ceux faisant office de couverture.

10.2 **Clôtures** - La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.3 **Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles** - Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres

Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

Article UEa 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

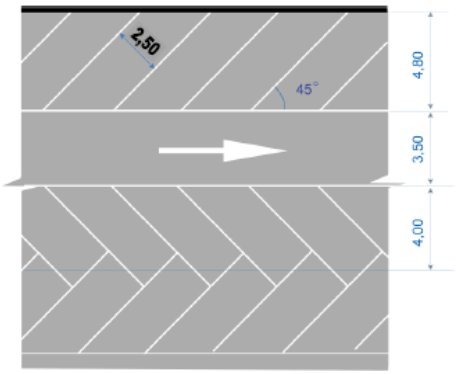
11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

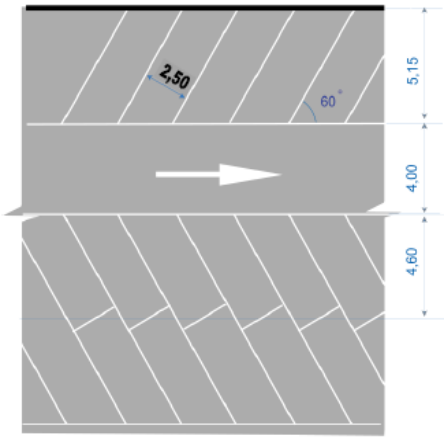
11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

11.1.4 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

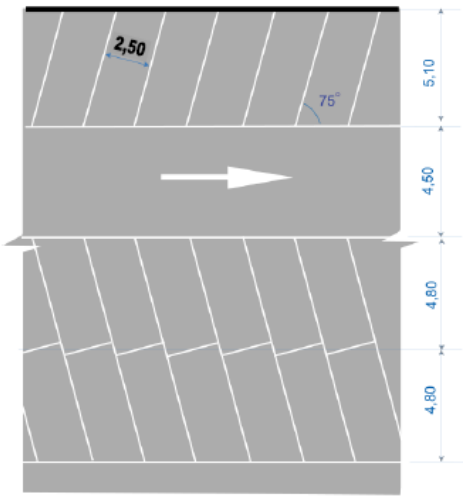
11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



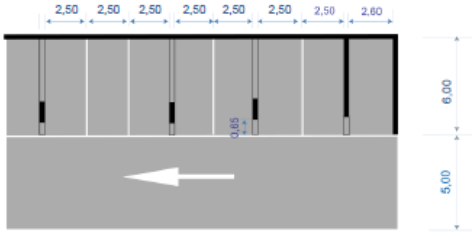
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article UEa 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres ou plantés doivent couvrir une surface de 20 % au moins dont 10 % d'espaces verts.

12.2. Les plantations - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.
Les arbres existants conservés sont pris en compte.

12.3. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 30% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article UEa 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UEa 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE VIII – ZONE UEb

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UEb est réservée à l'implantation d'un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) au Sud du lotissement de Pfastatt le Château.

Article UEb 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Toute occupation et utilisation du sol autre que celle mentionnées à l'article UEb 2.

Article UEb 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement d'un Etablissement et Service d'Aide par le Travail à condition que les servitudes d'utilité publique liées au périmètre de protection de l'installation classée DMC Texunion soient prises en compte.

2.2. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, s'il est indispensable qu'elles soient implantées dans la zone UEb et à condition que les servitudes d'utilité publique liées au périmètre de protection de l'installation classée DMC Texunion soient prises en compte.

Article UEb 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles, publiques ou privées, devront avoir une largeur minimale d'emprise de 8 mètres.

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UEb 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable - Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication - L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement - Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.

Article UEb 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 4 mètres de l'alignement de la voie ou de l'emprise publique

5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.3. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

Article UEb 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. **Par rapport aux limites de la zone UEb -** La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché devra au moins être égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. **Par rapport aux limites séparatives à l'intérieur de la zone UEb -** La distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite du lot sera au moins égale à 4 mètres.

6.3 **Carports et aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte -** Leur implantation sur limite séparative est admise.

6.4. **Règles d'implantation particulières**

6.4.1. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.4.2. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UEb 7 sont applicables.

Article UEb 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

7.2. En outre, au droit des baies, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables, locaux destinés au travail (à l'exclusion des locaux de stockage), cantines, infirmerie, lieux de repos, prennent jour sur cette façade.

Article UEb 8 : EMPRISE DU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions est limitée à 50% de la superficie du terrain.

Article UEb 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

9.1. La hauteur plafond de la zone est limitée à 10 mètres.

Des dépassements peuvent être autorisés eu égard aux nécessités techniques pour des ouvrages ou parties d'ouvrage de faible emprise.

9.2. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif ne sont pas soumises à des limitations de hauteur si elles ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Article UEb 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1 Dispositions générales - Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions principales, les extensions, les annexes (non jointives du bâtiment principal), les petites constructions, les petits ouvrages, les édicules, doivent tous être réalisés avec le même soin.

Les toitures végétalisées sont admises.

Les panneaux solaires sont admis, y compris ceux faisant office de couverture.

10.2 Clôtures - La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.3 Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles - Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres

Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

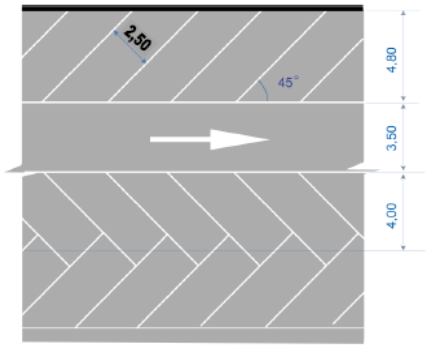
Article UEb 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

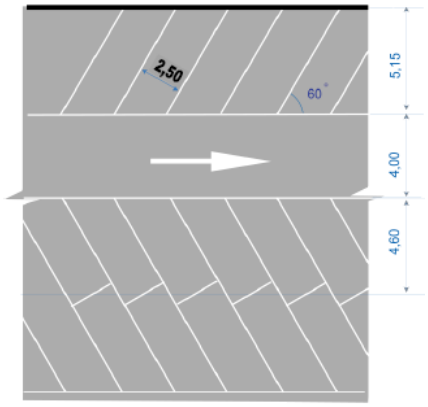
11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

11.1.2 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

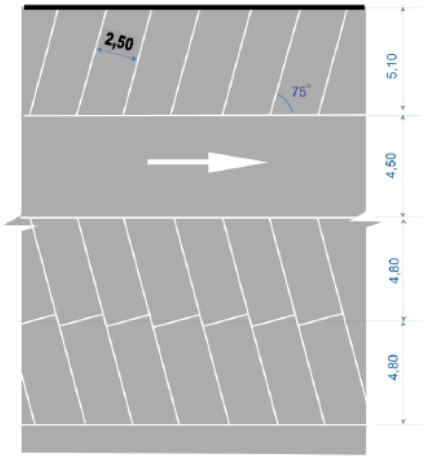
11.1.3 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



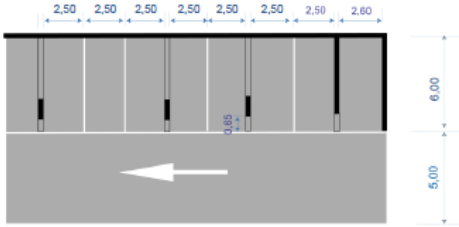
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.4 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Artisanat et industrie	40% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article UEb 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres ou plantés doivent couvrir une surface de 20 % au moins dont 10 % d'espaces verts.

12.2. Les plantations - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.
Les arbres existants conservés sont pris en compte.

12.3. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 30% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article UEb 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UEb 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE IX – ZONE UF

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone UF est affectée au domaine public ferroviaire. Elle correspond à la partie de la gare de triage de Mulhouse - Nord affectant le ban communal de Pfastatt.

Article UF 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les établissements et les installations classées relevant de la catégorie "S" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

1.2. Les constructions à destination exclusive d'habitation, sauf les logements visés à l'article 2.8.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4 L'hébergement léger de loisirs (camping, caravanage, parc résidentiel de loisirs, mobile-homes).

1.5. Les parcs d'attractions, aires de jeux et de sports ouvertes au public.

1.6. Les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou rendus nécessaires pour des motifs de sécurité.

Article UF 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les occupations et utilisations du sol admises ou soumises à conditions particulières ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines.

2.2. Les constructions et installations nécessaires aux activités industrielles ou artisanales liées au rail et toutes les occupations du sol compatibles avec le caractère de la zone.

2.3. Les constructions ou installations et travaux admis pourront, en fonction de leur nature ou de leur destination, être soumis à des prescriptions particulières pour des motifs de sécurité induits par les risques technologiques.

2.4. Le stationnement de caravanes isolées lorsqu'il est lié à un chantier ou à des activités provisoires.

2.5. Les affouillements et exhaussements de sol, s'ils respectent le caractère et l'intérêt de l'environnement et des paysages.

2.6. Les constructions à destination d'activités comportant des installations classées, à condition que l'activité n'entraîne pas de nuisances ou de risques incompatibles avec le voisinage d'habitation.

2.7. Les ouvrages de type ponts ou passerelles.

2.8. Les logements, s'ils sont exclusivement destinés aux personnels dont la présence est indispensable pour des raisons de sécurité ou de gestion des installations ferroviaires (gardiennage, ...)

2.9. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du réseau ferroviaire qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumises aux dispositions des articles 3 à 14.

2.10. Les équipements d'infrastructure et de superstructure dans le cadre du projet de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône et les travaux y afférant qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumis aux dispositions des articles 3 à 14.

2.11. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

Article UF 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

La desserte des terrains situés dans cette zone devra se faire à partir de la Gare de triage de Mulhouse - Nord.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UF 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. **Electricité et télécommunication**
L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.

En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.

Article UF 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

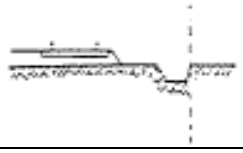
5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 2 mètres de la limite légale du Chemin de Fer telle que déterminée par l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

Limite légale du Chemin de Fer

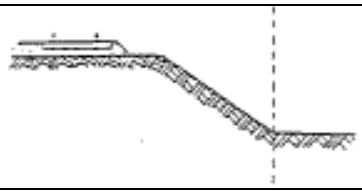
a) Voies en plate-forme sans fossé :
une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur



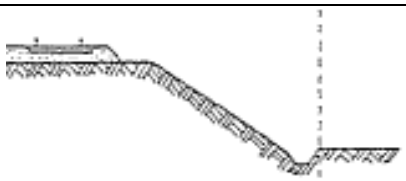
b) Voies en plate-forme avec fossé :
le bord extérieur du fossé



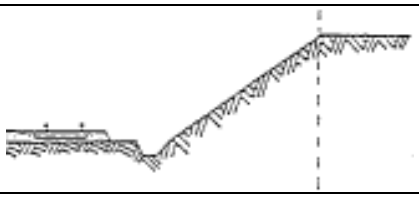
c) Voies en remblai sans fossé :
l'arrête inférieure du talus de remblai



d) Voies en remblai avec fossé :
le bord extérieur du fossé



e) Voies en déblai :
l'arrête supérieure du talus de déblai



5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article UF 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. Les bâtiments de toute nature doivent être implantés conformément aux dispositions de l'article UF 9.1.2. sans que la distance séparant tout point du bâtiment du point le plus proche de la limite soit inférieure à 4 mètres.

6.2. Les outillages nécessaires au fonctionnement du chemin de fer et les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire ne sont pas soumis aux dispositions du présent article.

6.3. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article UF 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contigüité, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

7.2. Les outillages nécessaires au fonctionnement du chemin de fer et les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumis aux dispositions du présent article.

Article UF 8 : EMPRISE DU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementée.

Article UF 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

9.1. Aucune partie d'une construction, à l'exception des ouvrages décrits au 9.1.3 ne peut excéder une hauteur maximale, dite "limite de hauteur relative", qui est fonction de sa distance par rapport au voisinage.

La limite de hauteur relative est, pour un point donné de la construction, la moins élevée des hauteurs définies ci-après :

9.1.1. Hauteur relative par rapport à l'alignement : Néant.

9.1.2. Hauteur relative par rapport aux limites : C'est le double de la distance horizontale qui sépare tout point de la construction des limites séparatives.

9.1.3. Dépassement et majoration de la hauteur relative : Outre les adaptations mineures autorisées en vertu du Titre I, peuvent être édifiés au-dessus de la limite de hauteur relative, les ouvrages indispensables et de faible emprise, tels que souches de cheminées et de ventilation, locaux techniques d'ascenseurs, garde-corps translucides, superstructures de faible emprise (pylône, mats d'éclairage). Par ailleurs, en cas de topographie mouvementée (alignement ou limite séparative présentant des pentes de plus de 5 %) la hauteur relative est majorée de 1,50 mètre.

9.2. Hauteur plafond : néant.

9.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif autres ne sont pas soumises à des limitations de hauteur si elles ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Article UF 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Non réglementé.

Article UF 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Lors de toute opération de construction, il doit être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement dont le nombre est fonction des besoins correspondant à la destination des constructions.

Article UF 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Non réglementées.

Article UF 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article UF 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE X - ZONE 1AUa

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]

La zone 1AUa se compose de secteurs à caractère naturel destinés à être urbanisés. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à sa périphérie immédiate ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est donc subordonnée à des conditions particulières.

La zone 1AUa est destinés à l'extension de l'urbanisation dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble mettant en œuvre la mixité urbaine et conformément aux orientations d'aménagement et de programmation contenues dans le PLU.

Article 1AUa 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Toutes occupations et utilisations du sol à l'exception de celles visées à l'article 1AUa 2 et notamment :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- la création d'étangs,
- la création de tout bâtiment à destination agricole.

Article 1AUa 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. A condition que la réalisation des opérations d'aménagement ne soit pas compromise :

2.1.1 L'édification et la transformation de clôtures qui est soumise à déclaration préalable en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

2.1.2 Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif.

2.2. Toutes occupations et utilisations du sol qui participent à l'aménagement d'une zone de développement urbain mettant en œuvre la mixité urbaine et sociale.

Les occupations et utilisations du sol admises dans la zone sont soumises aux conditions particulières suivantes :

- elles doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation[1] relatives aux zones 1AUa ;
- chaque opération doit être contiguë à une zone équipée et l'aménagement peut être réalisé sur l'ensemble du secteur ou par tranches ;
- les équipements propres à chaque opération sont pris en charge par l'aménageur et doivent être dimensionnés en tenant compte de la nécessité de garantir la desserte de la totalité de la zone et permettre une intégration satisfaisante avec les opérations voisines et les zones urbaines limitrophes.

[1] Voir pièce 2.3 Orientations d'Aménagement et de Programmation relatives aux secteurs AUa et au secteur AUb

2.3. Dans la « Zone pouvant être sujette aux aléas de remontée de la nappe phréatique » reportée sur le règlement graphique 3.c, les occupations et utilisations du sol doivent prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique. Toute construction enterrée devra être réalisée avec un cuvelage étanche ou, à défaut, être équipé d'une pompe de relevage.

2.4 Les constructions à destination de commerce, à condition que leur surface de vente maximale soit inférieure ou égale à 1000m^2.

Article 1AUa 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

Les principes de desserte mentionnés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et dans les orientations d'aménagement et de programmation doivent être respectés.

Les voies nouvelles devront respecter les largeurs minimales de voirie suivantes :

- voies structurantes : 8 mètres ;
- voies de desserte : 6 mètres ;
- autres voies : 3 mètres

L'emprise de la voie est constituée par la ou les chaussées, et les trottoirs éventuels.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article 1AUa 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. **Electricité et télécommunication -** L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, la zone 1AUa est classée en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Le raccordement sur les réseaux existants reste possible, moyennant un tamponnement et le cas échéant des prétraitements. Le débit de rejet par défaut est limité à 2 litres/seconde/hectare aménagé à hauteur de la pluie décennale. Il pourra le cas échéant être dérogé à cette valeur en fonction des caractéristiques des projets et de l'acceptabilité des réseaux, moyennant une justification de la part des aménageurs et l'approbation du gestionnaire des réseaux.

4.4. **Collecte des déchets -** Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des poubelles en attente de collecte, à raison d'un local ou d'une aire par unité foncière.
Les constructions à destination d'habitation individuelle ne sont pas soumises à cette obligation.Il peut être réalisé un local commun ou une aire aménagée commune répondant aux besoins de l'ensemble de chaque zone à aménager.

Article 1AUa 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 3 mètres de l'alignement de la voie ou de l'emprise publique.

5.2. Les piscines non couvertes et les abris de jardin doivent être implantés à une distance minimale de 2 mètres par rapport à l'alignement.

5.3. Au droit des carrefours, en cas de nécessité justifiée par la sécurité des usagers, les constructions et les clôtures doivent être implantées de manière à présenter un pan coupé destiné à améliorer la visibilité.

5.4. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

5.5. Les carports seront implantés en vue de favoriser un traitement architectural et d'optimiser leur utilisation. Ils pourront être implantés à l'alignement à condition de ne pas créer de gêne pour les usagers de la voie publique ou privée.

5.6. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

Article 1AUa 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions enterrées.

6.1. **Par rapport aux propriétés limitrophes de la zone 1AUa** - A l'exception des cas visés aux articles AU 6-3 et AU 6-5, les constructions de toute nature doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative soit au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 4 mètres pour les constructions comportant un niveau droit.

Cette distance est portée à 5 mètres pour les constructions dont la hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère est supérieure ou égale à 7,50 mètres.

6.2. Par rapport aux propriétés de la zone 1AUa

Constructions dont la hauteur à l'égout du toi ou à l'acrotère est supérieure ou égale à 7,50 mètres et équipements publics :

6.2.1. A l'exception des cas visés aux articles AU 6-3 et AU 6-4, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

Autres constructions admises dans la zone :

6.2.2. A l'exception des cas visés aux articles AU 6-3 et AU 6-4, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

6.3. Constructions sur limites séparatives

Des constructions peuvent être implantées sur limite séparative dans les cas suivants :

6.3.1 Lorsque le bâtiment projeté ne dépasse pas 3,50 mètres de hauteur sur limite séparative et 11 mètres de longueur cumulée par limite séparative, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois par limite séparative. Dans le cas d'une construction principale existante implantée sur limite séparative cette longueur de 11 mètres s'ajoute à la longueur sur limite séparative de la construction principale.

6.3.2. Dans le cadre d'un projet architectural commun à des unités foncières limitrophes [constructions jumelées ou en bande, habitat intermédiaire].

Dans ce cas, la distance par rapport à la limite séparative de fond de propriété (limite séparative qui n'aboutit pas sur une voie) doit être au moins égale à :

- **3 mètres pour les constructions d'une hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère inférieure ou égale à 4,50 mètres ;**
- **5 mètres pour les autres constructions.**

6.3.3. Lorsque le bâtiment projeté est un carport, un garage ou un abri de jardin

6.4. Autres implantations

6.4.1. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

6.4.2. D'autres implantations sont autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article 1AUa 7 sont applicables.

Article 1AUa 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à :

- la moitié de la hauteur de la construction la plus élevée tout en restant au moins égale à 3 mètres ;
- la hauteur du bâtiment le plus élevé tout en restant au moins égale à 5 mètres pour les constructions d'une hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère supérieure à 4,50 mètres.

Ces distances ne s'appliquent pas aux piscines, aux garages, aux carports et aux abris de jardin.

7.2. En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'une construction voisine ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article 1AUa 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

8.1. L'emprise au sol est limitée à la moitié de la superficie du terrain pour les constructions à destination d'habitation et leurs annexes.

8.2. L'emprise au sol peut être portée à 60% de la superficie du terrain lorsque les constructions comprennent des bâtiments et des installations autres que des habitations et leurs annexes.

8.3 L'emprise au sol des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas limitée.

Article 1AUa 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

En cas de toiture comportant des croupes, la hauteur à l'égout du toit s'apprécie à l'égout des longs pans.
Pour les toitures à la Mansart et d'une manière générale pour les versants de toit brisés, l'égout du toit s'apprécie au point bas du brisis (partie inférieure en pente raide)

Calage du rez-de-chaussée

9.1. Le rez-de chaussée ne peut dépasser de plus de 1,50 mètre le niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée, sauf si la prise en compte des aléas de remontée de la nappe phréatique justifie une hauteur supérieure.

Hauteur à l'égout du toit et hauteur maximale

Pour chacune des zones 1AUa délimitée au règlement graphique 3.c, les orientations d'aménagement et de programmation[1] définissent :

- des îlots de hauteur,
- une hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère,
- une hauteur maximale au faîtage
- une hauteur maximale avec un niveau en attique.

9.2. Dans le cas de combles aménageables ou non, la hauteur des constructions à l'égout du toit est donnée par les orientations d'aménagement et de programmation sous la légende « Hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère ».

9.3. Dans le cas de toitures terrasses, le dessus de la dalle haute est situé à la hauteur mentionnée dans les orientations d'aménagement et de programmation sous la légende « Hauteur à l'égout du toit ou à l'acrotère ».

Un volume en attique peut être édifié au-dessus de ces hauteurs à l'acrotère. Son gabarit est délimité par les pignons et par un plan incliné à 60° au-dessus du plan horizontal correspondant à la dalle haute.

9.4 Les gabarits des constructions définis aux articles 9.2 et 9.3 ci-dessus peuvent être dépassés d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

9.5. Les équipements publics ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9.1 à 9.4. Leur hauteur maximale est limitée à 16 mètres.

Toutefois, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, cette hauteur peut être dépassée.

9.6. La hauteur maximale des carports est limitée à 3,50 mètres.

Article 1AUa 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

10.1. Dispositions générales - Un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les teintes doivent s'harmoniser avec l'environnement.

Dans les cours, les pavés naturels locaux (granit, grès, calcaire, galets) seront privilégiés, ainsi que le gravier et le gazon.

Les antennes paraboliques ne devront pas être visibles depuis le domaine public et avoir la même teinte que la partie de la construction qui les supporte.

[1] Voir pièce 2.3 Orientations d'Aménagement et de Programmation relatives aux secteurs AUa et au secteur AUb

10.2. **Façades -** L'emploi à nu en parement extérieur de matériaux destinés à être enduits est interdit.

Les constructions annexes doivent avoir un aspect qui s'harmonise par la forme et la couleur à celui des constructions principales.

10.3. **Toitures -** A moins qu'il ne soit mis en œuvre une toiture-terrasse, la pente minimale des toitures des volumes principaux des constructions doit être de 30°.

La toiture doit être exempte de tout élément de construction, à l'exception des conduits de fumée ou de ventilation, sur une profondeur minimale de 1 mètre de long des rives sur limites de propriété ainsi que le long de l'égout et du faîtage.

10.4 Clôtures

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

En limite des voies publiques et des espaces publics., trois types de clôtures sont autorisées :

- Les murs plein de finition soignée. Leur hauteur est limitée à 1,50 m maximum
- Les grilles, grillages ou autres dispositifs à claire-voie avec ou sans mur bahut. Dans les cas où les grilles ou grillages sont associées à un mur bahut, celui-ci ne peut dépasser une hauteur de 0,45 m. La hauteur totale, mur bahut inclus, ne peut dépasser une hauteur de 1,80 m. Les clôtures à claire voie doivent présenter au moins 5 cm d'espacement entre les lattes horizontales ou verticales. Les claustras et les dispositifs opaques sont interdits.
- Les haies vives à dominante d'arbustes caducs d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage qui doit alors être installé côté intérieur de la propriété.

Les hauteurs indiquées dans ce sous-article s'entendent mesurées par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir.

La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités.

Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques.

10.5. **Locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles -** Lorsqu'ils sont implantés à l'alignement, les locaux et aires aménagés pour le stockage des poubelles doivent être intégrés à la clôture et faire l'objet d'un traitement garantissant leur intégration paysagère. Leur hauteur est limitée à 2,50 mètres

Dans tous les cas, ils doivent être conçus de manière à masquer la perception des poubelles depuis le domaine public.

Article 1AUa 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

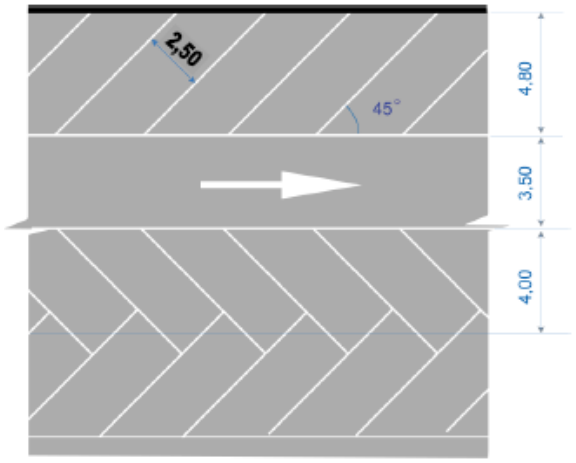
11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

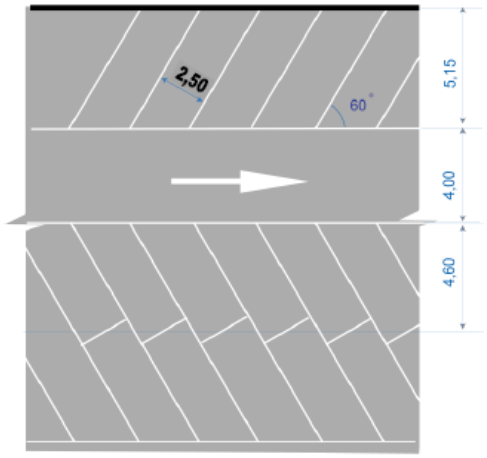
11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

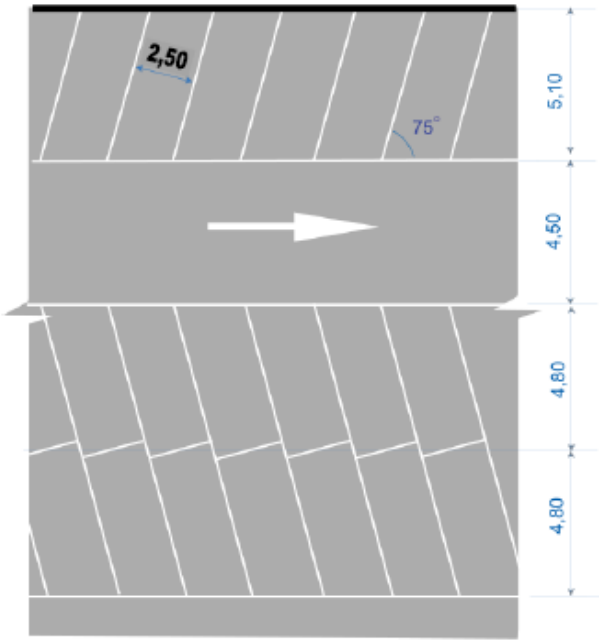
11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite devront avoir les dimensions minimales mentionnées ci-dessous et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.



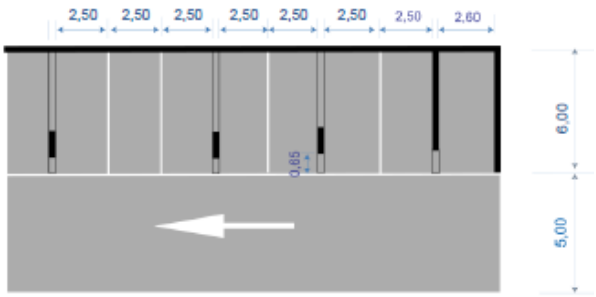
Stationnement en épi à 45°



Stationnement en épi à 60°



Stationnement en épi à 75°



Stationnement en bataille

Pour le stationnement en surface, les places doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.

11.1.7 Un emplacement de stationnement est réputé aménagé pour les personnes à mobilité réduite lorsqu'il comporte, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture une bande libre de tout obstacle, protégée de la circulation automobile, et reliée par un chemin praticable à l'entrée de l'installation.

Cette bande d'accès latérale prévue doit avoir une largeur minimale de 0,80 mètre sans que la largeur totale de l'emplacement puisse être inférieure à 3,30 mètres.

Il est obligatoire, dans tout parc de stationnement ouvert au public, de réserver un tel emplacement par tranche de 50 places de stationnement ou fraction de 50 places.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	**Normes minimales**
Maison d'habitation	Une place jusqu'à 50 m2 de surface de plancher et deux places au-delà
Habitation en immeuble collectif ayant une Surface de Plancher supérieure à 200 m²	Une place par tranche de 50 m² de surface de plancher. Ces places peuvent être pour tout ou partie réalisés en ouvrage. Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun.
Logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat	1 place par logement
Hébergement hôtelier	Une place par tranche de 75 m² de surface de plancher avec un minimum d'une place pour 3 chambres
Bureaux	50% de surface de plancher
Commerce	60% de surface de plancher
Artisanat	40% de surface de plancher
Industrie	40% de surface de plancher
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Fonction d'entrepôt	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage. Pour les immeubles collectifs il faut une place par logement.

Article 1AUa 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

12.2. Les espaces verts et les plantations - Les espaces verts doivent représenter 15% de la superficie de chaque zone 1AUa.

Les espaces libres doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.
Les arbres existants conservés sont pris en compte.

12.3. Les aires de stationnement - Les aires de stationnement sont traitées préférentiellement en dalles gazon, les circulations peuvent être traitées en enrobé ainsi que les emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite.

Les aires de stationnement traitées en dalles gazon ou similaire sont prises en compte dans les espaces verts.

Les aires de stationnement doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 3 emplacements et des haies vives d'une hauteur minimum de 0,80 mètre doivent être implantée sur leur périphérie de manière à maquer l'impact des véhicules. Des systèmes de treillis avec plantations grimpantes peuvent également être mis en œuvre à cet effet.

12.4. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 40% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale inférieure ou égale à 80 cm pour 50% de leur surface.
- Les espaces verts sur les dalles de rez-de-chaussée et garages souterrains avec une épaisseur de terre végétale supérieure à 80 cm pour 70% de leur surface.
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article 1AUa 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article 1AUa 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XI - ZONE 2AU

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone 2AU se compose de secteurs à caractère naturel destinés à être urbanisés. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à sa périphérie immédiate n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est donc subordonnée à une modification du P.L.U.

Article 2AU 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Toutes occupations et utilisations du sol à l'exception de celles visées à l'article 2AU 2 et notamment :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- la création d'étangs,
- la création de tout bâtiment à destination agricole.

Article 2AU 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. A condition que la destination future de la zone 2AU (développement de l'urbanisation) ne soit pas compromise de manière irréversible :

2.1.1 L'édification et la transformation de clôtures qui est soumise à déclaration préalable en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

2.1.2 Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, si la nécessité de leur implantation dans la zone 2AU est démontrée.

Article 2AU 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Non réglementés.

Article 2AU 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Non réglementée.

4.2. **Electricité et télécommunication -** Non réglementées.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.

En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, la zone 2AU [2AUs] est classée en zone de compensation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant n'est toléré qu'en cas d'impossibilité d'utilisation des techniques alternatives, après tamponnement (et prétraitements si nécessaire), à hauteur par défaut de 2 l/s/ha aménagé pour la pluie décennale et à charge de l'aménageur de compenser le cas échéant les impacts négatifs du rejet.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.
Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

Article 2AU 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article 2AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article 2AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

Article 2AU 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementée.

Article 2AU 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

9.1. La hauteur des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif est limitée à 16 mètres.

Toutefois, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, cette hauteur peut être dépassée.

Article 2AU 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Non réglementés.

Article 2AU 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Non réglementées.

Article 2AU 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Non réglementées.

Article 2AU 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article 2AU 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XII - ZONE 2AUs

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]

La zone 2AUs se compose de secteurs à caractère naturel destinés à être urbanisés. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à sa périphérie immédiate n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est donc subordonnée à une modification du P.L.U.

La zone 2AUs est réservée à l'implantation future d'équipements publics de sports et de loisirs ainsi que pour des équipements culturels.

Article 2AUs 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Toutes occupations et utilisations du sol à l'exception de celles visées à l'article 2AUs 2 et notamment :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- la création d'étangs,
- la création de tout bâtiment à destination agricole.

Article 2AUs 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. A condition que la destination future de la zone 2AUs (équipements publics de sports et de loisirs et équipements culturels) ne soit pas compromise de manière irréversible :

2.1.1 L'édification et la transformation de clôtures qui est soumise à déclaration préalable en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

2.1.2 Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, si la nécessité de leur implantation dans la zone 2AUs est démontrée.

Article 2AUs 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Non réglementés.

Article 2AUs 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** Non réglementée.

4.2. **Electricité et télécommunication -** Non réglementées.

4.3. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, la zone 2AU [2AUs] est classée en zone de compensation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant n'est toléré qu'en cas d'impossibilité d'utilisation des techniques alternatives, après tamponnement (et prétraitements si nécessaire), à hauteur par défaut de 2 l/s/ha aménagé pour la pluie décennale et à charge de l'aménageur de compenser le cas échéant les impacts négatifs du rejet.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.
Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur..

Article 2AUs 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article 2AUs 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article 2AUs 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance séparant deux constructions situées sur le même terrain ou deux terrains liés par une servitude de cour commune ne peut être inférieure à 3 mètres.

Article 2AUs 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementée.

Article 2AUs 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel dans l'emprise de la construction projetée jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

9.1. La hauteur des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif est limitée à 16 mètres.

Toutefois, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, cette hauteur peut être dépassée.

Article 2AUs 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Non réglementés.

Article 2AUs 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Non réglementées.

Article 2AUs 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Non réglementées.

Article 2AUs 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article 2AUs 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XIII - ZONE A

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
Il s'agit d'une zone protégée en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
La zone A permet l'implantation de constructions à destination agricole.

Article A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article A 2 et notamment :

1.1. Le changement de destination des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets non liés à une activité agricole.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs de pêche.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

Article A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Gestion des constructions existantes

2.1. L'adjonction de constructions ou d'autres installations aux bâtiments d'exploitation agricoles préexistants, destinés :

- à la conduite de productions animales ou végétales ;
- aux travaux agricoles et aux services liés à l'entretien de l'espace ;
- à la transformation des produits de l'exploitation agricole.

Dispositions applicables aux nouvelles constructions admises dans la zone A

2.2. Les constructions et installations liées et nécessaires à la conduite de productions animales ou végétales, y compris celles nécessaires aux unités de production hors sol, et / ou à la transformation et la commercialisation des produits de l'exploitation, à condition que le pétitionnaire puisse justifier de la mise en valeur d'une exploitation agricole au moins égale à la surface minimum d'installation au vu de la réglementation en vigueur.

2.3. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

Article A3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées - Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public - Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article A 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable - En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. Assainissement - Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement collectif. Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.

Si l'immeuble, le projet ou la parcelle est considéré comme difficilement raccordable, ou en l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - La zone A est rangée en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article A 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Pour les voies ci-après, existantes ou projetées, quelle que soit leur largeur, les constructions devront être implantées à la distance minimale de l'alignement de la voie :

- Route Départementale : 25 mètres
- Autres voies : 5 mètres

5.2. Les aménagements et extensions des constructions existantes implantées à des distances inférieures à celles mentionnées à l'article 5.1 peuvent être établis en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade donnant sur la voie publique jusqu'à atteindre la ou les limites séparatives.

5.3. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

6.3. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article A 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol n'est pas limitée.

Article A 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur maximale des constructions et installations à destination agricole est de 12 mètres à la corniche, sauf nécessité de dépassement de cette hauteur pour des motifs techniques.

9.2. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis aux limitations de hauteur fixées par le présent article.

Article A 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

10.1. **Bâtiments -** Sauf si des motifs techniques de fonctionnement s'y opposent, les bâtiments sont regroupés au maximum.

Les matériaux de couleurs vives sont interdits.

Les constructions annexes doivent être édifiées en harmonie avec les constructions principales tant en ce qui concerne l'aspect extérieur des bâtiments que leurs toitures ou les coloris de façades.

Les façades composées de rayures polychromes verticales ou horizontales sont interdites.

Les matériaux de couverture doivent être de couleur rouge, rouge-brun nuancé ou ayant un aspect de terre cuite.
Toutefois, les toitures végétalisées et les panneaux solaires, y compris ceux faisant office de couverture sont admis.

Les enduits et les matériaux des hangars, silos, bâtiments à destination d'activité ou annexes non contiguës doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

10.2. Clôtures - Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux clôtures agricoles.

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

La hauteur des clôtures est limitée à 2 mètres. Cette hauteur est mesurée à partir du terrain naturel.

Les clôtures sont constituées par des grilles, grillages, claustras ou dispositifs à claire-voie qui peuvent être montés sur des murs bahuts.

Article A 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article A 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

12.2. Les plantations - Lors de l'implantation de bâtiments à caractère agricole ou de constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, des plantations à base d'arbres à haute ou moyenne tige et de haies vives composées d'essences locales traditionnelles, fruitières ou feuillues doivent être réalisées afin de minimiser l'impact visuel des nouveaux bâtiments.

Ces plantations pourront être effectuées sur des merlons de terre végétale ceinturant les installations, la hauteur maximale de ces merlons étant de 1,50 mètre.

12.3. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 50% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article A 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article A 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XIV - ZONE Aa

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
La zone Aa est également protégée en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles mais elle est inconstructible du fait de sa proximité avec les zones urbaines ou à urbaniser.

Article Aa 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article Aa 2 et notamment :

1.1. Le changement de destination des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets non liés à une activité agricole.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs de pêche.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

1.6. Les constructions et les clôtures fixes édifiées à moins de 4 mètres du haut de la berge des cours d'eau.

1.7. Les constructions de toute nature sur une profondeur de 15 mètres comptés à partir des lisières forestières.

Article Aa 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

Article Aa3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article Aa 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales - Les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article Aa 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Pour les voies ci-après, existantes ou projetées, quelle que soit leur largeur, les constructions devront être implantées à la distance minimale de l'alignement de la voie :

- Route Départementale : 25 mètres
- Autres voies : 5 mètres

5.2. Les aménagements et extensions des constructions existantes implantées à des distances inférieures à celles mentionnées à l'article 5.1 peuvent être établis en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade donnant sur la voie publique.

5.3. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Aa 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

6.3. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Aa 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article Aa 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol n'est pas limitée.

Article Aa 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur maximale des constructions et installations à destination agricole est de 12 mètres à la corniche, sauf nécessité de dépassement de cette hauteur pour des motifs techniques.

9.2. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis aux limitations de hauteur fixées par le présent article.

Article Aa 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

10.1. **Bâtiments -** Sauf si des motifs techniques de fonctionnement s'y opposent, les bâtiments sont regroupés au maximum.

Les matériaux de couleurs vives sont interdits.

Les constructions annexes doivent être édifiées en harmonie avec les constructions principales tant en ce qui concerne l'aspect extérieur des bâtiments que leurs toitures ou les coloris de façades.

Les façades composées de rayures polychromes verticales ou horizontales sont interdites.

Les matériaux de couverture doivent être de couleur rouge, rouge-brun nuancé ou ayant un aspect de terre cuite.
Toutefois, les toitures végétalisées et les panneaux solaires, y compris ceux faisant office de couverture sont admis.

Les enduits et les matériaux des hangars, silos, bâtiments à destination d'activité ou annexes non contiguës doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

10.2. **Clôtures -** Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux clôtures agricoles.

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

La hauteur des clôtures est limitée à 2 mètres. Cette hauteur est mesurée à partir du terrain naturel.

Les clôtures sont constituées par des grilles, grillages, claustras ou dispositifs à claire-voie qui peuvent être montés sur des murs bahuts.

Article Aa 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

11.1.2 Lors de toute opération d'extension il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article Aa 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité pouvant associer aux arbres et plantations, diverses parties minérales.

12.2. Les plantations - Lors de l'implantation de bâtiments à caractère agricole ou de constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, des plantations à base d'arbres à haute ou moyenne tige et de haies vives composées d'essences locales traditionnelles, fruitières ou feuillues doivent être réalisées afin de minimiser l'impact visuel des nouveaux bâtiments.

Ces plantations peuvent être effectuées sur des merlons de terre végétale ceinturant les installations, la hauteur maximale de ces merlons étant de 1,50 mètre.

12.3. Imperméabilisation des sols - Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces non imperméabilisés doivent représenter au minimum 50% de la superficie des espaces libres.

Sont comptabilisées comme non imperméabilisées :
- Les surfaces en pleine terre dans leur totalité
- Les surfaces de murs aménagés pour être végétalisés pour 20% de leur surface.
- Les surfaces des toitures et terrasses végétalisées comportant une épaisseur de terre végétale au moins égale à 60 cm pour 70% de leur surface
- Les surfaces en revêtements perméables à l'air et à l'eau posés sur sol drainant pour 50% de leur surface.

Article Aa 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article Aa 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XV - ZONE Am

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]

La zone Am est protégée en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle est destinée au maraîchage et l'arboriculture.

Article Am 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article Am 2 et notamment :

1.1. Le changement de destination des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets non liés à une activité agricole.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs de pêche.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

Article Am 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol définies aux articles 2.1 et 2.2 ci-dessous ne sont admises que dans l'ilot délimité par la rue du Château au Nord, la rue de la Doller à l'Est, la rue de la Liberté au Sud et la rue des Martyrs à l'Ouest.

2.1. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.2. Les serres et installations liées et nécessaires à la conduite de productions maraîchères et arboricoles, à condition que le pétitionnaire puisse justifier de la mise en valeur d'une exploitation agricole au moins égale à la surface minimum d'installation au vu de la réglementation en vigueur.

Article Am 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article Am 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. **Assainissement**

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales - Les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article Am 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 5 mètres de l'alignement des voies.

5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Am 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Am 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article Am 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol n'est pas limitée.

Article Am 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur maximale des constructions et installations à destination agricole est de 12 mètres à la corniche, sauf nécessité de dépassement de cette hauteur pour des motifs techniques.

9.2. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis aux limitations de hauteur fixées par le présent article.

Article Am 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

10.1. **Bâtiments -** Sauf si des motifs techniques de fonctionnement s'y opposent, les bâtiments sont regroupés au maximum.

Les matériaux de couleurs vives sont interdits.

Les constructions annexes doivent être édifiées en harmonie avec les constructions principales tant en ce qui concerne l'aspect extérieur des bâtiments que leurs toitures ou les coloris de façades.

Les façades composées de rayures polychromes verticales ou horizontales sont interdites.

Les matériaux de couverture doivent être de couleur rouge, rouge-brun nuancé ou ayant un aspect de terre cuite.
Toutefois, les toitures végétalisées et les panneaux solaires, y compris ceux faisant office de couverture sont admis.

Les enduits et les matériaux des hangars, silos, bâtiments à destination d'activité ou annexes non contiguës doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

10.2. **Clôtures -** Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux clôtures agricoles.

La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

La hauteur des clôtures est limitée à 2 mètres. Cette hauteur est mesurée à partir du terrain naturel.

Les clôtures sont constituées par des grilles, grillages, claustras ou dispositifs à claire-voie qui peuvent être montés sur des murs bahuts.

Article Am 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

11.1.2 Lors de toute opération d'extension ou de changement d'affectation de locaux, il peut être exigé la réalisation d'un nombre de places calculé par différence entre les besoins antérieurs et les besoins du projet en appliquant les normes définies ci-dessous.

11.1.3 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

11.1.4 L'édification des abris de jardins n'est pas soumise aux obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement.

11.1.5 Pour les constructions comportant plusieurs destinations, les normes minimales seront appliquées au prorata de la surface ou de la capacité d'accueil des constructions.

11.1.6 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur

Destination	Normes minimales
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article Am 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Non réglementées.

Article Am 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article Am 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XVI - ZONE N

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]
Il s'agit d'une zone naturelle protégée en raison de la qualité des sites et des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique ou écologique.

Cette zone englobe la partie de la forêt de protection du Nonnenbruch située sur le ban de Pfastatt ainsi que les abords de la Doller et du Dollerbaechlein.

Article N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article N 2 et notamment :

1.1. Le changement de destination des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles et notamment celles qui sont incompatibles avec les dispositions des arrêtés de protection des captages d'eau potable.

1.6. Les constructions et les clôtures fixes édifiées à moins de 6 mètres du haut de la berge des cours d'eau.

1.7. Les défrichements dans les espaces boisés identifiés au titre de l'article L.130-1° du code de l'urbanisme figurant aux règlements graphiques 3.b. et 3.c.

Article N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'abattage des arbres constituant le cortège végétal des cours d'eau et les massifs forestiers, identifiés au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme et figurant aux règlements graphiques 3.b. et 3.c s'il fait l'objet d'une compensation par la plantation d'espèces équivalentes.

2.2. Les constructions, installations et travaux liés et nécessaires à la sauvegarde, à la gestion et à l'entretien du site et de la forêt ainsi que l'aménagement d'équipements publics de loisir liés à la forêt tels que des parcours de santé ou de découverte de la nature ou pistes cyclables.

Les occupations et utilisations du sol admises au titre de cet article doivent faire l'objet de mesures d'intégration paysagère, et les constructions doivent être réalisées en matériaux naturels dont le bois et rester de dimensions limitées.

2.3. Les abris de chasse à raison de 1 par lot de chasse d'une emprise au sol maximale de 50 m^2.

2.4. L'aménagement, l'extension mesurée des constructions existantes, régulièrement édifiées, à condition qu'il n'y ait pas de création de nouveaux logements ainsi que l'adjonction d'annexes à ces constructions à condition que ces annexes soient implantées à moins de 10 mètres des constructions existantes et que ces travaux fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.5. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.6. Les abris de pâture à condition que ces constructions soient démontables, réalisées sans fondation et ouvertes sur l'un de leurs grands côtés.

2.7. Les outillages nécessaires au fonctionnement de services publics situés sur le domaine public ferroviaire ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire et les constructions nécessaires à l'exploitation du chemin de fer.

Ces occupations et utilisations du sol ne sont pas soumises aux dispositions des articles N 3 à N 16.

2.8. Les équipements d'infrastructure et de superstructure dans le cadre du projet de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône et les travaux y afférant qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumis aux dispositions des articles N 3 à N 14.

2.9. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

Article N 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article N 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales - Les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article N 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Pour les voies ci-après, existantes ou projetées, quelle que soit leur largeur, les constructions doivent être implantées à la distance minimale de l'alignement de la voie :

- Autoroute et Route Départementale : 25 mètres
- Autres voies : 5 mètres

5.2. Les aménagements et extensions des constructions existantes implantées à des distances inférieures à celles mentionnées à l'article 5.1 peuvent être établis en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade donnant sur la voie publique.

5.3. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

6.3. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article N 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des abris de pâture est limitée à 12 m^2

Article N 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur maximale des abris de pâture est limitée à 3 mètres.

9.2. La hauteur des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif n'est pas limitée.

Article N 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

10.1. **Bâtiments -** Les enduits et les matériaux des constructions doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

Les abris quelle que soit leur fonction doivent avoir l'aspect du bois.

10.2. **Clôtures -** La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

Les clôtures sont constituées d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie.

Les clôtures sont constituées d'un grillage à grosses mailles.
Leur hauteur maximale est fixée à 2 mètres.

Pour constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif les clôtures sont constituées soit d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut.
Leur hauteur n'est pas limitée.

Article N 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière selon les normes définies ci-dessous.

11.1.2 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

11.1.3 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés

Le nombre de places résultant de l'application des normes minimales est arrondi à l'entier supérieur.

Destination	Normes minimales
Exploitation agricole ou forestière	20% de surface de plancher
Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif	Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

11.3. Stationnement des vélos

Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article N 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité.

12.2. Les plantations - Lors de l'implantation de constructions, y compris les constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, des plantations à base d'arbres à haute ou moyenne tige et de haies vives composées d'essences locales traditionnelles, fruitières ou feuillues doivent être réalisées afin de minimiser l'impact visuel des nouveaux bâtiments.

Ces plantations peuvent être effectuées sur des merlons de terre végétale ceinturant les installations, la hauteur maximale de ces merlons étant de 1,50 mètre.

12.3. Imperméabilisation des sols - Les abords des constructions y compris les aires de stationnement et de circulation ne doivent pas être imperméabilisés.

Article N 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article N 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XVII - ZONE Ne

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]

*La zone **Ne** correspond aux étangs de pêche Saint-Pierre.*

Article Ne 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article Ne 2 et notamment :

1.1. Le changement de destination des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles et notamment celles qui sont incompatibles avec les dispositions des arrêtés de protection des captages d'eau potable.

1.5. Les constructions et les clôtures fixes édifiées à moins de 6 mètres du haut de la berge des cours d'eau.

1.6. Les défrichements dans les espaces boisés identifiés au titre de l'article L.130-1° du code de l'urbanisme figurant aux règlements graphiques 3.b. et 3.c.

Article Ne 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'abattage des arbres constituant le cortège végétal des cours d'eau et les massifs forestiers, identifiés au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme et figurant aux règlements graphiques 3.c s'il fait l'objet d'une compensation par la plantation d'espèces équivalentes.

2.2. L'aménagement, l'extension mesurée des constructions existantes, régulièrement édifiées, à condition qu'il n'y ait pas de création de nouveaux logements ainsi que l'adjonction d'annexes à ces constructions à condition que ces annexes soient implantées à moins de 10 mètres des constructions existantes et que ces travaux fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.4. Les constructions et installations liées et nécessaires à la pêche ainsi que celles destinées aux sports et aux loisirs à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.5. La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007.

Article Ne 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article Ne 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement collectif. Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.

Si l'immeuble, le projet ou la parcelle est considéré comme difficilement raccordable, ou en l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales - La zone A est rangée en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article Ne 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 5 mètres de l'alignement des voies.

5.2. Les aménagements et extensions des constructions existantes implantées à des distances inférieures à celles mentionnées à l'article 5.1 peuvent être établis en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade donnant sur la voie publique.

5.3. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Ne 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

6.3. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Ne 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article Ne 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol n’est pas limitée.

Article Ne 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur maximale des constructions et installations est de 12 mètres.

9.2. La hauteur des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif n’est pas limitée.

Article Ne 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s’appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

10.1. **Bâtiments -** Les enduits et les matériaux des constructions doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

Les abris quelle que soit leur fonction doivent avoir l'aspect du bois.

10.2. **Clôtures -** La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l’article R.421-12 du code de l’urbanisme soumet l’édification des clôtures à déclaration préalable.

Les clôtures sont constituées soit d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut.
Leur hauteur n'est pas limitée.

Article Ne 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

11.1. Dispositions générales

11.1.1 Lors de toute opération de construction, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération doivent être réalisées sur la même entité foncière.

11.1.2 Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes à mobilité réduite doivent avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 5 m.et être aisément accessibles depuis la voie publique. Les carports constituent des aires de stationnement.

11.2. Stationnement des véhicules motorisés - Le stationnement correspondant aux besoins des constructions, travaux ou ouvrages à réaliser et nécessaire à la gestion de la fréquentation du public doit être assuré en dehors des voies publiques.

11.3. Stationnement des vélos - Des aires de stationnement pour vélos ou places (en tant que dispositif pour accrocher un ou deux vélos maximum) doivent être prévus en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Article Ne 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

12.1. Les espaces libres - Les espaces libres, y compris ceux affectés au stationnement, doivent faire l'objet d'un traitement de qualité.

12.2. Les plantations - Lors de l'implantation de constructions, y compris les constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, des plantations à base d'arbres à haute ou moyenne tige et de haies vives composées d'essences locales traditionnelles, fruitières ou feuillues doivent être réalisées afin de minimiser l'impact visuel des nouveaux bâtiments.

Ces plantations peuvent être effectuées sur des merlons de terre végétale ceinturant les installations, la hauteur maximale de ces merlons étant de 1,50 mètre.

Les aires de stationnement doivent être plantés d'arbres à moyenne ou haute tige à raison d'un pour 3 emplacements et des haies vives d'une hauteur minimum de 0,80 mètre doivent être implantée sur leur périphérie de manière à maquer l'impact des véhicules.

12.3. Imperméabilisation des sols - Les abords des constructions y compris les aires de stationnement et de circulation ne doivent pas être imperméabilisés.

Article Ne 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article Ne 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XVIII - ZONE Ni

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]

*La zone **Ni** est réservé à un stockage de matériaux inertes.*

Article Ni 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article Ni 2 et notamment :

1.1. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules.

1.2. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.3. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

Article Ni 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.2. Toutes les occupations et utilisations du sol liées au stockage de matériaux inertes, en particulier les exhaussements de sol à condition qu'elles fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

Article Ni 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Non réglementée.

Article Ni 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soit pas considéré comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales - Les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.
Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article Ni 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Pour les voies ci-après, existantes ou projetées, quelle que soit leur largeur, les constructions doivent être implantées à la distance minimale de l'alignement de la voie :

- Autoroute et Route Départementale : 25 mètres
- Autres voies : 5 mètres

5.3. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Ni 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.3. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Ni 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article Ni 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementée.

Article Ni 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif n'est pas limitée.

Article Ni 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Non réglementés.

Article Ni 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Non réglementées.

Article Ni 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Non réglementées.

Article Ni 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article Ni 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XIX - ZONE Nj

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]

*La zone **Nj** est affectée à des jardins familiaux et au verger école.*

Article Nj 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article Nj 2 et notamment :

1.1. Le changement de destination des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

Article Nj 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.2. L'implantation d'abris de jardin de 3 mètres de hauteur maximale, de 6 m^2 de surface hors tout, à raison d'un abri par lot de jardin.

2.3. Pour le verger école situé rue de Dornach, les constructions et installations liées et nécessaires à l'entretien du verger et aux animations pédagogiques.

2.4. Dans la partie de la zone exposée au risque d'inondation délimitée sur le règlement graphique 3.c, ne sont admises que les occupations et utilisations du sol permises par le PPRI du bassin versant de la Doller.

Article Nj 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article Nj 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Dans le secteur du verger école rue de Dornach et pour les locaux de l'association culturelle des Jardins Schoff rue de la Liberté, les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement collectif.

Ailleurs en zone Nj, les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales - Le secteur du verger école rue de Dornach et les locaux de l'association culturelle des Jardins Schoff rue de la Liberté sont rangés en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau d'eaux pluviales ou unitaire existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Ailleurs en zone Nj, les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article Nj 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 5 mètres de l'alignement des voies.

5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Nj 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Nj 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article Nj 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions admises dans le verger école rue de Dornach est limitée à 100 m^2

Article Nj 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur maximale des abris de jardin est limitée à 3 mètres.

9.2. La hauteur maximale des constructions admises dans le verger école rue de Dornach est limitée à la hauteur de la construction existante.

9.3. La hauteur des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif n'est pas limitée.

Article Nj 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

10.1. **Bâtiments -** Les enduits et les matériaux des constructions doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

Les abris quelle que soit leur fonction doivent avoir l'aspect du bois.

10.2. **Clôtures -** La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

Les clôtures sont constituées d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie.

Les clôtures sont constituées d'un grillage à grosses mailles.
Leur hauteur maximale est fixée à 2 mètres.

Pour constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif les clôtures sont constituées soit d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut.
Leur hauteur n'est pas limitée.

Article Nj 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Non réglementées.

Article Nj 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Non réglementées.

Article Nj 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article Nj 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

CHAPITRE XX - ZONE Nv

Caractère de la zone [Extrait du rapport de présentation]

*La zone **Nv** est affectée à un verger de production fruitière lié aux activités développées dans la zone maraîchère Am.*

Article Nv 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article Nv 2 et notamment :

1.1. Le changement de destination des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

Article Nv 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.2. Les constructions et installations liées et nécessaires à la conduite de productions fruitières dans le cadre d'un verger de production, à condition que :

- le pétitionnaire puisse justifier de la mise en valeur d'une exploitation agricole au moins égale à la surface minimum d'installation au vu de la réglementation en vigueur,
- la production fruitière constitue un complément de l'activité maraîchère admise dans la zone Am,
- les constructions et installations soient regroupées et implantées dans la partie basse de la zone le long de la rue du Château.

Article Nv 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. **Desserte par les voies publiques ou privées -** Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. **Accès aux voies ouvertes au public -** Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article Nv 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. **Adduction d'eau potable -** En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. **Assainissement -** Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées - Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales - Les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article Nv 5 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

5.1. Les constructions doivent être implantées dans une bande de 15 mètres de profondeur mesurés par rapport à l'alignement de la rue du Château entre la rue des Martyrs et la rue de la Doller.

5.2. L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Nv 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

6.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

6.2. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.

Article Nv 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article Nv 8 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol cumulée des constructions admises est limitée à 120 m^2

Article Nv 9 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

9.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 5 mètres.

9.2. La hauteur des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif n'est pas limitée.

Article Nv 10 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

10.1. **Bâtiments -** Les enduits et les matériaux des constructions doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

10.2. **Clôtures -** La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme soumet l'édification des clôtures à déclaration préalable.

Les clôtures sont constituées d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie.
Les clôtures sont constituées d'un grillage à grosses mailles.
Leur hauteur maximale est fixée à 2 mètres.

Pour constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif les clôtures sont constituées soit d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut.
Leur hauteur n'est pas limitée.

Article Nv 11 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Non réglementées.

Article Nv 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Non réglementées.

Article Nv 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementées.

Article Nv 14 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementées.

ANNEXE

- **Délibération du Conseil Municipal du 4 octobre 2007 relative aux clôtures et au permis de démolir**

Délibération du Conseil Municipal du 4 octobre 2007 relative aux clôtures et au permis de démolir

MAIRIE de PFASTATT
18. OCT. 2007

DEPARTEMENT
du HAUT-RHIN

ARRONDISSEMENT
de MULHOUSE

COMMUNE de PFASTATT

Extrait du procès-verbal
des délibérations du Conseil Municipal
Séance du 04 octobre 2007
Sous la présidence de Monsieur F. HILLMEYER

Nbre de conseillers municipaux : 29
En exercice : 29
Présents : 25

Présents : *Mmes et MM. les Adjoints* : BURGER, VOGT, STOFFEL, ZELLER, BENSEL, CHANET, MARCZAK
Mmes et MM. les Conseillers Municipaux :COLOMB, DEL MEDICO, RENDLER, KLOPFENSTEIN, SCHIRMANN, DAVERIO, MAURICE, HUGUENOT, KOERNER, BARTH, GOTZ, KNECHT, MEYER, SISSELIN, PETER, WIEDERKEHR, WUNENBURGER

Excusée avec procuration : M. SCHAERER à Mme KLOPFENSTEIN, M. BURRY à M. HILLMEYER, Mme BAUDER à Mme KNECHT et Mme KUENY à M. MARCZAK

Point **03a** de l'ordre du jour

Objet : **Déclarations préalables à l'édification des clôtures et des permis de démolir**

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre de la réforme des autorisations d'urbanisme, le décret n°2007-18 du 15 janvier 2007 prévoit que l'édification des clôtures et les permis de démolir doivent être précédés d'une déclaration prélable dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal a décidé de soumettre les clôtures et les permis de démolir à autorisation. A défaut, l'édification des clôtures et les permis de démolir ne seront plus soumis à déclaration à compter du 1er octobre 2007.

Le Conseil Municipal,
VU l'article R 421-12 du Code de l'urbanisme et l'article R 421-27 pour les permis de démolir, applicables à partir du 1er octobre 2007,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de soumettre l'édification des clôtures à déclaration préalable sur tout le territoire communal
- et de soumettre les démolitions à permis de démolir sur tout le territoire communal.

dit que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant sa publication, auprès du Tribunal administratif de Strasbourg. Elle pourra faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai auprès de M. le Maire. Le silence gardé par l'autorité territoriale pendant deux mois équivaudra à un rejet et ouvrira un nouveau délai de deux mois pour un éventuel recours contentieux.

Au registre suivent les signatures
Pour extrait conforme
Pfastatt, le 15 octobre 2007
Le Député-Maire :

MAIRIE DE PFASTATT Haut-Rhin

Francis HILLMEYER

ADAUHR

Agence Départementale
d'Aménagement et d'Urbanisme
du Haut-Rhin

PLAN LOCAL d'URBANISME

MODIFICATION

Pfastatt

3.c. Règlement graphique

Echelle : 1/2500e

Mars 2022

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 25 mars 2022
Le Vice-Président
Remy NEUMANN

N°	DESIGNATION	LOCALISATION	REF. CADASTRALES S	REF. CADASTRALES Parcelle(s)	Superficie (ares)	Bénéficiaire
1	Branche Est du TGV	Voir règlement graphique 3.b à l'échelle 1/5000e				
2	Chemin piétonnier et itinéraire cyclable Emprise 6 m	Le long du Dollerbaechlein	31	[2-3-15] pp 40-44pp-160 [166-167-189] pp [172-174-176] pp [176-178-180] pp [182-184-186] pp [189-190-197] pp	85,3	Commune
			6	[1-2—365-425]pp [96-109-110]pp [27 à 44] pp 193pp		
3	Elargissement à 8 m du chemin rural	Dans le prolongement de la rue du Ballon d'Alsace	34	13 pp	2,8	Commune
4	Supprimé					
5	Passage de canalisation d'assainissement	Galgenmatten rue des Roseaux	6	110 pp	6,2	Commune
6	Elargissement et sécurisation de la rue des Peuplier	Toutes les parcelles de part et d'autre de la rue	31	[14.44, 137, 138, 162, 165, 168, 170, 171, 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 195, 196, 197, 206] pp	61,9	Commune

pp : pour partie

N

LIMITES

limite communale

limite de zone ou de secteur

EMPLACEMENTS RESERVES

numéro de renvoi à la liste des emplacements réservés

itinéraire cyclable à créer

PLANTATIONS ET ESPACES BOISES
classés au titre de l'art. L.130-1 du code de l'urbanisme

espaces boisés classés

zone inondable par débordement de cours d'eau reportée pour information source PPRI du bassin versant de la Doller

zone inondable

zone de remontée de nappe reportée pour information source PPRI remontée de nappe et sur-risque sismique bassin potassique

zone pouvant etre sujettes aux aléas de remontée de la nappe phréatique

cavité souterraine reportée pour information ; source BRGM-nota: report non exhaustif

Installation agricole ICPE en 2021

D'une manière générale, les limites de zone ou de secteur s'appuient sur des limites parcellaires. Dans le cas contraire, la limite à considérer est constituée par l'axe des limites de zone ou de secteur.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Géosciences pour une Terre durable
brgm

Document à accès différé

Cartographie de la susceptibilité de présence de cavités souterraines sur la commune de Pfastatt (68)

Rapport final

RP-70928-FR
1er juillet 2021

Étude réalisée dans le cadre des opérations de service public du BRGM

Grabenstaetter L., Léval A.

Vérificateur :		**Approbateur :**	
Nom :	E. Vanoudheusden	Nom :	D. Salquèbre
Fonction :	Directrice Régionale Déléguée Auvergne Rhône Alpes	Fonction :	Directeur Régional Délégué Grand Est
Date :	02/07/2021	Date :	05/07/2021
Signature :		Signature :	

Le système de management de la qualité et de l'environnement du BRGM est certifié selon les normes ISO 9001 et ISO 14001.
Contact : qualite@brgm.fr

Avertissement

Ce rapport est adressé en communication exclusive au demandeur, au nombre d'exemplaires prévu.

Le demandeur assure lui-même la diffusion des exemplaires de ce tirage initial.

Sa communicabilité ultérieure à des tiers est liée à la prise d'une décision administrative formelle à laquelle il concourt, conformément à la loi 78-753 du 17/07/78. Passé ce délai, il devient communicable à tout tiers extérieur qui en ferait la demande.

Le BRGM ne saurait être tenu comme responsable de la divulgation du contenu de ce rapport à un tiers qui ne soit pas de son fait et des éventuelles conséquences pouvant en résulter.

Mots clés : cavité souterraine, réseau souterrain, galerie anthropique, risque naturel, lœss, cartographie, Grand Est, Alsace, Haut-Rhin, Pfastatt, carte de susceptibilité, zonage, PLUi

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

Grabenstaetter L., Léval A. (2021) – **Cartographie de la susceptibilité de présence de cavités souterraines sur la commune de Pfastatt (68)**. Rapport final. **RP-70928-FR**, 26p.

© BRGM, 2021, ce document ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse du BRGM.
IM003-MT008-P2-01/04/2021

Synthèse

La Ville de Pfastatt et le BRGM (Direction Régionale Grand Est – Site de Strasbourg) collaborent depuis 2005 sur la thématique de gestion et prévention du risque lié à la présence de galeries souterraines anthropiques sous une partie du territoire communal. Un inventaire puis un diagnostic de l'ensemble des galeries souterraines a été réalisé en 2005-2006 (Cruz Mermy & Mathon, 2007). Une mise à jour de ces diagnostics a été réalisé en 2016 (Grabenstaetter, 2016).

Un nouveau programme d'étude a été établi pour les années 2021 à 2023 ; outre la mise à jour des diagnostics, la réalisation d'une cartographie de susceptibilité de présence aux cavités souterraines est réalisée dans l'objectif de l'intégrer à la révision du PLUi[1] de Mulhouse Alsace Agglomération actuellement en cours.

La Ville de Pfastatt souhaite faire évoluer la prise en compte des galeries souterraines dans le PLUi, en faisant apparaitre plusieurs niveaux de susceptibilité de présence. A l'heure actuelle, les galeries ne sont pas représentées dans ce document et sont affichés sur la base de données des cavités souterraines (www.georisques.gouv.fr).

Sur la base du porter à connaissance (L121-2 du Code de l'urbanisme), le PLU doit faire apparaître les secteurs à risque et les règles générales d'urbanisme qui peuvent y être associées. La cartographie a été établie en fonction du contexte géologique, topographique, des informations disponibles sur la nature et la localisation des réseaux de galeries mais aussi le retour d'expérience du BRGM.

Un niveau de susceptibilité a été affecté à chaque parcelle du territoire. Le pourcentage de parcelles impactées est de :

- 23 % pour le niveau faible ;
- 72,8 % pour le niveau moyen ;
- 0,9 % pour le niveau modéré ;
- 0,4 % pour le niveau fort ;
- 2,6 % pour le niveau très fort.

La carte de susceptibilité parcellaire pourra faire l'objet d'un règlement de zonage afin d'être intégrée à la prochaine mise à jour du PLUi de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les résultats de cette étude ont une vocation uniquement informative. Ne s'agissant pas d'une carte d'aléa, aucune prescription règlementaire n'est associée aux zones de susceptibilité décrites.

La consultation de ce document ne permet pas de s'affranchir des dispositions légales lors de la vente ou l'achat de biens immobilier ou parcellaires.

[1] PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Enfin, le zonage est à caractère évolutif, dans la mesure où des zones de susceptibilité peuvent passer à un niveau faible après mise en œuvre de moyens de reconnaissances géophysiques et géotechniques adaptés qui démontrent l'absence de cavités significatives. A l'inverse, la localisation et la caractérisation de cavités dans des zones de susceptibilité de présence faible pourront amener, dans l'avenir, à les classer en niveaux de susceptibilité plus forte.

Sommaire

1. INTRODUCTION 7

1.1. OBJECTIF DU PROGRAMME 7
1.2. CONTEXTE DE L'ETUDE 7
1.2.1. Contexte géographique et géomorphologique 7
1.2.2. Contexte géologique 8
1.2.3. Contexte historique 9

2. CARTOGRAPHIE DE LA SUSCEPTIBILITE DE PRESENCE DE GALERIES SOUTERRAINES 11

2.1. METHODOLOGIE 11
2.2. CARTOGRAPHIE DES FORMATIONS LŒSSIQUES 11
2.3. PARAMETRES DU ZONAGE 13
2.4. CARTOGRAPHIE DE LA SUSCEPTIBILITE 13
2.4.1. Construction de la carte 13
2.4.2. Remarques sur la carte de susceptibilité 14

3. LIMITES DE L'ETUDE 15

4. CONCLUSION 17

5. BIBLIOGRAPHIE 19

Liste des illustrations

Illustration 1 : Localisation géographique de la zone d'étude 8

Illustration 2 : Carte géologique de Pfastatt et ses environs. Document BRGM, extrait de la carte géologique au 1 :50 000 de Mulhouse 8

Illustration 3 : Coupe schématique Nord-Sud de la colline de Pfastatt à la vallée de la Doller 9

Illustration 4 : Carte géologique du secteur et localisation des données BSS utilisées pour confirmer les contours des formations lœssiques (sur MNT ombré) 12

Illustration 5 : Emprise de la zone d'étude 12

Liste des tableaux

Tableau 1 : Pourcentage des parcelles et bâti impactés par les différents niveaux de susceptibilité 14

Liste des annexes

ANNEXE 1 CARTE DE SUSCEPTIBILITE A LA PRESENCE DE CAVITE SOUTERRAINE SANS PRISE EN COMPTE DES DONNEES CADASTRALES 21

ANNEXE 2 CARTE DE SUSCEPTIBILITE A LA PRESENCE DE CAVITE SOUTERRAINE A L'ECHELLE PARCELLAIRE 23

1. Introduction

1.1. OBJECTIF DU PROGRAMME

La Ville de Pfastatt et le BRGM (Direction Régionale Grand Est – Site de Strasbourg) collaborent depuis 2005 sur la thématique de gestion et prévention du risque lié à la présence de galeries souterraines anthropiques sous une partie du territoire communal. Un inventaire puis un diagnostic de l'ensemble des galeries souterraines a été réalisé en 2005-2006 (Cruz Mermy & Mathon, 2007). Une mise à jour de ces diagnostics a été réalisé en 2016 (Grabenstaetter, 2016).

Un nouveau programme d'étude a été établi pour les années 2021 à 2023 ; outre la mise à jour des diagnostics, la réalisation d'une cartographie de susceptibilité de présence aux cavités souterraines est réalisée dans l'objectif de l'intégrer à la révision du PLUi[2] de Mulhouse Alsace Agglomération actuellement en cours.

La Ville de Pfastatt souhaite faire évoluer la prise en compte des galeries souterraines dans le PLUi, en faisant apparaitre plusieurs niveaux de susceptibilité de présence. A l'heure actuelle, les galeries ne sont pas représentées dans ce document et sont affichés sur la base de données des cavités souterraines (www.georisques.gouv.fr).

Sur la base du porter à connaissance (L121-2 du Code de l'urbanisme), le PLU doit faire apparaître les secteurs à risque et les règles générales d'urbanisme qui peuvent y être associées. La cartographie a été établie en fonction du contexte géologique, des informations disponibles sur la nature et la localisation des réseaux de galeries mais aussi le retour d'expérience du BRGM.

Le présent rapport décline la démarche utilisée pour la réalisation du zonage de la susceptibilité de présence de galeries souterraines, à l'échelle cadastrale, sur une partie du territoire de Pfastatt.

1.2. CONTEXTE DE L'ETUDE

1.2.1. Contexte géographique et géomorphologique

La commune de Pfastatt se situe à moins de 5 km au Nord-Ouest de Mulhouse, dans le département du Haut-Rhin. Elle s'étend en partie sur une petite colline constituant un relief d'une vingtaine de mètres surplombant la vallée de la Doller (Illustration 1). L'extrémité ouest de la colline se trouve sur le ban de la commune de Lutterbach.

[2] PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

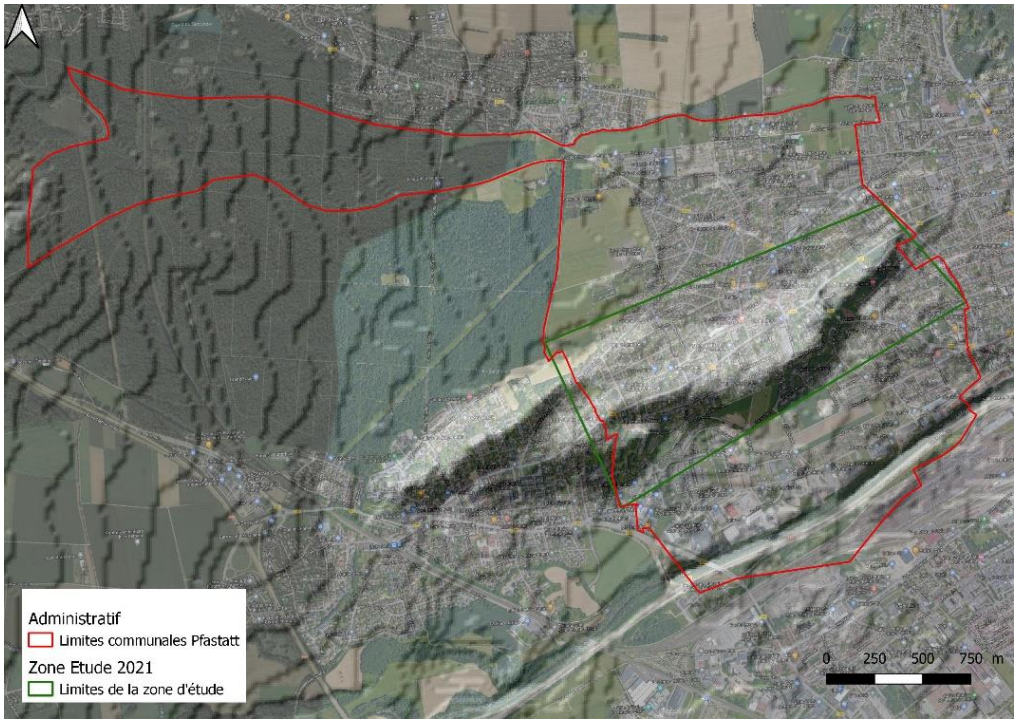


Illustration 1 : Localisation géographique de la zone d'étude (Ombrage issu du MNT 10 m)

1.2.2. Contexte géologique

Cette colline, longue de 3.3 km et large de 900 m s'étend sur près de 3 km². Elle est entièrement constituée de lœss reposant probablement sur des alluvions anciennes, formant une butte témoin épargnée par les érosions. Autour de ce relief lœssique, les alluvions sont caractérisées par la présence de la nappe phréatique de la Doller (Illustration 2 & Illustration 3).

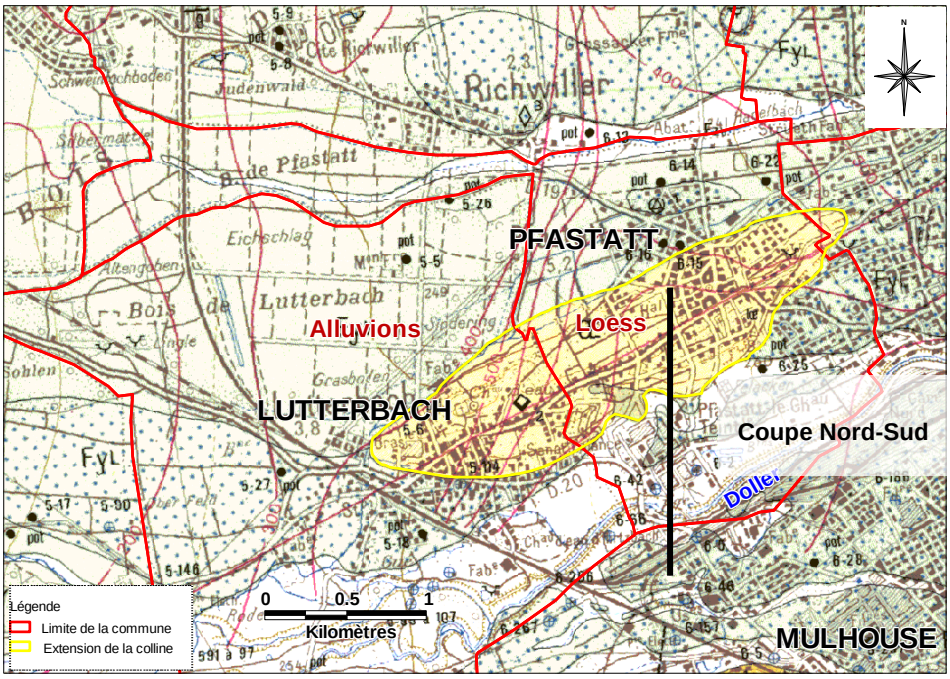


Illustration 2 : Carte géologique de Pfastatt et ses environs. Document BRGM, extrait de la carte géologique au 1 :50 000 de Mulhouse

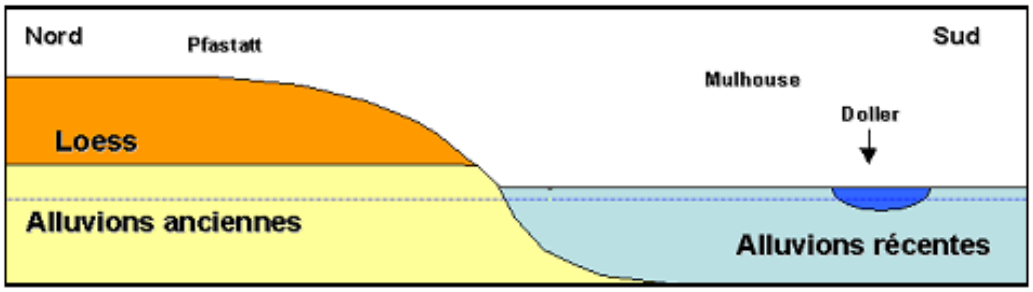


Illustration 3 : Coupe schématique Nord-Sud de la colline de Pfastatt à la vallée de la Doller

Les lœss sont des matériaux meubles dotés d'une cohésion suffisante pour assurer une bonne tenue à court et moyen termes, ce qui a permis d'y creuser des galeries souterraines. Ils sont constitués de particules très fines et d'une fraction argileuse les rendant peu perméables. Ils forment des horizons homogènes et relativement épais, recherchés pour la fabrication de tuiles et de briques.

Dans l'état des connaissances actuelles, la base des lœss est supposée être constituée d'alluvions anciennes qui ne peuvent contenir de galeries (Cruz-Mermy, 2007).

1.2.3. Contexte historique

L'origine des galeries souterraines de Pfastatt est complexe et comporte encore des points à éclaircir. Elle remonterait au milieu du 18e siècle à la fondation de Burtzdorf, l'actuelle Bourtzwiller. Une dénomination qui vient de M. Burtz premier Maire de Pfastatt. Il fit construire une première tuilerie en 1775 à 1 km du village dont l'exploitation s'arrêta en 1852.

Plus tard, une briqueterie vit le jour près de la colline de lœss et c'est en 1937 qu'aurait cessé cette activité. Aujourd'hui, ces industries n'existent plus et ont laissé place au quartier des Tuileries.

Au centre de Pfastatt, à l'actuelle rue de la République, deux linteaux de porte d'accès aux galeries souterraines ont été sculptés ; l'un représentant l'étoile des brasseurs et l'autre daté de 1862. Ces galeries auraient donc été utilisées pour le stockage de la bière et de la limonade provenant des brasseries mulhousiennes ainsi que du moût de champagne pour y être élevé grâce à la fraîcheur constante de ces galeries. Par la suite, les galeries auraient servi aux paysans qui entreposaient des denrées agricoles telles que les betteraves.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, les galeries servaient d'abri de défense passive, où les habitants de Pfastatt pouvaient se réfugier pendant les bombardements. Certaines galeries ont été creusées durant le conflit ; elles auraient été utilisées notamment pour le stockage de munitions par les troupes allemandes.

Si les galeries militaires ont été l'objet de plans de réalisation, ce n'est pas le cas pour l'ensemble des galeries situées sur la commune (Cruz-Mermy, 2007).

Dans le cadre de ces missions d'appui aux administrations, le BRGM est intervenu en 2004 à la demande de la Préfecture du Haut-Rhin (Cruz Mermy, ALSNT04N16, 2004). Le SIDPC avait sollicité le BRGM pour diagnostiquer les causes de l'effondrement survenu le 15 novembre 2002 à la maison de retraite « Résidence René Hirschler » et évaluer l'état des réseaux de galeries sur l'ensemble du ban communal (Cruz Mermy, ALSNT04N17, 2004).

Un inventaire et une cartographie des ouvrages souterrains ont été réalisés en collaboration avec le Spéléo Secours Français (SSF). Ce projet a fait l'objet d'un rapport (Vouaux, Cruz Mermy, & Miéhé, 2006) et d'une cartographie sur SIG des réseaux souterrains sur fond cadastral. Des campagnes d'acquisition géophysiques avaient été menées pour rechercher les galeries suspectées et les extensions possibles des réseaux sans qu'aucune des méthodes testées ne donne entière satisfaction compte tenu de la nature des terrains et de la profondeur du radier de certains réseaux de galeries souterraines.

Après 2007, le BRGM est intervenu régulièrement sur la commune en tant qu'expert technique mandaté par le SIDPC 68, en cas d'occurrence de désordres ou d'évolution subite de galerie. En 2012, le BRGM a été sollicité pour expertiser des désordres survenus au niveau de la maison de retraite de Pfastatt, au droit de galeries qui étaient supposées comblées. Des affaissements résultaient de la mauvaise gestion des eaux pluviales, avec l'apparition de chenaux d'érosion dans les sédiments (Cruz Mermy, 2012).

En janvier 2015, le BRGM est intervenu sur les jardins de la résidence la Commanderie suite à l'apparition d'affaissements alignés en surface. Ce phénomène a été relié à la ruine du toit d'une galerie sous-jacente (Meire, 2015).

Une mise à jour du diagnostic des galeries souterraines a été réalisé en 2016 par le BRGM (Grabenstaetter & Troadec, 2016).

Une étude spécifique a pris place sur 2 parcelles appartenant à la Ville de Mulhouse en 2018 et a permis de mettre en évidence des portions existantes d'un réseau souterrain d'origine militaire (Grabenstaetter, Masson, & Yart, 2018).

2. Cartographie de la susceptibilité de présence de galeries souterraines

2.1. METHODOLOGIE

La cartographie des zones de susceptibilité de présence de cavités souterraines est basée sur une approche naturaliste, c'est-à-dire les zones pour lesquelles un certain nombre d'indices amènent à suspecter une probabilité de présence de cavités. Ces indices sont principalement basés sur la connaissance géologique et hydrogéologique du sous-sol et sur la connaissance d'un certain nombre de cavités existantes et répertoriées.

La méthode utilisée par le BRGM pour le zonage se fait en plusieurs étapes. Dans un premier temps le BRGM s'est penché sur l'étude du contexte géologique local. La connaissance du sous-sol a permis de déterminer le critère prépondérant pour le zonage, à savoir la présence d'une couche de lœss, et les valeurs seuils à utiliser. Ainsi, l'emprise de la couche de lœss présente sur le territoire de la Ville de Pfastatt a pu être établie par utilisation des données Lidar et confirmée à l'aide des données de forage disponibles. Dans un second temps le BRGM a cartographié différentes zones classées selon une échelle relative de probabilité de présence comprenant 5 niveaux.

2.2. CARTOGRAPHIE DES FORMATIONS LŒSSIQUES

Le contexte géologique influe directement sur l'existence et l'extension des galeries souterraines. L'approche géologique permet tout d'abord de délimiter la zone où se trouvent les probables cavités. La connaissance des galeries sur le territoire de la Ville de Pfastatt permet d'affirmer que ces ouvrages ont été implantés sur la butte de lœss. Ainsi, la première étape de la construction de la carte de susceptibilité, consiste à représenter l'étendue des lœss sur l'ensemble de la zone d'étude.

Pour ce faire, les contours de lœss de la carte géologique du BRGM au 1/50 000 ont été affinées à l'aide des données MNT de résolution 10 m X 10 m disponibles en ligne pour suivre les contours topographiques de la butte témoin de lœss. Pour pallier aux incertitudes liées à la résolution du MNT, un tampon de 20 m (2 pixels) a été appliquée aux contours de l'emprise des formations lœssiques.

Les contours ainsi obtenus ont été confrontés aux données issues de la BSS afin de confirmer l'absence de lœss en dehors des limites tracées.

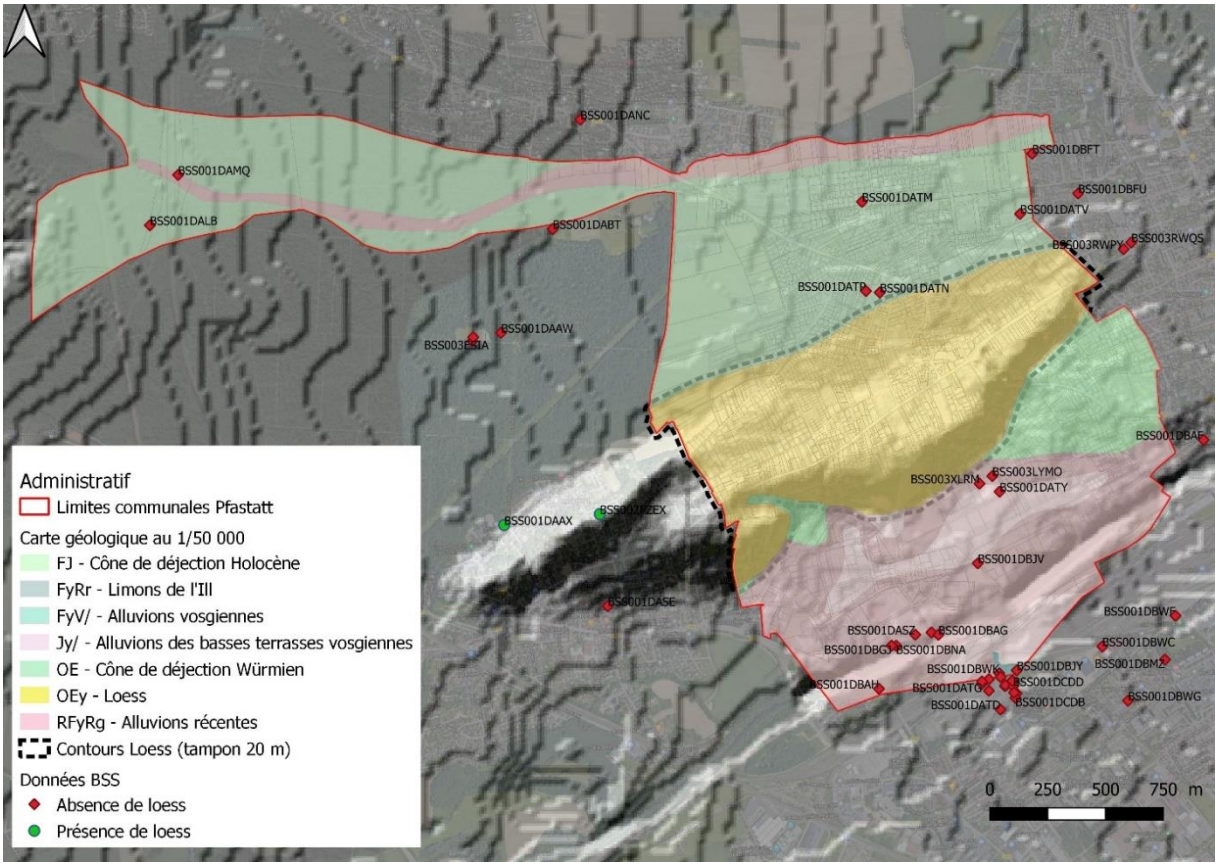


Illustration 4 : Carte géologique du secteur et localisation des données BSS utilisées pour confirmer les contours des formations lœssiques (sur MNT ombré)

A la demande de la Ville de Pfastatt et comme validé en comité de pilotage, l'emprise de la zone d'étude est limitée au secteur de la commune concerné par la présence des formations lœssiques (Illustration 5).

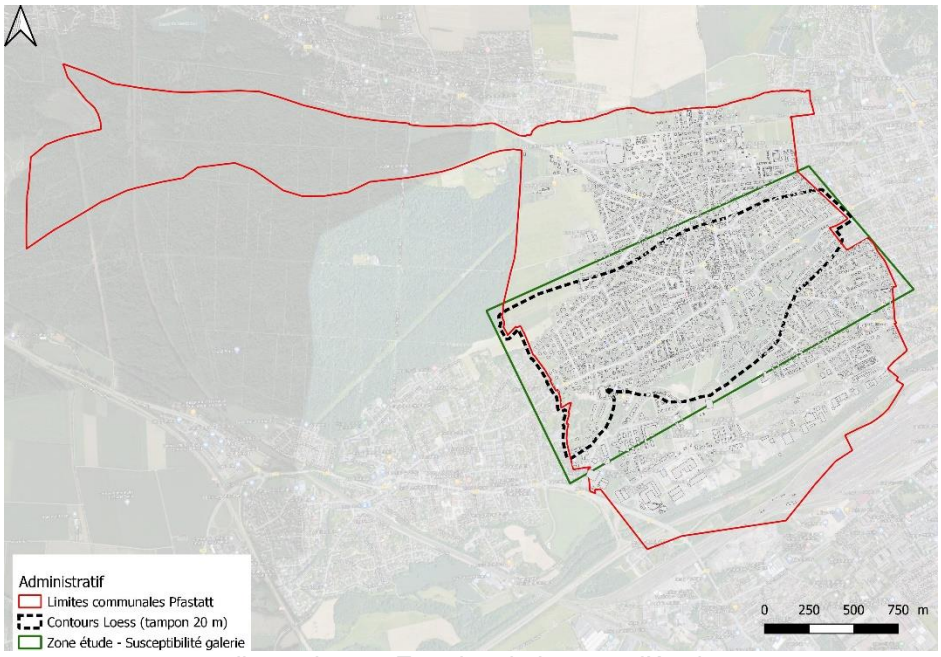


Illustration 5 : Emprise de la zone d'étude

2.3. PARAMETRES DU ZONAGE

Pour spatialiser l'information relative aux cavités souterraines, un zonage a été défini entre le BRGM et la Ville de Pfastatt. Chaque zone présente un potentiel de présence d'ouvrage souterrain. La susceptibilité est relative aux connaissances du contexte géologique et des galeries souterraines connues ainsi que de leur état.

Il a été choisi de présenter 5 zones de susceptibilité allant de faible à très forte, validées par la Ville de Pfastatt lors du comité de pilotage.

Les **zones de susceptibilité nulle à faible** regroupent l'ensemble des formations non lœssiques. Dans ces zones le relief est quasiment nul et les terrains sont constitués essentiellement d'alluvions et limons récentes, ou de colluvions et cônes de déjection. Ces matériaux ne sont pas propices au creusement d'ouvrages souterrains. Néanmoins, l'existence d'ouvrages militaires de type « bunker » ne peut pas être écartée.

La **zone de susceptibilité moyenne** correspond au niveau minimum de susceptibilité des formations lœssiques, quand aucune information de présence de galerie n'est disponible. Une zone tampon de 20 m (correspondant à la taille des pixels du MNT) a été prise en compte autour de cette zone de susceptibilité au droit de la limite entre les zones de susceptibilité moyenne et nulle à faible.

La **zone de susceptibilité modérée** correspond aux secteurs concernés par des galeries supposées (faisceaux d'indice mais absence d'observations concluantes) ou par des galeries comblées. Une zone tampon de 5 m a été appliquée sur ces contours qui correspond à l'aire d'influence des galeries souterraines en cas de remontée de fontis. Cette distance, basée sur le retour d'expérience des désordres observés sur la commune de Pfastatt depuis 2004, correspond à l'emprise en surface susceptible d'être impactée en cas de remontée de fontis. La même distance a été appliquée dans un contexte similaire sur l'Eurométropole de Strasbourg (Grabenstaetter & Van de Hel, BRGM/RP-69353-FR, 2019).

La **zone de susceptibilité forte** correspond à une zone tampon de 5 m qui a été appliquée sur les contours des galeries connues et non comblée. Ce tampon correspond à l'aire d'influence des galeries souterraines en cas de remontée de fontis

La **zone de susceptibilité très forte** (rouge) correspond à l'emprise stricte des contours des galeries et des réseaux de galeries connus et non comblés.

2.4. CARTOGRAPHIE DE LA SUSCEPTIBILITE

2.4.1. Construction de la carte

La carte de susceptibilité a été réalisée sur fond cadastral de la Ville de Pfastatt, téléchargé du site de mise à disposition de l'Etat (www.etalab.gouv.fr) au mois d'avril 2021.

Pour la réalisation de cette carte, les données suivantes ont été utilisées :

- Le cadastre parcellaire de la Ville de Pfastatt ;
- Le contour des galeries connues ;
- Le contour des galeries comblées et des galeries supposées ;

- La carte géologique du BRGM (feuille de Mulhouse).

La première carte obtenue est une carte de type carte de susceptibilité et non une carte parcellaire. Elle est présentée en Annexe 1.

Pour une intégration possible de la carte de susceptibilité au PLUi de l'agglomération de Mulhouse, celle-ci doit être représentée à l'échelle cadastrale.

C'est pourquoi les données du cadastre parcellaire et les données de la carte de susceptibilité présentée précédemment ont été croisées. Un niveau de susceptibilité a été appliqué à chaque parcelle donnée dans son intégralité. Si deux niveaux étaient représentés sur une même parcelle, alors le niveau le plus fort a été retenu pour le zonage.

La carte de susceptibilité à l'échelle parcellaire, sur l'ensemble de la zone d'étude, est présentée en Annexe 2.

2.4.2. Remarques sur la carte de susceptibilité parcellaire

Les cinq niveaux sont bien représentés sur la carte. Une galerie se trouve au droit de chaque parcelle en zone de susceptibilité très forte, qu'elle la traverse entièrement ou juste partiellement.

Les zones blanches représentent les routes absentes du cadastre parcellaire, ainsi que les bâtiments.

La carte est cohérente avec la connaissance du BRGM et de la Ville de Pfastatt du territoire, de la localisation des galeries souterraines et du contexte géologique.

Le tableau ci-dessous présente le pourcentage des parcelles et bâtiments impactés par chacun des niveaux de susceptibilité utilisés pour le zonage (Tableau 1).

Niveau de Susceptibilité	Nombre de parcelles impactées	Pourcentage de parcelles concernées (%)	Nombre de bâtis impactés	Pourcentage de bâti concernés (%)
Indéfini*	-	-	13	0.4%
Faible	743	26.5%	793	23.0%
Moyen	1994	71.1%	2509	72.8%
Modéré	30	1.1%	31	0.9%
Fort	12	0.4%	14	0.4%
Très Fort	26	0.9%	88	2.6%
Total	2805	100.0%	3448	100.0%

**Le niveau de susceptibilité indéfini correspond aux voiries et certaines parcelles publiques, non prises en compte dans le cadastre parcellaire mais sur lesquelles sont situés 13 bâtis.*

Tableau 1 : Pourcentage des parcelles et bâti impactés par les différents niveaux de susceptibilité

3. Limites de l'étude

Ce travail pose les premières bases d'une prise en compte du risque cavité souterraine sur le territoire de la Ville de Pfastatt et de la M2A[3]. Il permettra de guider les décideurs et instructeurs des dossiers d'aménagement et d'occupation des sols, en prenant en compte la présence éventuelle de galeries souterraines.

La carte de susceptibilité a été tracée à partir :

- De la carte géologique harmonisée au 1 : 50 000 du BRGM (feuille de Mulhouse) ;
- Des contours digitalisés des galeries connues, comblées et supposées obtenus grâce à la réalisation, par le BRGM, de levés Lidar 3D de précision décimétrique (méthodologie Zeb-Revo) en 2017 (Grabenstaetter & et al, BRGM/RP-69571-FR, 2020) ;
- De données de forages réparties sur le territoire ;
- Du MNT de la zone d'étude à la maille de dimension 10 m x 10 m.

Ces différents documents, de par leurs natures, échelles et utilisation, induisent plusieurs incertitudes qui entrainent des limites à la carte de susceptibilité finale obtenue :

- De par son échelle, la carte géologique n'a pas une précision équivalente à celle du cadastre, de plus elle est l'aboutissement d'une interprétation de la part d'un géologue cartographe ;
- Les contours des galeries sont connus avec une précision décimétrique, néanmoins, ce travail se base sur l'inventaire des galeries souterraines effectué depuis 2005 mis à jour régulièrement, et qui ne peut prétendre être exhaustif.

Le règlement de zonage qui pourra être intégré au PLUi devra tenir compte de ces limites et incertitudes liées à l'échelle d'utilisation de la carte de susceptibilité par rapport à son échelle de validité.

Des mises à jour de la cartographie pourront se révéler utiles dans l'avenir, notamment dans le cas de figure où de nouvelles galeries seraient découvertes car ce **document reprend les résultats de l'inventaire au mois de juin 2021.**

De plus, il est important de signaler que Pfastatt ne s'étend que sur la partie orientale de la colline lœssique. La commune de Lutterbach s'étend sur la partie occidentale de ce môle lœssique dont les caractéristiques sont identiques à celles de Pfastatt ; par ailleurs des réseaux souterrains sont connus également sous Lutterbach mais n'ont jamais été entièrement cartographiés ; le BRGM ne dispose d'aucun document sur le sujet.

Enfin, les résultats de cette étude ont une vocation uniquement informative. Ne s'agissant pas d'une carte d'aléa, aucune prescription règlementaire n'est associée aux zones de susceptibilité décrites.

[3] M2A : Mulhouse Alsace Agglomération

La consultation de ce document ne permet pas de s'affranchir des dispositions légales lors de la vente ou l'achat de biens immobilier ou parcellaires.

4. Conclusion

La Ville de Pfastatt souhaite faire évoluer la prise en compte de la présence des cavités souterraines dans le PLUi de l'agglomération mulhousienne. Le BRGM a donc réalisé une carte de susceptibilité de présence de galeries souterraines sur le territoire. Cette carte résulte du croisement entre l'emprise des formations lœssiques et les données concernant les galeries souterraines connues. La carte a été réalisée à l'échelle cadastrale et présente cinq niveaux de susceptibilité allant du niveau faible au niveau très fort, la susceptibilité nulle n'existant pas.

Un niveau de susceptibilité a été affecté à chaque parcelle du territoire. Le pourcentage de parcelles concernées est de :

- 23 % pour le niveau faible ;
- 72,8 % pour le niveau moyen ;
- 0,9 % pour le niveau modéré ;
- 0,4 % pour le niveau fort ;
- 2,6 % pour le niveau très fort.

La carte de susceptibilité parcellaire pourra faire l'objet d'un règlement de zonage afin d'être intégrée à la prochaine mise à jour du PLUi de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les résultats de cette étude ont une vocation uniquement informative. Ne s'agissant pas d'une carte d'aléa, aucune prescription règlementaire n'est associée aux zones de susceptibilité décrites.

La consultation de ce document ne permet pas de s'affranchir des dispositions légales lors de la vente ou l'achat de biens immobilier ou parcellaires.

Enfin, le zonage est à caractère évolutif, dans la mesure où des zones de susceptibilité peuvent passer à un niveau faible après mise en œuvre de moyens de reconnaissances géophysiques et géotechniques adaptés qui démontrent l'absence de cavités significatives. A l'inverse, la localisation et la caractérisation de cavités dans des zones de susceptibilité de présence faible pourront amener, dans l'avenir, à les classer en niveaux de susceptibilité plus forte.

5. Bibliographie

Cruz Mermy, D. (2004). *Diagnostic sur la maison de retraite "Résidence René Hirschler".*

Cruz Mermy, D. (2004). *Visite d'une partie des réseaux souterrains dans les anciennes carrières de loess de Pfastatt - Visite du 21 avril 2004.*

Cruz-Mermy, D. (2007). *Zonage de susceptibilitéde présence de galeries souterraines à Pfastatt.* BRGM/ALSNT07N01.

Cruz Mermy, D. (2012). *Avis sur les nouveaux désordres au 111 rue de la République liés aux galeries souterraines à Pfastatt Rapport final.*

Cruz Mermy, D., & Mathon, C. (2007). *Galeries souterraines de Pfastatt – Phase 2 : Diagnostics des ouvrages souterrains. Rapport final.*

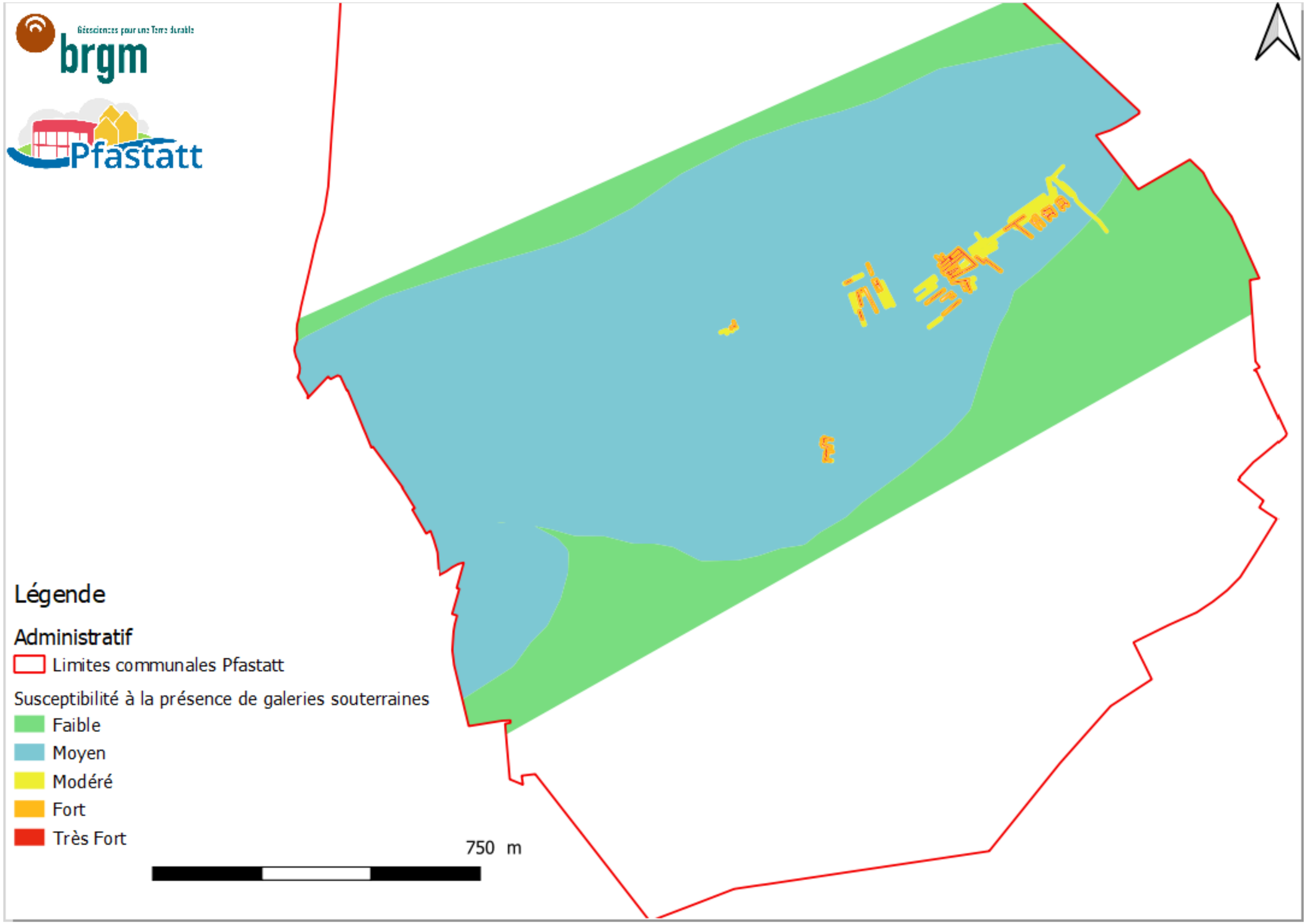
Grabenstaetter, L., & Troadec, B. (2016). *Expertise suite à l'apparition d'un fontis sur la commune de Pfastatt - Rapport d'expertise.* BRGM/RP-65876-FR.

Grabenstaetter, L., Masson, F., & Yart, S. (2018). *Localisation et diagnostic de cavités souterraines au droit de l'IEM de Pfastatt (68).* BRGM/RP-67871-FR.

Meire, B. (2015). *Commune de Pfastatt - Effondrement sur la propriété de la Résidence "La Commanderie". Avis du BRGM. Rapport final.* BRGM/RP-64377-FR.

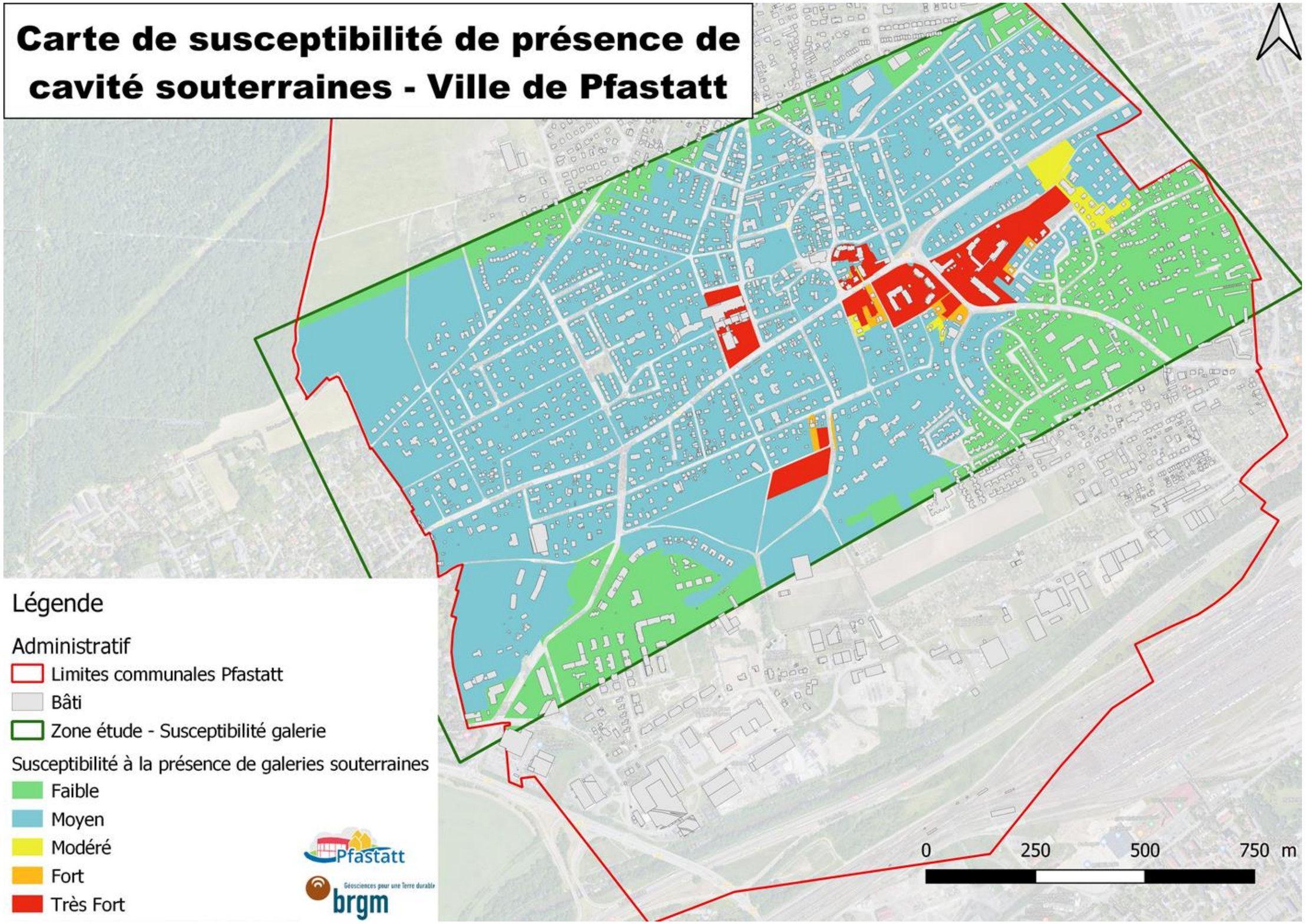
Vouaux, V., Cruz Mermy, D., & Miéhé, J. (2006). *Inventaire et cartographie des ouvrages souterrains sur le territoire de Pfastatt. Rapport final.*

Annexe 1 Carte de susceptibilité à la présence de cavité souterraine sans prise en compte des données cadastrales


Géosciences pour une Terre durable
brgm
Pfastatt
Légende
Administratif
Limites communales Pfastatt
Susceptibilité à la présence de galeries souterraines
Faible
Moyen
Modéré
Fort
Très Fort
750 m

Annexe 2 Carte de susceptibilité à la présence de cavité souterraine à l'échelle parcellaire

Carte de susceptibilité de présence de cavité souterraines - Ville de Pfastatt







Centre scientifique et technique
3, avenue Claude-Guillemin
BP 36009
45060 – Orléans Cedex 2 – France
Tél. : 02 38 64 34 34
Direction régionale Grand Est
Délégation de Strasbourg
Parc d'Activité Porte Sud – Bât H1
Rue du Pont du Péage
67118 - Geispolsheim
Tél. : 03 88 77 48 90
www.brgm.fr

MODIFICATION DU PLU DE PFASTATT
MEMOIRE EN REPONSE

Personnes publiques Associées		
Organisme	Remarques	Réponse
Collectivité Européenne d'Alsace	Demande de compléter la note de présentation avec le périmètre de réciprocité généré par la ferme équestre.	Le périmètre sera reporté dans la note de présentation justifiant ainsi que celui-ci n'impacte pas le secteur ouvert à l'urbanisation par la présente modification et un figuré spécifique sera reporté sur le plan de zonage.
	S'interroge sur la cohérence des prescriptions relatives aux aménagements des voies en impasses entre le règlement écrit et les OAP de la rue du Grand Ballon	Les prescriptions entre les deux documents sont cohérentes car chacune d'elle précise que les voies en impasses devront être aménagées de manière à permettre le retournement des véhicules de collectes des déchets.
Chambre d'Agriculture	Demande la suppression de l'option alternative de la connexion viaire dans le schéma de l'OAP de la zone 1AUa.	La connexion alternative sera supprimée

Observations du public		
Mme HUND	Demande de déclassement du bois de la « glaisière » en zone non constructible du fait de la présence d'une ancienne décharge et des risques d'effondrement des cavités souterraines	L'histoire orale locale rapporte effectivement la présence d'une ancienne décharge sur ce site. Malheureusement, aucun document ou plan ne permet d'en délimiter les contours précis. Cependant la carte de l'aléa cavités souterraines fait apparaitre une susceptibilité modérée sur l'ensemble du site. Afin que ce risque soit bien

retour CR

		pris en compte par les futurs acquéreurs et porteurs de projet, le règlement écrit sera complété de manière à conditionner la délivrance d'une autorisation du droit des sols à la réalisation d'une étude géotechnique des sols concluant en l'absence de cavités souterraines.
	Souhaite que la végétation soit maintenue sur ce bois afin de prévenir les coulées de boues en aval de la colline et de remplacer chaque arbre coupé	Ne relève pas du champ de la présente modification
	Demande la plantation d'arbres le long de la rue Ehrburger	Ne relève pas du champ de la présente modification du PLU.
M. PROTCHE	Relève que le registre était absent au début de la deuxième permanence du commissaire enquêteur.	Il y a effectivement eu un incident. L'enquête s'est tenue dans la salle des mariages de la commune. Le dossier ainsi que le registre ont été rangés lors d'un mariage. Seul le dossier a été ressorti. Le registre a été retrouvé une heure après le début de la permanence par le Commissaire Enquêteur. Cependant, le dossier a toujours été disponible à la consultation en version papier et en version numérique. De plus, les habitants ont toujours eu la possibilité de transmettre leurs observations à l'adresse mail dédiée plu-m2a@mulhouse-alsace.fr, ce qui a été fait par 4 habitants, sur la période de l'enquête.
	Demande que les parcelles n°549, 550 et 551 rue d'Illzach (ancienne décharges et carrière de loess) soient classées en EBC tant que le réseau de galerie affectant ces parcelles n'est pas entièrement cartographié.	Cf réponse à Mme Hund

retour CR

M et Mme STEIN	Demande que le bois de la « glaisière » soit non constructible	Cf réponse à Mme Hund
M. PETER	S'insurge contre le fait que m2A mène la procédure de modification au détriment de la commune.	La loi ALUR du 24 mars 2014 a acté le transfert de compétence aux intercommunalités à moins qu'une minorité de blocage n'émerge. Après un long travail de concertation entre m2A et les 39 communes de l'agglomération, le transfert a été décidé en mai 2019 pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2020. Conformément à cette loi, la collaboration entre l'EPCI et la commune a été renforcée, afin d'aboutir, sur le territoire de m2A à une co-construction de la planification. C'est donc suite à la saisine de la commune à l'automne 2020 que m2A conduit, en collaboration étroite avec les services communaux, la procédure de modification du PLU de Pfastatt.
	Estime que la communication autour de la modification est déficiente car il n'y a pas eu de réunion publique.	Dans le cadre d'une procédure de modification de droit commun, la concertation du public est réalisée au travers de l'enquête publique après notification du projet aux Personnes Publiques Associées et saisine de la MRAe. L'enquête publique a été annoncée par le biais des annonces légales dans 2 journaux locaux, des sites internet de m2A et la commune de Pfastatt ainsi que sur l'appli de communication de la commune « panneau pocket » (du 17 décembre 2021 au 25 janvier 2022) De plus, le commissaire enquêteur, peut, s'il l'estime nécessaire, demander l'organisation d'une réunion publique pendant la période d'enquête. Cela n'a pas été le cas. L'analyse de l'audience de la page « urbanisme » du site de m2A permet de mettre en avant le fait que 168 personnes ont consulté plusieurs pages du

retour CR

		site dont la page « urbanisme » et que 112 personnes n'ont consulté que cette page sur le site. Le temps de lecture est supérieur à la moyenne du reste du site, ce qui a permis le téléchargement du dossier complet. Ainsi on peut conclure que la communication autour de cette procédure n'a pas été déficiente.
	Demande si le Conseil Municipal de Pfastatt prendra une délibération pour cette procédure	La compétence « Plan Local d'Urbanisme » ayant été transférée à m2A, le Conseil Municipal ne pourra pas approuver la modification. Cependant, le maire pourra, s'il le souhaite, aborder la question à titre d'information dans les points divers lors d'un prochain conseil
	Remets en cause la délibération de m2A justifiant de l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU notamment en termes d'équipements de la commune et de la rareté des dents creuses	La commune de Pfastatt a été classée par le SCOT de la Région Mulhousienne comme une ville noyau. L'ensemble des communes de cette strate ont un niveau d'équipement supérieur aux autres communes de l'agglomération (hors Mulhouse) en termes de transports, notamment en commun, de commerces et de services, d'établissement d'enseignement, d'accueil de la petite enfance et du 3ème âge, de périscolaire et d'équipements sportifs et culturels. La commune de Pfastatt est donc une commune bien équipée. Concernant les dents creuses, celles-ci ont été estimées à partir de l'orthophotoplan qui permet de visualiser l'ensemble du ban communal. Cependant l'ensemble des « vides » au sein du tissu urbain ne peut être retenu. Du potentiel brut, ont été retiré : - Les parcelles d'une surface ne permettant pas la réalisation d'une construction - Les parcelles dont la topographie ne se prête pas à la construction - Les parcelles dont l'accès est difficile ou rendant l'opération économiquement non viable

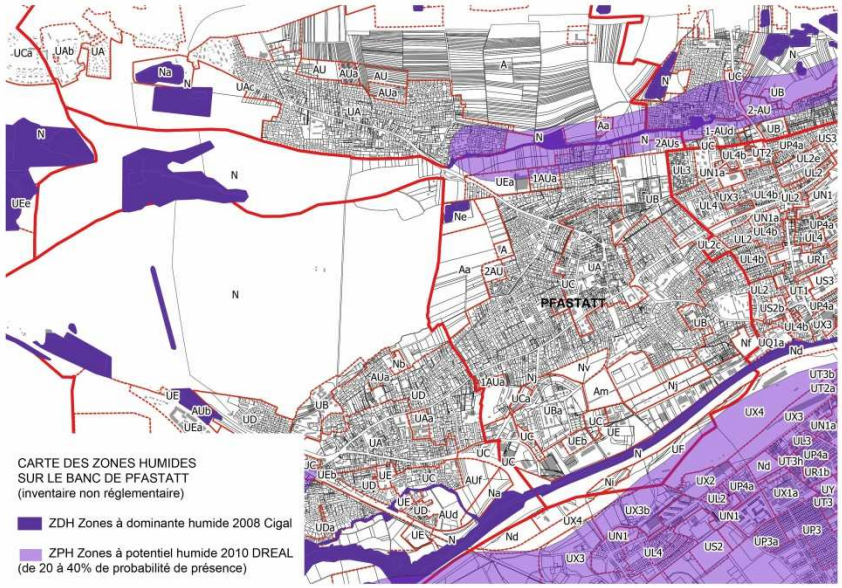
retour CR

		- Les parcelles impactées par un aléa fort (inondation, remontée de nappe, cavités souterraines, etc) - Les espaces verts au sein du tissu urbain ayant une fonction récréative ou sociale. - Les opérations récentes de densification du tissu bâti. - Les parcelles supportant un équipement public de plein air Au regard de ces éléments, la surface disponible actuellement pour la densification est relativement faible et morcelée au sein du tissu urbain, justifiant ainsi l'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur.
	Estime que la rédaction de l'article 10.4 relatif aux clôtures des zones UA, UB, UC etc, et modifié par la présente procédure est imprécise	Le règlement actuel dispose que : « En limite des voies publiques et des espaces publics : leur hauteur est limitée à 1,50 mètre mesuré par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir. La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités. » Le règlement modifié dispose que : « En limite des voies publiques et des espaces publics, trois types de clôtures sont autorisées : - Les murs plein de finition soignée. Leur hauteur est limitée à 1,50 m maximum - Les grilles, grillages ou autres dispositifs à claire-voie (hors claustras et autres dispositifs opaques), avec ou sans mur bahut. Le mur bahut ne peut dépasser une hauteur de 0,45 m. La hauteur totale, mur bahut inclus, ne peut dépasser une hauteur de 1,80 m. Les clôtures à claire voie doivent présenter au moins 5 cm d'espacement entre les lattes horizontales ou verticales. - Les haies vives à dominante d'arbustes caducs d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage qui doit alors être installé côté intérieur de

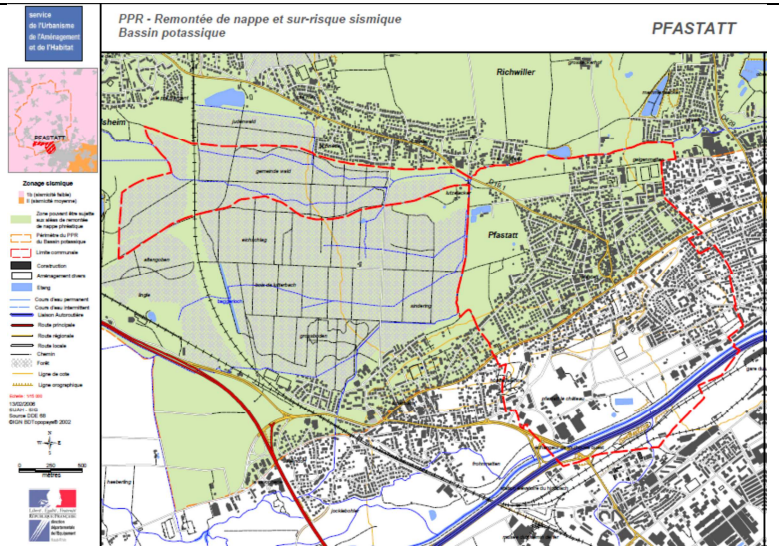
retour CR

		la propriété. Les hauteurs indiquées dans ce sous-article s'entendent mesurées par rapport au niveau de la chaussée ou du trottoir. La hauteur totale des clôtures peut être portée à 2 mètres pour des motifs de sécurité liés à la nature des activités. Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation, notamment la visibilité aux abords des accès des établissements et des carrefours des voies publiques. » La règle a été précisée afin que les clôtures opaques de plus de 1.50 m soient interdites et que les dispositifs mis en place ne doivent pas constituer un « danger » pour la circulation.
	Précise que bien que les plantations soient demandées dans le cadre des OAP, elles ne sont pas réalisées en prenant l'exemple du lotissement des Prés du Moulin	Le PLU prescrit de la végétalisation des futurs lotissements à la fois pour permettre une transition paysagère avec l'espace périurbain et pour l'amélioration du cadre de vie des futurs habitants. Ces obligations s'appliquent à toute personne demandant une autorisation d'urbanisme (aménageur ou habitant). Lorsque ces plantations ne sont pas réalisées, cela constitue une infraction à l'autorisation délivrée et relève alors du pouvoir de police du maire qui dresse PV constatant l'infraction avant de le transmettre au procureur pour suite à donner.
	S'interroge sur les services à la population offerts dans le cadre de la mixité fonctionnelle décrite dans l'OAP de la rue du Grand Ballon	Il s'agit ici de permettre l'installation de tels services en autorisant les destinations correspondantes dans la zone et non pas de programmer leur implantation.

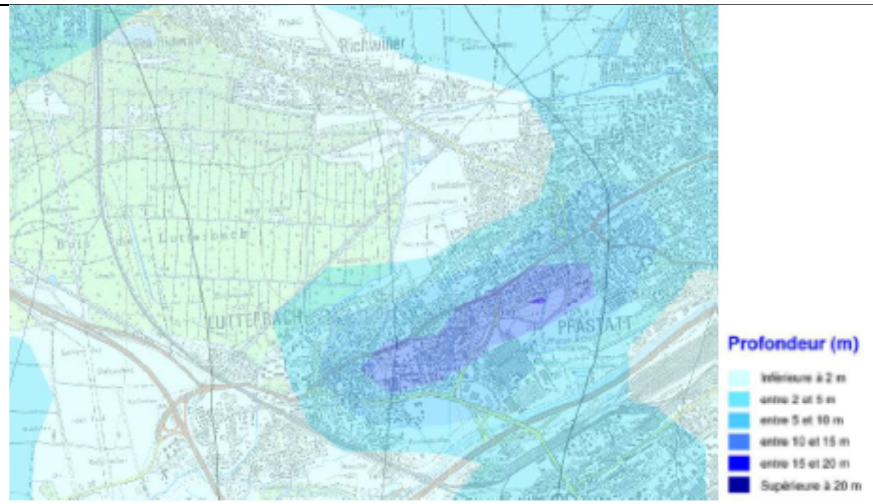
retour CR

	Précise que le secteur de la zone d'extension pourrait être humide, les prés à proximité étant inondés en cas fortes pluies.	Le secteur d'extension future n'est pas considéré commune une zone humide comme le démontre la carte suivante.  Cependant, le rapport de présentation précise que sur le secteur, la nappe phréatique se situe à moins de 2m de profondeur. Les services de l'Etat ont émis un Porter à Connaissance sur l'aléa remontée de nappe qui impacte la commune en 2013 dont les prescriptions ont été intégrées au PLU lors de son approbation en 2015. Ces éléments ont également été présentés au paragraphe 1.5 de la note de présentation de la présente modification.

retour CR

		 Le règlement de la zone 1AUa précise de plus que l'aléa remontée de nappe doit être pris en compte par les occupations ou constructions dans cette zone.

retour CR

		 Source APRONA Cependant la faible profondeur du toit de la nappe sur le futur site d'urbanisation incite à améliorer les prescriptions relatives à ce secteur. Un rappel de l'aléa sera intégré dans le règlement qui sera complété en interdisant les sous-sols ou en imposant le cuvelage des bâtiments associés à des pompes de relevage.
	Estime que les mesures compensatoires sont insuffisantes dans l'OAP de la rue du Grand Ballon, car il s'agit uniquement de reclasser une partie de la zone 2AU en A	Lors de toute évolution, le PLU est soumis à la démarche ERC : Eviter Réduire et Compenser. La modification du PLU a pour objet d'ouvrir un secteur à l'urbanisation. Afin de tenir compte du pré -verger présent sur le site en frange Nord, m2A et la commune de Pfastatt ont pris le parti de réduire la surface du secteur ouvert à l'urbanisation pour éviter d'urbaniser cette portion de terrain.

retour CR

		Son caractère non-constructible est donc maintenu et même renforcé puisqu'auparavant elle pouvait être ouverte potentiellement à l'urbanisation. En fait, plus précisément, l'impact est réduit par la diminution de la surface qui sera finalement artificialisée par rapport à un projet initial qui aurait pu occuper l'ensemble de la zone 2AU.
M. Fleck	Estime que sa tranquillité sera remise en cause par l'augmentation du trafic devant chez lui	L'Orientation d'Aménagement et de Programmation ne prévoit pas d'accès voiture par le Sud. Cependant, le projet de lotissement ne devra pas entraver la possibilité de créer une liaison douce entre le sud et le Nord du lotissement.
M. Greiner	Demande que le bois de la « glaisière » soit rendu inconstructible compte tenu de la susceptibilité modérée à la présence de cavités souterraines	Cf réponse à Mme Hund
Collectif des habitants du quartier du Hohlerberg	Demande le classement des terrains de l'ancienne décharge en zone non constructible, leur sécurisation du site après études géotechniques et leur préservation en espace naturel	Cf réponse à Mme Hund
Mme Peter-Lantz	Déplore le manque d'information des habitants, notamment aux abords de la Ferme des 4 Vents	Cf réponse à M. Peter
	Estime que la circulation rue du Ballon potentielle engendrée par le lotissement serait incompatible avec la circulation	Cf réponse à la Chambre d'Agriculture

retour CR

	d'engins agricoles et demande que l'accès privilégié soit par la rue des longs prés.	
	Relève que les espaces publics et les aires de retournements ne sont pas figurés sur le plan	Les espaces publics sont figurés sur le plan des OAP sous l'item « espace public qualitatif (placette) ».
	Demande comment s'applique les obligations en matière de plantation et d'espaces verts et les sanctions en cas de non respect.	Cf réponse à M. Peter
	Souhaite connaitre le nombre de logements individuels et collectifs sont prévus sur le lotissement	Le nombre précis n'est pas connu car il dépend du projet qui sera porté par un éventuel lotisseur. Cependant, ce dernier aura l'obligation de respecter la densité nette minimale issue du SCOT de la Région Mulhousienne et reprise dans l'OAP à savoir 40 logements/ha. Le secteur ouvert à l'urbanisation couvre une superficie de 1.4ha. Avec une densité minimale nette de 40 logements/ha, le futur lotissement devra accueillir un minimum de 39 logements.
	Rappelle que la zone est « marécageuse » et demande quelles normes constructives sont imposées ?	Cf réponse à M. Peter
	Salue le changement de la règle d'implantation des piscines en zone UB mais voudrait que le PLU interdise le cumul des piscines et des garages sur une	La zone UB est un secteur de construction dense au sein de la commune, c'est pourquoi il n'existe pas de coefficient d'emprise au sol. Cependant afin de limiter l'imperméabilisation des sols un taux de 25% d'espaces verts est imposé (article UB12).

retour CR

	même unité foncière de petite taille.	De fait, même si l'objectif de cette règle est de limiter l'imperméabilisation des sols, elle a pour conséquence indirecte de limiter la constructibilité des terrains. Ainsi les terrains de petites tailles ne peuvent pas accueillir à la fois une piscine et un garage.
	Estime que le problème de sécurité n'est pas lié aux clôtures mais aux voies trop étroites	Malheureusement la largeur des voies est un héritage du passé où la circulation était moins importante qu'aujourd'hui. Cependant même quand la voie est bien dimensionnée, l'implantation de clôtures opaques en limite du domaine publique est de nature à limiter le champ de vision des conducteurs et donc à engendrer des problèmes de sécurité.
	Aimerait avoir des précisions sur l'augmentation de la part des espaces verts	L'objectif de l'évolution de cette règle est de lutter contre l'imperméabilisation des sols, contre les ilots de chaleur engendrés par une forte minéralisation de l'espace bâti et d'augmenter la biodiversité en ville.
M. Ummenhover	S'interroge sur le fait que l'ouverture à l'urbanisation réponde à un besoin réel	Cette ouverture à l'urbanisation répond effectivement à un réel besoin. La commune de Pfastatt est une commune attractive et l'accueil de nouveaux habitants peut se faire par 2 biais : dans le logement ancien et dans la construction neuve. Le taux de vacance des logements sur la commune est estimé en 2018 (derniers chiffres de l'INSEE) à 6.7%. Ce taux permet la fluidité du marché de l'immobilier mais ne permet pas de subvenir aux besoins d'une population croissante. La construction neuve, quant à elle se réalise soit en extension soit au sein du tissu urbain, en densification. Mais comme nous l'avons explicité précédemment, la capacité de densification de la commune de Pfastatt est réduite. Ainsi, l'extension est donc légitime en tenant compte de

retour CR

		l'urbanisation des zones 1AUa inscrites au PLU approuvé en 2015.
	Estime que le projet d'ouverture à l'urbanisation remet en cause la viabilité de la ferme équestre	Il n'y aura pas d'impact puisque les terrains de la ferme sont respectés. De plus, les terrains inclus dans le périmètre de réciprocité sont « neutralisés » par leur basculement en zone A au lieu d'être urbanisables comme cela auraient pu être le cas si l'intégralité de la zone 2AU avait été reclassée en 1AUa.
	Considère que la desserte préconisée est de nature à perturber le fonctionnement de la ferme équestre ainsi que l'accès piéton à la forêt du Nonnenbruch	Cf réponse à la Chambre d'Agriculture
	Précise que l'ouverture à l'urbanisation va bouleverser la biodiversité locale	La décision de la MRAe de ne pas soumettre à Evaluation Environnementale la modification du PLU de Pfastatt prouve que l'enjeu est faible car elle est jugée comme n'étant pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.
	S'interroge sur les garanties relatives à la préservation des arbres sur cette zone et sur le fait qu'elle aurait été déclarée inondable en 1993	Les arbres sont actuellement situés sur une propriété privée et leur maintien relève du bon vouloir du propriétaire. Chacun est libre de maintenir ou non la densité de sujets dans la limite des règles imposées par le règlement du PLU. Cf réponse à M. Peter (aléa remontée de nappe)
M. Sigrist	Demande que le bois de la « glaisière » soit rendu inconstructible compte tenu de la présence de cavités souterraines	Cf réponse à Mme Hund
Alsace Nature	Demande que l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Grand Ballon soit	Cf Réponse à M. Peter

retour CR

	compensée par le classement en secteur inconstructible du bois de la « glaisière »	
Mme Fausten	Demande d'imposer la végétalisation des murs bahut de 1.5m et interdire les brises vues plastiques	La végétalisation en arrière d'un mur bahut relève du libre arbitre des propriétaires. Quand aux brise-vues plastiques, le code de l'urbanisme ne permet pas d'interdire un matériau, c'est pourquoi le règlement vise uniquement les clôtures opaques.
M. De Simone	Se dit contre l'ouverture à l'urbanisation et contre le modèle de périurbanisation.	L'ouverture à l'urbanisation répond à un besoin d'accueil de population car Pfastatt est une commune attractive qui offre des services et équipements et qui possède un poids certain au sein de l'armature urbaine de l'agglomération. De plus, avec le desserrement des ménages, à population égale, le nombre de logements doit augmenter afin de palier la décohabitation. Comme précisé à plusieurs reprise, la commune de Pfastatt ne dispose plus que d'un faible potentiel de densification en raison notamment de la présence de cavités souterraines, c'est pourquoi le PLU, l'ors de son approbation en 2013, proposait 3 zones d'extension futures. Celles d'urbanisation immédiate sont à ce jour construites. Reste la zone 2AU que la présente modification rend urbanisable immédiatement. Il s'agit cependant d'une extension mesurée (1.4ha) dont le potentiel foncier sera optimisé par la mise en œuvre de la densité minimale de 40logements/ha. Enfin, avec la promulgation de la loi Climat et Résilience l'été dernier, le modèle de périurbanisation est remis en cause car l'objectif de cette loi est d'atteindre le « Zéro Artificialisation Nette » à l'horizon 2050, en réduisant de 50% la consommation foncière par tranche de 10 ans.

retour CR

		Cependant, la dynamique observée depuis le début de la pandémie est à contresens de cet objectif car nombre d'habitants des secteurs denses partent à la « campagne » pour plus d'espace et de « verdure ». La mise en œuvre de cette loi représente donc un défi pour les élus locaux qui devront concilier bien-être des habitants et réduction drastique de la consommation foncière.
Mme Girard	Est contre l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de la rue du Grand Ballon car il y a déjà trop de chantiers en cours	Comme expliqué précédemment, la commune de Pfastatt est attractive. Il n'est donc pas étonnant que la construction de logements neufs y soit importante. La mobilisation des logements vacants ne permettrait pas d'absorber l'afflux de population nouvelle et aurait pour conséquent de tendre un marché de l'immobilier qui est aujourd'hui fluide.
	Affirme que la zone 2AUs destinée à l'implantation d'équipements sportifs va accueillir des immeubles	Cette zone est réservée dans le PLU pour des équipements sportifs. Aucun projet de modification n'est à l'étude ni pour de l'équipement ni pour du logement. Cette reste par conséquent une réserve foncière d'urbanisation future à vocation sportive.
	Demande si avec le transfert de compétence PLU, m2A prendra également en charge les structures d'accueil des enfants.	M2A ne peut intervenir que dans la limite de ses compétences, en concertation avec les communes. Il s'agit : • du développement économique : zones d'activités et bâtiments économiques d'intérêt communautaire… • de l'aménagement de l'espace communautaire, organisation des transports urbains et déplacements, • de l'habitat : Programme local de l'habitat, amélioration du parc immobilier…, • de la politique de la ville : insertion économique et sociale, prévention, sécurité.

retour CR

		• de la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels (musées), sportifs (piscines, plan d'eau, patinoire) et touristiques (parc zoologique et botanique) d'intérêt communautaire, • de la protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : collecte et valorisation des déchets, propreté urbaine, éducation à l'environnement, pollution de l'air, nuisances sonores…), • des actions sociales d'intérêt communautaire : l'accueil petite enfance, les relais assistantes maternelles et les lieux de parentalité ; l'accueil périscolaire et l'aide au maintien à domicile des personnes âgées. • Du soutien de l'enseignement supérieur, • Du tourisme, dont les musées techniques, • Du cadre de vie et du développement durable (gestion des réseaux de chauffage), • De l'aérodrome Rixheim-Habsheim et Autoport, • Du bibliobus.
	Souhaite qu'on ne réitère pas le mauvais exemple du lotissement rue Lacaque	Cf réponse à M. Peter
	Demande que le règlement impose que la surface des espaces verts soit supérieure à celle des piscines	Lors de l'instruction des autorisations du droit des sols, les piscines sont décomptées des espaces verts. Cette part varie selon le zonage où se situe la construction et est basée sur la superficie totale du terrain. Ainsi par exemple un terrain de 4 ares en zone UB devra compter au minimum 25% d'espaces verts soit 100m², e qui est supérieur à la taille moyenne des bassins de particuliers.

retour CR

	Estime que l'augmentation de la surface d'espaces verts relève du vœu pieu.	Cf réponse à M. De Simone

Le Vice-Président
En charge de l'urbanisme



Rémy NEUMANN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-656C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

75 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PLU DE LA COMMUNE DE KINGERSHEIM : APPROBATION DE LA MODIFICATION N°5 (532/2.1.2/656C)

Par délibération en date du 17 octobre 2018, le Conseil Municipal de la Ville de Kingersheim a engagé la procédure de modification de son PLU pour permettre notamment de modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de la friche dite AMECO. En effet, l'OAP existante a fait émerger des projets très denses nuisant à la future qualité de vie des habitants et à la mixité sociale. C'est pourquoi, la Ville de Kingersheim a voulu définir de nouvelles orientations d'aménagement pour cette reconversion de friche.

Le site AMECO étant une friche et un site pollué, la décision a été prise de produire une évaluation environnementale et de la transmettre à la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) sans la saisir au cas par cas. Cette dernière a rendu son avis le 20 décembre 2021 demandant de :

- justifier le projet au regard des orientations du PADD notamment en matière de production de logements ;
- compléter le plan de gestion des pollutions par une analyse des risques résiduels ;
- prendre contact avec les services de la DREAL pour la constitution d'un dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées ;
- compléter l'évaluation environnementale par la thématique ressource en eau.

Par un courrier en date du 21 octobre 2021, le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA). La Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) a fait savoir que le projet de modification n'appelait pas de remarques de sa part. La Chambre d'Agriculture a émis un avis réservé sollicitant le maintien de la

retour CR

fonction agricole des champs captants situés à l'arrière de l'EPHAD les Violettes. Son maintien sera bien assuré.

Le préfet, dans un courrier en date du 21 décembre 2021, a, quant à lui, notamment sollicité :

- l'inscription d'orientations en matière de densité et de mixité sociale dans l'OAP et le règlement du site AMECO et la suppression plafond de 33 % de logements locatifs sociaux ;
- la mise en cohérence des orientations du PADD avec celles des OAP en matière de stationnement et de production de logements ;
- l'ajout d'éléments qualitatifs relatifs au paysage et au cadre de vie dans les OAP du site AMECO ;
- et par ailleurs soulevé la non-conformité de la station d'épuration en matière d'auto surveillance dont dépend le site AMECO et demande au SIVOM de la Région Mulhousienne la réalisation d'une étude diagnostic.

Lors de l'enquête publique qui s'est tenue du 24 janvier au 24 février 2022 de nombreuses contributions ont été apportées portant principalement sur :

- l'élargissement de la future zone UE6 (à vocation économique et commerciale) ;
- la qualité de l'évaluation environnementale et des mesures compensatoires mises en œuvre ;
- les connexions viaires entre le site AMECO et les quartiers environnants ;
- l'impact de l'aménagement du site sur les réseaux desservant les propriétés riveraines ;

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti des deux recommandations suivantes :

- De réfléchir à la mise en place d'infrastructures permettant de solutionner un afflux supplémentaire de circulation engendré par l'ouverture possible de commerces.

  Un emplacement réservé pour l'aménagement d'un carrefour sécurisé est déjà existant sur site. La ville de Kingersheim a engagé des discussions avec les propriétaires fonciers depuis plus d'un an pour sa mise en œuvre par la création d'un carrefour à feux tricolores afin de sécuriser les circulations douces.

- D'envisager un moyen de suivre le chantier de dépollution et de constater ensuite sa réalisation optimale pour assurer la sécurité des futurs habitants de ce nouveau quartier.

  Le porteur de projet est lauréat d'un appel à projet de l'ADEME. Les subventions ainsi obtenues sont conditionnées au respect d'un cahier des charges strict pour la dépollution. De plus, dans le cadre de l'instruction des autorisations du droit des sols, l'autorité préfectorale sera consultée. Les prescriptions émises par cette dernière seront reprises dans les différents arrêtés autorisant la reconversion de cette friche.

Afin de répondre aux observations formulées par les PPA, le projet de modification a été modifié dans le respect des exigences de l'article L153-21 du Code de l'urbanisme. Le tableau joint à la présente délibération synthétise l'ensemble des

observations formulées par les PPA, le public et le Commissaire enquêteur ainsi que les réponses apportées au projet de modification pour en tenir compte le cas échéant.

Jusqu'au 1er janvier 2020, date à laquelle Mulhouse Alsace Agglomération est devenue compétente, cette procédure a été menée par le Maire de Kingersheim conformément aux dispositions de l'article R153-15 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 12 février 2020, la Ville de Kingersheim a donné son accord à l'achèvement de cette procédure de modification de son PLU conformément aux exigences de l'article L153-9 I du Code de l'urbanisme.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et L153-44 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 24 février 2016, modifié les 28 juin 2017, 25 juin 2018 et 19 décembre 2019 et mis en compatibilité le 2 mars 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Kingersheim du 12 février 2020 autorisant Mulhouse Alsace Agglomération à poursuivre la procédure engagée ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération du 2 mars 2020 approuvant la poursuite et l'achèvement des procédures engagées avant le 1er janvier 2020 ;

Vu l'arrêté n°34/2020 en date du 11 juillet 2020 donnant délégation de fonction au Vice-Président Rémy Neumann ;

Vu l'arrêté du Président de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 5 janvier 2022 soumettant à enquête publique le projet de modification du 24 janvier au 24 février 2022 ;

Vu l'avis des Personnes Publiques associées sur le projet de modification du PLU ;

Vu l'avis de la MRAe en date du 20 décembre 2021 sur le projet de modification du PLU ;

Vu le dossier de modification soumis à enquête publique ;

Vu l'avis favorable avec recommandations du commissaire enquêteur ;

Considérant que le projet de modification du PLU est prêt à être approuvé ;

Au vu de ces éléments, après en avoir débattu et délibéré le Conseil d'Agglomération :

- approuve la modification n°5 du PLU de la Ville de Kingersheim telle qu'elle est annexée à la présente ;

retour CR

- autorise le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que le dossier du PLU est tenu à la disposition du public à la mairie de Kingersheim et dans les locaux de Mulhouse Alsace Agglomération aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de Mulhouse Alsace Agglomération et à la mairie de Kingersheim durant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
Enfin, cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R5211-41 du CGCT.

PJ : Projet de modification du PLU de Kingersheim
Mémoire en réponse au Commissaire Enquêteur

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification approuvée

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

Mars 2022

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification

Mulhouse Alsace Agglomération

Ville de Kingersheim

1. Note de présentation

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann



ALSACE Collectivité européenne

DAUHR ATD Alsace

Mars 2022

Sommaire

1. Contexte et objet de la modification 2
2. Le contenu de la modification 7
2.1 Le site AMECO et les principes de son aménagement 7
2.2 Les autres motifs de modifications du PLU 12
Suppression de l'emplacement réservé rue de Hirschau 12
Nouvel emplacement réservé pour la protection du champ captant 13
Modifications réglementaires diverses 14
Dispositions de l'article 6 et des implantations dans les marges de recul en zone AU 15
Annexe relative aux plantations d'arbres en fosses 16
3. Incidences prévisibles sur le site et l'environnement et mesures prises pour leur préservation et leur mise en valeur 17
4. Compatibilité par rapport aux normes supra-communales 19
Les servitudes d'utilité publique 19
Le Schéma de Cohérence territorial 20
PLH 20
SDAGE et SAGE 20
PPRI 21
SRADDET 21
PCAET et SRCAE 22
Plan Départemental de l'Habitat du Haut-Rhin 23
Les prescriptions nationales et particulières 23
5. Procédure adoptée 25

1. Contexte et objet de la modification

Chronologie

Par délibération du 24 février 2016, le Conseil Municipal de KINGERSHEIM a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune.
Dans le cadre de ce PLU ont été définis les grands axes du développement futur de la Ville et des orientations d'aménagement et d'urbanisme traduites dans le projet d'aménagement et de développement durables du P.L.U.
Parmi les orientations relatives au développement urbain, le PLU a prévu des dispositions permettant une gestion cohérente des espaces disponibles dans la nappe urbaine.

Depuis cette date, plusieurs modifications du PLU ont été réalisées, la plus importante en 2017 a permis de fixer des orientations d'aménagement et de programmation pour les deux principaux sites à projets, à savoir la friche industrielle AMECO et les terrains résiduels du Vert-Village, afin de poursuivre une urbanisation cohérente et maîtrisée aux confins du territoire communal, en accord avec les dispositions supra-communale fixées par le SCoT de l'agglomération mulhousienne.

D'autres modifications sont intervenues permettant des ajustements réglementaires ponctuels, la suppression d'emplacements réservés et un certain nombre de mises à jour, au fur et à mesure de l'évolution de la ville et de l'amélioration de son cadre de vie.

A ce stade, et- après plus de 5 ans d'application du Plan Local d'Urbanisme, il s'avère que le site AMECO n'est toujours pas urbanisé, malgré la mise en place d'un dispositif réglementaire adapté et compatible avec les nécessités et contraintes, le projet immobilier de 2017 ayant été abandonné depuis. C'est pourtant sur ce site que se concentrent les réflexions d'urbanisme et les plus forts enjeux pour l'avenir de Kingersheim, et que l'opportunité de résorption de la friche industrielle reste à saisir.

Par délibération du Conseil Municipal du 17 octobre 2018, la ville a souhaité engager une nouvelle modification du PLU intégrant ce point essentiel. Aujourd'hui cette procédure est menée avec le Conseil d'Agglomération de M2A, qui a pris entre temps la compétence en la matière et qui soutient la nouvelle équipe municipale dans la définition des principaux enjeux pour cette friche :

- un enjeu en matière de développement démographique et résidentiel de la ville eu égard au potentiel foncier qu'elle représente ;
- un enjeu en terme de mixité sociale puisque ce potentiel foncier permet de poursuivre l'engagement de la ville pour atteindre les objectifs du Programme Local de l'Habitat pour Kingersheim, pour améliorer la mixité sociale et fonctionnelle du quartier ;
- un enjeu pour la convivialité et la qualité de vie, deux valeurs toujours mises en avant dans les projets d'urbanisme locaux.

La présente note constitue un additif au rapport de présentation du PLU approuvé de Kingersheim et complété par les modifications antérieures. Elle précise notamment les

nouvelles orientations définies pour le site AMECO, suivant les nouveaux choix d'aménagement et le respect du nouveau SCoT de l'agglomération mulhousienne.

Les grands enjeux pour AMECO restent valables, avec une dominante pour la création de logements :

- la mixité urbaine, à travers une offre d'habitat diversifiée (pavillons individuels, intermédiaires et collectifs), comprenant des logements locatifs sociaux et en accession à la propriété,
- l'intégration d'un équipement pour séniors dans un souci de brassage intergénérationnel, accompagnée d'une offre médicale et commerciale en front de boulevard,
- un traitement urbain qualitatif, prenant en compte les abords de la rue de Guebwiller et la coulée du Dollerbaechlein en limite nord du site.

La réhabilitation d'une telle friche industrielle de plusieurs hectares limitera d'autant la consommation d'espaces agricoles et naturels, ces derniers jouant un rôle essentiel dans l'équilibre des fonctions de ce territoire très urbanisé. Le projet d'aménagement permet également de gérer la pollution résiduelle, de remettre en bon état un site dégradé, et sera une occasion unique de renforcer certaines protections le long du cours d'eau, de manière à mieux relier les réservoirs de biodiversité à travers une trame verte et bleue.

Plusieurs autres adaptations du PLU, en particulier sur des points de règlement et sur les emplacements réservés sont prévues dans le présent dossier.

Choix de la procédure

Le champ de la procédure de modification est défini par l'article L153-36 du code de l'urbanisme.
Conformément à cet article, sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Les points qui font l'objet du présent dossier de modification doivent respecter également les conditions apportées par la loi SRU : ne pas réduire une protection en faveur des espaces agricoles ou naturels, ainsi que les dispositions mises en place par le Scot de la Région Mulhousienne.

RAPPEL DES BESOINS IDENTIFIES PAR LE PLU APPROUVE (extraits)

Calcul théorique des besoins foncier pour le logement

A partir de 2013 et jusqu'en 2020

En partant des perspectives du PLH, 100 nouvelles résidences chaque année (objectif minimal à atteindre), le PLU a estimé la superficie des terrains à bâtir qu'il faudrait mobiliser à l'horizon du SCoT et du PLH (2020) et au-delà (2030).

Ces besoins ont été estimés selon deux hypothèses :

Hypothèse 1 : une proportion très réduite de logements individuels

Type d'habitat	*Proportion*	*Nombre*	*Surface terrain théorique nécessaire par logement (m²)*	*Besoins (m²)*
Collectif	50%	350	150	525000
Intermédiaire	40%	280	400	112000
Individuel	10%	70	500	35000
Total attendu en 2020	100%	700		199500

Hypothèse 2 : un équilibre de l'offre dans les nouveaux projets.

Type d'habitat	*Proportion (%)*	*Nombre*	*Surface de terrain théorique nécessaire par logement (m²)*	*Besoins (m²)*
Collectif	40%	280	150	42000
Intermédiaire	30%	210	400	84000
Individuel	30%	210	500	84000
Total attendu en 2020	100%	700		210000

On constate que les besoins fonciers (une vingtaine d'hectares) varient peu d'une hypothèse à l'autre -à peine plus d'un hectare d'écart- et que dans les deux hypothèses, la production d'une densité d'environ 35 logements à l'hectare est tout à fait en phase avec les objectifs ambitieux de réduction de la consommation d'espace annoncés.

A partir de 2020 et jusqu'en 2030

Après cette période pendant laquelle on estime possible la création de 700 logements (ce qui permettrait de rester en croissance démographique tout en subissant la diminution de la taille des ménages et le maintien d'une vacance comparable à celle des périodes récentes), un nouveau rythme de croissance peut être imaginé.
Hypothèse retenue : un rythme d'environ 50 logements nouveau chaque année, soit 500 logements en tout sur la période suivante de 10 ans.

Besoins supplémentaires estimés par le PLU pour la période 2020 et 2030 : 500 logements

Type d'habitat	*Proportion (%)*	*Nombre de logements*	*Surface terrain théorique nécessaire par logement (m²)*	*Besoins (m²)*
Collectif	50%	250	150	37500
Intermédiaire	40%	200	400	80000
Individuel	10%	50	500	25000
Total 2020-2030	100%	500		142500

Dans cette hypothèse il faudrait donc mobiliser un peu plus de 14 hectares de terrain pour assurer ce rythme de construction.

Les objectifs du PLU approuvé restent valables après plusieurs années d'application, et des opérations immobilières ont été réalisées ou sont en passe de l'être. Les perspectives de « deuxième phase 2020-2030» continuent de dépendre en grande partie de l'évolution de la friche AMECO, sur laquelle on attend autour de 150 logements.

Par le biais de cette modification du PLU, dont le point principal est le développement de l'urbanisation de cette friche industrielle et les orientations de son aménagement, il est possible de poursuivre et concrétiser les objectifs du PLU.

Ces objectifs doivent également s'adapter au nouveau contexte supra-communal, en particulier –pour ce qui concerne les besoins fonciers- aux nouveau SCoT de l'agglomération qui impose une densité de 40 logements par hectare dans les opérations immobilières.

2. Le contenu de la modification

2.1 Le site AMECO et les principes de son aménagement

RAPPEL DE L'HISTOIRE DE LA FRICHE INDUSTRIELLE

Le terrain d'opération est situé à l'entrée sud de Kingersheim, au contact du ban de Mulhouse.
En 1930, le bassin potassique vit au rythme de ses 18 cités minières et de sa vingtaine de puits. Sur fond de crise économique, les machines de manutention Ameco, usine créée en 1932, font leur apparition sur les carreaux Théodore et Amélie I. Basée au cœur des MDPA, à Kingersheim, l'entreprise métallurgique AMECO se développe.



Dans les années 50, comme le montre le cliché aérien qui suit, cette partie du territoire était en pleine mutation : industrialisation de l'agglomération mulhousienne, grands projets d'infrastructure, activité intense de la construction.

L'exploitation des matériaux des gravières par les entreprises du BTP, qui se fixent à proximité de la ressource aboutit à une conurbation avec Mulhouse.

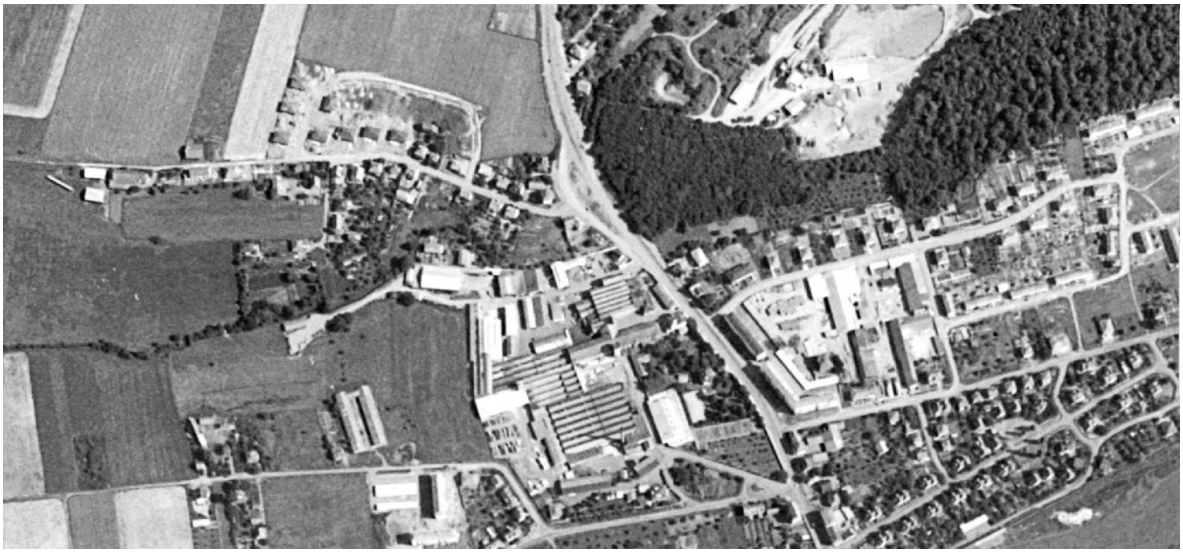


Photo aérienne 1956 (source : infogéo68)

Jusqu'à 800 salariés travaillent dans l'usine jusque dans les années 70 où la crise de rentabilité ronge les mines alsaciennes et leurs activités parallèles. L'usine de Kingersheim fait faillite, et par la suite l'entreprise se délocalise en adaptant sa production, laissant à Kingersheim un site en friche.

Après le développement urbain de la Strueth et la fermeture de l'usine AMECO, le paysage se transforme complètement, les sites industriels délaissés laissent place à des friches, peu à peu concurrencées par l'habitat sous la pression du desserrement de Mulhouse.



Photo aérienne 1997 (source : infogéo68)

Aujourd'hui le contexte a profondément changé :

- les gravières autrefois hostiles et nuisantes sont devenus des poumons verts accessibles aux promeneurs et des lieux de détente aménagés pour les habitants, au cœur de la cité,
- le cours sinueux du Dollerbaechlein bordé d'arbres, est désormais un fil conducteur de la nature et de la biodiversité en ville,
- le tissu urbain majoritairement résidentiel se complète par des opérations plus en phase avec le développement durable et la mixité fonctionnelle, où la «nature en ville» prend de l'importance.



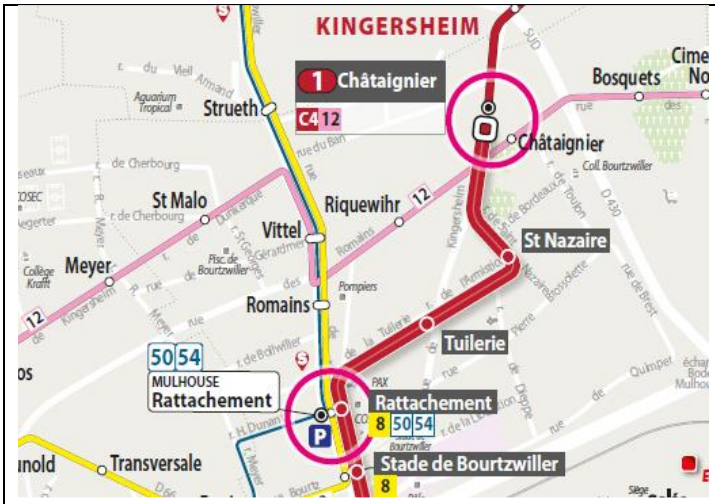
Le contexte en 2021

Le projet d'aménagement s'inscrit dans un processus d'ensemble destiné à compléter l'urbanisation de la ville et à mettre en œuvre sa politique de diversification de l'offre immobilière en faveur du vivre ensemble intergénérationnel.

Le potentiel d'aménagement identifié comprend en grande partie les éléments bâtis du complexe industriel, ainsi que des terrains libres en dent creuse, à l'interface entre Kingersheim et Mulhouse. L'ensemble s'articule sur la rue de Guebwiller à l'Est et la rue de Cherbourg au Sud. La limite nord du site est marquée par la coulée verte du Dollerbaechlein, un cours d'eau temporaire en réseau avec la Doller.



Le site est idéalement positionné vis-à-vis du réseau des transports collectifs de l'agglomération :



L'arrêt « Strueth », à proximité immédiate du site, est desservi par les lignes 8 et 54 de Soléa le connectant ainsi aux communes de Lutterbach, Bollwiller, Mulhouse et Wittenheim. Ces lignes permettent de rejoindre l'arrêt « Rattachement », également station de la ligne 1 du tram dont le terminus est à la gare de Mulhouse.

Le PLU a été modifié en 2017 pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du site, mais le projet présenté à l'époque a été abandonné. Il en subsiste une OAP (orientation d'aménagement et de programmation), qu'il convient aujourd'hui de rectifier pour qu'un autre projet plus raisonnable puisse aboutir.

Le nouveau projet doit ajuster la densité (le nombre de logements à l'hectare), la proportion de logements locatifs sociaux, et la mixité fonctionnelle et architecturale sur le site. Il doit également porter l'effort sur la coulée verte et sa connexion avec le réseau des espaces verts urbains.

Plusieurs leviers sont à mobiliser pour encadrer et accompagner le projet. Une partie se règle par le règlement du secteur et des conditions de réalisation du projet, une partie se précise dans les OAP (orientations d'aménagement et de programmation), qui complètent le règlement par des éléments obligatoires (les prescriptions) et des éléments optionnels (les préconisations), qui se traduisent par des illustrations de propositions concrètes.

Déjà doté de ces outils dans une première OAP, le PLU complète et précise certaines options dans le cadre de cette modification ; les pièces maîtresses du squelette de cet aménagement restent comparables aux précédentes, en particulier l'organisation hiérarchique des voies. Le nouveau projet diminue la densité globale pour l'habitat, et répartit autrement les logements par catégories.

Aussi et surtout, il s'appuie sur un diagnostic environnemental précis qui permet de mieux prendre en compte les éléments expertisés sur le site et les enjeux de la biodiversité.

La superficie totale des parcelles destinées à accueillir du logement (hors voirie, espaces verts, ruisseau, emprises dédiées au commerce et au pôle médical) représente 3,4 ha. Le SCOT de la région Mulhousienne impose pour les villes noyaux telles que Kingersheim une densité nette minimale de 40 logements/ha. Le site devra donc accueillir à minima 136 logements.

Depuis l'approbation du PLU, 53 logements seulement ont été admis en extension à Kingersheim (site Vert Village) sur un total de 339 logements créés, soit moins de 16%.

Les programmes prévisionnels inscrits au PLU sont de l'ordre de 350 logements conformément aux OAP du PLU et du SCoT.

Les opérations de renouvellement urbain récemment engagées et les opérations à venir, en particulier la reconversion de la friche AMECO dont il est question dans cette modification du PLU, permettent de répondre à l'orientation du PADD visant à assurer que les 2/3 de la production de logements se fera au sein de l'enveloppe urbaine.

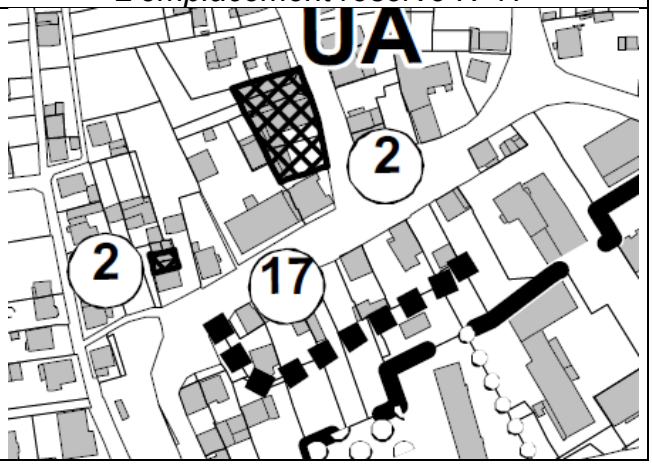
Evolutions de l'OAP

	Avant modification	*Après modification*
Hiérarchie viaire et circulations douces	Une cour urbaine unique au cœur du projet	Plusieurs placettes, pas de liaison motorisée entre l'est et l'ouest du site
Mixité fonctionnelle	Une mixité de logements, une résidence séniors quelques commerces et bureaux	Ajout d'un pôle de santé en front de rue de Guebwiller
Densité	Au moins 60 logements à l'hectare	Au moins 40 logements à l'hectare
Mixité sociale	30% au moins de logements locatifs sociaux	Une fourchette de 30 à 33% de logements locatifs sociaux
Volumétrie des constructions	7 niveaux possibles pour les immeubles collectifs	6 niveaux maxi pour les collectifs. Une hauteur maîtrisée aux abords des habitations existantes
Equipements	Salle culturelle et festive, cour urbaine et aires de jeux	Aire de convivialité en lien avec le cadre naturel
Espaces verts et biodiversité	Des espaces verts, un parc arboré et des jardins partagés	L'interception du cours d'eau pour reconstituer une trame verte et bleue. La prise en compte de l'évaluation environnementale permettant la protection de certains boisements et la compensation des impacts par le développement des espaces verts en bordure du ruisseau (milieux mixtes).
Stationnement	Mise en place d'un ou plusieurs silos, nécessités par la densité de logements attendue	Normes classiques de stationnement
Gestion des perméabilités et de l'eau	Ratio d'espaces non bâtis	Maintien ou reconstitution d'espaces perméables, proportion d'espaces verts en pleine terre. Dispositions locales pour les eaux pluviales

2.2 Les autres motifs de modifications du PLU

Suppression de l'emplacement réservé rue de Hirschau

Cet emplacement réservé avait été retenu pour créer un cheminement piétonnier à l'arrière de certaines propriétés de la rue de Hirschau. Entre temps, suite à des échanges avec les riverains, la commune renonce finalement à ce projet. La modification du PLU consiste à supprimer l'emplacement réservé N°17 prévu à cet effet.

Les jardins concernés	*L'emplacement réservé N°17*
	

Nouvel emplacement réservé pour la protection du champ captant

La commune souhaite augmenter la protection de ses champs captants, par l'acquisition des terrains situés à l'arrière de l'EHPAD « Les violettes ». L'inscription d'un nouvel emplacement réservé sur les parcelles 78 et 79, pour une superficie de 1,5 hectares permet de sécuriser les usages sur ces terrains. Cette même emprise pourra comprendre l'amorce d'un aménagement nécessaire au franchissement de la route par une passerelle pour les piétons et les cycles. Afin de ne pas remettre en cause la fonctionnalité agricole du lieu, le terrain sera maintenu en pré de fauche permettant de limiter les apports en pesticides.





Modifications réglementaires diverses

- **Ajout d'une cote maximale au faîtage dans la zone UA**

Dans la zone UA (centre-village), le règlement du PLU a fixé les hauteurs maximales, exprimées à l'article 10. Elles concernent la gouttière et l'acrotère des toits plats. La modification consiste à préciser la hauteur maximale au faîtage, celle-ci est fixée à 16 mètres.

- **Ajout de l'usage commercial dans deux des trois sous-zones UE3 et une sous-zone UE4**

Actuellement le PLU de Kingersheim n'admet pas dans les sous-zones UE3 et UE4 la destination commerciale.
La reconversion de certains sites industriels dans le secteur de la rue de Richwiller et à ses abords est une bonne opportunité de valoriser des terrains sans ponction sur des espaces agricoles ou naturels et de diversifier les usages, tout en restant compatibles avec les contraintes locales.

La modification du règlement du PLU consiste à ajouter la destination commerciale aux destinations déjà admises, sur deux des trois sous-zones UE3 répertoriées et une sous-zone UE4. Les sous-zones en question sont rebaptisées UE6 afin de faciliter la lecture du règlement.

Pour rappel, les 9 destinations du code de l'urbanisme (ancienne version) applicables sont : habitation, hébergement hôtelier, bureau, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, entrepôt, équipements d'intérêt collectif et services publics.

- **Espaces verts, stationnements et plantations**

Le contexte :
La loi ALUR favorise la renaturation des villes pour contribuer à restaurer :

- *un microclimat (urbain ou périurbain) de meilleure qualité (avec notamment moins de bulles de chaleur) ;*
- *des sols écologiquement plus fonctionnels (fonction de puits de carbone, fonction d'infiltration et d'épuration de l'eau au profit des nappes et cours d'eau, tout en limitant les risques d'inondation, de sécheresse, d'incendie, etc.) ;*
- *des éléments de trame verte et bleue urbaine et une nature de proximité (en plus des quelques parcs et espaces verts généralement déjà présents) ;*
- *- un air plus propre ;*
- *une meilleure qualité de vie ;*
- *des habitats naturels, semi-naturels, de substitution et des refuges pour la faune, la flore.*

La nécessité de favoriser à Kingersheim la mise en place d'espaces verts dans toutes les parties du territoire communal conduit la ville à réfléchir sur les différents outils

permettant de renforcer sa règlementation en la matière, sur les parties du territoire les plus affectées par l'artificialisation des sols (source d'îlots de chaleur et de perte de biodiversité).
De nombreuses idées sont débattues, mais toutes ne trouvent pas une réponse concrète à travers un PLU, ou bien sont difficiles à appliquer ou vérifier sur le terrain.

Dans une première étape, la modification du PLU propose de s'inspirer de travaux existants assurant la réussite des plantations en fosses, en ajoutant une annexe au règlement, fixant des volumes de terre et des spécificité techniques des fosses d'arbres, pour que ces derniers puissent bénéficier d'une croissance optimale.
Ces éléments s'appliqueront dans toutes les zone urbaines.

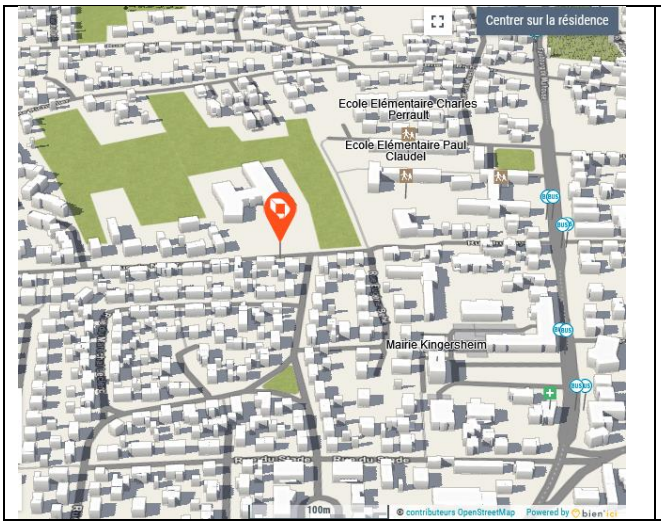
- **Ajout d'une précision dans les normes de stationnement**

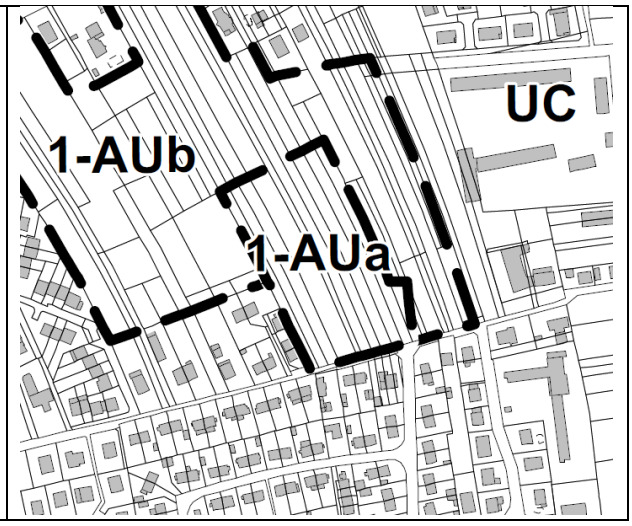
Un commentaire est rajouté dans la rubrique des commerces, afin de préciser que les normes applicables pour les restaurants seront établies en fonction du nombre de places assises. Le rappel des normes spécifiques aux logements locatifs aidés par l'Etat est supprimé.

Dispositions de l'article 6 et des implantations dans les marges de recul en zone AU

Le secteur 1-AUa constitue la première phase d'aménagement des terrains situés à l'arrière de l'école du Centre, et porte la résidence séniors l'Organdi, complexe qui a été construit sur la base des orientations d'aménagement du PLU. Afin de finaliser les aménagements du site, et en particulier pour admettre un abri à vélos dans les marges de recul, il est nécessaire de revoir le détail des règles d'implantation. La modification touche l'article 6 de la zone AU du PLU relative à ce secteur précis. Il s'agit plus précisément de la correction d'une erreur de rédaction, étant entendu que le projet prévoyait ce type d'aménagement au moment de l'approbation du PLU







Annexe relative aux plantations d'arbres en fosses

Un volume de terre adapté doit être mis en place afin d'assurer la bonne croissance et la pérennité de l'arbre lorsque celui-ci est mis en place dans une fosse en milieu urbain.
Le volume nécessaire à sa croissance dans de bonnes conditions est fonction :

- d'une part du type de fosse dans laquelle il est planté : individuelle ou en réseau avec d'autres fosses,
- d'autre part de type de matériau utilisé pour son développement : terre végétale ou mélange terre-pierre.

Une annexe technique permettant d'informer les pétitionnaires sur les modalités de plantations est ajoutée au règlement du PLU. Cette annexe s'applique dans toutes les zones.

3. Incidences prévisibles sur le site et l'environnement et mesures prises pour leur préservation et leur mise en valeur

ENJEUX	***INCIDENCES GLOBALES positives***	***INCIDENCES négatives***
Développement démographique et résidentiel (AMECO)	Soutien de la démographie grâce à l'élargissement de la palette d'offre en habitat.	
Mixité sociale	Réduction des inégalités sociales grâce à l'offre en logements aidés et à la diversification adaptée aux besoins de toutes les générations.	
Mixité fonctionnelle	Elargissement de la palette de commerces de proximité, réduction des déplacements.	
Densification urbaine	Réduction de la consommation unitaire d'espace.	
Gestion du trafic et des déplacements	Déplacements doux favorisés et diminution de l'usage de la voiture pour les courts trajets. Facilitation de l'usage des transports en commun de l'agglomération.	Augmentation du trafic local aux abords de la rue de Guebwiller ainsi que sur la rue de Cherbourg côté Mulhouse.
Traitement paysager, fronts urbains	Démolition des volumes vétustes de la friche AMECO. Suppression de la nuisance visuelle des bâtiments désaffectés et des risques liés aux friches (squat, incendies, accidents, pollutions). Amélioration de la qualité visuelle du front de rue. Amélioration de la trame verte paysagère.	
Renouvellement urbain de la friche industrielle	Limitation de la consommation des espaces agricoles productifs et des milieux naturels. Remise en état d'un milieu dégradé.	Réduction du potentiel économique suite au changement de destination du site industriel AMECO.
Cadre de vie et environnement	Renforcement des continuités naturelles grâce à la trame verte et bleue du Dollerbaechlein. Mise en valeur et en accessibilité des espaces verts. Remise en état du site, gestion des pollutions résiduelles. Réduction de l'empreinte écologique des logements neufs. Trames vertes sanctuarisées.	
Convivialité	Partage des espaces et création de lieux de rencontre et d'échange.	

Compensation des incidences négatives

Augmentation du trafic local

Bien entendu, la création d'un nouveau quartier sur le site va engendrer un trafic lié aux déplacements des habitants de la zone et des usagers des commerces et des services. Il faut toutefois noter que le trafic automobile induit se répartira entre la rue de Guebwiller côté Kingersheim, et la rue de Cherbourg côté Mulhouse.

La collectivité s'est fortement impliquée dans la négociation avec les aménageurs afin de réduire les déplacements et la présence de la voiture dans les projets, en particulier sur le site AMECO, dans l'objectif de fluidifier le trafic, de sécuriser les déplacements des automobilistes et de respecter la tranquillité des riverains.
Le maillage des pistes cyclables et cheminements piétons peut être enrichi à travers les aménagements du site AMECO, en direction du nord ce qui permet une solution de transport alternative et apaisée, sur les courts trajets notamment en direction des équipements scolaires.
La proximité des transports en commun de l'agglomération fait bénéficier aux habitants des nouveaux quartiers d'un contexte particulièrement favorable à l'usage des transports alternatifs à la voiture.

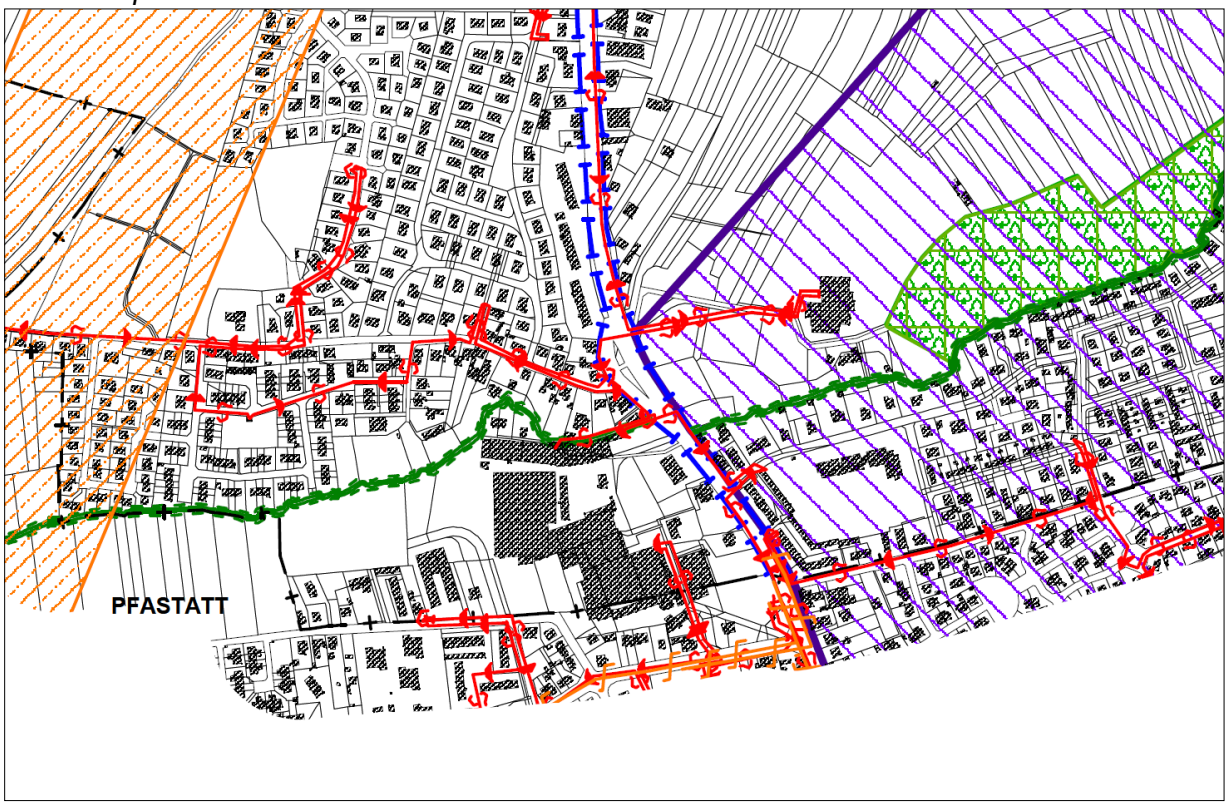
Réduction-évolution du potentiel économique AMECO

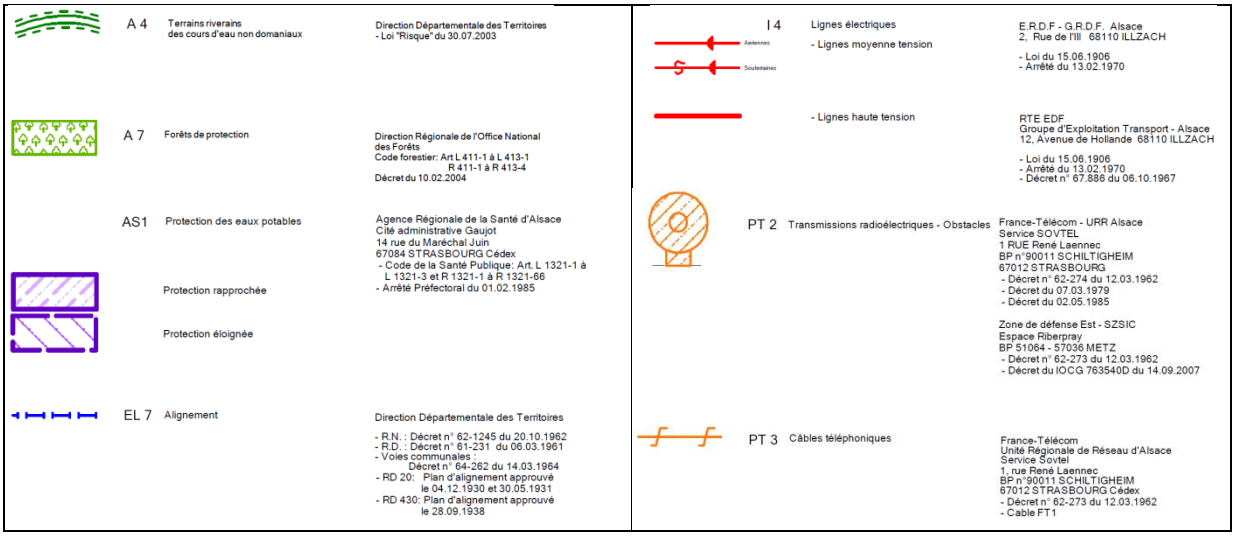
Certes le site AMECO était autrefois une zone économique créatrice d'emploi. Mais il a perdu sa vocation avec le déclin industriel et le développement d'une nappe pavillonnaire à sa proximité.
Aujourd'hui de nouvelles solutions sont imaginées par le document d'urbanisme pour assurer une mutation progressive du tissu industriel et commercial vers un tissu mixte plus en phase avec les besoins des populations locales, en adéquation avec les axes politiques définis pour la ville durable par le PADD et aussi par le nouveau SCoT de l'agglomération qui ajuste les besoins à chaque échelon de l'armature urbaine.
Les nouveaux quartiers d'habitation renforcent l'attractivité globale de la Ville et l'embellissent, grâce à des aménagements qualitatifs mettant le cadre de vie au cœur des projets.
Le site AMECO a perdu définitivement sa vocation industrielle, mais complète le tissu urbain de Kingersheim, et par extension celui de Mulhouse limitrophe, en y développant de l'habitat et d'autres fonctions urbaines du cœur d'agglomération. Les possibilités offertes pour les bureaux, les commerces et les services concrétisent cette diversification.

4. Compatibilité par rapport aux normes supra-communales

Les servitudes d'utilité publique

Extrait du plan des servitudes au droit des sites AMECO et Gravières





La modification du PLU ne comporte aucune disposition contraire au respect des servitudes d'utilité publique applicables sur le territoire communal. Néanmoins certaines contraintes s'appliqueront aux aménagements, afin de respecter ces servitudes.
Les terrains riverains du cours du Dollerbaechlein sont concernés par une servitude A4 pour l'entretien du cours d'eau.
La rue de Guebwiller est frappée d'alignement.

Il est également rappelé que des câbles électriques moyenne tension et téléphoniques sont enterrés dans la rue de Guebwiller.

Le Schéma de Cohérence territorial

En ce qui concerne le SCOT de la région mulhousienne, le projet de PLU, qui se préoccupe fortement d'offrir un cadre de vie plus agréable et de répondre aux besoins de développement urbain, permet à Kingersheim, comme cela est attendu, d'être à la fois un centre urbain à renforcer et une couronne verte et urbaine. La modification du PLU s'inscrit dans la poursuite des objectifs annoncés et les concrétise sur les sites à projets.

En effet, et plus concrètement, la modification du PLU :

- permet, comme le demande le SCoT, la construction de logements neufs suivant un rythme soutenu;
- favorise des formes d'habitat alternatives au mode pavillonnaire en proposant des orientations précises et durables sur les quartiers neufs ;
- améliore l'équilibre social de l'habitat, notamment par la construction de logements locatifs sociaux et de différents types d'hébergement pour les séniors;
- poursuit et renforce la politique en faveur des déplacements alternatifs en proposant de nouvelles solutions pour le piétons, les cycles et en incitant à l'usage des transports en commun ;
- s'inscrit dans les stratégies de mutation du tissu industriel en friche ;
- participe à la mise en valeur des entrées de ville et des abords des grands axes qui traversent l'agglomération, notamment le long de la RD55 et de la rue de Guebwiller;
- protège et renforce les coupures naturelles et les corridors écologiques du SCoT, en particulier la trame verte et bleue du Dollerbaechlein dont la continuité est localement rétablie.

PLH

La réflexion du SCoT est enrichie au niveau de l'agglomération par un Programme Local de l'Habitat (PLH). Le PLU remplit son objectif dans le domaine de l'habitat et du logement, car il permet d'assurer le rythme de production de résidences principales et de logements sociaux nécessaire au parcours résidentiel sur l'agglomération, grâce aux orientations mises en place sur les intervalles disponibles.
Les opérations immobilières que la modification du PLU permet d'engager vont permettre de poursuivre de manière satisfaisante la politique pour le logement pour tous.

SDAGE et SAGE

Au cours de l'élaboration du PLU, les dispositions du SDAGE Rhin-Meuse, outil de mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau ont été prises en compte. En particulier, les eaux souterraines affleurant au niveau des plans d'eau qui constituent le milieu aquatique aux abords de l'agglomération sont fortement protégés par un environnement naturel et des mesures de limitation forte de l'urbanisation. Le PLU a également bien pris en compte les zones humides répertoriées en les protégeant en zone naturelle inconstructible.

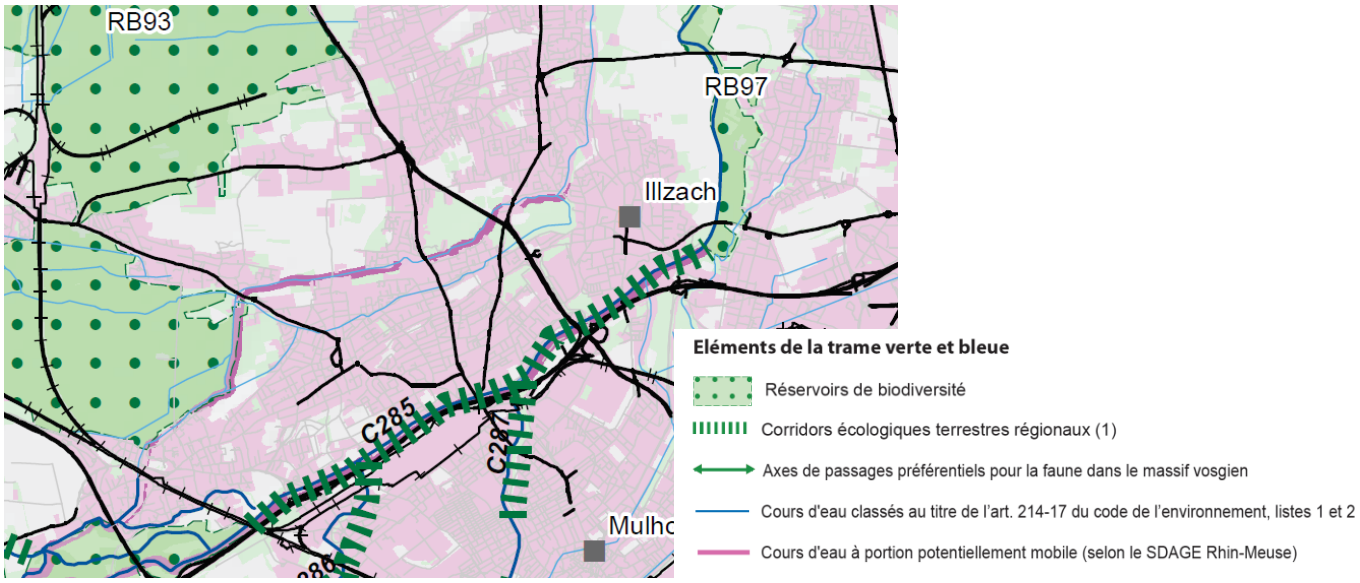
Le dispositif réglementaire mis en place par la modification du PLU permet de développer aux abords du ruisseau du Dollerbaechlein un accompagnement végétal garantissant un meilleur contrôle du débit du cours d'eau.
L'augmentation des surfaces naturelles aux abords du lit majeur assure une meilleure qualité de l'eau sur le tronçon kingersheimois.
La remise au jour des portions canalisées ou busées au niveau de l'ancien site industriel AMECO améliorera la continuité hydrologique et la qualité paysagère de l'écosystème.

PPRI

Les zones réglementaires du PPRI de l'Ill ont été prises en compte sur les plans de zonage et dans le règlement du PLU.
Les modifications du PLU sont compatibles avec les dispositions du PPRI, les aménagements prévus sur le site AMECO et à ses abords ne sont pas soumis au risque d'inondation.

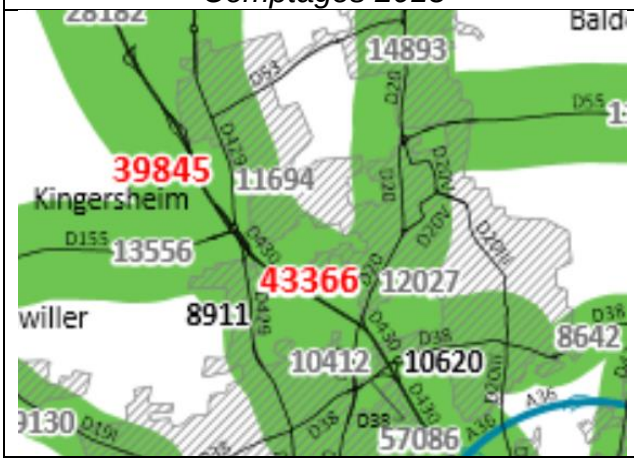
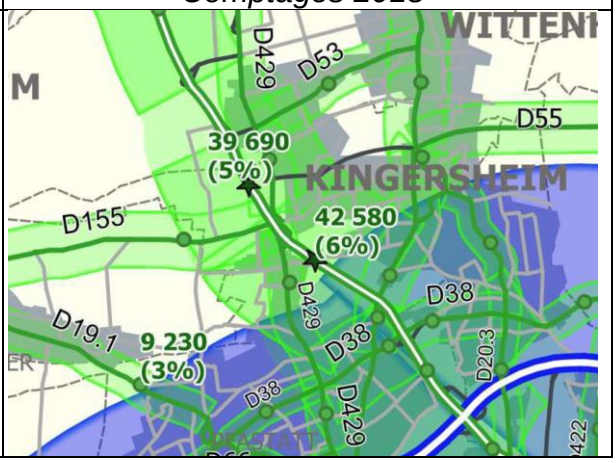
SRADDET

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) d'Alsace a identifié il y a quelques années les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à préserver ou remettre en bon état, qu'elles soient terrestres (trame verte) ou aquatiques et humides (trame bleue), pour favoriser le déplacement des espèces, réduire la fragmentation des habitats, préserver les services rendus par la biodiversité et préparer l'adaptation au changement climatique. Ce réseau a été intégré désormais dans le SRADDET de la région Grand Est.



Kingersheim possède deux réservoirs de biodiversité aux extrémités de son ban et la coulée Ill-Doller est le principal corridor permettant de relier les noyaux à travers des sites très urbanisés.
La continuité du Dollerbaechlein, vecteur secondaire de biodiversité sur ce territoire à l'échelle du SRCE, est renforcée par les projets que la procédure de modification favorise.

TRAFIC

Comptages 2015	*Comptages 2018*
	

Les trafics sont globalement en hausse au fil des années sur les grands axes qui touchent le territoire communal. Toutefois les chiffres les plus récents montrent une stabilisation, voire une diminution sur certains axes locaux, explicables peut-être par le report des trafics de transit sur la RD83 et le contournement autoroutier de Mulhouse. Si on peut s'attendre à une hausse des déplacements en raison de la création de nouveaux logements, il se pourrait également que le recours à des modes alternatifs à la voiture, les déplacements doux et l'usage plus régulier des transports collectifs de l'agglomération réduisent l'impact des nouveaux habitants sur le trafic urbain.

Le long de la rue de Guebwiller par exemple, où circulent quotidiennement plus de 8000 véhicules, la transformation progressive de l'axe départemental en boulevard urbain se poursuivant, un transfert sur les transports alternatifs est favorisé par la mise en sécurité des cyclistes.

PCAET et SRCAE

La Loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) renforce le rôle des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique, et des décrets récents complètent ces dispositions.

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) a été approuvé le 29 juin 2012. Le plan d'action mis en œuvre au niveau de l'agglomération mulhousienne a été transcrit ensuite dans le PLU de Kingersheim.

Le Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) qui a pour but de développer les énergies renouvelables et maitriser la consommation d'énergie, est porté par l'intercommunalité. Il porte sur l'ensemble des émissions générées sur le territoire, y compris les émissions de polluants atmosphériques. Il prend en compte le schéma régional et constitue désormais un dispositif opérationnel.

La modification du PLU s'inscrit dans ce dispositif, et permet de réduire l'impact de l'urbanisation sur le climat, et de participer à la réduction de l'empreinte écologique. Les points essentiels qui vont dans ce sens sont la densité urbaine proposée et la prise en

compte dans les projets de la qualité environnementale. Sur la friche AMECO un soin tout particulier sera apporté à la réduction des émissions de gaz à effet de serre aussi bien au niveau des aménagements du site que de l'efficacité énergétique des bâtiments.

Plan Départemental de l'Habitat du Haut-Rhin

Les modifications proposées vont concrétiser les orientations déjà prises dans le PLU afin de mieux respecter encore les recommandations affectées au territoire de l'agglomération mulhousienne :

- développer efficacement l'offre locative sur la 1ère couronne de l'agglomération mulhousienne,
- fournir une offre locative adaptée aux besoins locaux tout en proposant aussi des possibilités d'accession permettant d'assurer un parcours résidentiel sur le long terme,
- densifier le tissu résidentiel à proximité des transports collectifs d'agglomération,
- se préoccuper de l'habitat durable en proposant des orientations d'aménagement innovantes.

Les prescriptions nationales et particulières

L'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme recodifié au 1er janvier 2016 sous l'article L101-2 pose clairement les principes d'équilibre à mettre en œuvre dans les documents d'urbanisme et qui ont été renforcés par la loi ALUR le 24 mars 2014.

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :
1° L'équilibre entre :
a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
e) Les besoins en matière de mobilité ;
2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
4° La sécurité et la salubrité publiques ;
5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Cette modification du PLU propose une utilisation optimale des terrains voués à l'urbanisation et réduit de ce fait la consommation potentielle de terres agricoles et naturelles en donnant priorité à la réaffectation d'une friche industrielle.
Elle permet également à Kingersheim de développer un nouveau quartier intergénérationnel, en mettant en œuvre tous les axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables pour une ville plus humaine, plus durable et plus pérenne, en particulier sur une friche industrielle en milieu urbain qui trouve enfin sur le plan foncier et urbanistique, un destin nouveau.

5. Procédure adoptée

Les changements ainsi apportés au PLU approuvé, tels qu'énoncés, peuvent faire l'objet d'une procédure de modification telle qu'elle est prévue par le Code de l'Urbanisme dans la mesure où

- Ils ne changent pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, au contraire elle les conforte ;
- Ils ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole productive ou potentiellement productive ou une zone naturelle et forestière identifiée, au contraire ils renforcent certaines protections et complètent la trame verte et bleue ;
- Ils ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, au contraire ils suppriment l'impact négatif d'une friche inesthétique et valorisent des espaces délaissés.

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification

Mulhouse Alsace Agglomération

Ville de Kingersheim

2. PLAN DE ZONAGE

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'agglomération du 29 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

Mars 2022



1:3 000



LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

N°	NATURE DE L'EQUIPEMENT	BENEFICIAIRE	SURFACE APPROXIMATIVE
1	Accès à la zone des étangs (largeur 4 mètres)	Commune	7 ares
2	Renforcement des équipements culturels	Commune	10 ares
3	Aménagement piéton et cycles avec mise en place d'un mobilier (RD 105 (liaison Strueth-Parc des Gravières)	Commune	17 ares
4	Carrefour giratoire, aménagement de voirie	Commune	7 ares
5	Cheminements piétons et cycles, promenade verte (largeur 7 mètres)	Commune	
6	Carrefour giratoire, aménagement de voirie rue de Richwiller-rue du Bigarreau (RD 105 côté sud)	Commune	20 ares
7	Accès zone urbanisable du Vert Village	Commune	8 ares
8	Parking salle cité jardins	Commune	1 are
9	Déversoir d'orage (Ile et Illc)	SIVOM Mulhouse	33 + 34 ares
10	Aménagement de carrefour	Commune	7 ares
11	Accès zone urbanisable depuis la rue de Cherbourg (Mulhouse)	Commune	3 ares
12	Prolongation de la rue de Wittenheim pour liaison RD56	Commune	10 ares
14	Aire de stationnement Groupe Scolaire	Commune	16 ares
15	Elargissement rue de Pfastatt	Commune	5 ares
16	Merlon anti-bruit/piste de karting	Commune	7 ares
17	Terrain réservé à la protection des champs captants et aménagement viaire	Commune	1,5ha
18	Aménagement d'un carrefour tripasse de la Strueth-Faubourg de Mulhouse	Commune	9 ares

LIMITES

limite communale

limite de zone ou de secteur

règle architecturale particulière

EMPLACEMENTS RESERVES

ouvrage public, installation d'intérêt général

voie à créer

cheminement piéton et / ou piste cyclable à créer voie secondaire

espaces boisés classés au titre de l'art. L.130-1 du code de l'urbanisme

ELEMENTS IDENTIFIES AU TITRE

de l'art. L.123-1-5 du code de l'urbanisme

plantations à réaliser, boisements, espaces verts à conserver

PPRI de l'ILL zone inondable par rupture de digue

D'une manière générale, les limites de zone ou de secteur s'appuient sur des limites parcellaires. Dans le cas contraire, la limite à considérer est constituée par l'axe des limites de zone ou de secteur.

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification

Mulhouse Alsace Agglomération

Ville de Kingersheim

2.a Secteur de mixité sociale

(Art. L151-15 et R151-38 du Code de l'Urbanisme)

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

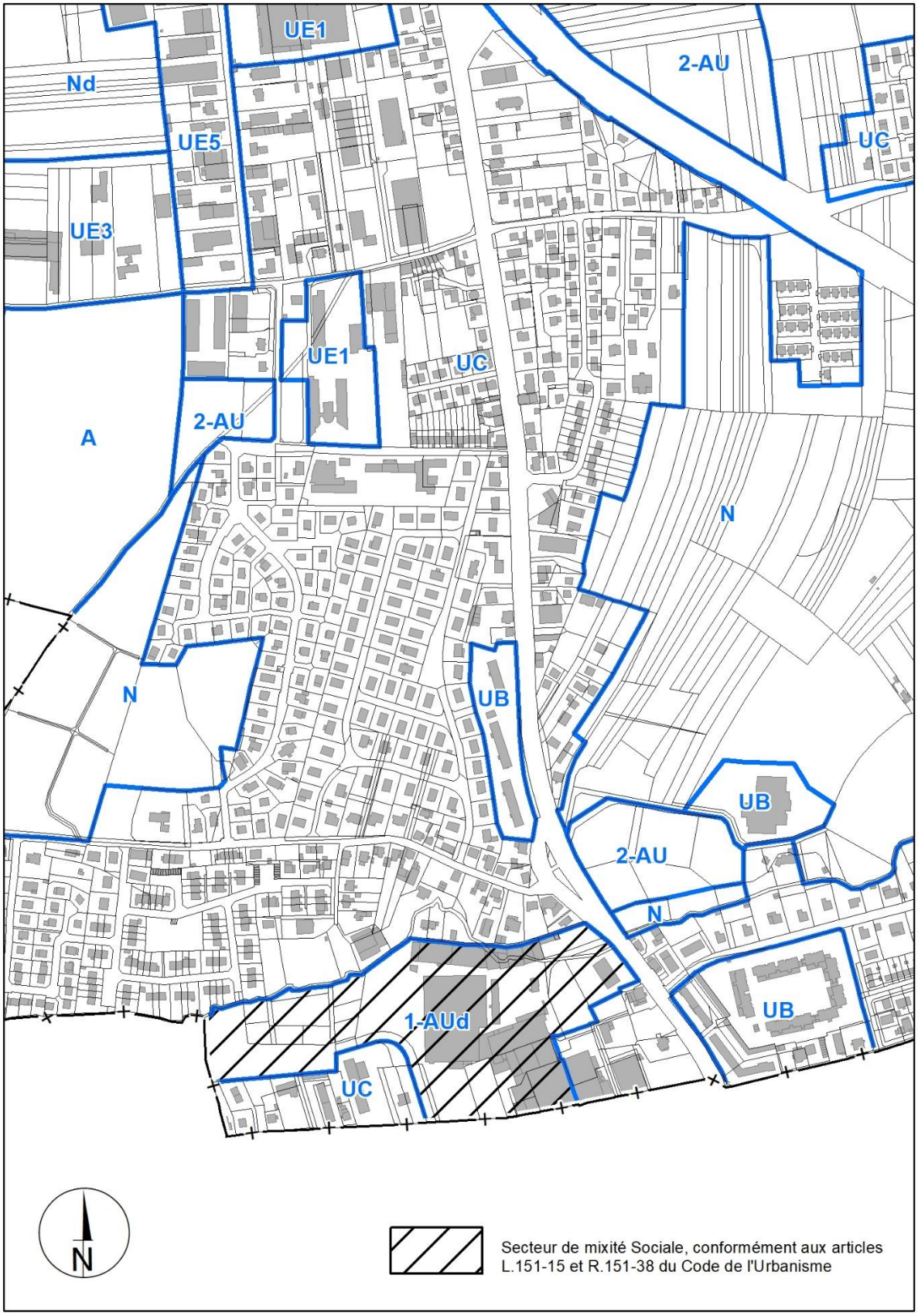
Le Vice-Président Rémy Neumann

Mulhouse Alsace Agglomération 536

ALSACE Collectivité européenne

ADAUHR ATD Alsace

Mars 2022


UE1
Nd
UE5
2-AU
UC
UE3
UE1
UC
2-AU
A
N
N
UB
UB
2-AU
N
1-AUd
UB
UC
N
Secteur de mixité Sociale, conformément aux articles L.151-15 et R.151-38 du Code de l'Urbanisme

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Ville de Kingersheim

3. - REGLEMENT

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

ALSACE Collectivité européenne

ADAUHR ATD Alsace

Mars 2022

DISPOSITIONS GENERALES

1 - Champ d'application territorial du plan

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de KINGERSHEIM tel que délimité sur le plan de zonage.

2 - Portées respectives du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation des sols

2.1. Les règles de ce plan local d'urbanisme se substituent à celles du P.O.S. approuvé.

2.2. Les règles d'ordre public suivantes définies par le Code de l'Urbanisme demeurent applicables.

Article R111-2 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R111-4 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R.111-15 Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R.111-21 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

2.3. Les réglementations spécifiques aux servitudes d'utilité publique s'ajoutent aux règles propres du plan local d'urbanisme. Ces réglementations sont annexées au présent PLU.

2.4 Les dispositions de ***l'arrêté du 30 mai 1996*** relatives à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation s'appliquent aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre.
Le texte de cet arrêté et la liste des infrastructures de transport terrestre concernées sont annexés au PLU.

3 - Division du territoire en zones

Le P.L.U. de Kingersheim définit :

- une zone urbaine UA ;
- une zone urbaine UB ; qui comprend le secteur UBi ;
- une zone urbaine UC qui comprend les secteurs et sous-secteurs UCa, UCb, UCb1, UCb2, UCs, UCs1 et UCi ;
- une zone urbaine UE qui comprend les sous-zones UE1, UE2, UE3, UE4 et UE5 ;
- une zone à urbaniser 1-AU ; qui comprend les secteurs 1-AUa ; 1-AUb, 1-AUc, 1-AUd et 1-AUe
- une zone à urbaniser 2-AU ;
- une zone agricole A ; qui comprend le secteur Ai
- une zone naturelle N qui comprend les secteurs et sous-secteurs Na, Na1, Na2 Nb, Nc, Nd, Ne, Ni et Nzh

Ces zones et secteurs sont délimités sur le plan de zonage.

4 - Adaptations mineures

Conformément à l'article L.123-1-9 du Code de l'Urbanisme, des adaptations mineures dérogeant à l'application stricte des articles 3 à 13 du règlement peuvent être autorisées en raison de la nature du sol, de la configuration des parcelles ou du caractère des constructions avoisinantes.

5 - Reconstruction à l'identique des bâtiments détruits (loi du 12 juillet 2010)

La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié. Peut également être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L. 421-5, la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

A Kingersheim, le plan local d'urbanisme autorise en toutes zones, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit sauf si ce bâtiment revêt un caractère dangereux pour l'écoulement et la sécurité de la circulation.

6 - Travaux sur les constructions existantes non conformes aux règles du plan local d'urbanisme

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ces immeubles avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

7 - Dispositions relatives aux constructions aménagements et travaux dispensés de toute formalité, en application des articles R421-2 et suivants du Code de l'Urbanisme

Sauf dispositions particulières énoncées dans le règlement du PLU, ces constructions, aménagements et travaux pourront être implantés à l'alignement des voies et emprises publiques ou en retrait de celles-ci, sur limites séparatives de propriétés ou en retrait de celles-ci.

8 - Dispositions particulières aux ouvrages des réseaux de transport d'électricité et de gaz

Electricité

Sur tout le territoire de la commune, le gestionnaire du réseau aura la possibilité de modifier ses ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. Les règles de prospect, d'implantation et de hauteur des constructions ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité HTB faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques ou mentionnés dans la liste des servitudes.

Pour les postes de transformation, les aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements de mise en conformité des clôtures du poste sont autorisés.

Il convient de contacter le service RTE pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, ainsi que pour tous travaux situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des ouvrages RTE précités, conformément au décret 91-1147 du 14 octobre 1991, y compris pour toute de mande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis.

Gaz

Les dispositions générales du règlement du présent PLU autorisent l'implantation des canalisations de transport de gaz en toutes zones.

9 - Dispositions générales relatives aux dispositifs d'économies d'énergie

Article L111-6-2 du Code de l'Urbanisme (version mars 2014)

Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions des plans locaux d'urbanisme, des plans d'occupation des sols, des plans d'aménagement de zone et des règlements des lotissements, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés. La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par voie réglementaire. Le présent alinéa ne fait pas obstacle à ce que le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable comporte des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

Le premier alinéa n'est pas applicable dans un secteur sauvegardé, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L. 621-30 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou adossé à un immeuble classé, ou sur un immeuble protégé en application du 2° du III de l'article L. 123-1-5 du présent code.

Il n'est pas non plus applicable dans des périmètres délimités, après avis de l'architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines. L'avis de l'architecte des Bâtiments de France est réputé favorable s'il n'est pas rendu par écrit dans un délai de deux mois après la transmission du projet de périmètre par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme. Le projet de délibération est mis à la disposition du public en vue de recueillir ses observations pendant une durée d'un mois avant la réunion du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public.

A compter de la publication de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, toute règle nouvelle qui, à l'intérieur d'un des périmètres visés aux deux alinéas précédents, interdirait ou limiterait l'installation des dispositifs énumérés au premier alinéa fait l'objet d'une justification particulière.

Le premier alinéa est applicable six mois après la publication de la même loi.

CHAPITRE I – ZONE UA

Préambule (extrait du rapport de présentation)

Il s'agit d'une zone correspondant au noyau villageois d'urbanisation initiale de la commune. Cette zone à dominante d'habitat et de services à la population comprend également des équipements culturels structurants.

Article UA 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à usage de production industrielle, ainsi que les exploitations agricoles ou forestières et les entrepôts.

1.2 Les occupations et utilisations du sol pouvant entraîner des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation.

1.3 L'agrandissement, la transformation, le changement de destination des établissements existants s'il en résulte des nuisances incompatibles avec la proximité des habitations.

1.4 Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attractions ouverts au public,
- l'installation de caravanes,
- les terrains de camping,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les exhaussements de sol au-dessus du niveau fini de la voirie et les affouillements autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.5 L'ouverture, l'exploitation et l'extension de carrières et de gravières.

1.6 Toutes occupations et utilisations du sol non conformes aux dispositions du PPRI de l'Ill joint en annexe du présent PLU.

Article UA 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 Toutes occupations et utilisations du sol à usage d'habitation, d'activités commerciales ou artisanales, de bureaux, de services publics ou d'intérêt collectif, à condition d'être compatibles avec la proximité d'habitations.

2.2 L'aménagement, la transformation, le changement de destination ou l'agrandissement d'établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement à condition de ne pas créer de nuisance incompatible avec le voisinage.

2.3 L'agrandissement et le changement de destination des constructions existantes s'ils sont compatibles avec la proximité des habitations.

2.4 La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention d'un permis de démolir.

2.5 Pour chaque opération de construction nouvelle ou de renouvellement urbain, il sera demandé à partir de 1000 mètres carrés de surface de plancher à usage d'habitation ou 15 logements la réalisation de 20% au moins de surface de plancher affectée au logement aidé.

2.6 Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif**.**

Article UA 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1 Voirie

Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.
Les voies nouvelles en impasse publiques ou privées doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2 Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.
Dans tous les cas, les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article UA 4: DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2 Electricité et télécommunication

A l'intérieur des îlots de propriété, sauf impossibilité tenant à la configuration des lieux ou à la structure technique des réseaux d'électricité de communication et de télédiffusion, les raccordements doivent être réalisés en souterrain.

4.3 Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages.
Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.
Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le service gestionnaire peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

Article UA 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'électricité, de gaz et de câble vidéo, dont la hauteur est inférieure à 3m50 et la surface inférieure ou égale à 12 mètres carrés. L'implantation de ces derniers est possible à l'alignement ou en retrait des voies et emprises publiques.

6.1 Les constructions doivent être implantées soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en retrait maximum de deux mètres par rapport à l'alignement des voies, soit en retrait de plus de 20 mètres.

6.2 Dans l'ensemble de la zone, pour les constructions existantes à la date d'approbation du PLU, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes à mobilité réduite ne sont pas soumis aux dispositions précédentes.

Article UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Pour les constructions existantes, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes handicapées ne sont pas soumis aux dispositions ci-dessous.

7.1 A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

7.2 Les constructions peuvent être réalisées le long des limites séparatives :

- si leur hauteur totale n'excède pas 3 mètres et si la longueur sur limites séparatives ne dépasse pas 6 mètres mesurés sur une limite et 10 mètres mesurés sur deux limites consécutives,

- en cas de projet architectural commun sur limite entre deux fonds**.**

Les dimensions indiquées ci-dessus pourront être dépassées si le bâtiment à édifier s'adosse à un bâtiment existant plus important, sans toutefois pouvoir en dépasser ni la longueur, ni la hauteur sur limite séparative.

7.3 D'autres implantations peuvent être autorisées dans le cas de l'institution d'une servitude de cour commune, entraînant l'application des dispositions de l'article UA 8.

Article UA 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

La distance entre deux bâtiments à usage d'habitation non contigus doit être au moins égale à 3 mètres, à condition que soit assuré l'accès nécessaire aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Article UA 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol maximale des constructions est limitée à 75% de l'emprise du terrain.

Article UA 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Les hauteurs sont calculées par rapport au niveau fini de chaussée qui dessert la construction à édifier.

10.1 La hauteur maximale des constructions est limitée à 10 mètres à l'égout, 11 mètres à l'acrotère et 16 mètres au faîtage. Toutefois, les immeubles présentant un bilan énergétique supérieur à la norme en vigueur conformément aux dispositions de l'article UA15 pourront atteindre une hauteur maximale hors tout de 14 mètres, à condition que le niveau supérieur soit reculé d'au moins 1m50 par rapport à tout point de la façade principale du bâtiment à édifier.

10.2 Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur**.**

Article UA 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1 Dispositions générales

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

11.2 Dispositions particulières : Clôtures

Sur limites séparatives : les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 2 mètres.

Sur rues et places :

- Le long des voies bruyantes à grande circulation reportées en annexe, les clôtures pourront atteindre une hauteur de 1m80.
- Le long de toutes autres voies et places les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 1m50. Toutefois elles pourront atteindre 2m le long des voies non ouvertes à la circulation automobile (piétons, cycle). Les murs pleins ne pourront dépasser 1m20, sauf les piliers qui pourront atteindre 1m80.

Article UA 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe au présent règlement.
La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus en annexe est celle auxquels ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales pourront être adaptées compte tenu de la nature, de la situation de la construction ou d'une polyvalence éventuelle d'utilisation des aires.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article UA 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Pour les aires de stationnement de plus de 20 places :

Elles doivent être plantées à raison d'un arbre à haute tige au minimum pour six emplacements. Les fosses d'arbres devront respecter les spécificités décrites en annexe du présent règlement. Il conviendra de dissimuler les véhicules en stationnement par des haies ou des plantations. Les aires de stationnement en plein-air doivent être fractionnées en plusieurs unités par des dispositifs végétaux et comprendre des cheminements piétons permettant d'aller du véhicule garé au bâti en toute sécurité.

Article UA 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UA 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte que leur consommation d'énergie primaire respecte la règlementation locale en vigueur.
Des possibilités de majoration de hauteurs sont offertes pour les constructions nouvelles pouvant justifier d'une consommation énergétique de 50KWh/m2/an inférieure à la réglementation thermique, (en vigueur au moment du dépôt du permis de construire) donc dont le bilan énergétique sera plus performant de 50KWh/m2/an que la réglementation en vigueur, dans le respect des conditions de l'article UA10.

Article UA 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être conçus pour recevoir des lignes de communications électroniques à très haut débit.

CHAPITRE II – ZONE UB

Préambule (extrait du rapport de présentation)

Cette zone à usage principal d'habitation correspond à des ensembles immobiliers à dominante d'immeubles collectifs d'habitation présentant une organisation urbaine et une volumétrie particulières. Elle admet des constructions de volume supérieur aux quartiers d'habitat individuel, en alternance avec des espaces d'agrément. Elle peut également accueillir des services et activités compatibles avec la vie d'un quartier d'habitat dense.
La zone UB comprend un secteur UBi qui correspond à des terrains soumis au risque d'inondation du PPRI.

Article UB 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 Les constructions à usage de production industrielle ainsi que les nouvelles activités industrielles et artisanales pouvant entraîner des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation.

1.2 L'agrandissement, la transformation, le changement de destination des établissements existants s'il en résulte des nuisances incompatibles avec la proximité des habitations.

1.3 Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement si les risques ou nuisances induits par leur activité se révèlent incompatibles avec la proximité des habitations, autres activités et services, ainsi que les installations classées générant une inconstructibilité dans leur périmètre d'isolement.

1.4 La création de nouveaux établissements agricoles.

1.5 Les occupations et utilisations du sol à destination industrielle ou d'exploitation forestière.

1.6 Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attractions ouverts au public,
- l'installation de caravanes,
- les terrains de camping,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les exhaussements de sol au-dessus du niveau fini de la voirie et les affouillements autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.7 L'ouverture, l'exploitation et l'extension de carrières et de gravières.

1.8 Les défrichements dans les espaces boisés classés à conserver au titre de l'article L.130 -1 du Code de l'Urbanisme.
La suppression ou la réduction des espaces identifiés au titre de l'article L ;123-1-5 du Code de l'Urbanisme.

1.9 Toutes occupations et utilisations du sol non conformes aux dispositions du PPRI de l'Ill joint en annexe du présent PLU.

Article UB 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 Toutes occupations et utilisations du sol à usage d'habitation, d'activités commerciales ou artisanales, de bureaux, de services publics ou d'intérêt collectif, à condition d'être compatibles avec la proximité d'habitations.

2.2 L'aménagement, la transformation, le changement de destination ou l'agrandissement d'établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement à condition de ne pas créer de nuisance incompatible avec le voisinage.

2.3 L'agrandissement et le changement de destination des constructions existantes s'ils sont compatibles avec la proximité des habitations.

2.4 La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.

2.5 Pour chaque opération de construction nouvelle ou de renouvellement urbain, il sera demandé à partir de 1000 mètres carrés de surface de plancher à usage d'habitation ou 15 logements, la réalisation de 20% au moins de surface de plancher affectée au logement aidé.

2.6 Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés à conserver au titre de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable.

2.7 Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif**.**

Article UB 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1 Voirie

Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.
Les voies nouvelles en impasse publiques ou privées doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2 Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.
Dans tous les cas, les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article UB 4: DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 Adduction en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2 Electricité et télécommunication.

A l'intérieur des îlots de propriété, sauf impossibilité tenant à la configuration des lieux ou à la structure technique des réseaux d'électricité de communication et de télédiffusion, les raccordements doivent être réalisés en souterrain.

4.3 Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages.
Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.
Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

Le service gestionnaire peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

Article UB 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UB 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

L'implantation des constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'électricité, de gaz et de câble vidéo, dont la hauteur est inférieure à 3m50 et la surface inférieure ou égale à 12 mètres carrés est possible à l'alignement ou en retrait des voies et emprises publiques. C'est le cas également des constructions à édifier le long des cheminements piétonniers ou pistes cyclables en site propre et autres voies non ouvertes à la circulation publique, ainsi que des aménagements nécessaires aux accès des personnes à mobilité réduite.

6.1 Les constructions devront être établies en retrait de 4 m au moins par rapport à l'alignement des voies et emprises publiques.

6.2 Les constructions de toute nature devront être établies en retrait de 8 mètres de l'emprise de la rue Claude Debussy.

6.3 Dans l'ensemble de la zone, pour les constructions existantes à la date d'approbation du PLU, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes à mobilité réduite ne sont pas soumis aux dispositions précédentes.

Article UB 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Pour les constructions existantes, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes handicapées ne sont pas soumis aux dispositions ci-dessous.

7.1 La distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres**.**

7.2 Les constructions peuvent être réalisées le long des limites séparatives :

- si leur hauteur totale n'excède pas 3 mètres et si la longueur sur limites séparatives ne dépasse pas 6 mètres mesurés sur une limite et 10 mètres mesurés sur deux limites consécutives,
- en cas de projet architectural commun sur limite entre deux fonds**.**

Les dimensions indiquées ci-dessus pourront être dépassées si le bâtiment à édifier s'adosse à un bâtiment existant plus important, sans toutefois pouvoir en dépasser ni la longueur, ni la hauteur sur limite séparative.

7.3 D'autres implantations peuvent être autorisées dans le cas de l'institution d'une servitude de cour commune, entraînant l'application des dispositions de l'article UB 8.

Article UB 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

La distance entre deux bâtiments à usage d'habitation non contigus doit être au moins égale à 3 mètres à condition que soit assuré l'accès nécessaire aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Article UB 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Néant.

Article UB 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Les hauteurs sont calculées par rapport au niveau fini de chaussée qui dessert la construction à édifier.

10.1 La hauteur maximale des constructions est limitée à 13 mètres à l'acrotère ou à l'égout du toit et à 17 mètres au faîtage. Les immeubles présentant un niveau supérieur reculé d'au moins 1m50 par rapport au nu des façades à édifier pourront atteindre 17 mètres à l'acrotère**.**
En cas de démolition-reconstruction d'un immeuble existant à la date d'approbation du PLU, la hauteur maximale est portée à 16 mètres à l'acrotère ou à l'égout du toit si l'immeuble présente un bilan énergétique positif conformément aux dispositions de l'article UB15.

10.2 Toutefois, en cas d'extension d'un bâtiment existant à la date d'approbation du PLU, le volume bâti pourra atteindre en tout point la hauteur de la construction à étendre, sans la dépasser.

10.3 Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées, machineries d'ascenseurs et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur.

Article UB 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1 Dispositions générales

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

11.2 Dispositions particulières : Clôtures

Sur limites séparatives : les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 2 mètres.
Sur rues et places :

- Le long des voies bruyantes à grande circulation reportées en annexe, les clôtures pourront atteindre une hauteur de 1m80.
- Le long de toutes autres voies et places les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 1m50. Toutefois elles pourront atteindre 2m le long des voies non ouvertes à la circulation automobile (piétons, cycle). Les murs pleins ne pourront dépasser 1m20, sauf les piliers qui pourront atteindre 1m80.

Article UB 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe du présent règlement.
La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus est celle auxquels ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales pourront être adaptées compte tenu de la nature, de la situation de la construction ou d'une polyvalence avérée d'utilisation des aires.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article UB 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

13.1 Les espaces verts ou plantés des habitations devront représenter au moins 20% de l'emprise du terrain.

13.2 Les aires de stationnement de plus de 20 places doivent être plantées à raison d'un arbre à haute tige au minimum pour six emplacements, s'ajoutant aux espaces exigés à l'article UB13.1 ; il conviendra pour ces aires de réduire l'impact visuel des véhicules en stationnement par des haies ou des plantations. Les fosses d'arbres de ces aires devront respecter les spécificités décrites en annexe du présent règlement.

13.3 Les éléments identifiés au titre de l'article L123-1-5 du Code de l'Urbanisme (espaces verts, aires plantées, boisements, …..) et matérialisés au plan de zonage devront être maintenus et entretenus.

Article UB 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UB 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte que leur consommation d'énergie primaire respecte la règlementation locale en vigueur.
Des possibilités de majoration de hauteurs sont offertes pour les constructions nouvelles pouvant justifier d'une consommation énergétique de 50KWh/m2/an inférieure à la réglementation thermique, (en vigueur au moment du dépôt du permis de construire) donc dont le bilan énergétique sera plus performant de 50KWh/m2/an que la réglementation en vigueur, dans le respect des conditions de l'article UB10.

Article UB 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être conçus pour recevoir des lignes de communications électroniques à très haut débit.

CHAPITRE III – ZONE UC

Préambule (extrait du rapport de présentation)

Il s'agit d'une zone à dominante d'habitat résidentiel pavillonnaire constituée par un tissu urbain aéré, de densité moyenne. Elle est destinée principalement à l'habitat. Elle peut également accueillir les services et équipements publics, ainsi que les activités compatibles avec la vie d'un quartier résidentiel. Elle est destinée à une densification compatible avec l'environnement des habitations individuelles.
Elle comprend :

- un secteur UCa correspondant à la cité minière et qui présente des caractéristiques urbaines et architecturales particulières à préserver,
- Un secteur UCb divisé en deux sous-secteurs UCb1 et UCb2, correspondant à une zone d'aménagement intercommunale à dominante d'habitation, sur une ancienne friche industrielle (TIVAL)
- un secteur UCs correspondant spécifiquement aux installations sportives et scolaires. Il comprend un sous-secteur UCs1 représentant le site d'un ancien poulailler industriel destiné à être reconverti à usage de sport
- un secteur UCi qui correspond à des terrains soumis au risque d'inondation du PPRI.

Article UC 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.2. Les constructions à usage de production industrielle ainsi que les nouvelles activités industrielles et artisanales pouvant entraîner des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation.

1.3 L'agrandissement, la transformation, le changement de destination des établissements existants s'il en résulte des nuisances incompatibles avec la proximité des habitations.

1.4 Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement si les risques ou nuisances induits par leur activité se révèlent incompatibles avec la proximité des habitations, autres activités et services, ainsi que les installations classées générant une inconstructibilité dans leur périmètre d'isolement.

1.5 La création de nouveaux établissements agricoles.

1.6 Les occupations et utilisations du sol à destination industrielle ou d'exploitation forestière.

1.7 Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attractions ouverts au public,
- l'installation de caravanes,
- les terrains de camping,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les exhaussements de sol au-dessus du niveau fini de la voirie et les affouillements autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.8 L'ouverture, l'exploitation et l'extension de carrières et de gravières.

1.9 Les défrichements dans les espaces boisés classés à conserver au titre de l'article L.130 -1 du Code de l'Urbanisme.
La suppression ou la réduction des espaces identifiés au titre de l'article L123-1-5 du Code de l'Urbanisme.

1.10 Toutes occupations et utilisations du sol non conformes aux dispositions du PPRI de l'Ill joint en annexe du présent PLU.

1.11 Dans les secteurs UCa, UCb et UCs, toutes occupations et utilisations du sol autres que celles définies à l'article UC2.

Article UC 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

RAPPEL : le lotissement « Buck» bénéficie de règles particulières qui s'appliquent pendant une durée de 10 ans à partir de sa création.

2.1 **Sauf dans les secteurs UCa, UCb et UCs**, toutes occupations et utilisations du sol à usage d'habitation, d'activités commerciales ou artisanales, de bureaux, à condition d'être compatibles avec la vocation urbaine de cette zone et avec la proximité d'habitations. Pour chaque opération de construction nouvelle ou de renouvellement urbain, il sera demandé, à partir de 1000 mètres carrés de surface de plancher pour l'habitation ou 15 logements, la réalisation de 20% au moins de surface de plancher affectée au logement aidé.

2.2 **Dans le secteur UCa** (Cité minière), les extensions des constructions à usage d'habitation existantes ainsi que les annexes non habitables, à condition de respecter les contraintes d'aménagement définies au présent règlement et au plan de détail relatif au secteur UCa joint en annexe du présent règlement.

2.3 **Dans le secteur UCb** (TIVAL 2), toutes occupations et utilisations du sol à usage d'habitation, de commerce, de bureaux à condition de respecter le cahier des charges architectural joint en annexe du présent PLU.
Pour chaque opération de construction nouvelle ou de renouvellement urbain, il sera demandé, à partir de 1000 mètres carrés de surface de plancher pour l'habitation ou 15 logements, la réalisation de 30% au moins de surface de plancher affectée au logement aidé.
Les aires de jeux ouvertes au public sont admises.

2.4 **Dans le secteur UCs**, toutes occupations et utilisations du sol liées ou nécessaires aux activités sportives et scolaires. Dans le sous-secteur UCs1 les constructions et installations à usage de sport sont admises après démolition des bâtiments existants et dans la limite de 25% de l'emprise du sous-secteur.

Dans l'ensemble de la zone, secteurs compris :

2.5 L'aménagement, la transformation, le changement de destination ou l'agrandissement d'établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement à condition de ne pas créer de nuisance incompatible avec le voisinage.

2.6 La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.

2.7. Les occupations et utilisations du sol nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

2.8. Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés à conserver au titre de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable.

Article UC 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Voirie

Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies nouvelles en impasse publiques ou privées doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.
Aucune nouvelle voie ne sera créée dans le secteur UCa.

3.2. Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.
Dans tous les cas, les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.
Le long de la surcharge graphique du plan de zonage relative au tronçon de la rue de Mulhouse, un seul accès carrossable sera admis par unité foncière pour des raisons de sécurité.
Aucun accès privé carrossable supplémentaire ne sera admis sur la RD430.

Article UC 4: DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2 Electricité et télécommunication.

A l'intérieur des îlots de propriété, sauf impossibilité tenant à la configuration des lieux ou à la structure technique des réseaux d'électricité de communication et de télédiffusion, les raccordements doivent être réalisés en souterrain.

4.3 Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, Toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages.
Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.
Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le service gestionnaire peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

4.4 **Ordures ménagères en UCb** : les plans de composition devront nécessairement intégrer les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères

Article UC 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

L'implantation des constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'électricité, de gaz et de câble vidéo, dont la hauteur est inférieure à 3m50 et la surface inférieure ou égale à 12 mètres carrés est possible à l'alignement ou en retrait des voies et emprises publiques. C'est le cas également des constructions à édifier le long des cheminements piétonniers ou pistes cyclables en site propre, et autres voies non ouvertes à la circulation publique, ainsi que les escaliers d'accès et les aménagements nécessaires aux accès des personnes à mobilité réduite.

6.1 Les constructions devront être implantées à l'alignement de la voie ou en retrait de celle-ci, sauf dispositions particulières décrites aux articles UC6.2 à UC6.5 ci-dessous, et à condition de ne pas créer de gêne pour la sécurité publique et la visibilité aux intersections des voies.

Sauf règles graphiques particulières du plan de zonage et règles relatives aux secteurs UCa et UCB :

6.2 Les constructions devront être implantées :
- à 4 mètres au moins de l'alignement de la RD429,
- à 8 mètres au moins de l'alignement des RD 55 et RD 430,
- à 3 mètres au moins de l'alignement des autres routes départementales.

Dans la marge de recul, les constructions annexes (carports, abris, piscines, garages, etc…) sont admises.

Pour les constructions à usage d'habitation existantes implantées à une distance inférieure, leur extension est admise dans l'alignement de façade sur rue la construction existante nonobstant les règles de recul ci-dessus, sauf par rapport à la RD430.

Règles particulières au secteur UCa :

6.3 **Dans le secteur UCa**, les constructions à l'exception des carports et des piscines entièrement enterrées devront respecter un recul minimal de 5m50 par rapport aux voies et emprises publiques augmenté des reculs graphiques reportés au plan de détail relatif au secteur UCa.
Les carports devront être établis à l'alignement des voies, sur une longueur de 6 mètres maximum par unité foncière, et sur une profondeur maximum de 5m50 par rapport aux voies.

Règles particulières au secteur UCb :

6.4 **Dans le secteur UCb**, les constructions devront être implantées soit à l'alignement des voies soit à une distance minimum de 3 mètres de cet alignement.

Règles architecturales particulières du plan de zonage :

6.5 Le long de la section du Faubourg de Mulhouse matérialisée au plan de zonage, les façades des constructions donnant sur le Faubourg de Mulhouse devront s'implanter dans une bande de 6 mètres de profondeur par rapport à l'alignement de la voie.

6.6 Dans l'ensemble de la zone, pour les constructions existantes à la date d'approbation du PLU, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes handicapées ne sont pas soumis aux dispositions précédentes.

Article UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Pour les constructions existantes, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes handicapées ne sont pas soumis aux dispositions ci-dessous.

Sauf règles particulières du plan de zonage et règles spécifiques au secteur UCb :

7.1 La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

7.2 Les constructions peuvent être réalisées le long des limites séparatives **:**

- si leur hauteur totale n'excède pas 3 mètres et si la longueur sur limites séparatives ne dépasse pas 6 mètres mesurés sur une limite et 10 mètres mesurés sur deux limites consécutives,
- en cas de projet architectural commun sur limite entre deux fonds**.**

Les dimensions indiquées ci-dessus pourront être dépassées si le bâtiment à édifier s'adosse à un bâtiment existant plus important, sans toutefois pouvoir en dépasser ni la longueur, ni la hauteur sur limite séparative.

Règles particulières du plan de zonage :

7.3 Le long de la section du Faubourg de Mulhouse matérialisée au plan de zonage, les constructions devront être implantées le long de la limite séparative de propriété ou en recul d'au moins 3 mètres.

Règles spécifiques au secteur UCb :

7.4 **Dans le secteur UCb**, les constructions pourront être édifiées
– sur une des deux limites séparatives latérales
– à une distance qui comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative est au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans être inférieure à 3 mètres.
S'il existe sur le fond voisin un bâtiment implanté sur limite séparative, les constructions pourront être adossées sur tout ou partie de sa longueur. Leur hauteur totale pourra atteindre 4 mètres ou la hauteur du bâtiment existant, si cette dernière est supérieure à 4 mètres.

7.5 Dans tous les cas, d'autres implantations peuvent être autorisées dans le cas de l'institution d'une servitude de cour commune, entraînant l'application des dispositions de l'article UC 8**.**

Article UC 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.1 **Sauf dans le secteur UCb**, la distance entre deux constructions à usage d'habitation non contiguës doit être au moins égale à 3 mètres à condition que soit assuré l'accès nécessaire aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie.

8.2 **Dans le secteur UCb**, la distance entre constructions doit être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout ou à l'acrotère de la construction la plus élevée, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. Cette distance ne s'applique pas entre la construction d'habitation et ses annexes.

Article UC 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1 **Dans le secteur UCa**, les extensions des habitations existantes ne pourront excéder 5m de profondeur par rapport aux façades, conformément aux marges de recul et contraintes graphiques du plan de détail. L'emprise totale des annexes est limitée à 80m² sur chaque parcelle, dont 45m² maximum de surface de plancher, dans le respect des zones d'emprise matérialisées au plan de détail.

9.2 **Dans le sous-secteur UCs1**, l'emprise maximale des constructions admises est limitée à 25% de l'emprise totale du sous-secteur.

Article UC 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Les hauteurs sont calculées par rapport au niveau fini de chaussée qui dessert la construction à édifier.

Sauf dans les secteurs UCa, UCb et UCs :

10.1 La hauteur maximale des constructions est limitée à 11 mètres à l'acrotère ou 7 mètres à l'égout du toit et 12 mètres au faîtage, sauf le long du tronçon du faubourg de Mulhouse matérialisé au plan de zonage**.** Les immeubles présentant un niveau supérieur reculé d'au moins 1m50 par rapport au nu des façades à édifier pourront atteindre 14 mètres à l'acrotère**.**

10.2 Le long du tronçon du faubourg de Mulhouse matérialisé au plan de zonage, la hauteur maximale des constructions est limitée à 14 mètres à l'acrotère ou 10 mètre à l'égout du toit et 16 mètres au faîtage. Les immeubles pourront toutefois atteindre 17 mètres à l'acrotère s'ils présentent un bilan énergétique positif conformément aux dispositions de l'article UC15 et à condition que le niveau supérieur soit reculé d'au moins 1m50 par rapport au nu des façades à édifier**.**

10.3 Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées, machineries d'ascenseurs et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur**.**

Dans le secteur UCa :

10.4 Dans le secteur UCa, la hauteur des extensions admises ne peut dépasser la hauteur des maisons des mines d'origine, à l'égoût et au faîtage. Les bâtiments annexes discontinus des habitations ne pourront dépasser 4 mètres au total et 3m50 pour les carports.

Dans le secteur UCb :

10.5 La hauteur des constructions admises ne peut dépasser :
- 20m à l'acrotère pour le sous-secteur UCb1,
- 7m à l'égout, 12m au faîtage et 13m à l'acrotère pour le sous-secteur UCb2.

Dans le secteur UCs :

10.6 Dans le secteur UCs, la hauteur des constructions admises ne peut dépasser 15 mètres au total, sauf pour les ouvrages de faible emprise.

Article UC 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1 Dispositions générales

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

11.2 Dispositions particulières : Clôtures

Sur limites séparatives : les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 2 mètres.

Sur rues et places :
- Le long des voies bruyantes à grande circulation reportées en annexe, les clôtures pourront atteindre une hauteur de 1m80.
- Le long de toutes autres voies et places les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 1m50. Toutefois elles pourront atteindre 2m le long des voies non ouvertes à la circulation automobile (piétons, cycle). Les murs pleins ne pourront dépasser 1m20, sauf les piliers qui pourront atteindre 1m80.

11.3 Dispositions particulières : *Toitures*

Les toits plats ou à très faible pente des immeubles d'habitation sont admis et pourront être végétalisés.

11.4 En outre dans le secteur UCa les constructions de toute nature devront présenter une unité d'aspect et d'architecture en harmonie avec les maisons d'origine des mines. Une harmonisation des matériaux de toitures, des coloris de façades, devra être recherché pour les maisons mitoyennes. Les couleurs vives et matériaux réfléchissants doivent être évités, sauf dispositifs solaires.

Les marges de recul inconstructibles devront être traitées en espaces verts ou jardins d'agrément.

Les couvertures seront de préférence en tuiles mécaniques pour le volume principal de l'habitation.

Les carports devront être en bois et ouverts sur tous les côtés, avec une pente de toiture opposée à la rue.

11.5 En outre dans le secteur UCb, les constructions devront présenter une unité d'aspect et d'architecture susceptible de créer un objet urbain cohérent.

Le projet d'aménagement devra comporter plusieurs aires de présentation des conteneurs de déchets ménagers, masqués par une paroi périphérique ou intégrés dans un bâtiment annexe.

Les clôtures sur limites séparatives et sur rue seront constituées d'un système à claire voie. Des éléments opaques seront tolérés de manière ponctuelle.

Article UC 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe du présent règlement.
La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus est celle auxquels ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales pourront être adaptées compte tenu de la nature, de la situation de la construction ou d'une polyvalence avérée d'utilisation des aires.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article UC 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

13.1 Les espaces libres des habitations, non dévolus au stationnement ou aux circulations doivent faire l'objet d'un traitement de qualité comportant des espaces verts non imperméabilisés. 20% au moins de la superficie de la parcelle devront être végétalisés, dont la moitié au moins par des plantations en pleine terre.

Les autres surfaces d'espaces verts pourront être réalisés soit en toiture végétalisée, soit en parkings non imperméabilisés ou autres types d'éco-aménagements.
Les toits plats ou à très faible pente des immeubles d'habitation pourront être végétalisés.

Pour les aires de stationnement de plus de 20 places :
Elles doivent être plantées à raison d'un arbre à haute tige au minimum pour six emplacements ; il conviendra pour ces aires de réduire l'impact des véhicules en stationnement par des haies ou des plantations. Les fosses d'arbres devront respecter les spécificités décrites en annexe du présent règlement.

13.2 **Dans le secteur UCa**, 30% au moins de la superficie de la parcelle devront être traités en espace vert de pleine terre.

13.3 **Dans le secteur UCb,** les espaces verts devront respecter les dispositions du schéma d'intention annexé au présent règlement sans pouvoir être inférieur à 30% de la superficie du terrain dont 70% en pleine terre.

Les aires de stationnement en surface devront être aménagées à raison d'un arbre à haute tige pour 3 places de parking. Ces arbres n'ont pas vocation à être regroupés.

Pour les arbres ou arbustes, les essences autochtones seront privilégiées.

Pour la réalisation des aménagements paysagers, il sera nécessaire de se conformer aux prescriptions énoncées dans le cahier des charges architectural, environnemental et paysager joint en annexe du présent PLU.

13.4 **Dans le sous-secteur UCs1,** les plantations identifiées au titre de l'article L.123-1-5 du Code de l'Urbanisme doivent être maintenues et entretenues.

Article UC 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UC 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire respecte la règlementation locale en vigueur.
Des possibilités de majoration de hauteurs sont offertes pour les constructions nouvelles pouvant justifier d'une consommation énergétique de 50KWh/m2/an inférieure à la réglementation thermique, (en vigueur au moment du dépôt du permis de construire) donc dont le bilan énergétique sera plus performant de 50KWh/m2/an que la réglementation en vigueur, dans le respect des conditions de l'article UC10.

Article UC 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être conçus pour recevoir des lignes de communications électroniques à très haut débit.

CHAPITRE IV – ZONE UE

Préambule (extrait du rapport de présentation)

Il s'agit d'une zone à dominante d'activités économiques à industrielles, artisanales et commerciales, pouvant comporter des bureaux et des services, ainsi que des équipements et localement des logements. Elle est divisée en plusieurs sous-zones suivant les occupations et utilisations du sol et du sous-sol qui y sont admises:

- UE1 : zone économique classique multi-activités,
- UE2 : zone à dominante de surfaces commerciales pouvant comporter une reconversion lente vers un tissu mixte admettant des logements ainsi que d'autres activités économique,
- UE3, UE4 et UE 5 interdisant certaines occupations du sol pour des raisons de sécurité, en raison de la proximité d'une ancienne décharge engendrant une pollution du sol et du sous-sol. La sous-zone UE4 est réservée à une plate-forme de tri ou de dépôts de matériaux inertes.

La sous-zone UE6 se substitue à deux sous-zones UE3 et à une sous-zone UE4.

Article UE 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles admises sous conditions à l'article UE.2 ci-dessous.

Dans les sous-zones UE3, UE4, UE5 et UE6, les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites, ainsi que la création de nouveaux logements, les affouillements et excavations de toute nature :

ZONES	UE3	UE4	UE5	UE6
Habitation	interdit	interdit	interdit	interdit
Hébergement hôtelier	interdit	interdit	interdit	interdit
Bureaux		interdit	interdit	
Commerce	interdit	interdit		
Artisanat		interdit		
Industrie				
Exploitation agricole ou forestière	interdit	interdit	interdit	interdit
Fonction d'entrepôt		interdit		
Services publics ou d'intérêt collectif				

1.2 Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules hors d'usage,
- les affouillements et exhaussements de sols autres que ceux liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.3 Les défrichements dans les espaces boisés classés au titre de l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme. La suppression ou la réduction des espaces identifiés au titre de l'article L123-1-5 du Code de l'Urbanisme.

1.4 L'ouverture et l'exploitation de carrières, ainsi que la création d'étang.

1.5 Toutes installations précaires établies pour plus de trois mois à l'exception de celles nécessaires au fonctionnement des services publics.

Article UE 2: OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Dans la sous-zone UE1 :

2.1 Les occupations et utilisations du sol à destination industrielle, artisanale et commerciale, de bureaux, d'hébergement hôtelier, de services publics ou d'intérêt collectif, si elles n'entraînent pas de nuisances incompatibles avec les zones d'habitation limitrophes.

2.2 Le logement destiné aux personnes dont la présence constante est nécessaire pour assurer la gestion et le gardiennage des établissements dans la limite d'un logement par établissement et à condition que ce logement n'excède pas une surface de plancher de 120m².
Sauf si des raisons de sécurité s'y opposent, il devra être incorporé au bâtiment d'activité.

Dans la sous-zone UE2

2.3 Les occupations et utilisations du sol à destination industrielle, artisanale et commerciale, de bureaux, d'hébergement hôtelier, de services publics ou d'intérêt collectif, si elles n'entraînent pas de nuisances incompatibles avec les zones d'habitation limitrophes.

2.4 Les occupations et utilisations du sol à destination d'habitation à condition d'être incorporées aux volumes des autres constructions admises dans la zone ou dans leur emprise au sol. Ces logements seront admis uniquement s'ils s'intègrent dans une opération d'aménagement d'ensemble à dominante d'activités d'une emprise d'au moins 1 hectare.

Dans la sous-zone UE3

2.5 Les occupations et utilisations du sol à destination industrielle, artisanale, d'entrepôt, de bureaux, de services publics ou d'intérêt collectif, si elles sont compatibles avec les contraintes spécifiques liées à la nature du sol. Toutes occupations et utilisations du sol devront également prendre en compte la nécessité de confinement de l'ancienne décharge historique ainsi que la présence du matériel nécessaire à la boucle hydraulique.

Dans la sous-zone UE4

2.6 Les seules occupations et utilisations du sol réservées à la une plate-forme de dépôt et de tri de matériaux inertes. Toutes occupations et utilisations du sol devront également prendre en compte la nécessité de confinement de l'ancienne décharge historique ainsi que la présence du matériel nécessaire à la boucle hydraulique.

Dans la sous-zone UE5

2.7 Les occupations et utilisations du sol à destination industrielle, artisanale et commerciale, d'entrepôt, de services publics ou d'intérêt collectif, si elles n'entraînent pas de nuisances incompatibles avec les zones d'habitation limitrophes et si elles sont compatibles avec les contraintes spécifiques liées à la nature du sol.

Dans la sous-zone UE6

2.8 Les occupations et utilisations du sol à destination industrielle, artisanale, d'entrepôt, de bureaux, de commerces, de services publics ou d'intérêt collectif, si elles sont compatibles avec les contraintes spécifiques liées à la nature du sol. Toutes occupations et utilisations du sol devront également prendre en compte la nécessité de confinement de l'ancienne décharge historique ainsi que la présence du matériel nécessaire à la boucle hydraulique.

Dans toutes les sous-zones

2.9 L'aménagement, l'agrandissement ou la transformation d'établissements existants s'ils restent compatibles avec la proximité des habitations et avec les contraintes du site.

2.10 La démolition de tout ou partie d'un bâtiment est soumise à l'obtention d'un permis de démolir.

2.11 L'édification et la transformation des clôtures sont soumises à déclaration préalable.

2.12 Sont soumises à autorisation :
- les aires de stationnement ouvertes au public,
- les dépôts de véhicules de toute nature.

2.13 Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable. Les espaces verts classés au titre de l'article L123-1-5 du Code de l'Urbanisme figurant au plan de zonage sont destinés à être plantés et entretenus.

Article UE 3: DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1 Voirie

Les constructions ou installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et permettent une approche convenable des moyens de lutte contre l'incendie.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules lourds de faire demi-tour.

3.2 Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil. Dans tous les cas, les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.
Aucun nouvel accès direct ne sera autorisé sur la voirie périphérique (RD430).

Article UE 4 DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2 Electricité et télécommunication.

A l'intérieur des îlots de propriété, sauf impossibilité tenant à la configuration des lieux ou à la structure technique des réseaux d'électricité de communication et de télédiffusion, les raccordements doivent être réalisés en souterrain.

4.3 Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages.
Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.
Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

Le service gestionnaire peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

Article UE 5 SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UE 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'électricité, de gaz et de câble vidéo, dont la hauteur est inférieure à 3m50 et la surface inférieure ou égale à 12 mètres carrés. L'implantation de ces derniers est possible à l'alignement ou en retrait des voies et emprises publiques.

6.1 Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 8 mètres de l'alignement de la RD430, 10 mètres de l'alignement de la RD429 et 4 mètres de l'alignement des autres voies.

6.2 Dans l'ensemble de la zone, pour les constructions existantes à la date d'approbation du PLU, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes handicapées ne sont pas soumis aux dispositions précédentes.

Article UE 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres. Lorsqu'il existe déjà un bâtiment à usage d'activités implanté sur la limite séparative du fond voisin, l'adossement est autorisé à condition de ne pas excéder la longueur et la hauteur du bâtiment existant.

7.2 Des constructions peuvent être réalisées le long des limites séparatives en cas de projet architectural commun sur limite entre deux fonds**.**

7.3 D'autres implantations sont possibles lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cours commune entraînant l'application des dispositions de l'article UE 8.

7.4 Dans l'ensemble de la zone, pour les constructions existantes à la date d'approbation du PLU, les éléments de construction nécessaires à l'aménagement des accès aux personnes handicapées ne sont pas soumis aux dispositions précédentes.

Article UE 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté ou de nécessité technique tenant à la nature des activités, la distance entre deux bâtiments non contigus doit être au moins égale à 3 mètres à condition que soit assuré l'accès des secours et des matériels de lutte contre l'incendie.

Article UE 9 EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Néant**.**

Article UE 10: HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ou installations ne pourra excéder 18 mètres par rapport au niveau fini de la chaussée au droit du terrain. Les ouvrages de faible emprise pourront dépasser ce plafond de hauteur lorsque les impératifs techniques l'exigent.

Article UE 11 ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1 Aspect des constructions

Les bâtiments quelle que soit leur destination et les terrains, même s'ils sont utilisés pour des dépôts, parking, aire de stockage, etc… doivent être aménagés et entretenus de telle manière que la propreté et l'aspect de la zone n'en soient pas altérés.

Toute demande de permis de construire devra être accompagnée d'un plan de masse définissant l'utilisation de l'ensemble de ces terrains et tous documents graphiques, photographiques ou plastiques (perspectives, maquettes), nécessaires pour juger de l'harmonisation des constructions.

Les façades latérales ou postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

11.2 Clôtures

Les clôtures, à proximité immédiate des accès aux établissements industriels et des carrefours des voies ouvertes à la circulation publique, doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité aux sorties d'usines et aux carrefours.

11.3 Dépôts et stockages

Tout dépôt ou stockage à l'air libre devra être masqué par une paroi périphérique ou par un rideau végétal dense. Les matériaux susceptibles d'être entraînés par la pluie ou par le vent devront obligatoirement être entreposés dans des locaux clos et couverts.

Article UE 12 OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

12.1 Lors de toute opération de construction ou de transformation de locaux, il devra être réalisé des aires de stationnement conformément aux normes définies en annexe au règlement.

12.2 Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère de l'établissement, les surfaces minimales définies au 12.1 ci-dessus pourront varier compte tenu de la nature et de la situation de la construction et d'une polyvalence éventuelle d'utilisation des aires.

12.3 Toutes dispositions devront être prises pour réserver sur chaque propriété les dégagements nécessaires aux manœuvres et au stationnement, de façon à ce que les opérations de chargement et de déchargement des véhicules s'effectuent à l'intérieur de la propriété.

Article UE 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

13.1 La surface des espaces plantés au sol ne peut être inférieure à 10 % de la surface totale du terrain jusqu'à 50 ares et 20% au-delà de 50 ares.

13.2 Les aires de stationnement au sol devront en outre comporter des plantations d'arbres à raison d'un arbre au moins par tranche de 4 places. Les fosses d'arbres devront respecter les spécificités décrites en annexe du présent règlement.

13.3 Les espaces identifiés au plan de zonage et classés au titre de l'article L.123-1-5 du Code de l'Urbanisme doivent être plantés d'arbres ou d'arbustes.

Article UE 14 COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article UE 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Néant.

Article UE 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Néant.

CHAPITRE V – ZONE AU

Préambule (extrait du rapport de présentation)

Il s'agit d'une zone naturelle destinée à l'urbanisation future. Elle est divisée en deux sous-zones, 1-AU qui est urbanisable immédiatement sous conditions, et 2-AU qui n'est pas urbanisable immédiatement.

- **La zone 1-AU** correspond à des extensions de l'urbanisation destinées à compléter le tissu périphérique existant de la ville, à usage principal d'habitat, pouvant comporter des services, équipements d'intérêt général, ou activités compatibles avec la dominante résidentielle. Elle est localisée sur plusieurs sites :
  - Le secteur 1-AUa se situe aux abords de la rue du Noyer et est destiné à une résidence services séniors,
  - Le secteur 1-AUb se situe à l'arrière des équipements scolaires de l'école du Centre et s'articule avec le secteur 1-AUa,
  - Le secteur 1-AUc se situe entre la rue Claude Debussy et la rue du Dahlia.
  - Le secteur 1-AUd correspond à l'ancienne friche industrielle AMECO et ses abords
  - Le secteur 1-AUe correspond à l'extension du quartier du Vert-Village.

Ces secteurs font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation qui complètent les conditions réglementaires ci-dessous.

- **La zone 2-AU** est destinée à l'urbanisation de seconde phase, conditionnée notamment par la capacité des équipements publics structurants aux abords de la zone et par l'importance des programmes de construction envisagés. Elle est localisée sur plusieurs sites :
  - Le site à l'opposé de la friche AMECO le long de la rue de Guebwiller
  - Un site de réserve en entrée sud du Kaligone,
  - Un petit secteur d'articulation entre activités économiques et habitat dans le prolongement de la rue des Perdrix,
  - Un espace enclavé en entrée de ville sud entre RD430 et faubourg de Mulhouse
  - Un terrain résiduel enclavé en interface avec Illzach.

Article AU 1: OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dispositions applicables à l'ensemble de la zone :

1.1 Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article AU2.

1.2 L'ouverture ou l'extension de carrières et gravières et la création d'étangs,

1.3 Les défrichements dans les espaces boisés classés au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme.

Dispositions applicables dans le secteur 1-AUd :

1.4 Les constructions et installations à destination d'exploitation agricole et forestière, d'entrepôt, les activités industrielles et artisanales.

1.5 L'agrandissement, la transformation, le changement de destination des établissements existants s'il en résulte des nuisances incompatibles avec la proximité des habitations.

1.6 Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement si les risques ou nuisances induits par leur activité se révèlent incompatibles avec la proximité des habitations, autres activités et services.

1.7 Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attractions ouverts au public,
- l'installation de caravanes,
- les terrains de camping,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les exhaussements de sol au-dessus du niveau fini de la voirie et les affouillements autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.
-

1.8 L'ouverture, l'exploitation et l'extension de carrières et de gravières.

1.9 La suppression ou la réduction des espaces identifiés au titre des articles L151-23, L-113-1 et L113-2 du Code de l'Urbanisme.

Article AU 2: OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Dans l'ensemble de la zone

2.1 Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

2.2 L'adaptation et la réfection des constructions existantes sans changement de destination à condition de ne pas créer de nouveau logement ou de nuisance incompatible avec le voisinage.

2.3 La démolition de toute ou partie des constructions et installations existantes, après obtention d'un permis de démolir.

2.4 Les affouillements et exhaussements du sol, ainsi que tous travaux nécessaires à l'entretien et la mise en valeur du site, ou nécessités pour des raisons de sécurité.

2.5 Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable.

2.6 Dans l'ensemble de la zone **1-AU, sauf dans les secteurs 1-AUd et 1-AUe,** les occupations et utilisations du sol à usage principal d'habitation dans le cadre d'opérations d'ensemble à condition :

- qu'elles permettent un développement harmonieux de l'agglomération notamment par une bonne articulation avec les zones urbaines limitrophes, et qu'elles ne créent pas de nuisances incompatibles avec la proximité d'habitations;

- que chaque opération d'une superficie minimale de 40 ares (sauf en cas de reliquat inférieur à cette surface), soit contigu à des équipements publics existants ou financièrement programmés ;

- que les équipements propres aux opérations soient réalisés selon un plan d'ensemble des réseaux assurant l'aménagement cohérent du secteur concerné sans création d'enclaves,

- que la surface de plancher développée sur l'ensemble de chaque opération quelle que soit sa taille développe au moins 2500 mètres carrés de surface de plancher à l'hectare;

- que toute opération égale ou supérieure à 1000 mètres carrés de surface de plancher ou 15 logements comporte au moins 25% de cette surface affectée aux logements aidés ;

En cas d'aménagement par tranches successives, l'urbanisation de chaque tranche devra garantir le respect de ces conditions.

2.7 **En outre dans** l'ensemble de la zone **1-AU,** les occupations et utilisations du sol devront s'inspirer des schémas figurant dans les orientations d'aménagement et de programmation du présent PLU, pour ce qui concerne, les connexions viaires, la hiérarchie des circulations, les espaces verts et continuités écologiques et la répartition des fonctions urbaines.

2.8 **En outre dans le secteur 1-AUb (Ecole du Centre),** les aménagements devront s'articuler en cohérence avec les opérations limitrophes, notamment pour les voies et stationnements.
Les accès principaux se feront par le sud dans le prolongement de la rue Monseigneur Hincky Tout projet devra assurer le maintien d'un maillage suffisant d'espaces naturels, permettant la circulation de la biodiversité.

2.9 **En outre dans le secteur 1-AUc (Rue Debussy)** les aménagements devront être tels qu'ils tiennent compte des orientations d'aménagement et de programmation du présent PLU.

Dispositions applicables dans le secteur 1-AUd :

Sont admis :

2.10 Toutes occupations et utilisations du sol à destination d'habitation, d'hébergement, de commerce, de bureaux, à condition de respecter les prescriptions figurant dans les orientations d'aménagement et de programmation. Sur l'ensemble du site, une proportion de 30 à 33% de logements devront être locatifs sociaux. Tout programme ou opération d'ensemble d'au moins 15 logements devra comporter au moins 30% de logements locatifs sociaux au sens de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation, dont au moins 30 % de logements financés en PLAi et assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) et au plus 30 % de logements financés en PLS assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente).
Les aménagements devront être tels qu'ils tiennent compte des orientations d'aménagement et de programmation du présent PLU pour ce qui concerne la densité, la mixité urbaine et sociale, les espaces verts ou éco-aménagés, les mobilités, les équipements et la qualité de vie.

2.11 La démolition de tout ou partie d'un immeuble est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.

2.12 Les occupations et utilisations du sol nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif compatibles avec la proximité des habitations.

2.13 Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés localisés dans les OAP sont soumis à autorisation préalable.

2.14 Les affouillements et exhaussements du sol, ainsi que tous travaux nécessaires à l'entretien et la mise en valeur du site, ou nécessités pour des raisons de sécurité.

2.15 Les occupations et utilisations du sol admises devront permettre un développement harmonieux de l'agglomération notamment par une bonne articulation avec les zones urbaines limitrophes, et sans créer de nuisances incompatibles avec la proximité d'habitations. Les équipements propres aux opérations seront réalisés selon un plan d'ensemble des réseaux assurant l'aménagement cohérent du secteur concerné sans création d'enclaves, et respectant les orientations d'aménagement et de programmation,

2.16 Les occupations et utilisations du sol de toute nature devront respecter les prescriptions des orientations d'aménagement et de programmation du présent PLU si elles sont définies. En cas d'aménagement par tranches successives, l'urbanisation de chaque tranche devra garantir le respect de ces conditions.

Dans le secteur 1-AUe

2.17 Les occupations et utilisations du sol à usage principal d'habitation dans le cadre d'opérations d'ensemble à condition qu'elles permettent un développement harmonieux de l'agglomération notamment par une bonne articulation avec les zones urbaines limitrophes, et qu'elles ne créent pas de nuisances incompatibles avec la proximité d'habitations.

Les aménagements devront être tels qu'ils tiennent compte des orientations d'aménagement et de programmation du présent PLU pour ce qui concerne la densité, la mixité urbaine et sociale, les espaces verts ou éco-aménagés, les mobilités, les équipements et la qualité de vie.
Dans les espaces classés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable.

En cas d'aménagement par tranches successives, l'urbanisation de chaque tranche devra garantir le respect de ces conditions.

Article AU 3: DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1 Voirie

Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies en impasses devront comprendre une aire de manœuvre pour faire demi-tour. La hiérarchie des voies devra être compatible avec les dispositions figurant dans les orientations d'aménagement et de programmation du présent dossier.

3.2 Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.

Dans le secteur 1-AUd : Aucun accès motorisé ne sera admis en direction de la rue du Drumont. Seul un accès piétons et cycles ou en franchissement du Dollerbaechlein sera réalisable.

Dans le secteur 1-AUe, un seul accès sera autorisé sur la RD55.

Seul un accès piétons et cycles (aucun accès motorisé) sera admis sur la rue de Colmar à l'Est et au Sud du secteur.

Article AU 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 Eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction qui requiert une alimentation en eau.

4.2 Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Dispositions complémentaires spécifiques au site AMECO- secteur 1-AUd :
Les eaux usées du site pourront être raccordées au réseau d'eaux usées de la rue de Guebwiller à Kingersheim ou au collecteur de la rue de Soultz à Mulhouse.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public

En matière d'eaux pluviales, toutes les zones AU du PLU sont classées en zone de contrôle du ruissellement : Le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM de la Région Mulhousienne.
Le raccordement sur les réseaux existants reste possible, moyennant un tamponnement et le cas échéant des prétraitements. Le débit de rejet par défaut est limité à 2 litres/seconde/hectare aménagé à hauteur de la pluie décennale. Il pourra le cas échéant être dérogé à cette valeur en fonction des caractéristiques des projets et de l'acceptabilité des réseaux, moyennant une justification de la part des aménageurs et l'approbation du gestionnaire des réseaux.
Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le service gestionnaire peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

Dispositions spécifiques au site AMECO- secteur 1-AUd :
Les eaux pluviales du site à aménager doivent être infiltrées au plus proche de leur production à travers des systèmes d'infiltration superficielle et dans la mesure du possible visibles, simples et robustes.
Dans le cas où l'infiltration in situ risque d'entraîner des pollutions de la nappe, il est demandé de déplacer les ouvrages d'infiltration superficielle dans les zones qui pourraient s'y prêter sans conséquences pour la nappe.

Si l'intégralité du site ne peut se prêter à des systèmes d'infiltration superficielle, les eaux de ruissellement pourraient être recueillies, tamponnées et rejetées en milieu naturel superficiel à un débit compatible avec le Dollerbaechlein. Un système de drainage superficiel raccordé au Dollerbaechlein pourrait être réalisé.
Le site est en zone de contrôle de ruissellement et le raccordement aux réseaux existants reste possible moyennant un tamponnement et le cas échéant des prétraitements, si toutes les autres possibilités ont été épuisées.

4.3 Electricité et télécommunication

Les réseaux d'électricité et de télécommunication seront réalisés en souterrain.

Article AU 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

L'implantation des constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'électricité, de gaz et de câble vidéo, dont la hauteur est inférieure à 3m50 et la surface inférieure ou égale à 12 mètres carrés est possible à l'alignement ou en retrait des voies et emprises publiques. C'est le cas également des constructions à édifier le long des cheminements piétonniers ou pistes cyclables en site propre, et autres voies non ouvertes à la circulation publique, ainsi que des aménagements nécessaires aux accès des personnes à mobilité réduite.

6.1 **Sauf dans le secteur 1AUd**, les constructions devront être établies en retrait de 3 m au moins par rapport à l'alignement des voies et emprises publiques. Dans cette marge de recul, les constructions annexes (carports, abris, piscines, garages, etc…) sont admises**.**
Dans le secteur 1-AUd, les constructions devront être établies en retrait de 4m au moins par rapport à l'alignement de la rue de Guebwiller et de la rue de Cherbourg. Elles pourront s'implanter à l'alignement ou en retrait des autres voies et emprises publiques.

6.2 Les constructions de toute nature devront être établies en retrait de 4 m au moins par rapport à l'alignement de la RD55. Seules les annexes on habitables (abris, carports, garages ….) pourront être établies dans une bande de 4 à 8 mètres par rapport à la RD55.

Article AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dispositions applicables en dehors des secteurs 1-AUd et 1-AUe :

7.1 La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. En outre dans le secteur 1-AUa, les constructions de plus de 1000m² de surface de plancher devront respecter une distance d'implantation correspondant à la moitié de la différence d'altitude de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative, sans être inférieure à 4 mètres.

7.2 **Sauf en AUa**, les constructions peuvent être réalisées le long des limites séparatives **:**

- si leur hauteur totale n'excède pas 3 mètres et si la longueur sur limites séparatives ne dépasse pas 6 mètres mesurés sur une limite et 10 mètres mesurés sur deux limites consécutives,
- en cas de projet architectural commun sur limite entre deux fonds**.**

Les dimensions indiquées ci-dessus pourront être dépassées si le bâtiment à édifier s'adosse à un bâtiment existant plus important, sans toutefois pouvoir en dépasser ni la longueur, ni la hauteur sur limite séparative.

7.3 D'autres implantations peuvent être autorisées dans le cas de l'institution d'une servitude de cour commune, entraînant l'application des dispositions de l'article AU 8.

7.4 Dispositions applicables dans le **secteur 1-AUd** :

Les constructions pourront être édifiées

– sur une des deux limites séparatives latérales
– à une distance qui comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative est au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans être inférieure à 3 mètres.

S'il existe sur le fond voisin un bâtiment implanté sur limite séparative, les constructions pourront être adossées sur tout ou partie de sa longueur. Leur hauteur totale pourra atteindre 4 mètres ou la hauteur du bâtiment existant, si cette dernière est supérieure à 4 mètres.

Dans tous les cas, d'autres implantations peuvent être autorisées dans le cas de l'institution d'une servitude de cour commune, entraînant l'application des dispositions de l'article 8 ci-dessous**.**

7.5 Dispositions applicables dans le **secteur 1-AUe** :

Dans le secteur 1-AUe, les constructions s'établiront de la manière suivante :

- soit en recul d'au moins la moitié de la différence d'altitude entre la construction et la limite séparative sans que ce recul puisse être inférieur à 4 mètres.
- soit accolées dans un projet architectural commun,
- soit adossées à un bâtiment existant (à la date d'approbation du présent règlement)

Les reculs par rapport aux limites séparatives de propriété devront en outre être compatibles avec les dispositions des orientations particulières d'aménagement et de programmation figurant dans le présent dossier.

Article AU 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.1 **Sauf dans le secteur 1-AUa, 1-AUd et 1-AUe,** la distance entre deux constructions à destination d'habitation non contiguës doit être au moins égale à 3 mètres, à condition que soit assuré l'accès des secours et des matériels de lutte contre l'incendie.

8.2 **Dans le secteur 1-AUa, 1-AUd et 1-AUe,** la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche d'une autre construction doit être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout ou à l'acrotère de la construction la plus élevée, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Article AU 9: EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Sauf dans le secteur 1-AUe, l'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 50% de la superficie du terrain.

Dans les secteurs **1-AUd et 1-AUe**, l'emprise bâtie devra en outre respecter les prescriptions des orientations d'aménagement et de programmation si elles sont précisées.

Article AU 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Les hauteurs sont calculées par rapport au niveau fini de chaussée qui dessert la construction à édifier.

Sauf dans le secteur 1-AUa, 1-AUd et 1-AUe :

10.1 La hauteur maximale des constructions est limitée à 8 mètres à l'acrotère, 7m à l'égout du toit et 12 mètres au faîtage**.** Toutefois, les immeubles pourront atteindre une hauteur maximale hors tout de 11 mètres s'ils présentent un niveau supérieur en attique, et à condition que cet attique soit reculé d'au moins 1m50 par rapport à tout point de la façade principale du bâtiment à édifier. Cette restriction ne concerne pas des cages d'escaliers et ascenseurs.

10.2 La hauteur maximale des constructions pourra atteindre 13 mètres à l'acrotère ou 9 mètre à l'égout du toit et 14 mètres au faîtage s'ils présentent un bilan énergétique positif conformément aux dispositions de l'article AU15 et à condition que le niveau supérieur soit reculé d'au moins 1m50 par rapport au nu des façades à édifier**.**

10.3 **Dans le secteur 1-AUa,** la hauteur maximale des constructions est limitée à :
- pour les maisons jumelées ou en bande : 7 mètres à l'égout du toit et 12 mètres au faîtage, ou 11 mètres à l'acrotère ;
- pour les immeubles collectifs : 10 mètres à l'égoût du toit et 15 mètres au faîtage ou 14 mètres à l'acrotère.

Dans le secteur 1-AUd, les hauteurs plafond admises par rapport au niveau fini de la chaussée la plus proche découlent des dispositions figurant dans les orientations d'aménagement et de programmation du présent dossier. Chaque niveau représente une hauteur maximale de trois mètres.

Dans le secteur 1-AUe, la hauteur maximale des constructions est limitée à :
- pour les maisons jumelées ou en bande : 4 mètres à l'égout du toit et 10 mètres au faîtage, ou 7 mètres à l'acrotère ;
- pour les immeubles collectifs : 9 mètres à l'égout du toit et 12 mètres au faîtage ou 11 mètres à l'acrotère.

10.4 Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur**.**

Article AU 11: ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1 Dispositions générales

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Dans les secteurs 1-AUd et 1-AUe, qualité et diversité architecturales, traitement des façades et des marges de recul, ordonnancement des constructions et variété de leur volumétrie devront être compatibles avec les dispositions des orientations particulières d'aménagement et de programmation figurant dans le dossier.

11.2 Dispositions particulières : *Clôtures*

Sauf en 1-AUd :
Sur limites séparatives : les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 2 mètres.
Sur rues et places :
- Le long des voies bruyantes à grande circulation reportées en annexe, les clôtures pourront atteindre une hauteur de 1m80.
- Le long de toutes autres voies et places les clôtures ne pourront dépasser une hauteur maximum de 1m50. Toutefois elles pourront atteindre 2m le long des voies non ouvertes à la circulation automobile (piétons, cycle). Les murs pleins ne pourront dépasser 1m20, sauf les piliers qui pourront atteindre 1m80.

Dispositions particulières en 1-AUd :
Le projet d'aménagement devra comporter plusieurs aires de présentation des conteneurs de déchets ménagers, masqués par une paroi périphérique ou intégrés dans un bâtiment annexe.

Les clôtures sur rue pourront atteindre une hauteur maximum de 1,50 m. Les murs pleins ne pourront dépasser 1,20m de hauteur. Les piliers pourront atteindre une hauteur de 1,50m.
Les clôtures sur limites séparatives seront constituées d'un système à claire voie d'une hauteur maximum de 2 mètres.

Article AU 12: OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe du présent règlement.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus est celle auxquels ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales pourront être adaptées compte tenu de la nature, de la situation de la construction ou d'une polyvalence avérée d'utilisation des aires.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.

Dans le secteur 1-AUa, les aires de stationnement à aménager sur le site devront au moins représenter un total de 82 places (ou 2 places par tranche de 3 logements). Une surface au moins égale à 50 m² de surface de plancher devra être réservée au stationnement des vélos.

Dans le secteur 1-AUd, la quantité, la proportion, l'affectation et la localisation des places de stationnement devront être compatibles avec les dispositions des orientations particulières d'aménagement et de programmation figurant dans le présent dossier.

Article AU 13: OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

13.1 **Dans les secteurs 1-AUb et 1-AUc,** la superficie des espaces verts en pleine terre doit être au moins égale à 30% de la superficie du terrain et comprenant des arbres et arbustes.
Les aires de stationnement en surface devront en outre être aménagées à raison d'un arbre à haute tige pour 3 places de parking.

13.2 **Dans le secteur 1-AUa**, les espaces verts devront respecter les dispositions du schéma d'intention annexé au présent règlement sans pouvoir être inférieurs à 40 % de la superficie du terrain.
Les aires de stationnement en surface devront être aménagées à raison d'un arbre à haute tige pour 3 places de parking. Ces arbres n'ont pas vocation à être regroupés.

13.3 Les espaces boisés délimités sur le plan de zonage au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme doivent être maintenus.

13.4 Les espaces délimités sur le plan de zonage au titre de l'article L.123-1-5 du Code de l'Urbanisme doivent être maintenus en espaces verts arborés, ou plantés d'arbres et arbustes.

13.5 **Dans le secteur 1-AUd,** les espaces verts devront être compatibles avec les dispositions des orientations d'aménagement et de programmation figurant dans le dossier en termes de proportions, de localisation et de fonction. Dans une bande de 10 mètres à partir de la berge du Dollebaechlein, une trame verte comportant une ripisylve et des prés-friches herbeuses devra être maintenue ou reconstituée. L'ensemble est classé au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme et devra être entretenu.

L'ensemble des espaces non imperméabilisés, hors stationnements, devra représenter au moins 30% de la surface totale du secteur.

Les proportions de surfaces perméables et espaces verts de pleine terre des lots individuels devront suivre les prescriptions de l'OAP du secteur 1-AUd.

13.6 **Dans le secteur 1-AUe**, les espaces verts devront être compatibles avec les dispositions des orientations particulières d'aménagement et de programmation figurant dans le dossier en termes de proportions, de localisation et de fonction. L'ensemble des espaces non imperméabilisés devra représenter au moins 35 % de la surface totale du secteur, les espaces verts devront pour leur part représenter 30 % de la surface et comprendront des arbres et arbustes.
Les espaces arborés classés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme n'entrent pas dans ce quota et devront être maintenus et entretenus.

Article AU 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article AU 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Dispositions applicables en dehors des secteurs 1-AUd et 1-AUe :

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire respecte la règlementation locale en vigueur.
Des possibilités de majoration de hauteurs sont offertes pour les constructions nouvelles pouvant justifier d'une consommation énergétique de 50KWh/m2/an inférieure à la réglementation thermique, (en vigueur au moment du dépôt du permis de construire) donc dont le bilan énergétique sera plus performant de 50KWh/m2/an que la réglementation en vigueur, dans le respect des conditions de l'article AU10.

Dispositions applicables dans les secteurs 1-AUd et 1-AUe :

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte que leur consommation d'énergie primaire soit minimisée.

L'utilisation des énergies renouvelables devra être favorisée. L'usage du bois dans la filière énergie devra être maîtrisé en raison des pollutions qu'il génère.

Les projets participeront par leur architecture à la mise en œuvre des objectifs de haute qualité environnementale. (Par exemple : orientation des façades et des surfaces extérieures, dimensions et performance thermique des ouvertures et occultations, isolation par l'extérieur, capteurs solaires, etc...)
L'isolation par l'extérieur sera favorisée tout en privilégiant l'animation des façades, par un choix pertinent des matériaux et des éléments de décor.

Article AU 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être conçus pour recevoir des lignes de communications électroniques à très haut débit.

CHAPITRE VI – ZONE A

Préambule (extrait du rapport de présentation)

La zone A est protégée en raison du potentiel agronomique, biologique et écologique des terres agricoles. Elle est réservée aux activités agricoles. La partie située à l'aval du Quatelbach en limite d'Illzach, classée en Ai, est inconstructible en raison de la présence d'une zone inondable.

Article A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 Les occupations et utilisations du sol, installations et travaux autres que ceux visés à l'article **A.2.**

1.2 L'ouverture et l'exploitation de gravières et de carrières, la création d'étangs**.**

1.3 Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

1.4 Toutes occupations et utilisations du sol non conformes aux dispositions du PPRI de l'Ill joint en annexe du présent PLU.

Article A 2: OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, à l'exception des bâtiments d'habitation ou d'hébergement, et à condition qu'elles ne portent pas atteinte ni à la préservation des sols agricoles, ni à la sauvegarde de sites, des milieux naturels et des paysages.

2.2 Les bâtiments techniques directement nécessaires à l'activité agricole, en particulier les points de vente directe, dans les conditions fixées par les articles A3 à A14 du présent règlement.

2.3 Les constructions, installations ou travaux nécessaires à la réalisation, à l'entretien ou à la maintenance d'ouvrages d'intérêt général, d'équipements collectifs ou de services publics, à condition de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole.

2.4 Les ouvrages de transport d'énergie**,** l'édification et la transformation de clôtures.

2.5 Les affouillements et exhaussements du sol liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone s'ils ne compromettent pas la stabilité des terrains et les ressources du sous-sol.

2.6 La démolition de tout ou partie d'un bâtiment est soumise à l'obtention d'un permis de démolir

Article A 3: DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1 Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.

3.2 Voirie

Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et à l'approche dans de bonnes conditions des moyens de lutte contre l'incendie.

Article A 4: DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 Adduction en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2 Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif.

Eaux usées

Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif. Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement peut être exigé si le terrain est facilement raccordable.

Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant les matériaux perméables.

Electricité et télécommunication.

A l'intérieur des îlots de propriété, sauf impossibilité tenant à la configuration des lieux ou à la structure technique des réseaux d'électricité de communication et de télédiffusion, les raccordements doivent être réalisés en souterrain.

Article A 5: SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article A 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1 Les constructions devront être implantées à une distance minimale de 10 mètres par rapport à l'alignement des voies ou de l'emprise des chemins ruraux.
Les constructions devront être implantées à 10m minimum des berges des cours d'eau et fossés.

6.2 Le long des chemins communaux et ruraux, les clôtures devront être implantées à une distance minimum de 4 mètres par rapport à l'axe de la voie. Les clôtures devront en outre être établies à 4 mètres au moins des berges des cours d'eau et fossés.

Article A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Article A 8: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Néant

Article A 9: EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Néant.

Article A 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 Au faîte du toit, la hauteur maximum des constructions admises, mesurée à partir du sol existant, est limitée à 12 mètres.

10.2 Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur.

Article A 11: ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les façades extérieures des bâtiments à usage agricole, ainsi que les toitures doivent être traitées de manière à s'intégrer dans l'environnement naturel.

Article A 12: OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

12.1 Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations.

12.2 Les points de vente directe devront comporter au moins 5 places de stationnement.

Article A 13: OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

Les éléments identifiés au titre de l'article L ;123-1-5§7 du Code de l'Urbanisme (espaces verts, ripisylves, boisements, …..) et matérialisés au plan de zonage devront être maintenus.

Article A 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article A 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1 Performances énergétiques

Néant

15.2 Performances environnementales

Néant.

Article A 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Néant.

CHAPITRE VII – ZONE N

Préambule (extrait du rapport de présentation)
Il s'agit d'une zone naturelle protégée en raison de la qualité et de l'intérêt des espaces naturels, des sites, des paysages. Elle comprend également des sites sensibles et des zones à risques, des zones humides (Nzh) ou inondables (Ni) ainsi que des espaces à vocation de loisirs et de sports de plein-air.
On distingue les secteurs suivants :

- le secteur Na pouvant admettre des constructions et des extensions limitées : un équipement lié au site Décathlon-Oxylane pour le sous-secteur Na1, un complément d'aménagement du centre équestre pour le sous-secteur Na2,
- le secteur Nb correspondant au site de compostage et de valorisation de déchets verts,
- le secteur Nc correspondant à un parc public récemment aménagé,
- le secteur Nd correspondant à une ancienne décharge réservée à des équipements d'intérêt général, par exemple une installation solaire ou photovoltaïque,
- le secteur Ne correspondant à un ancien terril des Mines de Potasse d'Alsace réservé à des équipements d'intérêt général, par exemple une unité de production d'énergie renouvelable

Article N 1: OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1 Toute construction, installation ou occupation du sol autre que celles visées à l'article N 2.

1.2 Les défrichements dans les espaces boisés classés au titre de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme figurant au plan de zonage.

7.3 L'ouverture ou l'extension de carrières et gravières.

1.4 Toutes occupations et utilisations du sol non conformes aux dispositions du PPRI de l'Ill joint en annexe du présent PLU.

Article N 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Dans l'ensemble de la zone N

2.1 Les constructions, installations et travaux divers nécessaires à la sauvegarde, à l'entretien du site, à la gestion et l'exploitation de la forêt, ainsi qu'à la prévention des risques, à condition de relever de l'intérêt général. Les services publics ou d'intérêt collectif s'ils ne créent pas de nuisance pour l'environnement.

2.2 Les affouillements et exhaussements du sol liés et indispensables à l'entretien des plans d'eau existants.

2.3 L'adaptation des constructions existantes s'il n'y a pas création de nouveaux logements.

2.4 La création d'un merlon anti-bruit au lieu-dit Totenkopf, au droit d'un équipement de loisirs motorisés existant.

2.5 L'édification et la transformation de clôtures.

2.6 Les équipements linéaires et leurs annexes techniques, s'ils sont liés à un réseau d'utilité publique, nonobstant les dispositions de l'article N 13.

2.7 Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés à conserver au titre de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable.

2.7bis La démolition de tout ou partie d'un bâtiment est soumise à l'obtention d'un permis de démolir.

Dans la zone N, secteurs exclus :

2.8 Les abris de pêche, à raison d'un seul abri par étang existant à la date d'approbation du PLU, à condition de ne pas dépasser 35 mètres carrés d'emprise au sol totale et 4 mètres de hauteur.

2.9 Les abris de chasse, à raison d'un seul abri par lot de chasse, à condition de ne pas dépasser 35 mètres carrés d'emprise au sol totale et 4 mètre de hauteur.

2.10 Les extensions mesurées des habitations existantes dans la limite des dispositions de l'article N9 et à condition de ne pas créer de nouveau logement.

2.11 La construction d'annexes aux habitations existantes dans la limite de 4 mètres de hauteur et 35 mètres carrés d'emprise au sol**.**

2.12 Les abris et appentis de moins de 10 mètres carrés d'emprise et de moins de 4 mètres de hauteur, à condition d'une intégration dans le site.

Dans le secteur Na1 : (Décathlon-Oxylane)

2.13 Les aires de jeux, de sports ou de loisirs ouvertes au public et les constructions permettant leur exploitation et leur mise en valeur**.**

2.14 Les occupations et utilisations du sol complémentaires aux activités admises à l'article N2.13 ci-dessus, à usage de bureau ou de commerce, à condition d'être situées à proximité immédiate de la rue du Bigarreau, sans dépasser 300 mètres carrés d'emprise totale**.**

Dans le secteur Na2 : (centre équestre)

2.15 Les aménagements et extensions du centre équestre existant, dans la limite de 200 mètres carrés de surface de plancher supplémentaire à la date d'approbation du PLU, et à condition de ne pas créer de nuisances incompatibles avec la qualité du site naturel environnant**.**

2.16 ***Dans le secteur Nb,*** les occupations et utilisations du sol liées et indispensables aux activités existantes de stockage, de maintenance et de valorisation des déchets d'origine végétale**.**

2.17 ***Dans le secteur Nc****,* les occupations et utilisations du sol liées et indispensables au fonctionnement, à l'entretien et à la mise en valeur du parc public existant.

2.18 ***Dans le secteur Nd,*** les occupations et utilisations du sol nécessaires à l'installation et au fonctionnement d'une unité de production d'énergie électrique photovoltaïque ou d'une centrale thermique solaire, à condition d'être compatibles avec la nature du sol et du sous-sol.

2.19 **Dans le secteur Ne**,

2.19.1 Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt

collectif ou d'une unité de production d'énergie renouvelables

2.19.2 Les affouillements et exhaussements du sol nécessaire aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à la prévention es risques et des nuisances

2.19.3 Les aires de stationnement liées aux services publics ou d'intérêt collectifs

2.19.4 L'édification et la transformation de clôtures

2.19.5 Les équipements d'infrastructures linéaires et leurs annexes techniques s'ils sont liés à un réseau d'intérêt public

Article N 3: DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1 Desserte par les voies publiques ou privées

Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir, ainsi qu'à l'approche dans de bonnes conditions des moyens de lutte contre l'incendie.

3.2 Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.

Article N 4: DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

1.3. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2 Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées
Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif, sauf pour les secteurs Nb et Nc, une propriété isolée en zone N Faubourg de Mulhouse (N°7) et l'emplacement réservé N°13).
Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement peut être exigé si le terrain est facilement raccordable.

Pour les secteurs Nb et Nc, la propriété isolée en zone N Faubourg de Mulhouse (N°7) et l'emplacement réservé N°13 le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction. Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable. En l'absence

d'un réseau collecteur public, le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants.

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

En matière d'eaux pluviales, la zone N et ses secteurs sont classés

- soit en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est alors autorisé dans la limite du rejet actuel (sont concernés les secteurs Nb, Nc, la propriété isolée en zone N Faubourg de Mulhouse (N°7) et l'emplacement réservé N°13).
- A défaut de classement: les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant les matériaux perméables.

4.3 Electricité et télécommunication.

A l'intérieur des îlots de propriété, sauf impossibilité tenant à la configuration des lieux ou à la structure technique des réseaux d'électricité de communication et de télédiffusion, les raccordements doivent être réalisés en souterrain.

Article N 5: SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article N 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions et installations admises devront être implantées à une distance minimale de 25 mètres par rapport à l'alignement de la RD 430, 4 mètres de l'alignement de la rue du Bigarreau et 10 mètres par rapport à l'alignement des autres voies.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages de transport d'électricité HTB, leur implantation est possible à l'alignement ou en retrait des voies et emprises publiques.

Article N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages de transport d'électricité HTB, leur implantation est possible à l'alignement ou en retrait des limites séparatives.

Article N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Néant.

Article N 9: EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol maximale des constructions est limitée à :
- 10 m² pour les abris et appentis admis dans l'ensemble de la zone N,
- 35 m² les abris de pêche et de chasse autorisés,
- 35m² pour les annexes ou extensions mesurées des habitations existantes
- 300 m² pour les constructions admises à proximité de la rue du Bigarreau et liées aux activités de sport et de loisirs dans le secteur Na1.
- 200 m² pour les constructions nouvelles liées aux activités du centre équestre admises dans le secteur Na2,

Article N 10: HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1 La hauteur maximale des constructions est limitée à 12 mètres. Les abris et annexes admis dans la zone N ne pourront dépasser 4 mètres de hauteur totale.

10.2 Les ouvrages techniques de faible emprise ainsi que les superstructures à usage de service public ou d'intérêt collectif sont exemptés de la règle de hauteur su leurs caractéristiques l'imposent.

Article N 11: ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1 Dispositions générales :
Sauf nécessité technique, les constructions et installations devront présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels environnants.

11.2 Clôtures :
Sauf en zone Ne, seules sont autorisées les clôtures démontables constituées de grilles à larges mailles, sauf pour des raisons de sécurité.
Les clôtures doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation publique.

En zone Ne, les murs pleins sont interdits. La hauteur maximale autorisée et fixée à 2 mètres.

Article N 12: OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Lors de toute opération d'aménagement, de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations.

Les normes de stationnement annexées au règlement ne sont pas applicables dans la zone Ne.

Article N 13: OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, DE PLANTATIONS ET DE SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES

13.1 Les espaces boisés délimités sur le plan de zonage au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme doivent être maintenus.

13.2 Les espaces délimités sur le plan de zonage au titre de l'article L.123-1-5 du Code de l'Urbanisme doivent être maintenus en espaces verts arborés, ou plantés d'arbres et arbustes.

Article N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Abrogé suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR.

Article N 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Néant.

15.2. Performances environnementales

Néant.

Article N 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Néant.

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT

Les places de stationnement (garages exclus) devront mesurer au moins 12,5 mètres carrés chacune, auxquels s'ajoutent si nécessaire les circulations et les accès.

Destination	**Normes minimales**
Habitation	Maisons individuelles :2 places Habitat groupé et immeubles collectifs : - 1 place du studio au 1 pièce - 2 places du 2 pièces au 4 pièces - 3 places à partir du 5 pièces Hébergement de personnes âgées : 3 places pour 10 chambres, 1 place par logement Dans les opérations collectives de logements, 1 place visiteurs sera exigée en complément des normes ci-dessus par tranche de 3 logements. Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun.
Hébergement hôtelier Autres hébergements et chambres individuelles	1 place par chambre
Bureaux	Une place par tranche de 25 m^2 de surface de plancher
Commerce	Une place par tranche de 25 m^2 de surface de vente jusqu'à 5000 m² de SP Dès 5000 m² de SP, 1 place supplémentaire par tranche de 32 m² de SP Dans le cas d'un lotissement, d'un permis groupé ou d'une opération d'ensemble dont le parti d'aménagement le justifie, il peut être satisfait aux besoins en stationnement de l'ensemble de l'opération sous la forme d'un parc de stationnement commun. Pour les restaurants, un calcul sera fait par table en fonction des places assises.
Artisanat, Industrie	Jusqu'à 100 m² 2 places + de 100 m² : 1 place supplémentaire par tranche de 100 m²
Exploitation agricole ou forestière	5 places par tranche de 1000 m^2 de surface de plancher (minimum 2 places)
Fonction d'entrepôt	2 places de 0 à 100 m² et 1 place supplémentaire par tranche de 300 m^2 de surface de plancher

Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, autres constructions et installations	- salles de spectacles et de réunions : 2 pl/10 personnes - équipements scolaires et périscolaires: 2pl/10 personnes - cultes :1 pl/15 personnes - stades, sites de loisirs et de sports, IOP[1]: 1 pl/10 personnes

Lorsqu'ils sont nécessaires, les emplacements adaptés aux besoins de chaque établissement doivent être aménagés sur le terrain pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention.

Lorsque qu'une construction comporte plusieurs destinations, le calcul du nombre de places est effectué au prorata des surfaces affectées à chaque destination.

Stationnement des cycles :

- enseignement primaire et secondaire : 1 m^2/2 élèves
- immeubles collectifs de logements : 1 m^2/100 m^2 de surface de plancher, à partir de 1000 m^2 S.P.
- habitation : 0.75 m² d'espace pour les cycles par tranche de 40 m² de SP entamée au-delà de 200 m² de surface de plancher.

1 IOP. = installation ouverte au public

Article R112-2 du Code de l'Urbanisme.

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;

2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;

3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;

4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;

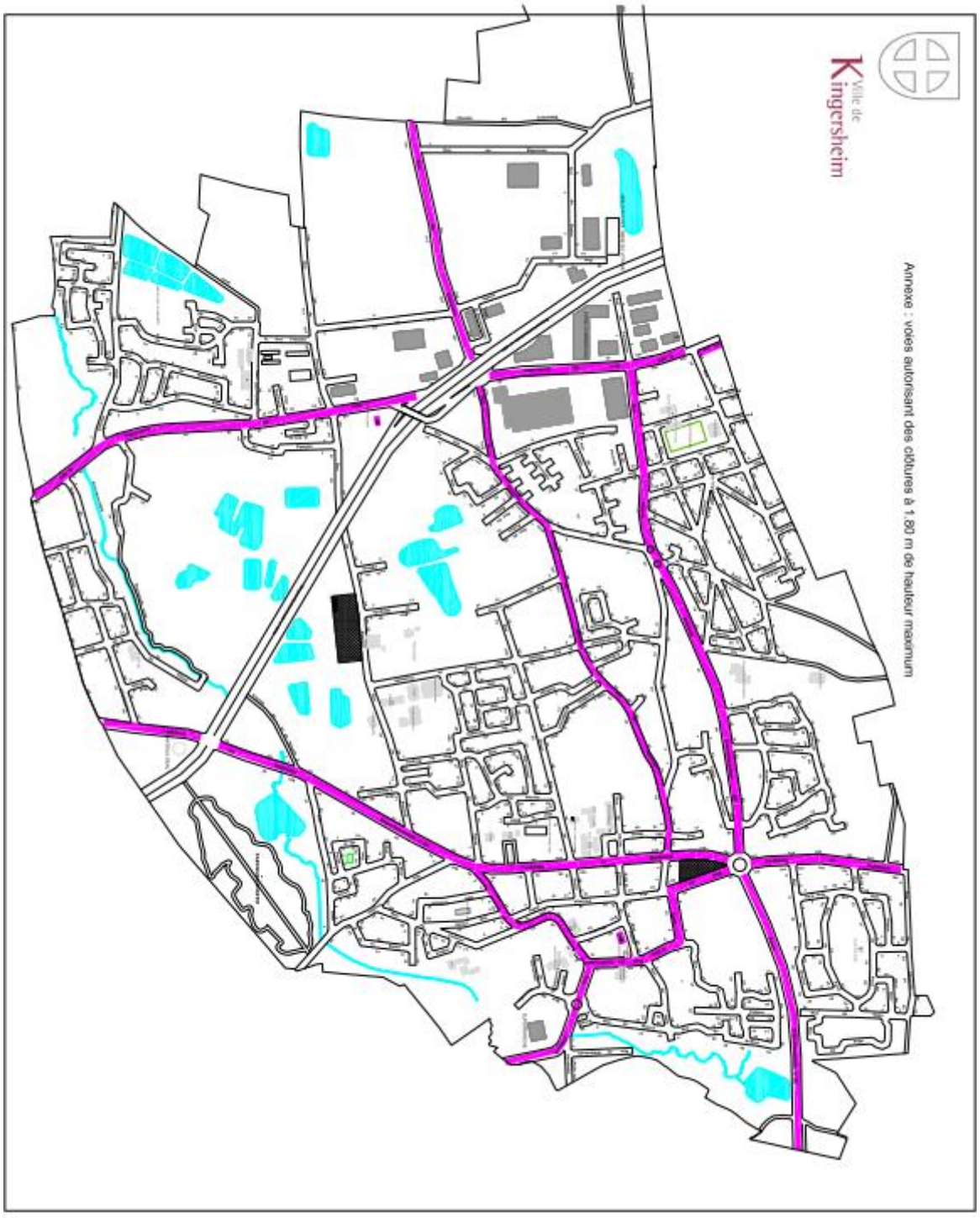
5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;

6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;

7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;

8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

ANNEXE : voies autorisant les clôtures d’une hauteur de 1m80 maximum



ANNEXE RELATIVE AUX PLANTATIONS EN FOSSES

On fera une distinction suivant le développement de l'arbre (petit, moyen ou grand développement) et le type de fosse dans lequel il va croître :

Les fosses peuvent être individuelles ou continues (rigole ou réseau reliant les arbres entre eux), mais les fosses en rigoles sont à privilégier.

Les fosses peuvent être en pleine terre ou selon un mélange terre-pierre.

La taille minimale d'une fosse individuelle est de 5m3 pour tous types d'arbres.
La taille minimale d'une fosse en réseau est de 4m3 pour tous types d'arbres.

Les côtes minimales et optimales sont les suivantes :

FOSSE CONTINUE		
Terre-pierres		
H	L	I
1,50M (0,9M)	Longueur de l'emprise voulue	3 À 4M (2M)

FOSSE INDIVIDUELLE		
Terre-pierres		
H	L	I
1,50M (0,9M)	5 À 4M (3M)	4 À 3 M (3M)
Pleine terre		
H	L	I
1,50 M (1,5 M)	2 M (1,5 M)	2 M (1,5 M)

En vert : optimal En orange : minimal

Lors des dépôts de permis des plans de fosses devront être fournis avec représentation des réseaux souterrains permettant de vérifier si les fosses sont individuelles ou en réseau.

Dimensions d'une fosse de plantation*

Des fosses individuelles peuvent être installées (voir le tableau ci-dessous), mais en cas de plantation d'un alignement, préférer des tranchées continues.

Les parois de la fosse sont non lissées, et le fond de fouille ameubli afin d'améliorer le développement des racines[1].

Type d'arbre	Volume **optimal** de la fosse en milieu urbain contraint (terre-pierre)	Volume **minimal** de la fosse si le fond de forme est meuble et riche (terre végétale)
Petit développement (H<15m)	12 m^3	4m^3 (Prévoir assez de place pour le dépôt de la motte)
Moyen développement (15m<H<25m)	15 m^3	4m^3 (Prévoir assez de place pour le dépôt de la motte)
Grand développement (H>25m)	18 m^3	5m^3 (Prévoir assez de place pour le dépôt de la motte)

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Ville de Kingersheim

4. Orientations d'aménagement et de programmation relatives à la friche AMECO

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

Le Vice-Président Rémy Neumann

ALSACE Collectivité européenne

DAUHR ATD Alsace

Mars 2022

Préambule

Article L151-6

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.
En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent les dispositions relatives à l'équipement commercial et artisanal mentionnées aux articles L. 141-16 et L. 141-17.

Article L151-7

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :
1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.

Article R151-6

Les orientations d'aménagement et de programmation par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville.
Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques prévus à l'article R. 151-10.

Article R151-7

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article R. 151-19.

Article R151-8

Les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de zones urbaines ou de zones à urbaniser mentionnées au deuxième alinéa du R. 151-20 dont les conditions d'aménagement et d'équipement ne sont pas définies par des dispositions réglementaires garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables.
Elles portent au moins sur :
1° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
2° La mixité fonctionnelle et sociale ;
3° La qualité environnementale et la prévention des risques ;
4° Les besoins en matière de stationnement ;
5° La desserte par les transports en commun ;
6° La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Ces orientations d'aménagement et de programmation comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur.

Les orientations qui suivent comportent des prescriptions et des préconisations

Les Prescriptions *s'imposent de manière obligatoire dans un lien de compatibilité aux futurs aménageurs.*

Les Préconisations *constituent des propositions concrètes et des illustrations pour l'application du PLU.*

Orientations d'aménagement : Secteur friche industrielle AMECO

Rappel de la situation initiale

La zone dite « AMECO » a été étudiée de longue date en tant que site stratégique de reconversion d'une friche industrielle. Elle figurait déjà au POS en zone d'urbanisation future NA.

Plusieurs projets ont été étudiés au fil du temps afin de transformer cette friche industrielle en un nouveau quartier de vie au cœur de la cité de Kingersheim et articulée à la ville de Mulhouse. A différentes époques, les besoins et enjeux de développement ont évolué, mais la création d'un quartier d'habitation est restée l'objectif majeur. Il s'agit d'une part de résorber une friche industrielle, et d'autre part de poursuivre une densification et une diversification de l'offre en habitat dans un cadre de vie de qualité.

En analysant plus finement l'organisation du site, le premier PLU approuvé a proposé d'adjoindre à un projet d'urbanisme la prise en compte d'une composante majeure de l'environnement immédiat : le cours du ruisseau le Dollerbaechlein qui borde le site au nord.
Cette composante s'inscrit dans le processus de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques, telles qu'elles figurent dans les directives de l'Etat, reprises dans les documents supra-communaux (SRADDET, SCoT) et applicables à toutes les échelles territoriales.

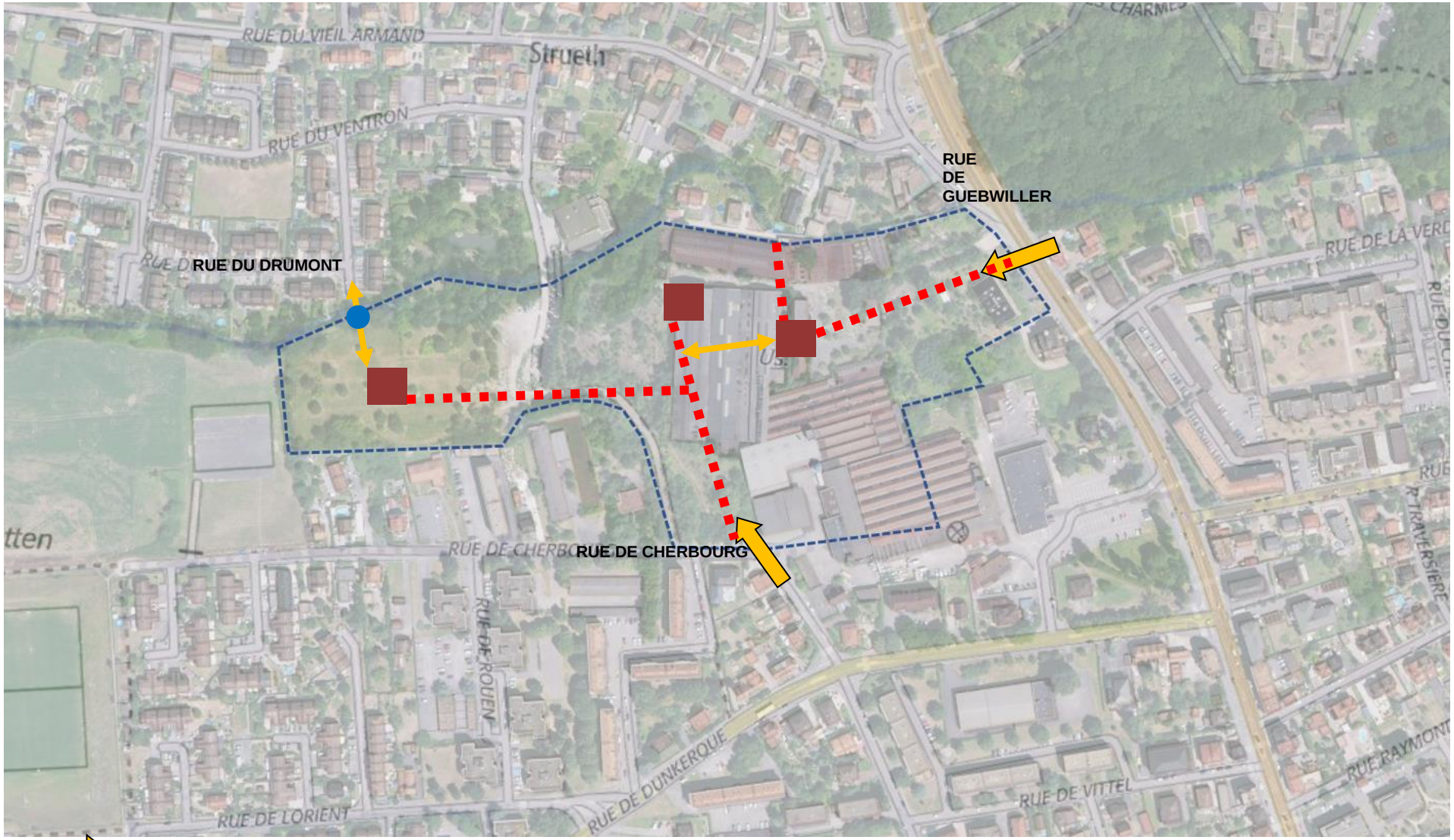
Le PLU a été modifié en 2017 et a ouvert pour la première fois à l'urbanisation la friche AMECO ; le dossier d'urbanisme a été complété par un document fixant les orientations d'aménagement et de programmation du site, sur la base des investigations réalisées à différents stades. Au fil du temps, les paramètres de cette greffe urbaine se sont affinés, et semblent aujourd'hui suffisamment précis pour être intégrés dans le dispositif réglementaire du PLU en évolution. Il faut rappeler qu'entre temps un nouveau SCoT a été approuvé sur l'agglomération mulhousienne, et il convient d'en tenir compte.

Les prescriptions et préconisations qui suivent sont la traduction de ces évolutions récentes et permettent enfin d'imaginer le calendrier d'une reconversion pour ce site urbain dont l'avenir est resté flou pendant plusieurs décennies.

1° La hiérarchie des voies et les circulations douces

Prescriptions :

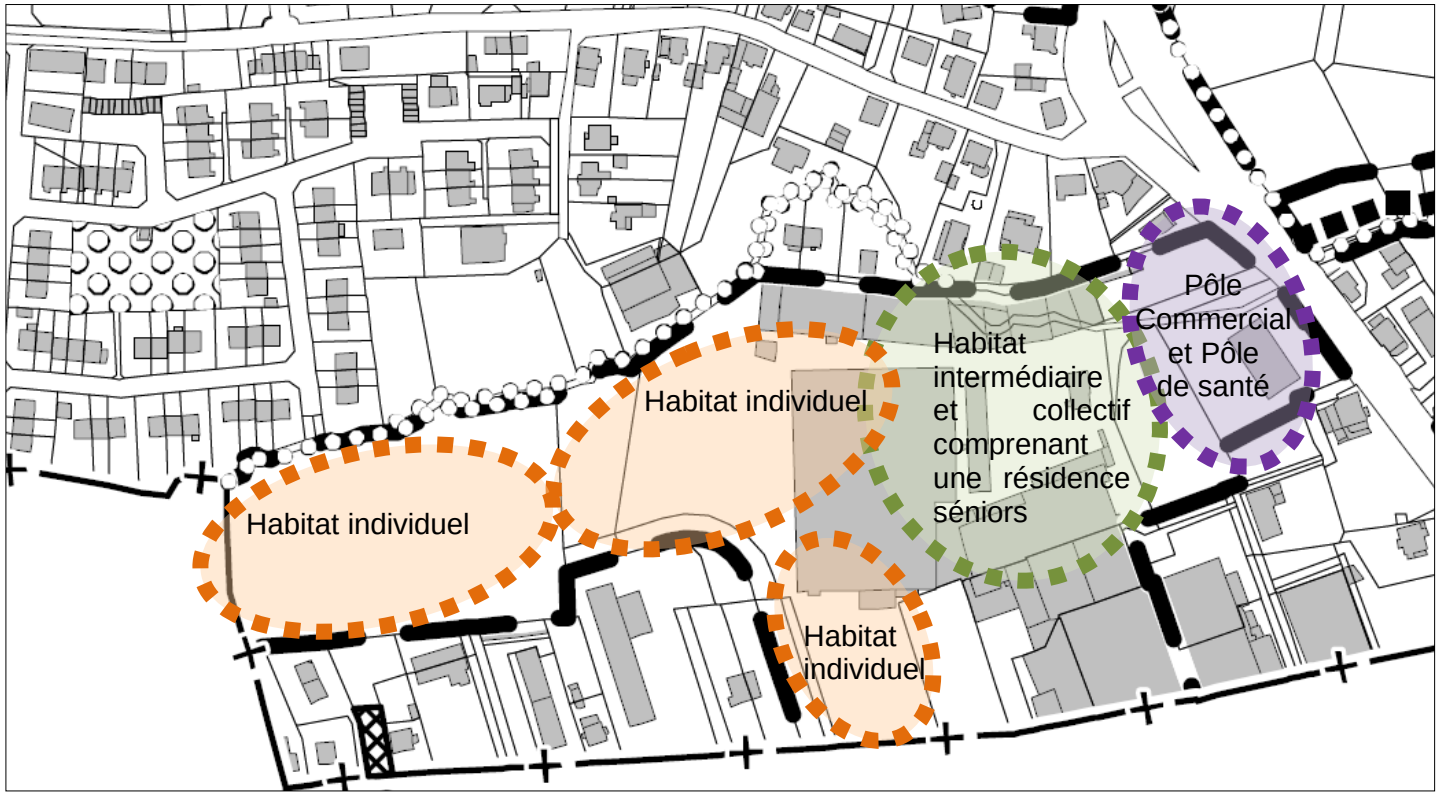
- ***Une voie principale reliant la rue de Cherbourg aux abords du Dollerbaechlein et se prolongeant vers l'Ouest ;***
- ***Une sortie carrossable unique sur la rue de Guebwiller.***
- ***Un réseau de pistes cyclables et de cheminements à travers le nouveau quartier.***
- ***Une liaison douce stricte entre les quartiers Est et Ouest.***
- ***Une liaison douce en direction de la rue du Drumont et des écoles avec franchissement du ruisseau.***
- ***Un trafic apaisé aux abords des immeubles et des commerces.***
- ***Le rétablissement d'un accès carrossable pour certaines habitations existantes dans le quartier de la Strueth, au Nord du site.***


RUE DU VIEIL ARMAND
RUE DU VENTRON
RUE DU DRUMONT
RUE DE GUEBWILLER
RUE DE CHERBOURG
RUE DE ROUEN
RUE DE DUNKERQUE
RUE DE VITTEL
RUE DE LORIENT
RUE DE LA VERD
RUE RAYMOND
Accès principal
Voirie carrossable
Placette de retournement
Liaison piétons-cycles
Franchissement piéton-cycles du Dollerbaechlein

2° L'organisation des constructions principales, la densité bâtie et la mixité

Prescriptions :

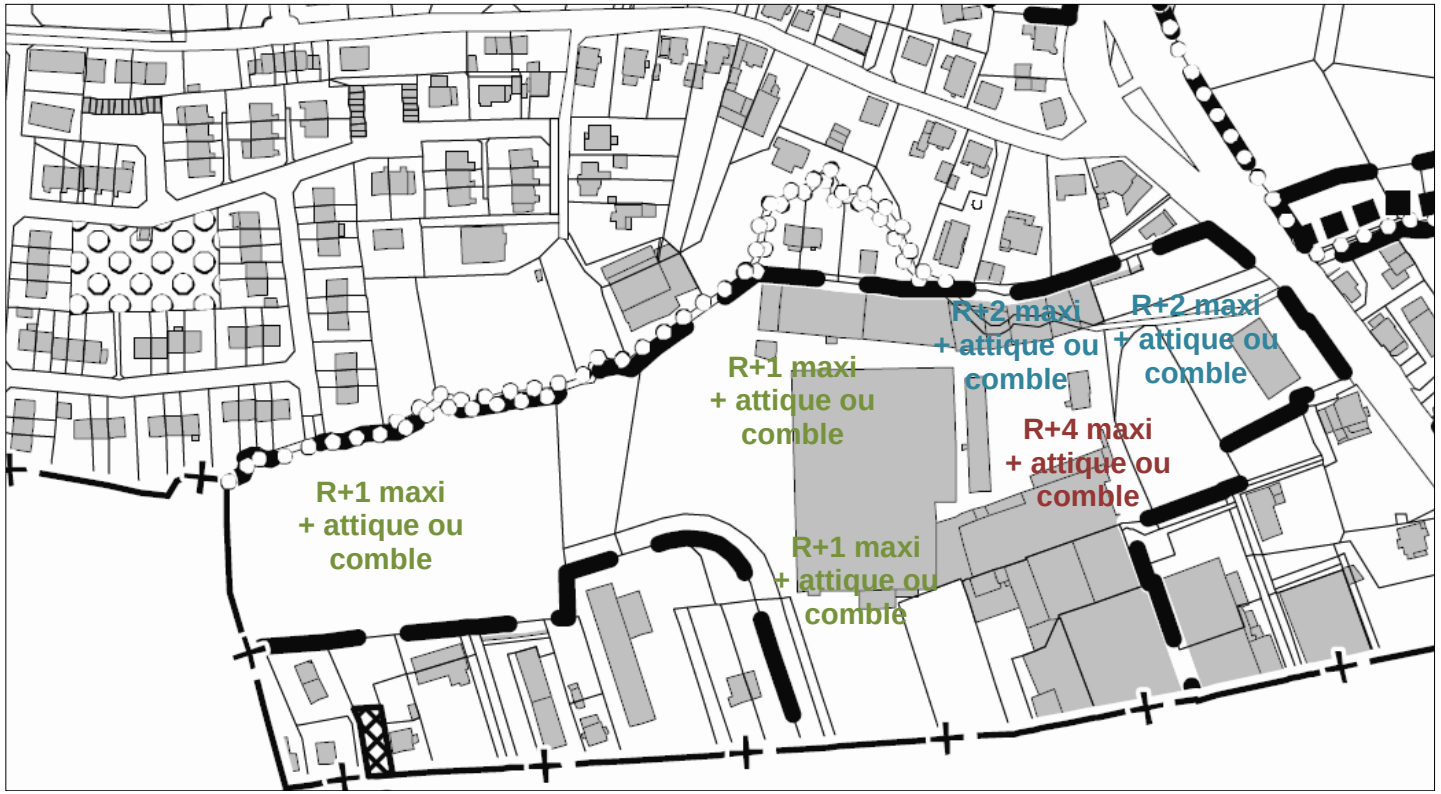
- ***La construction de logements, avec une répartition équilibrée entre collectifs, intermédiaires et individuels. Les secteurs de logements pourront comprendre des bureaux.***
- ***Une densité globale d'au moins 40 logements à l'hectare pour les terrains consacrés à l'habitat. La réalisation de 148 à 167 logements sur l'ensemble du site.***
- ***Une mixité sociale traduite par une proportion d'au moins 30% de logements locatifs sociaux sur l'ensemble du site avec un maximum de 33%.***
- ***La construction de commerces en front de rue de Guebwiller, et d'un pôle médical.***
- ***La réservation d'une emprise pour un complément d'habitat intermédiaire et collectif comprenant un hébergement pour séniors.***



3° La volumétrie maximale des constructions

Prescriptions :

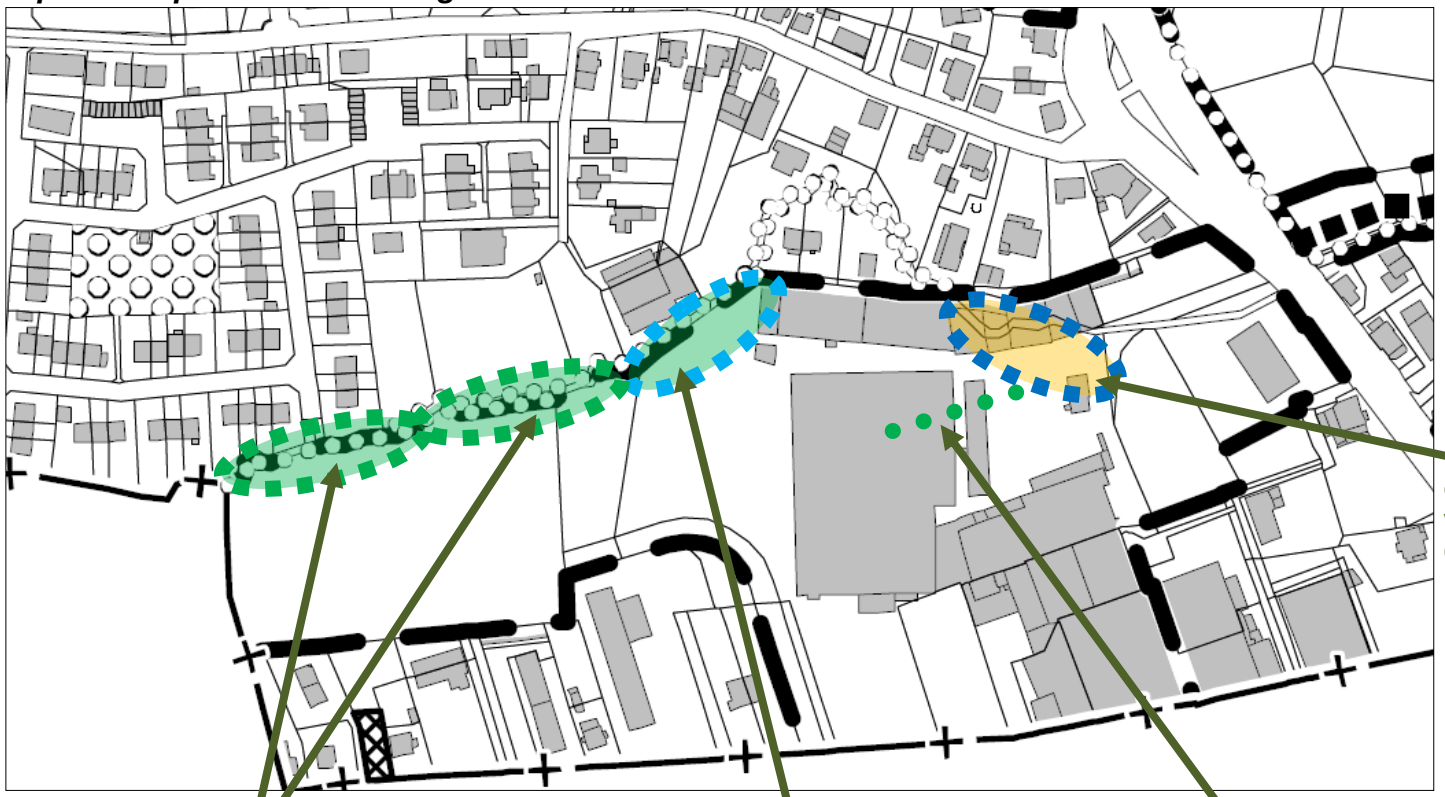
- ***3 niveaux maxi pour les maisons individuelles et l'habitat intermédiaire***
- ***6 niveaux maxi pour les collectifs***
- ***4 niveaux maxi pour la résidence séniors, les commerces et le pôle médical***
- ***Hauteurs maîtrisées aux abord des habitations existantes***
- ***Niveau supérieur en attique ou comble***



4° La qualité environnementale et les espaces verts

Prescriptions :

- ***Une trame verte le long du Dollerbaechlein, et une ripisylve structurée en bordure du ruisseau***
- ***Un aménagement végétal le long de la voie douce reliant les deux quartiers***
- ***L'interception du cours d'eau pour reconstituer une trame verte agrémentant une aire de convivialité***
- ***La protection de la végétation pionnière le long du cours d'eau***
- ***La mise en place de plantations le long de la voie douce de liaison***



Prescriptions pour l'ensemble du site

- ***Enrichissement de la fonction écologique de la trame verte accompagnant le Dollerbaechlein, par la reconstitution d'un milieu mixte boisé et herbeux pouvant héberger en bordure du cours d'eau les principales espèces intéressantes fréquentant le site avant son aménagement***
- ***Accompagnement végétal et désimperméabilisation des aires de stationnement***
- ***Traitement qualitatif des façades et des espaces verts en bordure de la rue de Guebwiller***
- ***Prise en compte des risques sanitaires par gestion de sols impactés par les pollutions diverses***
- ***Pour les lots consacrés à l'habitat individuel, maintien ou reconstitution d'espaces perméables sur 40% au moins de la superficie du lot, d'espaces verts de pleine terre sur 30% de la superficie du lot.***

élément cinq

Rapport de présentation

Diagnostic écologique : Projet d'urbanisation du site industriel « AMECO »

Commune de Kingersheim (68 260)



13/10/2021

Agence Grand-Est
Tél. 06 76 79 01 51
Web : www.element-5.fr

Siège social
Riedweg Links • 67170 BRUMATH

Etude :	**Diagnostic écologique : projet de création d'urbanisation du site industriel « AMECO » à Kingersheim** **Rapport de présentation**
Maitre d'ouvrage :	**Mulhouse Alsace Agglomération** **Direction Urbanisme, Aménagements, Habitat** MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION WWW.MULHOUSE-ALSACE.FR Mulhouse Alsace Agglomération **Aline COLLAINE** Chargée d'études Urbanisme prévisionnel - Planification Tél. (036977) 6741 aline.collaine@mulhouse-alsace.fr Ville de Kingersheim Ville en transition Cit'ergie www.kingersheim.fr **Emmanuelle Madignier** **Responsable du service** **Urbanisme / Environnement** **Instructrice du Droit des Sols** urbanisme@kingersheim.fr Tél : +33 (0)3 89 57 04 42
Assistant Maitrise d'ouvrage	**ADAUHR** 16a avenue de la liberté - bp60467 68020 Colmar p.neubrand@adauhr.fr www.adauhr.fr
Maitre d'œuvre :	**ELEMENT CINQ** - Agence Grand Est Riedweg Links 67 170 BRUMATH
Rapport / date :	Rapport de présentation – Version 2 – 13/10/2021 Version 1 – 30/08/2021
Rédacteur :	Alexandre DERREZ Tel : 06.76.79.01.51 a.derrez@element-5.fr

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES 1
Avant-propos 4
1 CONTEXTE GENERAL DE L'AIRE D'ETUDE 5
2 LES ZONES D'INTERET ECOLOGIQUE 6
2.1 Recensement des zones d'intérêt écologique 6
2.2 Les zones humides 7
2.2.1 Les zones humides et contexte réglementaire 7
2.2.2 Compte rendu des profils pédologiques 8
2.2.3 Critères relatifs à la végétation 10
2.2.4 Résultat cartographique de l'emprise zone humide vis-à-vis du projet 10
2.2.5 Estimation de l'impact du projet sur la zone humide. 10
2.3 Les zones NATURA 2000 11
2.3.1 Le réseau NATURA 2000 11
2.3.2 Le site FR4211809 – Forêt domaniale de la Harth (Directive Oiseaux) 12
2.3.3 Le site FR4201813 – Harth Nord (Directive Habitats) 13
2.3.4 Le site FR4201810 – Vallée de la Doller (Directive Habitats) 16
2.4 Actions de protection des espèces les Plans Régionaux d'Actions (PRA) 19
2.4.1 PRA Crapaud vert : potentialité faible pour la majeure partie de la zone 19
2.5 Trame verte, trame bleue et SRCE 22
3 RESULTATS DE L'EXPERTISE FAUNE – FLORE - HABITATS 23
3.1 Habitats naturels 23
3.1.1 Recouvrement par grand type d'habitat dans l'aire d'étude. 23
3.1.2 Dynamique de la végétation : Liste des habitats observés et lien avec l'activité humaine : 23
3.1.3 Liste des habitats recensés avec surface et statuts de patrimonialité : 24
3.1.4 Intérêt écologique des habitats 25
3.1.5 Habitats patrimoniaux 26
3.2 Flore 28
3.2.1 Les espèces végétales envahissantes 29
3.2.2 Plantes patrimoniales 30
3.2.3 Localisation des espèces patrimoniales (flore et faune) 30
3.3 Entomologie (Rhopalocères et Orthoptères) 33
3.3.1 Répartition des insectes observées par groupe écologique 33
3.3.2 Insectes patrimoniaux 34
3.3.3 Enjeux – l'intérêt écologique de l'aire d'étude pour les insectes 34
3.4 Les Mammifères (hors chiroptères) 36

3.5 Les Chiroptères 36
3.5.1 Matériel et méthode 36
3.5.2 Résultats 37
3.6 Les amphibiens 37
3.7 Les reptiles 38
3.8 Les Oiseaux 40
3.8.1 Méthode 40
3.8.2 Résultats 40
3.9 Faune piscicole 42
4 Analyse des incidences écologiques du projet 44
4.1 La flore 44
4.2 Les chiroptères 45
4.3 Les oiseaux 45
4.4 Les reptiles 45
4.5 Les amphibiens 45
4.6 Les insectes 46
4.7 Les mammifères terrestres 46
4.8 Pour les zones humides et le Dollerbaechlein 46
4.9 Incidences NATURA 2000 46
4.9.1 Création du réseau Natura 2000 46
4.9.2 Objectifs de l'évaluation des incidence N2000 46
4.9.3 Projets soumis à étude d'incidences 47
4.9.4 Le contenu d'une analyse des incidence N2000 47
4.9.5 Evaluation des incidences potentielles du projet d'aménagement AMECO sur le réseau Natura 2000 48
4.9.6 Conclusion des incidences Natura 2000 51
5 Propositions de mesures d'intégration environnementale générales – démarche ERC 52
5.1 Enjeux habitat 52
5.2 Enjeux espèces 52
5.3 Propositions d'intégration au projet : 53

Annexe 1 : Relevés de végétation dans la jeune hêtraie et dans une friche annuelle : 55
Annexe 2 : Liste des espèces observées et leurs statuts : 57
Annexe 3 : Répartition des plantes patrimoniales en Alsace 59
Annexe 4 : Répartition des insectes patrimoniaux en Alsace (source : Préatlas des orthoptères ; faune-alsace.org pour l'Ecaille chinée) 62
Annexe 5 : Cartographie des habitats principaux partie Est et Ouest 63
Annexe 6 : Cartographie des espèces patrimoniales 65

Liste des Figures

Figure 1 : Plan d'aménagement envisagé initialement 4
Figure 2 : Localisation des zones Natura 2000 et ZNIEFF à proximité de la zone projet 6
Figure 3 : Caractéristiques des sols de zones humides (GEPPA, 1981) 8
Figure 4 : Profil type zone humide en bordure du ruisseau partie nord-ouest du projet 9
Figure 5 : Profil type non zone humide partie ouest du projet 9
Figure 6 : Cartographie de la potentialité de présence de l'espèce crapaud vert 20
Figure 7 : Localisation du projet vis-à-vis des dernières zones de présences du crapaud vert 21
Figure 8 : Cartographie synthétique du SRCE Alsace vis-à-vis du projet 22
Figure 9 : Quantification de l'impact projet avant évitement sur l'habitat d'intérêt communautaire 9130 27
Figure 10 : Impact résiduel négligeable sur la Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline après évitement (recul de 10m) 27
Figure 11 : Détail du nombre de pieds et de la zone de présence de l'Alsine à feuille étroite 32
Figure 12 : Photographies des 4 espèces d'insectes patrimoniaux 34
Figure 13 : 1 seul contact pour l'Ecaille chinée et vaste habitats potentiels sur et en dehors du projet 36
Figure 14 : Tableau récapitulatif des chiroptères identifiés sur le site 37
Figure 15 : Tableau récapitulatif des reptiles identifiés sur le site 38
Figure 16 : Détail du nombre de contact et de la zone de présence du lézard des murailles 39
Figure 17 : Catégories UICN utilisées à une échelle régionale 40
Figure 18 : Tableau récapitulatif des oiseaux identifiés sur le site 41
Figure 19 : Evitement de la Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline par le recul de 10m 44
Figure 20 : Localisation des sites Natura 2000 aux alentours du projet 48
Figure 21 : Analyse de l'incidence vis-à-vis des espèces du site FR4201813 - Harth Nord 49
Figure 22 : Analyse de l'incidence vis-à-vis des espèces du site FR4211809 - Forêt domaniale de la Harth 50
Figure 23 : Analyse de l'incidence vis-à-vis des espèces du site FR4201810 - Vallée de la Doller 50
Figure 24 : Schéma présentant les période proscrite et favorables pour l'abattage des arbres vis-à-vis des oiseaux et chiroptères 53
Figure 25 : Esquisse des aménagements écologiques envisagés en attente du projet définitif 54

Avant-propos

Dans le cadre d'une promotion immobilière visant la réhabilitation de la friche industrielle du site AMECO sur la commune de Kingersheim (68260), un diagnostic écologique a été demandé par M2A (Mulhouse Alsace Agglomération) en vue de compléter les données déjà existantes sur l'emprise projet et d'alimenter le dossier d'évaluation environnementale de la modification du PLU.

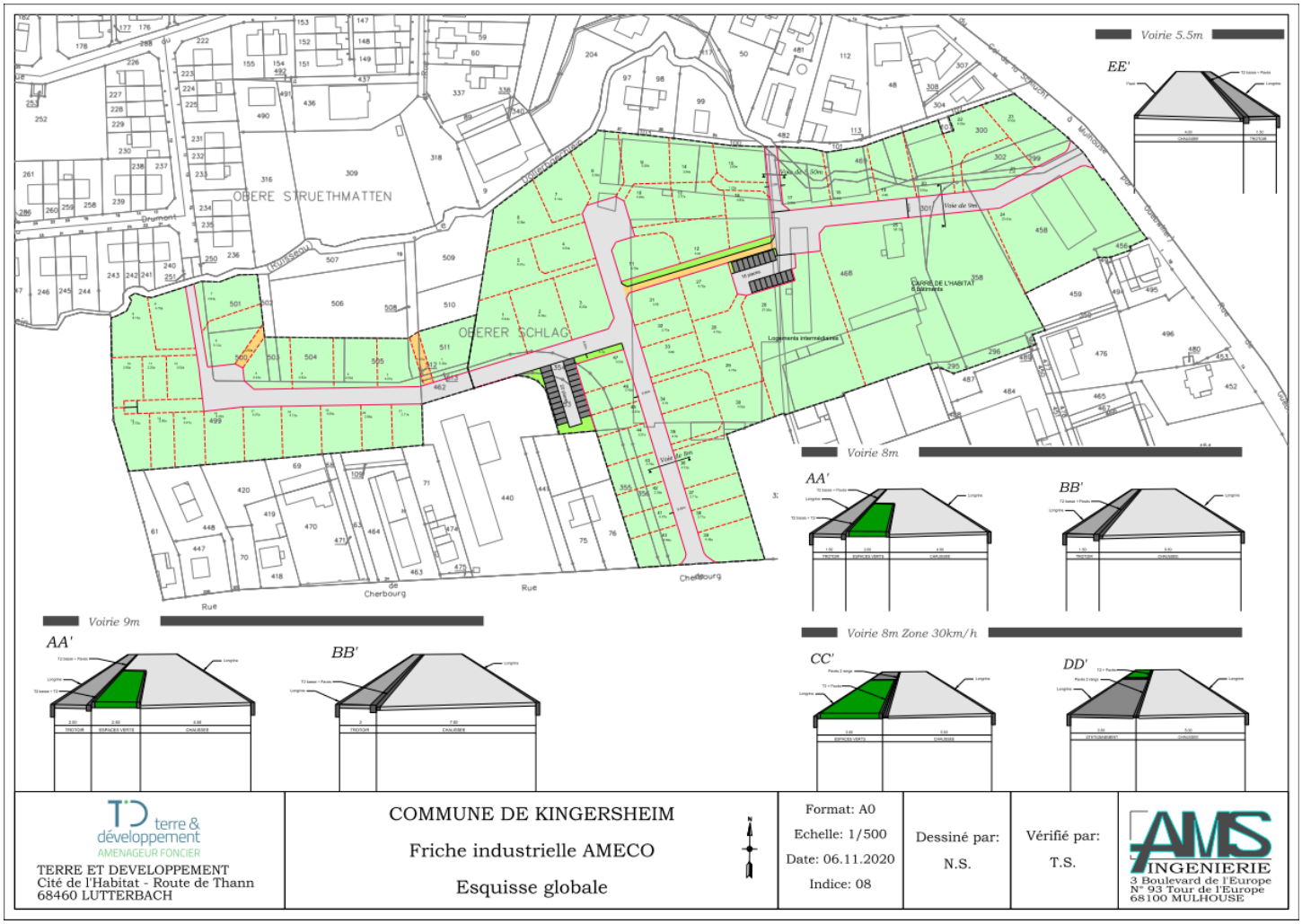


Figure 1 : Plan d'aménagement envisagé initialement

1 CONTEXTE GENERAL DE L'AIRE D'ETUDE

L'aire d'étude, d'une superficie globale d'environ 4,5 ha est localisée dans le tissu urbain dense de la conurbation de Kingersheim. Les terrains sont desservis par la rue de Cherbourg qui borde la limite Sud de l'aire d'étude et par la rue de Guebwiller qui est en limite Est. Un ruisseau phréatique en grande partie recouvert le Dollerbaechlein longe la limite Nord-Ouest des terrains, avant d'être dallé sous les bâtiments existant.

Les levés topographiques indiquent que le terrain est relativement plat avec des mouvements de terres en déblais/remblais créant des artéfacts. Les cotes exprimées en IGN69 (cotes normales) varient entre 238m et 239 m.

L'aire d'étude est incluse dans le bassin versant de la rivière Doller affluent direct de l'Ill.

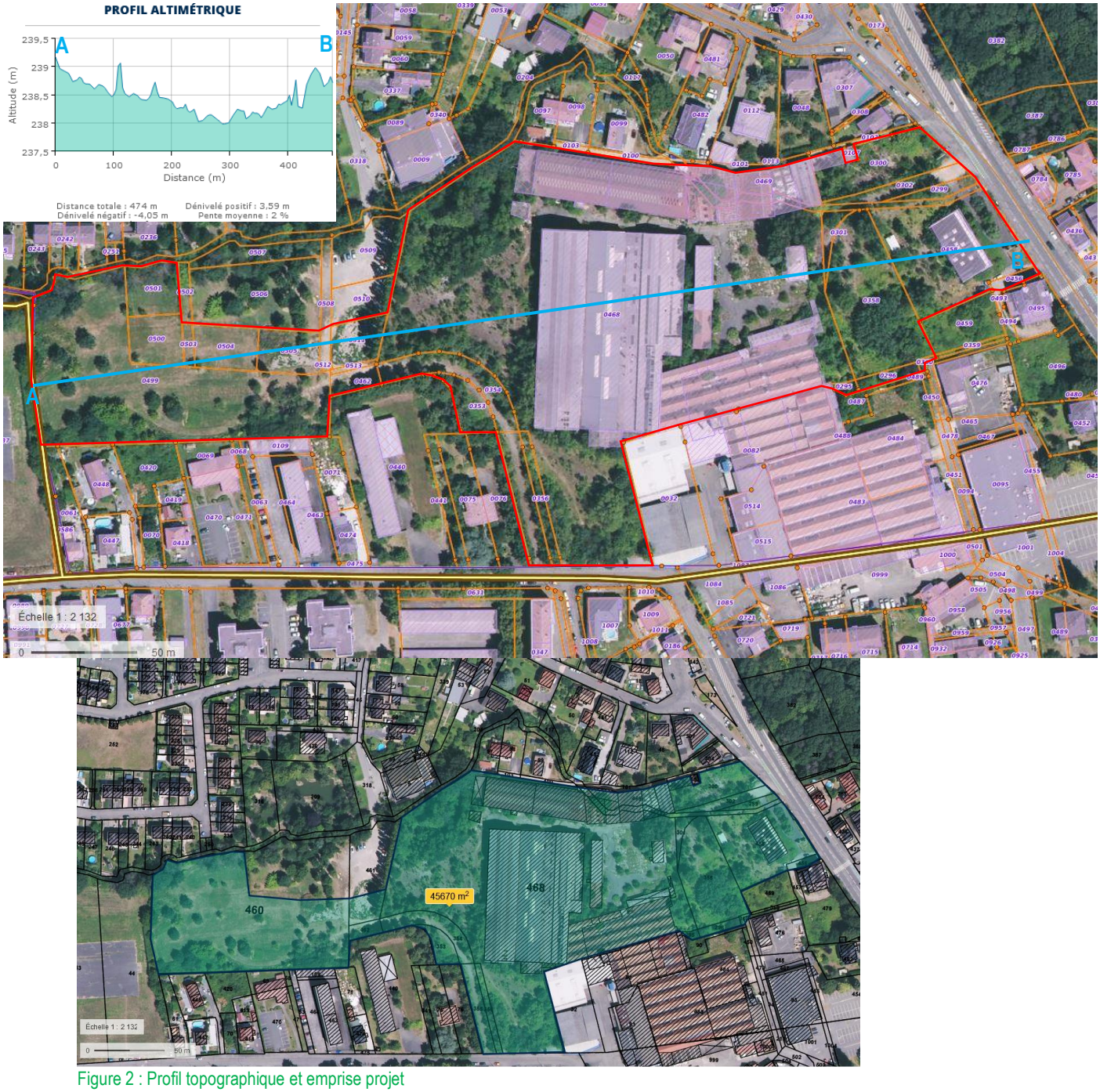


Figure 2 : Profil topographique et emprise projet

2 LES ZONES D'INTERET ECOLOGIQUE

2.1 Recensement des zones d'intérêt écologique

Les zones d'intérêt écologique recensées sont énumérées dans le tableau ci-dessous.

Type de zonage	Nom	Référence	Milieux	Intérêts	Distance au projet
Natura 2000 (ZPS)	Forêt domaniale de la Harth	**FR4211809**	Forêt mixte, prairies humides, cours d'eau	Oiseaux	8 km à l'Est
Natura 2000 (ZSC)	Vallée de la Doller	**FR4201810**	Cours d'eau et milieux humides associés	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, poissons	3 km au Sud-Ouest
Natura 2000 (ZSC)	Harth Nord	**FR4201813**	Massif forestier	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, Oiseaux	9 km à l'Est
ZNIEFF de type I	Cours, boisements et prairies humides de la Doller, de la source à Mulhouse	FR 420030266	Cours d'eau et milieux humides associés	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, poissons	3 km au Sud-Est
ZNIEFF de type I	Forêts, marais et landes du Rothmoos à Richwiller, Lutterbach et Wittelsheim	FR 420030236	Cours d'eau et milieux humides associés	Avifaune Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles	2,2 km à l'Est
ZNIEFF de type I	Terril Anna et gravières à Wittenheim	FR 420030238	Terril et gravière	Avifaune Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles	2,5 km au Nord-Est

Figure 3 : Tableau des zones d'intérêts écologiques proches du projet

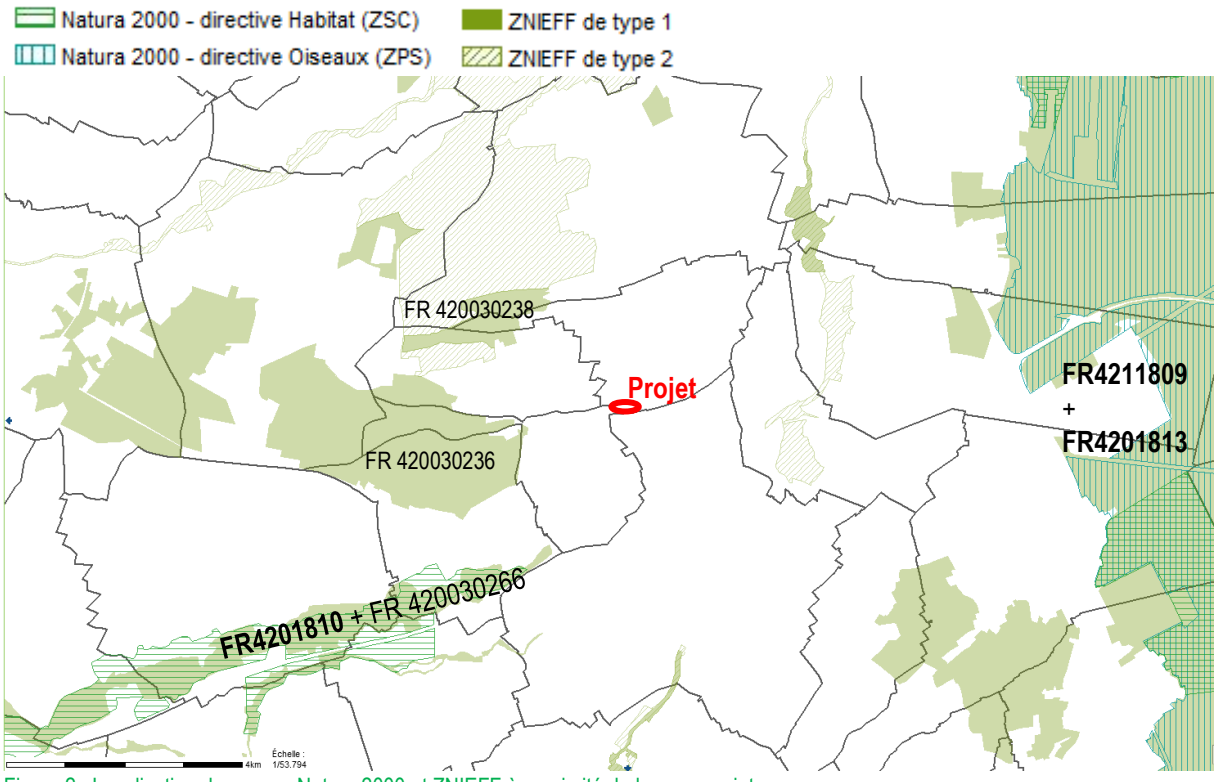


Figure 2 : Localisation des zones Natura 2000 et ZNIEFF à proximité de la zone projet

Les terrains ne sont pas inclus dans des périmètres de gestion ou d'intérêt écologique.

2.2 Les zones humides

2.2.1 Les zones humides et contexte réglementaire

Depuis 1992, les zones humides sont protégées par le Code de l'environnement, au titre de la nomenclature « eau et milieux aquatiques ».
L'article L.211-1 du code de l'environnement instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eaux et des milieux aquatiques, vise en particulier les zones humides dont il donne une définition en droit français. Il impose notamment « La préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides … ». Toute zone humide de plus de 1000 m² est réglementairement protégée. En vertu de la rubrique 3.3.1.0. de l'article R.214.1 du Code de l'Environnement (assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais), tous travaux ou aménagements sur ces zones sont soumis à autorisation ou à déclaration dans un dossier Loi sur l'Eau instruit par la Direction Départementale des Territoires.
En outre, **l'arrêté du 1er octobre 2009** modifiant **l'arrêté du 24 juin 2008** précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. Les zones humides se définissent selon des critères pédologiques ou de végétation.
Enfin, la **Circulaire du 18 Janvier 2010** expose les conditions de mise en œuvre des dispositions de l'Arrêté du 1er Octobre 2009 et les modalités de délimitations des dispositifs territoriaux concernant les zones humides.
L'étude vise à déterminer, sur des critères floristiques et pédologiques, la présence et la délimitation de zone humide sur la zone d'emprise projet.

Les terrains sont longés par une zone humide potentielle (source : DREAL), prise sur la ripisylve de la rivière Dollerbaechlein.



Figure 4 : Cartographie des zones à dominantes humides (CIGAL) vis-à-vis du projet

Ceci n'est pas un zonage réglementaire et des prospections zones humides ont été réalisées le 20 juin 2021, dont les résultats sont présentés ci-après.

2.2.2 Compte rendu des profils pédologiques

L'examen de chaque sondage pédologique, d'une profondeur si possible de l'ordre de 1.20 mètre, vise à vérifier la présence :

- d'horizons histiques (ou tourbeux) caractérisés par une accumulation de matière organique non dégradée par l'engorgement permanent du sol,
- l'apparition de traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol, due à un engorgement permanent en eau à faible profondeur, caractéristiques des réductisols,
- l'apparition de traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, issus d'un engorgement temporaire du sol,
- l'apparition de traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et de traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.

L'apparition d'horizons histiques ou de traits rédoxiques ou réductiques peut être schématisée selon la figure inspirée des classes d'hydromorphie du GEPPA (1981), présentée ci-dessous. La morphologie des classes IV d, V et VI caractérisent des sols de zones humides pour l'application de la rubrique 3.3.1.0 de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

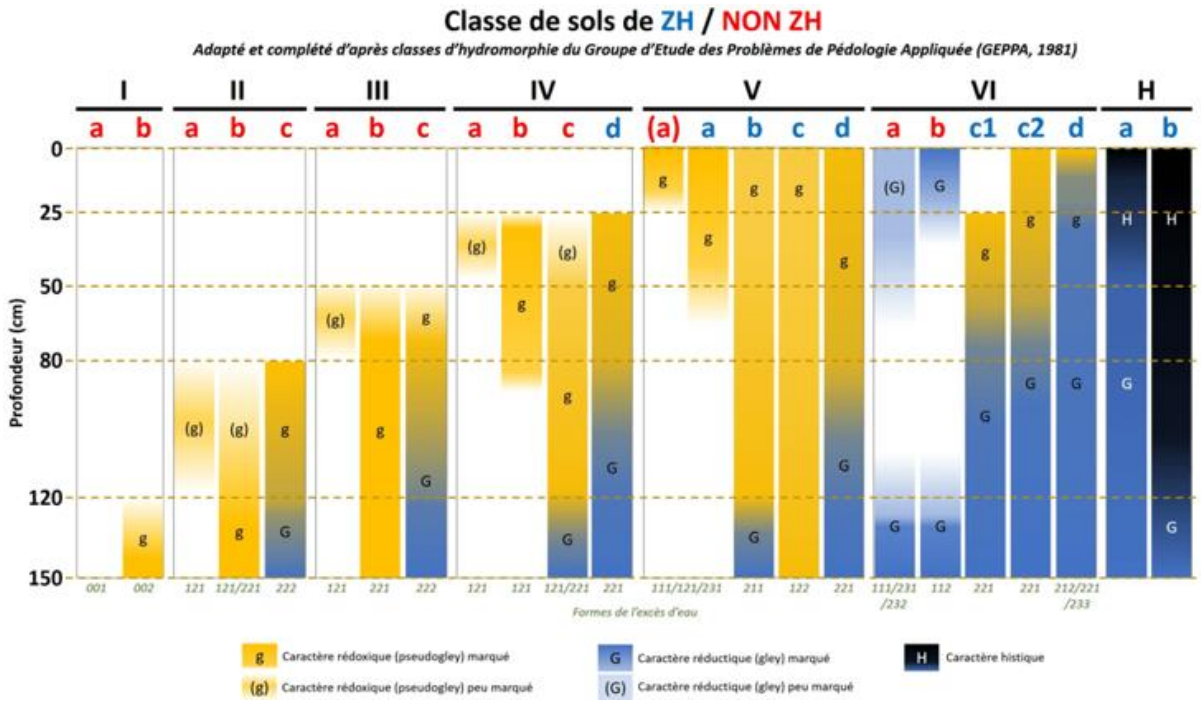


Figure 3 : Caractéristiques des sols de zones humides (GEPPA, 1981)

Les investigations pédologiques montrent 2 profils de sols différents avec :

- la partie Est (depuis les parcelles n°509 à 513) un anthroposol constitué de remblais en galet et gravier sur 30cm reposant sur des sables et graviers ocre sur une épaisseur minimum d'un mètre. L'hydromorphie est liée aux précipitations uniquement et le toit de la nappe alluviale est à plus de 120cm. Les profils de type rédoxique présentent un caractère rédoxique significatif après 50cm puis un lessivage observable après 60 à 80cm. Ces profils de classe II ou III de la nomenclature GEPPA, sont exclus de la classification zone humide.

- la partie Ouest (depuis les parcelles n°509 à 513) un ensemble de prairies et pelouses avec différents mouvements de terres en déblais remblais montrent pour les parties les plus basses une couche de terre végétale sur 10 à 20cm puis un sable gris mélangé à du gravier sur 30 à 50cm d'épaisseur pour arriver sur horizon de gravier difficilement sondable à la tarière manuelle. L'hydromorphie est liée aux précipitations et pour les points positif ZH près du ruisseau c'est lié liée à la nappe alluviale. Les profils de type rédoxique présentent un caractère rédoxique significatif dès la surface pour les 2 sondages positifs ZH. Les autres sondages pédologiques négatifs ZH présentent un caractère rédoxique significatif entre 25 et 50cm sans intensification et disparait. Les 2 profils pédologiques positif rentrent dans la classe GEPPA Vd. Les autres profils pédologiques négatif rentrent dans les classes GEPPA IVa et IVb.

Pour information, suite à une erreur de transfert informatique, les photos des sondages pédologiques ont été perdues !

Deux sondages ont été refait pour illustrer le profil type la partie zone humide et non humide :

Profil zone humide avec traces rédoxiques avant 25cm et blocage sur galet à 40cm :



Figure 4 : Profil type zone humide en bordure du ruisseau partie nord-ouest du projet

Profil non zone humide avec traces rédoxiques (parfois très prononcées) mais débutant après 25cm et constantes sans apparition de traces réductiques :



Figure 5 : Profil type non zone humide partie ouest du projet

2.2.3 Critères relatifs à la végétation

Le critère relatif à la végétation peut être appréhendé soit à partir des espèces végétales, soit à partir des habitats.
L'examen de la végétation vise à vérifier la présence d'espèces dominantes indicatrices de zones humides, en suivant le protocole décrit à l'annexe II (2.1.1.) de l'arrêté du 24 juin 2008 et en référence à la liste d'espèces fournie à l'annexe II (table A) de ce même arrêté. La mention d'une espèce dans la liste des espèces indicatrices de zones humides signifie que cette espèce, ainsi que, le cas échéant, toutes les sous-espèces sont indicatrices de zones humides.
L'examen des habitats consiste à déterminer si ceux-ci correspondent à un ou des habitats caractéristiques des zones humides, c'est-à-dire à un ou des habitats cotés " 1 " dans l'une des listes figurant à l'annexe II (tables B et C) de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009.
Le détail des relevés phytosociologiques et de l'interprétation des habitats sont présenté dans le paragraphe « Flore » et en annexe.

2.2.4 Résultat cartographique de l'emprise zone humide vis-à-vis du projet



Figure 5 : Zones humides effectives sur l'emprise projet

L'expertise zone humide confirme et affine les résultats de la prélocalisation ZDH, avec une ripisylve et ces abords rentrant dans les critères réglementaires de la nomenclature zone humide.

2.2.5 Estimation de l'impact du projet sur la zone humide.

L'impact définitif sera a déterminé en phase projet lors du dépôt loi sur l'eau.
Néanmoins compte tenu du recul imposé de 6m depuis le cours d'eau et l'agencement des lots il est fort probable que le projet n'ait aucun impact direct. L'impact estimé au-delà du recul de 6m est d'environ 110m².

2.3 Les zones NATURA 2000

2.3.1 Le réseau NATURA 2000

Le réseau Natura 2000. La directive « Habitats » n° 92/43/CEE du 21 Mai 19 92 met en place une politique de conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage afin d'assurer le maintien de la biodiversité sur le territoire européen. Elle a été transcrite par le décret n° 95-631 d'application du 5 mai 1995, dans le droit français.
L'application de la directive « Habitats » implique pour chaque état membre de répertorier sur son territoire les sites qui les abritent (Cf synoptique ci-après). Ce recensement a été réalisé au niveau régional essentiellement sur les bases de l'inventaire ZNIEFF, en y ajoutant les critères phytosociologiques caractérisant les habitats. A l'issue de la phase actuelle d'élaboration des documents d'objectifs (DOCOB), les Sites d'Intérêts Communautaire (SIC) retenus seront désignés « Zones Spéciales de Conservation » (ZSC). De plus, sur les bases de l'inventaire ZICO, il a été notifié à l'Europe les Zones de Protection Spéciales (ZPS). Dans une ZPS, l'Etat s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires pour écarter toute pollution, détérioration de l'habitat et perturbations pouvant toucher les oiseaux.

Les zones NATURA 2000 les plus proches sont les suivantes.

Type de zonage	Nom	Référence	Milieux	Intérêts	Distance au projet
Natura 2000 (ZPS)	Forêt domaniale de la Harth	**FR4211809**	Forêt mixte, prairies humides, cours d'eau	Oiseaux	8 km à l'Est
Natura 2000 (ZSC)	Vallée de la Doller	**FR4201810**	Cours d'eau et milieux humides associés	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, poissons	3 km au Sud-Ouest
Natura 2000 (ZSC)	Harth Nord	**FR4201813**	Massif forestier	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, Oiseaux	9 km à l'Est

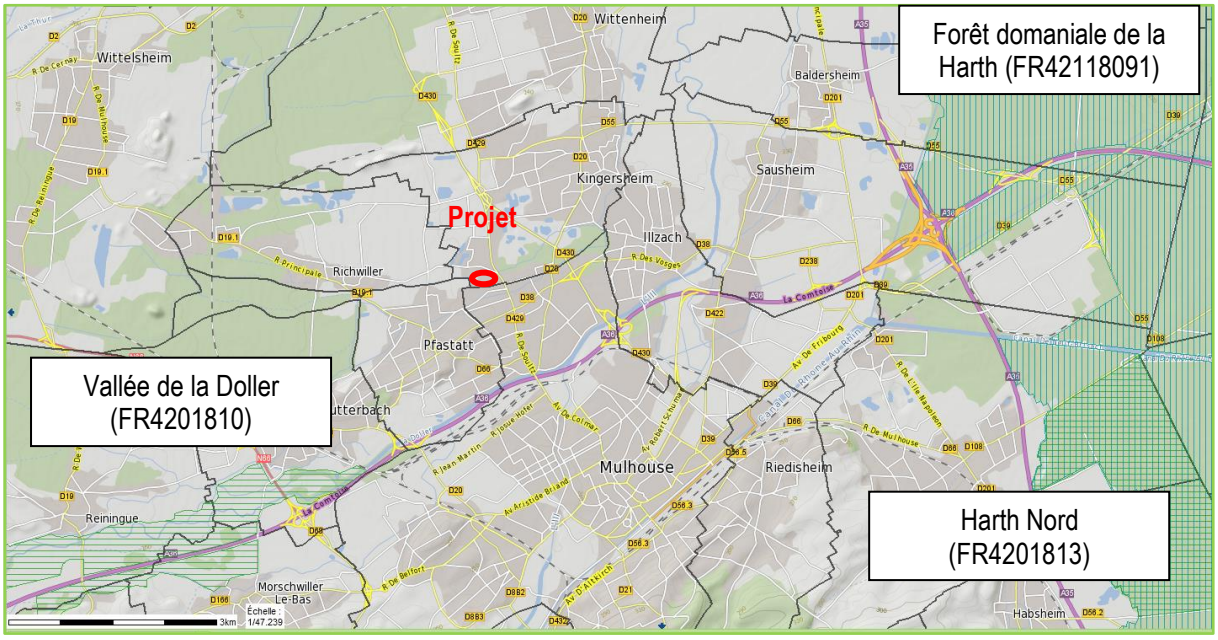


Figure 6 : Localisation des sites Natura 2000 aux alentours du projet

2.3.2 Le site FR4211809 – Forêt domaniale de la Harth (Directive Oiseaux)

2.3.2.1 Caractere general du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	5 %
N16 : Forêts caducifoliées	90 %
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	5 %

2.3.2.2 Autres caracteres du site

La forêt de la Harth est établie sur des sols particulièrement secs et constitue l'une des plus grandes chênaies en France d'un seul tenant. Ces caractéristiques sont particulièrement favorables aux oiseaux. L'avifaune est typique des boisements feuilles (Pics, le Milan Noir...). Les clairières naturelles sèches et les grandes coupes rases, abritées de l'influence des produits phytosanitaires, permettent la présence d'oiseaux devenus rares dans la plaine céréalière.

2.3.2.3 Vulnerabilite

Les espèces forestières et particulièrement les Pics sont sensibles à la gestion forestière qui doit conserver des parcelles de futaies âgées. Des espèces insectivores comme la Pie grièche écorcheur ou la Bondrée apivore trouvent refuge dans les clairières riches en insectes. Le site est en effet entouré de grandes plaines agricoles soumises à l'influence des produits phytosanitaires et défavorables aux espèces insectivores.

2.3.2.4 Qualite et importance

Ecosystème xérique particulier et unique de grand intérêt géobotanique par la présence de chênaies sessiliflore et pubescente sèches continentales, et d'enclaves de pelouses steppiques planitiaires, rarissimes en Europe occidentale, conditionnées par un climat local très sec (pluviométrie inférieure à 500 mm par an) et un matériau pédologique très drainant(alluvions grossières du Rhin).La forêt de la Harth abrite les six espèces de pics dont trois d'intérêt européen : le Pic noir, le Pic cendré et le Pic mar. Celui-ci présente d'ailleurs des densités très importantes alors qu'il est rare dans toute l'Europe communautaire. C'est pourquoi la région alsace a un rôle à jouer dans la conservation des populations de ce pic. Le massif de la Harth est également un refuge pour de nombreux oiseaux insectivores qui trouvent une quantité de nourriture suffisante dans les clairières sèches : Bondrée apivore, Pie grièche écorcheur...

2.3.2.5 Especes ayant justifiees la designation du site FR4100241

Extrait du FSD :

Espèce			Population présente sur le site						Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
				Min	Max		C|R|V|P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
B	A224	*Caprimulgus europaeus*	c			i	P	DD	D			
B	A234	*Picus canus*	p			i	P	DD	D			
B	A236	*Dryocopus martius*	p	10	20	p	P	G	C	B	C	B
B	A238	*Dendrocopos medius*	p	300	700	p	P	G	B	A	C	A
B	A338	*Lanius collurio*	r			p	P	DD	D			
B	A072	*Pernis apivorus*	r			p	P	DD	C	B	C	B
B	A073	*Milvus migrans*	r	5	10	p	P	G	C	B	C	B
B	A074	*Milvus milvus*	r			i	V	DD	D			
B	A082	*Circus cyaneus*	c			i	P	DD	D			

2.3.2.6 MESURES DE CONSERVATION

Le massif de la Harth a une vocation de gestion multifonctionnelle marquée (protection biologique et physique, production de bois, accueil du public et des scolaires...), qui est liée à la grande diversité des conditions écologiques. Un aménagement expérimental a été élaboré pour la période 1996-2005. Il consistera à favoriser la diversité des essences adaptées (sylviculture mélangée) et des structures (futaie régulière, futaie irrégulière, taillis sous-futaie), à conserver au mieux l'ambiance forestière et de régénérer les peuplements par voie naturelle sur les petites trouées crées par le dépérissement forestier et par voie de reboisement pour les autres. Les pelouses xérothermiques font déjà l'objet d'inventaires et de cartographie. Un plan de gestion de ces pelouses est proposé en édifiant un réseau : de clairières d'origine anthropique qui seront entretenues régulièrement ; de clairières d'origine anthropique qui seront laissées à leur évolution naturelle ; de clairières naturelles non entretenues. Un programme life est en cours d'élaboration depuis 1999 sur la forêt domaniale de la Hardt afin de réaliser les travaux de génie écologique conformément à un document d'objectif à établir. Il vise à restaurer les pelouses sèches et la chênaie-charmaie du *Galio-carpinetum*.

Toutes ces espèces sont des espèces à large rayon d'action et migratrices pour certaines. Ces espèces utilisent de vaste complexes forestiers, bocagers et zones humides pour accomplir leur cycle de vie.

2.3.3 Le site FR4201813 – Harth Nord (Directive Habitats)

2.3.3.1 CARACTERE GENERAL DU SITE

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	6 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	7 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1 %
N16 : Forêts caducifoliées	82 %
N20 : Forêt artificielle en monoculture ex : Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	3 %
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges,Mines)	1 %

2.3.3.2 AUTRES CARACTERES DU SITE

De Bâle à Marckolsheim entre le Rhin et l'Ill, les forêts de la Hardt constituent une des entités paysagères et écologiques principales de la Plaine d'Alsace. Les principales caractéristiques de ce massif sont sa dimension importante, la nature du substrat caillouteux, aujourd'hui, suite aux travaux de Tulla à faible réserve en eau, et un climat à tendance continentale.
- dimension : les forêts de la Hardt représentent le reste d'un vaste massif forestier qui occupait, rive gauche du Rhin, les quelques50 000 ha du cône alluvial rhénan. Elles sont constituées de la somme des 14 000 ha de la forêt domaniale de la Hardt au Sud, d'un seul tenant, des huit massifs situés au Nord qui en totalisent environ 3 000 ha.
- Une sécheresse climatique marquée : le climat de tendance continentale se caractérise par des températures moyennes de l'ordre de 9,5, 10° et des différences annuelles importantes. Les précipitations sont faibles, variant selon un gradient NS de 700mm à la hauteur de Kembs à 500 mm à la hauteur de Colmar, au Nord. Elles tombent surtout en début d'été.
- Une sécheresse édaphique prononcée : le substrat est fait de dépôts grossiers caillouteux, de très grande épaisseur, charriés par le Rhin lors de la glaciation wurmienne, imperméabilisés lors des travaux de Tulla. Les réserves en eaux sont réduites. Des variations sont introduites par des dépôts plus récents. La proposition de périmètre englobe les massifs les plus secs : les 8 massifs situés au Nord ainsi que le Sud de la Hardt domaniale où se développent les formations végétales steppiques les plus caractéristiques. Par ailleurs, 600 ha complémentaires sont proposés essentiellement parce qu'ils sont favorables à la croissance de la mousse *Dicranum viride*.

2.3.3.3 VULNERABILITE

Site susceptible d'être vulnérable du fait de la proximité immédiate de grandes zones agricoles et urbaines. L'épandage d'engrais agricole concoure à une modification notable des conditions stationnelles des sites forestiers ou steppiques situés en lisière de massif. Les pelouses, qui renferment de nombreuses espèces végétales de fort intérêt patrimonial, subissent les pressions conjointes de l'homme (cueillette, pillage des stations, utilisation à fin de loisir, équipements cynégétiques inadaptés, etc...) et du gibier (retournement des terres par le sanglier, tassement des sols...). La dynamique naturelle conduit à une diminution des clairières par enfrichement. Bien que le robinier soit inscrit sur les listes commerciales supervisées par l'Europe, cette légumineuse devient localement invasive et transforme le milieu de vie de certains habitats naturels de l'annexe I de la directive. La fragmentation du massif forestier par diverses infrastructures constitue également un élément de perturbation

2.3.3.4 QUALITE ET IMPORTANCE

Ecosystème xérique particulier et unique de grand intérêt géobotanique par la présence de chênaies sessiliflore et pubescente sèches continentales, et d'enclaves de pelouses steppiques planitiaires, rarissimes en Europe occidentale, conditionnées par un climat local très sec (pluviométrie inférieure à 500 mm par an) et un matériau pédologique très drainant(alluvions grossières du Rhin).Ce site inscrit pour partie à l'inventaire des Z.I.C.O. (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux) présente une avifaune riche et à forte valeur patrimoniale: la ZPS de la forêt domaniale de la Harth à été désignée le 18 janvier 2005, celle des zones agricoles de la Hardt le 6 janvier 2005.

2.3.3.5 ESPECES AYANT JUSTIFIEES LA DESIGNATION DU SITE FR4101813

Extrait du FSD :

Espèce			Population présente sur le site						Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
				Min	Max		C|R|V|P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
M	1324	*Myotis myotis*	p			i	P	DD	C	B	C	B
I	1074	*Eriogaster catax*	p			i	R	G	D			
I	1083	*Lucanus cervus*	p			i	P	G	C	B	C	B
I	1088	*Cerambyx cerdo*	p			i	R	DD	D			
A	1166	*Triturus cristatus*	p			i	P	DD	C	C	C	C
A	1193	*Bombina variegata*	p			i	P	P	C	B	C	B
M	1323	*Myotis bechsteinii*	p			i	P	DD	C	B	C	B

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type :** p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Qualité des données :**G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M =«Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population :** A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 % ; D = Non significative.
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».

2.3.3.6 HABITATS AYANT JUSTIFIEES LA DESIGNATION DU SITE FR4101813

Extrait du FSD :

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
					Représent -ativité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale
6210 *Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*		589,14 (9 %)		G	B	C	B	B
6510 *Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)*		130,92 (2 %)		P	D			
9130 *Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum*		130,92 (2 %)		P	C	C	B	B
9160 *Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli*		65,46 (1 %)		P	D			
9170 *Chênaies-charmaies du Galio-Carpinetum*		3273 (50 %)		G	A	B	A	A

- **PF :** Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative» ; D = «Présence non significative».
- **Superficie relative :** A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 % .
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

2.3.3.7 MESURES DE CONSERVATION

Le massif de la Harth a une vocation de gestion multifonctionnelle marquée (protection biologique et physique, production de bois, accueil du public et des scolaires...), qui est liée à la grande diversité des conditions écologiques. Un aménagement expérimental a été élaboré pour la période 1996-2005. Il consistera à favoriser la diversité des essences adaptées (sylviculture mélangée) et des structures (futaie régulière, futaie irrégulière, taillis sous-futaie), à conserver au mieux l'ambiance forestière et de régénérer les peuplements par voie naturelle sur les petites trouées crées par le dépérissement forestier et par voie de reboisement pour les autres. Les pelouses xérothermiques font déjà l'objet d'inventaires et de cartographie. Un plan de gestion de ces pelouses est proposé en édifiant un réseau : de clairières d'origine anthropique qui seront entretenues régulièrement ; de clairières d'origine anthropique qui seront laissées à leur évolution naturelle ; de clairières naturelles non entretenues. Un programme life engagé en 1999 sur la forêt domaniale de la Hardt et quelques forêts communales est aujourd'hui achevé. Il avait pour objectif de réaliser les travaux de génie écologique conformément à un document d'objectif à établir. Il vise à restaurer les pelouses sèches et la chênaie-charmaie du *Galio-carpinetum*. Le document d'objectif de la partie Nord de la Hardt engagé en octobre 2004 a fait l'objet d'une note inter-service datée du 30 novembre 2005 déclarant le document d'objectif opérationnel. La forêt domaniale du Kastenwald est affectée principalement à la production de bois d'œuvre feuillu et résineux et de bois de chauffage feuillu, tout en assurant la

protection générale du milieu et du paysage. L'extension proposée fait l'objet d'un plan d'aménagement forestier approuvé couvrant la période2005-2022. Ces surfaces sont classées en série d'intérêt écologique particulier et feront l'objet d'un classement en réserve biologique dirigée ou intégrale selon la sensibilité du milieu.

2.3.4 Le site FR4201810 – Vallée de la Doller (Directive Habitats)

2.3.4.1 Caractere general du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N05 : Galets, Falaises maritimes, Ilots	5 %
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	13 %
N07 : Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	3 %
N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	2 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	1 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	18 %
N12 : Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	28 %
N16 : Forêts caducifoliées	25 %
N20 : Forêt artificielle en monoculture ex : Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	5 %

2.3.4.2 Autres caracteres du site

La Doller prend sa source au lieu-dit Fennematt (alt. 800 m, commune de Dolleren), dans la vallée de Masevaux, vallée la plus méridionale des Vosges. Elle se jette dans l'Ill à la hauteur de Mulhouse. Le climat est subocéanique, très pluvieux. La proposition de site comporte une portion de quelques dizaines de km de la rivière à son débouché en plaine. Elle contient le lit mineur et majeur, à savoir, la rivière, ses berges, les forêts alluviales, l'espace agricole attenant (champs et prairies) ainsi qu'un vaste bassin de retenue d'eau à Michelbach. La rivière charrie des alluvions plutôt acides (granites et grauwackes), grossières, de sables et de galets. Il s'agit d'une rivière à fond mobile, régulièrement remodelé par les crues. Elle adopté un régime torrentiel lors de la fonte des neiges.

2.3.4.3 Vulnerabilite

Proche de l'agglomération mulhousienne, le site de la Doller est soumis à une forte pression foncière ; de nombreux aménagements ont été réalisés depuis les années 1970 : autoroute A36, remembrement, urbanisation... Le lit majeur, axe de passage privilégié, est l'enjeu régulier de choix d'aménagement. Le site est de plus particulièrement vulnérable à toute forme de pollution des eaux puisque la retenue de Michelbach, incluse dans le site, alimente près de 300.000 personnes en eau potable.

2.3.4.4 Qualite et importance

La Doller est une rivière à fond mobile à haut degré de naturalité : annexes, bras morts, ripisylves, forêts alluviales constituent des habitats attractifs pour de nombreuses espèces animales et

végétales. Depuis 1970, la vallée de la Doller accueille une population importante de Castor d'Europe. Situé géographiquement dans le couloir de la plaine rhénane, le plan d'eau de Michelbach est une voie de passage majeur pour les oiseaux migrateurs.

2.3.4.5 ESPECES AYANT JUSTIFIEES LA DESIGNATION DU SITE FR4101810

Extrait du FSD :

Espèce			Population présente sur le site					Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
				Min	Max		C|R|V|P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
M	1337	*Castor fiber*	p	70	70	i	P		B	B	A	B
P	1428	*Marsilea quadrifolia*	p			i	R		B	B	C	B
I	1060	*Lycaena dispar*	p			i	R		C	B	C	B
F	1096	*Lampetra planeri*	r			i	R		C	B	C	B
F	1163	*Cottus gobio*	p			i	C		C	B	C	B
A	1166	*Triturus cristatus*	p			i	R		C	B	C	B
A	1193	*Bombina variegata*	p			i	R		C	B	C	B

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type :** p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Qualité des données :**G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M =«Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population :** A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 % ; D = Non significative.
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Isolement :** A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

2.3.4.6 HABITATS AYANT JUSTIFIEES LA DESIGNATION DU SITE FR4101810

Extrait du FSD :

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
					Représent-ativité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale
3150 *Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition*		23,1 (2 %)			C	C	B	B
3260 *Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion*		11,55 (1 %)			D			
6210 *Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*		11,55 (1 %)			C	C	B	B
6430 *Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin*		23,1 (2 %)			C	C	B	B
6510 *Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)*		231 (20 %)			B	C	B	B
91E0 *Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)*	X	69,3 (6 %)			B	C	B	B
91F0 *Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)*		46,2 (4 %)			B	C	B	C
9160 *Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli*		46,2 (4 %)			B	C	B	B

- **PF :** Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative» ; D = «Présence non significative».
- **Superficie relative :** A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 % .
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

2.3.4.7 MESURES DE CONSERVATION

- Barrage de Michelbach : propositions de gestion émanant du Conservatoire des Sites Alsaciens et s'articulant autour de trois points :

1) suivi de l'évolution biologique, ornithologique mais aussi botanique du plan d'eau (au grès des fluctuations du niveau d'eau) et de ses abords ;
2) propositions d'aménagement et de gestion propres à maintenir et à développer les capacités d'accueil du site pour la faune et la flore : végétalisation des abords, équipements ornithologiques (perchoirs à Balbuzard, Milan...), transformation de la presqu'ile des Hêtres en ile, installation de deux radeaux ancrés en plein eau pour la nidification ;
3) accueil et canalisation du public, actions de sensibilisation à la connaissance et à la protection du patrimoine naturel.

- Réserve de Biberbach et de Schweighouse : Le Conservatoire des Sites Alsaciens gère les deux réserves et axe ses actions autour de la gestion piscicole et l'aménagement du lit majeur.

1) Gestion piscicole : elle consiste à limiter l'extension des brochets dans la Doller, améliorer les frayères existantes et procéder à des alevinages de Truite fario. Ces interventions sont ponctuelles.
2) Aménagement du lit majeur : Le C.S.A. procède à l'enlèvement annuel des déchets amenés par les crues de la Doller et par le public, assure la fauche des jeunes pousses de la Renouée du Japon (espèce allochtone), la fauche tardive des prairies et l'entretien des haies (taille ou recépage).

Par ailleurs, un suivi de la dynamique de la rivière est assuré annuellement (suivi de la qualité des eaux et des populations d'espèces remarquables inféodées).

2.4 Actions de protection des espèces les Plans Régionaux d'Actions (PRA)

2.4.1 PRA Crapaud vert : potentialité faible pour la majeure partie de la zone

La majeure partie de la zone est concernée par un potentiel jugé « faible » pour la présence du Crapaud vert on notera toutefois la partie Nord au-delà du ruisseau qui concernée par un enjeu potentiel qualifié de fort, malgré un contexte urbain très dense.
Le secteur présente des zones de friches et de végétation rase qui pourraient potentiellement être colonisées par le Crapaud vert. Néanmoins plusieurs paramètres limitent fortement le potentiel de présence de l'espèce sur le site concerné par le projet AMECO Kingersheim :

- L'absence d'observation de zones en eau, même temporaires, sur le site d'aménagement lors de nos visites du site de février à juin 2020, suite à une période particulièrement pluvieuse sur le secteur,
- L'absence de données récentes de l'espèce dans ce secteur,
- La distance relativement élevée entre le site du projet et les zones présence du Crapaud vert les plus proches (> 3km du terril Anna à Wittenheim et > 4 km du Rothmoos à Richwiller),
- La très forte urbanisation de la périphérie de la zone d'aménagement.

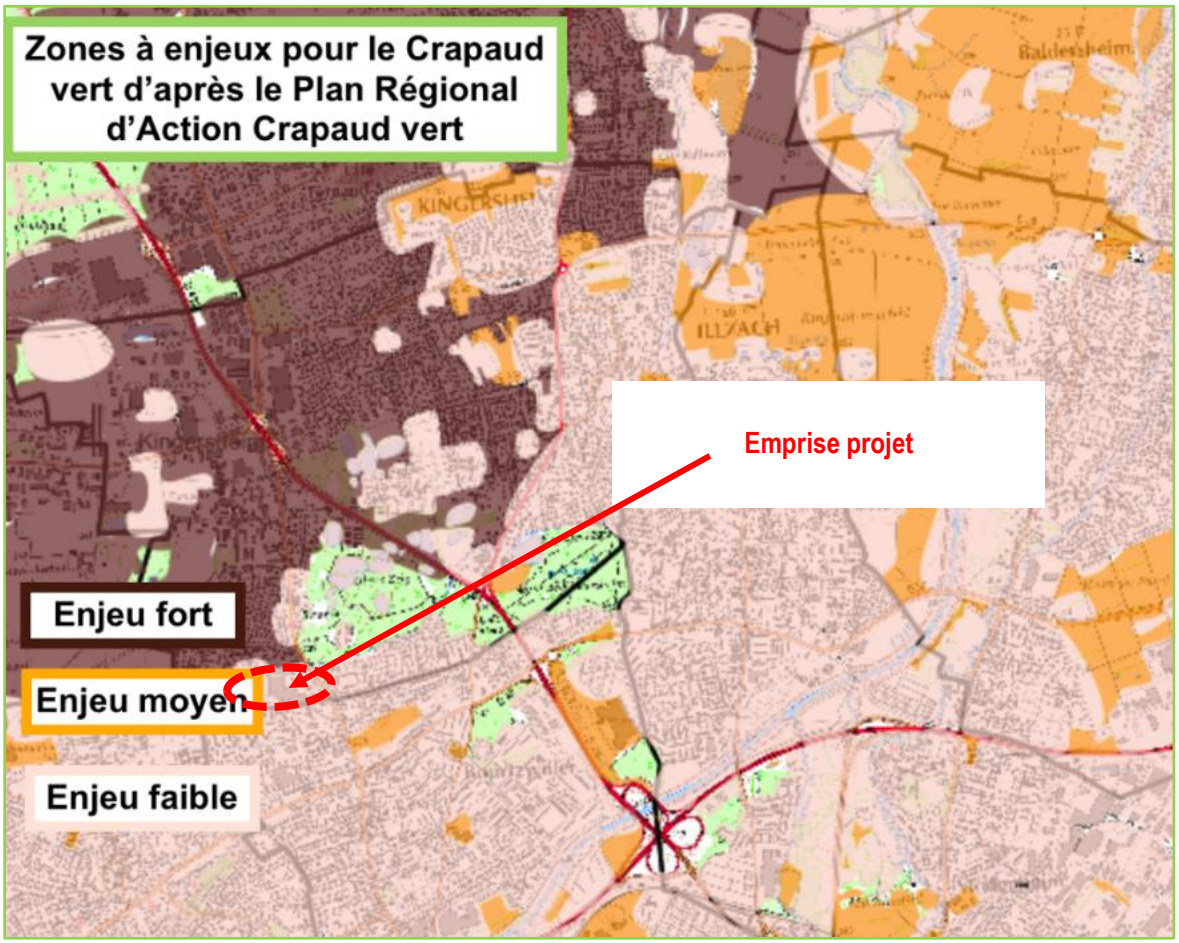
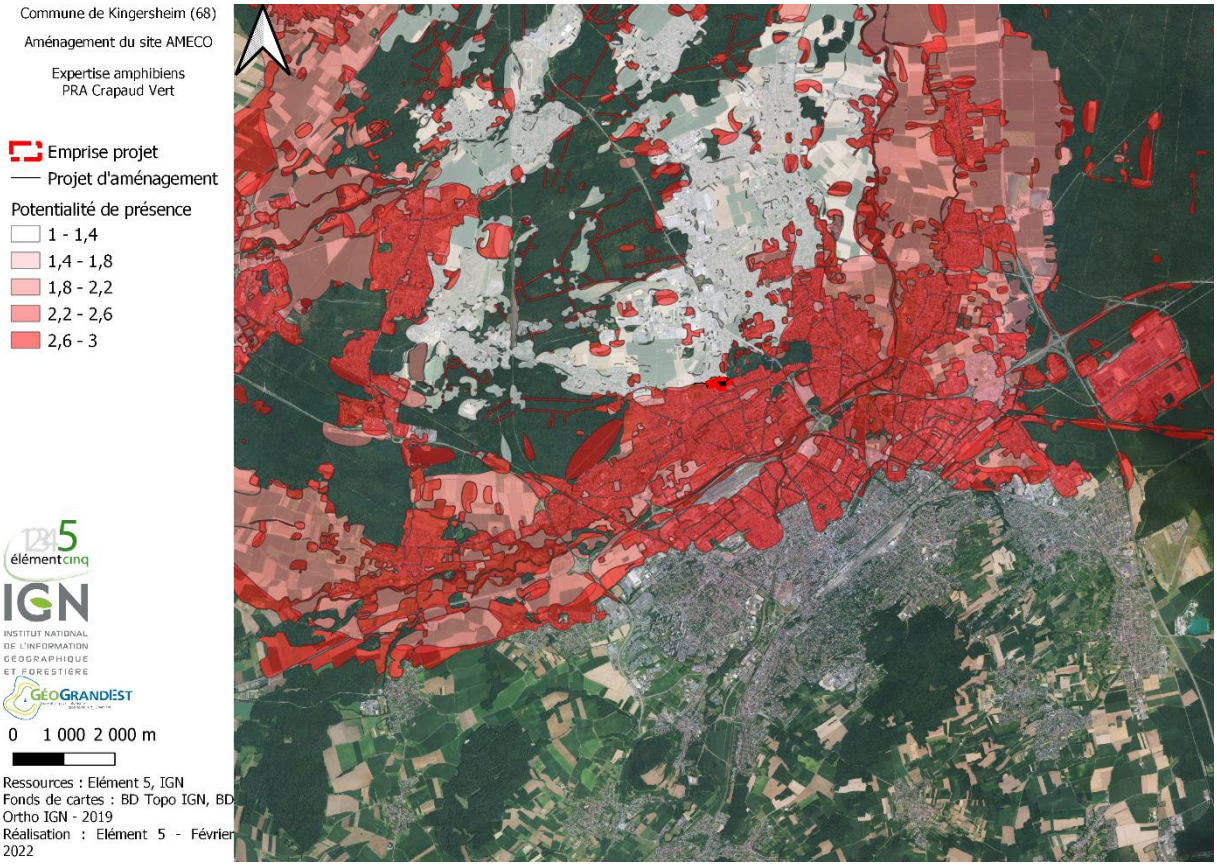


Figure 7 : Cartographie des enjeux pour le crapaud vert issue du PRA vis-à-vis du projet



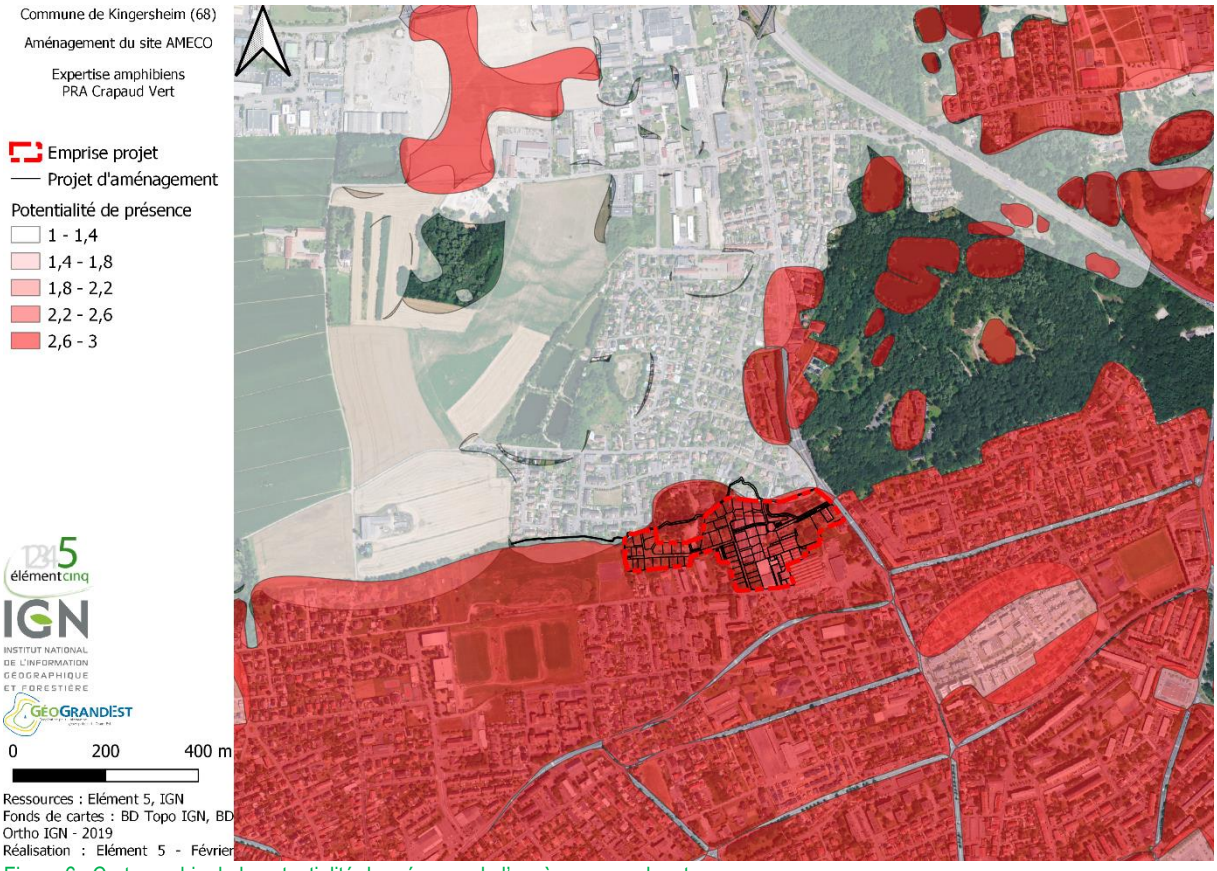


Figure 6 : Cartographie de la potentialité de présence de l'espèce crapaud vert

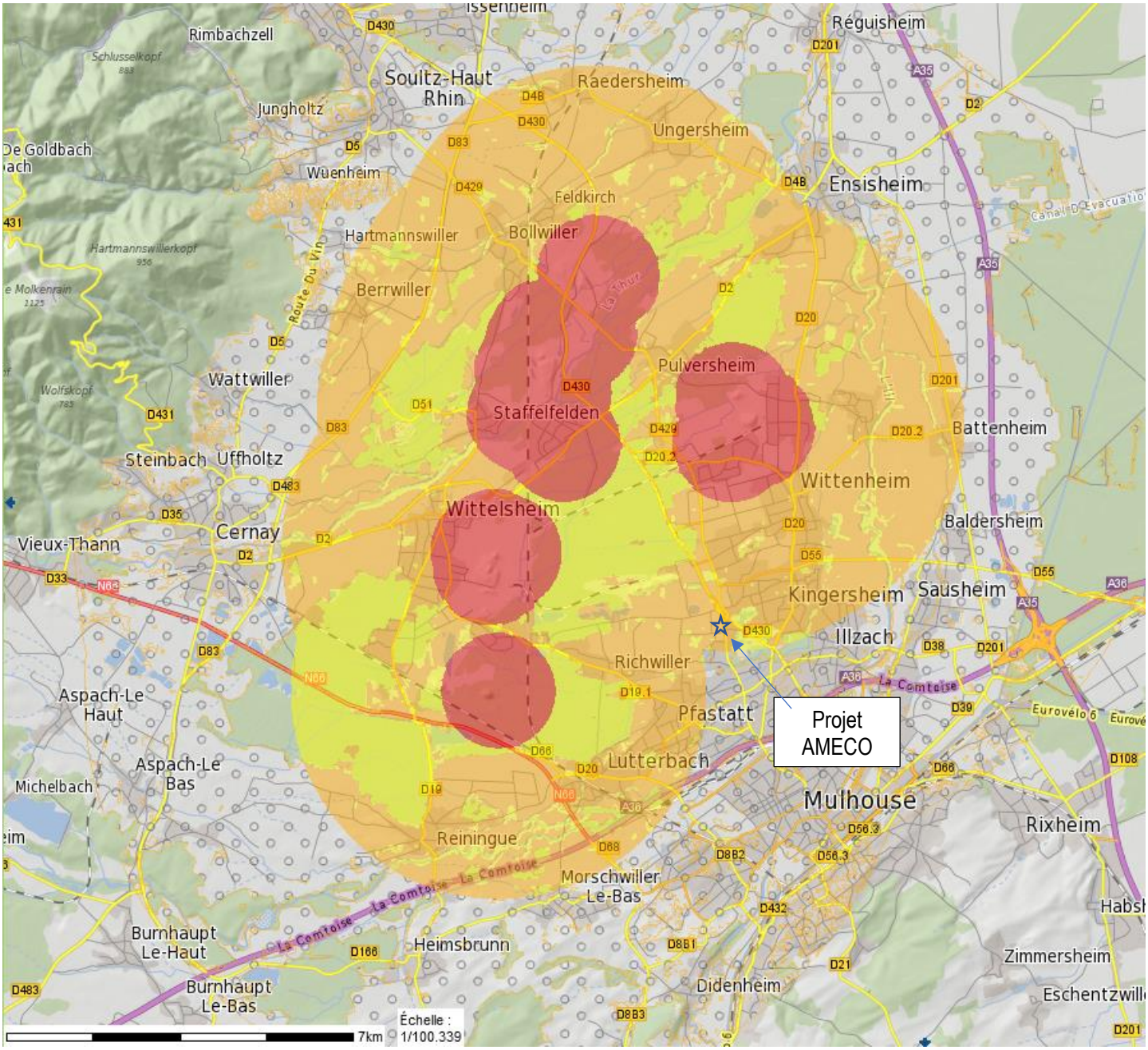


Figure 7 : Localisation du projet vis-à-vis des dernières zones de présences du crapaud vert

Le potentiel de présence du Crapaud vert sur la zone est ainsi considéré comme particulièrement faible à moyen. En effet la zone projet et fortement enclavé, sans réseau hydraulique ou réseau d'assainissement permettant le déplacement de l'espèce. Le projet est par ailleurs compte tenu de l'éloignement des sites de reproductions avérés, en limite de zone de dispersion.
Le potentiel de présence du Crapaud vert sur la zone projet est ainsi considéré comme particulièrement faible.

2.5 Trame verte, trame bleue et SRCE

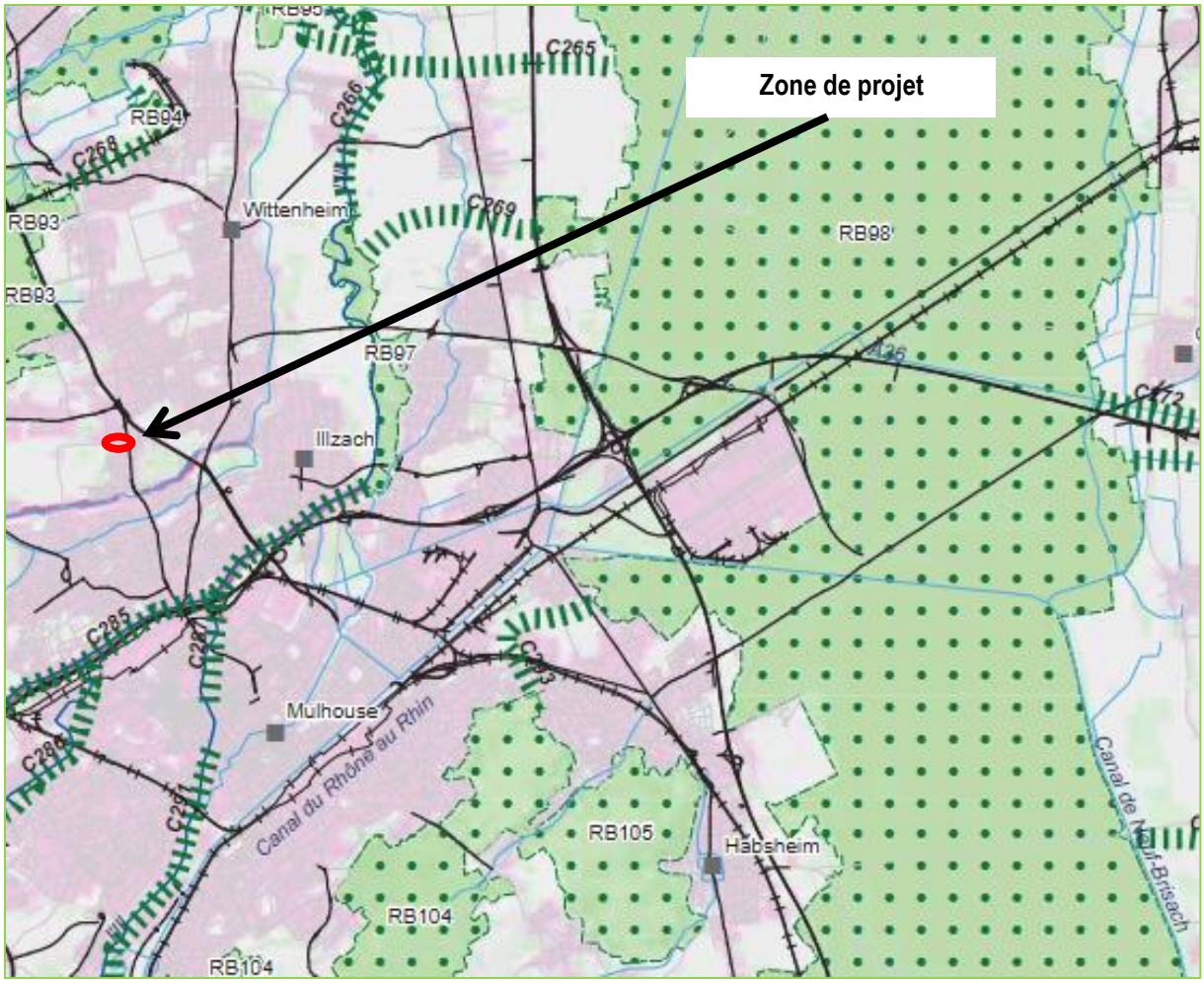


Figure 8 : Cartographie synthétique du SRCE Alsace vis-à-vis du projet

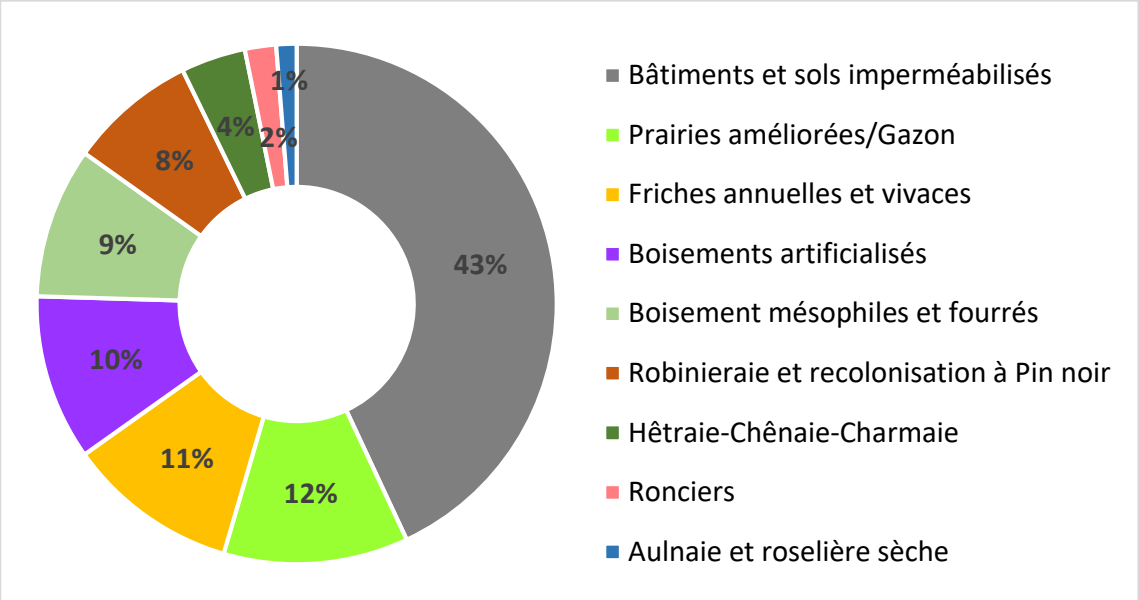
La zone n'est concernée par aucun élément du Schéma Régional de Cohérence Écologique de l'ancienne région Alsace.

3 RESULTATS DE L'EXPERTISE FAUNE – FLORE - HABITATS

3.1 Habitats naturels

Constat général :
L'aire d'étude est située sur un ancien site industriel qui présente des sols artificiels ou artificialisés, notamment dans sa partie Est. La partie ouest est majoritairement gérée de manière intensive en gazon ou en prairies améliorées. Au total, les habitats artificiels et artificialisés concernent 2/3 de l'aire d'étude (65%).
Les habitats naturels les plus présentes dans l'aire d'étude sont les friches annuelles, vivaces et herbacées qui occupent environ 11% de la surface globale.

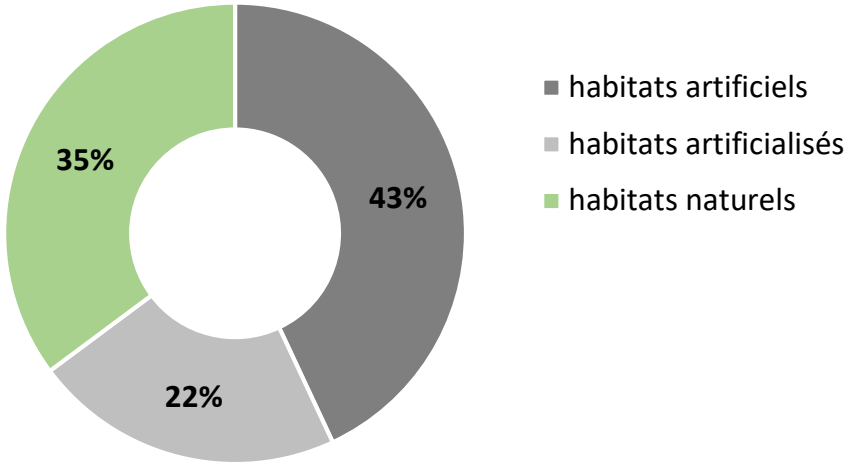
3.1.1 Recouvrement par grand type d'habitat dans l'aire d'étude.



3.1.2 Dynamique de la végétation : Liste des habitats observés et lien avec l'activité humaine :

Habitats artificiels (43% de la surface)	Habitats sur sols artificialisés et/ou perturbés par l'activité humaine (22% de la surface)	Habitats naturels (35% de la surface)
Intérêt « Nul »	Intérêt « faible »	Intérêt « moyen »
- Bâtiments - Pistes et surfaces goudronnées / sol nu	- Friches rudérales sur sol artificialisé - Gazon et prairies améliorées - Jeune peupleraie noire - Recolonisation forestière à Peuplier et Pin noir - Alignement d'arbres - Plantations de résineux	- Friches annuelles et vivaces - Friches herbacées - Roselière sèche - Ronciers - Fourrés et jeunes boisements de feuillus - Aulnaie galerie - Robinieraie

	- Décharges, dépôts de gravats - Bords des champs	- Hêtraie-Chênaie-Charmaie



3.1.3 Liste des habitats recensés avec surface et statuts de patrimonialité :

Syntaxon / Description	Code EUNIS	Surface [ha]	Surface [%]	Statuts de patrimonialité
Roselière sèche à *Phragmites australis*	D5.11	0.04	0,6%	LR
Prairies améliorées	E2.61	0.10	1,7%	
Gazon (pelouse des parcs)	E2.64 x G1.C4	0.56	9,8%	
Friches herbacées (*Convolvulo arvensis - Elytrigion repentis*)	E2.7	0.07	1,2%	
Friches annuelles	E5.12xE1	0.10	1,7%	
Friches vivaces (*Dauco-Melilotion, Dauco-Picridetum)*	E5.12 & I1.53	0.32	5,6%	
Ronciers à *Rubus fruticosus* aggr.	F3.131	0.11	1,9%	
Jeune boisement mésophile	G1	0.34	5,7%	
Aulnaie riveraine (sénescente)	G1.2	0.03	0,5%	
Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline *(Deschampsio cespitosae-Fagetum)*	G1.63	0.09	1,6%	**DH, LR**
Jeune peupleraie tremble	G1.92	0.04	0,7%	
Peupleraie noire	G1.C1	0.03	0,6%	
Robinieraie	G1.C3	0.05	0,8%	
Plantations de conifères exotiques	G3.F2	0.13	2,2%	
Alignement d'arbres	G5.1	0.04	0,7%	
Petit bois de feuillus	G5.2	0.09	1,6%	
Jeune peupleraie noire	G5.61	0.39	6,8%	
Fourrés mésophiles	G5.61	0.07	1,3%	
Recolonisation forestière à Peuplier et Pin noir	G5.62	0.41	7,1%	
Bâtiments abandonnées	J1.5	2.21	38,5%	
Chemins agricoles	J2.6 x E5.1	0.13	2,2%	
Pistes et surfaces goudronnées	J4	0.27	4,6%	

Légende : LR = Liste Rouge, DH = Habitat d'intérêt européen.

3.1.4 Intérêt écologique des habitats

La qualité des habitats naturels est considérée comme généralement assez faible, ce qui est lié à l'artificialisation des sols et l'intervention humaine récente et ancienne. Cet intérêt est encore diminué sur des sols artificialisés et potentiellement pollués ou alors par des dépôts et décharges. Il s'y ajoute l'effet de bordure sur les petites surfaces d'habitats naturels ce qui les rend vulnérables à des intrants et à l'activité humaine (pesticides, pollution, piétinement, dépôts).
L'activité humaine joue un facteur important sur la qualité des habitats naturels et semi-naturels. A l'ouest de l'aire d'étude, on note une gestion intensive du gazon avec une fauches régulière qui empêche l'évolution naturelle et conduit à l'appauvrissement de la diversité floristique du gazon avec moins de 10 plantes observées.
Les berges du cours d'eau sont ponctuellement gérées de manière intensive (gazon sous les arbres isolés jusqu'à la berge), pour assurer un accès facile. Il en résulte un faible intérêt écologique.
Dans ce secteur, on observe aussi la présence de plusieurs végétaux ornementaux exotiques comme l'Erable negundo, le Bambou, l'Herbe de la Pampa ou l'Orpin de montagne qui peuvent concurrencer la flore indigène.

Un **intérêt écologique moyen** concerne les habitats peu ou pas gérés et laissés à évolution libre. Il s'agit souvent de petites surfaces assez isolées entre les habitats artificiels et/ou localisés en bordure de l'aire d'étude où ils peuvent évoluer librement. Ils occupent seulement un tiers de la surface de l'aire d'étude. On y observe une succession de végétations, des stades pionnières, en passant par les friches rudérales et herbacées, aux rares ourlets jusqu'au développement de jeunes boisements. L'âge des boisements sur site ne dépasse guère les 40ans, à l'exception de quelques chênes isolés le long du cours d'eau ou de rares peupliers noirs localisés entre les bâtiments.

- ***Impressions du site (du haut en bas) :*** *recolonisation forestière à Pin noir et Peuplier noir ; friche vivace sur sol nu et goudronné ; friche annuelle à végétation basse ; aulnaie sénescente avec bande de roselière sèche ; gazon du parc ; friche herbacée.*









3.1.5 Habitats patrimoniaux

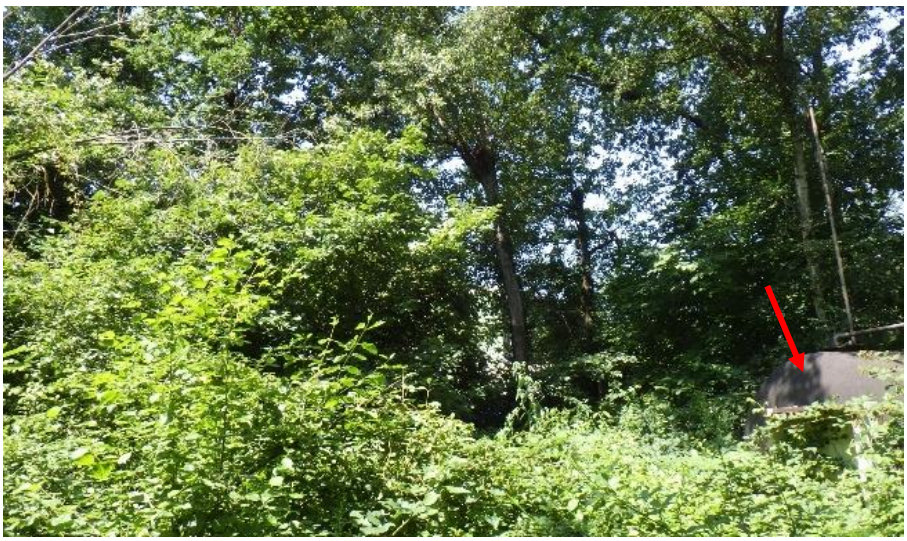
Intitulé et statuts	Descriptions
Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline (*Deschampsio cespitosae-Fagetum*) - Taille : environ 2000m² - Diversité floristique assez bonne avec 28 plantes observées sur env. 400m². - **Inscrite en Liste Rouge d'Alsace** - **Habitat de la Directive européenne 9130 de qualité moyenne** - **Surface impactée par l'emprise projet = 1,2m² après évitement réalisé par le recul de 10m pris depuis la berge**	Petit boisement mixte de feuillus, dominé par quelques gros Peupliers noir. Il s'agit d'une phase forestière transitoire avec une assez bonne diversité de ligneux et notamment l'apparition du hêtre en sous-bois (voir relevé). Ce boisement est âgé d'environ 30 à 40 années qui a peu évolué après l'abandon de l'activité. La présence d'essences hygrophiles comme le Saule blanc, le Peuplier noir, le Frêne ou encore la Laîche fausse-brize indiquent un type forestier méso-hygrocline. On note la présence de nombreux dépôts de gravats et de ferrailles, 2 cuves fixées sur un socle en béton (6mx8m) issus de l'ancienne activité industrielle 



Figure 9 : Quantification de l'impact projet avant évitement sur l'habitat d'intérêt communautaire 9130

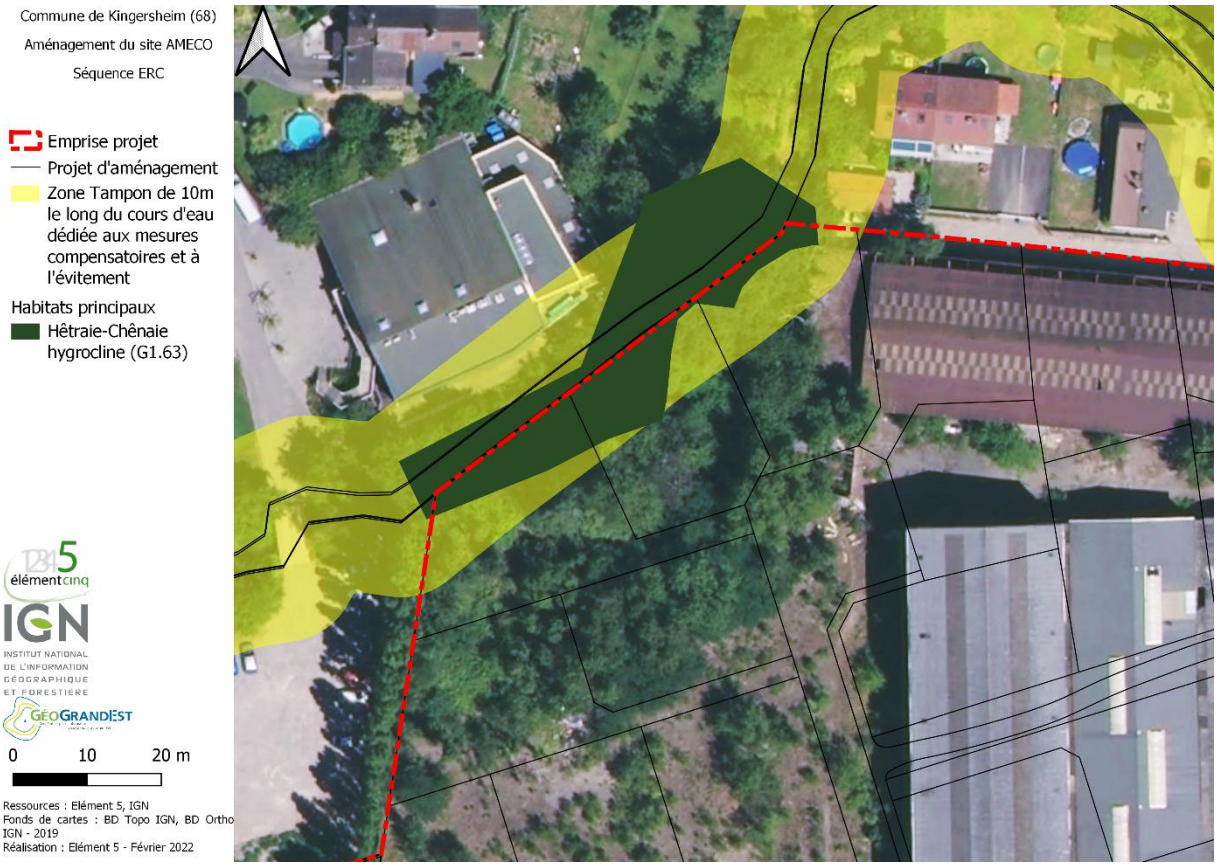


Figure 10 : Impact résiduel négligeable sur la Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline après évitement (recul de 10m)

Roselière sèche - Taille : 370m^2 - Diversité floristique faible - **Inscrite en Liste Rouge d'Alsace** - Qualité écologique relativement faible	Mince cordon de végétation haute dominée par le roseau qui longe le cours d'eau. Il accompagne un linéaire discontinu de vieux aulnes sénescents qui bordent le cours d'eau. Ce type d'habitat affiche une qualité écologique relativement faible en lien avec la gestion parfois jusqu'aux berges (fauche), et la plantation de plantes ornementales (Bambou, Herbe de la Pampa) 

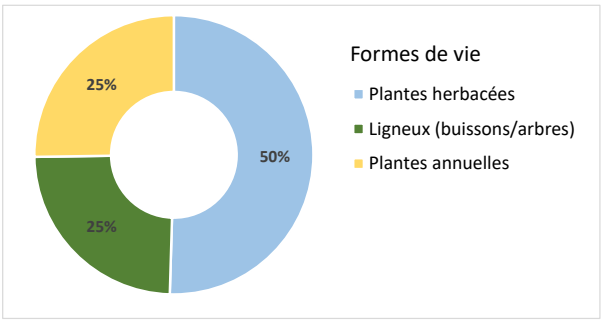
3.2 Flore

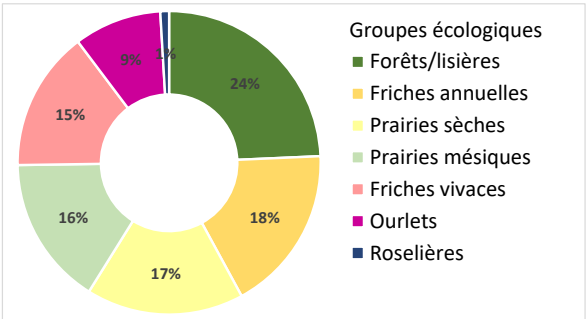
Au total 106 plantes ont été recensées dans l'aire d'étude (voir liste avec statuts en annexe).
Les plantes herbacées dominent avec ¾ des espèces observées. On distingue un assez grand nombre d'annuelles, c'est-à-dire, des plantes avec un cycle de reproduction court qui dure moins d'un an. Il s'agit ici des plantes pionnières et rudérales qui sont adaptées aux conditions extrêmes sur des sols artificialisés (interstices des surfaces goudronnées), des sols nus minéraux ou des dépôts. Leur présence en relativement grand nombre indique un niveau de perturbation assez important dû à l'activité récente et historique de l'homme sur le site.
La moitié des plantes sont d'autres herbacées avec un cycle plus long et qui colonisent les conditions stationnelles moyennes dans les friches, les prairies ou ombragé en sous-bois des petits boisements.

27 plantes annuelles (thérophytes)	**53 autres herbacées (hémicryptophytes)**		**26 Ligneux**
Sabline à feuilles de serpolet	Achillée millefeuille	Luzerne cultivée	Érable champêtre
Brome mou	Aigremoine	Luzerne sauvage	Érable negundo
Céraiste à 5 étamines	Agrostide capillaire	Mélilot blanc	Érable sycomore
Chénopode blanc	Fromental élevé	Origan commun	Aulne glutineux
Clinopode des champs	Armoise commune	Oxalis droit	Bouleau verruqueux
Datura officinale	Pâquerette	Roseau	Charme
Digitaire sanguine	Brachypode des bois	Picride éperviaire	Cornouiller sanguin
Érodium à feuilles de cigüe	Calamagrostide commune	Plantain lancéolé	Noisetier
Herniaire glabre, Herniole	Campanule raiponce	Plantain majeur	Aubépine à un style
	Laîche fausse-brize	Pâturin à feuilles étroites	Hêtre
	Laîche hérissée	Pâturin comprimé	Frêne commun
			Lierre grimpant

Lampsane commune Matricaire Camomille Alsine à feuilles étroites Coquelicot Renouée à feuilles de patience Œillet prolifère Pâturin annuel Pourpier potager Sagine apétale Sétaire verte Laiteron épineux Torilis faux-cerfeuil Trèfle des champs Trèfle champêtre Trèfle douteux Vesce cultivée Vulpie queue-de-rat Morelle noire	Centaurée jacée Centaurée rhénane Cirse des champs Dactyle aggloméré Carotte sauvage Vipérine commune Chiendent commun Vergerette annuelle Fétuque des prés Gaillet jaune Benoîte commune Millepertuis perforé Porcelle enracinée Herbe de saint Jacques Knautie des champs Ivraie vivace Lotier corniculé	Potentille négligée Potentille argentée Potentille rampante Herbe Catois Rhinanthe velu Ronce commune Oseille des prés Compagnon blanc Silène enflé Tête d'or Trèfle des prés Trèfle blanc Verveine officinale Véronique à feuilles de serpolet	Noyer royal Troëne Pin noir d'Autriche Peuplier commun noir Prunier merisier Prunellier Chêne sessile Chêne pédonculé Robinier faux-acacia Rosier des chiens Saule blanc Sureau noir If à baies Tilleul à grandes feuilles

Un quart des espèces sont des ligneux. Cette part est relativement importante pour un ancien site industriel. Il s'explique par la présence des quelques boisements laissés à évolution libre ce qui a permis l'installation de cette diversité sur les terrains non exploités.





Les plantes observées appartiennent principalement aux cortèges mésophiles à thermophiles. Seule très peu d'éléments des milieux hygrophiles sont présentes, comme par exemple le roseau (*Phragmites australis*), le Saule blanc (*Salix alba*) et l'Aulne glutineuse (*Alnus glutinosa*) le long des berges du cours d'eau. D'autres indicateurs des conditions frais à humide sont par exemple le Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), la Laîche hérissée (*Carex hirta*), la Laîche fausse-brize (*Carex brizoides*) qu'on observe dans la Hêtraie méso-hygrocline et qui pourraient aussi être présents le long du cours d'eau.

3.2.1 Les espèces végétales envahissantes

Les espèces végétales considérées comme envahissantes recensées sur l'aire d'étude sont les suivantes :

- le Solidage du canada (*Solidago canadensis*) dispersé ponctuellement sur l'ensemble du site ;
- le Robinier faux acacia (*Robinia pseudoacacia*) localisé dans les fourrés au Sud ;
- l'Herbe de la Pampa (*Cortaderia selloana*).

3.2.2 Plantes patrimoniales

2 plantes patrimoniales ont été retenues car elles sont considérées comme quasi-menacées d'après la Liste Rouge d'Alsace ou de France et/ou déterminantes pour les ZNIEFF en Alsace.

L'une d'entre elles est également protégée au niveau régional (Alsace), l'Alsine à feuilles étroites.

Nom francais	Nom scientifique	Liste Rouge France	Tendance France	Liste Rouge Alsace	ZNIEFF Alsace	**Protection Alsace**
Alsine à feuilles étroites	*Minuartia hybrida*	LC	Stable	NT	5	**Art.1**
If à baies	*Taxus baccata*	LC	Stable	LC	10	

> Alsine à feuille étroites - Minuartia hybrida (Vill.) Schischk., 1936 :

L'Alsine à feuilles étroites est une espèce subméditerranéenne (OBERDORFER 2001) qui peut être observée jusqu'au Nord de la France. Elle pousse dans les pelouses sèches et milieux sablonneux rudéraux (bords de chemins, voies ferrées, champs extensives, murs). C'est une plante annuelle à développement rapide (thérophyte) qui survit aux conditions extrêmes (sècheresse estivale et froid hivernal) au stade de graine.
En Alsace, les données récentes fournies par la Société Botanique d'Alsace (après 1999) indiquent sa présence dans plusieurs régions naturelles : Vosges moyennes, collines sous-vosgiennes, plaine de Hardt et plaine alluviale du Haut-Rhin ainsi que la bande rhénane. La plupart des stations de la plaine sont localisées dans des sites artificiels comme les sites d'extraction ou le long des voies ferrées.
Dans l'aire d'étude, l'Alsine à feuille étroites a été observée le long du chemin minéral qui est colonisé par une végétation rudérale classique (voir carte). Au total au moins une centaine d'individus poussent ponctuellement sur deux localités avec également des pieds clairsemées le long d'un linéaire d'environ 50 m. Une dizaine de pieds était présente ponctuellement sur le sol sableux de la recolonisation à Pin noir et Peuplier noir du site industriel. Elle pourrait potentiellement être présente dans la pelouse pionnière mais n'y a pas été trouvée.
Cette distribution s'explique par l'activité humaine historique et assez récente du site, qui a créé des milieux pionniers en rajeunissant constamment les sols et en favorisant la dissémination de graines (transport et dépôts de matériel).

Cette espèce bénéficiant d'un statut de protection réglementaire sera forcément impactée par les travaux, il est donc nécessaire d'envisager une récolte des graines et un semi après travaux sur des zones dédiées où seront recrées des faciès de sols et d'exposition adéquats.

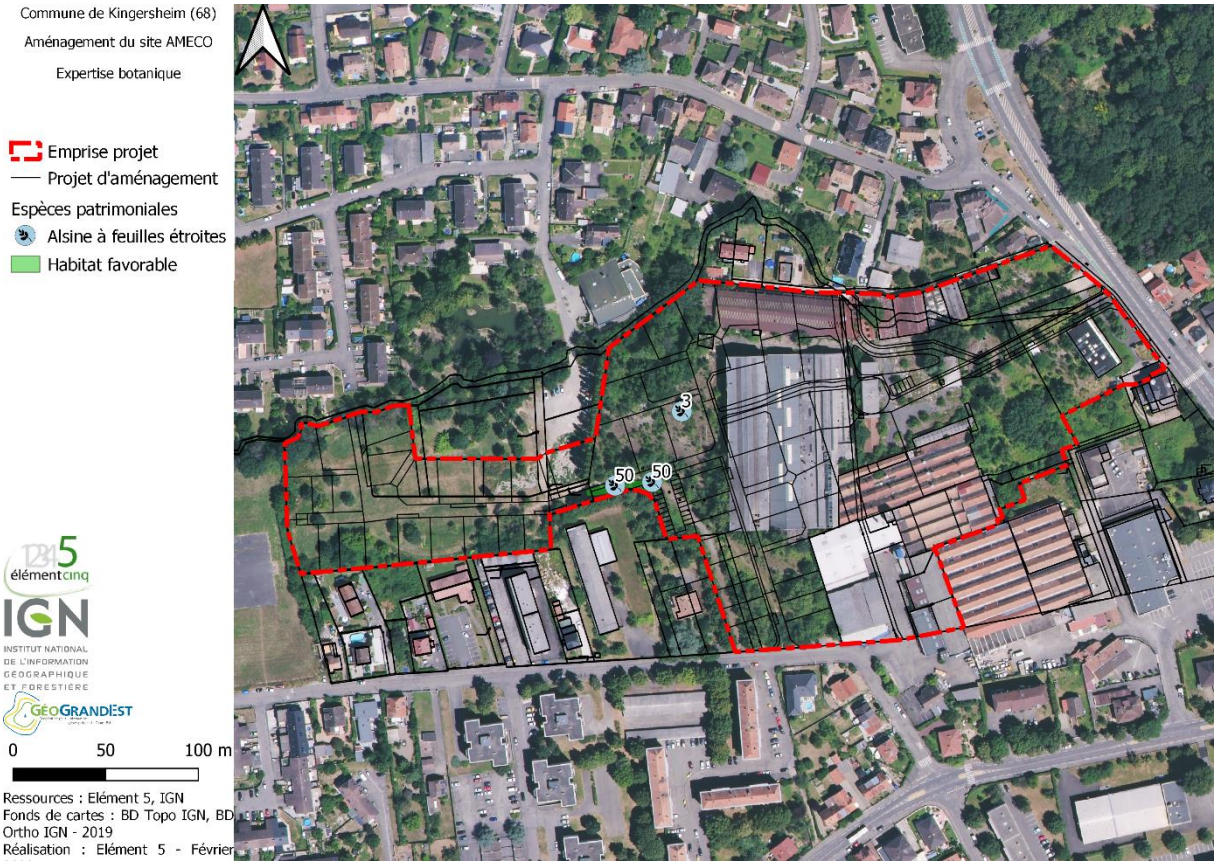
> If à baies –Taxus baccata L., 1753 :

L'If est présent dans les boisements, notamment dans la jeune Hêtraie le long du cours d'eau mais des jeunes pousses ont également été observées dans le jeune boisement en bordure Sud-est.

La conservation de ces arbres ou arbustes doit être intégrée au projet a défaut un déplacement et un repositionnement dans les espaces verts peut-être envisager.

3.2.3 Localisation des espèces patrimoniales (flore et faune)

Emprise
Projet
Espèces patrimoniales
Alisine à feuilles étroites
If à baies
Criquet italien
Decticelle grisâtre
Conocéphale gracieux
Ecaille chinée
0
25
50 m



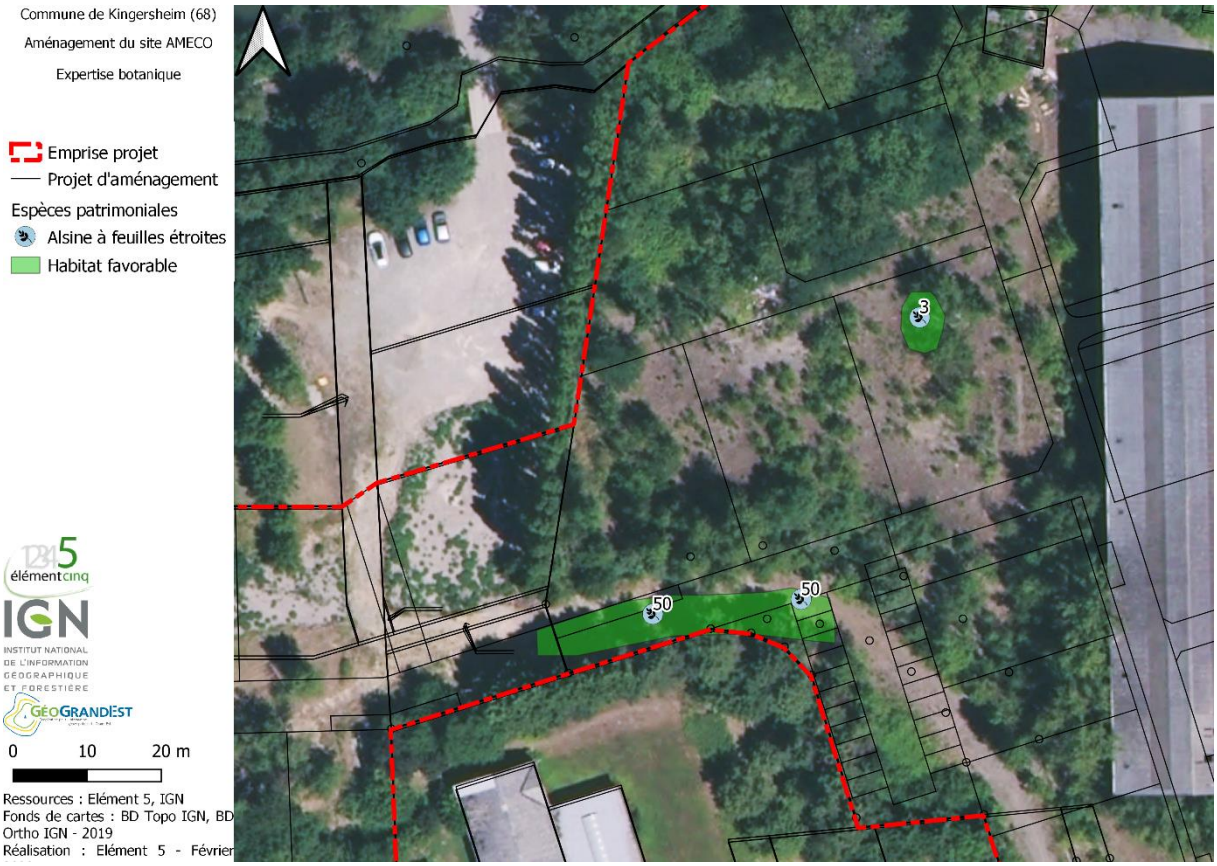
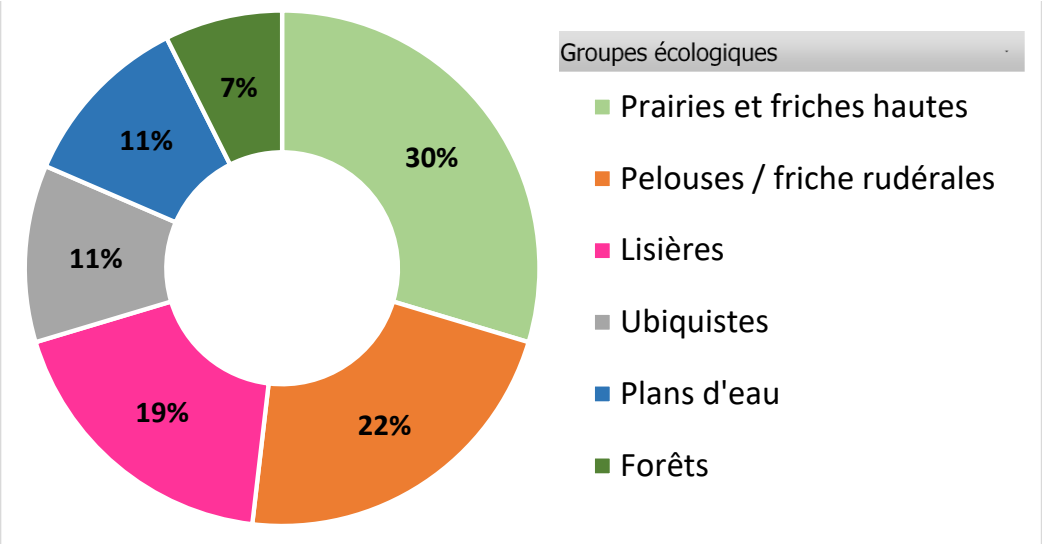


Figure 11 : Détail du nombre de pieds et de la zone de présence de l'Alsine à feuille étroite

3.3 Entomologie (Rhopalocères et Orthoptères)

27 espèces d'insectes ont été observées, dont 15 papillons, 9 orthoptères et 3 libellules.
Les papillons et les orthoptères observés se reproduisent vraisemblablement tous sur le site comme ils y retrouvent des conditions propices. Les libellules observées fréquentent l'aire d'étude pour la chasse et le repos, mais se reproduisent sur le cours d'eau et les eaux stagnantes à proximité au Nord du site.

3.3.1 Répartition des insectes observées par groupe écologique



14 espèces, environ la moitié des espèces observées, sont typiques des prairies mésophiles, des pelouses ou des friches (voir tableau). Ces habitats souvent riches en fleurs leur sont propices pour trouver de la nourriture (plantes hôtes et nectar) et pour la reproduction (sur les plantes ou dans le sol). Les surfaces favorables dans l'aire d'étude sont relativement petites, car une grande partie est inappropriée par la gestion intensive de l'espace prairial dans la partie Ouest (gazon) ou par manque de végétation sur les surfaces goudronnées sur l'ancien site industriel. Cela explique pour partie aussi les faibles effectifs observés.

Cortèges des			
Pelouses et friches rudérales	Prairies et friches herbacées	Lisières et forêts	Ubiquistes
Collier de corail Mégère	Fadet commun Azuré du trèfle Myrtil Demi-Deuil Azuré de la Bugrane	Tabac d'Espagne Azuré des Nerpruns Tircis Amaryllis Ecaille chinée	Cuivré commun Piéride du Navet Piéride de la Rave
Criquet italien Criquet duettiste Œdipode turquoise Decticelle grisâtre	Criquet mélodieux Criquet des pâtures Conocéphale gracieux	Decticelle cendrée Grande Sauterelle verte	

7 espèces montrent une préférence pour les lisières et les forêts et occupent les petits boisements du site. Ils profitent d'un microclimat plus frais avec en proximité les pelouses et friches fleuries pour s'alimenter (Nectar et pollen) et effectuer des déplacements journaliers entre les différents habitats.
Les 3 espèces ubiquistes (Piéridé et Fadet commun) sont aussi bien présentes dans l'aire d'étude tout comme dans les habitations aux alentours du site.
Les 3 libellules observées dans l'aire d'étude se reproduisent sur les plans d'eau au Nord de l'aire d'étude.

3.3.2 Insectes patrimoniaux

4 insectes sont considérés comme patrimoniales.
Il s'agit de 3 orthoptères et d'un papillon de nuit à activité diurne, l'Ecaille chinée. Tous les 4 taxons sont communs ou assez communs et montrent une large répartition en Alsace (voir annexe).

Le Criquet italien et la Decticelle grisâtre sont des insectes thermophiles et montrent une préférence pour les friches annuelles avec un important taux de sol nu et minéral. La Decticelle colonise également certains talus herbacés bien ensoleillés.

Le Conocéphale gracieux est typique des friches herbacées haute et où il trouve un microclimat plus frais et stable. Cela explique sa répartition uniquement dans la partie Ouest où il fréquente probablement aussi la bordure herbacée le long du cours d'eau.

L'Ecaille chinée (espèce d'intérêt communautaire) montre une préférence pour les ourlets plutôt thermophiles. Ces chenilles se nourrissent notamment de framboises, de ronciers et d'orties, mais elles peuvent également se nourrir d'autres herbacées. Ce papillon a été observé en lisière des jeunes boisements à l'Est du site, mais il pourrait potentiellement se reproduire aussi dans la partie Ouest en lisière des petits boisements. C'est une espèce ubiquiste largement repandue en France.

Groupe	Nom français	Nom scientifique	**Directive Habitat**	Liste Rouge France	Liste Rouge Alsace	ZNIEFF Alsace
Hétérocères	**Ecaille chinée**	*Euplagia quadripunctaria*	**2***	-	-	5
Orthoptères	Criquet italien	*Calliptamus italicus*		LC	LC	10
Orthoptères	Decticelle grisâtre	*Platycleis albopunctata*		LC	LC	5
Orthoptères	Conocéphale gracieux	*Ruspolia nitidula*		LC	NAr	5


Figure 12 : Photographies des 4 espèces d'insectes patrimoniaux

3.3.3 Enjeux – l'intérêt écologique de l'aire d'étude pour les insectes

L'aire d'étude accueille une diversité entomologique relativement faible, composée d'espèces communes en Alsace. Cela s'explique notamment par la faible qualité écologique de la plupart des

milieux pour les insectes. Les friches, d'une taille plus importante et avec une bonne diversité floristique, offrent un habitat de reproduction propice aux insectes observés : papillons, orthoptères mais également abeilles sauvages non déterminées.
Ces habitats thermophiles, riches en fleurs, accueillent la plus grande diversité locale des insectes. La mosaïque avec les lisières et ourlets ensoleillées apporte une diversification des milieux, propices aux 4 insectes patrimoniaux.
L'aire d'étude se trouve isolé dans un espace urbain aménagé et assez minéral. L'échange d'individus avec les secteurs avoisinants est principalement assuré le long du cours d'eau et au contact avec les derniers espaces agricoles à l'ouest du site.

Le plus grand enjeu pour les insectes sera de conserver le corridor le long du cours d'eau et de créer, si possible, des surfaces prairiales ou des friches pour préserver la biodiversité locale actuelle. Cela pourrait être atteint avec des mesures d'aménagement de surfaces minérales, graveleuses et sableuses, en utilisant le sol non pollué présent sur site. Cela permettra également de conserver les graines et racines au sol pour favoriser la reprise des plantes annuelles. Il faut surtout éviter à couvrir ces aménagements avec de la terre qui favorisera les graminées au détriment des plantes annuelles. On visera un endroit bien ensoleillé et au contact avec des ourlets et lisières pour créer une mosaïque d'habitats ouverts et semi-ouverts.

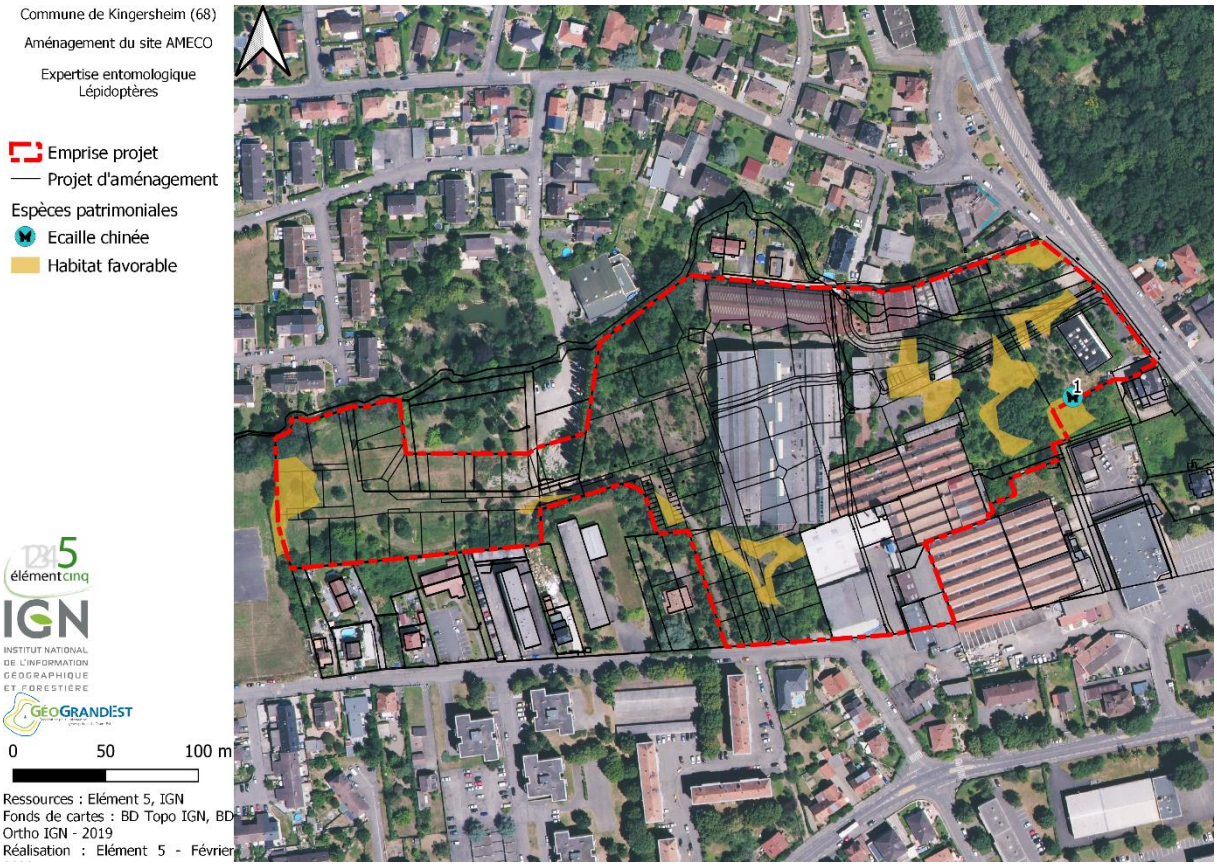




Figure 13 : 1 seul contact pour l'Ecaille chinée et vaste habitats potentiels sur et en dehors du projet

3.4 Les Mammifères (hors chiroptères)

Les prospections ont été effectuées visuellement par l'identification directe des individus ou par leur trace. Ces investigations lors de 5 visites de mars à juin n'ont pas mis en évidences la présence d'espèces patrimoniales.

3.5 Les Chiroptères

3.5.1 Matériel et méthode

Les chauves-souris montrent une très forte adaptation à leur mode de vie nocturne, essentiellement grâce au développement de leurs capacités d'écholocation. En effet, elles utilisent les ultrasons pour se repérer dans l'espace, se déplacer et chasser leurs proies. Ainsi, il est possible d'identifier les espèces présentes grâce à l'analyse de leurs émissions ultrasonores.
L'étude des chiroptères et de leurs terrains de chasse a été réalisée par écoutes actives au détecteur d'ultrasons. Elles ont été effectuées les 11 et 21 juin 2021. Ces recherches avaient pour but d'inventorier les espèces présentes et de préciser la fréquentation des différents habitats par les chiroptères.
Elles ont consisté en des écoutes nocturnes au détecteur d'ultrasons sur des transects afin d'inventorier les espèces présentes, en lien avec les différents habitats. Les sorties ont été effectuées

lorsque la météo était propice à la chasse et aux déplacements des chauves-souris : absence de précipitations et de vents forts, températures clémentes, absence de pleine lune.

Toutes les espèces de chauves-souris ne sont pas identifiables directement sur le terrain. Ainsi, certains signaux sont enregistrés afin d'être analysés à l'aide d'un logiciel de bioacoustique.

Le matériel utilisé pour l'inventaire acoustique est constitué d'un détecteur d'ultrasons Pettersson D1000X, utilisé en modes hétérodyne et expansion de temps, ainsi que du logiciel BatSound pour l'analyse informatique des enregistrements nécessaire à l'identification de certaines espèces.

3.5.2 Résultats

nm latin	nm vern	LR Alsace	Friche	Zone arbustive	Canal et berges	Bâtiments
Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)	Sérotine commune	VU	X	X		
Myotis daubentonii (Kuhl, 1817	)Murin de Daubenton	LC			X	
Myotis mystacinus (Kuhl, 1817)	Murin à moustaches	LC		X		
Nyctalus noctula (Schreber, 1774	)Noctule commune	NT	X		X	X
Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)	Pipistrelle commune	LC	X	X	X	X

Figure 14 : Tableau récapitulatif des chiroptères identifiés sur le site

Que cela soit en termes de richesse spécifique ou d'activité des chauves-souris, le site est très pauvre. Toutes les espèces contactées ont une biologie très plastique et se rencontrent dans presque tous les milieux. La Noctule commune (*Nyctalus noctula)* est une chauve-souris chassant en altitude, dont les émissions d'ultrasons peuvent être détectées jusqu'à 150 mètres. La Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus)* est présente dans tous les milieux.

Le Vespertilion à moustaches (*Myotis mystacinus)* est une espèce liée aux milieux boisés, par ces jardins, utilisant les linéaires tels que les lisières, haies et ripisylves comme territoire de chasse ou pour ses déplacements vers ces derniers.

Nous n'avons pas vu d'arbres potentiellement favorables à l'installation de gîtes de chiroptères. Les bâtiments ont été prospectés et ne présentent aucun indice de fréquentation par les chauves-souris.

La structure métallique des bâtiments et bardages et la couverture en fibrociment des toitures sont des éléments défavorables pour l'installation des chiroptères.

3.6 Les amphibiens

L'expertise pour le groupe des amphibiens a principalement consisté en une recherche des habitats potentiels : zones humides, refuges au niveau des zones boisés (souches, pierres…).
Une recherche des individus adultes a été effectuée ainsi qu'une localisation des sites de reproduction possibles.
Les grenouilles et crapauds ont été recherchés et comptés par observation visuelle des adultes et par écoute des chants. La détection visuelle est appliquée aussi bien en milieu terrestre qu'en milieu aquatique. Sur les sites de reproduction, tous les stades de développement sont concernés (adulte, larves, œufs, etc.). L'arpentage du milieu terrestre s'organise selon un itinéraire de recensement

destiné à mettre en évidence les voies de déplacements des animaux. Deux visites nocturnes ont été réalisées à pied mais aussi en voiture sur les routes à proximité du projet.
Certaines espèces utilisent des signaux sonores pour signaler leur position à leurs rivaux et aux femelles. Ces chants sont caractéristiques de chaque espèce et peuvent être entendus à grande distance d'un site de reproduction.
La bibliographie disponible sur l'aire d'étude a également été consultée.

Les prospections se sont effectuées à l'avancée en privilégiant les bordures de fossés et les zones semi-hygrophiles en période diurne et nocturne. Aucun amphibien n'a été visualisé ou entendu sur l'emprise projet.
Les milieux observés n'offrent toutefois pas de biotopes très favorables à l'accueil des amphibiens (absence de points d'eau pérennes ou temporaires).
La grenouille rieuse (*Pelophylax ridibundus*) et la Grenouille verte (*Pelophylax sp*) sont les deux seules espèces identifiées dans les mares en rives gauche du ruisseau (hors projet sur les parcelles n°506 ;309 et 316.
Le crapaud vert est absent de l'emprise projet avec certitude.

3.7 Les reptiles

Les expertises de terrain ont été réalisées sur l'ensemble des habitats favorables aux reptiles : lisières forestières, haies, talus, zones xérophiles[1].
Selon la période de la journée et des conditions météorologiques, une technique d'échantillonnage a été utilisée : la recherche à vue.
La recherche à vue des reptiles s'effectue de jour, par beau temps (de 11 à 19°C de préférence, par temps ensoleillé et sans vent si possible). Les éléments influençant la distribution et l'activité de ces animaux (topographie, niveau d'humidité, type de végétation, présence d'abris, etc.) ont été recherchés.
Compte tenu de l'importance des pierres, troncs et autres caches possibles sur le site, l'emplois de plaques refuges n'a pas été nécessaire.
Les reptiles se rencontrent préférentiellement de jour mais peuvent également être observés de nuit, principalement au niveau des zones humides.
Les reptiles ont tendance à rechercher, pour s'abriter ou réguler leur température interne, des refuges à la surface du sol (pierres plates, rochers, souches, etc.).

Un seul taxon et plusieurs individus de lézard des murailles ont été observés principalement sur le pourtour des bâtiments et sur le talus de la clôture en limite de la parcelle 468 / 509-511).

Les statuts de protection et de conservation de ce taxon sont présentés dans le tableau suivant.

Nom vernaculaire	Nom latin	Convention de Berne	Directive Habitats-Faune-Flore	**Protection nationale**	Statut France	Statut Alsace
Lézard des murailles	Podarcis muralis	Annexe II	**Annexe IV**	**Article 2**	LC	LC

Figure 15 : Tableau récapitulatif des reptiles identifiés sur le site
Statut de conservation : LC : non menacé

[1] qui supporte des conditions climatiques caractérisées par la sécheresse et la chaleur

L'espèce *Podarcis muralis* colonise pratiquement tout le site, notamment les périphéries des bâtiments industriels et autres déblais. Il est à noter que cette espèce présente un intérêt communautaire. Il est considéré comme non menacé sur la liste nationale et la liste régionale. Néanmoins l'état de conservation est jugé défavorable inadéquat.
De simples mesures d'accompagnement sur les espaces verts avec la création d'hibernaculum ou de gabions semi-enterrés avec paillage a la base permettra de conserver la population présente par recolonisation du site après travaux.



Source : https://www.bufo-alsace.org/reptile/



Figure 16 : Détail du nombre de contact et de la zone de présence du lézard des murailles

3.8 Les Oiseaux

3.8.1 Méthode

La méthode usuellement employée lors de ce type d'étude est l'Indice Ponctuel d'Abondance.
Celle-ci consiste pour un observateur à rester immobile pendant 5 minutes à noter tous les contacts avec les oiseaux (sonores et visuels).
Les points d'écoutes sont disposés de manière à ce que les surfaces suivies ne se superposent pas.
Chaque contact est reporté sur une fiche standardisée, comportant le type de contact (auditif, visuel) ou d'activité (vol (et direction), chants, cris, comportement nuptial, construction de nid, nourrissage, etc…), et la distance approximative, ainsi que la caractérisation du milieu.
Les points d'écoute sont distants de 200m au minimum. En effet, la distance de détectabilité du chant varie en fonction des espèces : elle peut être de 300 mètres et plus pour des espèces comme les pics, et d'environ une centaine de mètres pour la plupart des passereaux.
Cependant, l'expertise a été commandée tardivement, nous empêchant de réaliser les points d'écoute en période de cantonnement et de nidification des oiseaux, à savoir entre les mois de mars et mai.

3.8.2 Résultats

Deux passages ont été réalisés dans le cadre de l'étude pour le recensement de l'avifaune, les 11 et 21 juin 2021. Aussi, les espèces observées ne pourront servir qu'à l'évaluation des potentialités pour l'avifaune nicheuse. De la même manière, les oiseaux n'étant plus cantonnés, les espèces ont été relevées par typologie de milieux et non par point d'écoute.

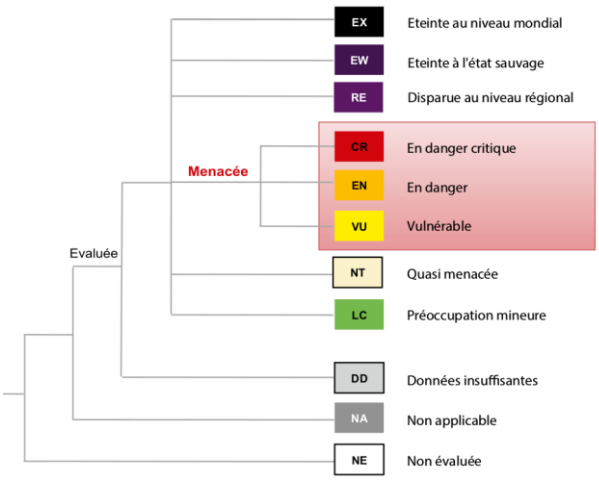


Figure 17 : Catégories UICN utilisées à une échelle régionale

nm latin	nm vern	LR Alsace	Friche	Zone arbustive	Canal et berges	Bâtiments
Phalacrocorax carbo (Linnaeus, 1	Grand Cormoran	NT			X	
Jynx torquilla Linnaeus, 1758	Torcol fourmilier	NT		X		
Phylloscopus trochilus (Linnaeus	Pouillot fitis	NT		X		
Anas platyrhynchos Linnaeus, 17	Canard colvert	LC			X	
Buteo buteo (Linnaeus, 1758)	Buse variable	LC	X	X	X	X
Falco tinnunculus Linnaeus, 175	Faucon crécerelle	LC				X
Gallinula chloropus (Linnaeus, 17	Gallinule poule-d'eau	LC			X	
Fulica atra Linnaeus, 1758	Foulque macroule	LC			X	
Columba livia Gmelin, 1789	Pigeon biset (semi-domestique)	LC				X
Columba palumbus Linnaeus, 17	Pigeon ramier	LC		X		
Streptopelia decaocto (Frivaldszk	Tourterelle turque	LC		X		
Cuculus canorus Linnaeus, 1758	Coucou gris	LC		X		
Tyto alba (Scopoli, 1769)	Effraie des clochers	LC				X
Apus apus (Linnaeus, 1758)	Martinet noir	LC	X	X	X	X
Picus viridis Linnaeus, 1758	Pic vert	LC		X		
Dendrocopos major (Linnaeus, 1	Pic épeiche	LC		X		
Hirundo rustica Linnaeus, 1758	Hirondelle rustique	LC	X	X		
Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)	Pipit des arbres	LC		X		
Motacilla alba Linnaeus, 1758	Bergeronnette grise	LC	X		X	
Troglodytes troglodytes (Linnaeu	Troglodyte mignon	LC		X		
Prunella modularis (Linnaeus, 17	Accenteur mouchet	LC		X		
Erithacus rubecula (Linnaeus, 17	Rougegorge familier	LC		X		
Luscinia megarhynchos C. L. Bre	Rossignol philomèle	LC		X		
Phoenicurus ochruros (S. G. Gm	Rougequeue noir	LC			X	X
Turdus merula Linnaeus, 1758	Merle noir	LC		X		
Turdus philomelos C. L. Brehm, 1	Grive musicienne	LC		X		
Sylvia atricapilla (Linnaeus, 1758	Fauvette à tête noire	LC		X		
Sylvia communis Latham, 1787	Fauvette grisette	LC		X		
Phylloscopus collybita (Vieillot, 1	Pouillot véloce	LC		X		
Cyanistes caeruleus (Linnaeus, 1	Mésange bleue	LC		X		
Parus major Linnaeus, 1758	Mésange charbonnière	LC		X		
Sitta europaea Linnaeus, 1758	Sittelle torchepot	LC		X		
Oriolus oriolus (Linnaeus, 1758)	Loriot d'Europe	LC		X		
Pica pica (Linnaeus, 1758)	Pie bavarde	LC	X	X	X	X
Corvus corone Linnaeus, 1758	Corneille noire	LC	X			X
Sturnus vulgaris Linnaeus, 1758	Etourneau sansonnet	LC		X		X
Passer domesticus (Linnaeus, 17	Moineau domestique	LC	X			X
Fringilla coelebs Linnaeus, 1758	Pinson des arbres	LC		X		
Serinus serinus (Linnaeus, 1766)	Serin cini	LC		X		
Carduelis chloris (Linnaeus, 1758	Verdier d'Europe	LC		X		
Carduelis carduelis (Linnaeus, 17	Chardonneret élégant	LC	X	X		

Figure 18 : Tableau récapitulatif des oiseaux identifiés sur le site

De par la mosaïque de milieux, le site présente une diversité intéressante parmi les espèces communes. En effet 41 espèces d'oiseaux ont été contactées, dont trois « Légèrement menacées » selon les critères UICN (LPO Alsace, 2014. La Liste rouge des Oiseaux nicheurs menacés en Alsace. LPO Alsace, ODONAT. Document numérique).

La plus grande diversité spécifique est liée aux milieux arbustifs.
Concernant les bâtiments et leur occupation par les oiseaux, il s'agit uniquement d'espèces opportunistes et seuls le Rougequeue noir, le Moineau domestique et le Pigeon biset nidifient sur les structures IPN des bâtiments. Les autres espèces mentionnées (notamment la chouette effraie, le faucon cresserelle, la buse variable) ne nidifient pas dans les bâtiments, elles sont juste de passages occasionnellement en chasse ou repos.

La structure métallique des bâtiments et bardages et la couverture en fibrociment des toitures sont des éléments défavorables pour l'installation des oiseaux.



Les bâtiments ne présentent pas d'indices de présences d'hirondelles ou de martinets.
Tous comme les chiroptères qui ne gitent pas dans les bâtiments.

Concernant les espèces à enjeux, il est précisé que **le Torcol fourmilier** n'est pas nicheur sur place et qu'il est observé en transit dans la zone arbustive.
La chouette effraie est notée suite à la découverte de pelote de rejection dans un bâtiment, occupé probablement de façon occasionnelle car les pelotes étaient anciennes et en faible quantité. Elle n'est pas nicheuse sur place.
Le Grand cormoran est observé en vol longeant la rivière qui au droit du projet ne représente pas un habitat favorable pour cette espèce.

3.9 Faune piscicole

Il n'y a pas eu de prospections bivalves ou de pêches électrique d'inventaire.

Le Dollerbaechlein est un cours d'eau alimenté par la Doller à Lutterbach mais s'écoulant hors bassin versant de la Doller.

Le SDAGE Rhin-Meuse identifie sur le bassin versant les masses d'eaux prioritaires suivantes :

- la Doller et le WAGENSTALLBACH comme rivières à fort transport solide ;
- la masse d'eau « **DOLLERBAECHLEIN** » (une partie du Leimbach) comme rivière à transport solide faible.

Le SDAGE Rhin Meuse identifie sur le bassin versant de la Doller les axes prioritaires suivants : Cours d'eau prioritaires pour la protection des poissons migrateurs amphihalins :

- axe prioritaire saumon (échéance 2015) sur les masses d'eau DOLLER 2, DOLLER 3, DOLLER 4 et DOLLER5.
- axe migrateur anguille (échéance > 2015) sur les masses d'eau PETITE DOLLER (BAERENBACH), **DOLLERBAECHLEIN**, GROSS RUNZGRABEN et STEINBAECHLEIN.

	ETAT ECOLOGIQUE					
	SDAGE Rhin-Meuse de 2009					
	Eléments biologiques	Eléments Physico-chimiques généraux	Substances spécifiques	Eléments hydromorphologiques	Etat ou potentiel écologique	Échéance
DOLLER1	Très bon	Bon	Bon	Moyen à mauvais	Bon	2015
DOLLER2	Données manquantes	Bon	Bon	Moyen à mauvais	Moyen	2027
DOLLER3	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Moyen à mauvais	Moyen	2027
DOLLER4	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Moyen à mauvais	Moyen	2027
DOLLER5	Moyen	Bon	Bon	Moyen à mauvais	Médiocre	2021
SEEBACH (Rimbach)	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Bon	Bon	2015
BOURBACH	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Bon	Bon	2027
MICHELBACH	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Bon	Bon	2015
RETENUE MICHELBACH	Données manquantes	Données manquantes	Données manquantes	Bon	Bon	2015
PETITE DOLLER	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Bon	Bon	2027
STEINBAECHLEIN	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Données manquantes	Bon	2027
GROSS RUNZGRABEN	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Bon	Bon	2015
DOLLERBAECHLEIN	Données manquantes	Bon	Données manquantes	Moyen à mauvais	Moyen	2027

Tableau 66 : Détail de l'état écologique du SDAGE Rhin-Meuse sur les masses d'eaux du bassin versant de la Doller

Aucune donnée piscicole n'est disponible sur ce cours d'eau.

Le projet impacte le « Dollerbaechlein », cependant ce cours d'eau est partiellement couvert de dalots béton. La réouverture et la renaturation des berges qui sont prévus permettra d'améliorer fortement la qualité et l'écologie du cours d'eau sur cette traversée urbaine.

4 Analyse des incidences écologiques du projet

La présente étude montre des milieux très fortement anthropisés et enclavés. Toutefois l'abandon du site à favoriser la reprise de dynamique naturelle et la présence d'espèces dont certaines ont un statut patrimonial non négligeable.

4.1 La flore

Au total 106 plantes ont été recensées dans l'aire d'étude (voir liste avec statuts en annexe).
Les plantes herbacées dominent avec ¾ des espèces observées. On distingue un assez grand nombre d'annuelles, c'est-à-dire, des plantes avec un cycle de reproduction court qui dure moins d'un an. Il s'agit ici des plantes pionnières et rudérales qui sont adaptées aux conditions extrêmes sur des sols artificialisés (interstices des surfaces goudronnées), des sols nus minéraux ou des dépôts. Leur présence en relativement grand nombre indique un niveau de perturbation assez important dû à l'activité récente et historique de l'homme sur le site.

La présence d'une plante protégée (Alsine à feuilles étroites *Minuartia hybrida)* et d'un habitat d'intérêt communautaire (Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline (*Deschampsio cespitosae-Fagetum*)) seront tout de même à prendre dans le projet d'aménagement et dans la procédure réglementaire via une demande de dérogation.

C'est pourquoi un recul de 10m a été imposé depuis la berge. Ce recul permettant d'éviter complètement l'impact sur cet habitat (impact résiduel : 1,24m² concernant le tracé Sig des houpiers :

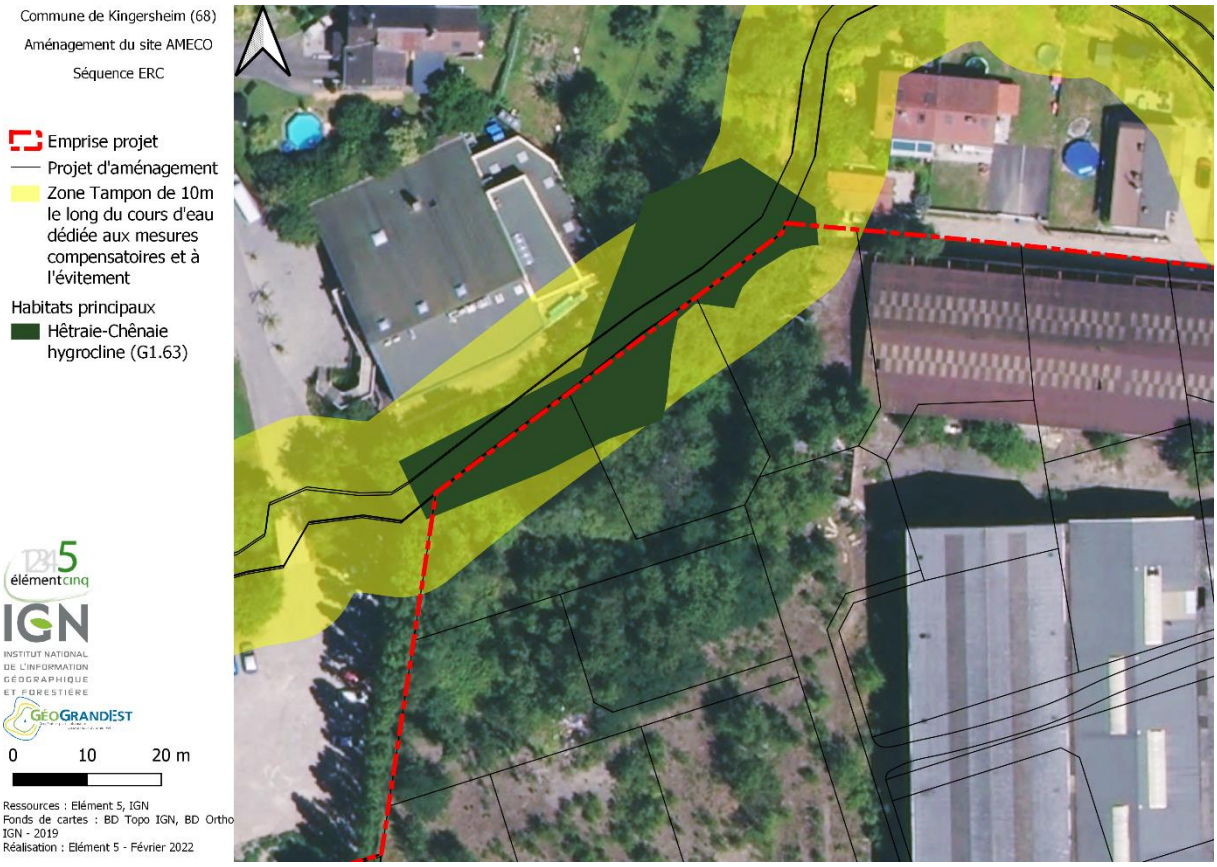


Figure 19 : Evitement de la **Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline** par le recul de 10m

4.2 Les chiroptères

Il n'y a pas de gîte recensé et pas de possibilité d'installation des chiroptères compte tenu de l'absence de cavités propices ou de structure adéquates sur les bâtiments. L'étude de la zone concernée par le projet ne semble pas faire apparaître d'enjeux particuliers pour les chiroptères. Ces éléments sont corrélés par les milieux en présence fortement enclavés, déjà impactés par l'activité anthropique.

En l'absence de gîtes sur l'emprise projet dans les bâtiments ou les boisements, il n'y a pas de prescriptions particulières vis-à-vis de ces espèces.

Le projet n'a pas d'incidence significative sur ce groupe.

4.3 Les oiseaux

L'avifaune rencontrée sur la zone d'étude est typique des friches et espaces verts périurbain, dont le site est un vestige enclavé dans le tissu urbain. La plus grande diversité spécifique est liée aux milieux arbustifs. Le cortège d'espèces ne montre pas d'espèces à forte valeur patrimoniale sur l'emprise projet. La chouette effraie est notée uniquement par la présence d'ancienne pelotes de rejection dans le bâtiment parcelle n°468 ce qui traduit une fréquentation ancienne ou ponctuelle. Le torcol fourmilier a été identifié par contact sonore uniquement depuis la friche arbustive à proximité de la zone projet. Il utilise potentiellement la zone projet comme zone d'alimentation, mais ne semble pas être nicheur sur l'emprise projet. Tout comme le grand cormoran qui a été identifié de passage en vol transitant probablement entre les étangs ou l'Ill et le canal où il s'y alimente.

Du fait de la faible superficie du site et de la conservation de certains éléments remarquables via l'OAP retranscrite dans le projet, ce cortège d'espèce dispose d'un habitat de report suffisamment important pour réaliser leur cycle de vie.

Le réseau de prairies, bosquets et boisements conservé en zone A et N du PLU permet de garantir à long terme la préservation d'une matrice paysagère adéquates pour l'avifaune locale. Les espèces impactées par le projet disposeront d'un habitat de report à proximité.

Toutefois, toutes les espèces d'oiseaux étant protégées, il conviendra de réaliser les travaux de défrichement et de démolition des bâtiments en dehors de la période de nidification, c'est-à-dire entre septembre et mi-mars.

Avec cette mesure d'évitement, le projet n'a pas d'incidence significative sur ce groupe.

4.4 Les reptiles

Pour les reptiles, seule l'espèce lézards des murailles sur la zone d'étude semble se confirmer compte tenu de la forte pression d'investigation.

Le projet devra intégrer la prise en compte de cette espèce dans l'aménagement des espaces verts et la zone d'évitement le long du ruisseau qui supportera les mesures compensatoires ponctuelles.

Les mesures d'accompagnement ou compensatoire pour cette espèce sont la création d'ourlets et de dunes sableuses accompagnées de gabions écologiques et de tas de bois.

4.5 Les amphibiens

Pour les amphibiens et tout particulièrement le crapaud vert, l'absence est certaine compte tenu de l'absence d'habitats de reproduction sur site et à proximité.

Seule la grenouille verte (*Pelophylax sp*) et la grenouille rieuse sont présentes sur les mares et les bords du cours d'eau, parcelle 316 et 309 au Nord de la zone projet.

Le projet n'aura donc pas d'incidence sur ce groupe.

4.6 Les insectes

27 espèces d'insectes ont été observées, dont 15 papillons, 9 orthoptères et 3 libellules.
Les papillons et les orthoptères observés se reproduisent vraisemblablement tous sur le site comme ils y retrouvent des conditions propices. Les libellules observées fréquentent l'aire d'étude pour la chasse et le repos, mais se reproduisent sur le cours d'eau et les eaux stagnantes à proximité au Nord du site. 4 insectes sont considérés comme patrimoniaux.
Il s'agit de 3 orthoptères et d'un papillon de nuit à activité diurne, l'Ecaille chinée ce dernier bénéficiant d'un statut de protection. Tous les 4 taxons sont communs ou assez communs et montrent une large répartition en Alsace.
Le projet
La présence d'une espèce protégée (l'Ecaille chinée) sera tout de même à prendre dans le projet d'aménagement et dans la procédure réglementaire via une demande de dérogation.

4.7 Les mammifères terrestres

En l'absence d'espèces protégées ou patrimoniales sur la zone projet, il n'y aucun enjeu vis-à-vis des mammifères terrestres.

4.8 Pour les zones humides et le Dollerbaechlein

Le projet a un impact inférieur à 1000m² sur la zone humide réglementaire.
Par conséquent le projet n'est pas soumis à la rubrique 3.3.1.0.
La réouverture envisagée du cours d'eau (le Dollerbaechlein) permettra de regagner de la ripisylve et de la zone humide avec une fonctionnalité écologique.
Sur ce point zone humide et cours d'eau, le projet aura un impact positif.

4.9 Incidences NATURA 2000

4.9.1 Création du réseau Natura 2000

Les directives européennes « Oiseaux » et « Habitat – Faune – Flore », portent sur la conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire 1. L'application de ces directives se traduit par la mise en place du Réseau Natura 2000 qui comprend des Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) désignés pour la conservation des habitats d'oiseaux nicheurs ou hivernants figurant dans l'annexe I de la Directive « Oiseaux » et pour la conservation des habitats biologiques, des espèces végétales et animales figurant aux annexes I et II de la Directive « Habitats ».

4.9.2 Objectifs de l'évaluation des incidence N2000

En vertu des directives « Oiseaux » (article 4) et « Habitat – Faune – Flore » (article 6), les Etats membres doivent « classer les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie » et prendre « les mesures appropriées pour éviter, dans les zones spéciales de conservation [ainsi que dans les zones de protection spéciales], la détérioration des habitats naturels et des habitats d'espèces ainsi que les perturbations touchant les espèces pour lesquelles les zones ont été

désignées, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de la présente directive » (alinéa 2 de l'article 6 de la Directive « Habitats »).

La suite de l'article 6 de cette directive (alinéa 3) introduit la notion d'évaluation des incidences sur le réseau Natura 2000 : « Tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion du site mais susceptible d'affecter ce site de manière significative individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site. Compte tenu des conclusions de l'évaluation des incidences sur le site et sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les autorités nationales compétentes ne marquent leur accord sur ce plan ou projet qu'après s'être assurées qu'il ne portera pas atteinte à l'intégrité du site concerné et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du public ».
L'alinéa 4 du même article 6 porte sur les éventuelles mesures compensatoires en cas d'incidences significatives : « si, en dépit de conclusions négatives de l'évaluation des incidences sur le site et en l'absence de solutions alternatives, un plan ou projet doit néanmoins être réalisé pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, l'État membre prend toute mesure compensatoire nécessaire pour assurer que la cohérence globale de Natura 2000 est protégée. L'État membre informe la Commission des mesures compensatoires adoptées. Lorsque le site concerné est un site abritant un type d'habitat naturel et/ou une espèce prioritaire, seules peuvent être évoquées des considérations liées à la santé de l'homme et à la sécurité publique ou à des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ou, après avis de la Commission, à d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur. »
Lorsqu'une évaluation conclut à une atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000 et en l'absence de solutions alternatives, l'autorité compétente peut donner son accord pour des raisons impératives d'intérêt public majeur. Dans ce cas, elle s'assure que des mesures compensatoires soient prises pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont à la charge de l'autorité qui a approuvé le document de planification ou du bénéficiaire du programme ou du projet d'activités de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, de la manifestation ou de l'intervention. La Commission européenne en est tenue informée.
Lorsque le site abrite un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaires qui figurent, au titre de la protection renforcée dont ils bénéficient sur des listes arrêtées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, l'accord mentionné ci-dessus ne peut être donné que pour des motifs liés à la santé ou à la sécurité publique ou tirés des avantages importants procurés à l'environnement ou, après avis de la Commission européenne, pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur.

4.9.3 Projets soumis à étude d'incidences

La circulaire du 15 avril 2010 fixe la liste des projets ou programmes soumis à évaluation d'incidence.
L'arrêté n°2012-DDT/SABE/PNB n°56 fixant la liste locale des documents de planification, programme ou projets ainsi que des manifestations et interventions soumises à évaluation des incidences Natura 2000. Cette liste est issue de la liste nationale de référence de ces activités ne relevant pas d'un régime administratif d'autorisation, d'approbation ou de déclaration prévu au IV de l'article L.414-4 du code de l'Environnement, et définie dans son article R.414-27.

4.9.4 Le contenu d'une analyse des incidence N2000

Le dossier « d'Evaluation des Incidences » est un document visant à intégrer au mieux le projet dans un espace naturel et à préserver son intérêt communautaire.
Il a pour objectifs de détailler :

- les caractéristiques du site Natura 2000 concerné,
- la description du projet,
- l'état initial du site d'implantation du projet,
- les incidences induites par le projet sur le site Natura 2000,
- les mesures environnementales intégrées au projet,
- la justification du projet,
- les impacts résiduels après la mise en œuvre des mesures environnementales et les éventuelles mesures compensatoires.

L'évaluation d'incidences présentée ici a été réalisée en conformité avec les exigences législatives et réglementaires en vigueur (notamment des articles L. 414-4 et suivants et R. 414-19 et suivant du Code de l'Environnement et plus particulièrement de l'article R. 414-21), en prenant en compte le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 (version consolidée) et à la circulaire d'application du 15 avril 2010.

4.9.5 Evaluation des incidences potentielles du projet d'aménagement AMECO sur le réseau Natura 2000

L'analyse des Incidences du projet se fait par confrontation aux orientations et objectifs de conservation présentés dans les Document d'Objectifs et par analyse espèces par espèces ayant justifiées la désignation du ou des sites Natura 2000.

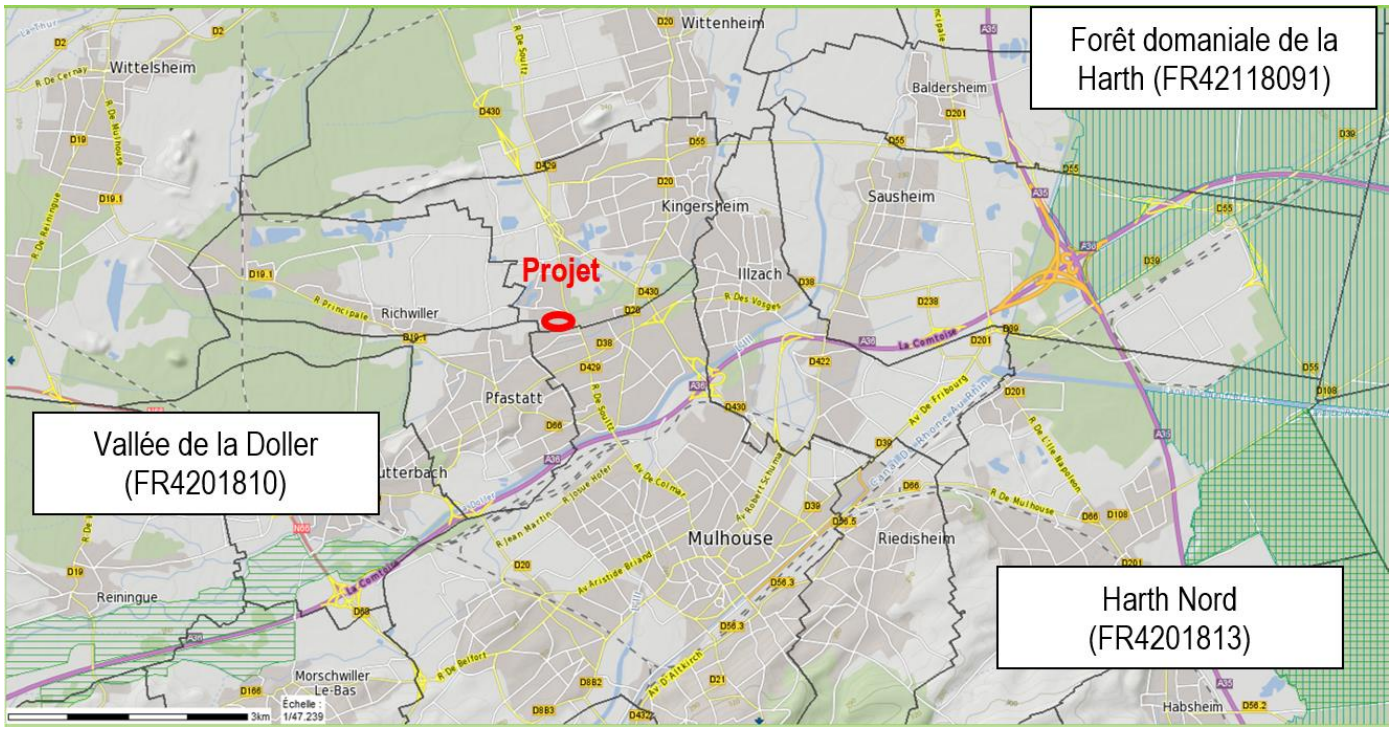


Figure 20 : **Localisation** des sites Natura 2000 aux alentours du projet

FR4201813 - Harth Nord

Analyses des incidences NATURA 2000/Espèces FSD - site FR4201813 - Hardt nord (Directive Habitats)					
Espèces			Analyse vis-à-vis du projet		
Nom Latin	Habitat particulier	Evaluation Etat de conservation sur le site	Présence de l'espèce sur le site projet	Observation	Incidences
Myotis myotis	Chiroptères inféodés aux forêts, milieux aquatiques et boisements linéaires	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Eriogaster catax	Espèce dépendante du prunellier (plante hôte)	**Non évalué**	NON	Plante hôte présente sur le site, mais espèce absente	0
Lucanus cervus	bois sénescents	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Cerambyx cerdo	bois sénescents	**Non évalué**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Triturus cristatus	Milieux aquatiques	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Bombina variegata	Zones humides forestière	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Myotis bechsteinii	fortement liée aux milieux boisés, des vieilles futaies et les zones aux strates diversifiées bien structurées sous les canopées gîtes arboricoles en été et cavernicole en hiver	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
BILAN INCIDENCE potentielle					**Pas d'incidence**

Figure 21 : Analyse de l'incidence vis-à-vis des espèces du site FR4201813 - Harth Nord

FR4211809 - Forêt domaniale de la Harth

Analyses des incidences NATURA 2000/Espèces FSD - site FR4211809 - Forêt domaniale de la Harth (Directive Oiseaux)					
Espèces			**Analyse vis-à-vis du projet**		
Nom Latin	**Habitat particulier**	**Evaluation Etat de conservation sur le site**	**Présence de l'espèce sur le site projet**	**Observation**	**Incidences**
Caprimulgus europaeus	Espace semi ouvert, semi boisé, avec des zones buissonnantes et des parties de sol nu. Cette espèce nichant au sol a besoin d'un substrat sec, sablonneux ou pierreux, qui se réchauffe facilement le jour.	**Non évalué**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Picus canus	Strictement forestier	**Non évalué**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Dryocopus martius	Autes futaies âgées, notamment les hêtraies-sapinières et les hêtraies pures, préférence bien espacés et sur de grandes surfaces.	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Dendrocopos medius	Forêts caducifoliées matures et particulièrement des chênaies riches en bois mort sur pied.	**Excellente**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Lanius collurio	Espèce typique des milieux semi-ouverts : ses besoins fondamentaux sont : buissons bas épineux, perchoirs d'une hauteur comprise entre un et trois mètres, zones herbeuses et gros insectes.	**Non évalué**	NON	Habitat de l'espèce potentiellement présent sur le site projet et à proximité	0
Pernis apivorus	Grands massifs pourvus de clairières et de coupes, sur des sols légers et secs qui facilitent le creusement. On la trouve également dans les mosaïques de bosquets, de zones humides et de prairies. Elle niche dans de grands arbres, en particulier les hêtres	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Milvus migrans	Apprécie les abords des lacs, rivières et zones humides. Il évite les montagnes et les grands massifs forestiers. Courant à basse altitude. Très aérien, il chasse essentiellement au-dessus de l'eau	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Milvus milvus	niche dans les bosquets d'arbres élevés ou dans le bocage mais s'alimente surtout en terrain découvert, cherchant ses proies dans la végétation basse	**Non évalué**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Circus cyaneus	toutes sortes de vastes terrains ouverts, à tendance sèche et à couverture végétale basse	**Non évalué**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
BILAN INCIDENCE potentielle					**Pas d'incidence**

Figure 22 : Analyse de l'incidence vis-à-vis des espèces du site FR4211809 - Forêt domaniale de la Harth

FR4201810 - Vallée de la Doller

Analyses des incidences NATURA 2000/Espèces FSD - site FR4201810 – Vallée de la Doller (Directive Habitats)					
Espèces			**Analyse vis-à-vis du projet**		
Nom Latin	**Habitat particulier**	**Evaluation Etat de conservation sur le site**	**Présence de l'espèce sur le site projet**	**Observation**	**Incidences**
Castor fiber	Cours d'eau / berges	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Marsilea quadrifolia	Milieux aquatique ou marais	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Lycaena dispar	Prairie humide avec rumex	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Lampetra planeri	Milieux aquatique en cours d'eau	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Cottus gobio	Milieux aquatique en cours d'eau	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Triturus cristatus	Milieux aquatique	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Bombina variegata	Zones humides forestière	**BON**	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
BILAN INCIDENCE potentielle					**Pas d'incidence**

Figure 23 : Analyse de l'incidence vis-à-vis des espèces du site FR4201810 - Vallée de la Doller

4.9.6 Conclusion des incidences Natura 2000

Les sites Natura 2000 et leur localisation à plus de 3Km du site projet ont été détaillés dans le paragraphe 2.3.
Les espèces ayant justifiées la désignation des sites Natura 2000 (espèces listées au FSD) sont inféodées à des biotopes particuliers : pelouses xériques, grottes, milieux aquatiques, zones humides, boisement ou vastes étendues bocagères. Ces habitats et ces espèces ne se retrouvent pas sur la zone projet.
L'avifaune inventoriée est commune pour ce type de milieu rudéral périurbain et ne correspond pas aux espèces listées dans le site Natura 2000. Il n'y aura aucune incidence sur les oiseaux listée Natura 2000, dont les sites de reproduction sont très éloignés du projet.

Le projet ne consomme qu'un habitat forestier de faible superficie qui est peu favorable à ces espèces du FSD.
Aucun arbre susceptible d'abriter des cavités ne sera abattu. Aucun autre gîte potentiel ne sera affecté (bâtiments). Il n'y a pas de réduction des zones de chasse. L'éclairage mis en place conforme aux normes actuelles ne viendra pas affecter les espèces les plus lucifuges pouvant être en périphéries du site. L'aménagement conserve et prévoir l'ouverture du cours d'eau par conséquent il n'impacte pas les chiroptères et les oiseaux utilisant le corridor du Dollerbaechlein pour se déplacer.

Ces éléments sont corrélés par les milieux en présence fortement enclavés, déjà impactés par l'activité anthropique.
Il n'y a donc aucun risque d'incidence du projet sur les Chiroptères.
Même si les chiroptères sont détectés en transit, la zone projet ne constitue pas un habitat particulier.

Compte tenu de :

- L'éloignement et de la déconnexion hydraulique de la zone projet vis-à-vis des zones Natura 2000 liées aux oiseaux, aux chiroptères, aux amphibiens, aux insectes xylophages et aux poissons,
- de l'absence d'espèces ou d'habitat d'espèces du FSD sur l'emprise projet,

Le projet n'aura aucune incidence sur le réseau Natura 2000 et ne compromet pas les objectifs de gestion, de conservation et de développement de ces sites et des espèces ayant justifiées leur désignation.

5 Propositions de mesures d'intégration environnementale générales – démarche ERC

5.1 Enjeux habitat

Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline (*Deschampsio cespitosae-Fagetum*)
Habitat de la Directive européenne 9130.
Surface impactée par l'emprise projet : 347,8m².

- ⇨ **Voir si l'évitement est possible. A défaut cette surface devra être compensée le long de la berge en laissant en libre évolution la zone en contact avec cet habitat, sur une surface équivalente.**

5.2 Enjeux espèces

Alsine à feuilles étroites *Minuartia hybrida ;*
Protection Alsace Art.1
Plus d'une centaine de plants principalement présents le long du chemin sableux parcelles cadastrale n°354 et 355.

- ⇨ Evitement impossible
- ⇨ Proposition de mesure compensatoire :
  - **Récolter les graines et semi sur zones de gestion écologique recréant les conditions édaphiques adéquates sur sol pauvre.**
    Cette démarche à la charge du promoteur nécessite la réalisation d'une demande de dérogation espèce protégée qui devra être validée par le CSRPN.

Ecaille chinée *Euplagia quadripunctaria ;*
Espèce d'intérêt communautaire Annexe.2 de la Directive Habitat-Faune-Flore.
1 individu observé en limite Est : parcelle n°459.

- ⇨ Retrouvera un habitat adéquat (type friche et roncier) dans les zones de gestion écologique
  Cette espèce devra également être inclue dans la demande de dérogation espèce protégée qui devra être validée par le CSRPN.

Lézard des murailles *Podarcis muralis* ;
Espèce d'intérêt communautaire Annexe.4 de la Directive Habitat-Faune-Flore ; Protection Nationale Art.2
7 individus observés sur l'ensemble du site.

- ⇨ Retrouvera un habitat adéquat dans les zones de gestion écologique et les espaces verts notamment via l'aménagement de gabions ou de murets en pierre sèche et de tas de bois favorables pour l'espèce.
  - **Mesures d'accompagnements en faveur du lézard des murailles MA1 :** pour le lézard des murailles : Création d'un minimum de 30m linéaire en 3 murets de 10m en gabions ou pierres sèche de 1m de haut et 50cm de large en pierre locale avec assise enfouie de 30cm et garniture en pied sur 50cm en pourtour d'un mélange de terreau (25%), d'écorces (50%) et de sable (25%). Plantation d'un lierre sur une extrémité de chaque muret.

- **MA 2 : création de plusieurs tas de bois de 50cm de haut d'un stère chacun de section 8cm à 50cm par 1m de large sur 2m de long.** Ces tas de bois devront être alimenté en bois tous les 5 ans pour conserver le gabarit initial. De la sciure de bois sera mis à la base sur une épaisseur de 5cm.
  Cette espèce devra également être inclue dans la demande de dérogation espèce protégée qui devra être validée par le CSRPN.

5.3 Propositions d'intégration au projet :

- ✓ Enlever les dépôts, gravats et autres restes de l'activité industrielle des habitats naturels
- ✓ Préserver et/ou intégrer si possible les habitats naturels existants dans les orientations d'aménagement (OAP), notamment les plus grands boisements et les gros arbres isolés.
- ✓ **Préserver la Hêtraie en bordure du cours d'eau et élargir la ripisylve le long du cours d'eau** pour créer un corridor pour la faune et en favorisant l'installation d'habitats humides sur des berges douces.
- ✓ **Créer des prairies/friches dans un contexte thermophile** (en talus par exemple) et au contact avec des espaces naturels alentours pour garantir l'échange d'individus (colonisation/corridor le long du cours d'eau). **Utiliser la couche superficielle du sol pour déplacer les graines (notamment pour l'Alsine à feuilles étroites)**. Veiller à apporter du sol sableux et graveleux pour retarder l'installation de graminées et réduire la pression d'entretien.
- ✓ **Créer des hibernaculum ou des aménagements en gabion** enterrés sur 30cm avec des écorces ou du bois mort en pied pour favoriser la recolonisation du site par le lézard des murailles.
- ✓ Veiller à ne pas propager des plantes exotiques et/ou invasives (« chantier propre ») comme par exemple la Datura, Solidage ou Erable negundo.

En phase travaux il faudra prévoir une **mesure d'évitement temporel pour les oiseaux** avec une démolition des bâtiments et un défrichement des fourrés arbustifs en période hivernale de septembre à mi-mars pour éviter la période de nidification du 1er avril au 31 aout.

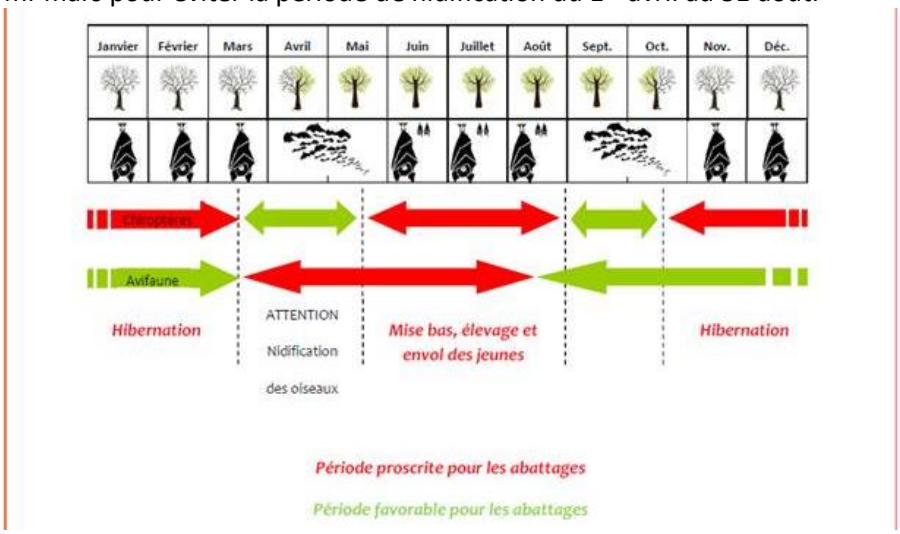
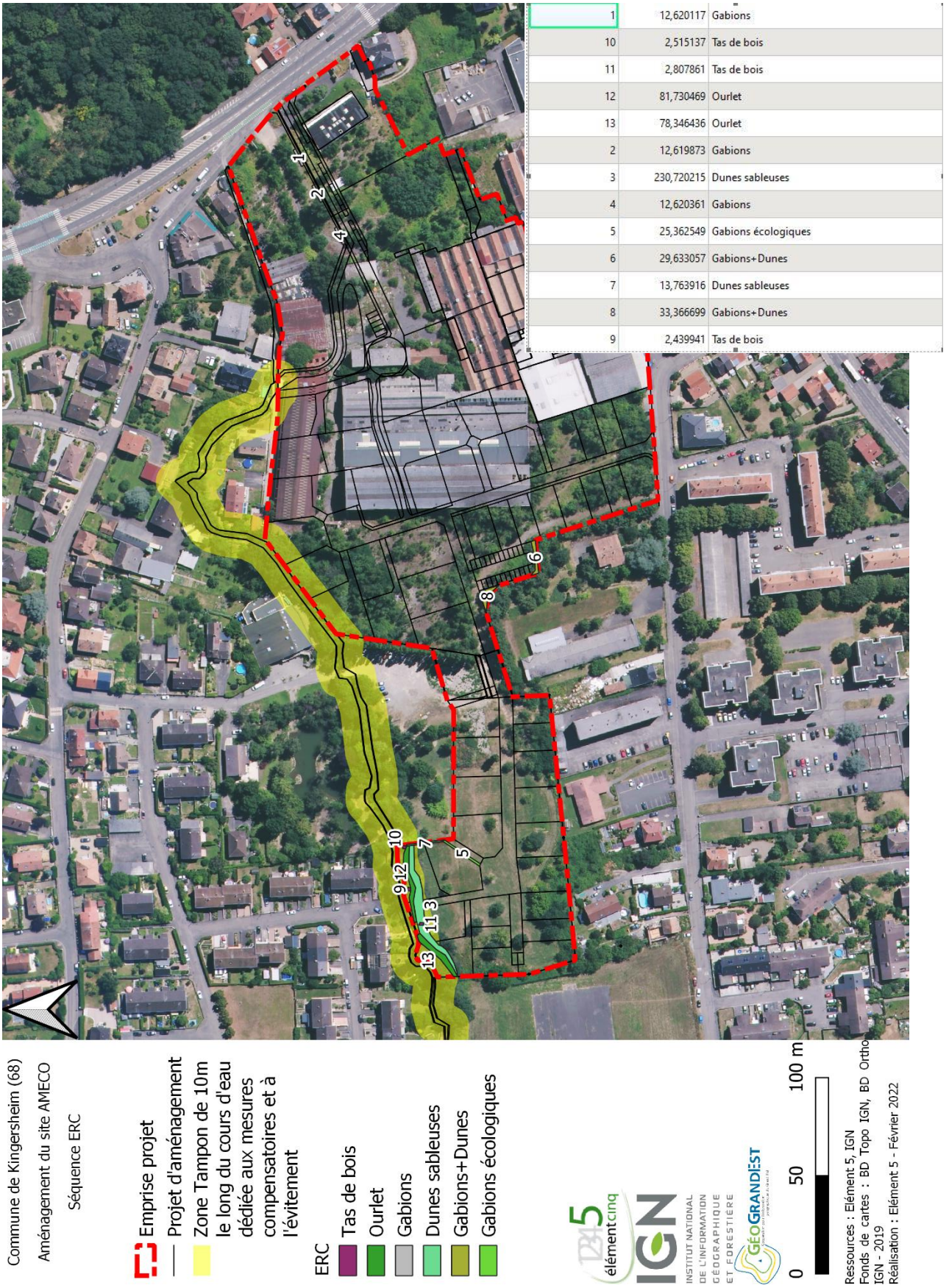


Figure 24 : Schéma présentant les période proscrite et favorables pour l'abattage des arbres vis-à-vis des oiseaux et chiroptères



1	12,620117	Gabions
10	2,515137	Tas de bois
11	2,807861	Tas de bois
12	81,730469	Ourlet
13	78,346436	Ourlet
2	12,619873	Gabions
3	230,720215	Dunes sableuses
4	12,620361	Gabions
5	25,362549	Gabions écologiques
6	29,633057	Gabions+Dunes
7	13,763916	Dunes sableuses
8	33,366699	Gabions+Dunes
9	2,439941	Tas de bois

Figure 25 : Esquisse des aménagements écologiques envisagés en attente du projet définitif

Annexes

Annexe 1 : Relevés de végétation dans la jeune hêtraie et dans une friche annuelle :

> Relevé de végétation : Hêtraie-Chênaie-Charmaie ; Relevé sur terrain plate, 30x40m.

Nom latin	Strate arborescent recouvrement 75%	Strate arbustive recouvr. 60%	Strate herbacée recouvr. 85%
Populus nigra L., 1753	4		
Quercus robur L., 1753	3		
Prunus avium (L.) L., 1755	2	1	
Robinia pseudoacacia L., 1753	1	1	
Fraxinus excelsior L., 1753	1	1	
Betula pendula Roth, 1788	1		
Salix alba L., 1753	1		
Juglans regia L., 1753	1		
Hedera helix L., 1753		2	
Cornus sanguinea L., 1753		2	
Rosa canina L., 1753		2	
Corylus avellana L., 1753		2	
Prunus avium (L.) L., 1755		2	
Taxus baccata L., 1753		1	
Crataegus monogyna Jacq., 1775		1	
Acer campestre L., 1753		1	
Fagus sylvatica L., 1753		1	
Tilia platyphyllos Scop., 1771		1	
Rubus fruticosus aggr.			4
Hedera helix L., 1753			2
Geum urbanum L., 1753			2
Erigeron annuus (L.) Desf., 1804			1
Solidago gigantea Aiton, 1789			1
Agrostis capillaris L., 1753			1
Carex brizoides L., 1755			+
Silene latifolia Poir., 1789			+
Brachypodium sylvaticum (Huds.) P.Beauv., 1812			+

> Friche annuelle rudérale avec un nombre important de plantes annuelles : strate 20 à 40cm haut, peu dense, recouvrement sol nu 25%, < 5 % de mousses sèches ; présence de jeunes pousses du Peuplier noir. Relevé sur 25m² (5x5m).

Nom latin	Recouvrement Strate herbacée	Nom latin	Recouvrement Strate herbacée
Trifolium arvense L., 1753	2b	Cerastium semidecandrum L., 1753	+
Achillea millefolium L., 1753	2b	Trifolium pratense L., 1753	+
Potentilla neglecta Baumg., 1816	2a	Daucus carota L., 1753	+
Galium verum L., 1753	2a	Hypericum perforatum L., 1753	+
Plantago lanceolata L., 1753 var. sphaerostachya	2a	Centaurea stoebe L., 1753	+
Poa pratensis subsp. angustifolia (L.) Dumort., 1824	2a	Melilotus albus Medik., 1787	+
Poa compressa L., 1753	1	Bromus hordeaceus L., 1753	+
Petrorhagia prolifera (L.) P.W.Ball & Heywood, 1964	1	Trifolium dubium Sibth., 1794	+
Lotus corniculatus L., 1753	1	Knautia arvensis (L.) Coult., 1828	r
Centaurea jacea L., 1753	1	Rumex acetosa L., 1753	r
Rhinanthus alectorolophus (Scop.) Pollich, 1777	1	Dactylis glomerata L., 1753	r
Hieracium sp.	+	Picris hieracioides L., 1753	r
Erigeron annuus (L.) Desf., 1804	+	Sagina apetala Ard., 1763	r
Arenaria serpyllifolia L., 1753	+		

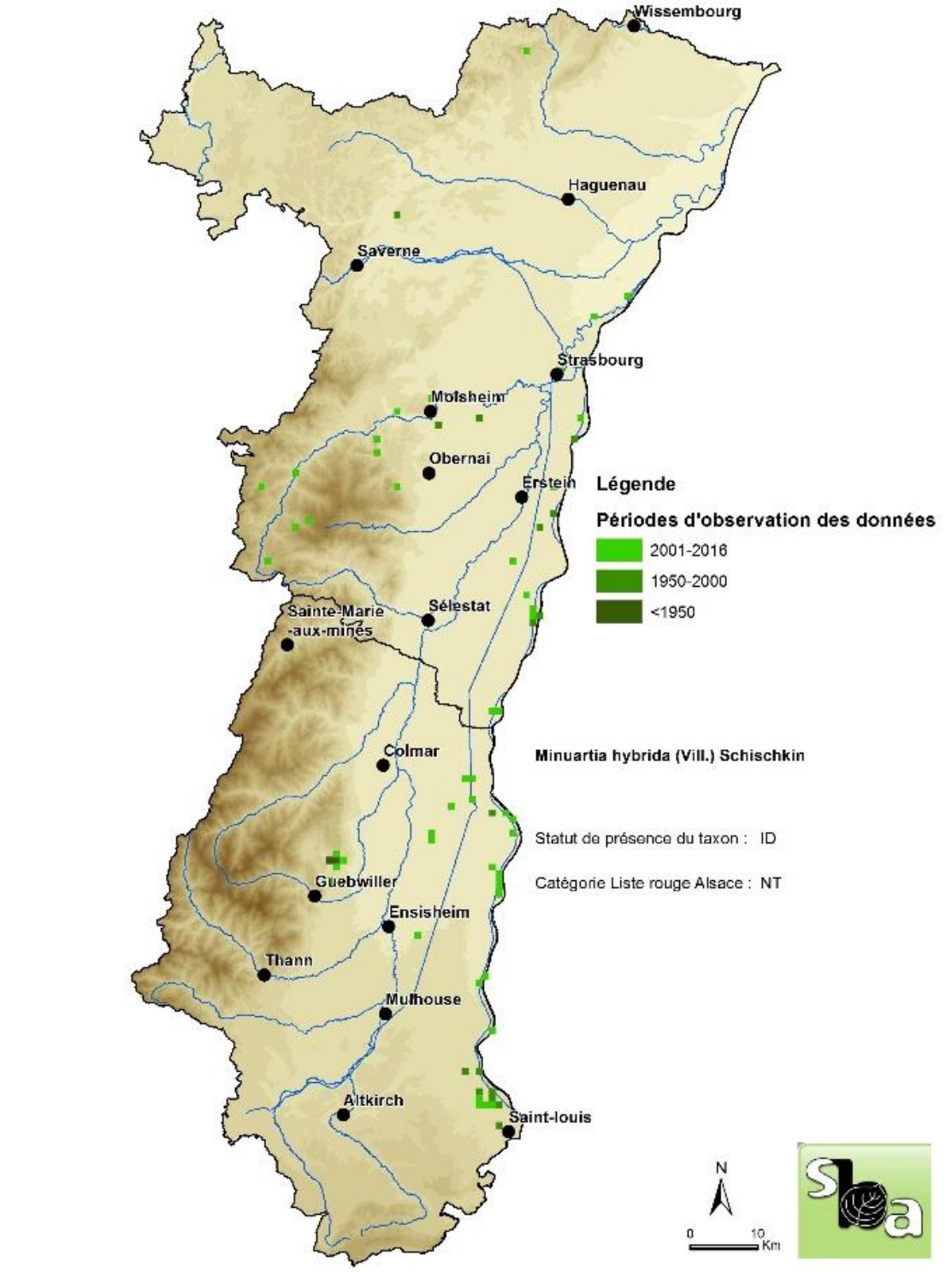
Annexe 2 : Liste des espèces observées et leurs statuts :

Groupe	Nom français	Nom scientifique	DH	Protection France	Protection régionale	LR F	LR A	ZNIEFF
Hétérocères	Ecaille chinée	*Euplagia quadripunctaria*	2*					5
Libellules	Agrion à larges pattes	*Platycnemis pennipes*				LC	LC	0
Libellules	Sympétrum sanguin	*Sympetrum sanguineum*				LC	LC	0
Libellules	Sympétrum fascié	*Sympetrum striolatum*				LC	LC	0
Oiseaux	Loriot d'Europe	*Oriolus oriolus*		3		LC	LC	0
Orthoptères	Criquet italien	*Calliptamus italicus*				LC	LC	10
Orthoptères	Criquet mélodieux	*Chorthippus biguttulus*				LC	LC	0
Orthoptères	Criquet duettiste	*Chorthippus brunneus*				LC	LC	0
Orthoptères	Criquet des pâtures	*Chorthippus parallelus*				LC	LC	0
Orthoptères	Oedipode turquoise	*Oedipoda caerulescens*				LC	LC	0
Orthoptères	Decticelle cendrée	*Pholidoptera griseoaptera*				LC	LC	0
Orthoptères	Decticelle grisâtre	*Platycleis albopunctata*				LC	LC	5
Orthoptères	Conocéphale gracieux	*Ruspolia nitidula*				LC	NAr	5
Orthoptères	Grande Sauterelle verte	*Tettigonia viridissima*				LC	LC	0
Plantes	Érable champêtre	*Acer campestre*				LC	LC	0
Plantes	Érable negundo	*Acer negundo*				NA	NA	0
Plantes	Érable sycomore	*Acer pseudoplatanus*				LC	LC	0
Plantes	Achillée millefeuille	*Achillea millefolium*				LC	LC	0
Plantes	Aigremoine	*Agrimonia eupatoria*				LC	LC	0
Plantes	Agrostide capillaire	*Agrostis capillaris*				LC	LC	0
Plantes	Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*				LC	LC	0
Plantes	Sabline à feuilles de serpolet	*Arenaria serpyllifolia*				LC	LC	0
Plantes	Fromental élevé	*Arrhenatherum elatius*				LC	LC	0
Plantes	Armoise commune	*Artemisia vulgaris*				LC	LC	0
Plantes	Pâquerette	*Bellis perennis*				LC	LC	0
Plantes	Bouleau verruqueux	*Betula pendula*				LC	LC	0
Plantes	Brachypode des bois	*Brachypodium sylvaticum*				LC	LC	0
Plantes	Brome mou	*Bromus hordeaceus*				LC	LC	0
Plantes	Calamagrostide commune	*Calamagrostis epigejos*				LC	LC	0
Plantes	Campanule raiponce	*Campanula rapunculus*				LC	LC	0
Plantes	Laîche fausse-brize	*Carex brizoides*				LC	LC	0
Plantes	Laîche hérissée	*Carex hirta*				LC	LC	0
Plantes	Charme	*Carpinus betulus*				LC	LC	0
Plantes	Centaurée jacée	*Centaurea jacea*				LC	LC	0
Plantes	Centaurée rhénane	*Centaurea stoebe*				LC	LC	0
Plantes	Céraiste à 5 étamines	*Cerastium semidecandrum*				LC	LC	0
Plantes	Chénopode blanc	*Chenopodium album*				LC	LC	0
Plantes	Cirse des champs	*Cirsium arvense*				LC	LC	0
Plantes	Clinopode des champs	*Clinopodium acinos*				LC	LC	0
Plantes	Cornouiller sanguin	*Cornus sanguinea*				LC	LC	0
Plantes	Noisetier	*Corylus avellana*				LC	LC	0
Plantes	Aubépine à un style	*Crataegus monogyna*				LC	LC	0
Plantes	Dactyle aggloméré	*Dactylis glomerata*				LC	LC	0
Plantes	Datura officinale	*Datura stramonium*				NA	LC	0
Plantes	Carotte sauvage	*Daucus carota*				LC	LC	0

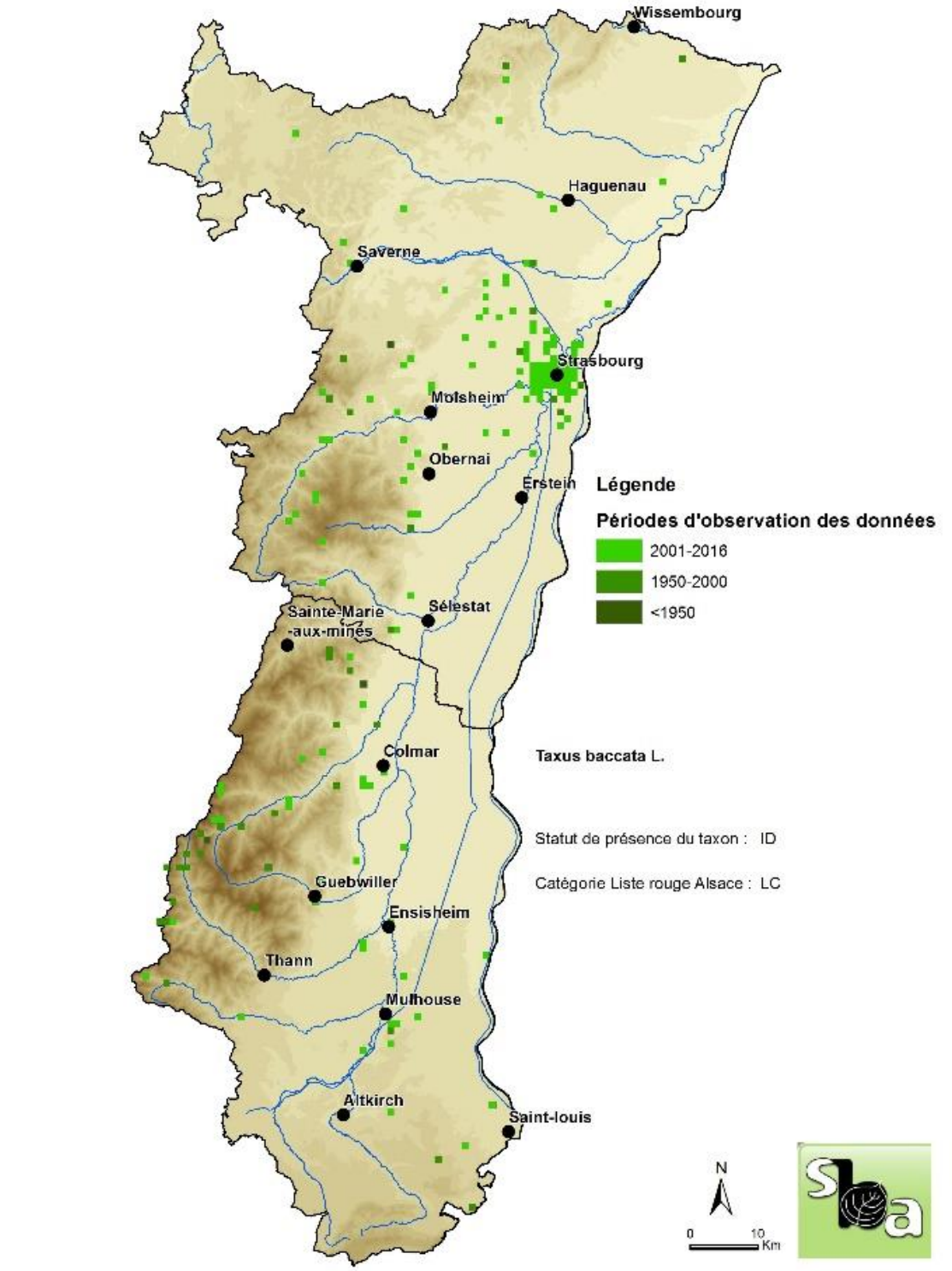
Plantes	Digitaire sanguine	*Digitaria sanguinalis*				LC	NA	0
Plantes	Vipérine commune	*Echium vulgare*				LC	LC	0
Plantes	Chiendent commun	*Elytrigia repens*				LC	LC	0
Plantes	Vergerette annuelle	*Erigeron annuus*				NA	LC	0
Plantes	Érodium à feuilles de cigue	*Erodium cicutarium*				LC	LC	0
Plantes	Hêtre	*Fagus sylvatica*				LC	LC	0
Plantes	Fétuque des prés	*Festuca pratensis*				LC	LC	0
Plantes	Frêne commun	*Fraxinus excelsior*				LC	LC	0
Plantes	Gaillet jaune	*Galium verum*				LC	LC	0
Plantes	Benoîte commune	*Geum urbanum*				LC	LC	0
Plantes	Lierre grimpant	*Hedera helix*				LC	LC	0
Plantes	Herniaire glabre, Herniole	*Herniaria glabra*				LC	LC	0
Plantes	Millepertuis perforé	*Hypericum perforatum*				LC	LC	0
Plantes	Porcelle enracinée	*Hypochaeris radicata*				LC	LC	0
Plantes	Herbe de saint Jacques	*Jacobaea vulgaris*				LC	LC	0
Plantes	Noyer royal	*Juglans regia*				NA	NA	0
Plantes	Knautie des champs	*Knautia arvensis*				LC	LC	0
Plantes	Lampsane commune	*Lapsana communis*				LC	LC	0
Plantes	Troëne	*Ligustrum vulgare*				LC	LC	0
Plantes	Ivraie vivace	*Lolium perenne*				LC	LC	0
Plantes	Lotier corniculé	*Lotus corniculatus*				LC	LC	0
Plantes	Matricaire Camomille	*Matricaria recutita*				LC	LC	0
Plantes	Luzerne cultivée	*Medicago sativa*				LC	LC	0
Plantes	Luzerne sauvage	*Medicago sativa ssp. falcata*				LC	-	
Plantes	Mélilot blanc	*Melilotus albus*				LC	LC	0
Plantes	Alsine à feuilles étroites	*Minuartia hybrida*			Art.1	LC	NT	5
Plantes	Origan commun	*Origanum vulgare*				LC	LC	0
Plantes	Oxalide droit, Oxalis droit	*Oxalis fontana*				NA	NA	0
Plantes	Coquelicot	*Papaver rhoeas*				LC	LC	0
Plantes	Renouée à feuilles de patience	*Persicaria lapathifolia*				LC	LC	0
Plantes	Oeillet prolifère	*Petrorhagia prolifera*				LC	LC	0
Plantes	Roseau	*Phragmites australis*				LC	LC	0
Plantes	Picride éperviaire	*Picris hieracioides*				LC	LC	0
Plantes	Pin noir d'Autriche	*Pinus nigra*				LC	NA	0
Plantes	Plantain lancéolé	*Plantago lanceolata*				LC	LC	0
Plantes	Plantain majeur	*Plantago major*				LC	LC	0
Plantes	Pâturin à feuilles étroites	*Poa angustifolia*				LC	LC	0
Plantes	Pâturin annuel	*Poa annua*				LC	LC	0
Plantes	Pâturin comprimé	*Poa compressa*				LC	LC	0
Plantes	Peuplier commun noir	*Populus nigra*				LC	LC	0
Plantes	Pourpier potager	*Portulaca oleracea*				LC	NA	0
Plantes	Potentille négligée	*Potentilla neglecta*				LC	DD	0
Plantes	Potentille argentée	*Potentilla argentea*				DD	LC	0
Plantes	Potentille rampante	*Potentilla reptans*				LC	LC	0
Plantes	Herbe Catois	*Prunella vulgaris*				LC	LC	0
Plantes	Prunier merisier	*Prunus avium*				LC	LC	0
Plantes	Prunellier	*Prunus spinosa*				LC	LC	0
Plantes	Chêne sessile	*Quercus petraea*				LC	LC	0
Plantes	Chêne pédonculé	*Quercus robur*				LC	LC	0
Plantes	Rhinanthe velu	*Rhinanthus alectorolophus*				LC	LC	0
Plantes	Robinier faux-acacia	*Robinia pseudoacacia*				NA	NA	0

Plantes	Rosier des chiens	*Rosa canina*				LC	LC	0
Plantes	Ronce commune	*Rubus fruticosus aggr.*					LC	
Plantes	Oseille des prés	*Rumex acetosa*				LC	LC	0
Plantes	Sagine apétale	*Sagina apetala*				LC	LC	0
Plantes	Saule blanc	*Salix alba*				LC	LC	0
Plantes	Sureau noir	*Sambucus nigra*				LC	LC	0
Plantes	Sétaire verte	*Setaria viridis*				LC	NA	0
Plantes	Compagnon blanc	*Silene latifolia*				LC	LC	0
Plantes	Silène enflé	*Silene vulgaris*				LC	LC	0
Plantes	Morelle noire	*Solanum nigrum*				LC	LC	0
Plantes	Tête d'or	*Solidago gigantea*				NA	NA	0
Plantes	Laiteron épineux	*Sonchus asper*				LC	LC	0
Plantes	If à baies	*Taxus baccata*				LC	LC	10
Plantes	Tilleul à grandes feuilles	*Tilia platyphyllos*				LC	LC	0
Plantes	Torilis faux-cerfeuil	*Torilis japonica*				LC	LC	0
Plantes	Trèfle des champs	*Trifolium arvense*				LC	LC	0
Plantes	Trèfle champêtre	*Trifolium campestre*				LC	LC	0
Plantes	Trèfle douteux	*Trifolium dubium*				LC	LC	0
Plantes	Trèfle des prés	*Trifolium pratense*				LC	LC	0
Plantes	Trèfle blanc	*Trifolium repens*				LC	LC	0
Plantes	Verveine officinale	*Verbena officinalis*				LC	LC	0
Plantes	Véronique à feuilles de serpolet	*Veronica serpyllifolia*				LC	LC	0
Plantes	Vesce cultivée	*Vicia sativa*				NA	NA	0
Plantes	Vulpie queue-de-rat	*Vulpia myuros*				LC	LC	0
Reptiles	Lézard des murailles	*Podarcis muralis*	4	2		LC	LC	5
Rhopalocères	Tabac d'Espagne	*Argynnis paphia*				LC	LC	0
Rhopalocères	Collier de corail	*Aricia agestis*				LC	LC	0
Rhopalocères	Azuré des Nerpruns	*Celastrina argiolus*				LC	LC	0
Rhopalocères	Fadet commun	*Coenonympha pamphilus*				LC	LC	0
Rhopalocères	Azuré du trèfle	*Cupido argiades*				LC	LC	0
Rhopalocères	Mégère	*Lasiommata megera*				LC	LC	0
Rhopalocères	Cuivré commun	*Lycaena phlaeas*				LC	LC	0
Rhopalocères	Myrtil	*Maniola jurtina*				LC	LC	0
Rhopalocères	Demi-Deuil	*Melanargia galathea*				LC	LC	0
Rhopalocères	Tircis	*Pararge aegeria*				LC	LC	0
Rhopalocères	Piéride du Navet	*Pieris napi*				LC	LC	0
Rhopalocères	Piéride de la Rave	*Pieris rapae*				LC	LC	0
Rhopalocères	Azuré de la Bugrane	*Polyommatus icarus*				LC	LC	0
Rhopalocères	Amaryllis	*Pyronia tithonus*				LC	LC	0
Plantes	Morelle noire	*Solanum nigrum*	0		0	LC	LC	0

Annexe 3 : Répartition des plantes patrimoniales en Alsace

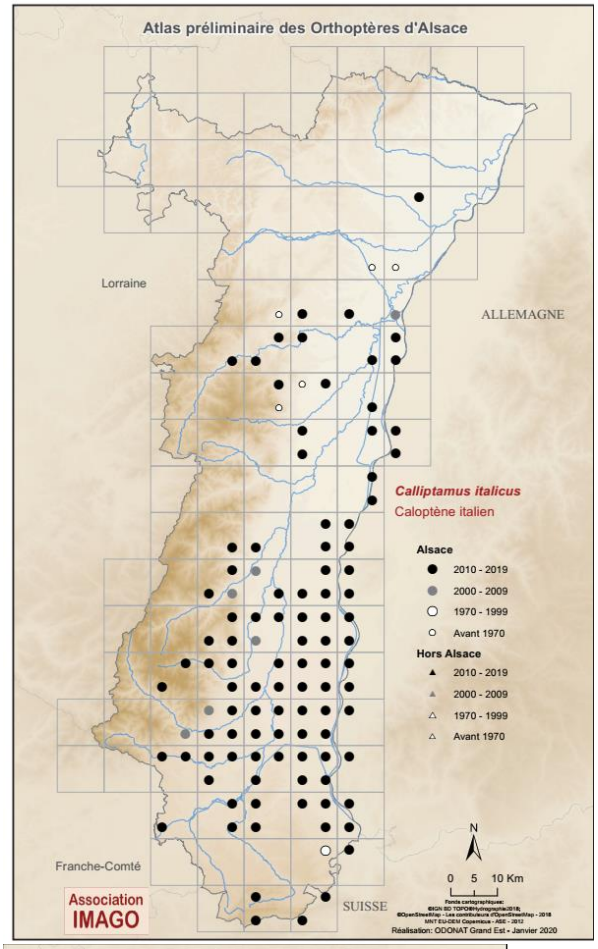


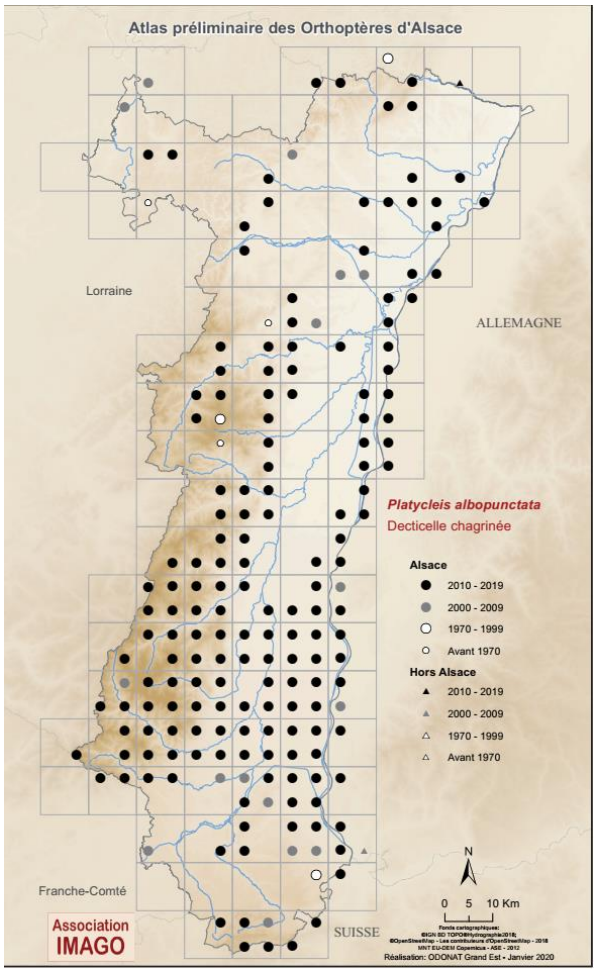
Réalisation : ODONAT Grand Est Juillet 2017 Sources du fond cartographique : BD CARTHAGE ® 2013, ©IGN BD CARTO® 2007, ©IGN BD TOP ADRESSE® 2006, www.cigalsace.org

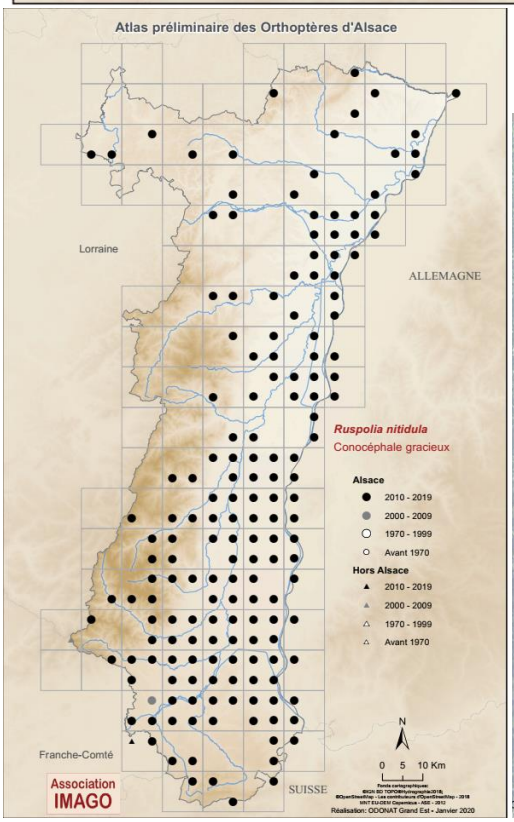


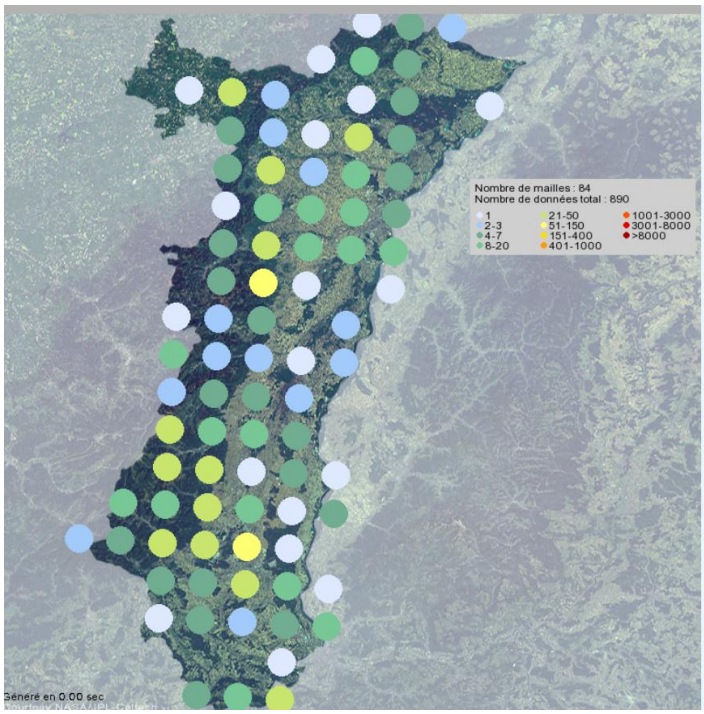
Réalisation : ODONAT Grand Est Juillet 2017 Sources du fond cartographique : BD CARTHAGE ® 2013, ©IGN BD CARTO® 2007, ©IGN BD TOPADRESSE® 2006, www.oigalsace.org

Annexe 4 : Répartition des insectes patrimoniaux en Alsace (source : Préatlas des orthoptères ; faune-alsace.org pour l'Ecaille chinée)

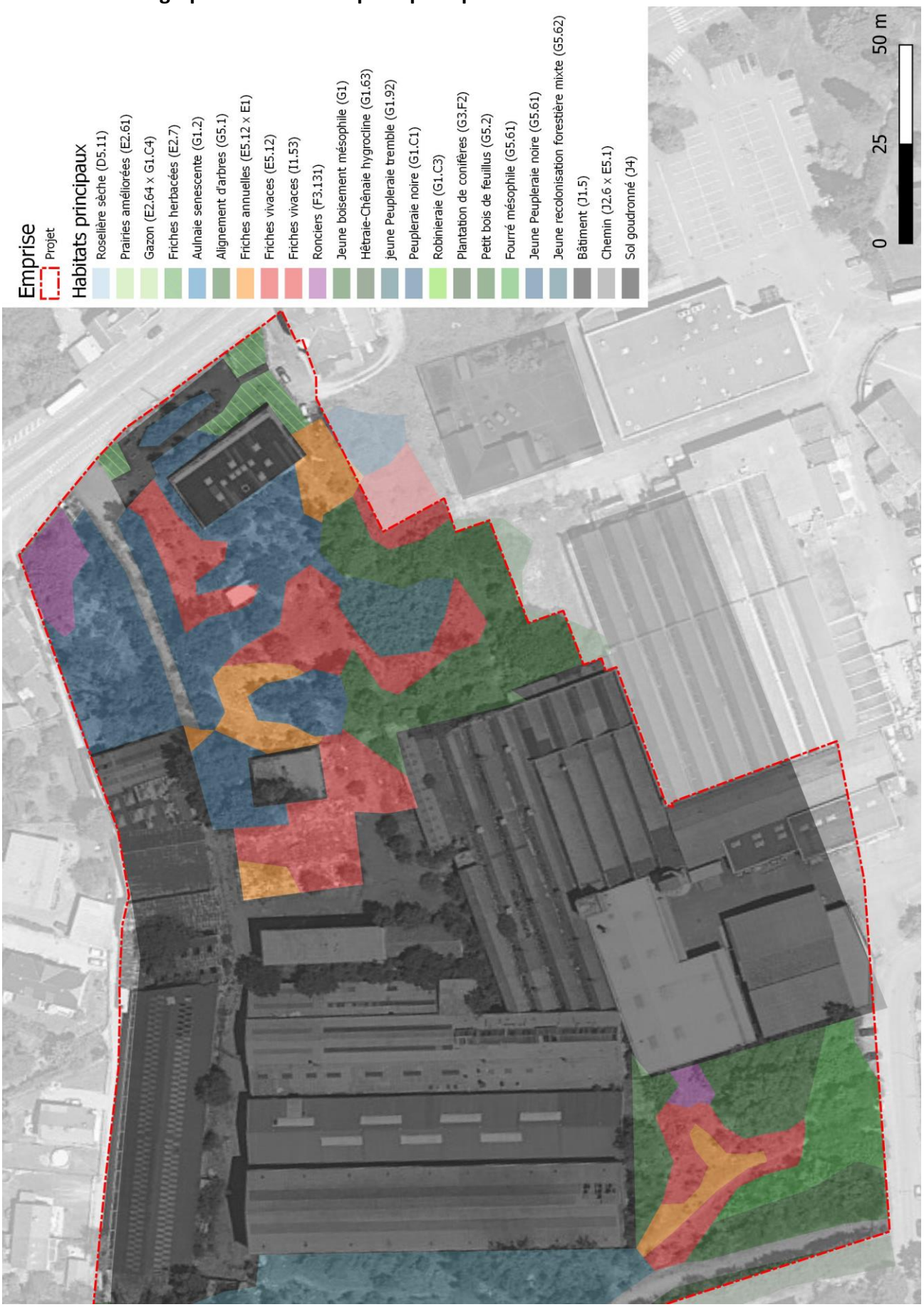








Annexe 5 : Cartographie des habitats principaux partie Est et Ouest



Emprise
Projet
Habitats principaux
Roselière sèche (D5.11)
Prairies améliorées (E2.61)
Gazon (E2.64 x G1.C4)
Friches herbacées (E2.7)
Aulnaie senescente (G1.2)
Alignement d'arbres (G5.1)
Friches annuelles (E5.12 x E1)
Friches vivaces (E5.12)
Friches vivaces (I1.53)
Ronciers (F3.131)
Jeune boisement mésophile (G1)
Hêtraie-Chênaie hygrocline (G1.63)
jeune Peupleraie tremble (G1.92)
Peupleraie noire (G1.C1)
Robinieraie (G1.C3)
Plantation de conifères (G3.F2)
Petit bois de feuillus (G5.2)
Fourré mésophile (G5.61)
Jeune Peupleraie noire (G5.61)
Jeune recolonisation forestière mixte (G5.62)
Bâtiment (J1.5)
Chemin (J2.6 x E5.1)
Sol goudronné (J4)
0
25
50 m

Annexe 6 : Cartographie des espèces patrimoniales





élément cinq

Retrouvez-nous :

sur le web
www.element-5.fr

sur notre blog
http://leblog-e5.fr/

sur twitter
@element_cinq

sur facebook
http://www.facebook.com/
elementcinq.environnement

élément cinq

Rapport de présentation

Evaluation environnementale de la modification du PLU de Kingersheim

Ville de Kingersheim

01/03/2022

Agence Grand-Est
Tél. 06 76 79 01 51
Web : www.element-5.fr

Siège social
Riedweg Links • 67170 BRUMATH

Table des matières

1. Résumé non-technique 5
1. Contexte 5
2. Etat initial de l'environnement 5
3. Mesures prises pour la préservation et la mise en valeur du site et de l'environnement 5
4. Incidences de la modification du PLU sur l'environnement 6
5. Mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la modification du plan sur l'environnement 6
6. Choix retenus 6
7. Indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan 7
8. Articulation avec les plans et programmes 7
2. L'évaluation environnementale 8
1. Les exigences réglementaires 8
2. La méthodologie 8
3. Etat Initial de l'Environnement 10
1. La topographie 10
2. L'occupation du sol 10
a. Habitats naturels 10
b. Recouvrement par grand type d'habitat dans l'aire d'étude 10
c. Dynamique de la végétation : Liste des habitats observés et lien avec l'activité humaine 11
d. Liste des habitats recensés avec surface et statuts de patrimonialité 11
e. Intérêt écologique des habitats 12
3. Le patrimoine naturel 12
a. Le recensement des zones d'intérêt écologique 13
b. Le PRA Crapaud vert 13
c. Les zones humides 14
d. Le SRCE 15
4. Mesures prises pour la préservation et la mise en valeur du site et de l'environnement 16
5. Incidences de la modification du PLU sur l'environnement 18
1. Incidences sur la nature ordinaire 18
2. Incidences sur les continuités écologiques, la TVB et la fragmentation du territoire 18
3. Incidences vis-à-vis des espèces bénéficiant de plans nationaux d'actions 18
4. Incidences sur le paysage 19

5. Incidences sur les zones humides 19
6. Incidences sur l'environnement physique des habitants 19
a. Ambiance sonore 19
b. Qualité de l'air 19
c. Risques naturels et technologiques 20
7. Evaluation des incidences Natura 2000 21
8. Synthèse des incidences de la modification du PLU 23
6. Mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la modification du plan sur l'environnement 25
7. Choix retenus 27
8. Indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan 28
1. → Démarche 28
a. Obligation réglementaire 28
b. Présentation de la démarche 28
c. Les indicateurs 28
d. Le modèle de suivi 28
2. → Tableau des indicateurs 28
9. Articulation avec les plans et programmes 31

1. Résumé non-technique

1. Contexte

Par délibération du 24 février 2016, le Conseil Municipal de KINGERSHEIM a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune.
Dans le cadre de ce PLU ont été définis les grands axes du développement futur de la Ville et des orientations d'aménagement et d'urbanisme traduites dans le projet d'aménagement et de développement durables du P.L.U.
Parmi les orientations relatives au développement urbain, le PLU a prévu des dispositions permettant une gestion cohérente des espaces disponibles dans la nappe urbaine.

Depuis cette date, plusieurs modifications du PLU ont été réalisées, la plus importante en 2017 a permis de fixer des orientations d'aménagement et de programmation pour les deux principaux sites à projets, à savoir la friche industrielle AMECO et les terrains résiduels du Vert-Village, afin de poursuivre une urbanisation cohérente et maîtrisée aux confins du territoire communal, en accord avec les dispositions supra-communale fixées par le SCoT de l'agglomération mulhousienne.

Par délibération du Conseil Municipal du 17 octobre 2018, la ville a souhaité engager une nouvelle modification du PLU intégrant ce point essentiel. Aujourd'hui cette procédure est menée avec le Conseil d'Agglomération de M2A, qui a pris entre temps la compétence en la matière et qui soutient la nouvelle équipe municipale dans la définition des principaux enjeux pour cette friche :

- un enjeu en matière de développement démographique et résidentiel de la ville eu égard au potentiel foncier qu'elle représente ;
- un enjeu en terme de mixité sociale puisque ce potentiel foncier permet de poursuivre l'engagement de la ville pour atteindre les objectifs du Programme Local de l'Habitat pour Kingersheim, pour améliorer la mixité sociale et fonctionnelle du quartier ;
- un enjeu pour la convivialité et la qualité de vie, deux valeurs toujours mises en avant dans les projets d'urbanisme locaux.

2. Etat initial de l'environnement

L'analyse thématique de la modification du PLU s'appuie sur les thèmes environnementaux recouvrant l'ensemble des composantes de l'environnement :

- La topographie
- L'occupation du sol ;
- Le patrimoine naturel.

Les principales caractéristiques du secteur faisant l'objet de l'extension sont les suivantes : le projet se situe sur des parcelles dont l'usage est semi-naturel à l'Ouest, avec un milieu ouvert et une friche industrielle en partie Est. Le site se situe en milieu anthropisé à l'intérieur du tissu urbain. Cependant, il se situe à côté des bords du Dollerbaeclein qui constitue un milieu naturel fortement anthropisé (canal). Aucun périmètre de protection n'est présent dans la zone (ZNIEFF, Natura 2000 et réservoirs de biodiversité).
La présence d'espèces protégées a été confirmé par les prospections naturalistes (Alsine à feuilles étroites, Ecaille chinée et Lézard des murailles), ainsi qu'un habitat de la Directive européenne Natura 2000 (Hêtraie-Chênaie-Charmaie – 9130) et une zone humide règlementaire au bord du Dollerbaechlein.

3. Mesures prises pour la préservation et la mise en valeur du site et de l'environnement

Les différentes mesures pour préserver l'environnement sont issus du règlement de la zone 1AUd, concernant le raccordement à l'assainissement collectif, les espaces verts, la consommation énergétique et les espaces libres et plantations. Ce dispositif est complété par l'OAP de la zone, avec des prescriptions telles que, une trame verte le long du Dollerbaechlein, et une ripisylve structurée en bordure du ruisseau, un aménagement végétal le long de la piste cyclable reliant les deux quartiers, l'interception du cours d'eau pour reconstituer une trame verte agrémentant une aire de convivialité, la protection de la végétation pionnière le long du cours d'eau et la mise en place de plantations le long de la voie douce de liaison.

4. Incidences de la modification du PLU sur l'environnement

L'analyse thématique s'est menée de façon à identifier comment les orientations et les objectifs de l'orientation d'aménagement et de programmation définie et ceux du règlement permettent d'éviter ou de réduire les incidences prévisibles du projet sur l'environnement et la santé publique.

La synthèse des conclusions est détaillée dans le tableau suivant en fonction des différentes thématiques environnementales :

Thèmes	Incidences
Habitats naturels	Destruction de milieux semi-naturels très anthropisés et d'une petite partie (1,241m²) de la Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline qu'il ne sera pas nécessaire de compenser car la réduction est suffisante et ne représente pas de coupe d'arbres.
Trame verte et bleue, corridors écologiques	Pas de fragmentation et amélioration du fonctionnement écosystémique avec la renaturation du Dollerbaechlein.
PRA Crapaud vert	Absence de l'espèce dans la zone.
Espèces protégées	Ecaille chinée, Lézard des murailles et Alsine à feuilles étroites seront impactées par l'aménagement de la zone. Une compensation est à prévoir.
Paysage	Incidence positive avec intégration paysagère.
Zones humides	Présence de zone humide dans la zone 1AUd, évitement avec le recul de 10m par rapport au cours d'eau.
Ambiance sonore	Augmentation du trafic routier
Qualité de l'air	Augmentation des émissions de gaz à effets de serre par les déplacements et le chauffage
Risques	Dépollution de l'ancienne friche industrielle AMECO
Natura 2000	Aucune espèce ou habitats d'espèces ayant justifiés la désignation des sites Natura 2000 les plus proches ne sont présent dans la zone

5. Mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la modification du plan sur l'environnement

La modification du PLU de Kingersheim induit des incidences négatives sur les espèces protégées présentent sur la zone, il est prévu de mettre en place des mesures compensatoires pour ces dernières (Ecaille chinée, Lézard des murailles et Alsine à feuilles étroites). L'incidence sur l'habitat d'intérêt communautaire « Hêtraie-Chênaie-Charmaie – 9130 » est quant à lui réduit au maximum (1,241 m² d'impact résiduel), voir éviter, car cette surface ne représente pas de coupe d'arbres.

6. Choix retenus

Les choix retenus proviennent des justifications du POS, du PLU et de la présente modification, ils
« Le site AMECO a été étudiée de longue date en tant que site stratégique de reconversion d'une friche industrielle. Elle figurait au POS en zone d'urbanisation future NA.

Elle est complétée dans le PLU par un ensemble de parcelles située de l'autre côté de la route, et qui étaient classées en ND au POS…. Le classement 2-AU de cette zone partiellement desservie est une première étape vers une réflexion d'urbanisme d'ensemble, en lien avec le site AMECO.

Dans le PLU actuel, il est mentionné concernant les zones 2AU : « La plus importante est la friche industrielle AMECO (5,7ha), située à l'interface entre Kingersheim et Mulhouse, et son pendant de l'autre côté du boulevard... »

Le nouveau projet doit ajuster la densité (le nombre de logements à l'hectare), la proportion de logements locatifs sociaux, et la mixité fonctionnelle et architecturale sur le site. Il doit également porter l'effort sur la coulée verte et sa connexion avec le réseau des espaces verts urbains.

Aussi et surtout, il s'appuie sur un diagnostic environnemental précis qui permet de mieux prendre en compte les éléments expertisés sur le site et les enjeux de la biodiversité. »

7. Indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan

11 indicateurs ont été définis pour la modification.

8. Articulation avec les plans et programmes

La modification du PLU doit être compatible avec le SCoT de la région mulhousienne. Le classement du secteur 2AU en 1AUd s'inscrit dans la volonté de production de logement compatible avec le PLH. L'articulation avec les plans et programmes est

Enfin, la modification du PLU doit être compatible avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de la Région Mulhousienne, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse et prendre en compte le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Ill-Nappe-Rhin, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés,…
Globalement, le PLU prend en compte et respecte les plans et programmes, notamment le Schéma de Cohérence Territorial de la Région Mulhousienne, approuvé le 15 décembre 2007, et les divers éléments du SRCE Alsace, du SDAGE Rhin-Meuse, du Sage Ill-Nappe Rhin, du PGRI…

2. L'évaluation environnementale

1. Les exigences réglementaires

L'objectif de l'évaluation environnementale est de permettre la prise en compte de l'ensemble des facteurs environnementaux lors de la modification d'un PLU. Cette évaluation dresse le bilan de l'état environnemental et prévient les atteintes aux objectifs de conservation déterminés par la directive Habitat.

Le contenu du rapport environnemental est précisé par l'article R.* 123-2-1 du code de l'urbanisme. Il :

« 1° ° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-13-1. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »

Cette présente étude est conforme à l'article R122-20 du code de l'environnement et contient tous les éléments nécessaires à l'évaluation de l'impact du projet de PLU sur l'environnement.

2. La méthodologie

L'analyse de l'état initial de l'environnement a été réalisée sur **l'ensemble de la zone projet AMECO**, dans le cadre d'une modification du PLU de Kingersheim (requalification de 2Au en 1AUd). Cette étude est basée sur l'analyse de la bibliographie existante, l'analyse de photographies aériennes et les données terrain concernant les milieux naturels et la cartographie de l'occupation du sol.

Les autres points de modification (emplacement réservé et règlement) ne seront pas traités plus loin, car ils n'induisent pas d'incidences significatives sur l'environnement, l'emplacement réservé indiqué pour la maîtrise foncière du champ captant possède une incidence positive, la suppression de l'emplacement

réservé rue de Hirschau évite une artificialisation par de la voierie et les points de règlement n'induisent pas d'augmentation de l'emprise au sol.

3. Etat Initial de l'Environnement

Les éléments présentés ci-après sont issus du diagnostic écologique mené sur la zone 1AUd par le bureau d'études Elément 5 en 2020 et 2021.
(Source : Diagnostic écologique- projet AMECO – KINGERSHEIM (68) Octobre 2021 – Elément 5).

1. La topographie

Les levés topographiques indiquent que le terrain est relativement plat avec des mouvements de terres en déblais/remblais créant des artéfacts. Les cotes exprimées en IGN69 (cotes normales) varient entre 238m et 239 m.



Figure 1 : Profil altimétrique de la zone 1AUd

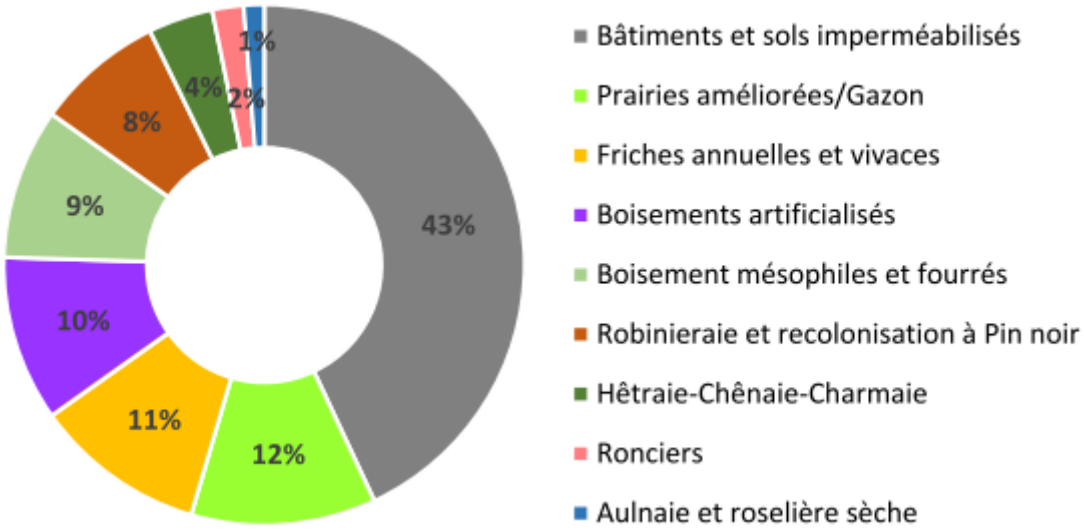
2. L'occupation du sol

a. Habitats naturels

Constat général :

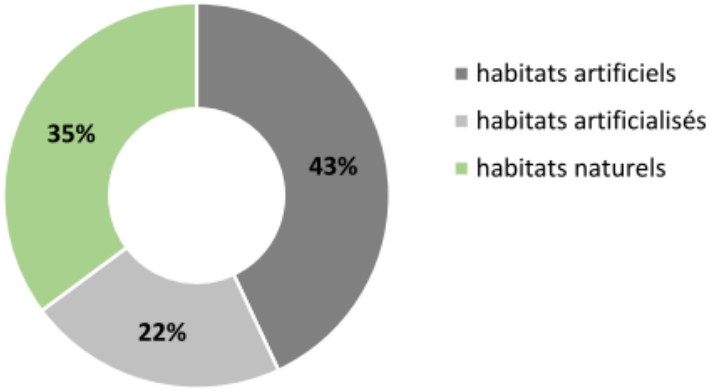
L'aire d'étude est située sur un ancien site industriel qui présente des sols artificiels ou artificialisés, notamment dans sa partie Est. La partie ouest est majoritairement gérée de manière intensive en gazon ou en prairies améliorées. Au total, les habitats artificiels et artificialisés concernent 2/3 de l'aire d'étude (65%). Les habitats naturels les plus présents dans l'aire d'étude sont les friches annuelles, vivaces et herbacées qui occupent environ 11% de la surface globale.

b. Recouvrement par grand type d'habitat dans l'aire d'étude



c. Dynamique de la végétation : Liste des habitats observés et lien avec l'activité humaine

Habitats artificiels (43% de la surface)	Habitats sur sols artificialisés et/ou perturbés par l'activité humaine (22% de la surface)	Habitats naturels (35% de la surface)
Intérêt « Nul »	Intérêt « faible »	Intérêt « moyen »
- Bâtiments - Pistes et surfaces goudronnées / sol nu	- Friches rudérales sur sol artificialisé - Gazon et prairies améliorées - Jeune peupleraie noire - Recolonisation forestière à Peuplier et Pin noir - Alignement d'arbres - Plantations de résineux - Décharges, dépôts de gravats - Bords des champs	- Friches annuelles et vivaces - Friches herbacées - Roselière sèche - Ronciers - Fourrés et jeunes boisements de feuillus - Aulnaie galerie - Robinieraie - Hêtraie-Chênaie-Charmaie



d. Liste des habitats recensés avec surface et statuts de patrimonialité

Syntaxon / Description	Code EUNIS	Surface [ha]	Surface [%]	Statuts de patrimonialité
Roselière sèche à *Phragmites australis*	D5.11	0.04	0,6%	LR
Prairies améliorées	E2.61	0.10	1,7%	
Gazon (pelouse des parcs)	E2.64 x G1.C4	0.56	9,8%	
Friches herbacées (*Convolvulo arvensis - Elytrigion repentis*)	E2.7	0.07	1,2%	
Friches annuelles	E5.12xE1	0.10	1,7%	
Friches vivaces (*Dauco-Melilotion, Dauco-Picridetum*)	E5.12 & I1.53	0.32	5,6%	
Ronciers à *Rubus fruticosus* aggr.	F3.131	0.11	1,9%	
Jeune boisement mésophile	G1	0.34	5,7%	
Aulnaie riveraine (sénescente)	G1.2	0.03	0,5%	
Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline *(Deschampsio cespitosae-Fagetum)*	G1.63	0.20	2,1%	**DH, LR**
Jeune peupleraie tremble	G1.92	0.04	0,7%	
Peupleraie noire	G1.C1	0.03	0,6%	
Robinieraie	G1.C3	0.05	0,8%	
Plantations de conifères exotiques	G3.F2	0.13	2,2%	
Alignement d'arbres	G5.1	0.04	0,7%	
Petit bois de feuillus	G5.2	0.09	1,6%	
Jeune peupleraie noire	G5.61	0.39	6,8%	
Fourrés mésophiles	G5.61	0.07	1,3%	
Recolonisation forestière à Peuplier et Pin noir	G5.62	0.41	7,1%	
Bâtiments abandonnées	J1.5	2.21	38,5%	
Chemins agricoles	J2.6 x E5.1	0.13	2,2%	
Pistes et surfaces goudronnées	J4	0.27	4,6%	

Légende : LR = Liste Rouge, DH = Habitat d'intérêt européen.

e. Intérêt écologique des habitats

La qualité des habitats naturels est considérée comme généralement assez faible, ce qui est lié à l'artificialisation des sols et l'intervention humaine récente et ancienne. Cet intérêt est encore diminué sur des sols artificialisés et potentiellement pollués ou alors par des dépôts et décharges. Il s'y ajoute l'effet de bordure sur les petites surfaces d'habitats naturels ce qui les rend vulnérables à des intrants et à l'activité humaine (pesticides, pollution, piétinement, dépôts).
L'activité humaine joue un facteur important sur la qualité des habitats naturels et semi-naturels. A l'ouest de l'aire d'étude, on note une gestion intensive du gazon avec une fauche régulière qui empêche l'évolution naturelle et conduit à l'appauvrissement de la diversité floristique du gazon avec moins de 10 plantes observées.
Les berges du cours d'eau sont ponctuellement gérées de manière intensive (gazon sous les arbres isolés jusqu'à la berge), pour assurer un accès facile. Il en résulte un faible intérêt écologique.
Dans ce secteur, on observe aussi la présence de plusieurs végétaux ornementaux exotiques comme l'Erable negundo, le Bambou, l'Herbe de la Pampa ou l'Orpin de montagne qui peuvent concurrencer la flore indigène.

Un intérêt écologique moyen concerne les habitats peu ou pas gérés et laissés à évolution libre. Il s'agit souvent de petites surfaces assez isolées entre les habitats artificiels et/ou localisés en bordure de l'aire d'étude où ils peuvent évoluer librement. Ils occupent seulement un tiers de la surface de l'aire d'étude. On y observe une succession de végétations, des stades pionnières, en passant par les friches rudérales et herbacées, aux rares ourlets jusqu'au développement de jeunes boisements.
L'âge des boisements sur site ne dépasse guère les 40ans, à l'exception de quelques chênes isolés le long du cours d'eau ou de rares peupliers noirs localisés entre les bâtiments.

3. Le patrimoine naturel

a. Le recensement des zones d'intérêt écologique

Le tableau ci-après reprend les zones d'intérêt écologique recensées.

Type de zonage	Nom	Référence	Milieux	Intérêts	Distance au projet
Natura 2000 (ZPS)	Forêt domaniale de la Harth	**FR4211809**	Forêt mixte, prairies humides, cours d'eau	Oiseaux	8 km à l'Est
Natura 2000 (ZSC)	Vallée de la Doller	**FR4201810**	Cours d'eau et milieux humides associés	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, poissons	3 km au Sud-Ouest
Natura 2000 (ZSC)	Harth Nord	**FR4201813**	Massif forestier	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, Oiseaux	9 km à l'Est
ZNIEFF de type I	Cours, boisements et prairies humides de la Doller, de la source à Mulhouse	FR 420030266	Cours d'eau et milieux humides associés	Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles, poissons	3 km au Sud-Est
ZNIEFF de type I	Forêts, marais et landes du Rothmoos à Richwiller, Lutterbach et Wittelsheim	FR 420030236	Cours d'eau et milieux humides associés	Avifaune Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles	2,2 km à l'Est
ZNIEFF de type I	Terril Anna et gravières à Wittenheim	FR 420030238	Terril et gravière	Avifaune Mammifères, Flore, amphibiens, reptiles	2,5 km au Nord-Est

Figure 2 : Tableau des zones d'intérêt écologique proche de la zone 1AUd

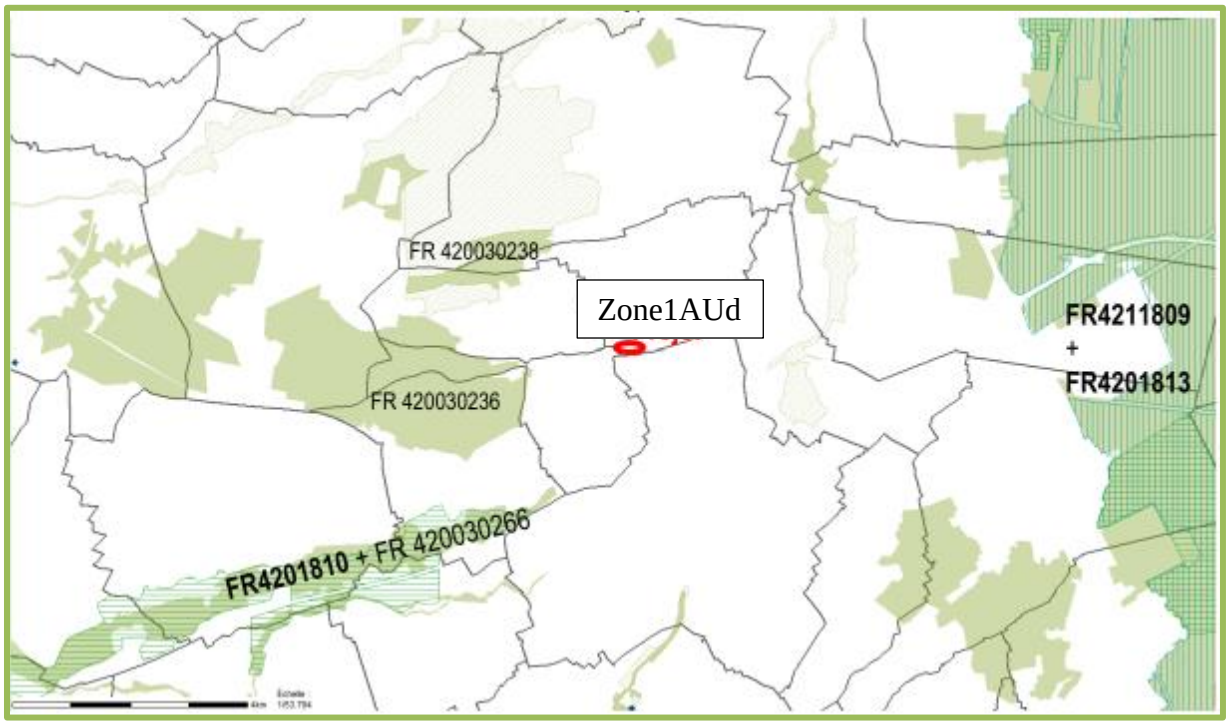


Figure 3 : Localisation des zones d'intérêt écologique les plus proches de la zone 1AUd

Les terrains ne sont pas inclus dans des périmètres de gestion ou d'intérêt écologique.

b. Le PRA Crapaud vert

Le potentiel de présence du Crapaud vert sur la zone est ainsi considéré comme particulièrement faible à moyen. En effet, la zone projet et fortement enclavé, sans réseau hydraulique ou réseau d'assainissement

permettant le déplacement de l'espèce. Le projet est par ailleurs compte tenu de l'éloignement des sites de reproductions avérés, en limite de zone de dispersion.
Le potentiel de présence du Crapaud vert sur la zone projet est ainsi considéré comme particulièrement faible.

c. Les zones humides

Depuis 1992, les zones humides sont protégées par le Code de l'environnement, au titre de la nomenclature « eau et milieux aquatiques ».
En outre, l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. Les zones humides se définissent selon des critères pédologiques ou de végétation.
Enfin, la Circulaire du 18 Janvier 2010 expose les conditions de mise en œuvre des dispositions de l'Arrêté du 1 er Octobre 2009 et les modalités de délimitations des dispositifs territoriaux concernant les zones humides.

La zone 1AUd est concernée par un zonage d'alerte, à savoir, les zones à dominantes humides, au niveau de la ripisylve du Dollerbaechlein (Figure ci-dessous).

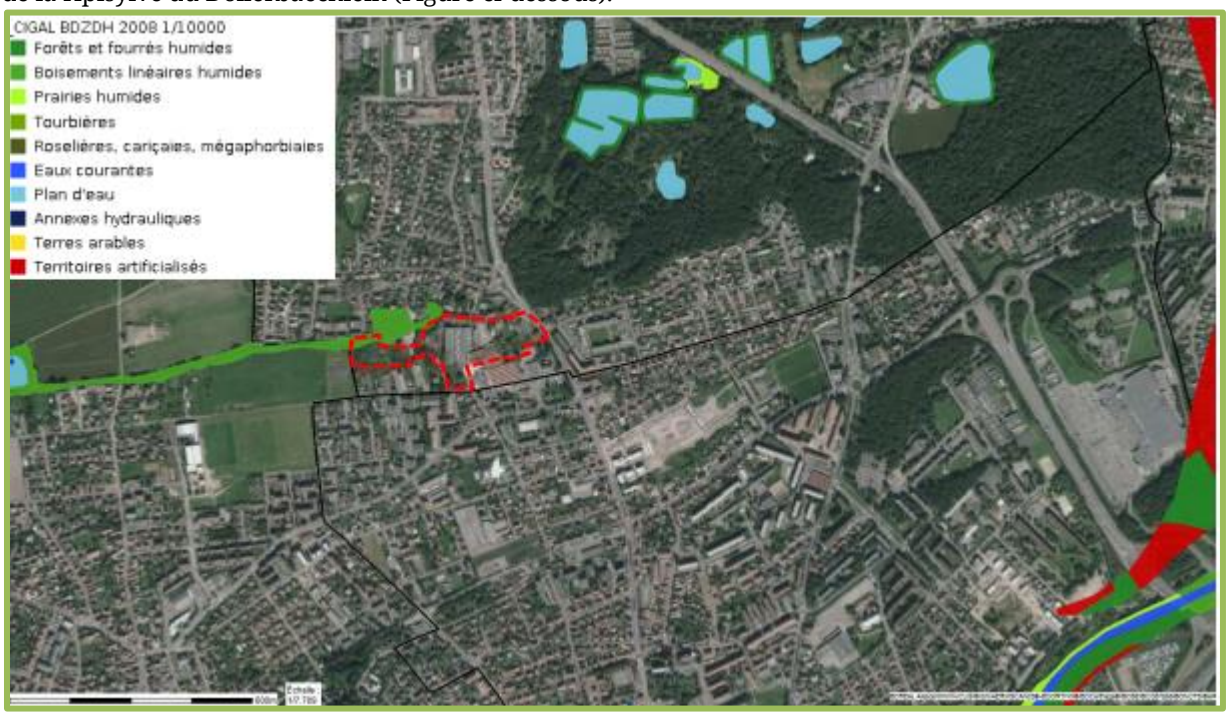


Figure 4 : Les zones à dominantes humides vis-à-vis de la zone 1AUd



Figure 5 : Localisation des zones humides règlementaires après prospection vis-à-vis de la zone 1AUd

L'expertise « zones humides » produite dans le diagnostic écologique confirme la présence de zone humide avec le critère végétation et avec le critère pédologique sur environ 420m².

d. Le SRCE

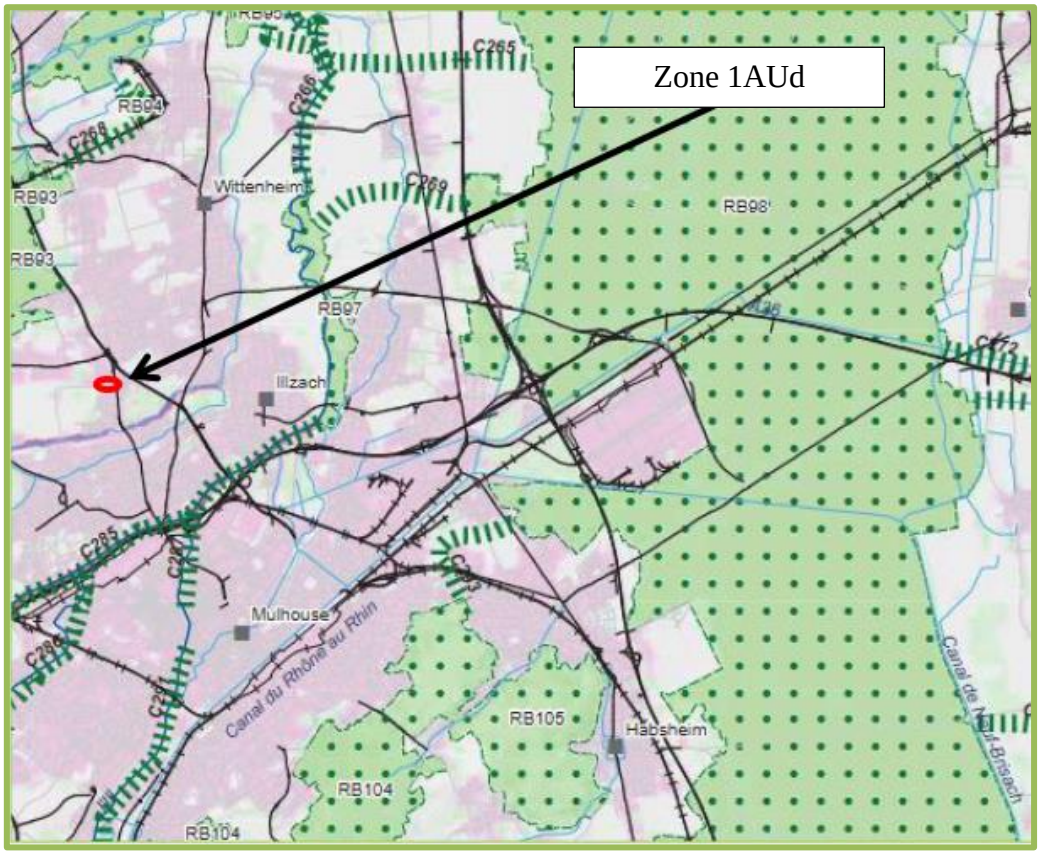


Figure 6 : Localisation de la zone 1AUd avec les éléments du SRCE

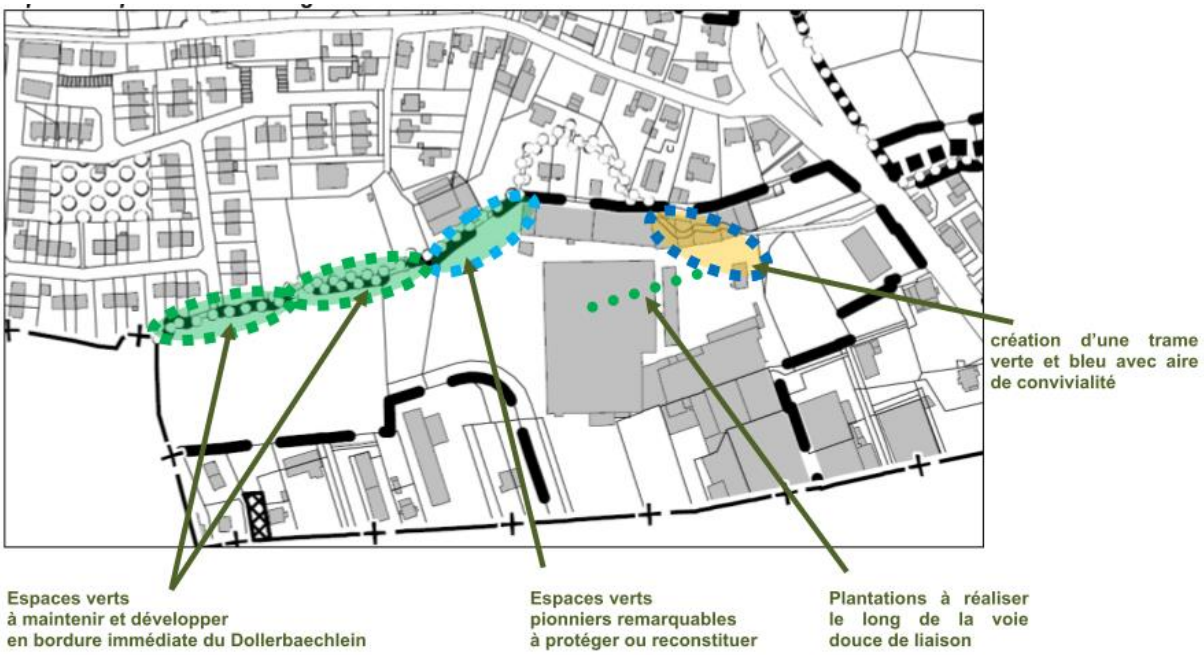
La zone n'est concernée par aucun élément du Schéma Régional de Cohérence Écologique de l'ancienne région Alsace.

4. Mesures prises pour la préservation et la mise en valeur du site et de l'environnement

De manière globale, l'OAP et le règlement du secteur friche industrielle AMECO contribue à la préservation de l'environnement ainsi que des espaces verts. L'affectation des sols traduit une volonté d'urbanisation groupée, avec un renouvellement urbain sur l'ancienne friche.

Plusieurs mesures sont prises dans la modification du PLU de Kingersheim afin de préserver et mettre en valeur le site et l'environnement :

- Une trame verte le long du Dollerbaechlein, et une ripisylve structurée en bordure du ruisseau
- Un aménagement végétal le long de la piste cyclable reliant les deux quartiers
- L'interception du cours d'eau pour reconstituer une trame verte agrémentant une aire de convivialité
- La protection de la végétation pionnière le long du cours d'eau par un recul de 10m
- La mise en place de plantations le long de la voie douce de liaison



La préservation et la mise en valeur de l'environnement naturel sont garanties par le respect des dispositions du règlement :

- Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement si les risques ou nuisances induits par leur activité se révèlent incompatibles avec la proximité des habitations, autres activités et services. (AU 1.4)

- Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif. Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours. (AU 4.2)

- Les espaces verts devront être compatibles avec les dispositions des orientations d'aménagement et de programmation figurant dans le dossier en termes de proportions, de localisation et de fonction. Dans une bande de 10 mètres à partir de la berge du Dollebaechlein, une trame verte comportant une ripisylve et des prés-friches herbeuses devra être maintenue ou reconstituée. L'ensemble est classé au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme et devra être entretenu. L'ensemble des espaces non imperméabilisés, hors stationnements, devra représenter au moins 30% de la surface totale du secteur. (AU 13)

- Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte que leur consommation d'énergie primaire soit minimisée. L'utilisation des énergies renouvelables devra être favorisée. L'usage du bois dans la filière énergie devra être maîtrisé en raison des pollutions qu'il génère. Les projets participeront par leur architecture à la mise en œuvre des objectifs de haute qualité environnementale. (Par exemple : orientation des façades et des surfaces extérieures, dimensions et performance thermique des ouvertures et occultations, isolation par l'extérieur, capteurs solaires, etc...) L'isolation par l'extérieur sera favorisée tout en privilégiant l'animation des façades, par un choix pertinent des matériaux et des éléments de décor.). L'obligation de raccordement aux réseaux d'eau et d'assainissement, lorsque celui-ci existe, contribue à la préservation de l'environnement et de la qualité de l'eau. (AU 15)

- Les obligations en matière d'espaces libres et de plantations contribuent à l'amélioration du cadre de vie et au développement de la biodiversité au sein de l'espace bâti. Elles permettent de limiter l'imperméabilisation des sols et d'éviter que les zones urbaines ne soient entièrement constituées d'éléments minéraux.

La modification du PLU prévoit une zone de développement urbain dans le tissu déjà bâti et participe ainsi à la préservation du site et de l'environnement. De plus, l'urbanisation sera faite de manière cohérente car inscrite dans le cadre d'opération d'aménagement d'ensemble associée à une orientation particulière d'aménagement. La densité imposée, vise à faire diminuer la consommation d'espaces.

- La zone d'urbanisation future 1AUd concerne une friche industrielle intra-urbaine :

5. Incidences de la modification du PLU sur l'environnement

1. Incidences sur la nature ordinaire

La modification du PLU protège les espaces naturels, milieux humides le long des cours d'eau, bosquets, haies et bois par un évitement de l'impact.

L'ouverture à l'urbanisation du secteur 1AUd impacte néanmoins des boisements et des prairie naturelles à enjeux biologiques non négligeables qu'il faudra prendre en compte dans les aménagements futur en phase projet par le respect de l'OAP. La présence d'espèces protégées sur cette zone ouverte à l'urbanisation a été confirmé lors des prospections terrains lors du diagnostic écologique.
Le règlement de la modification du PLU favorise en zone urbaine, le maintien de surfaces perméables aux eaux pluviales ce qui bénéficiera également à la présence d'une biodiversité ordinaire à l'intérieur du tissu urbain « L'ensemble des espaces non imperméabilisés, hors stationnements, devra représenter au moins 30% de la surface totale du secteur. » (AU 13)

Dans les conditions du respect des règles édictées par le zonage et la mise en œuvre de l'OAP, la modification du plan local d'urbanisme aura des incidences notoires sur la faune (Ecaille chinée et Lézard des murailles) et la flore (Alsine à feuilles étroites), qui seront compensées sur site.

2. Incidences sur les continuités écologiques, la TVB et la fragmentation du territoire

Les corridors écologiques que forment les boisements et les cheminements potentiels entre massifs forestier pour la trame verte. Les cours d'eau (l'Ill et ses affluents) et leurs ripisylves pour la trame verte et bleue sont préservés de l'urbanisation par un recul obligatoire des constructions par rapport aux berges. Ces corridors s'étendent sur les territoires voisins et le projet de Kingersheim participe donc au maintien de ces continuités à une échelle supra-communale. Les espaces identifiés par le SRCE sont préservés de l'urbanisation.

La délimitation de la zone d'urbanisation future 1AUd n'entraine pas de fragmentation du territoire. Elle renforce la centralité urbaine de la ville.

Le projet n'a pas d'incidences négatives sur les territoires voisins et sur les continuités écologiques.

3. Incidences vis-à-vis des espèces bénéficiant de plans nationaux d'actions

Le nombre de PNA en faveur des espèces menacées a considérablement augmenté du fait de l'application des engagements pris lors de la Stratégie nationale de la biodiversité (2005) et du Grenelle de l'environnement (2007).

La majeure partie de la zone est concernée par un potentiel jugé « faible » pour la présence du **Crapaud vert** on notera toutefois la partie Nord au-delà du ruisseau qui est concernée par un enjeu potentiel qualifié de fort, malgré un contexte urbain très dense.

Le potentiel de présence du Crapaud vert sur la zone est ainsi considéré comme particulièrement faible à moyen. En effet, la zone projet et fortement enclavé, sans réseau hydraulique ou réseau d'assainissement permettant le déplacement de l'espèce. Le projet est par ailleurs compte tenu de l'éloignement des sites de reproductions avérés, en limite de zone de dispersion.

Dans la mesure ou le PLU protège via l'OAP, le cours d'eau, la ripisylve et les zones humides, le PLU n'a aucune incidence négative sur cette espèce ou ses habitats et contribue à leur maintien à long terme.

4. Incidences sur le paysage

La modification du PLU à un impact positif sur le paysage naturel, par la préservation des grandes entités du territoire. En effet, les cours d'eau et ripisylves sont préservés par une trame graphique « à maintenir et développer » dans l'OAP.

L'aménagement progressif de la zone 1AUd n'aura pas d'impact sur le paysage, compte tenu de la localisation de cette zone dans l'enveloppe urbaine.

Les orientations d'aménagement et de programmation tiennent compte de la topographie des terrains et la morphologie urbaine de la ville afin de proposer une intégration harmonieuse des futures constructions.

Le règlement du PLU encadre le gabarit et l'aspect extérieur des futures constructions en vue d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel.

5. Incidences sur les zones humides

Les zones humides dans la zone 1AUd sont situées le long du cours d'eau (Dollerbaechlein) et sont en grande partie inconstructibles dans le projet de modification du PLU, avec le recul de 10m imposé dans l'OAP de la zone.

Néanmoins une attention sera portée sur la zone 1AUd qui est située en fond de vallée. En effet ce projet interfère avec des zones humides identifiées. L'aménagement de la zone devra se faire avec toutes les autorisations réglementaires de rigueur.

6. Incidences sur l'environnement physique des habitants

a. Ambiance sonore

Le règlement du PLU permet l'implantation d'activités économiques en milieu urbain à condition qu'elles soient compatibles avec les habitations avoisinantes.

Un accroissement de population est de nature à accroitre le trafic routier en particulier sur les rues de Guebwiller et de Cherbourg. Cette augmentation devrait avoir un effet relativement modéré sur l'ambiance sonore de la ville, notamment en raison de la vitesse réduite de circulation imposée par la configuration des lieux (en agglomération).

b. Qualité de l'air

Les principales sources de pollutions atmosphériques sont la circulation routière, le chauffage domestique et les industries.

L'accroissement du parc automobile (en considérant l'existence d'un véhicule par nouveau foyer), engendrera des pollutions atmosphériques : émissions annuelles de CO2 supplémentaires (en considérant une émission moyenne de 2 tonnes de CO2 par an et par véhicule, calculée à partir d'une moyenne de 140

g de CO2 émis par km pour un véhicule et d'une moyenne de 15 000 km parcourus par an). Le chauffage des foyers peut également être considéré comme source de pollution.

Le projet de développement urbain de la commune a été dimensionné (limitation de la consommation foncière, détermination du besoin exact en nouveaux logements, encadrement du développement urbain, développement des liaisons douces) pour modérer les sources de pollutions.

La végétation a la capacité d'absorber du CO2. La modification du PLU permet la préservation des espaces boisés existants le long du Dollerbaechlein.

c. Risques naturels et technologiques

Un secteur d'information sur les sols (SIS) a été créé par arrêté préfectoral en date du 9 janvier 2019 (n°68SIS06887). Cette information concerne une ancienne friche industrielle (AMECO) avec une emprise de 32.712m² et une pollution avérée des sols et des eaux souterraines par des Hydrocarbures (HCT, HAP), des BTEX et en métaux.

Des restrictions d'usage sont mentionnées dans la fiche du SIS avec risques avérés.

Un rapport (n°A106595 – Septembre 2020) visant la « Réhabilitation de la friche industrielle AMECO à Kingersheim (68) – Investigations complémentaires et plan de gestion » a été réalisé par le bureau d'études Anteagroup, cette étude confirme également la présence d'une pollution des sols en hydrocarbures et en métaux, il est aussi mentionné un plan de gestion avec différentes solutions :

« Solution 1 : Traitement des terres sur site (landfarming),

Solution 2 : Traitement des terres sur site (biotertre),

La solution d'évacuation et traitement hors site sera notamment retenue si les solutions 1 et 2 ne sont pas adaptées en termes de planning ou de traitement.

De plus, une solution mixte pourrait être envisagée permettant de réduire les volumes à traiter sur site.

– La mise en œuvre de mesures constructives lors de la construction du quartier peut être envisagée afin de limiter les traitements des sols impactés en métaux.

– La mise en place de bâtiments, de voiries ou de zones recouvertes d'enrobés éliminera le contact direct et de ce fait le risque sanitaire. Au droit des futurs jardins, l'excavation des sols de surface avec mesures de contrôles analytiques dans les sols après travaux devra être entreprise.

De plus, à l'issue des travaux de réhabilitation, des contrôles analytiques devront être réalisés dans les sols au droit des zones réhabilitées afin de vérifier que les concentrations observées sur site respectent les seuils de réhabilitation retenus. »

La réhabilitation de la friche industrielle AMECO offre la possibilité d'une amélioration de la qualité des sols après dépollution.

7. Evaluation des incidences Natura 2000

Le territoire de Kingersheim n'est pas concerné directement par les sites Natura 2000 suivants : FR4211809 Forêt domaniale de la Harth (ZPS), FR4201810 Vallée de la Doller (ZSC) et FR4201813 Harth Nord (ZSC)

Contexte réglementaire

→ ***Décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.***

L'article L 414-4 du code de l'environnement précise que les « projets situés dans ou en dehors du périmètre d'un site Natura 2000 susceptibles d'affecter de façon notable un ou plusieurs sites Natura 2000, compte tenu de la distance, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, de la nature et de l'importance du programme ou du projet, des caractéristiques du ou des sites et de leurs objectifs de conservation » **font l'objet « d'une évaluation de leurs incidences éventuelles au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 »**

Il convient de ne pas dégrader ou porter atteinte de quelques manières que ce soit aux habitats et espèces désignés par la directive européenne de 1992. L'évaluation environnementale est chargée de détailler les impacts particuliers des PLU sur les zones Natura 2000 selon l'article 6 de la directive Habitats.

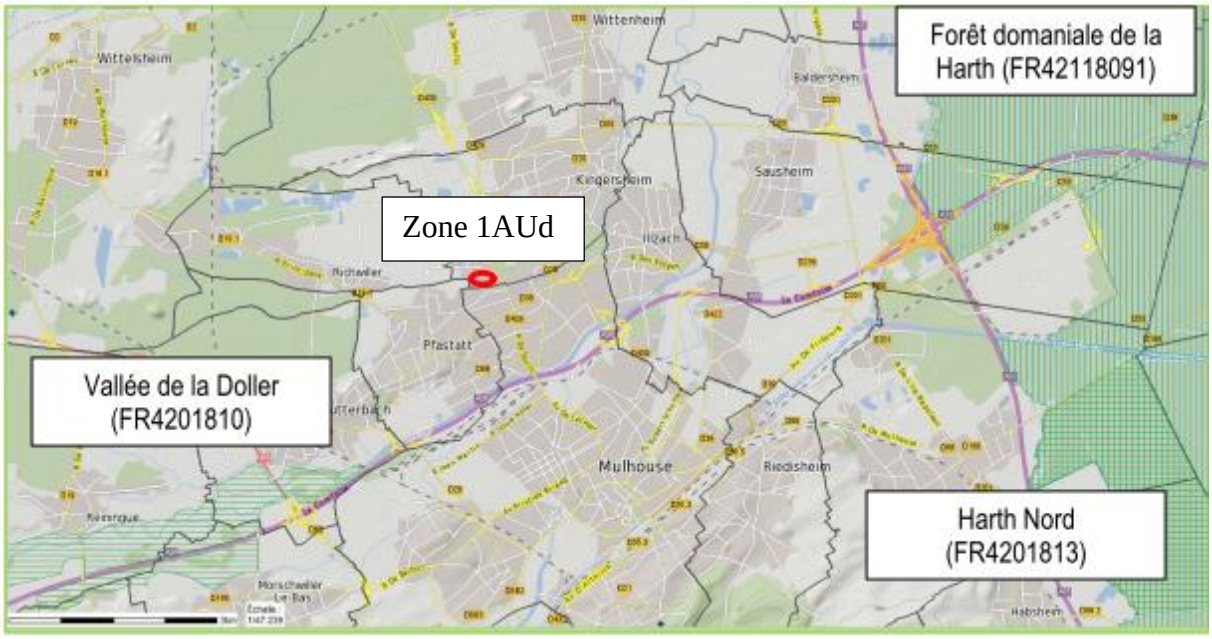


Figure 7 : Localisation des sites Natura 2000 les plus proches de la zone 1AUd

Analyses des incidences NATURA 2000/Espèces FSD - site FR4201813 - Hardt nord (Directive Habitats)					
Espèces			Analyse vis-à-vis du projet		
Nom Latin	Habitat particulier	Evaluation Etat de conservation sur le site	Présence de l'espèce sur le site projet	Observation	Incidences
Myotis myotis	Chiroptères inféodés aux forêts, milieux aquatiques et boisements linéaires	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Eriogaster catax	Espèce dépendante du prunellier (plante hôte)	Non évalué	NON	Plante hôte présente sur le site, mais espèce absente	0
Lucanus cervus	bois sénescents	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Cerambyx cerdo	bois sénescents	Non évalué	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Triturus cristatus	Milieux aquatiques	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Bombina variegata	Zones humides forestière	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Myotis bechsteinii	fortement liée aux milieux boisés, des vieilles futaies et les zones aux strates diversifiées bien structurées sous les canopées gîtes arboricoles en été et cavernicole en hiver	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
BILAN INCIDENCE potentielle					Pas d'incidence

Analyses des incidences NATURA 2000/Espèces FSD - site FR4211809 - Forêt domaniale de la Harth (Directive Oiseaux)					
Espèces			Analyse vis-à-vis du projet		
Nom Latin	Habitat particulier	Evaluation Etat de conservation sur le site	Présence de l'espèce sur le site projet	Observation	Incidences
Caprimulgus europaeus	Espace semi ouvert, semi boisé, avec des zones buissonnantes et des parties de sol nu. Cette espèce nichant au sol a besoin d'un substrat sec, sablonneux ou pierreux, qui se réchauffe facilement le jour.	Non évalué	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Picus canus	Strictement forestier	Non évalué	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Dryocopus martius	Autes futaies âgées, notamment les hêtraies-sapinières et les hêtraies pures, préférence bien espacés et sur de grandes surfaces.	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Dendrocopos medius	Forêts caducifoliées matures et particulièrement des chênaies riches en bois mort sur pied.	Excellente	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Lanius collurio	Espèce typique des milieux semi-ouverts : ses besoins fondamentaux sont : buissons bas épineux, perchoirs d'une hauteur comprise entre un et trois mètres, zones herbeuses et gros insectes.	Non évalué	NON	Habitat de l'espèce potentiellement présent sur le site projet et à proximité	0
Pernis apivorus	Grands massifs pourvus de clairières et de coupes, sur des sols légers et secs qui facilitent le creusement. On la trouve également dans les mosaïques de bosquets, de zones humides et de prairies. Elle niche dans de grands arbres, en particulier les hêtres	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Milvus migrans	Apprécie les abords des lacs, rivières et zones humides. Il évite les montagnes et les grands massifs forestiers. Courant à basse altitude. Très aérien, il chasse essentiellement au-dessus de l'eau	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Milvus milvus	niche dans les bosquets d'arbres élevés ou dans le bocage mais s'alimente surtout en terrain découvert, cherchant ses proies dans la végétation basse	Non évalué	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Circus cyaneus	toutes sortes de vastes terrains ouverts, à tendance sèche et à couverture végétale basse	Non évalué	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
BILAN INCIDENCE potentielle					Pas d'incidence

Analyses des incidences NATURA 2000/Espèces FSD - site FR4201810 – Vallée de la Doller (Directive Habitats)					
Espèces			Analyse vis-à-vis du projet		
Nom Latin	Habitat particulier	Evaluation Etat de conservation sur le site	Présence de l'espèce sur le site projet	Observation	Incidences
Castor fiber	Cours d'eau / berges	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Marsilea quadrifolia	Milieux aquatique ou marais	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Lycaena dispar	Prairie humide avec rumex	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Lampetra planeri	Milieux aquatique en cours d'eau	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Cottus gobio	Milieux aquatique en cours d'eau	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Triturus cristatus	Milieux aquatique	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
Bombina variegata	Zones humides forestière	BON	NON	Habitat de l'espèce non présent sur le site projet ou à proximité	0
BILAN INCIDENCE potentielle					Pas d'incidence

Conclusion incidences Natura 2000

Les espèces et habitats ayant justifiés la désignation des sites Natura 2000 sont inféodés à de vastes biotopes particuliers qui sont identifiés ou absents sur le territoire communal de Kingersheim et sont protégés dans le projet de modification du PLU. La matrice paysagère existante est protégée dans le PLU via le zonage et l'OAP.

L'extension prévue dans le projet n'impacte pas de manière significative ces espèces ou habitats d'espèces.

Le projet n'aura aucune incidence sur le réseau Natura 2000 et ne compromet pas les objectifs de gestion, de conservation et de développement de ces sites et des espèces ayant justifiées leur désignation.

8. Synthèse des incidences de la modification du PLU

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des incidences de la modification du PLU de Kingersheim sur l'environnement.

Thèmes	Incidences
Habitats naturels	Destruction de milieux semi-naturels très anthropisés et d'une petite partie (1,241m²) de la Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline qu'il ne sera pas nécessaire de compenser car l'évitement est suffisant.
Trame verte et bleue, corridors écologiques	Pas de fragmentation et amélioration du fonctionnement écosystémique avec la renaturation du Dollerbaechlein.
PRA Crapaud vert	Absence de l'espèce dans la zone.
Espèces protégées	Ecaille chinée, Lézard des murailles et Alsine à feuilles étroites seront impactées par l'aménagement de la zone. Une compensation est à prévoir.
Paysage	Incidence positive avec intégration paysagère.

Zones humides	Présence de zone humide dans la zone 1AUd, évitement avec le recul de 10m par rapport au cours d'eau.
Ambiance sonore	Augmentation du trafic routier
Qualité de l'air	Augmentation des émissions de gaz à effets de serre par les déplacements et le chauffage
Risques	Dépollution de l'ancienne friche industrielle AMECO
Natura 2000	Aucune espèce ou habitats d'espèces ayant justifiés la désignation des sites Natura 2000 les plus proches ne sont présent dans la zone

6. Mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la modification du plan sur l'environnement

La logique ERC

Comme tout projet susceptible de présenter des impacts sur le milieu naturel, les documents de planification tel que le PLU faisant l'objet d'une évaluation environnementale s'inscrivent pleinement dans le cadre de la doctrine "éviter, réduire, compenser" (ERC). Cette doctrine vise à dégager les principes communs aux différentes réglementations qui s'appliquent au milieu naturel (eau, biodiversité et services écosystémiques associés). Les spécificités de chaque réglementation ne sont précisées que lorsqu'elles s'attachent à des principes fondamentaux.

Dans l'esprit de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, les procédures de décision publique doivent permettre de « privilégier les solutions respectueuses de l'environnement, en apportant la preuve qu'une décision alternative plus favorable à l'environnement est impossible à coût raisonnable » et de limiter la consommation des surfaces agricoles, forestières et naturelles. Dans cet esprit, on privilégie les espaces déjà artificialisés dans le choix d'implantation du projet, lorsque c'est possible. Il est souhaitable que le projet déposé soit celui présentant, au regard des enjeux en présence, le moindre impact sur l'environnement à coût raisonnable.

Dans le cadre de cette démarche ERC qui s'est faite de manière itérative concernant l'aboutissement du projet de modification du PLU, cela nous a permis de limiter les impacts, en réalisant six version de l'OAP.

La zone de développement urbain : la zone 1AUd couvrant environ 4,5ha est choisie dans l'enveloppe urbaine pour le développement futur. Choisi pour son accessibilité, la présence des réseaux et les faibles enjeux écologiques, ce secteur est parfaitement calibré sur les besoins futurs de la commune avec un réel effort de densification, d'économie d'espace et d'optimisation de l'agencement grâce à l'OAP. La zone 1AUd vient répondre aux besoins fonciers futurs en cohérence avec le développement architectural de la ville. Lors de la délimitation de la zone d'urbanisation future en extension 1AUd, les espaces naturels les plus sensibles ont été évités. L'urbanisation de cette zone aura des impacts négatifs notables sur les espèces protégées présentes (Alsine à feuilles étroites (*Minuartia hybrida*), Ecaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*)), concernant les espèces protégées, une compensation sera mise en œuvre via une demande de dérogation espèce protégée qui devra être validée par le CSRPN.

Par ailleurs, afin de réduire l'impact de l'urbanisation sur la consommation d'espace, la zone à urbaniser 1AUd a été localisée en continuité de l'espace bâti existant. De plus, la superficie des zones a été modérée (prise en compte du potentiel de renouvellement urbain pour répondre à l'objectif de création de logements) et des mesures sont prises pour optimiser le foncier, limiter la consommation d'espace et permettre une intégration harmonieuse des futures constructions dans leur environnement (densité minimale de 40 logements/ha, plantations de structures arborées et préservation d'une bande de 10m de largeur le long du cours d'eau…).

Pour l'Alsine à feuilles étroites, une compensation sera réalisable en récoltant les graines et en semant sur une zone de gestion écologique recréant les conditions édaphiques adéquates sur sol pauvre.

L'Ecaille chinée retrouvera un habitat adéquat (type friche et roncier) dans les zones de gestion écologique.

Le Lézard des murailles retrouvera un habitat adéquat dans les zones de gestion écologique et les espaces verts notamment via l'aménagement de gabions ou de murets en pierre sèche et de tas de bois favorables pour l'espèce.

Concernant la Hêtraie-Chênaie-Charmaie hygrocline, l'évitement est effectif, car il ne reste qu'un impact résiduel (recul de 10m par rapport au cours d'eau) de 1,241m². Cette surface pourra être compensée le long de la berge en laissant en libre évolution la zone en contact avec cet habitat, sur une surface équivalente.

Préserver et/ou intégrer si possible les habitats naturels existants dans les orientations d'aménagement (OAP), notamment les plus grands boisements et les gros arbres isolés.

Le choix d'une urbanisation maitrisée sur l'ancienne friche industrielle AMECO limité à 4,5ha dans l'enveloppe urbaine avec des enjeux particuliers (espèces protégées) qu'il conviendra de compenser, permettra une amélioration globale des conditions écologiques de la zone.

7. Choix retenus

Le site AMECO a été étudiée de longue date en tant que site stratégique de reconversion d'une friche industrielle. Elle figurait au POS en zone d'urbanisation future NA. En analysant plus finement son organisation, le PLU propose d'adjoindre à un projet d'urbanisme la prise en compte d'une composante majeure du site : le cours du Dollerbaechlein qui borde le site au nord.

Elle est complétée dans le PLU par un ensemble de parcelles située de l'autre côté de la route, et qui étaient classées en ND au POS. Ces terrains faisaient partie autrefois du foncier affecté à l'exploitation des gravières, et ont été peu à peu recolonisés par une végétation arborescente. Le classement 2-AU de cette zone partiellement desservie est une première étape vers une réflexion d'urbanisme d'ensemble, en lien avec le site AMECO.

Dans le PLU actuel, il est mentionné concernant les zones 2AU : « La plus importante est la friche industrielle AMECO (5,7ha), située à l'interface entre Kingersheim et Mulhouse, et son pendant de l'autre côté du boulevard. Ces terrains sont idéalement situés pour un traitement mixte, un complément d'urbanisation qualitative articulé sur les quartiers existants et valorisé par la présence du Dollerbaechlein, une diffluence de la Doller qui constitue pour la ville un fil vert et bleu de grande importance. »

Le nouveau projet doit ajuster la densité (le nombre de logements à l'hectare), la proportion de logements locatifs sociaux, et la mixité fonctionnelle et architecturale sur le site. Il doit également porter l'effort sur la coulée verte et sa connexion avec le réseau des espaces verts urbains.

Plusieurs leviers sont à mobiliser pour encadrer et accompagner le projet. Une partie se règle par le règlement du secteur et des conditions de réalisation du projet, une partie se précise dans les OAP (orientations d'aménagement et de programmation), qui complètent le règlement par des éléments obligatoires (les prescriptions) et des éléments optionnels (les préconisations), qui se traduisent par des illustrations de propositions concrètes.

Déjà doté de ces outils dans une première OAP, le PLU complète et précise certaines options dans le cadre de cette modification ; les pièces maîtresses du squelette de cet aménagement restent comparables aux précédentes, en particulier l'organisation hiérarchique des voies. Le nouveau projet diminue la densité globale pour l'habitat, et répartit autrement les logements par catégories.

Aussi et surtout, il s'appuie sur un diagnostic environnemental précis qui permet de mieux prendre en compte les éléments expertisés sur le site et les enjeux de la biodiversité.

8. Indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan

1. → Démarche

a. Obligation réglementaire

Article L.153-27 du code de l'urbanisme : « Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports. »

Il est donc nécessaire de mettre en place un dispositif de suivi.

b. Présentation de la démarche

Il est utile d'identifier et de sélectionner les données environnementales qui sont nécessaires au suivi des incidences importantes sur l'environnement.

Il convient d'établir un tableau de bord et des indicateurs pour étayer la démarche, depuis la phase de diagnostic et tout au long des étapes de mise en œuvre. Les indicateurs peuvent fournir un cadre permettant d'identifier les informations pertinentes sur l'environnement.

Trois critères de base ont été retenus pour sélectionner les indicateurs de suivi :

- *la pertinence et l'utilité pour les utilisateurs ;*
- *la facilité à être mesurés ;*
- *l'adaptation aux spécificités du territoire.*

c. Les indicateurs

Un indicateur est la mesure d'un objectif à atteindre, d'une ressource mobilisée, d'un effet obtenu, d'un élément de qualité ou d'une variable du contexte. Il permet d'obtenir une information synthétique quantifiée, pour apprécier les divers aspects d'un projet ou d'une stratégie de développement.

Les principales qualités que doit réunir un indicateur sont :

- *être pertinent (refléter la réalité et avoir un rapport direct avec un objectif ;*
- *être clair et facile à interpréter ;*
- *être précis (grandeur précise et vérifiable) ;*
- *être fiable (possibilité de comparaisons) ;*
- *être utile (appuyer le pilotage et/ou la prise de décision).*

d. Le modèle de suivi

Un suivi efficace suppose la désignation des autorités responsables et la détermination du moment et de la fréquence du suivi. Il ne s'agit pas de constituer une liste fixe et définitive d'indicateurs, d'une part parce qu'il est impossible de couvrir tous les champs des situations rencontrées et d'autre part parce que la démarche du développement durable est flexible et adaptable.

Au regard des cibles choisies (incidences de la modification du PLU et mesures prises ou à prendre), il convient de mettre en œuvre le modèle qui repose sur l'idée suivante : « les activités humaines exercent des pressions sur l'environnement et affectent la qualité et la quantité des ressources naturelles (Etat). La société répond à ces changements en adoptant des politiques environnementales, économiques et sectorielles ».

2. → Tableau des indicateurs

Les indicateurs de suivi présentés ci-dessous vont permettre d'évaluer l'évolution de la modification du Plan Local d'Urbanisme au regard des objectifs énoncés dans différents domaines. A terme, ces indicateurs de suivi permettront de réaliser un bilan de son application et de lancer en cas de besoin une révision du document. Ce bilan doit être effectué 9 ans au plus après la délibération portant approbation de la modification du plan local d'urbanisme.

Thématiques	Indicateurs de suivi	Couverture géographique	Fréquence de suivi	Source
Développement urbain maîtrisé	Autorisations d'urbanisme : nombre de logements créés/ha	Zone 1AUd	Annuelle	Données communales et SCoT
Renouvellement urbain	Evolution du nombre de logements vacants et rythme de comblement des dents creuses par rapport à l'étude effectuée dans le diagnostic	Zone 1AUd	Triennale	Données communales
Ouverture des zones à urbaniser	Mesures des surfaces bâties - respect de l'OAP et des projections - critères qualitatifs (espaces verts, équipements)	Zone 1AUd	Triennale	Données communales ou gestionnaire des réseaux
Infrastructures et équipements	Bilan des travaux effectués	Zone 1AUd	Triennale	Données communales ou gestionnaire des réseaux
Mixité sociale	Autorisations d'urbanisme : typologie des logements créés	Zone 1AUd	Annuelle	Données communales et SCoT
	Nombre de logements locatifs sociaux crées	Zone 1AUd	Annuelle	Données communales
Sécurité et salubrité publique	Suivi de la qualité de l'eau distribuée	Zone 1AUd	Annuelle	Agence régionale de santé
Prévention des risques naturels	Suivi et localisation des phénomènes d'inondation et/ou coulées d'eau boueuse	Zone 1AUd	Annuelle	La commune
Mobilité, déplacement et réduction des gaz à effet de serre	Evolution des statistiques sur les modes de transport des habitants	Zone 1AUd	Variable (selon la parution des données INSEE)	Données INSEE

Protection des paysages	Mise en œuvre du règlement du PLU et de l'OAP dans les autorisations d'urbanisme	Zone 1AUd	Annuelle	La commune
Protection de la biodiversité	Suivi des mesures compensatoires	Zone 1AUd	Annuelle	Bureau d'études, OFB ou commune

9. Articulation avec les plans et programmes

Plans ou programmes	Etat d'avancement	Objet	Orientations	Incidences sur le PLU
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Grand Est Territoires	Approuvé le 24 janvier 2020	Document de planification qui, à l'échelle régionale, précise la stratégie, les objectifs et les règles fixées par la Région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire.	- Un rééquilibrage régional pour renforcer l'égalité des territoires ; - Un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique	Le PLU doit être compatible avec le SRADDET (L131-2 code de l'urbanisme)
Schéma D'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse	Approuvé en 2017, mise à jour prévu en 2022	Outils de planification de la DCE directive cadre sur l'eau (2000). Ils fixent donc les principes d'une utilisation durable et équilibrée de la gestion en eau.	- T1-01 - Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité. - T1-02 - Favoriser la baignade en toute sécurité sanitaire, notamment en fiabilisant prioritairement les sites de baignade aménagés et en encourageant leur fréquentation - T2-01 - Réduire les pollutions responsables de la non atteinte du bon état des eaux - T2-02 - Connaître et réduire les émissions de substances toxiques* - T2-03 - Veiller à une bonne gestion des systèmes	Les PLU sont soumis aux directives du SDAGE (L.111-1-1, L.122-1-13 et L.123-1-10 du code de l'urbanisme)

			d'assainissement publics et privés, et des boues d'épuration - T2-04 - Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytosanitaires d'origine agricole - T2-05 - Réduire la pollution par les produits phytosanitaires d'origine non agricole - T2-06 - Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité - T2-07 - Protéger le milieu marin en agissant à la source sur les eaux continentales - T3-01 - Appuyer la gestion des milieux aquatiques sur des connaissances, en particulier en ce qui concerne leurs fonctionnalités - T3-02 - Organiser la gestion des cours d'eau et des plans d'eau et y mettre en place des actions respectueuses de ces milieux, et en particulier de leurs fonctionnalités - T3-03 - Restaurer ou sauvegarder les fonctionnalités	

			naturelles des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'autoépuration - T3-04 - Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques - T3-05 - Mettre en œuvre une gestion piscicole durable - T3-06 - Renforcer l'information des acteurs locaux sur les fonctionnalités des milieux aquatiques et les actions permettant de les optimiser - T3-07 - Préserver les zones humides - T3-08 - Respecter les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux aquatiques - T4-03 - Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau - T4-02 - Favoriser la surveillance de l'impact du climat sur les eaux - T5-03 - Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau - T5-04 - Identifier et reconquérir les	

			zones d'expansion de crues - T5-05 - Limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration - T5-06 - Limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro-écologiques - T5-07 - Prévenir le risque de coulées d'eau boueuse - T5B-01 - Dans des situations de déséquilibre quantitatif sur les ressources ou les rejets en eau, limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux - T5B-02 - Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel - T5C-01 - L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement	

			collectif ou non collectif) qui en seraient issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement - T5C-02 - L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement - T6-01 - Anticiper en mettant en place une gestion des eaux gouvernée par une vision à long terme, accordant une importance égale	

			aux différents piliers du développement durable, à savoir les aspects économiques, environnementaux et socio-culturels - T6-02 - Aborder la gestion des eaux à l'échelle de la totalité du district hydrographique, ce qui suppose notamment de développer les collaborations transfrontalières et, de manière générale, de renforcer tous les types de solidarité entre l'amont et l'aval - T6-03 - Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau et prendre en compte leurs intérêts équitablement - T6-04 - Mieux connaître, pour mieux gérer - T6-05 - Mettre en place une gouvernance adaptée aux enjeux de la Directive cadre sur l'Eau (DCE) et de la Directive inondation (DI)	

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Ill-Nappe-Rhin	Approuvé après première révision le 11 décembre 2014	Un Schéma d'Aménagement et de gestion des eaux est un document de planification élaboré de manière collective pour un périmètre hydrographique cohérent.	Le SAGE est doté d'une portée juridique : le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers	Les PLU sont soumis aux directives du SAGE (L131-1 code de l'urbanisme)
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Région Mulhousienne	Approuvé après première révision le 25 mars 2019	Le Document d'Orientations Générales (DOG) traduit les principes d'aménagement et de développement durable, sous forme d'orientations destinées à encadrer les documents locaux de planification, des politiques publiques et les opérations d'urbanisme et d'aménagement mentionnés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme.	Organiser l'espace de la région mulhousienne Offrir un cadre de vie de qualité Répondre aux besoins du développement urbain Diversifier l'offre de transport	Les PLU sont soumis aux orientations du SCoT (L141-1 code de l'urbanisme)

Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) de Mulhouse Alsace Agglomération	Actualisé en décembre 2010	Le PCET reprend l'objectif national visant une réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050	- Réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 - Porter la part d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique à 20 % d'ici 2020 - Améliorer de 20 % l'efficacité énergétique d'ici 2020	Les PLU doivent prendre en compte les objectifs du PCET (L131-5 code de l'urbanisme)
Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) dans le Haut-Rhin	En cours de révision	Oriente et coordonne les actions à mettre en œuvre, à court, moyen et long terme, pour la gestion des déchets ménagers, en vue d'assurer la réalisation des objectifs prévus par la loi.	- de prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets ; - d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume; - de valoriser les déchets par réemploi, recyclage, ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie ; - d'assurer l'information du public, sur les effets pour l'environnement et la santé publique, des opérations de production et d'élimination des déchets, (…) ainsi que sur les mesures destinées à en	Les plans ne peuvent avoir de valeur contraignante absolue, notamment au regard des décisions prises par les collectivités locales en matière de traitement des déchets ménagers, et plus particulièrement au regard de l'application des dispositions de libre concurrence préconisées par le Code des Marchés publics.

			compenser les effets préjudiciables. »	
Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la région Alsace	Approuvé le 22 décembre 2014	Permettre et améliorer les déplacements des espèces naturelles (faune et flore)	Travail sur les trames vertes et bleues, ainsi que sur les points de non-connectivité entre les ensembles naturels et urbains	Respect des continuités écologiques à l'échelle de la zone ouverte à l'urbanisation
Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de la région Alsace	Approuvé le 29 juin 2012	Réduire les émissions de gaz à effet de serre et maîtriser la demande énergétique, adapter le territoire et les activités aux effets du changement climatique, prévenir et réduire la pollution atmosphérique, développer la production d'énergies renouvelables et favoriser les synergies du territoire en matière de climat-air-énergie.	- la réduction des consommations énergétiques, - la réduction des émissions de gaz à effet de serre, - le développement des énergies renouvelables, - de la qualité de l'air, - l'adaptation au changement climatique.	Par le décret n°2011-678 du 16 juin 2011, le schéma donne des orientations pour réduire les impacts sur le climat, l'air et l'énergie, en ayant la volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre et une meilleure utilisation de l'énergie, pour ce faire, la valorisation des énergies renouvelables et la performance énergétique sont mises en avant.
Le Plan Local de l'Habitat (PLH) de Mulhouse Agglomération Alsace		Le Plan Local de l'Habitat donne un état des lieux de la situation et les grandes orientations et programmation des actions en matière de politique du logement, à l'échelle des communes de M2A.	- Mener une politique urbaine qui permette le développement de l'offre en logements pour réussir le scénario - Offrir un parcours résidentiel sur l'agglomération pour tous les ménages - Réduire la consommation énergétique des logements et lutter	Les PLU sont soumis aux actions du PLH (L131-4 code de l'urbanisme)

			contre la précarité énergétique et les logements indignes	

Sources

Diagnostic écologique- projet AMECO – KINGERSHEIM (68) Octobre 2021 – Elément 5

Réhabilitation de la friche industrielle AMECO à Kingersheim (68) Investigations complémentaires et plan de Gestion - Rapport n°A106595 version A -Septembre 2020 - anteagroup



élément cinq

Retrouvez-nous :

sur le web
www.element-5.fr

sur notre blog
http://leblog-e5.fr/

sur twitter
@element_cinq

sur facebook
http://www.facebook.com/
elementcinq.environnement

une société

GTI
GROUPE TOPOS INGENIERIE

terre & développement
AMENAGEUR FONCIER

KINGERSHEIM

Reconversion de friches polluée
Site AMECO – Route de Guebwiller

PRESENTATION

Le site objet de la reconversion est totalement à l'abandon dans un état de délabrement avancé et devient potentiellement dangereux pour les riverains,
Nous avons à cœur de pouvoir proposer pour ce projet remarquable une offre de logements respectant l'Homme et la Nature et favoriser la mixité générationnelle et sociale.

ANALYSE ET TRAVAUX DE DEPOLLUTION

Etude de vulnérabilité
L'étude de vulnérabilité a mis en évidence le contexte vulnérable du sous-sol du site constitué de terrains sableux graveleux perméables et de la nappe d'eau souterraine présente à moins de 2m de profondeur. Néanmoins, la sensibilité de la nappe reste limitée, aucun captage vulnérable n'étant recensé en aval hydraulique du site. Le site est traversé en partie Nord-Ouest par le cours d'eau Dollerbaechlein, vulnérable à une pollution en provenance du site du fait de sa proximité. Il est à noter l'usage de pêche dans ce cours d'eau qui joue un rôle de barrière hydraulique de la nappe alluviale.

Investigations
Les investigations des milieux sols, gaz du sol, eaux souterraines, eaux superficielles et sédiments ont été menées entre mars et juin 2020. Elles ont compris la réalisation de 32 sondages de sol à la foreuse hydraulique, 3 sondages de sols superficiels pour la constitution du fond géochimique local, 4 piézomètres, 3 piézairs et 6 prélèvements sous dalle, ainsi que 2 prélèvements des sédiments et des eaux superficielles en amont et aval hydraulique dans la Dollerbaechlein.

Les échantillons de **sol superficiel** indiquent un fond géochimique local avec des valeurs importantes pour le plomb, le zinc, le cuivre. La présence d'arsenic et de plomb est notamment importante dans la partie nord du site.

Les investigations sur les **sols profonds** indiquent des signes organoleptiques de pollution corrélés avec des concentrations importantes en hydrocarbures (teneurs allant de 780 mg/kg à 9500 mg/kg) dans la cour entre le bâtiment administratif et la maison du gardien, à proximité de la cuve enterrée, et à l'emplacement d'un ancien bâtiment présent entre 1973 et 1990 d'après l'étude des photographies historiques aériennes. Les chaines carbonatées participant le plus à l'impact sont C12-C16 (30%) caractéristiques du kérosène pétrole et C16-C21 (32%) caractéristiques du gasoil. Cette zone impactée intégrant les sondages S3, S5, S6, S7 et S10 correspond à la définition d'une pollution concentrée (convergence des indices organoleptiques, de l'interprétation cartographique et présence d'une phase organique dans les sols).

Les résultats analytiques des échantillons de sol indiquent également des anomalies en métaux réparties sur le site (dépassements mesurés sur 20 échantillons sur un total de 46 analysés). Ces dépassements sont localisés essentiellement en partie Nord et centrale du site. Ils sont vraisemblablement liés à la qualité des remblais en place. On peut évoquer une contamination diffuse.

Les résultats analytiques sur les **eaux souterraines** indiquent un dépassement des valeurs de comparaison pour l'arsenic, le baryum, le chrome, le nickel et le plomb. Cependant, les impacts sont tous présents dans le piézomètre amont (Pz3), qui présente des valeurs supérieures en métaux à celles mesurées en aval hydraulique. Il n'y a donc pas d'impact des activités du site sur les teneurs en métaux dans les eaux souterraines.

Aucun dépassement des valeurs de comparaison n'est à noter en ce qui concerne les **eaux superficielles et les sédiments**. L'analyse des sédiments met en évidence la présence d'hydrocarbures en amont hydraulique (400 mg/kg), mais pas en aval. De plus, des métaux sont présents dans les échantillons amont et aval. De même, les analyses des échantillons d'eaux superficielles prélevés en amont et en aval du site ne mettent pas en évidence la présence d'un impact des activités du site sur la qualité des eaux. La présence d'hydrocarbures dans les sédiments en amont hydraulique du site est à surveiller, selon l'usage qu'il est fait du Dollerbaechlein (pêche).

Les mesures de gaz du sol ont révélé la présence d'hydrocarbures volatils, de COHV et de BTEX données exploitées dans le cadre de l'EQRS.

Evaluation quantitative des Risques Sanitaires

L'EQRS est réalisée à partir du logiciel **MODUL'ERS développé par l'INERIS** pour la réalisation des évaluations de risque sanitaire effectuées dans le cadre des Analyses de Risques Résiduels (ARR) des sites et sols pollués. Ce logiciel permet d'estimer les niveaux d'exposition et les niveaux de risque en fonction du temps et est basé sur le manuel « jeux d'équations pour la modélisation des expositions liées à la contamination d'un sol ou aux émissions d'une installation industrielle » publié par l'INERIS en août 2010. MODUL'ERS permet de faire concrètement le lien entre le schéma conceptuel spécifique au site étudié et l'évaluation quantitative des expositions et des risques sanitaires.

Le projet concerné par l'EQRS correspond à un réaménagement du site par un écoquartier qui abritera un projet mixte résidentiel individuel, intermédiaire et petits collectifs avec commerces. Le projet est susceptible de prévoir des sous-sols en particulier au niveau des maisons individuelles et des collectifs avec commerces.

La présente EQRS étudie les scénarios suivants : usage résidentiel avec présence d'adultes et d'enfants.

<u>Inhalation de vapeurs et de poussières</u>

Pour la voie d'exposition par **inhalation de substances volatiles en intérieur et en extérieur, inhalation de poussières,** les niveaux de risque sanitaire calculés avec les hypothèses prises en compte sont **inférieurs** aux niveaux de référence pour les futurs usagers du site : résidents adultes et enfants.

Il est à noter que pour la zone PzR2, la prise en compte de la limite de quantification du benzo(a)pyrène induit un risque toxique (QD) supérieur au niveau de référence. Ce constat justifie aussi notre proposition de gestion des sources concentrées en hydrocarbures.

Pour la zone Sub1, le risque toxique (QD) est lié à la prise en compte de la limite de quantification du benzo(a)pyrène ; sans cela, QD n'est que de $1{,}3.10^{-4}$.

Ingestion de sol

Pour la voie d'exposition par **ingestion de particules de sol,** les niveaux de risque sanitaire calculés avec les hypothèses prises en compte sont **supérieurs** aux niveaux de référence pour les futurs usagers du site : résidents adultes et enfants.

Ce risque est lié aux teneurs en arsenic et en plomb.

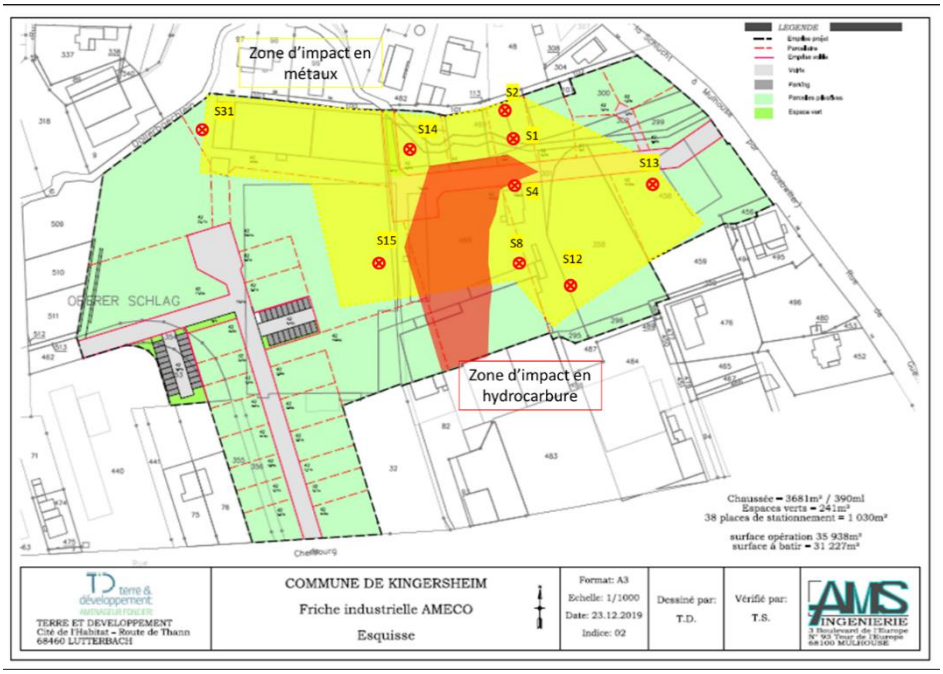
Il ressort donc de l'EQRS la nécessité de mettre en œuvre des mesures de gestion dans le cadre du projet de réaménagement résidentiel détaillé ci-après.

Recommandations

L'EQRS a indiqué un risque sanitaire lié au contact direct avec les sols et a montré de ce fait la nécessité de mettre en œuvre des travaux de réhabilitation en particulier au niveau des secteurs où il est envisagé des logements avec jardins privatifs et des espaces verts.

L'EQRS a soulevé également des incertitudes quant au risque sanitaire lié à l'inhalation de vapeurs dans la zone identifiée comme impactées aux hydrocarbures.

Le diagnostic environnemental a mis en évidence la présence d'impacts en hydrocarbures (pollution concentrée) et en métaux (pollution diffuse) sur le site.



Projet d'aménagement et impacts

Synthèse et recommandations issues du Rapport n° A106595/A Antea Group datant de Septembre 2020 « Réhabilitation de la friche industrielle AMECO à Kingersheim - Investigations complémentaires et plan de gestion ».

Après avoir réalisé un diagnostic environnemental et pré-plan de gestion, Antea Group a été mandaté par Terre & Développement pour la réalisation d'investigations complémentaires ainsi que la mise à jour du plan de gestion.

Les 26 sondages complémentaires réalisés du 11/08/20 au 12/08/2020 entre 1 et 2m de profondeur ont mis en évidence la présence de remblais en profondeur variable jusqu'à 2m. Le terrain naturel est composé de limons sableux. La nappe n'a pas été rencontrée lors des investigations.

Synthèse des problématiques mises en évidence au droit du site

Au regard des investigations réalisées en 2020, les problématiques sont les suivantes :

- La présence d'hydrocarbures C10-C40 en partie centrale avec des teneurs allant jusqu'à 9 500 mg/kg ;
- La présence d'arsenic et de plomb dans les sols superficiels sur la partie nord du site.

Une problématique sanitaire a été mise en évidence avec le contact direct et l'inhalation de poussières pour les terres impactées en métaux. Une réflexion vis-à-vis des sources primaires de pollution concentrée a été menée sur les terrains impactés en hydrocarbures.

Synthèse des solutions de gestion retenues

Les mesures de gestion proposées consistent :
A traiter la source concentrée de pollution aux hydrocarbures ;
Les solutions qui paraissent adaptées sont le traitement des terres sur site (biotertre préférentiellement ou landfarming). La solution d'évacuation et traitement hors site sera notamment retenue si le traitement sur site n'est pas adapté en termes de planning ou de traitement. En effet, préalablement au traitement, des essais de biodégrabilité devront être réalisés afin de vérifier l'efficacité de la méthode de traitement, vis-à-vis notamment des hydrocarbures dans un contexte sablo-limoneux et préciser son dimensionnement. De plus, une solution mixte pourrait être envisagée permettant de réduire les volumes à traiter sur site.

A extraire et éliminer hors site en filière autorisée plusieurs spots de contamination en métaux (5 spots identifiés correspondant à un volume très approximatif de 150-200 m^3)

A mettre en œuvre un recouvrement ou purge et recouvrement systématique au droit des futurs jardins et espaces verts

Polluants rencontrés :

Zones impactées	Nature des polluants rencontrés	dans les sols et gaz du sol			
		Type de sol*	Teneurs**	Surface concernée	Volume correspondant***
Cour entre le bâtiment administratif et la maison du gardien, à proximité de la cuve enterrée	HCT C_{10}-C_{40} (sol) Naphtalène (gaz) HC C_5-C_{16} (gaz)	Remblais sablo-graveleux	Jusqu'à 9 500 mg/kg 1,79 µg/m^3 78,26 mg/m^3	3 260 m^2 (hypothèse basse) 5 800 m^2 (hypothèse haute)	6 520 m^3 (hypothèse basse) 11 600 m^3 (hypothèse haute)
Partie nord du site	Arsenic Plomb	Remblais sablo-graveleux	Jusqu'à 65 mg/kg 2000 mg/kg	15 320 m2 dont 8000 m^2 dépassant les concentrations maximales admissibles théoriques calculées dans l'EQRS (150 mg/kg pour le plomb et de 13 mg/kg pour l'arsenic)	

* ex : gravier, silt, limon, marne, remblai anthropique (à préciser le cas échéant), etc.

** distinguer teneurs sur brut et dans les gaz du sol.

** volume en place.

Zones impactées	Nature des polluants rencontrés	Dans la nappe			
		Type de sol*	Gamme de concentration	Surface concernée	Volume correspondant***
La surveillance du réseau piézométrique au printemps 2020 n'a pas mis en évidence d'impact de la source concentrée de contamination du sous-sol sur la qualité des eaux souterraines.					

* ex : gravier, silt, limon, marne, remblai anthropique (à préciser le cas échéant), etc.

** volume en place.

MODIFICATION DU PLU DE KINGERSHEIM
MEMOIRE EN REPONSE

Personnes publiques Associées		
Organisme	Remarques	Réponse
Collectivité Européenne d'Alsace	N'a pas d'observation	/
Chambre d'Agriculture	Demande que la fonctionnalité agricole de la parcelle située sur le champ captant ne soit pas remise en question.	Le champ en question sera maintenu en pré de fauche afin de limiter les apports en pesticides.
DDT	Rédiger une OAP sous forme d'orientations sans distinguer prescription ni préconisation	Les OAP sont actuellement rédigées de cette façon. Afin de garantir une cohérence au sein des OAP, le parti a été pris de ne pas en modifier la structure d'autant plus que cela n'entraine pas de fragilité juridique du document.
	Compléter le dossier avec le nombre total de logements attendus	La superficie totale des parcelles destinées à accueillir du logement (hors voirie, espaces verts, ruisseau, emprises dédiées au commerce et au pôle médical) représente 34006 m² (3,4 ha). Le SCOT de la région Mulhousienne impose pour les villes noyaux telles que Kingersheim une densité nette minimale de 40 logements/ha. Le site devra donc accueillir à minima 136 logements. Afin de garantir une certaine production de logement acceptable en termes de densité et de cadre de vie, l'OAP sera complétée en fixant une fourchette de 148 à 167 logements à réaliser sur le site.
	Inscrire les orientations en matière de densité et de mixité sociale dans l'OAP du site AMECO et de supprimer le plafond de 33% de LLS	Le nombre et la qualité des logements sociaux seront indiqués dans l'OAP. Toutefois le plafond de 33 % sera maintenu afin d'éviter toute dérive. Ce plafond a été souhaité afin de tenir compte notamment de l'environnement immédiat de ce nouveau quartier situé à proximité d'ensemble immobiliers de forte densité à

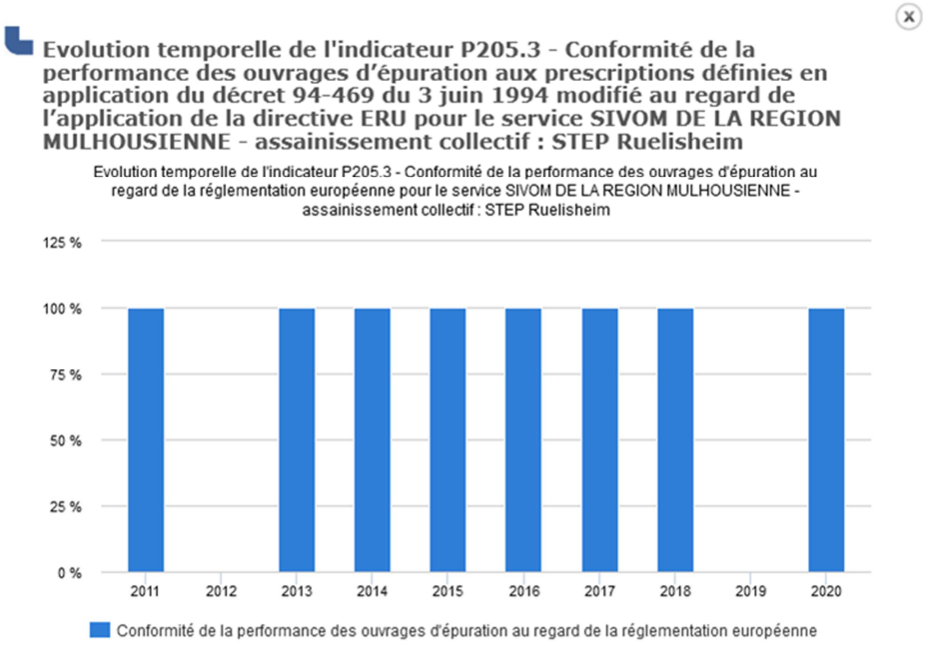
retour CR

		l'Est de la rue de Guebwiller à Kingersheim ainsi qu'au Sud de la rue de Cherbourg à Mulhouse. Il ne semble pas judicieux de créer un nouveau quartier avec une trop forte densité, mais plutôt rehausser l'attractivité du secteur avec un quartier à vivre mixte et animé.
	Augmenter la densité globale appliquée sur l'OAP et/ou revoir à la hausse la proportion minimale de LLS à produire	Voir ci-dessus
	Reporter dans le règlement écrit les prescriptions en matière de production de LLS en les associant à un secteur de mixité sociale ou à un emplacement réservé sur le règlement graphique	Un secteur de mixité sociale sera créé afin de garantir la production de LLS et des prescriptions seront ajoutées au règlement écrit.
	Fixer des règles quantitatives et qualitatives de réalisation de LLS financés en PLAI, PLUS, PLS	Le règlement sera complété de telle façon que tout programme ou opération d'ensemble d'au moins 15 logements devra comporter au moins 30% de logements locatifs sociaux au sens de l'article L.305-5 du CCH (ce qui comprend aussi les logements en accession sociale à la propriété de type PSLA et BRS), dont au moins 30 % de logements financés en PLAI et assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente) et au plus 30 % de logements financés en PLS assimilés (ou nouvelle dénomination équivalente).
	Utiliser les termes logements locatifs sociaux au lieu de « logements locatifs à caractère social »	Les termes en question seront modifiés
	Mettre en cohérence les orientations du PADD en matière de stationnement et celles des OAP	La suppression de l'obligation de réaliser des stationnements en silo ne remet pas en cause les orientations du PADD favorisant les liaisons douces et le regroupement du stationnement. L'OAP précédente était très (trop) prescriptive et correspondait à un projet d'aménagement bien particulier qui a été

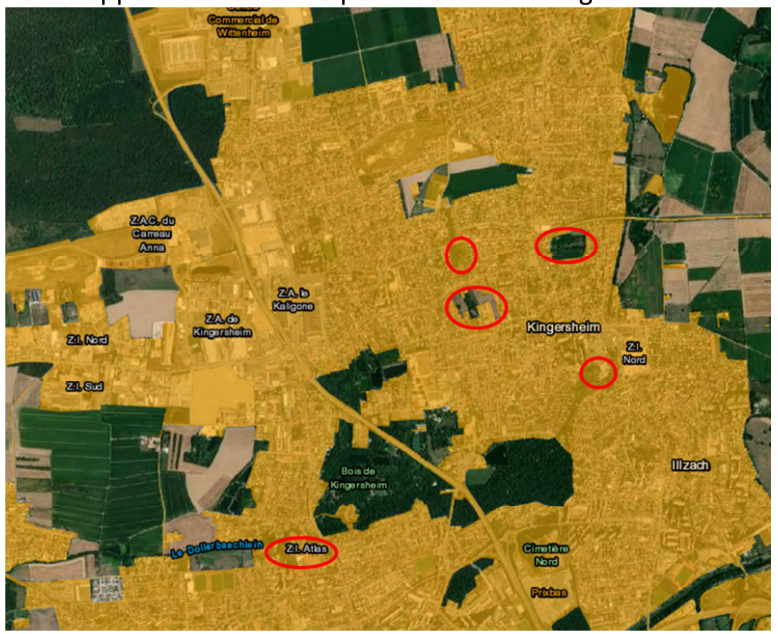
retour CR

		abandonné. Ce dernier prévoyait un nombre de logements très important (610 places pour 445 logements et 1000 m² de commerce). Le stationnement en silo n'est plus nécessaire aujourd'hui au regard de la densité maximum souhaitée, ce qui n'empêchera pas la possibilité de mutualisation Aujourd'hui, la volonté de la commune est d'avoir des prescriptions moins restrictives afin de permettre l'émergence d'un ou plusieurs projets sans que le PLU ne soit modifié. Charge ainsi aux porteurs de projet de proposer, en accord avec la commune, des aménagements en cohérence avec les orientations du PADD.
	Ajouter des éléments qualitatifs relatifs au paysage et au cadre de vie dans les OAP du site Ameco	La Ville de Kingersheim souhaite privilégier de l'espace à vivre pour les habitants de ce futur quartier sur leur parcelle individuelle plutôt que la création d'un parc dont la gestion et l'utilisation collective ultérieure pourrait laisser à désirer. Le règlement et l'OAP seront toutefois modifiés afin d'imposer à chaque lot destiné à l'habitat individuel 40% de surface désimperméabilisée dont 30% en espaces verts de pleine terre. L'espace de jeu présent dans l'ancienne OAP n'est plus justifié dans la mesure où il y aura 300 logements en moins. Il est toutefois signalé qu'une aire de convivialité en bordure du ruisseau, au cœur du projet, est prévue ainsi qu'un cheminement piétonnier et cycles allant de ce futur quartier vers l'ancien via une passerelle enjambant le cours d'eau afin de permettre le trajet des futurs écoliers ver le groupe scolaire.
	Le dossier de modification ne contient que des extraits du règlement écrit qui gagnerait à être repris dans sa totalité.	Une version consolidée sera produite pour l'approbation du dossier de modification
	La station d'épuration dont dépend le site Ameco est non conforme en 2021 invalidant l'autosurveillance. Le SIVOM de la région Mulhousienne doit	Le SIVOM a été informé de cette remarque et s'est engagé par un courrier en date du 25 janvier 2022 à réaliser le diagnostic ainsi que le programme de travaux qui en découlera. Toutefois les rapports annuels en notre possession transmis par le SIVOM ne laissent pas apparaître de non-conformité de la STEP qui a une

retour CR

	réaliser un diagnostic et mettre en œuvre un programme de travaux	capacité de 62400 EqHab 
MRAe	Compléter la note de présentation par un exposé détaillé des modifications apportées à l'OAP et au règlement du secteur 1AUd	Un tableau explicitant les évolutions de l'OAP et du règlement (avant/après) sera inséré dans la note de présentation
	Analyser la conformité du projet avec les orientations du SDAGE en matière de gestion des eaux pluviales et d'assainissement	Selon l'article L131-1 du code de l'urbanisme, seuls les SCOT lorsqu'ils existent, doivent être compatibles avec le SDAGE. Le PLU de Kingersheim est compatible avec le SCOT de la région Mulhousienne, étant un SCOT intégrateur. Lui-même est compatible avec le SDAGE. Ainsi, le PLU de Kingersheim n'a pas à faire la

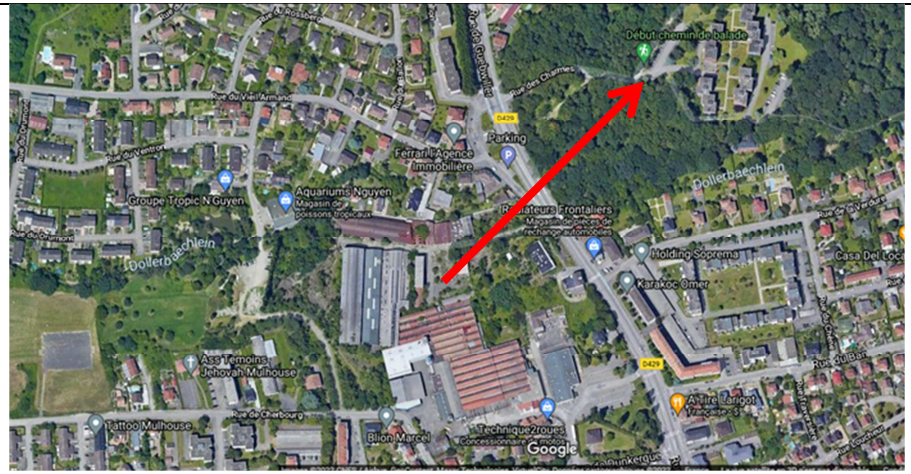
retour CR

		démonstration de sa compatibilité avec le SDAGE.
	Faire le point sur les opérations de renouvellement urbain engagées et les opérations à venir afin de déterminer dans quelle proportion la présente modification permet de répondre à l'orientation du PADD visant à assurer que les 2/3 de la production neuve de logements se fera au sein de l'enveloppe urbaine.	Actuellement, 339 logements neufs ont été créés en zone U depuis l'approbation du PLU en 2016 jusqu'à ce jour dont 53 logements en zone 1AUe (15,6%). Les programmes prévisionnels inscrits au PLU sont de l'ordre de 350 logements conformément aux OAP du PLU et du SCOT dont 165 logements au sein de l'enveloppe urbaine définie par le SCOT de la Région Mulhousienne.  A cela s'ajoutent les 148 à 167 logements prévus sur la friche AMECO, objet de la présente modification. Ainsi sur un potentiel de 856 logements, 321 seront réalisés en extension, soit 26% de la production totale de logements. Le projet de

retour CR

		modification est par conséquent conforme à l'orientation du PADD.
	La conjugaison du plafonnement des LLS à 33 % et la baisse de la densité à 40 logements/ha pourrait empêcher la commune de Kingersheim d'atteindre les 20% de LLS en 2025.	La commune de Kingersheim compte aujourd'hui 16,76 % de LLS représentant 989 logements, soit 191 logements manquants. Les programmes en cours ou futurs devraient porter ce chiffre à 1200 LLS, ce qui permet de combler une importante partie du déficit. De plus, compte tenu de l'environnement immédiat de ce futur quartier (habitat dense à proximité, quartier ayant une forte concentration de LLS), la volonté de la commune est de mettre en œuvre la mixité sociale afin d'éviter une trop forte concentration de LLS
	Préciser la densité nette obtenue et le nombre de logements attendus dont les LLS	Cf Réponse à la DDT
	Justifier le projet au regard des orientations du PADD relative à l'augmentation de la densité de logements, aux espaces verts et publics	Même s'il n'y a plus de parc urbain, les surfaces équivalentes seront réparties au sein des parcelles privatives. Il s'agit juste d'une redistribution des espaces verts. Il est à noter également qu'un espace de promenade public aménagé « La promenade verte » se trouve à proximité immédiate, de l'autre côté de la rue de Guebwiller à moins de 300m de distance.

retour CR

		 Un espace de convivialité est également aménagé le long du ruisseau en cœur de projet

retour CR

	Compléter le dossier par une présentation de la situation du projet par rapport au réseau de transports en communs	 L'arrêt « Strueth », à proximité immédiate du site, est desservi par les lignes 8 et 54 de Soléa le connectant ainsi aux communes de Lutterbach, Bollwiller, Mulhouse et Wittenheim. Ces lignes permettent de rejoindre l'arrêt « Rattachement », également station de la ligne 1 du tram dont le terminus est à la gare de Mulhouse.
	Compléter le plan de gestion par une analyse des risques résiduels (ARR) avant et après travaux de dépollution afin de s'assurer de la compatibilité des sols avec les usages futurs du terrain	Ce plan de gestion relève du porteur de projet et non de la présente modification.

retour CR

	Diagnostic écologique non joint à l'évaluation environnementale	Le diagnostic sera ajouté à l'évaluation environnementale.
	Déterminer précisément l'impact du projet (altération ou destruction) sur l'habitat d'intérêt communautaire de la hêtraie chênaie charmaie ainsi que les mesures ERC	En compensation des impacts sur les espèces faune et flore : - Mise en œuvre de dunes sableuses (environ plus de 244 m²) et création d'ourlet en friche (environ 160 m²) favorables à la transplantation et le développement de l'Alsine à feuilles étroites et habitat de l'Ecaille chinée. Ces aménagements étant favorable par la suite à une multitude d'autres insectes. - Positionnement de plusieurs gabions écologiques et tas de bois qui seront favorables entre autres au Lézard des murailles (environ 55 m²) Autres actions écologiques : - Réouverture et renaturation du cours d'eau sur un tronçon le plus long possible de la partie actuellement sous dalot (minimum 50% des 160ml) compte-tenu notamment des accès à prévoir sur les différents lots - Utilisation dans les espaces verts de mobilier urbain favorables aux insectes (type Banc Refuge®) - Prescriptions environnementales dans le règlement du lotissement pour la gestion des espaces verts
	Prendre contact avec la DREAL pour la composition d'un dossier de demande de dérogation avant transmission au CSRPN et attendre les conclusions pour actualiser l'étude d'impact avant d'engager la consultation ou l'enquête publique.	La composition de ce dossier relève de la compétence de l'aménageur. Cependant, à titre d'information, ce dossier est en cours de préparation et sera déposé dans les semaines à venir auprès des services compétents. M2A et la ville de Kingersheim ont rencontré les services de la DREAL le 5 janvier dernier afin de définir le rôle de chacun (aménageur, commune, intercommunalité) dans la poursuite de la procédure. A l'issue de cette réunion, il a été convenu que la procédure de modification pouvait être poursuivie, le dossier de dérogation étant porté par l'aménageur.

retour CR

	Compléter l'évaluation environnementale par la thématique ressource en eau détaillant en particulier les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales et au traitement des eaux usées générées par le projet.	Le SIVOM de la Région Mulhousienne a émis des prescriptions en matière d'eaux pluviales et d'eaux usées qui seront reprises dans l'évaluation environnementale et le règlement.
	Engager par le SIVOM de la Région Mulhousienne sans tarder des études et travaux nécessaires pour remédier à la non-conformité en performance du système de collecte des eaux usées.	Cf réponse à la DDT
	Compléter les OAP avec des prescriptions en matière de performance énergétique.	L'évolution de la règlementation thermique/environnementale est plus rapide que la durée de vie d'un PLU. Une règle trop précise aujourd'hui pourrait être obsolète demain, aussi le choix est laissé au futur porteur de projet d'indiquer dans le règlement de lotissement quels dispositifs de performance énergétique seront à mettre en œuvre sur le site.

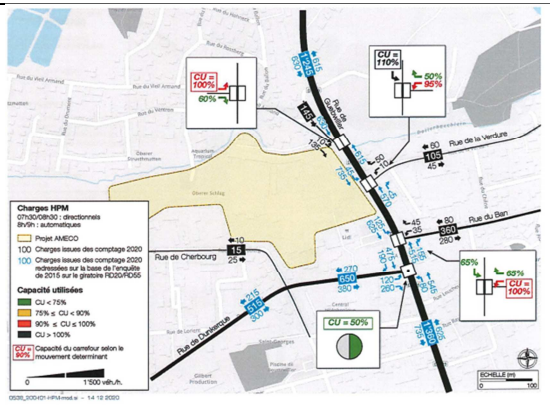
retour CR

Observations du public		
SCI PILLON	Demande l'élargissement de la zone UE6 à la totalité de sa propriété foncière afin de permettre une vocation commerciale	Le projet de réaménagement/reconstruction initial ayant initié la demande de modification de la zone UE3 en UE6 a évolué. Un avis favorable à cette demande est donné afin de permettre la reconversion du site en question en tenant compte des sollicitations/projets présentés par les repreneurs potentiels, et ce dans le respect des prescriptions du SCOT en matière d'implantation commerciale.
M. THAUVIN	Se dit défavorable à la liaison prévue sur l'OAP entre le futur quartier et la rue du Drumont pour des raisons de sécurité et du caractère privé de cette propriété	Il est rappelé que la liaison en question n'est pas carrossable mais piétonne et cycles afin de permettre notamment la circulation des futurs écoliers vers le groupe scolaire de la Strueth, rue des Perdrix, en toute sécurité. L'aménagement de ce passage sera réalisé, autant que possible techniquement, de façon à éviter le passage des deux roues motorisées. Pour ce qui concerne la propriété des parcelles, la ville de Kingersheim a signé un acte de vente avec le propriétaire en 2016 dont l'usufruit a été laissé aux deux riverains immédiats de ces parcelles dans l'attente de l'avancement du programme d'aménagement objet de la présente modification.
SIVOM de la Région Mulhousienne	Emet des prescriptions en matière de traitements des eaux pluviales et des eaux usées.	Les prescriptions seront intégrées dans l'évaluation environnementale et le règlement du PLU.
	Indique que l'étude diagnostic demandée par la MRAe est d'ores et déjà engagée.	/
M. LUCKERT	Demande le passage de zone UE3 à UE6 des terrains sis le long de la rue de Richwiller afin de permettre une vocation commerciale	Une suite favorable est donnée à cette demande afin de répondre à la demande la plus large possible des futurs locataires/acquéreurs tout en respectant bien évidemment les prescriptions du SCOT en matière d'implantation commerciale dans ce secteur

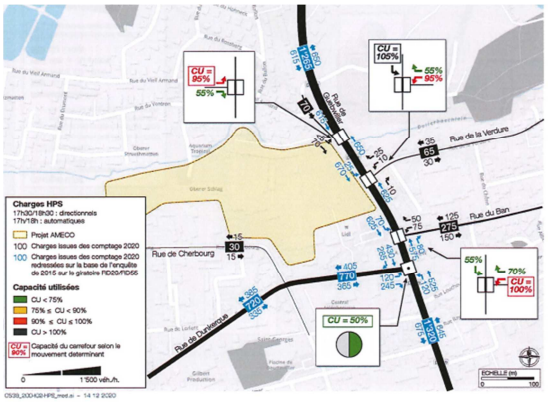
retour CR

M. et Mme TAGLANG Melle DE GUIO M. et Mme JULIEN	Ces trois riverains du site AMECO demandent -la poursuite de la jouissance du chemin d'accès à compter du pont du Dollerbaechlein - le raccordement des eaux usées au domaine public - la préservation des câbles téléphoniques existants - l'intégration des boîtes aux lettres ainsi que le dépôt des conteneurs à ordures ménagères - la prise en compte d'un accès des véhicules de secours à leurs parcelles - de réfléchir au devenir du pont du ruisseau - comment sera dépollué le site - une végétalisation maximale du site en raison de la faune importante présente - de revoir la sécurité sur la rue de Guebwiller jusqu'au Kaligone compte-tenu du flux de circulation important et vitesses excessives	La plupart de ces questions relèvent du droit privé. Toutefois il est convenu à ce jour que l'aménagement crée une desserte future de ces trois propriétés par le nouveau quartier. A cet effet une première rencontre est programmée entre toutes les parties le 2/03 prochain. Quelle que soit l'issue des discussions liées au foncier et servitudes notamment, tous les réseaux (assainissement, eau, électricité, téléphone et gaz) seront remplacés par de nouveaux réseaux sur lesquelles ces trois maisons seront branchées. Le projet prévoit des protections spécifiques, le long du cours d'eau notamment qui sera végétalisé au maximum (cf diagnostic et évaluation environnementale). Pour ce qui concerne la sécurité de la rue de Guebwiller, une étude de sécurité ainsi qu'une étude de circulation ont été diligentées par la ville et différents scénarios sont en cours de réflexion quant au réaménagement de cet axe (en lien avec le département). Un feu tricolore sera notamment installé au carrefour en sortie du nouveau quartier permettant un ralentissement des véhicules et un traitement particulier des pistes cyclables sera effectué. Extrait de l'étude circulation (Transitec) intégrée à l'étude de sécurité (Sortons du Bois) Charges de trafic à l'heure de pointe du matin (Septembre 2020)

retour CR



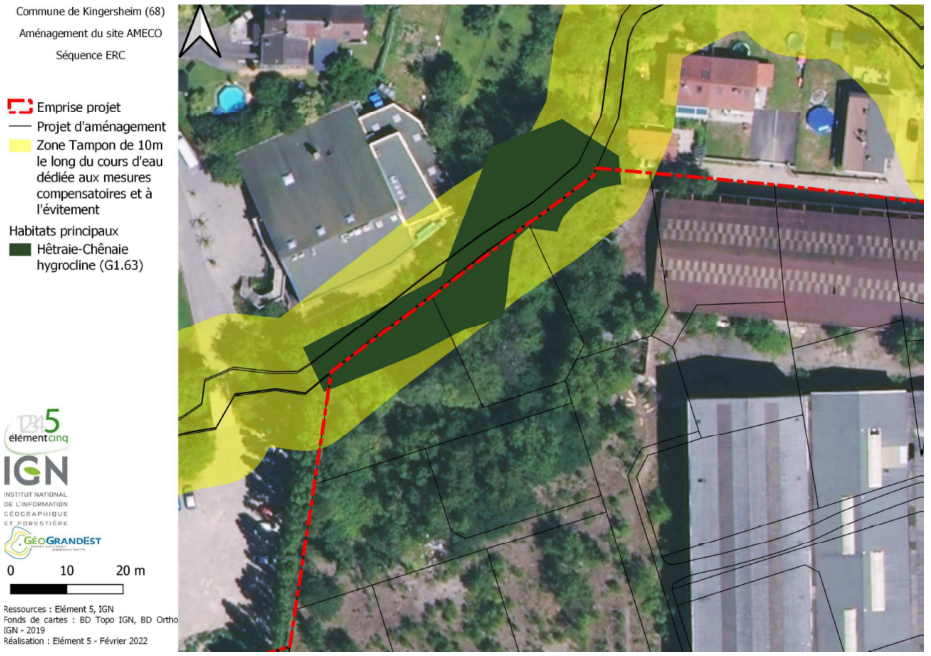
Charges de trafic à l'heure de pointe du soir (septembre 2020)



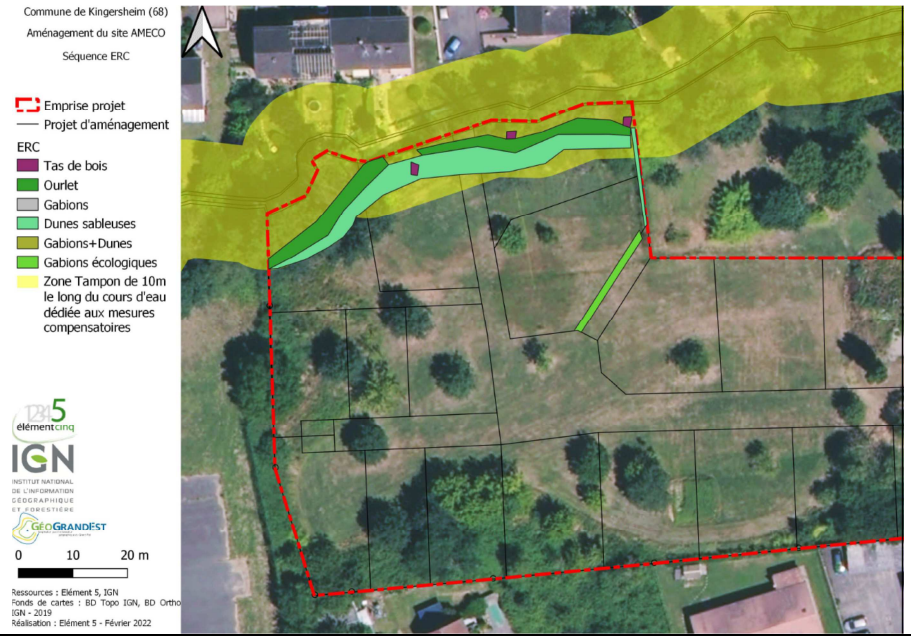
retour CR

Alsace Nature	Adhère au projet de transformation de la friche AMECO en zone d'habitation.	/
	Regrette l'absence de certains éléments du dossier qui est estimé incomplet : les méthodologies d'inventaires d'espèces, pas de description précise de la Hêtraie-Chênaie-Charmaie	L'évaluation environnementale sera complétée par le diagnostic écologique qui expose tous les éléments manquants.
	Précise que le dossier de demande de dérogation ne figure pas dans le dossier d'enquête, tout comme les mesures compensatoires.	Cf réponse à la MRAe
	Remarque l'absence de précisions sur la renaturation et valorisation du Dollerbaechlein	Les précisions sur la renaturation du cours d'eau sont difficiles à apporter lors de la phase étude autre que sa réouverture sur une longueur d'environ 80m et de sa renaturation. En effet, il est impossible de connaitre à l'heure actuelle l'état écologique et environnemental du ruisseau sous la dalle. Ainsi un travail conjoint sera réalisé entre la ville de Kingersheim, l'aménageur et le SIVU du Dollerbaechlein au moment de l'ouverture du dalot pour proposer des éléments de valorisation du ruisseau tout en tenant compte de la probable pollution des sols, notamment dans le cadre de la constitution d'un dossier loi sur l'eau.
	En référence à la page 23 de l'évaluation environnementale, demande quelles sont les compensations envisagées ?	Il est utile de préciser que cet habitat a été jugé d'intérêt communautaire uniquement par soucis de conservation et par l'analyse diachronique qui montre un habitat forestier ancien. Cet habitat aurait tout aussi bien pu être classé comme habitat forestier rivulaire d'intérêt non-communautaire, d'autant plus qu'il héberge en son centre une plateforme bétonnée et les anciennes cuves à fioul.

retour CR

		Au final 1,241m² de cet habitat Hêtraie-Chênaie hygrocline seront impactés par le projet ce qui représente moins de 0,2% de l'ensemble de l'habitat présent qui s'étend sur la parcelle n°204 en rive gauche (non impacté par le projet).  La prise en compte des impacts écologiques du projet ne figure pas dans l'OAP au stade planification pour permettre de caler et d'ajuster ces mesures d'évitement et de compensation au plus juste avec le porteur de projet et l'administration. La séquence ERC est mise en œuvre sur le site avec :

retour CR

		• L'évitement et l'amélioration de la Hêtraie-Chênaie hygrocline : - **Mise en défend d'une bande de 10m le long du cours d'eau** - L'enlèvement de la plateforme béton et des cuves présent au sein de cet habitat => restitution de 50m² qui seront laissé en libre évolution au sein de cet habitat avec juste une gestion des plantes invasives - Cette mise en défend le long du cours d'eau servira de support pour les mesures compensatoires du projet. Et sur là en partie nord-ouest du projet elle permettra l'évitement de la Hêtraie-Chênaie hygrocline (puisque sur SIG seul 1,24m² reste impacté, mais correspond à l'emprise des houppiers). 

retour CR

		• En compensation des impacts sur les espèces faune et flore, le rétablissement de la balance écologique se fera par (selon les derniers échanges avec l'aménageur et en attente du projet finalisé) : - Mise en œuvre de dunes sableuses (environ plus de 244 m²) et création d'ourlet en friche (environ 160 m²) favorables à la transplantation et le développement de l'Alsine à feuilles étroites et habitat de l'Ecaille chinée. Ces aménagements étant favorable par la suite à une multitude d'autres insectes. - Positionnement de plusieurs gabions écologiques et tas de bois qui seront favorables entre autres au Lézard des murailles (environ 55 m²) • Autres actions écologiques : - Réouverture et renaturation du cours d'eau sur un tronçon le plus long possible de la partie actuellement sous dalot (minimum 50% des 160ml) compte-tenu notamment des accès à prévoir sur les différents lots - Utilisation dans les espaces verts de mobilier urbain favorables aux insectes (type Banc Refuge®) - Prescriptions environnementales dans le règlement du lotissement pour la gestion des espaces verts
	demande que soit effective la compensation pour l'habitat de la Hêtraie-Chênaie-Charmaie, les espèces végétales et animales protégées.	Cf réponse ci-dessus.

retour CR

	demande que le dossier de demande de dérogation auprès de la DREAL au titre des espèces protégées soit effectif et que l'aménagement du Dollerbaechlein soit détaillé.	Cf réponse à la MRAe

Le Vice-Président
En charge de l'urbanisme



Rémy NEUMANN

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-649C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

75 élus présents (92 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS VISANT A REALISER SUR LE SITE DMC UNE STRUCTURE DE LOISIRS CENTREE SUR LA PRATIQUE DE L'ESCALADE : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE CITIVIA SPL POUR LES EXERCICES 2020/2021 ET AVENANT N°3 A LA CONCESSION DE TRAVAUX (5301/1.4/649C)

Par délibération en date du 11 décembre 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié à CITIVIA SPL par voie de concession de travaux publics et constitution de droits réels, les missions de construction, d'entretien et de maintenance, ainsi que d'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade sur le site DMC. Cette concession a été conclue le 27 février 2018 pour une durée de 25 ans et a fait l'objet d'un avenant de prorogation jusqu'au 31 décembre 2044, le 8 mars 2021.

Cette salle d'escalade dénommée CMC (Climbing Mulhouse Center) a été ouverte en août 2020 et ses quelques mois de fonctionnement, avant la fermeture administrative de novembre 2020 pour cause d'urgence sanitaire, ont témoigné de la pertinence du concept et ont rencontré un véritable succès. Ceci étant dit, la prolongation de cette crise et les nouvelles mesures sanitaires qui ont suivi, maintiennent la structure dans une situation de fragilité malgré ses adaptations constantes avec notamment la perte d'une partie de son public réticent à la vaccination, un fait commun à beaucoup d'activités de loisirs. Tous les loyers ont été honorés à ce jour et il s'agit aujourd'hui de conforter le positionnement et le rayonnement de la salle en lançant la 1ère extension. Cette extension s'inscrirait notamment dans la logique de « Terre de Jeux ».

retour CR

1) COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL)

Pour ce qui concerne plus spécifiquement les années 2020-2021, CITIVIA SPL a établi son compte rendu d'activités. Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, ce document est soumis à l'examen du Conseil d'Agglomération.

Ces deux années auront été celle de l'achèvement des travaux, de leur réception et du démarrage de l'exploitation du bâtiment par CMC dans un contexte peu favorable tel que cité précédemment. Elles auront vu aussi le versement de la participation de Mulhouse Alsace Agglomération portant sur la réalisation de réseaux publics complémentaires (gaz, électricité, assainissement), et la réalisation des études préalables au lancement de la première phase d'extension.

Cette dernière se développerait au sein d'un bâtiment existant (n°57) et plus précisément sur les deux premières travées contiguës au terrain d'assiette de la salle existante. Ce bâtiment, propriété de Mulhouse Alsace Agglomération et occupé à titre provisoire par les associations « Rhenamap », « Art et la Matière » et « Openfab » ainsi que par le SIVOM, a été, pour la partie concernée par la première extension, en l'espèce le SIVOM, libéré en décembre 2021 et les opérations de découpage foncier ont été réalisés par Mulhouse Alsace Agglomération.

Les travaux, estimés à 544K€ HT, consistent notamment à séparer en deux le bâtiment 57, à réhabiliter les deux premières travées, toiture comprise, à modifier les ouvertures extérieures côté cour intérieure de la structure, à effectuer des travaux d'isolation et de chauffage, pour permettre ensuite à l'exploitant d'aménager et de développer son activité de blocs.

L'année 2022, outre la poursuite de l'exploitation, sera essentiellement dédiée aux études de maîtrise d'œuvre pour lancer en fin d'année les travaux afférents.

Le nouveau compte de résultat de l'opération qui en découle tel qu'il est établi par CITIVIA SPL au 31 décembre 2021, a été réévalué à la hausse en dépenses comme en recettes et présente un excédent de 46 K€, excédent qui est très légèrement amélioré par cette extension. Le bilan de l'opération se monte ainsi à 4 616 K€ de recettes. La participation financière de Mulhouse Alsace Agglomération à cette opération reste constante à 78K€ HT (participation déjà versée).

2) AVENANT N°3 A LA CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS

La présente concession a été modifiée par voie d'avenant :

- le 2 mars 2020 pour intégrer le complément de réseaux publics nécessaires au projet et la participation financière correspondante de Mulhouse Alsace Agglomération et par conséquent pour amender les articles 1.1, 9, 15 et 22 ;
- le 8 mars 2021 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2044 et donc ajuster l'article 2.1.

retour CR

L'extension précitée est essentielle pour :

- pérenniser l'établissement grâce notamment au quasi-doublement de sa capacité d'accueil ;
- diffuser la pratique de l'escalade à un plus grand nombre ;
- positionner la structure en tant que base d'entraînement des équipes nationales aux Jeux Olympiques 2024.

Ce dernier objectif impose d'avoir un équipement fonctionnel au plus tard mi-2023, ce qui suppose de lancer les études dès à présent.

Aussi il vous est proposé ce nouvel avenant et de modifier les articles :

- 1.1 relatif à l'objet pour intégrer cette première extension ;
- 2.2 relatif aux délais pour ajuster les durées des phases d'études, de travaux et de démarrage de l'exploitation ;
- 3 relatif aux conditions résolutoires pouvant ouvrir droit à indemnité du concessionnaire : non obtention du permis de construire, non-obtention de l'emprunt de 685K€ à souscrire, mise en évidence dans le bâtiment de pollutions incompatibles avec l'usage projeté et non obtention des subventions escomptées à hauteur de 210K€ (Région et FEDER notamment) ;
- 4 relatif à la désignation pour compléter la désignation cadastrale du bien mis à disposition à titre grâcieux et la division cadastrale effectuée ;
- 5.3 relatif à la destination des lieux pour compléter la composition de l'ensemble immobilier ;
- 9 relatif à la description technique des travaux à réaliser ;
- 5.3 relatif à la destination des lieux pour compléter la composition de l'ensemble immobilier ;
- 17-2 relatif aux niveaux des prix des loyers qui seront portés après la mise en service de l'exploitation à 121K€ par an ;
- 22 relatif au financement de l'opération qui sera assurée par des subventions d'un montant total de 210K€ et par un financement bancaire de 685K€.

De plus, le projet d'avenant n°3 reprend également expressément les modifications apportées par les avenants antérieurs de manière à disposer d'un avenant consolidant l'ensemble.

Les autres dispositions demeureraient inchangées.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du compte-rendu d'activités 2020-2021 de CITIVIA SPL relatif à concession de travaux publics constitutive de droits réels portant sur la construction et l'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade ;
- approuve le projet d'extension de CMC ;
- approuve le projet d'avenant n°3 à la concession de travaux publics permettant cette extension ;
- autorise Monsieur le Président ou le Vice-Président du ressort à signer ledit avenant.

PJ :
- Annexe 1 : Compte-rendu annuel à la collectivité 2020 et 2021
- Annexe 2 : Synthèse du bilan prévisionnel au 31.12.2021
- Annexe 3 : Projet d'avenant n°3 à la concession de travaux publics

Ne prennent pas part au vote (11) : Thierry BELLONI, Claudine BONI DA SILVA, Jean-Philippe BOUILLÉ, Florian COLOM, Nina CORMIER (représentée par Loïc MINERY), Alain COUCHOT, Marie HOTTINGER (représentée par Florian COLOM), Fabian JORDAN, Michèle LUTZ, Rémy NEUMANN et Laurent RICHE (représenté par Valérie GERRER).
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONCESSION DE TRAVAUX
REALISATION SUR LE SITE DMC D'UNE STRUCTURE DE LOISIRS CENTRÉE SUR LA PRATIQUE DE L'ESCALADE

COMPTE–RENDU A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

2020-2021

SOMMAIRE

1. CONTEXTE 3
   A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION 3
   B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS 4
   C. SITUATION ADMINISTRATIVE 4
2. AVANCEMENT 5
   A. LOCATION 5
   B. SUBVENTIONS 5
   C. PARTICIPATIONS 5
      1. Participations approuvées 5
      2. Participation à approuver 5
   D. ETUDES 5
      1. Etudes réalisées en 2020 5
      2. Etudes à réaliser en 2021 6
   E. TRAVAUX 6
      1. Travaux réalisés en 2020 6
      2. Travaux à réaliser en 2021 6
   F. FINANCEMENT 6
3. ANALYSE et perspectives 7
4. ANNEXES 10

1. CONTEXTE

A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

1. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

DONNEES CONTRACTUELLES

Nom d'opération			051		
Collectivité	m2A				
Signature de la concession /convention		27 février 2018	Concession travaux salle escalade DMC		
Echéance		31 décembre 2044			
Avenant n°1		2 mars 2020			
Avenant n°2		8 mars 2021			

PRESTATAIRES PRINCIPAUX

Maître d'œuvre Architecte	Formats Urbains

PROGRAMME

	Surface
Bâtiment Salle d'escalade	1009m²
Extension n°1	957m²

DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€

	prévision d'origine	nouvelle prévision	*réalisé (en cumul)*	*à réaliser (cumul)*	*avancement*
Produits gestion		3 578	240	3 338	7%
- Produits location	2 079	3 258	95	3 163	3%
- Droit d'entrée	0	316	141	175	45%
- Convention RRO ENEDIS	0	4	4	0	100%
Investissements		2 592	1 940	652	75%
- études	116	240	162	78	68%
- travaux (ouvrage de viabilité et ouvrage de bâtiment +	1 059	2 352	1 778	574	76%
Exploitation		423	4	419	1%
- Travaux (ouvrages de bâtiments autres) + charges de gestion	381	423	4	419	1%
Bilan collectivité					
Participation Concédant	0	78	78	0	100%
Participation ville de Mulhouse (remboursable)	250	250	250	0	100%

2. CHIFFRES CLES

EFFETS LEVIER

	réalisé (en cumul)	*à réaliser (cumul)*
Nombre de logements générés (ventes)	-	-
Dont logements sociaux	-	
Nombre d'emplois générés		14
Investissements générés		1 310
Principales implantations ou investissements		

CHIFFRES CLEFS

Hauteur du mur d'escalade	25m
Nombre de voies	240
Fréquentation annuelle de la salle	45 000 (objectif)

retour CR

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

Le site DMC est le plus grand site industriel désaffecté du Sud Alsace et offre un potentiel de développement sans égal à l'échelle du bassin du Rhin supérieur, labellisé dans le cadre de la démarche IBA Basel 2020.

m2A souhaite favoriser sur le site DMC l'émergence et l'implantation de projets innovants. L'opération s'inscrit dans ce contexte. Elle porte sur la réalisation et l'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur l'escalade sur un foncier m2A : l'emprise du bâtiment 57 démolie par un incendie accidentel en 2012.

Cette opération est réalisée dans le cadre d'un contrat de concession de travaux publics, signé le 27 février 2018, par lequel m2A concède à CITIVIA SPL la réalisation et l'exploitation de la structure comprenant :

- la salle haute accueillant notamment le plus haut mur d'escalade indoor de France (25m),
- un espace d'accueil/billetterie,
- un espace de petite restauration-bar,
- un patio avec un garage à vélo, des blocs d'escalade, des espaces verts et la terrasse de l'espace restauration.

Eu égard à l'intérêt du projet pour la Ville de Mulhouse, elle s'est associée à m2A pour constituer un groupement d'autorités concédantes dont m2A est le coordonnateur.

La structure de loisirs est envisagée à terme sur l'ensemble du tènement du bâtiment 57 dont quatre travées de sheds subsistent dans le prolongement de l'établissement actuel.

Il convient aujourd'hui de réaliser la première extension pour développer l'activité de blocs et ainsi positionner l'établissement sur toutes les disciplines de l'escalade, notamment pour l'accueil des équipes nationales pour l'entrainement aux Jeux Olympiques. L'extension est nécessaire pour répondre au cahier des charges du programme Mulhouse Terres de Jeux auquel l'établissement a été inscrit.

Un avenant à la concession de travaux et d'exploitation est proposé pour encadrer la réalisation de cette première extension.

Pour mémoire, la deuxième extension envisagée à terme consiste à réaliser l'ensemble des équipements nécessaires à l'accueil des compétitions internationales.

Début de l'opération : 2018

Etapes clefs les plus récentes :

- Signature du bail : 17 juillet 2018
- Obtention du PC : 31 décembre 2018
- Démarrage des travaux : février 2019
- Réception des travaux : juillet 2020
- Ouverture : août 2020
- Projet lauréat du Grand Prix Projets du festival Fimbacte : octobre 2020

C. SITUATION ADMINISTRATIVE :

- Signature du traité de concession le 27 février 2018
- Signature de l'avenant n°1 le 2 mars 2020
- Signature de l'avenant n°2 prorogeant la concession à fin 2044 le 8 mars 2021
- Un avenant n°3 intégrant à la concession une extension de l'établissement sur une partie du bâtiment 57 « couvert » est proposé dans le cadre du présent CRAC.

2. AVANCEMENT

A. LOCATION

Le Bail a été signé le 17 juillet 2018 entre CITIVIA SPL et la société CMC, pour une durée de douze ans ferme.

Un droit d'entrée (pas de porte) est prévu avec le locataire pour financer les modifications de programme demandées en cours de chantier par le preneur.

L'extension proposée dans le cadre de l'avenant au traité de concession fera l'objet d'un avenant au bail de la société CMC à signer courant de l'année 2022.

B. SUBVENTIONS

Par convention en date du 5 novembre 2018, la région Grand EST a attribué à Citivia une subvention d'investissement d'un montant de 500 K€ maximum, pour la réalisation des travaux, au titre du traitement et de la requalification des friches. Le règlement de la subvention se fait au fur et à mesure de l'avancement des travaux. 372 K€ ont été perçus à ce jour. Le solde sera à demander dès la réception du dernier DGD en 2022.

Le bilan du présent CRAC, intégrant l'extension proposée, prévoit une subvention de 210 K€ à confirmer et préciser, soit 38 % du montant des travaux de l'extension.

Les subventions envisagées sont les suivantes :
- une subvention dans le cadre du programme opérationnel FEDER 2014-2020
- une subvention dans le cadre du programme opérationnel FEDER 2021-2027
- une subvention dans le cadre du soutien à la résorption des friches et des « verrues paysagères » de la Région Grand Est.

C. PARTICIPATIONS

1. Participations approuvées

Une participation de la Ville de Mulhouse d'un montant de 250K€ a été versée dès 2018. Il s'agit d'une avance remboursable en fin d'opération

Une participation de m2A de 77 560 € a été perçue en 2020 pour financer un complément des réseaux publics de gaz, d'électricité et d'assainissement dans la rue des brodeuses qui était nécessaire à la réalisation du projet. Ces réseaux ont permis également la viabilisation des autres bâtiments de la rue, et notamment la partie couverte du bâtiment 57.

2. Participation à approuver

Il n'est pas demandé de participation supplémentaire dans le cadre du projet d'extension, hormis la mise à disposition gracieuse du bâtiment par m2A dans la continuité de celle réalisée pour la 1ère phase du projet.

D. ETUDES

3. Etudes réalisées en 2020 et 2021

1.1 Phase investissement :

- Missions de Maîtrise d'œuvre, de CSPS et de bureau de contrôle pour le bâtiment.

- Mission de Maîtrise d'œuvre et de CSPS pour le complément de réseaux publics de la rue des brodeuses.
- Un montant d'études est inscrit en négatif en 2021. Il s'agit d'une régularisation d'un doublon avec l'opération RUDIE (études BURGEAP).
- Le découpage foncier en vue de l'extension a été réalisé en 2021 par les services de m2A.

1.2 Phase exploitation :
- Sans objet

4. Etudes à réaliser en 2022

2.1 Phase investissement :
- Missions de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'extension en phase conception (Diagnostic, études d'avant-projet, études de projets et production du dossier de consultation des entreprises).
- Missions de Bureau de contrôle et de CSPS pour l'extension en phase conception

2.2 Phase exploitation :
- Sans objet

E. TRAVAUX

5. Travaux réalisés en 2020 et 2021

1.1 Phase investissement :
- Suite et fin des travaux de construction de la salle d'escalade
- Travaux de branchement
- Travaux sur les réseaux publics rue des brodeuses

Les opérations de réception de l'ensemble de ces travaux ont été réalisées.

1.2 Phase exploitation :
- Sans objet

6. Travaux à réaliser en 2022

1.2 Phase investissement :
- Sans objet

1.2 Phase exploitation :
- Sans objet

F. FINANCEMENT

Salle Haute :
Les travaux à réaliser ont nécessité de contracter un emprunt de 1 021 K€ en janvier 2019, auprès de la banque populaire d'Alsace Lorraine Champagne. Il a été débloqué en mars 2020.
Le taux est de 2,2 % fixe pour une durée de 243 mois garantie par m2A à hauteur de 80%.

Extension :
L'extension nécessite la mise en place d'un emprunt d'un montant de 685 K€. Elle est prévue au bilan en 2022. Le taux prévisionnel est de 2 % fixe pour une durée de 240 mois à garantir par m2A à hauteur de 80%.

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

2018 et 2019 ont vu le lancement et de la concrétisation du projet avec la signature de la concession et le démarrage des travaux.

2020 a été l'année de l'achèvement des travaux et du démarrage de l'exploitation du bâtiment dans un contexte de crise sanitaire. L'établissement a connu une forte fréquentation dès son ouverture en août jusqu'au 2e confinement fin octobre 2020. Il a dû ensuite s'adapter sur la fin 2020 et sur l'année 2021 pour composer avec l'évolution des mesures sanitaires : ouvertures en effectifs réduits et/ou en extérieur puis perte d'une partie de son public habituel réticente à la vaccination.

Cette situation, commune à beaucoup d'activités de loisir, a impacté les comptes de l'exploitant. Néanmoins tous les loyers ont été payés à ce jour et des solutions sont mises en place et à l'étude pour lui permettre de passer le cap jusqu'au retour à la situation normale : report du paiement du droit d'entrée consenti (inclus dans le bilan d'opération), aides financières d'autres partenaires.

Le projet, tel qu'imaginé au départ, comprenait la réalisation de deux extensions qui ne sont pas intégrées au traité de concession initial. Il s'agit de réhabiliter deux puis quatre travées du bâtiment 57 « couvert », qui jouxte l'établissement actuel :

- La première extension sur les deux premières travées consiste à développer l'activités de blocs et ainsi répondre au cahier des charges pour l'entrainement aux épreuves de blocs des compétitions internationales (l'établissement répond à ce jour aux critères régionaux pour les épreuves de blocs, nationaux pour les épreuves de murs à corde et internationaux pour les épreuves de vitesse).
- La deuxième extension, sur les deux travées suivantes consiste à réaliser l'ensemble des équipements nécessaires à l'accueil des compétitions internationales.

Il est proposé d'activer la réalisation de la première extension en l'encadrant par voie d'avenant à la concession de travaux.

Sa mise en œuvre est en effet essentielle :

- pour la pérennité de l'établissement en accroissant sa capacité d'accueil,
- pour la diffusion de la pratique de l'escalade à un plus grand nombre,
- pour son positionnement en tant que base d'entraînement des équipes nationales aux Jeux Olympiques 2024, en répondant notamment au cahier des charges de Mulhouse Terre de Jeux auquel est inscrit l'établissement.

Les principaux jalons de la réalisation de cette extension sont les suivants :

- Dépôt du dossier de permis de construire au printemps 2022
- Travaux fin 2022 début 2023
- Ouverture de l'extension mi 2023

G. EVOLUTION DU BILAN

Sous bilan salle haute

	en K€ H.T.
Produits	**3 283**
Cessions	0
Subvent°	500
Participat°	328
Loyers	2 135
Droit d'entrée	316
Autres produits	4
Charges	**3 264**
Etudes + Honoraires	163
Maitrise des sols	3
Travaux	2 061
Investissement	*1 680*
Entretien et grosses réparations	*381*
Rémunération	266
Forfaitaire	*15*
Conduite opérationnelle	*123*
Gestion	*128*
Frais financiers	299
Frais de gestion	411
Impôts et taxes	60
Résultat	**18**

Le sous bilan de la salle haute fait apparaître un résultat de 18 K€ ce qui représente une évolution de – 50 K€ par rapport au CRAC 2019.

Les évolutions principales sont les suivantes :

Charges à la hausse :
- augmentation des frais financiers : + 37 K€
- rappel de taxe d'aménagement : + 26 K€

Charges à la baisse :
- coûts de travaux en fin de chantier moins élevés que prévu : - 17 K€

Sous bilan extension

	en K€ H.T.
Produits	**1 333**
Cessions	0
Subvent°	210
Participat°	0
Loyers	903
Charges	220
Charges	**1 307**
Etudes + Honoraires	80
Maitrise des sols	0
Travaux	709
Investissement	*544*
Entretien et grosses réparations	*165*
Rémunération	119
Conduite opérationnelle	*52*
Gestion	*67*
Frais financiers	150
Frais de gestion	21
Impôts et taxes	225
Résultat	**28**

Bilan consolidé

Le résultat du Bilan consolidé est de 46 K€

4. ANNEXES

A. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS - REALISE AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Total Montant en €
Participation forfaitaire	Ville de Mulhouse	27/02/2018	250
Remboursable en fin d'opération		(traité de concession)	
Réseaux rue des brodeuses	m2A	Avenant 1 du 2/03/20	78
Subvention	Région	05/11/2018	372
Traitement et requalification des friches			
Total			700

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	
Subvention	Région	05/11/2018	128
Traitement et requalification des friches			
Subvention pour l'extension	Région et FEDER ciblés		210
	à préciser et confirmer		
Total			338
TOTAL			1038

B. TRAVAUX

(y compris études et conduite opérationnelle)

PHASE INVESTISSEMENTS - REALISE AU 31/12/2021

Réf.	Nature	Avancement %		Valeur H.T. EN K€
	Construction salle haute	100%		1 942
	Réseaux rue des brodeuses	100%		92
	Construction extension	0%		0
Total				1 942

PHASE INVESTISSEMENTS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf.	Nature	Avancement %		Valeur H.T. EN K€
	Construction salle haute	0%		4
	Construction extension	100%		652
Total				656
			TOTAL	2 598

PHASE EXPLOITATION - REALISE AU 31/12/2021

Réf.	Nature	Avancement %		Valeur H.T. EN K€
	Gros entretien	0%		0
Total				0

PHASE EXPLOITATION - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf.	Nature	Avancement %	Date prev.	Valeur H.T. EN K€
	Gros entretien	100%		440
Total				440

C. EMPRUNTS

EMPRUNTS - REALISE AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Travaux bâtiment	Banque populaire	janv-19	1032	1032
Total			1032	1032

EMPRUNTS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Travaux extension			685	685
Total			685	685
Total Général			1717	1717

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (EN K€)

Ligne	Intitulé	Bilan initial	CRAC 2019	Fin 2019 Année	2020 Année	2020 Cumul	2021 Année	2021 Cumul	2022 Année	2022 Cumul	2023 Année	2023 Cumul	Au-delà	Nouveau
	Produits	2 329	3 274	250	510	760	181	940	323	1 264	139	1 403	3 213	4 616
1	CESSIONS													
10	Cessions collectifs													
11	Cessions individuelles													
12	Cessions activités													
13	Cessions autres													
2	SUBVENTIONS		500		372	372		372	128	500		500	210	710
20	Subventions		500		372	372		372	128	500		500	210	710
3	PARTICIPATIONS	250	328	250	78	328		328		328		328		328
30	Participations d'équilibre													
31	Participations autres	250	328	250	78	328		328		328		328		328
32	Participations c/remise d'équipements publics													
33	Participations complément de prix													
4	PRODUITS DE GESTION	2 079	2 446		60	60	181	240	196	436	139	576	3 003	3 579
40	Produits financiers à court terme													
41	Produits financiers autres													
42	Locations autres	2 079	2 127		23	23	71	95	71	166	89	255	3 003	3 258
43	Produits autres		319		36	36	109	145	125	270	50	320		320
5	TVA													
50	TVA sur dépenses													
	Charges	2 257	3 206	1 195	871	2 066	145	2 211	97	2 308	684	2 993	1 577	4 570
1	ETUDES	116	163	108	59	166	-4	162	33	195	44	240		240
10	Etudes préalables													
11	Etudes pré-opérationnelles													
12	Etudes opérationnelles	116	159	106	57	163	-5	158	33	192	44	236		236
13	Etudes révisions		3	2	2	3	0	4		4		4		4
2	MAITRISE DES SOLS	3	3	0	0	0		0	0	0	0	1	2	3
20	Acquisitions / Indemnité rémunérable													
21	Acquisitions / Indemnité non rémunérable													
22	Redevance annuelle mise à disposition du terrain	3	3	0	0	0		0	0	0	0	1	2	3
3	TRAVAUX	1 440	2 079	955	750	1 705	73	1 778	3	1 782	544	2 326	445	2 771
30	Mise en état des sols													
31	Ouvrages de viabilité	15	98	4	90	94	1	96	3	99	7	106		106
32	Ouvrages de viabilité autres													
33	Ouvrages de bâtiments	1 044	1 689	951	654	1 605	66	1 671		1 671	537	2 209		2 209
34	Ouvrages de bâtiments autres	381	254										419	419
35	Entretien des ouvrages													
36	Travaux révisions		37		6	6	6	11		11		11	26	37
39	Pénalités													
4	HONORAIRES AUX TIERS		0	0		0		0		0	3	3		3
40	Honoraires sur cession													
41	Honoraires autres		0	0		0		0		0	3	3		3
5	REMUNERATION	199	265	71	43	114	10	123	6	130	36	166	220	385
50	Avances sur rémunération opérateur													
51	Rémunération forfaitaire	15	15	15		15		15		15		15		15
52	Rémunération de conduite opérationnelle	59	115	56	41	97	5	103	2	105	31	135	39	175
53	Rémunération de commercialisation													
54	Rémunération financière													
55	Rémunération de liquidation													
56	Rémunérations de gestion	125	135		1	1	4	6	4	10	5	15	180	195
6	FRAIS FINANCIERS	310	262	6	14	20	28	48	48	96	35	131	320	451
60	Frais financiers sur court terme		15	6	6	12	0	12	2	15	0	15	4	19
61	Frais financiers sur emprunts	310	247		8	8	27	35	46	81	34	116	315	430
62	Frais financiers divers								0	0	0	0	1	1
63	Frais Financiers / court terme - Exploi.													
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS	188	434	54	6	60	38	99	6	105	22	127	591	717
70	Frais de gestion locative				0	0	3	4		4		4		4
71	Frais de gestion	13	31	28	2	31		31	5	36	11	47		47
72	Impôts et taxes		26	25		25	35	60	0	60	5	65	220	285
73	Frais d'information et de communication	4	4	1	3	4		4	0	4	5	9		9
74	TVA perdue sur prorata													
75	Frais techniques opération autres	171	123						1	1	1	2	121	123
76	Remboursement avance ville de Mulhouse	0	250										250	250
8	TVA													
80	TVA sur recettes													
	RESULTAT D'EXPLOITATION	72	68	-945	-361	-1 306	36	-1 271	226	-1 045	-545	-1 589	1 636	46
	MOBILISATIONS		1 035	14	1 032	1 046		1 046	685	1 731		1 731		1 731
1	MOBILISATION		1 035	14	1 032	1 046		1 046	685	1 731		1 731		1 731
10	Emprunts reçus		1 021		1 032	1 032		1 032	685	1 717		1 717		1 717
11	Dépôt de garantie		14	14		14		14		14		14		14
12	Avance de trésorerie													
14	Participations à recevoir													
	AMORTISSEMENTS		1 021						69	69	73	143	1 588	1 731
1	AMORTISSEMENTS		1 021						69	69	73	143	1 588	1 731
10	Emprunts remboursés		1 021						69	69	73	143	1 575	1 717
11	Dépôt de garantie												14	14
12	Avance de trésorerie													
13	Retenue de Garantie (Marché)													
14	Participation reçue													
	FINANCEMENT		14	14	1 032	1 046		1 046	616	1 661	-73	1 588	-1 588	0
	TRESORERIE		82	-1 040	-566		-542		617		-1		46	46

Mulhouse Alsace Agglomération

MUR D'ESCALADE	SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2021

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Bilan au 31/12/2019	Actualisé au 31.12.2021	AU 31.12.2021	Dont en 2020-2021	2022 à 2044	Dont en 2022
CHARGES						
Acquisitions foncières	3	3	0	0	2	0
Travaux et études	2 242	3 011	1 940	878	1 069	36
Rémunérations	265	385	123	53	262	6
Frais financiers	262	451	48	42	403	48
Autres frais	434	720	100	43	622	7
TOTAL CHARGES	**3 206**	**4 570**	**2 211**	**1 016**	**2 358**	**97**
PRODUITS						
Cessions	0	0	0	0	0	0
Subventions	500	710	372	372	338	128
Participation autres m2A	78	78	78	78	0	0
Participation autres Ville de Mulhouse	250	250	250	0	0	0
Diverses recettes	2446	3578	240	241	3 337	195
TOTAL PRODUITS	**3 274**	**4 616**	**940**	**691**	**3 675**	**323**
RESULTAT	**68**	**46**	**-1 271**	**-325**	**1 317**	**226**

retour CR

CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS

REALISATION SUR LE SITE DMC D'UNE STRUCTURE DE LOISIRS CENTREE SUR LA PRATIQUE DE L'ESCALADE

PROJET

AVENANT N°3

Février 2022

2 rue Pierre et Marie Curie – BP 10020 – 68948 MULHOUSE Cedex 9 -Tél. 03 89 32 58 58 – Fax : 03 89 32 59 09

retour CR

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX
A MULHOUSE (Haut-Rhin), 2 rue Pierre et Marie Curie, au siège de la Communauté d'Agglomération.
Pour le Concédant, le
Et ####, au siège de la société CITIVIA SPL,
pour le Concessionnaire, le

Monsieur Fabian JORDAN, Président de MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, Haut-Rhin,

A REÇU le présent acte contenant AVENANT AU CONTRAT DE CONCESSION DE TRAVAUX PUBLIC et CONSITUTION DE DROIT REEL DU 27 février 2018, à la requête des personnes ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

ONT COMPARU

1) La Communauté d'Agglomération dénommée **Mulhouse Alsace Agglomération (M2A),** Personne de droit public située dans le Département du Haut-Rhin dont le siège se situe 2 rue Pierre et Marie Curie à MULHOUSE (68100), identifiée au SIREN sous le numéro 200 066 009.

Figurant ci-après sous la dénomination **« Collectivité concédante »** ou « **Concédant »**.

D'UNE PART

2) Société dénommée **CITIVIA SPL – SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MULHOUSIENNE**, Société Publique Locale, Société Anonyme au capital de 3.507.152,97 EUR, dont le siège social est à MULHOUSE (68100), ####, identifiée au SIREN sous le numéro 378 749 972 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de MULHOUSE.

Figurant ci-après sous la dénomination « **Concessionnaire »**

D'AUTRE PART

PRESENCE ET REPRESENTATION

La Communauté d'Agglomération **MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION – M2A** est représentée par Monsieur Christophe BITSCHENE, présent à l'acte, agissant en sa qualité de Conseiller Communautaire délégué, habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté N° 8/2021 du 1er mars 2021 portant délégation de fonction et de signature pour les affaires foncières et immobilières, agissant en exécution d'une délibération motivée du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du ### visée par la Sous-Préfecture en date du ###, annexée au présent acte.
Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales le prévoit.
###Observation étant ici faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code sus-visé s'est écoulé sans que le **VENDEUR** ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif ainsi que son représentant sus-nommé le déclare.
2

PROJET

retour CR

La **société CITIVIA SPL** est représentée par sa Directrice Générale, Madame Agnès PEREZ, présente à l'acte, nommée par le Conseil d'Administration du 21 octobre 2021 et ayant tous pouvoir à l'effet des présentes en vertu des statuts.

Les Parties ont préalablement exposé ce qui suit :

Préambule

m2A et CITIVIA SPL ont conclu le 27 février 2018 une concession de travaux publics et constitution de droits réels portant sur la construction et l'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade située sur le site DMC à Mulhouse, dans l'emprise du bâtiment 57 démolie par un incendie accidentel en 2012.

Cette concession a été modifiée par voie d'avenants sous seing privés :

- le 02 mars 2020 pour intégrer le complément de réseaux publics nécessaires au projet et la participation financière correspondante de m2A et par conséquent pour amender les articles 1.1, 9, 15 et 22 ;
- le 08 mars 2021 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2044 et donc pour ajuster l'article 2.1.

La structure existante comprend :

- la salle haute accueillant notamment le plus haut mur d'escalade indoor de France (25m),
- un espace d'accueil/billetterie,
- un espace de petite restauration-bar,
- un patio avec un garage à vélo, des blocs d'escalade, des espaces verts et la terrasse de l'espace restauration.

Le projet, tel qu'imaginé au départ, comprenait la réalisation de deux extensions qui ne sont pas intégrées au traité de concession initial. Il s'agit de réhabiliter deux puis quatre travées du bâtiment 57 « couvert », qui jouxte l'établissement actuel :

- La première extension sur les deux premières travées consiste à développer l'activité de blocs et ainsi répondre au cahier des charges pour l'entrainement aux épreuves de blocs des compétitions internationales (l'établissement répond à ce jour aux critères régionaux pour les épreuves de blocs, nationaux pour les épreuves de murs à corde et internationaux pour les épreuves de vitesse).
- La deuxième extension, sur les deux travées suivantes consiste à réaliser l'ensemble des équipements nécessaires à l'accueil des compétitions internationales.

La construction de la structure de la 1re phase du projet s'est achevée fin juillet 2020 avec la réception des travaux et la phase exploitation a commencé en août 2020 avec la prise de possession du bâtiment par la société CMC.

L'établissement a connu une forte fréquentation dès son ouverture en août jusqu'au 2e confinement fin octobre 2020. Il a dû ensuite s'adapter sur la fin 2020 et sur l'année 2021 pour composer avec l'évolution des mesures sanitaires : ouvertures en effectifs réduits et/ou en extérieur puis perte d'une partie de son public habituel réticente à la vaccination.

Cette situation, commune à beaucoup d'activités de loisir, a impacté les comptes de l'exploitant. Néanmoins tous les loyers ont été payés à ce jour et des solutions sont mises en place et à l'étude pour lui permettre de passer le cap jusqu'au retour à la

PROJET

retour CR

situation normale : report du paiement du droit d'entrée consenti (inclus dans le bilan d'opération), aides financières d'autres partenaires.

La mise en œuvre de la 2e phase du projet à savoir la réalisation de la salle de bloc est maintenue. Elle est en effet essentielle :

- pour la pérennité de l'établissement en accroissant sa capacité d'accueil,
- pour la diffusion de la pratique de l'escalade à un plus grand nombre,
- pour son positionnement en tant que base d'entraînement des équipes nationales aux Jeux Olympiques 2024, en répondant notamment au cahier des charges de Mulhouse Terre de Jeux auquel est inscrit l'établissement.

Le présent avenant N° 3 a pour objet d'intégrer dans la convention de concession de travaux publics du 27 février 2018 la réalisation et l'exploitation de cette extension et de reprendre expressément les modifications apportées à ladite convention aux termes des avenants sous seing privé N° 1 et N° 2 signés respectivement le 2 mars 2020 et 8 mars 2021 dont copie demeureront ci-jointes et annexées.

****

Article 1 – Objet

Reprise in extenso de l'article 1.1 modifié par l'avenant n°1

« Par la présente convention de concession de travaux publics, l'autorité concédante confie au concessionnaire, sous sa responsabilité et à ses risques et périls :

- La réalisation et le financement des travaux de construction de l'ensemble immobilier dénommé « salle d'escalade » composé de :

  - un bâtiment :

	Surface utile estimée (m²)
Accueil et services commerciaux	
Salle d'escalade	
Sanitaires	
Bureaux et locaux techniques	
TOTAL	**900**

  - les aménagements extérieurs du projet
  - un complément de réseaux nécessaire au projet

- L'entretien et la maintenance de l'ensemble immobilier, ainsi que l'exploitation, consistant notamment à louer les locaux.

A cette fin, l'autorité concédante met à disposition du concessionnaire le terrain décrit au chapitre II ci-après dans les conditions visées audit chapitre.

Le concessionnaire est maître de l'ouvrage et responsable de l'ensemble des travaux et installations objet des présentes.

Le programme des travaux est détaillé au chapitre III du présent contrat.

Complément à l'article 1.1 de la convention par l'ajout d'un bâtiment composant à l'ensemble immobilier dénommé « salle d'escalade » tel que

PROJET

retour CR

décrit à l'article 1.1 de la convention, dont la réalisation et le financement des travaux sont confiés à CITIVIA :

- *Une extension1 de l'établissement dans les deux premières travées du bâtiment 57 « couvert » prolongeant la cour de l'établissement :*

	Surface utile estimée (m²)
Salle de blocs	
Locaux techniques	
TOTAL	***957***

Le programme consiste à réhabiliter la moitié du bâtiment 57 qui a été épargnée par l'incendie de 2012 (deux travées de sheds sur une surface totale de 957 m²) et à y installer une salle pour y accueillir des blocs d'escalade d'une surface de 918 m².

L'escalade de blocs consiste à grimper des blocs de faible hauteur, ce qui permet de pratique sans être assuré.

Les travaux comprendront, la séparation en deux du bâtiment 57, le clos et couvert, les solutions de chauffage et d'isolation, la mise aux normes ERP, électricité etc.

Les travaux ne comprendront pas la mise en place des blocs intérieurs qui seront réalisés par le locataire.

Article 2 – Durée du contrat

Reprise in extenso de la modification du 2ème alinéa de l'article 2.1 apportée par l'avenant n°2

La durée est fixée jusqu'au 31 décembre 2044.

Article 3 – Délais
Précisions apportées à l'article 2.2 de la convention :

Les dispositions de l'article 2.2 de la convention s'appliquent à l'extension N°1 à l'exception des durées et dates de démarrages suivantes :

- *La phase d'études débute à compter de la signature du présent avenant. Son délai est fixé à titre prévisionnel à 7 mois*
- *La durée prévisionnelle de la phase de réalisation des travaux est de 10 mois*
- *Le concessionnaire s'engage à réceptionner les travaux et démarrer l'exploitation du bâtiment dans un délai prévisionnel de 2 ans à compter de la signature du présent avenant*

Article 4 – Conditions résolutoires
Complément à l'article 3 de la convention :

Le présent avenant est conclu sous les conditions résolutoires suivantes :

1. Non obtention par le concessionnaire, pour la réhabilitation du bâtiment objet du présent avenant, d'un permis de construire autorisant l'extension de l'ensemble immobilier à vocation sportive et de loisirs purgé de tous recours

PROJET

retour CR

gracieux ou contentieux et de la faculté de retrait conférée à l'administration et ce au plus tard 9 mois après le dépôt de permis complet.

2. Non obtention par le concessionnaire du financement par un emprunt d'un montant minimum de 685 000 € amortissable sur 20 ans sur une somme totale de 895 000 € nécessaire à la réalisation du projet, au plus tard le XXXXX.

La non-réalisation de cette condition sera constatée par la production d'une lettre d'accord du ou des établissements bancaires ainsi que du ou des organismes sollicités pour l'octroi du prêt et de l'apport.

3. Mise en évidence dans le bâtiment de pollutions (notamment gaz de sol) rendant incompatible le bâtiment avec l'usage projeté sans travaux mettant en péril l'équilibre économique de l'opération.

4. Non obtention de subventions pour un montant total de 210 K€ nécessaire à l'équilibre de l'opération.

Il est précisé que :

- la condition résolutoire 1° est stipulée dans l'intérêt des deux parties, l'une des deux parties ne pouvant renoncer à cette condition sans l'accord de l'autre.

- les conditions résolutoires 2°, 3° et 4° sont stipulées dans l'intérêt exclusif du Concessionnaire qui pourra toujours y renoncer.

Le cas échéant, elles seront constatées par une simple mention que le rédacteur des présentes est habilité à apposer en marge ou au pied du présent acte.

Par ailleurs, en cas de réalisation imminente de l'une des conditions résolutoires ci-dessus-visées, les parties pourront se rapprocher afin de discuter des difficultés rencontrées et éventuellement proroger les délais ci-dessus visés ou revoir les conditions financières de la convention telles que définies à la présente convention, le tout par voie d'avenant.

En cas de survenance d'une des conditions résolutoires ci-dessus visées, le concessionnaire aura droit à une indemnité tel que prévu à l'article 26 « RESOLUTION DU CONTRAT LIEE A LA SURVENANCE D'UNE CONDITION RESOLUTOIRE » de la concession.

PROJET

<u>Article 5 – Désignation et division cadastrale</u>
Complément à l'article 4.1 et 4.2 et 4.3 de la convention :

4.1 Désignation cadastrales du terrain mis à disposition

A MULHOUSE (68200), sur le site DMC situé rue des Brodeuses, la parcelle cadastrée :

Section	N°	Lieudit	Surface
HK	18/1	Rue des Brodeuses	00ha 10a 28ca

Figurant ci-après sous la dénomination le « **BIEN** »

TEL ET AINSI que le BIEN existe, s'étend, se poursuit et comporte actuellement avec toutes ses aisances, dépendances, immeubles par destination, sans aucune exception ni réserve sauf à tenir compte de ce qui peut être le cas échéant indiqué au présent acte.

retour CR

Un plan foncier du terrain figure en annexe de la présente convention.

4.2 Division cadastrale

La parcelle cadastrée Section HK numéro HK18/1 provient de la division d'un immeuble de plus grande importance originairement cadastré section HK numéro 15/1 lieudit Rue des Brodeuses pour une contenance de 20a 50ca dont le surplus est désormais cadastré :
- section HK numéro 18/1 lieudit rue des Brodeuses pour une contenance de 10a 28ca, objet de la présente convention ;
- section HK numéro 19/1 lieudit rue des Brodeuses pour une contenance de 10a 22ca restant appartenir à M2A.

Ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal d'arpentage numéro 10366 effectué par le service Informations Géographiques de la Communauté d'Agglomération M2A, le 25 novembre 2021, certifié par le service du cadastre de MULHOUSE, le 08 décembre 2021.

4.3 Origine de propriété

L'immeuble cadastré à Mulhouse, section HK N° 18/1 est inscrit au livre foncier au nom de la Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (M2A).
Elle en est devenue propriétaire pour en avoir fait l'acquisition, respectivement de la parcelle d'origine, de la société CITIVIA SPL, aux termes d'un acte reçu en la forme administrative par Monsieur Jean-Marie BOCKEL, alors Président de la Communauté d'Agglomération, le 4 décembre 2015.

Article 6 – Publicité Foncière

Pour les besoins de la publicité foncière, les parties consentent et requièrent au livre foncier de Mulhouse :

1°) l'inscription du présent avenant à la concession de travaux public du 27 février 2018, laquelle s'analyse comme un bail de longue durée avec constitution de droit réel à la charge de l'immeuble cadastré à Mulhouse Section HK N° 18/1, jusqu'au 31 décembre 2044.

2° l'inscription du présent avenant à la concession de travaux public du 27 février 2018 en ce qu'il prolonge le délai des charges inscrites sur les immeubles cadastrés à Mulhouse section HK N° 14/1 jusqu'au 31 décembre 2044.

Les parties renoncent à la notification prescrite par la Loi contre délivrance d'un certificat d'inscription à la Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Article 7– Destination des lieux mis à disposition

Complément apporté à la composition de l'ensemble immobilier décrit à l'article 5.3

- *Un bâtiment d'environ 957 m² de surface utile*

Article 8 – Description technique des ouvrages à réaliser

Reprise in extenso de l'article 9 modifié par l'avenant n°1

Le programme de l'opération à réaliser par le concessionnaire est joint en annexe à la présente convention.

PROJET

retour CR

Le programme porte sur un ensemble immobilier composé de 900 m² environ et comportant :

- un bâtiment :

	Surface utile estimée (m²)
Accueil et services commerciaux	
Salle d'escalade	
Sanitaires	
Bureaux et locaux techniques	
TOTAL	**900**

- les aménagements extérieurs du projet
- un complément de réseaux nécessaire au projet

L'ensemble de l'opération doit être réalisé sur la base de ce dossier et dans le respect des règles d'urbanisme et de construction en vigueur.

Ajout d'un bâtiment à l'ensemble immobilier inscrit au programme de l'opération à réaliser par le concessionnaire décrit à l'article 9 de la convention :

- *Une extension1 de l'établissement dans les deux premières travées du bâtiment 57 « couvert » prolongeant la cour :*

	Surface utile estimée (m²)
Salle de blocs	
Locaux techniques	
TOTAL	***957***

Article 9 – Maintenance et gestion

Reprise in extenso du complément apporté à l'article 15 par l'avenant n°1

A compter de la date d'achèvement de l'ouvrage, le concessionnaire s'engage à assurer la maintenance et la gestion des ouvrages, à l'exception des réseaux extérieurs à la parcelle assiette du projet, qui seront remis aux gestionnaires de réseaux respectifs.

Article 10 – Niveaux de prix des loyers

Modification de l'article 17.2 de la convention

A titre indicatif, le montant du loyer prévisionnel (total), à partir de la mise en exploitation de l'extension n°1, est estimé à 121 K€ annuel.
Le loyer est révisé annuellement à la date d'anniversaire du bail selon l'indice des loyers commerciaux (ILC).

Article 11 – Financement de l'opération

Reprise in extenso du complément apporté à l'article 22 par l'avenant n°1

L'article 22 de la convention est complété de la façon suivante.

PROJET

retour CR

Les travaux de prolongation et de rénovation des réseaux dans la rue des Brodeuses sont à charge de la collectivité concédante qui versera une participation au bilan de la concession à hauteur de 77 560€ HT.

Compléments à l'article 22 de la convention :

L'investissement nécessaire à la réalisation de l'extension est arrêté à la somme de 895 000 € H.T. valeur fin de travaux.
Le financement de l'opération est assuré dans les conditions suivantes :

- une subvention de 210 000 €
- un financement bancaire du concessionnaire pour le solde soit 685 000 €

Les emprunts contractés par le concessionnaire devront être complètement amortis au terme de la présente convention, sauf cas de résolution et de résiliation prévus au chapitre V de la convention.

Le concessionnaire prévoit de recourir à un emprunt présentant les caractéristiques suivantes :

- montant emprunté : 895 000 €
- durée du prêt : 20 ans

Article 11 – Liste des documents ajoutés aux annexes de la convention

Les annexes suivantes sont ajoutées à la convention :

- Annexe 7 : Copie de la délibération de m2A en date du XXX
- Annexe 8 : plan du foncier mis à disposition pour l'extension
- Annexe 9 : Plans de l'extension
- Annexe 10 : Estimation détaillée des travaux de l'extension
- Annexe 11 : Budget et compte de résultat prévisionnel global
- Annexe 12 : Avenant N°1 du 2 mars 2020
- Annexe 13 : Avenant N° 2 du 8 mars 2021

Article 12 - Autres clauses

Toutes les autres clauses de la concession de travaux publics non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Article 13 – Frais –Droit d'enregistrement

Le présent avenant est exonéré de taxe d'enregistrement et de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

DONT ACTE sur 10 pages.

Comprenant : **Paraphes**

- renvoi approuvé :
- barre tirée dans des blancs :
- blanc bâtonné :
- ligne entière rayée :
- chiffre rayé nul :
- mot nul :

Fait et passé aux lieux, mois et an ci-dessus indiqués.

PROJET

retour CR

Après lecture faite, les parties ont signé le présent avenant avec le Président de la Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION soussigné.

Pour le Concessionnaire CITIVIA SPL,	Pour le Concédant m2A,
Agnès PEREZ Directrice Générale	Christophe BITSCHENE Conseiller Communautaire Délégué

Le Président de
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Fabien JORDAN

PROJET

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-655C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

75 élus présents (91 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PROGRAMME PARTENARIAL 2022 DE L'AGENCE D'URBANISME (53/7.5.6./655C)

L'aménagement durable et équilibré de son territoire constitue un des objectifs majeurs de Mulhouse Alsace Agglomération. A ce titre, Mulhouse Alsace Agglomération est, avec l'Etat et la Région Grand Est, un des principaux partenaires de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM) et très largement le premier financeur de l'agence.

Celle-ci remplit quatre types de missions :
- la réalisation d'études thématiques en amont, notamment dans les domaines de l'aménagement, de l'environnement, de l'habitat, des mobilités et du développement économique ;
- la production de documents de planification en matière d'habitat et d'urbanisme ;
- le suivi de politiques publiques et l'appui technique aux collectivités membres ;
- le fonctionnement d'un centre de ressources documentaires.

7 thématiques d'intervention sont couvertes par les travaux de l'agence en sus de travaux plus transversaux :
- économie – emploi ;
- foncier et aménagement du territoire ;
- habitat et patrimoine résidentiel ;
- milieux naturels, développement durable et transitions ;
- transport, mobilité et réseaux ;
- projet urbain ;
- services, équipements publics et cohésion sociale.

La vocation de l'Agence est par ailleurs d'avoir un regard prospectif et pédagogique sur les mutations en cours sur le territoire.

retour CR

La volonté de Mulhouse Alsace Agglomération, affirmée fortement en vue de la préparation du programme partenarial 2022, est de focaliser l'action de l'agence sur 12 axes prioritaires pour permettre à l'agence de focaliser ses moyens sur les priorités opérationnelles de notre collectivité, première contributrice à son financement.

Dans ce cadre d'études et de prospective, une convention entre la Communauté d'Agglomération et l'AURM est conclue annuellement.

Le projet de convention pour l'année 2022 figure en annexe. Il définit les thèmes de travail et notamment ceux intéressant plus particulièrement la Communauté d'Agglomération pour l'année en cours.

Ainsi pour ce qui concerne Mulhouse Alsace Agglomération le programme partenarial 2022 portera prioritairement sinon exclusivement sur les actions suivantes :

1 – **PLANIFICATION INTERCOMMUNALE** : Engager la construction du PLUi (en élaborant le diagnostic et en identifiant les compléments à établir pour l'évaluation environnementale) et préparer la modification du SCoT (analyse au regard des objectifs de la loi Climat et Résilience) ;

2 – **OBSERVATION TERRITORIALE** – MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CLIMAT et RESILIENCE – montage et lancement des observatoires du foncier et de l'habitat ;

3 – **PLAN DE MOBILITES DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION** – accompagnement à l'élaboration du Schéma Directeur des Mobilités ;

4 – **PREPARATION DE LA MISE EN PLACE DE LA ZONE A FAIBLES EMISSIONS** (marchandises et voyageurs) ;

5 – **STATIONNEMENT** – préparation des outils visant au renforcement de la mutualisation et au volet stationnement du futur PLUi ;

6 – **RECHERCHE ET IDENTIFICATION DU FONCIER A VOCATION ECONOMIQUE A LONG TERME** (au-delà de 10 ans) – dans un contexte de raréfaction foncière, de réduction de la consommation d'espaces naturels et agricoles ; pour une agglomération dont l'ADN est celui de la production industrielle, cette identification est stratégique sur le long terme ;

7 – **EMPLOI (suivi)** – action conduite annuellement par l'AURM permettant un suivi de l'emploi sur le territoire ;

8 – **MOBILITES ET MARCHE DU TRAVAIL** – captation exogène – il s'agit ici d'identifier les leviers permettant de mobiliser les ressources humaines externes au territoire en les y attirant ;

9 – **HABITAT : PROGRAMME PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE** – COTATION – volet obligatoire et réglementaire des politiques

d'habitat, ces deux documents seront produits par l'AURM en étroite relation avec Mulhouse Alsace Agglomération ;

10 – **AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT** : 2022 sera consacré à l'approfondissement des Services Environnementaux rendus par haies et systèmes de haies ;

11 – **PLU de Wittelsheim et Pulversheim** : ces deux PLU ont été engagés par les communes avant le transfert de compétence à l'agglomération au 1.1.2020 ; l'AURM produit ces plans sous maîtrise d'ouvrage de Mulhouse Alsace Agglomération en lien étroit avec les communes concernées ;

12 – **DIALOGUE SUD-ALSACE** – mobilités, économie, toile alimentaire. L'AURM produira, sur ce volet, les éléments de connaissance à l'échelle du Sud-Alsace permettant la poursuite et l'approfondissement des échanges sur les thématiques structurantes pour l'avenir de notre territoire au sein de l'ensemble plus vaste du Haut-Rhin.

Le programme reste donc, comme de coutume, fortement marqué par l'importance des études sur les thématiques : urbanisme, transports et développement économique.

Il se veut plus compact, plus orienté sur un nombre limité de thématiques même si des efforts doivent encore être faits en ce sens.

La convention afférente au programme partenarial à signer entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'AURM prévoit le versement d'une subvention annuelle de 713.000 € pour 2022, montant de subvention identique à 2021 et 2020.

Ce montant se décompose de la manière suivante :
- 6.000 € de subvention d'investissement ;
- 707.000 € de subvention de fonctionnement.

L'Agglomération, comme l'ensemble des partenaires de l'Agence, participe à la totalité du programme et à son suivi.

Les crédits nécessaires au versement de la subvention, sont inscrits au BP 2022.

Dépenses de fonctionnement : 707.000 € Ligne de crédit 645 Compte 6574 Service gestionnaire et utilisateur : 532 Dépenses d'investissement : 6.000 € Ligne de crédit 16642 Compte 20421 Service gestionnaire et utilisateur : 532

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération autorise son Président, son Vice-Président délégué à signer la convention proposée.

P.J. : 1 projet de convention
1 programme partenarial 2022

Ne prennent pas part au vote (12) : Francine AGUDO-PEREZ, Rachel BAECHTEL, Jean-Philippe BOUILLÉ, Danièle GODLSTEIN, Francis HILLMEYER, Michel LAUGEL, Rémy NEUMANN, Catherine RAPP, Jean ROTTNER (représenté par Michèle LUTZ), Carole TALLEUX, Joseph WEISBECK et Philippe WOLFF.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Programme partenarial AURM 2022

/ Convention m2A-AURM : missions et contenu /

Liste synthétique des missions du programme partenarial de travail de l'AURM en 2022
(validée en CA de l'AURM du 15 février 2022)

♦ = > les 18 missions prioritaires de m2a *(voir annexe page 3 : contenu précisé)*

Axe 1_Planification et programmation

Missions structurantes

Urbanisme prévisionnel m2A intégrant les 5 missions suivantes :

- ♦Foncier m2A : bilan du cadre de référence et perspectives ZAN
- ♦PLUi m2A => méthode, diagnostic, enjeux
- ♦PLUi m2A => État Initial Environnement : données disponibles et suite à donner
- ♦Révision PLU Pulversheim
- ♦Révision PLU Wittelsheim

♦m2A : Plan Partenarial de Gestion de la demande de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGID)

♦Plan de mobilités m2A : chiffres clés, accompagnement et note stratégique

♦ZFE-m (Transports de personnes et de marchandises) : Atlas données locales, enjeux, animation

Missions moindre ampleur

♦RLPI m2A : approbation
♦PLUi CC Doller : Accompagnement
♦SCoT Colmar-Rhin-Vosges : Évaluation
♦PLH m2A : bilan
♦SRADDET : volet adaptation (7'Est)
♦SRADDET : Trame noire (7'Est)

Axe 2_Prospective & Innovation

Missions structurantes

♦Foncier économique m2A : gisements espaces productifs moyen et long termes
♦Haie, une ressource : diagnostic, enjeux locaux (PSE, eau, paysage, biodiversité, …)
♦La ville de demain (7'Est Aurm Pilote)
♦Séniors : mode d'emploi du territoire accueillant
♦L'enfant et l'espace public (Genre, mobilités, citoyenneté…)
♦Établissements scolaires à Mulhouse : prospectives sites d'implantation
♦Doller : volet mobilités prospective

Missions moindre ampleur

♦Wittenheim : territoire 0 chômeur
♦Riedisheim : démographie scolaire
♦Diversité fonction. en tissu urbain (Agence 7'Est)
♦Réseau Express Métropolitain : Sud Alsace
♦RGE : Data Mobilités (7'Est)

Missions conditionnelles

♦Vulnérabilité territoire et culture du risque : connaissance et pédagogie
♦Les franges urbaines RM : analyse et préconisation traitement (identité RM)
♦Mulhouse et ses écoles : sectorisation et capacité des sites
♦Bantzenheim (apaisement RD 468 entrée sud)
♦Pfastatt (espaces publics et circulation apaisée)

Axe 3_Observatoire

Missions structurantes

♦Marché du travail & mobilités des actifs
♦Performance comparée emploi de 15 territoires
♦Observatoire du foncier m2A (loi climat) Méthode
♦Observatoire habitat m2A (loi climat) Méthode et volet 1
♦Mulhouse : données stratégique habitat (chiffres, enjeux, méthode suivi)
♦Besoins salariés en habitat site ACV (7'Est)
♦Quartier Fonderie suivi annuel multicritère
♦Patrimoine résidentiel de l'ère industrielle
♦QPV m2a : Évaluation qualitative
♦Stationnement en Région Mulhousienne : cadre légal SRU, quantification, enjeux

Missions moindre ampleur

♦Entreprises et emploi : évolutions chiffrées
♦Clause sociale marchés publics
♦Valeur du logement neuf
♦Observatoire des loyers
♦Atlas Biodiversité Intercommunal
♦Logement étudiants de demain (OTLE)
♦Mulhouse et enseignements supérieurs
♦Compensation foncière (7'Est)

Missions conditionnelles

♦Valorisation quartier DMC : suivi
♦Les gisements compensatoires
♦Accidentologie Région Mulhousienne
♦WebCartoSanté (7'Est)
♦Copropriétés dégradées m2a : méthode tableau bord de suivi

Axe 4_Animation & Partenariat

Expertises et groupe projet

♦Marché immobilier résidentiel
♦Mulhouse et Assises des Associations
♦Expertises ponctuelles partenaires
♦Réserves

Réseau partenarial élargi

♦Dialogue Sud Alsace
♦Réseau 7'Est
♦PVD 68 : réseau et acculturation
♦Club PLUi, Club éco quartier, DataGrandEst
♦Projet stratégique AURM

Évènements et manifestations

♦Les 30 ans de l'Agence
♦2 "Matinales"
♦3 "Avant-midi"
♦4 "RV Citoyens"
♦La frugalité heureuse (Séminaire)

Communication & valorisation

♦Newsletter "On Rembobine"
♦Veille transfrontalière*
♦Réseaux sociaux
♦3 « On décrypte pour vous »
♦Bloc-notes (résumé de formation, acculturation…)

Annexe du programme partenarial synthétique AURM 2022
Précisions sur les 18 missions prioritaires pour m2A

Axe 1_Planification et programmation

♦ **Foncier m2A : bilan du cadre de référence et perspectives ZAN**

Bilan chiffré et cartographié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2011 et 2021. Analyse quantitative et qualitative de cette consommation foncière au regard de sa destination (habitat, économie, équipements) et des objectifs définis par le SCoT. Mise en perspective pour une 1ère évolution du projet foncier du SCoT vers une trajectoire zéro artificialisation nette à horizon 2050.

♦ **PLUi m2A => méthode, diagnostic, enjeux**

Définition préalable d'une méthodologie de travail sur le PLUi (gouvernance technique, modalités de collaboration avec les communes, concertation publique, mode de rédaction, mode d'animation, approche territoriale, …). Puis déroulé de la méthode pour établir un diagnostic thématique et territorial fin et mettre en perspective les enjeux spécifiques à chaque sous-territoire.

♦ **PLUi m2A => État Initial Environnement : données disponibles et suite à donner**

Recensement et contextualisation des données disponibles dans les domaines susceptibles d'alimenter l'État Initial de l'Environnement (EIE) du PLUi. Informations à l'usage du futur prestataire missionné pour rédiger l'EIE.

♦ **Révision PLU Pulversheim**

Poursuite et finalisation de la révision du PLU, en collaboration avec la commune et m2A, en vue de son arrêt en 2022 : rédaction du rapport de présentation, écriture du règlement, définition des OAP, lien avec l'évaluation environnementale, contribution à la concertation publique et mise en forme du dossier final.

♦ **Révision PLU Wittelsheim**

Poursuite et finalisation de la révision du PLU, en collaboration avec la commune et m2A, en vue de son arrêt prévu fin 2022 : rédaction du rapport de présentation, écriture du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et du règlement, définition des OAP, lien avec l'évaluation environnementale, contribution à la concertation publique et mise en forme du dossier final.

♦ **m2A : Plan Partenarial de Gestion de la demande de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGID)**

A partir des travaux démarrés en 2016, formalisation du PPGDID de m2A. Appui à la collectivité pour réaliser la cotation, devenue obligatoire dans le cadre de l'élaboration du plan. Bilan retour d'expériences de méthodologies utilisées. Association d'un réseau de partenaires.

♦ **Plan de mobilités m2A : chiffres clés, accompagnement et note stratégique**

Fourniture de chiffres clés, accompagnement au besoin lors des ateliers (rédaction expertises, notes stratégiques, présentation décisions validées…).

♦ **ZFE-m (Transports de personnes et de marchandises) : Atlas données locales, enjeux, animation**

Mise en lumière des principaux impacts locaux sur les particuliers et les professionnels de l'instauration de la ZFE fin 2024 : atlas de données locales, retour d'expériences. Participation à l'animation de réunions avec des socio-professionnels en vue de préciser les conditions de mise en œuvre optimale de la ZFE.

Axe 2_Prospective & Innovation

♦ **Foncier économique m2A : gisements espaces productifs Moyen et long termes**

Définition des critères de sélection, analyse fonctionnelle, urbaine et paysagère de sites. Propositions d'opportunités d'espaces à usage d'activités, incluant une cartographie analytique.

♦ **Haie, une ressource : diagnostic, enjeux locaux (PSE, eau, paysage, biodiversité, climat…)**

Cartographie du réseau linéaire de haies en zones périurbaines et agricoles de la Région Mulhousienne, dont secteurs concernés par les « Paiements pour Services Environnementaux ». Pédagogie sur les enjeux liés à la démarche agricole de m2A et l'infrastructure bocagère (eau, paysage, biodiversité, risques, climat…).

Axe 3_Observatoire

♦ **Marché du travail & mobilités des actifs**

Travail exploratoire qui vise à connaître le degré d'intégration du marché du travail au moins au niveau du Haut-Rhin. Questionnement sur un possible défaut de mobilité des actifs et un désappariement territorial des qualifications des actifs et celles demandées par les entreprises.

♦ **Performance comparée emploi de 15 territoires**

Comparaison de l'évolution de l'emploi sur 15 ans de 15 territoires de taille relativement proche et ayant, comme la Région Mulhousienne, un passé industriel. Compréhension des raisons qui conduisent à une dynamique économique faible sur certains territoires.

♦ **Observatoire du foncier m2A (loi climat) Méthode**

Proposition d'une méthodologie pour mettre en œuvre un observatoire du foncier (au regard des décrets d'application parus). Retour d'expériences de méthodologies utilisées. Constitution d'un réseau de partenaires associés au suivi de la démarche.

♦ **Observatoire habitat m2A (loi climat) Méthode et volet 1**

Proposition d'une méthodologie pour mettre en œuvre un observatoire de l'habitat (au regard des décrets parus). Retour d'expériences de méthodologies utilisées. Définition d'indicateurs adaptés. Constitution d'un réseau de partenaires associés.

♦ **QPV m2a : Évaluation qualitative politique de la ville**

Interrogation de l'ensemble des parties prenantes de la politique de la ville sur ses impacts quant au bien-être des habitants. Méthodologie originale adoptée par les services concernés et l'ORIV, reprenant en partie celle du Conseil de l'Europe.

♦ **Stationnement en Région Mulhousienne : cadre légal SRU, quantification, enjeux**

Décryptage de la loi et inventaire localisée des capacités de stationnement. Identification des potentialités de mutualisation. Intégration d'éléments dans le PLUi de m2A.

♦ **Entreprises et emploi : évolutions chiffrées dans les territoires du Sud-Alsace.**

Suivi trimestriel de l'évolution des entreprises, des emplois, de la masse salariale versée…

Axe 4_Animation & Partenariat

♦ **Dialogue Sud Alsace**

Accompagnement pour l'élaboration d'un schéma directeurs des mobilités à l'échelle supra-communautaire.
Rencontres techniques dans le domaine du développement économique.

CONVENTION 2022

entre Mulhouse Alsace Agglomération

et l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération représentée par son Conseiller Communautaire délégué, Monsieur Fabian JORDAN dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 31 mai 2021, ci-après dénommée « la Communauté » ou « m2A »,

et

L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, représentée par son Président, Monsieur Jean ROTTNER, ci-après dénommée "l'Agence" ou "l'AURM",

exposent ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'aménagement durable et équilibré de son territoire constitue l'un des objectifs majeurs de la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération.
L'Agence réalise pour sa part, études et expertises au service de l'aménagement et du développement de la région mulhousienne, principalement sur les champs de la cohérence territoriale, de l'environnement, de l'habitat, de l'économie et des déplacements.

Constatant la convergence de leurs objectifs, la Communauté d'Agglomération et l'Agence sont engagées, avec plusieurs autres acteurs du territoire (notamment l'Etat, la Région Grand Est), dans un partenariat au travers du programme d'actions mutualisé de l'Agence.

La présente convention est destinée à préciser les modalités de ce partenariat pour l'année 2022 et à soutenir financièrement la réalisation de ce programme d'actions. Elle est conclue en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les actions mises en œuvre dans le cadre du programme partenarial 2022 de l'Agence ainsi que les modalités de leur exécution et du soutien financier accordé par m2A pour leur réalisation.

Article 2 – Missions de l'Agence

L'Agence assume les fonctions et missions permanentes suivantes :

- collecte de données urbaines et observation des dynamiques territoriales,
- contribution à l'élaboration d'une stratégie de développement pour la région mulhousienne,
- aide à la conception de politiques d'agglomération,
- évaluation des effets des politiques publiques,
- contribution à l'élaboration de projets urbains
- appui technique aux collectivités membres.

Le contenu de ces missions est précisé dans le programme annuel 2022, qui a fait l'objet d'une approbation du Conseil d'Administration de l'AURM du 15 février 2021 et prévue au vote de l'Assemblée Générale de l'AURM du 16 mai 2022.

retour CR

Les 4 axes du programme partenarial et les principaux thèmes sont les suivants :

- ***Axe 1 : Planification et programmation***
- ***Axe 2 : Prospective et innovation***
- ***Axe 3 : Observatoire***
- ***Axe 4 : Animation et partenariat***

La Communauté, comme l'ensemble des partenaires de l'Agence, participe à la totalité de ce programme et à son suivi. A ce titre, elle est associée au pilotage des différentes études et l'Agence lui communique les résultats des travaux menés au titre du programme mutualisé avec transmission d'exemplaires (nombre défini au cas par cas) papier et d'un exemplaire sous format numérique. Elle a accès à l'espace membre du site Internet.
Le Programme Annuel 2022 de l'AURM *(annexe 2)* précise l'ensemble des missions effectuées en 2022 par l'Agence.

Article 2bis – Missions de l'Agence conduites à l'initiative de la m2A

Les 12 priorités 2022 de m2A sont les suivantes :

1 – **PLANIFICATION INTERCOMMUNALE** : Engager la construction du PLUi (en élaborant le diagnostic et en identifiant les compléments à établir pour l'évaluation environnementale) et préparer la modification du SCoT (analyse au regard des objectifs de la loi Climat et Résilience) ;
2 – **OBSERVATION TERRITORIALE** – MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CLIMAT et RESILIENCE – montage et lancement des observatoires du foncier et de l'habitat ;
3 – **PLAN DE MOBILITES DE m2A** – accompagnement à l'élaboration du Schéma Directeur des Mobilités ;
4 – **PREPARATION DE LA MISE EN PLACE DE LA ZONE A FAIBLES EMISSIONS** (marchandises et voyageurs) ;
5 – **STATIONNEMENT** – préparation des outils visant au renforcement de la mutualisation et au volet stationnement du futur PLUi ;
6 – **RECHERCHE ET IDENTIFICATION DU FONCIER A VOCATION ECONOMIQUE A LONG TERME** (au-delà de 10 ans) – dans un contexte de raréfaction foncière, de réduction de la consommation d'espaces naturels et agricoles ; pour une agglomération dont l'ADN est celui de la production industrielle, cette identification est stratégique sur le long terme ;
7 – **EMPLOI (suivi)** – action conduite annuellement par l'AURM permettant un suivi de l'emploi sur le territoire ;
8 – **MOBILITES ET MARCHE DU TRAVAIL** – captation exogène – il s'agit ici d'identifier les leviers permettant de mobiliser les ressources humaines externes au territoire en les y attirant ;
9 – **HABITAT : PROGRAMME PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE** – COTATION – volet obligatoire et réglementaire des politiques d'habitat, ces deux documents seront produits par l'AURM en étroite relation avec m2A ;
10 – **AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT** : 2022 sera consacré à l'approfondissement des Services Environnementaux rendues par haies et systèmes de haies ;
11 – **PLU de Wittelsheim et Pulversheim** : ces deux PLU ont été engagés par les communes avant le transfert de compétence à l'agglomération au 1.1.2020 ; l'AURM produit ces plans sous maîtrise d'ouvrage de m2A en lien étroit avec les communes concernées ;
12 – **DIALOGUE SUD-ALSACE** – mobilités, économie, toile alimentaire. L'AURM produira, sur ce volet, les éléments de connaissance à l'échelle du Sud-Alsace permettant la poursuite et l'approfondissement des échanges sur les thématiques structurantes pour l'avenir de notre territoire au sein de l'ensemble plus vaste du Haut-Rhin.

L'Agence tient compte des objectifs exprimés par la Communauté pour la mise au point des différents observatoires territoriaux et pour le traitement des missions pour lesquelles m2A est mentionnée comme partenaire. La Communauté est associée au pilotage de ces travaux et à la mise au point de la note de cadrage.
L'Agence met gratuitement à disposition de la Communauté les informations et données ressortant de ses missions de documentation et d'observation du territoire.

m2A contribue également, à hauteur de son engagement financier, au bon déroulement des missions inscrites à l'axe 4 du programme partenarial de l'agence d'urbanisme. Il s'agit notamment de la publication des observatoires, le traitement de données à la demande, l'alimentation du centre de documentation et les actions de communication et de valorisation des études (Newsletter de l'AURM ; la revue de presse ; le Panorama …)

Article 2ter – Autres missions de l'Agence répondant à des objectifs de m2A
L'Agence intègre les objectifs exprimés par la Communauté pour la mise au point des différents observatoires territoriaux et pour le traitement des thèmes définis à l'article 2 bis ou figurant au programme partenarial (annexe I), en qualité de « partenaire associé » La Communauté est associée au pilotage de ces travaux et à la mise au point de la note de cadrage.

L'Agence met gratuitement à disposition de la Communauté les informations et données ressortant de ses missions de documentation et d'observation du territoire, dans le respect de l'open data, de nos conventions d'échanges de données et du RGPD.

Au titre de l'assistance à ses membres, l'Agence peut assurer une mission à la demande et dans l'intérêt d'une commune de m2A (notamment en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la finalisation de plusieurs PLU communaux), après accord de m2A. Dans ce cadre et à sa demande, la Communauté est associée au pilotage de ce travail dans la mesure ou la nature de la mission le justifie, notamment parce qu'elle est en rapport avec la mise en œuvre d'une politique ou d'une compétence communautaire sur le territoire communal.
Cette association est organisée selon des modalités convenues avec la commune conformément à la charte de coopération et de proximité conclue entre la Communauté et ses communes membres.

Article 3 – Conditions financières
Pour assurer la mise en œuvre des missions prévues par la présente convention, la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à subventionner l'agence à concurrence d'une somme qui fait, chaque année, l'objet d'une concertation préalablement à l'assemblée générale de l'AURM.
Au titre de l'année 2022, la subvention accordée s'élève à 713 000 € dont 6 000 € de subvention d'investissement.
Cette subvention de 713 000 € se décompose de la manière suivante :

- 6 000 € au titre de l'investissement (mobilier et matériel informatique) ;
- 707 000 € au titre du fonctionnement et des actions listées ci-dessus (article 2).

Les versements de la subvention de fonctionnement seront effectués sur appels de fonds de la part de l'AURM :

- 6 000 € en juillet 2022 au titre de la subvention annuelle d'investissement ;
- 175 000 € en avril 2022 au titre du premier trimestre ;
- 175 000 € en juillet 2022 au titre du fonctionnement du second trimestre ;
- 175 000 € en septembre 2022 au titre du troisième trimestre ;
- 182 000 € en décembre 2022 au titre du quatrième trimestre.

La subvention sera créditée au compte de l'Agence selon les procédures et délais comptables en vigueur.

L'utilisation de tout ou partie de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne l'annulation et le remboursement de la subvention accordée. Le remboursement des sommes versées est effectué dans le délai d'un mois à compter de la réception du titre de recettes par l'agence.

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret 2001-495 du 6 juin 2001, l'Agence est soumise au contrôle de la Communauté : l'Agence lui adresse tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention. L'Agence présente à la Communauté, sur première demande de sa part, les comptes certifiés par son commissaire aux comptes.

Article 4 – Contrôle de l'utilisation de la subvention

A cette fin, l'Agence s'engage à adresser à la Communauté :

- un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2022 ; ce document est accompagné d'un compte-rendu qualitatif du programme d'actions ;
- une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous ses documents comptables et de gestion relatifs à la période couverte par la présente convention,
- sur première demande de la Communauté, les comptes certifiés par son commissaire aux comptes,

Elle s'engage également à faire mention de la participation de la Communauté sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias pour les missions conduites en association étroite avec m2A mentionnées à l'article 2 bis.

L'Agence s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté de la réalisation des actions énumérées ci-avant, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 5 – Suivi et reporting

Une revue semestrielle (juin 2022, octobre 2022) de l'ensemble des opérations mentionnées à l'article 2 bis sera effectuée par les deux signataires.

Par ailleurs, avant le 15 décembre 2022, l'Agence transmettra à la Communauté un compte rendu annuel synthétique de ses activités (Etat de la réalisation du programme d'activités 2022 de l'Agence avant approbation du rapport d'activités à l'assemblée générale).

Ces revues de projets et ce compte-rendu serviront de base à l'établissement de la convention et du programme d'actions 2023.

Article 6 – Modification du programme ou de l'échéancier

Si la charge de travail de l'Agence la conduit à envisager de différer l'engagement ou l'achèvement d'une action visée aux articles 2, 2bis ou 2 ter, l'Agence et m2A arrêtent d'un commun accord un nouvel échéancier ou redéfinissent les objectifs ou la consistance de l'action. Il en est de même, en concertation avec les partenaires concernés, pour les autres actions du programme partenarial au pilotage desquelles la Communauté est associée.

Article 7 – Responsabilité

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle doit avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée sont fixées d'un commun accord entre les parties, ou, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Article 8 – Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 – Règlement des litiges

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération	Pour l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne
Le Vice-Président Fabian JORDAN	Le Président Jean ROTTNER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-645C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

75 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PAIEMENT POUR SERVICES ENVIONNEMENTAUX : DEPLOIEMENT ET REPARTITION FINANCIERE ENTRE LES PARTENAIRES (401/7.5.7/645C)

Depuis 2009, Mulhouse Alsace Agglomération a inscrit l'agriculture durable, à savoir une agriculture locale et respectueuse de l'environnement, comme un axe fort de sa politique en matière de développement durable. Elle apparaît à la fois comme une déclinaison du Plan Climat et comme un levier pour la transition écologique puisqu'un tiers de nos émissions de gaz à effet de serre (GES), responsables du changement climatique, est lié à notre alimentation.

Notre agglomération constitue un territoire pertinent pour mener une politique locale d'agriculture durable et respectueuse de l'environnement, mettant en cohérence les politiques communautaires de développement et d'aménagement durable, et les actions et initiatives menées par les communes.

Dans le cadre de la future PAC (Politique Agricole Commune), les paiements pour services environnementaux (PSE) vont être déployés dans le Bassin Rhin Meuse en complément des mesures agro-environnementales territorialisées / climatiques gérées par l'Etat ; les crédits seront distribués par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Les PSE sont construits, portés, gérés, distribués et contrôlés par les collectivités. Ils valorisent des pratiques agricoles permettant de préserver et d'améliorer les qualités des ressources en eau, de préserver la biodiversité et les paysages, de lutter contre l'érosion et coulées de boues.

Les PSE doivent répondre à des objectifs d'amélioration de l'existant et sont composés de 2 stratégies : **l'entretien-maintien et la création-transition** et peuvent être déployées sur 2 domaines :

retour CR

- **la gestion des structures paysagères** : infrastructures agro-écologiques, diversité des milieux, maintien ou plantation de haies…
- **la gestion des systèmes de productions agricoles** : couverts végétaux, maintien de prairie, limitation des intrants, allongement et diversification des rotations…

Les mesures PAC de Conversion ou Maintien Agriculture Biologique, Mesures agroenvironnementales climatiques (MAEC), Certification maïs sont exclues des PSE.

Pour étudier la faisabilité de la mise en place des PSE sur son territoire, Mulhouse Alsace Agglomération a retenu en 2021 la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) pour mener à bien **une étude de préfiguration**.
Cette étude a permis de mesurer les faisabilités techniques et économiques du déploiement des PSE sur son territoire.

L'étude de préfiguration s'est déclinée en 4 phases sur la période juillet 2021 à janvier 2022 :

- Phase 1 : définir le périmètre d'action et les services (PSE) étudiés ;
- Phase 2 : établir un chiffrage financier des PSE et une évaluation des consentements à recevoir de la part des agricultures (enquête téléphonique) ;
- Phase 3 : définir les modalités de gestion et d'animation des dispositifs et les estimer ;
- Phase 4 : dresser un plan de financement et une analyse de la pertinence des PSE au regard des objectifs recherchés.

3 enjeux ont été étudiées et priorisés afin de déterminer le périmètre et les services à retenir : **il s'agit de l'eau, l'érosion et la biodiversité.**

Ce travail a également associé les partenaires de Mulhouse Alsace Agglomération dans le domaine de l'agriculture à savoir, le service Eau de la Ville de Mulhouse pour la protection de la ressource en eau et le SIVOM de l'Agglomération Mulhousienne compétent en matière d'assainissement, d'érosion et de coulées de boues.

<u>Les principaux résultats de l'étude de préfiguration</u> :

Les propositions de mesures ont été réalisées en se basant sur le diagnostic, les services déjà rendus et la liste proposée par l'Agence de l'Eau. Voici les 3 services étudiés qui pourraient avoir un effet levier sur les 3 enjeux retenus : eau, érosion et biodiversité du territoire et être relativement « simples » pour les contrôles :

Enjeux	Service	Description
Eau, érosion, biodiversité	**N° 1** : % Infrastructures agro-écologiques dont les prairies permanentes et temporaires	Maintien ou implantation d'IAE / haies, ripisylves, bosquets, prairies extensives, bordures de champs, bandes tampon… permettent de diminuer le ruissellement, l'infiltration des intrants et sont des niches écologiques

retour CR

	N° 2 : % de culture bas niveau d'impact (BNI)	Les cultures BNI sont des cultures peu gourmandes en intrants et en eau. Elles permettent de diversifier la rotation et d'augmenter la biodiversité. Il existe 3 types de BNI : - les annuelles entrant dans une rotation (lentille, triticale…) pour lesquels il n'y a pas de filière structurée dans le sud de l'Alsace. - Les fourragères en culture et en interculture servant de nourriture aux élevages - Les biosources énergétiques pour du chauffage, de la méthanisation (miscanthus, silphie…) pour lesquelles les filières se mettent en place
Eau, biodiversité	**N° 3** : Réduction de la QSA herbicide	Il s'agirait de diminuer les quantités de substances actives (QSA) utilisées pour traiter les surfaces agricoles

Le montant des PSE sera attribué à la SAU (Surface Agricole Utile) totale, par conséquent, les efforts seront demandés sur l'ensemble de l'exploitation.

Deux critères d'éligibilité des candidats ont été retenus à ce jour afin de réaliser les simulations financières :

1) **Posséder au moins 15 ha dans la zone à enjeu eau ou dans les communes cibles**
2) **Posséder au moins 20 % de SAU totale en zone à enjeu eau ou dans les communes cibles.**

Cette sélection permet de retenir 123 agriculteurs potentiellement éligibles au PSE ; on estime un taux de souscription moyen de 43 %.

On aboutit à un potentiel de souscription d'une cinquantaine d'agriculteurs, équivalent à un budget total des PSE de 2 695 937 €.

L'AERM finance 80 % de cette enveloppe, soit 2 156 750 €.

Il resterait donc à charge des collectivités 539 187 €.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, ce reste à charge serait de 210 283 euros pour 6 ans.

Le coût total de la mise en œuvre des PSE comprend, en plus de la subvention des PSE, un accompagnement pour convaincre les agriculteurs (réunion d'information et simulation individuelle) ainsi que la partie administrative de paiement des subventions et le contrôle des services qui sera sous-traité.

Afin de simplifier les démarches vis-à-vis de l'Agence de l'Eau et des agriculteurs, il est proposé que Mulhouse Alsace Agglomération soit le porteur administratif et financier du dispositif.

retour CR

Une convention de cofinancement avec les autres partenaires que sont le SIVOM et ville de Mulhouse sera signée.

Chaque partenaire financera sa quotepart restante après subvention, au prorata des impacts des services retenus sur son domaine de compétence ; soit 3 services pour Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville et 2 pour le SIVOM.
Nous aurons ainsi une clé de répartition qui s'appliquera à l'ensemble de la démarche à savoir :

- **Mulhouse Alsace Agglomération et Ville de Mulhouse : 39 %**
- **SIVOM : 22 %**

La ville de Mulhouse, accompagnée de Mulhouse Alsace Agglomération, rencontrera dans un second temps les autres fournisseurs d'eau potable afin de réaliser sa propre convention de répartition pour financer de façon équitable sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération la quotepart de 39 % de l'enjeu eau.

Des financements complémentaires couvrant jusqu'à 100 % des actions sont possibles ; des démarches sont en cours auprès de de la CEA et de la région Grand est.

La majorité des collectivités du Sud Alsace sont engagées dans des démarches de PSE : un COPIL commun a d'ailleurs été initié par Mulhouse Alsace Agglomération en janvier 2002. Des pistes de travail communes ont été évoquées, notamment sur un marché commun pour le contrôle des PSE.

Pour 1 € investit dans le PSE, 2,60 € de dépenses évitées liées à une dégradation des écosystèmes.

Pour 2022, l'accompagnement de la CAA pour la mise en œuvre des PSE, d'un montant de 46 471 € est à prévoir.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 : Chapitre 011 - Article 6238 - Fonction 830 - Service gestionnaire et utilisateur 401 - Ligne de crédit n° 9470

Pour les années 2023 à 2027, les crédits nécessaires et les recettes correspondantes seront calculées chaque année et inscrites aux budgets primitifs respectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la mise en œuvre des PSE portée par Mulhouse Alsace Agglomération,
- approuve l'inscription des dépenses et des recettes aux budgets 2022 et suivants,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention de répartition financière entre les partenaires et toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ :

- 1 : Convention de répartition financière entre les partenaires

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Convention de répartition des dépenses dans le cadre de la mise en oeuvre des PSE sur le territoire de m2A – Amplification

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par son président Fabian JORDAN en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022 et désignée sous le terme « m2A »

Et

La Ville de Mulhouse représentée par son maire et désignée sous le terme « VdM»

Et
Le SIVOM de l'Agglomération Mulhousienne représenté par son président et désigné sous le terme « SIVOM »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la future PAC (Politique Agricole Commune), les paiements pour services environnementaux (PSE) vont être déployés dans le Bassin Rhin Meuse en complément des mesures agro-environnementales territorialisées / climatiques gérées par l'Etat ; les crédits seront distribués par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Les PSE sont construits, portés, gérés, distribués et contrôlés par les collectivités. Ils valorisent des pratiques agricoles permettant de préserver et d'améliorer les qualités des ressources en eau, de préserver la biodiversité et les paysages (érosion et coulées de boues).

Les PSE doivent répondre à des objectifs d'amélioration de l'existant et sont composés de 2 stratégies : **l'entretien-maintien et la création-transition** et peuvent être déployées sur 2 domaines :

- **la gestion des structures paysagères** : infrastructures agro-écologiques, diversité des milieux, maintien ou plantation de haies, …
- **la gestion des systèmes de productions agricoles** : couverts végétaux, maintien de prairie, limitation des intrants, allongement et diversification des rotations, …

Pour étudier la faisabilité de la mise en place des PSE sur son territoire, m2A a retenu en 2021 la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) pour mener à bien **une étude de préfiguration**.
Cette étude a permis de mesurer les faisabilités techniques et économiques du déploiement des PSE sur son territoire. 3 enjeux ont été étudiées et priorisés afin de déterminer le périmètre et les services à retenir : **dans l'ordre, il s'agit de l'eau, l'érosion et la biodiversité.**

retour CR

Ce travail a également associé les partenaires de m2A dans le domaine de l'agriculture à savoir, le service Eau de la Ville de Mulhouse pour la protection de la ressource en eau et le SIVOM de l'Agglomération Mulhousienne compétent en matière d'assainissement, d'érosion et de coulées de boues.

3 services qui pourraient avoir un effet levier sur les 3 enjeux retenus : eau, érosion et biodiversité du territoire et être relativement « simples » pour les contrôles ont été retenus :

Enjeux	**Service**
Eau, érosion, biodiversité	N° 1 : % Infrastructures agro-écologiques dont les prairies permanentes et temporaires
	N° 2 : % de culture bas niveau d'impact (BNI)
Eau, biodiversité	N° 3 : Réduction de la QSA herbicide

Article 1 : Objet de la Convention

Afin de simplifier les démarches vis à vis de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse qui subventionne la démarche et des agriculteurs nénéficiaires des subevntions, m2A sera le porteur administratif et financier du dispositif.

L'obebjet de cette convention est de déterminer les règles et modalités de cofinancement du reste à charge des collectvités poru la mise en ouevre des PSE avec les autres partenaires que sont le SIVOM et la VdM.

Article 2 : Contenu et nature des travaux subventionnés

Répartir le coût total de la mise en œuvre des PSE qui comprendra :

- Un accompagnement pour convaincre les agriculteurs (réunion d'information et simulation individuelle) en 2022 ;
- La subvention des PSE pendant 5 ans de 2023 à 2027 ;
- Les coûts administratifs de paiement etcalcul des subventions annuelles pendant 5 ans de 2023 à 2027 ;
- Le coût du contrôle des services pendant 5 ans de 2023 à 2027.

Article 3 : Budget prévisionnel de l'ensemble du projet

Avec les critères d'éligibilité retenus pour les agriculteurs et les partis pris utilisés pour les simulations financières, on aboutit à un potentiel de souscription d'une cinquantaine d'agriculteurs, équivalent à un budget total des PSE de 2 695 937 € comprenant le paiement des services, le suivi, le contrôle et l'étude de mise en oeuvre.

L'AERM finance 80% de cette enveloppe, soit 2 156 750 €.

Il resterait donc à charge de 3 collectivités sur la durée de la convention (6 ans) la somme estimée de 539 187 €.

Article 4 : Montant et modalités de versement des participations

4.1 : Modalités de calcul des participations

Chaque partenaire financera sa quotepart restante après subvention, au prorata des impacts des services retenus sur son domaine de compétence ; soit 3 services pour m2A et la Ville et 2 pour le SIVOM.

Nous aurons ainsi une clé de répartition qui s'appliquera à l'ensemble de la démarche à savoir :

- **m2A : 39% soit 210 283 €**
- **VdM : 39 % soit 210 283 €**
- **SIVOM : 22 % soit 118 621 €**

4.2 : Modalités de versement de la subvention

Les quotes-parts de participation seront reversées à m2A tous les ans en novembre sur la base du décompte annuel définitif de l'année n en cours. En même temps, m2A fournira un prévisionnel des dépenses à inscrire pourl'année n+1.

A ce jour l'échéancier et les sommes prévisionnelles estimées pour le cofinancement des PSE serait de :

- Novembre 2022
  - VDM : 3 625€
  - SIVOM : 2 045 €
- Novembre 2023
  - VDM : 41 332 €
  - SIVOM : 23 315 €
- Novembre 2024
  - VDM : 41 332 €
  - SIVOM : 23 315 €

retour CR

- Novembre 2025
  - VDM : 41 332 €
  - SIVOM : 23 315 €

- Novembre 2026
  - VDM : 41 332 €
  - SIVOM : 23 315 €

- Novembre 2027
  - VDM : 41 332 €
  - SIVOM : 23 315 €

Article 5 : Engagements du participant

m2A s'engage à :

- réaliser le projet sur la période de 6 ans de la convention : 1er avril 2022 au 31 mars 2028

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ce projet

- mettre en place un comité de pilotage

- fournir la justification des dépenses éligibles de l'opération et un prévisionnel des dépenses tous les ans ;

- rédiger des comptes rendus réguliers d'exécution détaillant le déroulement et les résultats de l'action.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue à compter de sa signature pour une durée de 6 ans afin de couvrir toute la période prévisionnelle de mise en ouvre des PSE.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

retour CR

Fait à Mulhouse, le

Etabli en 3 exemplaires originaux

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Le Vice-Présdient délégué

Loïc RICHARD

Pour La Ville de Mulhouse

La Maire

Michèle LUTZ

Pour le SIVOM de l'Agglomération Mulhosuienne

Le Président

Francis HILLMEYER

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-646C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

74 élus présents (103 en exercice, 17 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CHAMBRE AGRICULTURE D'ALSACE : SIGNATURE D'UNE CONVENTION ET DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (401/7.5.7/646C)

Depuis 2009, Mulhouse Alsace Agglomération a inscrit l'agriculture durable, à savoir une agriculture locale et respectueuse de l'environnement, comme un axe fort de sa politique en matière de développement durable. Elle apparaît à la fois comme une déclinaison du Plan Climat et comme un levier pour la transition énergétique puisqu'un tiers de nos émissions de gaz à effet de serre (GES), responsables du changement climatique, est lié à notre alimentation.

Les actions en matière d'agriculture à mettre en œuvre sur le territoire, sont portés à la fois par Mulhouse Alsace Agglomération, la Ville de Mulhouse et le SIVOM de l'Agglomération Mulhousienne. Elles sont inscrites à la fois :

- dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) labellisé en juin 2018 par le Ministère de l'Agriculture,
- dans le Contrat Territoire Eau Climat (CTEC) signé avec l'Agence de l'Eau Rhin Meuse le 27 juin 2019,
- dans le programme ERMES (Evolution de la Ressource et Monitoring des Eaux Souterraines) 2009-2016.

La chambre d'Agriculture d'Alsace (CAA) est un établissement public de la profession agricole régi par la Loi de 1924. Elle a deux missions principales, qui sont, d'une part une mission de Consultation auprès de l'Etat et des collectivités territoriales, et d'autre part une mission d'Intervention pour accompagner et conseiller les agriculteurs dans les territoires. L'appui aux agriculteurs consiste en l'amélioration de la performance économique, sociale mais aussi

retour CR

environnementale des exploitations agricoles et de leurs filières. La mission auprès des collectivités consiste en l'accompagnement dans les territoires de créations d'entreprises, d'interventions auprès des collectivités locales qui ont des projets d'aménagement, de circuits courts ou d'étude par exemple.

Il est proposé que ces 4 structures signent une convention cadre de partenariat pour une durée de 5 ans.

Cette convention cadre vise à :

- Favoriser l'élaboration de projets intégrés, pour une meilleure efficience de l'investissement public au service de l'ensemble des habitants du territoire et du milieu naturel, et pour construire ensemble autant que de besoin des démarches multi compétences ou des projets innovants transverses à plusieurs thématiques (eau, agriculture, énergie, alimentation…).
- Contribuer conjointement, dans une optique de développement durable, à une gestion équilibrée et une préservation des milieux, tout en préservant une activité agricole viable.
- Développer les circuits courts et de proximité entre les producteurs et les consommateurs du territoire.
- Maintenir une agriculture économiquement viable et durable, en favorisant l'installation des jeunes agriculteurs sur le territoire pour une activité agricole viable et durable.
- Développer en synergie les actions et la communication nécessaires à destination du grand public.

Chaque année un plan d'actions sera validé et engagé budgétairement par chacun des signataires. Il sera proposé par le Comité Exécutif (COMEX) constitué de 7 représentants élus des membres du partenariat (2 pour Mulhouse Alsace Agglomération, 2 pour la Ville de Mulhouse, 1 pour la SIVOM de l'Agglomération Mulhousienne et 2 pour la Chambre d'Agriculture Alsace). Au niveau de Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé que soient désignés Messieurs Loïc Richard et Thierry Engasser.

Ce plan d'actions s'articulera autour des 4 axes de travail suivants :

1. Préserver les exploitations agricoles et maintenir les exploitations sur le territoire
2. Développer une agriculture durable et locale, respectueuse de la ressource en eau, de la biodiversité et des milieux
3. Développer une nouvelle économie agricole au service du territoire
4. Renforcer le lien entre habitants, agriculteurs et Territoires

<u>Pour 2022, Mulhouse Alsace Agglomération a prévu les actions suivantes</u> :

- Prendre en compte la dimension agricole dans les documents d'urbanisme, notamment le futur PLUi
- Réduction des taxes foncières pour les agriculteurs bio
- Déploiement des Paiements pour Services Environnementaux (PSE)
- Visibilité des producteurs, et de sites libre-service (distributeurs automatiques), visibilité et facilitation des marchés de producteurs

- Favoriser et accompagner les conversions en agriculture biologique :
- La communication vers les metteurs en marché (organisme stockeurs) et les syndicats de producteurs
- Fermes ouvertes
- Remise des prix du concours « soyons Food fermes urbaines »

Le montant prévisionnel des actions s'élève à 52 985 € ; des subventions à hauteur de 80, 60 ou 40 % sont possibles par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 :
Chapitre 011 - Article 6238 - LC 9470

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la convention cadre de partenariat, le programme 2022 et le budget correspondant
- approuve la désignation des 2 élus m2A membres du COMEX
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention cadre ainsi que toutes les pièces contractuelles nécessaires

PJ : 1 projet de convention + 1 programme 2022

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

68948 Mulhouse

AMBITIONS PARTAGEES

pour

L'AGRICULTURE et le TERRITOIRE

de

l'AGGLOMERATION de MULHOUSE

CONVENTION DE PARTENARIAT

PROJET

retour CR

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération dont le siège est situé au 2 rue Pierre et Marie Curie BP 90019 68948 Mulhouse Cedex 9, représentée par Fabian JORDAN, Président, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

La Ville de Mulhouse dont le siège est situé 2 rue Pierre et Marie Curie 68200 Mulhouse, représentée par Michèle LUTZ, Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2022

Le SIVOM de la Région Mulhousienne dont le siège est situé au 25 avenue Kennedy 68200 Mulhouse, représenté par Francis HILLMEYER, Président, dûment habilité par délibération du Comité syndical du 23 juin 2022

La Chambre d'Agriculture d'Alsace dont le siège est situé au 2 rue de Rome – CS 30022 – SCHILTIGHEIM 67013 STRASBOURG Cedex, représentée par Denis NASS, 1er Vice-Président, dûment habilité par délibération du 04/03/2019.

Il est convenu ce qui suit :

I - PREAMBULE - OBJECTIFS DU PARTENARIAT

Fortement impactées par la première vague de COVID en France, Mulhouse et son agglomération ont vécu ce moment difficilement. Ce contexte sanitaire exceptionnel a été le révélateur de nouvelles attentes des habitants, et a rendu visible le « besoin de contacts directs », « le gout du vrai », ou, plus simplement, le besoin de proximité. Et c'est presque naturellement que les habitants de l'agglomération ont repris le chemin de la ferme.

Forts de ces constats, les partenaires décident d'unir leurs efforts pour prolonger ces attentes de citoyens et des agriculteurs au sein d'un partenariat pour inventer, maintenir et développer l'agriculture de demain sur le territoire.

Ce partenariat se définit, autour de 4 axes prioritaires :

- **Préserver et maintenir les exploitations agricoles sur le territoire, installer des jeunes et de nouveaux agriculteurs sur les exploitations,**
- **Développer un modèle d'agriculture local et durable,**
- **Développer et encourager une économie nouvelle pour l'agriculture du territoire,**
- **Renforcer les liens entre citadins et agriculteurs.**

Les partenaires soulignent que, si leurs actions conjointes porteront principalement sur le territoire de m2A, elles s'intègreront naturellement à l'échelle du bassin de vie. Les partenaires décident en particulier d'agir conjointement ou de porter ensemble des projets ou propositions auprès des acteurs des autres territoires limitrophes. En particulier concernant les enjeux liés à la qualité de l'eau potable ou à la complémentarité ville campagne en matière de production alimentaire locale, dans le cadre des PAT et PCAET.

retour CR

M2A :

Conformément à son projet de territoire, m2A, avec l'ensemble de ses partenaires (Etat, Collectivité Européenne d'Alsace, Chambre d'Agriculture, associations, collectivités de l'ensemble du bassin de vie, …), est engagée dans la transition écologique et climatique depuis plus de 20 ans et porte un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), anime un Projet Alimentaire Territorial (PAT) labellisé par le Ministère de l'Agriculture, et lauréat du PNA (programme national alimentaire), ainsi qu'un programme d'action en faveur de la reconquête de la biodiversité (dans le cadre notamment du GERPLAN).

Ville de Mulhouse :

La ville de Mulhouse assure, pour le compte de 200 000 habitants, la production et la distribution d'eau potable par l'intermédiaire de deux champs captant. Un 1er champ captant se situe sur la rivière la Doller, exploité par l'intermédiaire de 8 puits à drains rayonnant. Le second, dans la Hardt, se trouve à l'arrêt depuis 2004 en raison de pollutions aux nitrates et aux pesticides.

Afin de préserver la qualité de l'eau distribuée, la ville de Mulhouse a depuis longtemps mis en œuvre une stratégie de prévention des pollutions agricoles, notamment en procédant à l'acquisition de 150 ha de parcelles agricoles le long de la Doller, et par ses missions eau afin d'intervenir sur le périmètre de ses captages à préserver et à reconquérir.

SIVOM

Le SIVOM de la Région mulhousienne assure dans le cadre de ses missions la collecte des eaux usées et pluviales du tissu urbain des collectivités adhérentes.

Le SIVOM a contribué à la construction de bassins de rétention, en limite des zones urbaines, pour protéger ses réseaux des coulées de boues issues des zones rurales et agricoles.

Un partenariat avec la chambre d'agriculture d'Alsace permet d'animer un réseau (communes, agriculteurs, CAA, SIVOM) qui a pour but de favoriser les pratiques culturales limitant les coulées de boues.

Chambre d'agriculture d'Alsace :

Forte de sa légitimité auprès des professionnels agricoles, et soucieuse des enjeux de la qualité de l'eau et de la préservation des sols, la Chambre d'agriculture s'est engagée depuis de nombreuses années dans la préservation des zones de captages et l'animation de plans d'action contre les coulées d'eau boueuse. En outre, elle travaille activement au développement des circuits courts entre les producteurs et les consommateurs d'un même territoire, et assure activement l'accompagnement de la transmission des exploitations et de l'installation des jeunes agriculteurs

Le présent programme de partenariat est conclu pour la période **2022 - 2026**, et vise, dans le respect des prérogatives de chacun des partenaires, à coordonner leurs efforts pour conforter leurs actions respectives au regard de ces nouvelles attentes sociétales, ou réaliser ensemble des actions nouvelles, en faveur des objectifs définis ci-après.

retour CR

Ce partenariat doit en particulier permettre de :

- Contribuer conjointement, dans une optique de développement durable, à une gestion équilibrée et une préservation des milieux, tout en préservant une activité agricole viable

- Faciliter, sur le périmètre de m2A, l'émergence d'une nouvelle économie agricole de service au territoire et aux populations

- Maintenir une agriculture économiquement viable et durable, en favorisant l'installation des Jeunes et de nouveaux agriculteurs sur le territoire

- Développer les circuits courts et de proximité entre les producteurs et les consommateurs du territoire

- Renforcer l'efficience de l'investissement public en faveur des objectifs ci-dessus, au service des habitants et du territoire

- Définir les modalités d'une communication grand public au service des objectifs précédents.

Ce partenariat pourra être renouvelé ou amendé selon des modalités définies à l'article IV-Dispositions finales de la présente convention.

retour CR

II – PRIORITES DU PARTENARIAT :

Axe 1 : Préserver et maintenir les exploitations agricoles sur le territoire

L'urbanisation et le développement de l'ensemble des activités sur le territoire de m2A, pour autant qu'ils soient nécessaires, doivent mieux prendre en compte l'activité agricole et la préservation des espaces naturels dans leur programmation et leur mise en œuvre. Aussi, les signataires conviennent des priorités suivantes :

- ➔ Prendre en compte la dimension agricole dans les documents d'urbanisme (futur PLUi, agriculture urbaine…), notamment en priorisant la reconversion des friches dans les développements urbains

- ➔ Mettre en œuvre le principe « Eviter, réduire, compenser » dans le cadre des projets d'urbanisation par le maintien du foncier agricole, la prévention et l'enrayement de l'artificialisation des espaces agricoles

- ➔ Prendre en compte le renouvellement des générations et favoriser l'installation de jeunes ou de nouveaux agriculteurs, notamment par la création d'un fonds de soutien aux projets agricoles, ou d'espaces tests en lien avec les objectifs de la présente convention.

- ➔ Mieux connaitre le foncier appartenant aux collectivités et accompagner les communes dans la gestion de leur foncier agricole (BRE, ORE, …)

Axe 2 : Développer une agriculture durable et locale, respectueuse de la ressource en eau, de la biodiversité et des milieux

Le maintien de la biodiversité, de la préservation de la ressource en eau et des milieux naturels, la promotion et l'accompagnement en faveur d'une agriculture plus résiliente, en renforçant l'agriculture biologique, les circuits courts et filières de proximité, sont des enjeux forts pour les partenaires de la présente, qui conviennent des priorités suivantes :

Milieux

- ➔ Reconquérir et préserver la ressource en eau
- ➔ Lutter contre les coulées de boues et l'érosion des sols
- ➔ Assurer un suivi afin de diminuer les micropolluants dans les milieux naturels
- ➔ Favoriser les cultures et les filières à bas niveau d'impact
- ➔ Accompagner l'ensemble des exploitations vers une agriculture plus résiliente, en intégrant notamment les enjeux de la biodiversité (renforcer les interconnexions entre les infrastructures végétales : haies, vergers en milieu rural et urbain),

retour CR

Agriculture locale et biologique

- ➔ Favoriser et accompagner les conversions en agriculture biologique
- ➔ Maintenir, préserver et renforcer les filières courtes ou de proximités sur le territoire de m2A et en Sud Alsace
- ➔ Développer et promouvoir la place des productions agricoles ou de première transformation de proximité, par le développement des circuits courts et l'introduction du local et du bio dans tous les secteurs de consommation (Restauration Hors Domicile en particulier) **urbaine**

Axe 3 : Développer une nouvelle économie agricole au service du territoire

La contribution de l'agriculture à la satisfaction des besoins du territoire peut et doit être renforcée, en particulier grâce à sa capacité à contribuer à l'autonomie énergétique et à la stratégie Bas Carbone du territoire ou proposer des services aux collectivités et aux populations. Dans cet esprit, les partenaires de la présente, conviennent des priorités suivantes :

- ➔ Renforcer la production par l'agriculture, d'énergies renouvelables, à partir des potentialités (méthanisation, Photovoltaïque sur toitures, …)
- ➔ Favoriser les connexions entre les différents projets de production d'énergies renouvelables (approvisionnement, distribution)
- ➔ Encourager la mutualisation des moyens entre agriculteurs et collectivités, notamment en situation exceptionnelle (ex : déneigement)
- ➔ Favoriser les cultures et les filières à bas niveau d'impact pour cette économie nouvelle (miscanthus ou Silphie en production de biomasse, chanvre textile, lin…)

Axe 4 : Renforcer le lien entre habitants, agriculteurs et Territoires

L'interconnaissance insuffisante entre agriculteurs et urbains, et entre les territoires voisins constitue un frein au développement des objectifs de la présente convention de partenariat. En conséquence, les partenaires de la présente, conviennent des priorités suivantes en matière de communication :

- ➔ Faire mieux connaitre l'agriculture (métiers, activité économique, …)
- ➔ Créer des ponts avec le monde urbain
- ➔ Faire connaitre les actions réalisées dans le cadre du présent partenariat
- ➔ Organiser la coordination avec les territoires voisins

retour CR

III – GOUVERNANCE DU PARTENARIAT :

Gouvernance

La gouvernance du partenariat est organisée à trois niveaux :

COMITE EXECUTIF (COMEX) :

le COMEX est constitué de 7 représentants élus des membres du partenariat (2 pour m2A, 2 pour la Ville de Mulhouse, 2 pour la Chambre d'Agriculture, et 1 pour le SIVOM), et de 7 représentants des agriculteurs du territoire (sollicités par les élus du COMEX). Il se réunit au moins 2 fois par an, ou lorsque une opportunité nouvelle justifie une évolution du plan d'action annuel.

Il définit le plan d'action annuel, qui sera adopté sur sa proposition par les instances délibérantes des partenaires, entend et valide les comptes rendus de réalisation.
Il valide le plan d'actions.
Il lance la mise en œuvre.
Il fait le lien avec les instances internes de chacun des partenaires.

COMITE de PILOTAGE (COPIL):

Le COPIL est constitué des partenaires ci-après, compétents dans un ou des domaines de la présente convention de partenariat, et des représentants du COMEX.

Co Financeurs : Agence de l'Eau Rhin Meuse, CEA, Région GE
Autres partenaires : Bio en Grand Est, Terre de Lien Alsace, JA 68, DRAAF, …

Le COPIL peut, en tant que de besoin, associer ponctuellement un ou des représentants d'organisme(s) susceptible(s) de l'éclairer sur un sujet particulier. En outre, des représentants des démarches similaires du Sud Alsace (PAT, PSE, CTEC) seront régulièrement associés afin de favoriser la cohérence globale et les complémentarités des actions conduites dans les territoires.

Le COPIL est réuni au moins une fois par an. Il permet de présenter les actions réalisées dans le cadre du présent partenariat, et d'informer les partenaires des projets de plan d'action.
A cette occasion, les partenaires formulent des avis ou recommandations d'actions complémentaires.
Les avis du COPIL sont consultatifs.

retour CR

COMITE TECHNIQUE (COTECH) :

Le COTECH est constitué des services internes des signataires du présent partenariat. Il élabore les propositions d'actions conformes au plan d'action défini par le COMEX et assure la mise en œuvre ou le suivi des actions en cours. (Au moins 3 fois par an)

Pour faciliter son fonctionnement, le COTECH peut s'organiser en **groupes techniques par axe**s, qui se réunissent en fonction des besoins.

IV – DISPOSITIONS FINALES :

Responsabilité

Chaque partie est responsable des dommages causés aux tiers ou aux autres parties du fait de la mise en œuvre de ses projets et des obligations lui incombant en exécution de la présente convention. Chaque partie met en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de ses projets. Elle n'est pas tenue à une obligation de résultat.

Suivi et révision du partenariat

Le COTECH assure la mise en œuvre ou le suivi des actions en cours.

Chaque plan annuel, sera proposé par le COMEX, aux instances délibérantes des co financeurs pour adoption et décisions financières.

Chaque plan d'action fera l'objet d'un compte-rendu de réalisation et d'une présentation en COMEX pour validation.

Les priorités du partenariat pourront faire l'objet d'une révision durant la présente convention, par la conclusion d'un avenant approuvé par chaque partie dans les mêmes conditions que la convention initiale.

Durée et résiliation du partenariat

La présente convention de partenariat prendra effet au 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026, après validation par les instances délibérantes des partenaires.

retour CR

Chaque partie peut résilier, sans indemnité, la présente convention de partenariat en respectant un préavis de trois mois avant le 31 décembre de chaque année.

Dans un délai de 6 mois avant le terme de la présente convention, les parties feront le bilan de la mise en œuvre de la présente convention et détermineront s'il y a lieu de conclure une nouvelle convention de partenariat.

Compétence juridictionnelle

Pour toute contestation qui s'élèverait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent, avant de porter le litige devant le tribunal compétent, de rechercher à l'amiable le règlement de toutes difficultés.

En cas d'échec de la négociation amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en 4 exemplaires, à Mulhouse, le

Pour m2A	**Pour la Ville de Mulhouse**
Le Président **Fabian JORDAN**	**Le Maire** **Michèle LUTZ**
Pour le SIVOM	**Pour la CAA**
Le Président **Francis HILLMEYER**	**Le Président** **Denis NAAS**

retour CR

Convention de partenariat CAA-VdM-M2A-SIVOM
Proposition programme 2022

Gouvernance

Action n° 1: Favoriser l'interconnaissance des enjeux eau et agriculture à travers l'organisation de journées d'études, sorties terrain

Descriptif
Organiser des temps d'échanges et de visites, en lien avec projets ou par opportunités d'évènements

Pour 2022, par exemple :

- Un temps d'échange sur les circuits courts (en lien avec la remise des prix du concours « Soyons Food » action n°16)
- Un temps sur les enjeux eau : quelques lieux envisagés : visite de captages, exploitation de la zone de captages, exploitation plus éloignée

Intervenants : Tous les acteurs de la convention

retour CR

AXE 1 : Préserver et maintenir les exploitations agricoles sur le territoire

Action N ° 2: Typologie du territoire (action transversale)

Descriptif :

Les surfaces agricoles couvrent 36 % du territoire de m2A, et une large partie des aires d'alimentation des captages d'eau potable du territoire. L'activité agricole contribue donc fortement à aménager le territoire, et influe au même titre que d'autres acteurs, sur la ressource en eau.

La connaissance des enjeux agricoles du territoire, par la constitution des principaux indicateurs agricoles clés, constitue un préalable à l'engagement d'un programme d'actions.

Chiffrage (2022) : 5 jours ETP

Financement : réalisation par la CAA en propre régie, ne donnant pas lieu à facturation

Action n°3: Prendre en compte la dimension agricole dans les documents d'urbanisme, notamment le futur PLUi

Descriptif :

- Consultation de la CAA en amont des projets d'aménagements pour identification des difficultés et bonne prise en compte des conditions de maintien de l'activité agricole
- Echanges afin de mettre en œuvre le principe « Eviter, réduire, compenser » dans le cadre des projets d'urbanisation par le maintien du foncier agricole, la prévention et l'enrayement de l'artificialisation des espaces agricoles
- Information des agriculteurs concernés par les emprises : périmètre, objet et calendrier des projets, suivi des travaux
- Evaluation des possibilités de compensations foncières et économiques : attribution de terres libres, négociation et mise en œuvre de protocoles d'indemnisation (éviction, occupations temporaires, inondations, coulées de boues etc.),
- Anticipation de la problématique liée aux Zones de Non Traitement (aménagement à des fins d'habitat)
- Prise en compte de l'agriculture au titre des activités économiques à développer sur le site (agriculture urbaine intégrée aux projets, gestion des espaces verts par l'agriculture, …)

Financement

- Sauf études spécifiques d'accompagnement de projet, interventions de la Chambre d'agriculture dans le cadre de sa mission consulaire, ne donnant pas lieu à facturation.
- Travaux d'études volontaires, travaux de négociation/rédaction de conventions/accompagnement de projets → prestation pure ou temps cofinancé via la convention, au cas par cas.

Action n°4 : Réduction des taxes foncières pour les agriculteurs bio

Descriptif

Les communes ont la possibilité de minorer la taxe foncière pour des parcelles en bio. Une information juridique et fiscale sera portée à la connaissance des maires de l'agglomération.
Une réunion avec les maires et les agriculteurs bio est à privilégier.

Intervenants : m2A, VdM, CAA
Budget en régie m2A/VdM/CAA

retour CR

AXE 2 : Développer une agriculture durable et locale, respectueuse de la ressource en eau, de la biodiversité et des milieux

Action n° 5 : Reconquérir et préserver la ressource en eau sur les captages de la Doller

Zone de captage de la Doller = périmètres de protection des captages du Hirtzbach et de Reiningue ainsi que le bassin versant du Baerenbaechlein.

Descriptif

- Réaliser un recensement par extraction de la base de données des pratiques agricoles pour les captages de la Doller 25 jours
  14 650 €HT
- Concerter la mise en place et le suivi d'actions fortes visant à préserver la qualité des eaux de la nappe d'accompagnement sur le S-métolachlore (automne 2022) 25 jours
  14 650 € HT
- Réaliser un bilan annuel de l'irrigation de la campagne 2021 dans la zone des captages de la Doller (compléter avec limites du BV) 10 jours
  5 860 € HT
- Réaliser un Flash irrigation spécial Doller pour l'année 2022 suite au retour d'expérience des flash irrigation 2021 16 jours
  9 376 € HT

Intervenants : VDM, CAA

Financement : AERM 40 à 80%

Action n°6 : Reconquérir et préserver la ressource en eau sur les captages de la Hardt

Descriptif

- Sur le Bassins versants du Weiherbachgraben et du Muhlbach de Habsheim : sur les zones d'action prioritaires identifiées par l'étude CAPRUISSEAU 2021, animer les groupes d'agriculteurs pour décliner le protocole hydraulique douce et accompagner la mise en place d'un protocole d'indemnisation. 29 jours car 9 communes
  16 994 € HT
- Sur le Bassins versants du Weiherbachgraben : réaliser une enquête sur les risques de pollution ponctuelle lors du stockage, remplissage, vidange et lavage des pulvérisateurs.-→ d'après un chiffrage de 2015, 38 agriculteurs à voir + rapport = 24 jours
  14 064 € HT

Intervenants : VDM, CAA

Partenaires : RHA, CRAGE

Financement AERM 40 à 80 %

Action n°7 : Reconquérir et préserver la ressource en eau sur les autres captages

Descriptif

Apporter une expertise ponctuelle sur les aires d'alimentation des autres captages (à l'échelle de m2a) pouvant nécessiter d'un appui en cours d'année 5 jours / an (472 € prix jour)
2 360 €

Intervenants : VDM, CAA

retour CR

Action n°8 : accompagnement général et individuel au déploiement des PSE

Descriptif

Après l'étude de préfiguration, aller à la rencontre des agriculteurs en vue de contractualisation ; diagnostic des exploitations, …

Intervenants : m2A, VDM, SIVOM

Budget 2022 m2A : 46 471 euros TTC porté par m2A, répartition VdM et SIVOM (marché certif exclu)

Financement AERM 80%

Action n°9 : Lutter contre les coulées de boue

Descriptif

- Dans les 7 communes suivantes (Brunstatt-Didenheim, Flaxlanden, Habsheim, Rixheim, Riedisheim, Zillisheim, Zimmersheim), animer les plans d'actions annuels (non labour, bandes enherbées, assolements concertés etc.) 8 jours
  Budget 2022 : 4 600 HT
  Intervenants : SIVOM : convention avec la CAA

- Continuer de déployer les diagnostics des zones à risques dans 2 nouvelles communes, à la demande des élus locaux. 14 jours sur 2 ans (relevé terrain, carto + réunions)
  Intervenants : SIVOM
  Budget 2022 : 6 608 HT

Action n°10 : Visibilité des producteurs, et de sites libre-service (distributeurs automatiques), visibilité et facilitation des marchés de producteurs (Axe 2 et 4)

Descriptif

Les producteurs ne sont pas toujours identifiables sur les marchés : travailler à une meilleure visibilité (regroupement des stands, panneaux ou autres outils de communication, animations…).
Faire le point sur la présence des producteurs sur certains marchés (Cf. difficultés de renouvellement), tels que celui de la Place de la Réunion.
Faciliter la mise en place de marchés
Intégrer à ces actions une vigilance et communiquer quant au risque de multiplication les marchés qui, en entrant en concurrence, peuvent s'affaiblir les uns les autres.
Chiffrage 10 jours
Intervenants : M2A, CAA, VDM
Budget 2022 en régie des intervenants

Action n°11 : Favoriser et accompagner les conversions en agriculture biologique :

Descriptif

La convention de partenariat porte sur l'axe de développement de l'agriculture bio sur le secteur de M2A. Le plan d'action proposé pour 2022 s'appuie sur 3 axes :

- La communication et l'accompagnement des agriculteurs vers la bio
- La communication vers les metteurs en marché (organisme stockeurs)

retour CR

- La communication vers les syndicats de producteurs

Les 3 projets se focalisent sur la communication et l'affichage politique de la collectivité pour le développement d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement.

Budget 2022 m2A : 6 514 euros TTC
Financement AERM 60%

Action n°12 : La communication vers les metteurs en marché (organisme stockeurs) et les syndicats de producteurs

Descriptif

L'adhésion des agriculteurs à la bio sera facilitée par des filières bio actives. Une prise de contact avec les OS du territoire permettra de trouver des synergies pour faciliter les conversions bio, d'afficher la volonté politique de la collectivité envers l'agriculture bio et la mise en place du PAT.
La démarche de la collectivité se complétera par une communication élargie aux représentants des syndicats agricoles.
Durée : 4 syndicats (Fdsea, JA, Confédération paysanne, Coordination rurale) à rencontrer (possibilité de réunir les OS et les syndicats en même temps)

Intervenants : m2A, VdM, CAA
Budget en régie m2A, VdM, CAA

retour CR

AXE 3 : Développer une nouvelle économie agricole au service du territoire

La contribution de l'agriculture à la satisfaction des besoins du territoire peut et doit être renforcée, en particulier grâce à sa capacité à contribuer à l'autonomie énergétique et à la stratégie Bas Carbone du territoire ou proposer des services aux collectivités et aux populations. Dans cet esprit, les partenaires de la présente, conviennent des priorités suivantes :

- Renforcer la production par l'agriculture, d'énergies renouvelables, à partir des potentialités (méthanisation, Photovoltaïque sur toitures, …)

- Favoriser les connexions entre les différents projets de production d'énergies renouvelables (approvisionnement, distribution)

- Encourager la mutualisation des moyens entre agriculteurs et collectivités, notamment en situation exceptionnelle (ex : déneigement)

- Favoriser les cultures et les filières à bas niveau d'impact pour cette économie nouvelle (miscanthus ou Silphie en production de biomasse, chanvre textile, lin…)

Pas de chiffrage en 2022

Projets à venir

- Selon les résultats de l'étude du Schéma Directeur des réseaux de chaleur (m2A), participer à la structuration d'une filière biomasse Miscanthus pour les chaufferies collectives (étude du besoin, du potentiel de production, élaboration du contrat, démarchage des agriculteurs dans les zones à enjeu). 2023
- Silphie : test de culture, de récolte, et de méthanisation, en fonction de l'évolution du schéma directeur énergie de M2A.
- Chanvre : participer au projet Velcorex, en réalisant une expérimentation de variétés adaptées à la production de fibres textiles et en réalisant des tests de récolte, suivant la volonté de Velcorex de poursuivre le projet.

retour CR

AXE 4 : Renforcer le lien entre habitants, agriculteurs et Territoires

Action n°13 : Agritourisme

Accompagner la demande sur le territoire, notamment en termes de ferme pédagogique (lien possible avec d'autres projets, tels que ceux d'Illzach), mais aussi camping…

Intervenants : faire le lien avec des acteurs divers sur le territoire (ex Parc Ballon des Vosges)
Budget

Action n°14 : Fermes ouvertes

Mise en place d'une manifestation « fermes ouvertes », qui serait récurrente, chaque année. Par exemple en lien avec la semaine du vélo (de type « tour des fermes ») ou la semaine du goût.
Si l'opportunité se présente : contribution à une « fête de l'agriculture », qui pourrait se raccrocher à la fête du printemps de Mulhouse, sans interférer avec la manifestation des JA. L'idée d'un événementiel de grande ampleur de type « ferme en ville » est écartée.
Intervenant : m2A, VDM, CAA
Budget m2A 2022 en régie avec la communication/évènements

- ### Action n°15 : Communication

Carte manger bio local – action récurrente
Appui aux opérations de communication M2A (ex : mise à jour de la carte des producteurs et artisans locaux).
Relais d'actions de communication de chaque signataire, en fonction des actions annuelles
Budget m2A 2022 en régie des intervenants

- ### Action n°16 : Remise des prix du concours « soyons food fermes urbaines »

Construire les actions autour du concours :

- Kit de communication aux lauréats
- Diffusion de l'information
- Remise des prix
- …

Intervenant : m2A, CAA
Budget m2A 2022 en régie avec la communication

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-619C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

72 élus présents (103 en exercice, 17 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PLAN CLIMAT – EVOLUTION DES MODALITES D'ATTRIBUTION DU FONDS CLIMAT NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE EN 2022 (401/7.5.5/619C)

Afin de soutenir les communes de Mulhouse Alsace Agglomération dans leurs efforts pour la Transition Ecologique et Climatique, un Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale a été adopté le 28 juin 2021, puis ses conditions d'attributions ont été modifiées le 13 décembre 2021.

Il est dédié aux projets des communes de production d'énergie renouvelable, tels que la mise en place d'équipements solaires photovoltaïques, et pour tout projet permettant la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

Ce fonds, d'un montant d'1 M€ en 2021, se poursuit en 2022 pour un montant de 2 M€.

Il est proposé, pour l'exercice 2022, de poursuivre cette aide aux communes et d'en augmenter le montant à 45 000 € (25 000 € en 2021).

A partir de septembre 2022, en fonction du solde disponible, les communes pourront refaire une demande pour un nouveau projet.

Les critères d'attribution ont été complétés et apparaissent à l'article 2 de la convention en pièce jointe :

Sont éligibles au titre de l'exercice 2022 les projets des communes suivants :

- les projets de production d'énergie renouvelable,

retour CR

en particulier : les équipements de panneaux solaires photovoltaïques dont l'usage n'entre pas dans le cadre du décret n° 2021-1300 du 6 octobre 2021,

- ❖ les projets permettant la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

L'aide ne concerne pas :

- les projets d'isolation de bâtiment n'utilisant pas de matériaux bio-sourcés,
- les systèmes de chauffage n'utilisant pas d'énergie renouvelable.

Cette aide est attribuée dans la limite de 80 % de toute subvention publique.

Les crédits sont inscrits au budget primitif 2022.

Chapitre 204 – Nature 2041411– Fonction 020 – LC 23889
Service gestionnaire et utilisateur 401.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la mise en œuvre du fonds climat nouvelle donne environnementale selon les propositions évoquées ci-dessus,

- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : convention

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

« FONDS CLIMAT NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE »

CONVENTION DE FINANCEMENT POUR LES COMMUNES DE M2A

ENTRE

Mulhouse Alsace Agglomération, dont le siège
est 2, rue Pierre et Marie Curie – BP 90019 – 68948 Mulhouse Cedex 9,
représentée par Monsieur Jean-Claude MENSCH, Conseiller communautaire délégué, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du 28 mars 2022

ci-après désignée « m2A »

d'une part,

Et

La commune de ……, dont le siège
est ……,
représentée par Madame / Monsieur ……., Maire,
dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du …….

ci-après désignée « la commune »

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de préciser les projets de la commune éligibles au dispositif du fonds climat nouvelle donne environnementale sous forme de subvention mise en œuvre par m2A au titre de l'exercice 2022,

- d'indiquer le plan de financement des opérations éligibles

- de préciser les modalités de versement de la subvention par m2A à la commune.

retour CR

Article 2 : Description des projets éligibles au titre de l'exercice 2022 pour les communes de m2A

Sont éligibles au titre de l'exercice 2022 les projets des communes suivants :

- ❖ les projets de production d'énergie renouvelable,

  en particulier : les équipements de panneaux solaires photovoltaïques dont l'usage n'entre pas dans le cadre du décret n° 2021-1300 du 6 octobre 2021,

- ❖ les projets permettant la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

L'aide ne concerne pas :

- les projets d'isolation de bâtiment n'utilisant pas de matériaux bio-sourcés
- les systèmes de chauffage n'utilisant pas d'énergie renouvelable.

Sont soutenus les études et/ou l'investissement en lui-même.

Un comité de sélection est chargé de valider les projets reçus.

Au 1er septembre 2022, si le fonds n'est pas consommé en totalité, les communes ayant déjà déposé un projet dans l'année pourront en déposer un nouveau.

Article 3 : Plan de financement des opérations éligibles

La subvention pour chaque commune s'élève à un montant de 45 000 euros maximum au titre de l'exercice 2022 sur présentation de justificatifs, sous réserve de la dérogation prévue au dernier alinéa de l'article 2 de la présente convention.

Le montant de cette subvention annuelle ne peut excéder 80% incluant toutes les subventions publiques.

retour CR

Plan de financement du projet (modèle) :

Budget prévisionnel du projet (pour rappel l'aide ne peut porter que sur de l'investissement)	
Dépenses totales (HT)	**Recettes**
Nature des dépenses - montant	Financement Fonds Climat nouvelle Donne Environnemental m2A Financements publics Etat Certificats d'Economie d'Energie Financements Autres Financement Participatif Citoyen Part communale restant à charge
TOTAL (HT)	

Votre contact pour toute information complémentaire : m2aplanclimat@mulhouse-alsace.fr et 03 69 77 06 07 ou 03 89 32 58 99

Article 4 : Modalités de demande et de versement de la subvention

Pour obtenir la subvention, la commune devra déposer sa demande sur la plate-forme m2A sur https://www.mulhouse-alsace.fr/agglo/demande-de-subventions/ accompagnée des pièces suivantes :

- Un descriptif du projet
- Un plan de financement sur le modèle indiqué à l'article 3
- Les devis des investissements liés au projet
- La délibération engageant l'opération
- Tout document relatif au projet
- Le RIB de la commune

Cette participation sera versée à la commune en deux versements :

- 50 % dans les 30 jours à compter de la signature de la convention par les parties ;
- 50% à la fin des travaux après réception des justificatifs prévus à l'article 5.

L'aide financière apportée par m2A au projet décrit à l'article 2 de la présente convention ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à la commune ou à un tiers, pouvant survenir lors de sa réalisation.

retour CR

Article 5 : Obligations de la commune

Les dépenses ne pourront être engagées avant la signature de la convention. Toute dépense déjà engagée ou réalisée avant la date d'éligibilité des dépenses indiquée par m2A ne sera pas prise en compte.

La commune s'engage à transmettre à m2A, à l'issue des travaux pour lesquels la subvention est versée, un certificat administratif des dépenses réalisées, un état des dépenses réalisées et des recettes perçues.

En cas de non-réalisation, de réalisation partielle ou de modification substantielle dans un délai de 3 ans à compter de la signature de la présente convention, m2A pourra exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la présente convention.

Article 6 : Communication

Pour chaque communication ou évènementiel (inauguration) de la commune sur l'opération soutenue, celle-ci doit mentionner le concours financier de m2A par tout moyen approprié en contactant en amont le service communication de m2A, ou le service Transition écologique et climatique.

Article 7 : Comptable assignataire

Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier de m2A.

Article 8 : Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et prend fin lorsque les parties ont satisfait à l'ensemble de leurs obligations.

La présente convention prend fin de plein droit en l'absence de commencement d'exécution des travaux éligibles dans un délai de 3 ans à compter de la signature de la présente convention. Dans ce cas, la subvention est reversée à m2A par la commune à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Le montant de la subvention est ajusté au prorata des dépenses engagées par la commune à la date de résiliation de la présente convention. Le cas échéant, m2A émet un titre de recette en vue du reversement de la partie de la somme versée au titre de la présente convention et non utilisée à la date de la résiliation.

retour CR

Article 10 : Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'interprétation ou l'application de la présente convention sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le
en deux exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération	Pour la commune de
Mulhouse Alsace Agglomération,	……,
Le Conseiller Communautaire Délégué,	Le Maire
Jean-Claude MENSCH	……

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-644C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

71 élus présents (103 en exercice, 17 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

BIODIVERSITE ET ENVIRONNEMENT – APPROBATION DU PROGRAMME D'ACTIONS 2022 ET VERSEMENT DE SUBVENTIONS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (401/7.5/644C)

Dans le cadre de sa politique de préservation de la biodiversité et du développement de l'agriculture durable, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) lance chaque année un appel à projets pour élaborer un programme d'actions annuel prévisionnel. Celui-ci recense les projets prévus en 2022 par les différents maîtres d'ouvrage du territoire, communes et associations, qui peuvent être soutenus par Mulhouse Alsace Agglomération et la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Ce programme prévisionnel, en pièce jointe, est soumis :

- à la CeA pour définir les aides prévisionnelles dans le cadre du GERPLAN (plan de gestion de l'espace rural et périurbain),

- au Comité d'agrément de Mulhouse Alsace Agglomération (réuni le 12 janvier 2022 et le 16 février 2022) pour proposer au Conseil d'agglomération les subventions m2A pour chaque projet.

Le montant total des actions prévues en 2022 s'élève à 609 888 € HT avec :
- une aide prévisionnelle maximale de la CeA de 173 935 € (157 275 € en investissement et 16 660 € en fonctionnement),
- une aide prévisionnelle de Mulhouse Alsace Agglomération de 95 933 € (93 203 € en investissement et 2 730 € en fonctionnement).

En outre, certains projets pourront potentiellement bénéficier d'aides financières de la part de l'Agence de l'eau Rhin Meuse (AERM) dans le cadre du Contrat

retour CR

Territoire Eau Climat (CTEC). Le coût total de ces projets est estimé à 198 094 € hors taxe. Les niveaux de financement restent à établir avec l'AERM projet par projet. Le principe retenu pour ces actions est une co-maîtrise d'ouvrage Mulhouse Alsace Agglomération/commune : Mulhouse Alsace Agglomération en sa qualité de maître d'ouvrage opérationnel déposera les dossiers de demandes de subventions auprès de l'AERM, réalisera l'ensemble des dépenses et percevra les aides financières, ainsi que la quote part des communes à hauteur de 20 %.

Proposition d'aides pour les premières opérations 2022 :

Dans le cadre du programme prévisionnel 2022, les projets ci-après présentent un état d'avancement suffisant pour pouvoir bénéficier de l'attribution des aides suivantes :

En investissement :

Maître d'ouvrage	Action	Montant total HT	**Taux m2A**	**Montant aide m2A**	Thème concerné
Arboriculteurs & apiculteurs Kingersheim	Création d'un « verger des écoliers »	6 650 €	**20%**	**1 330 €**	Verger
Commune d'Eschentzwiller	Création d'un foncier arboricole (fruitiers)	1 270 €	**20%**	**254 €**	Verger
Commune de Feldkirch	Création d'un verger haute-tige associé à des haies en bordure	1 607 €	**20%**	**321 €**	Verger
Commune d'Ottmarsheim	Création d'un espace arboré en limite de zone urbaine	1 851 €	**20%**	**370 €**	Biodiversité
Commune de Riedisheim	Commande groupée d'arbres et d'arbustes auprès des habitants	12 500 €	**20%**	**2 500 €**	Biodiversité
Commune de Riedisheim	Créations de corridors écologiques	8 942 €	**20%**	**1 788 €**	Biodiversité
Commune de Riedisheim	Plantation arbustes et fruitiers rue de Lorraine	12 129 €	**20%**	**2 426 €**	Biodiversité
Commune de Riedisheim	Plantation d'une haie vive et aménagement d'un espace de	16 667 €	**20%**	**3 333 €**	Biodiversité

retour CR

	respiration urbain				
Commune de Riedisheim	Renaturation des berges du canal sur terrain communal	4 785 €	**20%**	**957 €**	Biodiversité
Commune de Sausheim	Plantation d'arbres le long de la coulée verte	2 307 €	**20%**	**461 €**	Biodiversité
Commune d'Ungersheim	Plantation d'un verger haute-tige	3 803 €	**20%**	**761 €**	Verger
Commune d'Ungersheim	Aménagement d'un jardin en permaculture de 30 ares au jardin du Coquelicot	25 000 €	**20%**	**5 000 €**	Agriculture

Ainsi le montant des aides d'investissement de Mulhouse Alsace Agglomération s'élève à 19 501 € (sur le montant d'aides annoncées de 93 203 €). Il est réparti comme indiqué ci-dessus, et est prévu au budget primitif 2022 :

Imputation Ch. 204 Art. 2041411 Fonct. 830 LC n° 25099

En fonctionnement :

Maître d'ouvrage	Action	Montant total TTC	**Taux m2A**	**Montant aide m2A**	Thème concerné
Commune de Sausheim	Animation autour du Quatelbach	10 650 €	**20%**	**2 130 €**	Sensibilisation

Ainsi le montant des aides d'investissement de Mulhouse Alsace Agglomération s'élève à 2 130 € (sur le montant d'aides annoncées de 2 730 €).
Il est réparti comme indiqué ci-dessus, et est prévu au budget primitif 2022 :

Imputation Ch. 65 Art.6574 Fonct. 833 LC n° 5583

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le programme d'actions 2022 joint à la présente délibération,
- approuve le versement des aides pour un montant de 21 631 €, à condition que les maîtres d'ouvrage respectent le règlement de subvention de Mulhouse Alsace Agglomération,
- approuve le projet de convention cadre de co-maîtrise d'ouvrage joint à la présente délibération,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de la mise en œuvre.

PJ : 1 (programme d'actions prévisionnel 2022).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Programme prévisionnel 2022 du GERPLAN de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)										
Programme prévisionnel GERPLAN 2021 sur m2A			Taux financement			Coût prévisionnel		Subventions prévisionnelles		
Intitulé de l'action	Informations sur opération	I/F	Commune, association ou syndicat	CeA	Autres	Coût prévisionnel TTC	Coût prévisionnel HT	Commune ou association	CeA (prévisionnel)	m2A seule ou co-maîtrise d'ouvrage déléguée AERM
2. La connaissance et la préservation du patrimoine naturel										
2.1 Renforcer la trame verte et bleue										
2.1.1 Préservation et amélioration du réseau écologique	Flaxlanden - Plantation d'arbres sur plusieurs projets	I	80	0	20	1 088	907	907	0	181
	Habsheim - Acquisition foncières au titre de l'ENS	I	70	30	0	5 000	4 167	3 750	1 250	0
	Illzach - Acquisition de parcelles dans le Mühlenfeld (ENS)	I	70	30	0	50 000	41 667	37 500	12 500	0
	Illzach - Plantation de haies et d'arbres en Nord agricole	I	20	20	60	41 812	34 843	13 937	6 969	20 906
	Mulhouse - Installation d'un hôtel à hirondelles sur le site de la pépinière	I	40	40	20	14 400	12 000	7 200	4 800	2 400
	Mulhouse - Plantation d'arbres dans le cadre du programme Nature en Ville	I	40	40	20	170 000	141 667	131 667	10 000	28 333
	Ottmarsheim - Création d'un espace arboré en limite de zone urbaine	I	40	40	20	2 221	1 851	1 111	740	370
	Ottmarsheim - Plantation d'arbres en ville	I	40	40	20	3 000	2 500	1 000	1 000	500
	Pulversheim - Projet de désimperméabilisation et végétalisation	I	20	20	60	109 200	91 000	36 400	18 200	54 600
	Pulversheim - Etude préalable : création de 4 mares pédagogiques pour la ferme des coucous	I	40	40	20	2 838	2 838	1 135	1 135	568
	Riedisheim - Acquisition foncières au titre de l'ENS dans les collines	I	70	30	0	12 000	10 000	9 000	3 000	0
	Riedisheim - retour CR pée d'arbres et d'arbustes auprès des habitants	I	40	40	20	15 000	12 500	7 500	5 000	2 500
	Riedisheim - créations de corridors écologiques (plantations sur terrains communaux)	I	40	40	20	10 730	8 942	5 365	3 577	1 788
	Riedisheim - Plantation arbustes et fruitiers rue de Lorraine	I	40	40	20	14 555	12 129	7 278	4 852	2 426
	Riedisheim - Plantation d'une haie vive et aménagement d'un espace de respiration urbain	I	40	40	20	20 000	16 667	10 000	6 667	3 333
	Riedisheim - renaturation des berges du canal sur terrain communal (Partie 1)	I	40	40	20	5 742	4 785	2 871	1 914	957
	Riedisheim - Végétalisation de berges du canal, rue de la Navigation (Partie 2)	I	40	40	20	5 000	4 167	2 500	1 667	833

	Rixheim - Création d'un micro-forêt native	I	40	40	20	19 200	16 000	9 600	6 400	3 200
	Rixheim - Plantation d'arbre en ville	I	40	40	20	36 000	30 000	20 000	10 000	6 000
	Sausheim - Plantation d'arbres le long de la coulée verte	I	40	40	20	2 768	2 307	1 384	923	461
	Steinbrunn-le-Bas - Plantation d'une haie vive sur le terrain de la salle des fêtes	I	40	40	20	4 200	3 500	2 100	1 400	700
	Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (Battenheim) - Aménagement des abords du presbytères et de l'église	I	40	40	20	8 896	7 413	4 448	2 965	1 483
	Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (Riedisheim) - Corridor écologique le long des berges du canal	I	40	40	20	37 855	31 546	21 546	10 000	6 309
	Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (Riedisheim) - Sous trame arborée depuis le 12 rue d'Alsace	I	40	40	20	12 898	10 748	6 449	4 299	2 150
	Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (Riedisheim) - Sous trame verte arborée entre la rue de la Banlieue et la rue Naegeleberg	I	40	40	20	12 625	10 521	6 313	4 208	2 104
	Ungersheim - Lutte contre les EEES	I	80	0	20	28 897	24 081	24 081	0	4 816
	Zimmersheim - Plantation de fruitiers et de haies vives	I	20	20	60	8 800	7 333	2 933	1 467	4 400
2.2 Connaissance et sensibilisation										
	Kingersheim - Projet animation "L'arbre dans la ville"	F	40	40	20	3 000	2 500	1 200	1 200	600
	Mulhouse - Actions de sensibilisation des scolaires pour la découverte de la Nature	F	40	40	0	20 000	16 667	12 000	8 000	0
	Mulhouse - Aménagement d'une ruche pédagogique	I	40	40	20	7 200	6 000	3 600	2 400	1 200
	Riedisheim - Accroître la sensibilisation du grand public vis-à-vis de la biodiversité	F	20	20	60	4 000	3 333	800	800	2 400
	Riedisheim - Réalisation, acquisition et mise en place de panneaux pédagogique	I	40	40	20	5 000	4 167	2 500	1 667	833
	Rixheim - Semaine de sensibilisation au développement durable et à la protection de l'environnement	F	20	20	60	12 000	10 000	2 400	2 400	7 200
	Sausheim - Animation autour du Quatelbach	F	40	40	20	10 650	8 875	4 260	4 260	2 130
Sous-total CeA/m2A axe 2			-	-	-	**540 762**	**451 108**	**348 262**	**115 823**	**76 177**
Sous-total CTEC/m2A/CeA axe 2			-	-	-	**175 812**	**146 510**	**56 471**	**29 835**	**89 506**
Sous-total axe 2			-	-	-	**716 574**	**597 618**	**404 733**	**145 659**	**165 683**

retour CR

3. Le cadre de vie, le paysage et le patrimoine identitaire										
3.2 Préservation et valorisation du patrimoine identitaire										
3.2.1 Sauvegarde et valorisation des vergers traditionnels à haute tige	Arboriculteurs & apiculteurs Kingersheim - Création d'un "verger des écoliers"	I	40	20	20	7 980	6 650	3 990	2 660	1 330
	Baldersheim - Création d'un verger partagé et pédagogique	I	40	40	20	11 400	9 500	5 700	3 800	1 900
	Eschentzwiller - Création d'un foncier arboricole (fruitiers)	I	40	40	20	1 524	1 270	762	508	254
	Feldkirch - création d'un verger haute-tige associé à des haies en bordure	I	40	40	20	1 928	1 607	964	643	321
	Illzach - Création du verger école et d'une prairie fleurie situé dans le Mühlenfeld (classé en ENS)	I	20	20	60	24 561	20 468	10 863	1 418	12 281
	Pulversheim - Plantation de haies et d'arbre fruitiers sur la périphérie et dans la ferme maraîchère et pédagogique des coucous	I	40	40	20	53 940	44 950	26 970	17 980	8 990
	Ungersheim - Plantation d'un verger haute-tige	I	40	40	20	4 564	3 803	2 282	1 521	761
3.2.2 Mise en valeur d'itinéraires de randonnée, sentiers de découvertes	Lutterbach - Création d'un sentier pédagogique en zone Natura 2000	I	20	20	60	13 340	11 117	4 447	2 223	6 670
	Rixheim - Création d'un sentier de découverte au quartier Entremont	I	20	20	60	3 600	3 000	1 200	600	1 800
	Ungersheim - Création d'un parcours pédagogique sur le bioterritoire	I	20	20	60	9 600	8 000	3 200	1 600	4 800
	Zimmersheim - Création d'un sentier arboré	I	20	20	60	10 800	9 000	3 600	1 800	5 400
Sous-total CeA/m2A axe 3			-	-	-	**81 336**	**67 780**	**40 668**	**27 112**	**13 556**
Sous-total CTEC/m2A/CeA axe 3			-	-	-	**61 901**	**51 584**	**23 309**	**7 641**	**30 951**
Sous-total axe 3			-	-	-	**143 237**	**119 364**	**63 977**	**34 753**	**44 507**
4. L'agriculture périurbaine										
4.1 Soutenir une agriculture locale et durable										
4.1.2 Rapprocher consommateurs et producteurs	Rixheim - Ac retour CR ain en vue de la création d'un jardin partagé dans le quartier Entremont	I	70	30	0	36 000	30 000	27 000	9 000	0
	Ungersheim - Aménagement d'un jardin en permaculture de 30 ares au jardin du Coquelicot	I	40	40	20	27 500	25 000	12 500	10 000	5 000
	Ungersheim - Jardin du Trèfle Rouge en régie communale	I	40	40	20	36 000	30 000	24 000	12 000	0
Sous-total CeA/m2A axe 4			-	-	-	**99 500**	**85 000**	**63 500**	**31 000**	**5 000**
Sous-total CTEC/m2A/CeA axe 4			-	-	-	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Sous-total axe 4			-	-	-	**99 500**	**85 000**	**63 500**	**31 000**	**5 000**
		Total GERPLAN				**721 598**	**603 888**	**452 430**	**173 935**	**94 733**
		Total CTEC/GERPLAN				**237 713**	**198 094**	**79 780**	**37 477**	**120 457**
		TOTAL GENERAL				**959 311**	**801 982**	**532 210**	**211 412**	**215 189**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-624C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

69 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CITYPASS : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE SOLEA, L'OFFICE DU TOURISME DE MULHOUSE ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (5400/8.7/624C)

L'Office du Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région a créé le CityPass en 2011. Ce titre permet aux visiteurs de profiter de gratuités et de réductions sur les entrées des sites culturels et de loisirs du territoire. Il permet également d'accéder au réseau Soléa pendant les 3 jours de validité du CityPass. En contrepartie, l'Office du Tourisme reverse à Soléa un montant de 2 € par titre vendu. En 2022, le CityPass est vendu 18 € pour les adultes et 14 € pour les enfants âgés de 4 à 17 ans.

Afin de pérenniser ce dispositif, de soutenir le développement touristique et l'usage des transports urbains, il est proposé de renouveler pour 3 ans la convention tripartite, qui lie l'Office de Tourisme, Soléa et Mulhouse Alsace Agglomération, sans modifier les conditions financières, selon le projet de convention joint en annexe.

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve la convention de partenariat tripartite,
- fixe à 2 € le montant du droit d'accès au réseau Soléa pour les détenteurs d'un CityPass,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU CITYPASS

Entre,

L'Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région
Association régie par la loi du 19 avril 1908,
inscrite au Registre des Associations de Mulhouse, Folio 4 volume 28,
n° SIRET 778 939 272 000 28
domiciliée 1 avenue Robert Schuman, 68100 Mulhouse,
représentée par Monsieur Jean-Pierre Walter, président,

Ci-après désigné « OTC »

D'une part,

Et,

Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019 - 68948 Mulhouse Cedex 9
Représenté par M. Fabian Jordan, Président ou son représentant,

Ci-après désigné le partenaire et/ou « m2A »

D'autre part,

Et,

La Société **Soléa**, Société d'Economie Mixte Locale au capital de 1 500 000 euros, dont le siège social est à MULHOUSE, au 97 rue de la Mertzau, inscrite au registre du commerce et des sociétés de MULHOUSE, sous le numéro 945 551 018 et représentée par Monsieur Alexis STEYAERT agissant en qualité de Directeur Général, et dûment habilité à cette fin,

Ci-après désigné le Délégataire m2A et/ou « Soléa »

D'autre part.

retour CR

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le but de développer la fréquentation touristique du territoire mulhousien, l'Office de Tourisme et des Congrès a créé un CityPass numérique pour adulte et pour enfant. Vendu à l'Office de Tourisme et dans les sites partenaires qui le souhaitent, ce CityPass individuel permet aux visiteurs de profiter de gratuités et réductions sur des entrées dans des musées, des sites touristiques, des sites de loisirs, des salles de spectacles, de restaurants, et auprès de prestataires partenaires et inclut l'utilisation des transports Soléa. Dans ce cadre, des tarifs spéciaux ou des prestations particulières sont mis en place.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations des parties signataires dans le cadre du partenariat CityPass.

Le CityPass est vendu à l'Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région ainsi qu'en ligne et dans ses offres de séjour, et dans les sites partenaires qui le souhaitent. Il n'est pas nominatif mais reste individuel : les avantages qu'il procure sont donc réservés au détenteur du CityPass (adulte ou « junior » de 4 à 17 ans), et ne s'appliquent pas à ses accompagnants. Il est daté lors de l'achat et reste valable 3 jours (soit trois jours consécutifs). La numérisation du Citypass, via le système Otipass permet au détenteur du CityPass de se présenter aux entrées des sites, et de bénéficier de la prestation mentionnée (entrée gratuite, entrée à tarif réduit…). Elle permet également au site d'avoir un décompte simple et rapide des prestations consommées chez lui (gratuité et réduction).
Le City Pass permet l'accès aux transports Soléa pendant toute la validité du Pass.

Article 2 : Obligations de l'OTC

L'OTC s'engage à :

- assurer la communication du dispositif par tout moyen approprié (Internet, salons, affichage, presse, éditions…) en valorisant le partenariat ;
- vendre le CityPass pour adulte et pour enfant (junior) selon l'annexe 1 et à le proposer systématiquement à ses clients ;
- apposer systématiquement et de manière indélébile la date de validité sur le CityPass lorsqu'il s'agit d'un pass physique, présenté sous forme de carte. En cas de pass dématérialisé, l'OTC s'engage à informer l'utilisateur qu'il est nécessaire d'activer son pass via l'application mobile City Pass Mulhouse afin de pourvoir utiliser le réseau de transport en commun, dans la mesure où le pass ne serait pas encore activé. Si l'utilisateur ne possède pas l'application, ce dernier devra présenter un e-ticket imprimé sur lequel la date de validité sera clairement mentionnée. L'OTC s'engage également à enregistrer les pass dans le backoffice Otipass» ;
- expliquer le fonctionnement du CityPass aux clients.

retour CR

Article 3 : Obligations de m2A et de Soléa

m2A s'engage à accorder aux détenteurs du CityPass en cours de validité : un accès illimité aux transports en commun du réseau Soléa pendant les 3 jours de validité du CityPass pour le porteur du titre adulte et/ou junior.

Soléa, en sa qualité de Délégataire de m2A, s'engage à accueillir le détenteur du CityPass de manière courtoise et agréable. Soléa s'engage à contrôler la date de validité du CityPass et à n'accorder les prestations que pendant la période de validité.

Article 4 : Suivi de l'opération et facturation

L'OTC communiquera tous les ans à Soléa le nombre de Citypass vendus.

Le tarif négocié par CityPass est inscrite dans l'annexe 1.

Une facture sur laquelle apparaitra la mention « Reversement CityPass », sera adressée par Soléa à l'OTC à l'adresse ci-dessous :

Office de Tourisme et des Congrès
de Mulhouse et sa région
1 avenue Schuman
68100 MULHOUSE

Sur la facture devront être mentionnés, outre les mentions légales et obligatoires, le tarif individuel négocié dans le cadre de ce partenariat, le nombre de CityPass concernés, ainsi que le montant total à régler par l'OTC.

Article 5 : Communication, promotion et commercialisation

Dans le cadre de ce partenariat, l'OTC s'engage à promouvoir le CityPass et les structures qui y participent. Une communication est faite sur le site Internet de l'OTC, par de l'affichage, et par une action ciblée auprès de la presse. Des flyers sont édités et diffusés auprès des visiteurs. Ils peuvent être mis à la disposition du partenaire si nécessaire. Le CityPass est en vente à l'OTC, chez les partenaires qui le souhaitent, et sur son site www.tourisme-mulhouse.com. Il est aussi intégré dans les offres de séjour proposées par l'OTC.

Article 6 : Durée

La présente convention est valable du 1er avril 2022 jusqu'au 31 mars 2025.

Le présent contrat est établi dans le cadre de la convention de délégation de service public signée entre la m2A et le Délégataire. A la date d'expiration de ladite convention, ou en cas de rupture de ladite convention, quelle qu'en soit la cause et quelle qu'en soit la partie qui en prend l'initiative, le partenaire déclare connaître et accepter que m2A soit subrogée dans tous les droits et obligations du délégataire vis à vis du partenaire. Dans ce cadre, m2A se réserve le droit de poursuivre ou faire poursuivre le présent contrat ou d'y mettre fin.

retour CR

Pour des raisons liées à l'organisation de m2A, de l'OTC et Soléa, en cas de dénonciation de la convention, elle doit être formulée au plus tard le 15 janvier N pour une application au 1er avril de l'année N.

Article 7 : Litiges

Pour toute contestation qui s'élèverait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent, avant de porter le litige devant le tribunal compétent, de rechercher à l'amiable le règlement de toutes difficultés. En cas d'échec de la négociation amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires

Fait à Mulhouse, le.....

Jean-Pierre WALTER,
Président
Office de Tourisme et des Congrès

Fabian JORDAN
Président
Mulhouse Alsace Agglomération

Alexis STEAYERT
Directeur Général,
Soléa

retour CR

Annexe 1 : tarif des City Pass

Tarif du CityPass : 18€
Tarif du CityPass Junior de 4 à 17 ans : 14€

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-625C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

68 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

LABEL TERRITOIRE VELO : CONVENTION AVEC LA FEDERATION FRANÇAISE DE CYCLOTOURISME (5412/7.10.5/625C)

Depuis 2012, Mulhouse Alsace Agglomération est labellisée « Territoire Vélo ». Ce label décerné par la Fédération Française de Cyclotourisme (FFCT) distingue des collectivités territoriales qui offrent aux cyclistes un accueil, des services et des équipements adaptés à la pratique du cyclotourisme. Ce label est concrétisé par la signature de conventions partenariales d'une durée de 3 ans.

Le 9 octobre 2021, une visite technique préalable au renouvellement de la convention a permis de vérifier que Mulhouse Alsace Agglomération respectait toujours le cahier de charges de la FFCT, à savoir disposer d'un point d'accueil proposant aux cyclotouristes différents services (documentation spécifique, kit de réparation vélo, etc.), se doter d'infrastructures de qualité (aménagements cyclables, itinéraires touristiques, points d'eaux, sanitaires, etc.), développer le tourisme à vélo, mettre en place des animations et communiquer sur le label dans ses publications officielles et sur son site Internet.

La Fédération Française de Cyclotourisme s'engage de son coté à promouvoir le label « Territoire vélo » de Mulhouse Alsace Agglomération dans ses publications et lors des différents événements mis en place dans le cadre du label.

A noter que l'Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa Région a été étroitement associé au renouvellement du label et contribue à le faire vivre notamment au travers d'une charte d'accueil des cyclotouristes passée avec des hébergeurs, restaurateurs et sites touristiques de l'agglomération.

La durée de la nouvelle convention de partenariat ci-après annexée est de 3 ans, elle peut être renouvelée par tacite reconduction par période de trois ans. La

retour CR

cotisation annuelle versée par Mulhouse Alsace Agglomération à la FFCT au titre du label est de 5 000 € net de taxe.

Les crédits nécessaires sont proposés aux budgets annexes Transports et Mobilités 2022 et suivants : Chapitre 011 - article 6281 - Ligne de crédit n° 9293.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise M. le Président ou son représentant à signer la convention de labellisation Territoire vélo et toutes pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

TERRITOIRE VÉLO
Fédération française de cyclotourisme

CONVENTION DE LABELLISATION
TERRITOIRE VÉLO

entre

la Fédération française de cyclotourisme

et

Mulhouse Alsace Agglomération (68)

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE CYCLOTOURISME
• 01 56 20 88 88 • info@ffvelo.fr • www.ffvelo.fr • www.veloenfrance.fr

retour CR

Entre

La Fédération française de cyclotourisme

Association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique, régie par la loi de 1901, agréée par le Ministère des Sports, délégataire par l'État pour l'activité cyclotourisme du Ministère Sports, titulaire de l'habilitation tourisme par l'Etat (numéro d'agrément : IM094100034) et membre du Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF),

Dont le siège est situé au 12, rue Louis Bertrand – CS 80045 - 94207 Ivry-sur-Seine cedex,

Représentée par sa Présidente **Martine CANO**,

Ci-après dénommée la **Fédération française de cyclotourisme**

Et,

Mulhouse Alsace Agglomération

Structure juridique : établissement public de coopération intercommunale

Adresse : **2, Rue Pierre et Marie Curie – 68948 Mulhouse**

Représentée par son Président JORDAN Fabian

Ci-après dénommée **La collectivité.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le label « Territoire Vélo » est une marque déposée auprès de l'INPI (Institut national de la propriété industrielle) par la **Fédération française de cyclotourisme**.

La présente convention a pour objet de définir entre la **Fédération française de cyclotourisme** et **La collectivité,** les conditions d'attribution du label « Territoire Vélo ».

Article 2 – Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter l'ensemble du cahier des charges ainsi que la grille d'évaluation (documents en annexe de la présente convention).

Article 3 – Utilisation du label

La collectivité ayant obtenu le label pourra en faire la promotion mais en aucun cas l'utiliser à des fins commerciales.

Article 4 – Engagements de la Fédération française de cyclotourisme

La **Fédération française de cyclotourisme** s'engage à :

- Communiquer et assurer la promotion nationale du label « Territoire Vélo » (sites Internet www.ffvelo.fr et www.veloenfrance.fr, éditions, …)
- Promouvoir les collectivités labellisées et les objectifs du label sur ses différents événements,
- Participer conjointement avec ses structures et ses partenaires, à l'animation des événements mis en place par le label « Territoire Vélo »,
- Fournir un kit de communication sur le label et sur la **Fédération française de cyclotourisme**.

retour CR

Article 5 – Financement

Cotisation annuelle : 272 985 habitants au 1er janvier 2018 (population légale 2015 de l'INSEE) = **5 000 € net de taxe**.

La collectivité se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par le paiement de la facture annuelle transmise par la **Fédération française de cyclotourisme** et selon les règles de la comptabilité publique. L'appel à cotisation annuel se fait en fin d'année civile N pour l'année N+1.

En cas de fusion, le nombre d'habitants de la nouvelle entité devra être communiqué et l'actualisation du tarif aura lieu au 1er janvier de l'année suivante. Une nouvelle convention avec la nouvelle entité pourra être signée.

Si la collectivité est conventionnée en cours d'année, le premier appel à cotisation sera émis dès la signature de la convention au prorata temporis des mois restants sur l'année en cours.

Article 6 – Durée

La présente convention prendra effet du **1er janvier 2022** et restera effective jusqu'au **31 décembre 2024**.

Elle sera renouvelable par tacite reconduction par période de trois ans.

Il pourra être mis fin à cette convention, après préavis de trois mois, par simple volonté de l'une des deux parties, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 – Procédure suivie pour l'obtention du label

La collectivité a fait acte de candidature auprès de la **Fédération française de cyclotourisme** par un courrier officiel datant du **15/03/2012**. Suite à une première convention signée le **09/05/2012**, la collectivité a demandé un renouvellement du label « Territoire Vélo », poursuivi d'un second en 2018.

Au terme de la visite technique du **09/10/2021** et après avis favorable de la commission Territoire Vélo et des structures locales de la **Fédération française de cyclotourisme**, le label a été officiellement renouvelé à la collectivité le **01/12/2021** pour la durée figurant à l'article 6 de la présente convention.

Article 8 – Proposition d'intégration de circuits sur veloenfrance.fr

La collectivité peut proposer des circuits cyclotouristiques (route/VTT) pour la mise en ligne sur le site www.veloenfrance.fr. Dans ce cadre, les partenaires s'entendent à mettre en commun leurs ressources et leurs savoir-faire. Le choix des circuits sera issu d'une réflexion commune. Les circuits devront prendre en considération les richesses touristiques, la diversité des paysages, les intérêts techniques des itinéraires et les critères précis de cotation (grille nationale avec 4 niveaux) de la Fédération française de cyclotourisme. Les aspects rédactionnels, iconographiques et techniques seront élaborés conjointement et supervisés par chacune des parties.

Diffusion et mise en ligne des circuits

Les partenaires assureront la diffusion de ces circuits à travers leurs outils traditionnels. Ainsi, la Fédération française de cyclotourisme diffusera ces circuits et les informations s'y rapportant sur son site Internet www.veloenfrance.fr au format téléchargeable (pdf et/ou gpx), gratuitement et accessible à tous publics.

La collectivité pourra mettre à disposition du grand public, et ce à titre gratuit, les fiches descriptives et le fichier gpx de chaque circuit. Un lien sur le site www.veloenfrance.fr sera indiqué sur chaque fiche descriptive pour une visualisation interactive des circuits sur fond de carte internet. La collectivité pourra également intégrer sur son site une carte interactive à l'échelle de son territoire, extraite de veloenfrance.fr.

Mise à jour

En cas de modification des circuits par rapport aux données préalablement fournies, la collectivité est tenue de faire parvenir à la Fédération française de cyclotourisme une mise à jour du tracé, de la description et des contacts référents. Cette mise à jour sera ensuite effectuée sur le site veloenfrance.fr par la Fédération française de cyclotourisme. En dehors des mises à jour traditionnelles, chaque partenaire veillera à l'amélioration des contenus des fiches descriptives en tenant compte des évolutions technologiques numériques.

Propriété intellectuelle

Chacun des partenaires demeure propriétaire des droits relatifs aux données qu'il fournit ou en a obtenu les droits d'utilisation. Ainsi la Fédération française de cyclotourisme conserve ses droits de propriété attachés aux fonds cartographiques ESRI, et la collectivité conserve ses droits de propriété attachés aux textes de présentation des circuits, aux photographies et à tout autre élément qu'elle aura apporté pour l'établissement des circuits. Les partenaires s'autorisent la reproduction et la représentation des données qu'ils s'échangent. Les partenaires se garantissent ainsi de toute action engagée par des tiers de revendication de propriété intellectuelle des données qu'ils fournissent dans le cadre de la présente convention.

Article 9 – Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant dans la convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auquel la convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa résiliation sera porté devant le tribunal compétent.

Article 10 – Dénonciation de la convention

Après obtention du label et en cas d'inexécution des engagements prévus au cahier des charges par l'un ou l'autre des cosignataires, chacun se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention, avec préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 11 – Modification de clauses

Toute modification d'une clause de la convention prendra nécessairement la forme d'un avenant.

Fait à , le

(en deux exemplaires originaux)

Pour La collectivité,	**Pour la Fédération française de cyclotourisme,**
Le Président	**La Présidente**
Monsieur JORDAN Fabian	Madame Martine CANO

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-626C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

68 élus présents (102 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CREATION D'UNE VOIE VERTE LE LONG DE LA RD 166 : CONVENTION DE TRANFERT DE GESTION (5412/8.7/626C)

Dans le cadre de sa compétence en matière de réalisation et de gestion des aménagements cyclables, Mulhouse Alsace Agglomération a réalisé une voie verte le long de la RD 166 sur les territoires de Mulhouse (rue de Belfort) et de Morschwiller-le-Bas (rue de Mulhouse).

Une partie de cet aménagement, au droit du giratoire d'accès à la RD 68, est située sur le domaine public départemental hors agglomération. A ce titre la Communauté Européenne d'Alsace entend en confier la gestion à Mulhouse Alsace Agglomération et aux communes de Morschwiller-Le-Bas et de Mulhouse.

Par gestion de l'ouvrage, il faut comprendre le petit et le gros entretien de cet aménagement. Conformément à la délibération du Conseil d'agglomération du 25 mars 2011, l'entretien des aménagements cyclables hors agglomération est assuré respectivement par Mulhouse Alsace Agglomération pour le gros entretien et par les communes pour l'entretien courant, le fauchage des accotements et les élagages nécessaires au bon usage de l'aménagement cyclable.

Les conditions techniques de gestion de l'ouvrage par Mulhouse Alsace Agglomération et les communes de Mulhouse et de Morschwiller-Le-Bas sont définies dans une convention dont le projet est joint en annexe.

retour CR

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve la convention de transfert de gestion pour la création d'une voie verte le long de la RD 166 ;
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention susmentionnée et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : 1

Ne prend pas part au vote (1) : Josiane MEHLEN.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Mulhouse Alsace Agglomération
Ville de MULHOUSE
Commune de MORSCHWILLER-LE-BAS

Communes de MULHOUSE et de MORSCHWILLER-LE-BAS
Création d'une Voie Verte le long de la RD 166
Hors agglomération

TRANSFERT DE GESTION

CONVENTION N° 28/2021

Vu la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, et notamment son article 10 selon lequel, d'une part, la Collectivité européenne d'Alsace succède aux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans toutes les délibérations et actes pris par ces derniers, et, d'autre part, ces actes et délibérations demeurent applicables, dans le champ d'application qui était le leur avant la fusion, et ce, jusqu'à leur remplacement par un nouvel acte ;

Vu les articles L. 111-1 et L. 131-2 du Code de la Voirie Routière ;

Vu l'article L. 3321-1 (16°) du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L 2123-3 du Code Général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du Conseil Général du Haut-Rhin n° CG-2011-5-3-10 du 7 décembre 2011 approuvant la convention-type pour le transfert de gestion des aménagements, ouvrages et équipements réalisés et autorisant le Président à la signer ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération du 25 mars 2011 relative à la déclinaison de l'intérêt communautaire pour la réalisation et la gestion des itinéraires cyclables ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) en date du …….. approuvant la présente convention et autorisant le Président ou son représentant à la signer ;

Vu la permission de voirie n° 028/2020-DIR en date du 20 août 2020 autorisant les travaux d'aménagement d'une voie verte le long de la RD 166, hors agglomération des bans communaux de MULHOUSE et de MORSCHWILLER-LE-BAS ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de MULHOUSE en date du …….. approuvant la présente convention et autorisant le Maire à la signer ;

retour CR

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de MORSCHWILLER-LE-BAS en date du …….. approuvant la présente convention et autorisant le Maire à la signer ;

Entre les soussignés :

- La **Collectivité européenne d'Alsace** représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment autorisé par la délibération du Conseil départemental susvisée, ci-après dénommé la **"CeA"**,

D'une part,

- **Mulhouse Alsace Agglomération**, représentée par Monsieur Philippe STURCHLER, Conseiller Communautaire délégué, dûment autorisé par la délibération susvisée, ci-après désignée le **"m2A"**,

- La **Ville de MULHOUSE**, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment autorisée par la délibération susvisée, ci-après désignée la **"Ville de Mulhouse"**,

- La **Commune de MORSCHWILLER-LE-BAS**, représentée par son Maire, Madame Josiane MEHLEN, dûment autorisée par la délibération susvisée, ci-après désignée la **"Commune de Morschwiller-le-Bas"**,

D'autre part,

Les co-signataires étant par ailleurs désignés par "**les parties**",

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a créé une voie verte le long de la RD 166, du PR 12+209 au PR 12+217, hors agglomération du ban communal de MORSCHWILLER-LE-BAS, et du PR 12+218 au PR 12+258 de la RD 166, et du PR 0+74 au PR 0+190 sur l'anneau du giratoire dénommé G1066_01, hors agglomération du ban communal de MULHOUSE.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de confier à **m2A et aux Communes de MULHOUSE et MORSCHWILLER-LE-BAS** la gestion des aménagements réalisés pour la voie verte le long de la RD 166, hors agglomération des bans communaux de MULHOUSE et de MORSCHWILLER-LE-BAS.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS CONCERNES

Les plans figurant aux annexes n° 1 et 2 de la présente convention donnent la position planimétrique des aménagements, ouvrages et équipements réalisés sur la partie du domaine public routier départemental, hors agglomération, soumis à transfert de gestion et listés ci-dessous :

- Voie verte, du PR 12+209 au PR 12+217, sur le ban communal de MORSCHWILLER-LE-BAS, et du PR 12+218 au PR 12+258 de la RD 166, et du PR 0+74 au PR 0+190 sur l'anneau du giratoire dénommé G1066_01, sur le ban communal de MULHOUSE.

retour CR

ARTICLE 3 – INTERVENTION SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL

A chaque intervention ultérieure, **m2A** devra solliciter de la part de la **CeA** la délivrance d'une autorisation de voirie (hormis le petit entretien visé à l'article 4). Pour ce faire, la demande d'intervention sur le domaine public (DIDP) devra être déposée auprès du Service Routier concerné au moins 15 jours ouvrés avant la date d'exécution des travaux.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE M2A ET DES COMMUNES

m2A et les **Communes de MULHOUSE et MORSCHWILLER-LE-BAS** acceptent le transfert de gestion des aménagements, ouvrages et équipements visés à l'article 2 de la présente convention.

Par gestion, il faut comprendre le petit et gros entretien, la mise aux normes, ainsi que les travaux de remplacement et renouvellement à terme.

Les tâches de gestion de l'itinéraire cyclable, telles que définies plus haut, seront réparties entre **m2A** et les **Communes de MULHOUSE et MORSCHWILLER-LE-BAS** selon les dispositions prévues dans la délibération du Conseil d'Agglomération du 25 mars 2011 relative à la déclinaison de l'intérêt communautaire pour la réalisation et la gestion des itinéraires cyclables, jointe en annexe n° 3 à la présente convention.

Les aménagements et les espaces verts seront entretenus selon les règles de l'art et en tout état de cause de manière à ne compromettre ni la sécurité des usagers, ni la visibilité et la lisibilité de la signalisation réglementaire.

La **CeA** se réserve le droit d'enjoindre à **m2A** et aux **Communes** d'intervenir sur les aménagements cités ci-dessus si ces derniers ne devaient plus être conformes à la réglementation en vigueur et/ou aux conditions de sécurité.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITES

m2A et les Communes de MULHOUSE et **MORSCHWILLER-LE-BAS** sont responsables de tout dommage ou préjudice, que pourraient causer aux personnes et aux biens, la gestion et l'entretien des aménagements susvisés dont la responsabilité leur incombe du fait de la présente convention et de la délibération du Conseil d'Agglomération du 25 mars 2011, soit :

- m2A : gros entretien des pistes cyclables et voies vertes hors agglomération,
- Communes :
  - Entretien courant des pistes cyclables et voies vertes hors agglomération,
  - Fauchage des accotements et élagages nécessaires au bon usage des aménagements cyclables.

Toute modification, remplacement, reprise partielle ou totale des aménagements concernés sera soumise au préalable à l'agrément de la **CeA**.

Les Communes sont responsables, sur le ban communal respectif, de l'exercice des pouvoirs de police sur la voie verte.

retour CR

ARTICLE 6 – REMUNERATION

Le transfert de gestion est conclu à titre gratuit.

ARTICLE 7 – DUREE

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par **les parties** et restera valable pendant toute la durée des obligations liées à son exécution.

ARTICLE 8 – RESILIATION

La présente convention, de par sa nature et son objet, n'est susceptible de résiliation qu'en cas de disparition des aménagements, ouvrages et équipements visés à l'article 2, et/ou de modification dans la situation juridique des **parties**, emportant des conséquences directes sur le contenu et/ou l'étendue de leurs engagements respectifs.

Dans cette hypothèse, il appartiendra à la **partie** qui entend se prévaloir des dispositions qui précèdent, de notifier son intention de mettre fin à la présente convention à l'autre **partie**, par lettre recommandée avec avis de réception, trois mois au moins avant la date à laquelle la résiliation prendra effet.

ARTICLE 9 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Toutefois, les **parties** s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation et de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois.

Fait en autant d'exemplaires que de **parties**.

A COLMAR, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Conseiller Communautaire délégué

Philippe STURCHLER

Pour le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace
Le Président

Frédéric BIERRY

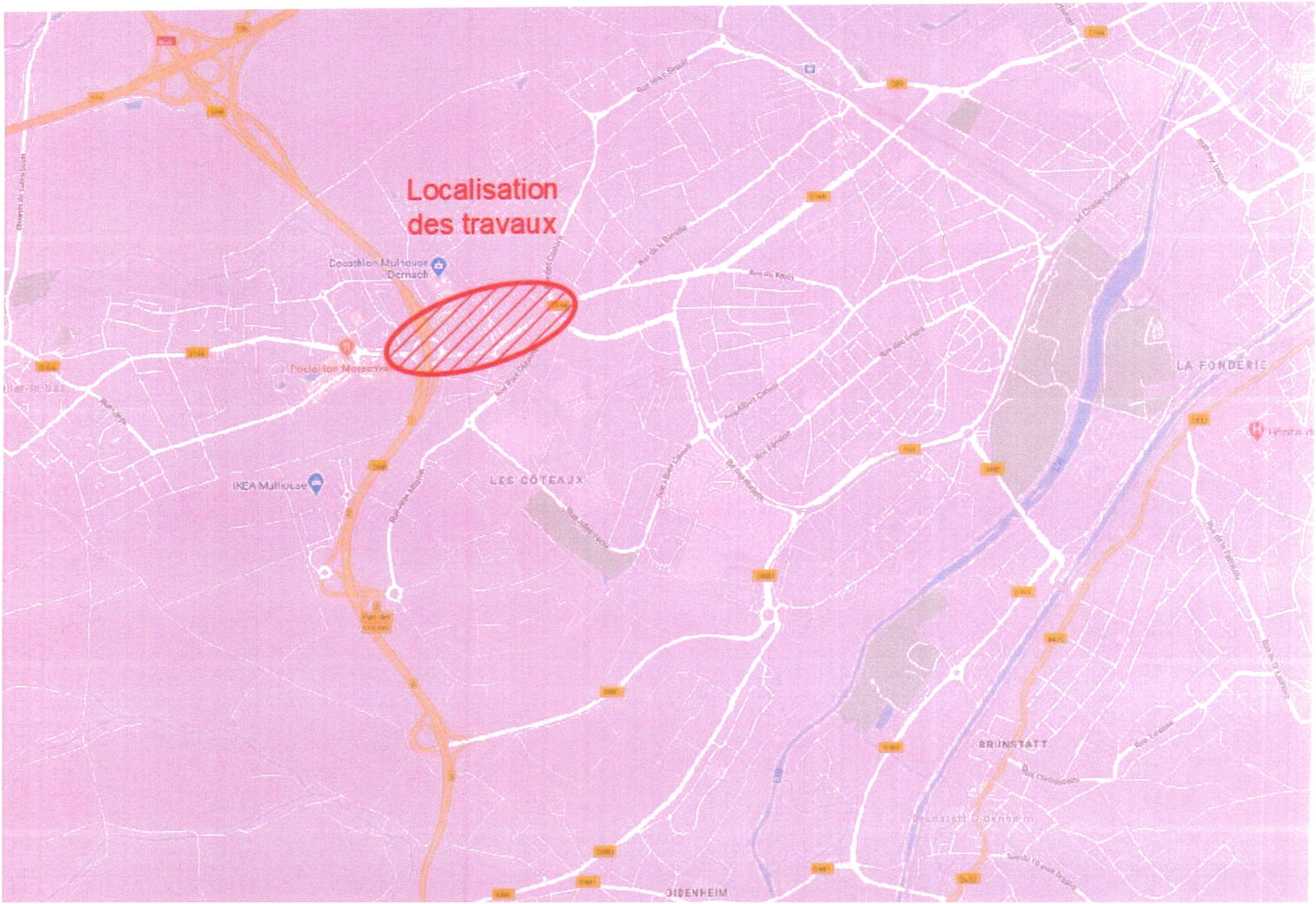
La Ville de MULHOUSE
Le Maire

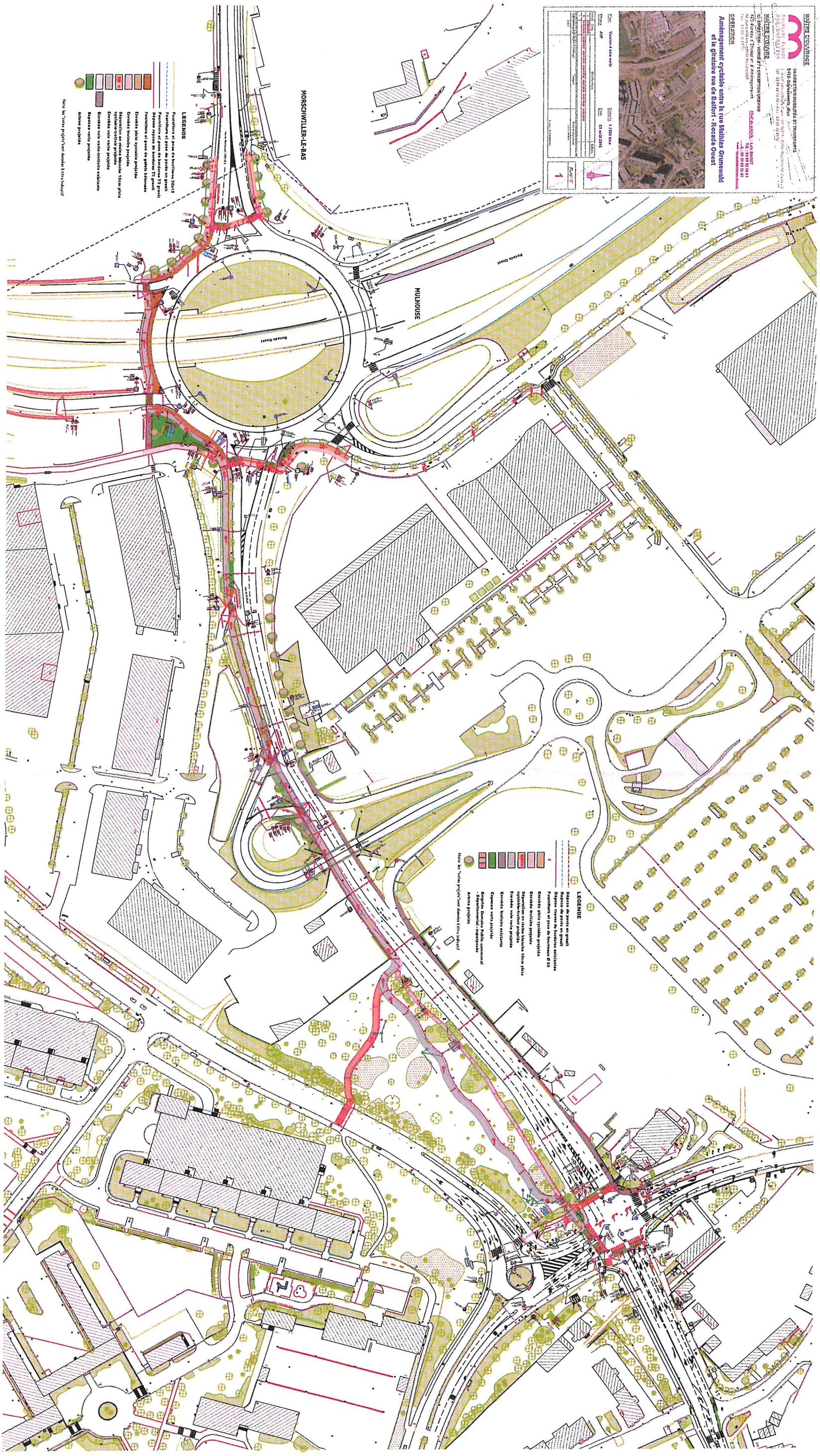
Michèle LUTZ

Pour la Commune de MORSCHWILLER-LE-BAS
Le Maire

Josiane MEHLEN

retour CR


Localisation
des travaux
Decathlon Mulhouse
Dornach
IKEA Mulhouse
LES COTEAUX
LA FONDERIE
BRUNSTATT
DIDENHEIM


MAÎTRE D'OUVRAGE
MAÎTRE D'ŒUVRE
OPERATION
Aménagement cyclable entre la rue Rabbins Grunewald et le giratoire rue de Belfort - Rocade Ouest
Etat : Variante 4 voie + verte
Phase : APD
Echelle : 1/500 ème
Date : 03 août 2015
MORSCHWILLER-LE-BAS
MULHOUSE
Rocade Ouest
LEGENDE
Dépose de poste ou grosli
Repose de poste ou grosli
Dépose reprise de bordures existantes
Fourniture et pose de fourreaux Ø 60
Fourniture et pose de bordures C2 granit
Fourniture et pose de pavés en granit
Fourniture et pose de bordures T3 granit
Dépose reprise de bordures T3 granit
Fourniture et pose de galets bétonnés
Enrobés piste cyclable projetée
Enrobés trottoirs projetés
Séparation en ralite blanche 10cm piste cyclable-trottoir projetée
Enrobés voie verte projetée
Espaces verts projetés
Espaces Domaine Public communal - Département - copropriété
Arbres projetés
Note sur "cette projet"sont données à titre indicatif

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-568C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

68 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ARRIVEE A ECHEANCE DU CONTRAT ENFANCE ET JEUNESSE (C.E.J) DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION – SIGNATURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) COMME NOUVEAU CADRE CONTRACTUEL AVEC LA CAF DU HAUT-RHIN POUR LA PERIODE 2022-2026 (231/7.5.5/568C)

La Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) conclue entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Caf) pour la période 2018-2022 a posé le principe d'un renouvellement progressif du cadre contractuel et stratégique fondé, non plus sur les Contrats Enfance et Jeunesse (CEJ) mais sur les Conventions Territoriales Globales (CTG) au fur et à mesure de l'arrivée à échéance des CEJ. C'est le cas du CEJ qui couvrait le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) arrivé à échéance le 31 décembre 2021.

La signature de la CTG couvrant la période 2022-2026 devient à la fois le nouvel outil de développement du territoire et le dispositif de financement qui se substitue à celui mis en place avec le CEJ. C'est également une opportunité pour engager une réflexion collective, dans le cadre de l'élaboration d'un diagnostic partagé à l'échelle du territoire.

A ce titre, la CTG permet la mise en œuvre de mesures visant à :
- préserver le fonctionnement des services aux familles (petite enfance, accueils de loisirs, animation jeunesse, centre sociaux, espaces de vie sociale, accompagnement à la parentalité, accès aux droits, logement, handicap, etc.),
- soutenir le développement d'actions prioritaires répondant à de nouveaux besoins,
- développer une stratégie partenariale pour accompagner les familles dans l'ensemble de leurs droits légaux et extra-légaux,
- faciliter la coordination des actions et interventions sur le territoire.

retour CR

La démarche d'ensemble a fait l'objet d'une présentation à l'ensemble des communes de l'agglomération lors de la conférence des maires du 18 octobre 2021.

En ce qui concerne le dispositif de financement, la convention rappelle que la « *CTG matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et des collectivités signataires de poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.* » ; ainsi, la Caf s'engage, sur la durée de la convention, à poursuivre a minima le versement des financements accordés au titre de 2021 et la collectivité à poursuivre « *son soutien financier à l'identique en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services ».* Les moyens financiers complémentaires au droit commun pourront être mobilisés par la Caf afin de faciliter la mise en place du projet de territoire.

La CTG est une démarche souple, respectueuse des périmètres de compétence de chaque collectivité, qui privilégie une réflexion à la maille intercommunale pour davantage de cohérence. Au-delà des collectivités signataires, d'autres partenaires tels que la Caisses de Mutualité Sociale Agricole (M.S.A.), Pôle emploi, l'Agence Régionale de Santé, les Maisons de Service Au Public (M.S.A.P.), France services, etc., peuvent utilement être associés à la démarche.
En contrepartie du maintien des financements actuels, la signature de la convention engage les signataires à prendre part à la démarche de diagnostic partagé et à l'élaboration du plan d'action, en corrélation avec les besoins repérés sur le territoire.

Ainsi, au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le principe d'engager Mulhouse Alsace Agglomération dans la démarche avec la Caf,
- autorise le Président ou son représentant à signer la Convention Territoriale Globale 2022-2026.

P.J : projet de Convention Territoriale Globale 2022-2026 et ses annexes

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

Convention Territoriale Globale

***

Communauté d'Agglomération

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

***

Caisse d'Allocations Familiales

du Haut-Rhin

***

Convention 2022-2026

retour CR

Entre :

La Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin dont le siège est situé 26, avenue Robert Schuman – 68084 Mulhouse Cedex représentée par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Jacques RIMEIZE et par son Directeur, Monsieur Jean Jacques PION

Ci-après désignée « la Caf ».

Et :

- La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, dûment autorisé à signer la présente convention

Ci-après désigné « m2A »

- le Syndicat des Communes de l'Ile Napoléon (SCIN), représenté par Monsieur Pierre LOGEL, Président, dont le siège est situé 5, rue de l'Etang – 68390 SAUSHEIM

- la Commune de BERRWILLER représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Maire, dont le siège est situé 28, rue Or – 68500 BERRWILLER

- la Commune de BOLLWILLER représentée par Monsieur Jean-Paul JULIEN, Maire, dont le siège est situé 9, rue de Feldkirch – 68540 BOLLWILLER

- la Commune de BRUNSTATT-DIDENHEIM représentée par Monsieur Antoine VIOLA, Maire, dont le siège est situé 388, avenue d'Altkirch – 68350 BRUNSTATT

- la Commune de FLAXLANDEN représentée par Madame Francine AGUDO-PEREZ, Maire, dont le siège est situé 5, rue de Bruebach – 68720 FLAXLANDEN

- la Commune de GALFINGUE représentée par Monsieur Christophe BITSCHENE, Maire, dont le siège est situé 9, rue du 25 novembre – 68990 GALFINGUE

- la Commune de HEIMSBRUNN représentée par Monsieur Jean-Paul MOR, Maire, dont le siège est situé 11, rue de Belfort – 68990 HEIMSBRUNN

- la Commune d'ILLZACH représentée par Monsieur Jean-Luc SCHILDKNECHT, Maire, dont le siège est situé 9, rue de la République – 68110 ILLZACH

retour CR

- la Commune de KINGERSHEIM représentée par Monsieur Laurent Riche, Maire, dont le siège est situé 79, faubourg de Mulhouse, 68260 KINGERSHEIM

- la Commune de LUTTERBACH représentée par Monsieur Rémy NEUMANN, Maire, dont le siège est situé 46, rue Aristide Briand – 68460 LUTTERBACH

- la Commune de MORSCHWILLER-LE-BAS représentée par Madame Josiane MEHLEN, Maire, dont le siège est situé 12, rue de l'école – 68790 MORSCHWILLER-LE-BAS

- la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, dont le siège est situé 2, rue Pierre et Marie Curie BP 10020 – 68948 MULHOUSE

- la Commune de PFASTATT représentée par Monsieur Francis HILLMEYER, Maire, dont le siège est situé 18, rue de la Mairie BP 30 – 68120 PFASTATT

- la Commune de PULVERSHEIM représentée par Monsieur Christophe TORANELLI, Maire, dont le siège est situé 1, place Charles De Gaulle – 68840 PULVERSHEIM

- la Commune de RIEDISHEIM représentée par Monsieur Loic RICHARD, Maire, dont le siège est situé 10, rue du Général De Gaulle – 68400 RIEDISHEIM

- la Commune de RUELISHEIM représentée par Monsieur Francis DUSSOURD, Maire, dont le siège est situé 26, rue Principale – 68270 RUELISHEIM

- la Commune de STAFFELFELDEN représentée par Monsieur Thierry BELLONI, Maire, dont le siège est situé 1, place de la Mairie – 68850 STAFFELFELDEN

- La Commune de STEINBRUNN-LE-BAS représentée par Monsieur Daniel HASSLER, Maire, dont le siège est situé 22, rue des orphelins – 68440 STEINBRUNN-LE-BAS

- la Commune d'UNGERSHEIM représentée par Monsieur Jean-Claude MENSCH, Maire, dont le siège est situé 1, place de la Mairie – 68190 UNGERSHEIM

- la Commune de WITTELSHEIM représentée par Monsieur Yves GOEPFERT, Maire, dont le siège est situé 2, rue d'Ensisheim – 68310 WITTELSHEIM

- la Commune de WITTENHEIM représentée par Monsieur Antoine HOME, Maire, dont le siège est situé 21, rue d'Ensisheim – 68270 WITTENHEIM

- la Commune de ZILLISHEIM représentée par Monsieur Michel LAUGEL, Maire, dont le siège est situé 1, place du Général De Gaulle – 68720 ZILLISHEIM

retour CR

- la Commune de OTTMARSHEIM représentée par Monsieur Jean-Marie BEHE, Maire, dont le siège est situé 20, rue du Général-de-Gaulle – 68490 OTTMARSHEIM

- la Commune de BANTZENHEIM représentée par Monsieur Roland ONIMUS, Maire, dont le siège est situé 11, rue du Général-de-Gaulle – 68490 BANTZENHEIM

- la Commune de PETIT-LANDAU représentée par Madame Carole TALLEUX-ESSLINGER, Maire, dont le siège est situé 3, rue Adjudant-Chef-Joseph-Séger – 68490 PETIT-LANDAU

- la Commune de NIFFER représentée par Madame Véronique MEYER, Maire, dont le siège est situé 22, rue Principale – 68680 NIFFER

- la Commune de HOMBOURG représentée par Monsieur Thierry ENGASSER, Maire, dont le siège est situé 25, rue Principale – 68490 HOMBOURG

- la Commune de CHALAMPE représentée par Madame Christine DUPONT-DUFEUTRELLE, Maire, dont le siège est situé 9, Espace Centre-Village – 68490 CHALAMPE

- La Commune de RICHWILLER représentée par Monsieur Vincent HAGENBACH, Maire, dont le siège est situé 39, rue Principale – 68120 RICHWILLER

- La Commune de REININGUE représentée par Monsieur Alain LECONTE, Maire, dont le siège est situé 2, rue Georges-Alter – 68950 REININGUE

- La Commune de ESCHENTZWILLER représentée par Monsieur Gilbert IFFRIG, Maire, dont le siège est situé 2, rue des Tilleuls – 68440 ESCHENTZWILLER

- La Commune de BRUEBACH représentée par Monsieur Gilles SCHILLINGER, Maire, dont le siège est situé 2, rue de l'Eglise – 68440 BRUEBACH

- La Commune de ZIMMERSHEIM représentée par Monsieur Philippe STURCHLER, Maire, dont le siège est situé 8, rue de l'Ecole – 68440 ZIMMERSHEIM

- La Commune de FELDKIRCH représentée par Monsieur Pierre SALZE, Maire, dont le siège est situé 55, rue Principale – 68540 FELDKIRCH

- La Commune de BALDERSHEIM représentée par Monsieur Pierre LOGEL, Maire, dont le siège est situé 23b, rue Principale – 68390 BALDERSHEIM

- La Commune de BATTENHEIM représentée par Monsieur Maurice GUTH, Maire, dont le siège est situé 57, rue Principale – 68390 BATTENHEIM

retour CR

- La Commune de BATTENHEIM représentée par Monsieur Maurice GUTH, Maire, dont le siège est situé 57, rue Principale – 68390 BATTENHEIM

- La Commune de DIETWILLER représentée par Monsieur Christian FRANTZ, Maire, dont le siège est situé 42, rue du Général de Gaulle – 68440 DIETWILLER

- La Commune de HABSHEIM représentée par Monsieur Gilbert FUCHS, Maire, dont le siège est situé 92, rue du Général de Gaulle – 68440 HABSHEIM

- La Commune de RIXHEIM représentée par Madame Rachel BAECHTEL, Maire, dont le siège est situé 26 rue Zuber – 68170 RIXHEIM

- La Commune de SAUSHEIM représentée par Monsieur Guy OMEYER, Maire, dont le siège est situé 38, Grand'Rue – 68390 SAUSHEIM

Ci-après désignés « les partenaires ».

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

retour CR

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des caisses d'Allocations familiales (Caf) ;

Vu la convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) ;

Vu le Schéma départemental des services aux familles et de l'animation de la vie sociale (SDSF-AVS) ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de m2A ;

Vu les délibérations des collectivités signataires.

Préambule

La Caisse d'Allocations Familiales, le Conseil Départemental, les intercommunalités, les communes et les associations sont des acteurs majeurs des politiques sociales. Compte tenu de la répartition des compétences entre ces acteurs, il est essentiel de s'assurer de la bonne coordination, mise en cohérence, efficience et complémentarité des interventions et actions mises en œuvre.

En mettant en synergie les différents partenaires qui œuvrent dans les champs de la petite enfance/jeunesse, de la parentalité, de l'animation de la vie sociale, du logement et du cadre de vie ou encore de l'accès aux droits, la convention territoriale globale (CTG) offre la possibilité de connaître et de valoriser les actions déjà conduites, de mieux appréhender les problématiques du territoire dans leur ensemble et ainsi impulser de nouveaux projets en fonction des domaines et des niveaux d'intervention de chacun.

La clarification des différentes interventions est aussi l'occasion pour m2A de faire valoir son action et sa politique auprès de la population qui souvent n'a pas toute la connaissance des services qui sont à sa disposition.

Pour la Caf, la conclusion de CTG favorise la territorialisation de l'offre globale de services, en l'organisant de manière structurée et priorisée, en cohérence avec les politiques locales de la communauté de communes. Elle favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs. Elle offre un cadre structurant à l'ensemble des interventions et permet d'articuler plus efficacement les conventions et schémas existants, ou en cours d'élaboration sur le territoire, dans le cadre des services aux familles.

retour CR

Cette convention cadre mobilise fortement les acteurs du territoire. Elle doit permettre de renforcer les coopérations et contribuer ainsi à une plus grande efficacité et complémentarité des interventions. Elle favorise une dynamique associant l'ensemble des métiers et des expertises de façon à croiser les regards, enrichir la connaissance du territoire et en connaître les besoins. Elle trace une feuille de route qui vise à renforcer l'attractivité du territoire qui est un enjeu majeur pour la collectivité.

La Caf du Haut-Rhin sera attentive à l'articulation du projet de territoire avec le schéma départemental de services aux familles et d'animation de la vie sociale et tous les schémas et plans en cours de déploiement (schéma départemental d'accessibilité et d'accompagnement aux services au public, plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, ...).

Article 1 : Objet de la convention territoriale globale de services aux familles

La présente convention cadre vise à définir le projet **stratégique global** du territoire ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Sur un plan **politique**, elle a pour objectif d'élaborer le **projet de développement territorial et social** du territoire avec la collectivité et d'organiser concrètement **l'offre globale de service** de la Caf de manière **structurée et priorisée**.

La CTG s'appuie sur un **diagnostic** élargi permettant de définir les orientations politiques et stratégiques validées par la collectivité.

Dans cette perspective, le présent accord-cadre a pour objectifs de :

1. Clarifier l'action des acteurs sociaux

- Recenser l'ensemble des interventions de chacun pour faire apparaître l'articulation de ces interventions,
- Mobiliser l'ensemble des interventions et des moyens de la branche Famille en vue de mieux prendre en compte les besoins du territoire,
- Structurer vis-à-vis des partenaires l'offre globale de service Caf.

2. Gagner en efficience

- Objectiver les besoins à partir d'une vision globale des ressources, des problématiques, des moyens mobilisés sur le territoire,
- Déterminer les orientations prioritaires établies à partir d'une vision d'ensemble des problématiques du territoire.

retour CR

Article 2 : Les champs d'intervention de la Caf

La Caf, acteur majeur de la politique sociale, assure quatre missions développées dans la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) :

- aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale,
- soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents – enfants,
- accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie,
- créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des familles.

Ainsi, la Caf du Haut-Rhin contribue à une offre globale de service aux familles par le versement des prestations légales, du financement des équipements et services aux familles ainsi que par l'accompagnement des familles.

La Caf s'inscrit dans une démarche territoriale au profit de la collectivité dans une dynamique de projets portant sur les domaines sur lesquels la Caf apporte une expertise reconnue, une ingénierie et des outils. Parmi ces domaines on peut citer, l'enfance, la jeunesse, le soutien à la parentalité, la vie des quartiers, le logement, l'accès aux droits notamment.

Article 3 : Les champs d'intervention de m2A et des Communes signataires

La Communauté d'Agglomération porte de nombreuses compétences organisées autour de 3 axes principaux :

- m2A, un territoire attractif :
  - Développement économique
  - Offre touristique et culturelle
  - Soutien à l'université
  - Coopération transfrontalière
- m2A, un territoire responsable :
  - Transports
  - Aménagement du territoire
  - Energie
  - Environnement
  - Collecte, propreté et déneigement
- m2A, un territoire solidaire :
  - Petite Enfance
  - Périscolaire
  - Seniors
  - Habitat
  - Cohésion sociale
  - Equipements sportifs
  - Bibliobus
  - Services numériques

retour CR

Les communes portent toutes les autres compétences (liste non exhaustive) :

- Accès aux droits
- Périscolaire (mercredi et matin)
- Extrascolaire
- Jeunesse
- Handicap
- Insertion sociale
- ...

Article 4 : Les objectifs partagés au regard des besoins déjà identifiés

Les données utilisées pour réaliser cette première analyse nécessiteront d'être affinées par des données issues « du terrain » (rencontres avec les habitants, les associations, etc.) et prendront en compte l'ensemble des ressources du territoire en associant l'ensemble des partenaires concernés.

La présente convention engage la ou les Collectivités et la Caf dans cette démarche de **diagnostic partagé** dès 2022. Celui-ci s'articulera autour des thématiques principales suivantes : la petite enfance, l'enfance-jeunesse, l'animation de la vie sociale, la parentalité, le logement, l'accès aux droits et l'inclusion numérique ou encore la thématique du handicap. La Collectivité est invitée à mobiliser les données récentes dont elle dispose déjà sur l'une ou l'autre des thématiques indiquées.

Ainsi, ce diagnostic partagé permettra :

- d'identifier l'ensemble des caractéristiques et des besoins du territoire,
- d'améliorer la connaissance des champs d'intervention de chacun,
- de s'appuyer sur les forces et potentiels du territoire,
- de définir les champs d'intervention à investiguer au regard de l'écart offre/besoin,
- d'identifier les enjeux et priorités du futur projet de territoire.

Afin de répondre aux besoins de la population, un plan d'action viendra compléter le diagnostic partagé et sera enrichi tout au long de la période contractuelle par voie d'avenant à la présente convention.

La CTG matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et des collectivités signataires de poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire. A l'issue des Contrats enfance et jeunesse passés avec celles-ci, la **Caf** s'engage à **conserver le montant des financements** bonifiés de N-1[1] à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire CTG ».

De son côté, la **collectivité** s'engage à **poursuivre son soutien financier à l'identique** en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 3. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

[1] Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

retour CR

A noter que des moyens financiers complémentaires au droit commun pourront être mobilisés, notamment au titre de l'**appui à l'ingénierie territoriale**, visant à soutenir la mise en place du projet de territoire.

Compte tenu du caractère stratégique du déploiement territorial de la CTG, il est nécessaire de mettre en place une fonction de coordination au sein de la collectivité qui prend la forme d'une fonction de « **Chargé de coopération CTG** ».

Cette fonction procède d'une évolution d'une fonction de coordination existante dans le CEJ et/ou d'un recrutement dédié à cette fonction.

Dans le cas d'une évolution d'une fonction de coordination existante, un engagement de la collectivité est attendu quant à la progression vers une fonction de coopération CTG.

Au sein de la collectivité et en lien avec la Caf, cette fonction de Chargé de coopération CTG :

- permet le développement et la structuration d'une offre de service globale et de qualité,
- met en réseau les acteurs du territoire pour créer des synergies,
- se saisit de coopérations et de mutualisations pour accroitre *in fine* l'efficacité des interventions,
- Le cas échéant, soutien les perspectives de transfert ou de prises de compétences sur les champs qui intéressent la branche Famille notamment, petite enfance, enfance, jeunesse, animation de la vie sociale, soutien aux parents, accès aux droits et au numérique, handicap et accompagnement social.

La mise en œuvre de cette fonction spécifique repose sur un **cofinancement** garanti par la collectivité et bénéficie à ce titre d'un accompagnement financier par la Caf.

Une formalisation des attendus du poste ainsi que les indicateurs de suivi et d'évaluation liés fera l'objet d'une contractualisation avec la Caf.

Enfin, la présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

retour CR

Article 5 : Engagements des partenaires

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le cadre de la présente convention.

La présente convention ne saurait avoir pour conséquence de porter atteinte aux dispositifs et aux outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de contracter ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

A cet égard, la présente convention ne peut pas empêcher l'une ou l'autre des parties de passer convention avec ses partenaires habituels.

Les engagements pris par l'une des parties signataires ne pourront pas davantage être remis en cause par la signature de la présente convention.

Les parties conviennent qu'elles ne pourront en aucun cas se prévaloir des dispositions de la présente convention si elle s'avère contraire aux stipulations de la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf.

Article 6 : Modalités de collaboration

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place :

- Un chargé de coopération CTG qui sera désigné par m2A, *(attendus développé dans l'article 7)*
- Un comité de pilotage stratégique,
- Un comité de suivi.

Le **comité de pilotage stratégique** se réunit a minima une fois par an ; il est composé :

- D'un représentant politique de la Communauté d'Agglomération ainsi que du Directeur général des services ou son représentant,
- D'un représentant du Conseil d'administration de la Caf ainsi que du Directeur de la Caf ou de son représentant,
- Du chargé de coopération CTG,
- Du Chargé de conseil et développement de la Caf,
- Des personnes-ressource en fonction des thématiques abordées.

Son rôle :

Il définit le périmètre du partenariat et des principaux leviers de développement. Il valide les objectifs stratégiques et les thématiques d'intervention, le plan d'action, les indicateurs ainsi que les modalités d'évaluation. Il se réunit a minima une fois par an.

retour CR

Le **comité de suivi** est composé :

- Du Directeur général des services ou son représentant,
- Des responsables de services de la collectivité ou leurs représentants,
- Du chargé de coopération CTG,
- Du Chargé de conseil et développement de la Caf & Travailleur Social,
- Du responsable d'action sociale de la Caf ou son représentant,
- Des personnes-ressources en fonction des thématiques.

Son rôle :

Il assure l'animation et le suivi de la CTG et rend compte au Comité de pilotage stratégique.

Il définit les axes opérationnels d'intervention, les priorités, les modalités de mise en œuvre, les indicateurs de suivi et d'évaluation.

Il arrête les plans d'action et corrige les écarts.

D'un point du vue plus technique, le comité de suivi est chargé de l'élaboration et du suivi des projets, analyse la règlementation, les conditions financières, les impacts ainsi que la pertinence des propositions dans l'optique d'éclairer le comité de pilotage stratégique. Il se réunit en tant que de besoin.

Article 7 : Modalités de coordination des actions sur le territoire

Compte tenu du caractère stratégique du déploiement territorial de la CTG, il est mis en place une fonction de coordination au sein de la collectivité qui prend la forme d'un poste de « Chargé de coopération CTG ». Cette fonction procède d'une évolution d'un poste de coordination existant dans le CEJ et/ou d'un recrutement dédié à cette fonction.

Dans le cas d'une évolution d'un poste de coordination existant, un engagement de la collectivité est attendu la progression de ce poste vers une fonction de coopération CTG.

Au sein de collectivité et en lien avec la Caf, le Chargé de coopération CTG :

- Assure le développement et la structuration d'une offre de service globale et de qualité sur le territoire définie dans la CTG,
- Met en réseau les acteurs du territoire pour créer des synergies,
- Se saisit de coopération et de mutualisations pour accroitre in fine l'efficacité des interventions,
- Le cas échéant, soutien les perspectives de transfert ou de prises de compétences sur les champs qui intéressent la branche Famille notamment, petite enfance, enfance, jeunesse, animation de la vie sociale, soutien aux parents, accès aux droits et au numérique.

La mise en œuvre de cette fonction spécifique repose sur un cofinancement garanti par la collectivité et bénéficie à ce titre d'un accompagnement financier par la Caf.

Une formalisation des attendus du poste ainsi que les indicateurs de suivi et d'évaluation liés fera l'objet d'une contractualisation avec la Caf.

retour CR

Article 8 : Echanges de données

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

A ce titre, la présente convention constitue le cadre général d'éventuels échanges de données dans le respect des :

- dispositions législatives et réglementaires s'imposant à chaque partenaire, notamment au regard de la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

A compter de la date de signature figurant ci-dessous, les demandes d'échange de données par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité et de faisabilité de l'autre partie.

Les parties s'engagent à mentionner, dans tout document interne ou externe, la source des données.

Article 9 : Communication

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner l'action de l'autre partie.

Article 10 : Evaluation

Une évaluation est conduite à l'issue de la présente convention.

Cette évaluation, élaborée au sein du comité de pilotage stratégique, doit permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Toute évaluation entraînant une modification de la présente convention peut faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

retour CR

Article 11 : Durée de la convention

La présente convention, est conclue, à compter de la date de signature figurant ci-dessous jusqu'au 31/12/2026 inclus et se renouvelle par expresse reconduction.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un délai de préavis de trois mois, formalisée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de résiliation de la présente convention, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celle-ci jusqu'à leur terme.

Article 12 : Exécution formelle de la convention

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 13 : Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Mulhouse le 27/12/2021.

En 2 exemplaires qui seront diffusés de manière dématérialisée après signature de toutes les collectivités.

Le Président du Conseil d'administration de la Caf du Haut-Rhin	Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU HAUT-RHIN 68084 MULHOUSE-CEDEX 26, avenue Robert Schuman * 68-1 *	
Jacques RIMEIZE	Fabian JORDAN

retour CR

Le Directeur de la Caf du Haut-Rhin Jean-Jacques PION	Le Président du Syndicat des Communes de l'Ile Napoléon (SCIN) Pierre LOGEL
Le Maire de la Commune de BERRWILLER Fabian JORDAN	Le Maire de la Commune de BOLLWILLER Jean-Paul JULIEN
Le Maire de la Commune de BRUNSTATT-DIDENHEIM Antoine VIOLA	Le Maire de la Commune de FLAXLANDEN Francine AGUDO-PEREZ,
Le Maire de la Commune de GALFINGUE Christophe BITSCHENE	Le Maire de la Commune de HEIMSBRUNN Jean-Paul MOR
Le Maire de la Commune d'ILLZACH Jean-Luc SCHILDKNECHT	Le Maire de la Commune de KINGERSHEIM Laurent Riche
Le Maire de la Commune de LUTTERBACH Rémy NEUMANN	Le Maire de la Commune de MORSCHWILLER-LE-BAS Josiane MEHLEN

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU HAUT-RHIN
68084
MULHOUSE-CEDEX
26, avenue
Robert Schuman
68-1

retour CR

Le Maire de la Commune de MULHOUSE Michèle LUTZ	Le Maire de la Commune de PFASTATT Francis HILLMEYER
Le Maire de la Commune de PULVERSHEIM Christophe TORANELLI	Le Maire de la Commune de RIEDISHEIM Loïc Richard
Le Maire de la Commune de RUELISHEIM Francis DUSSOURD	Le Maire de la Commune de STAFFELFELDEN Thierry BELLONI
Le Maire de la Commune de STEINBRUNN-LE-BAS Daniel HASSLER	Le Maire de la Commune d'UNGERSHEIM Jean-Claude MENSCH
Le Maire de la Commune de WITTELSHEIM Yves GOEPFERT	Le Maire de la Commune de WITTENHEIM Antoine HOME
Le Maire de la Commune de ZILLISHEIM Michel LAUGEL	Le Maire de la Commune de PETIT-LANDAU Carole TALLEUX-ESSLINGER

retour CR

Le Maire de la Commune de OTTMARSHEIM Jean-Marie BEHE	Le Maire de la Commune de HOMBOURG Thierry ENGASSER
Le Maire de la Commune de BANTZENHEIM Roland ONIMUS	Le Maire de la Commune de CHALAMPE Christine DUPONT-DUFEUTRELLE
Le Maire de la Commune de NIFFER Véronique MEYER	Le Maire de la Commune SAUSHEIM Guy OMEYER
Le Maire de la Commune de RICHWILLER Vincent HAGENBACH	Le Maire de la Commune de REININGUE Alain LECONTE
Le Maire de la Commune de ESCHENTZWILLER Gilbert IFFRIG	Le Maire de la Commune de BRUEBACH Gilles SCHILLINGER
Le Maire de la Commune de ZIMMERSHEIM Philippe STURCHLER	Le Maire de la Commune de FELDKIRCH Pierre SALZE

retour CR

Le Maire de la Commune de BALDERSHEIM Pierre LOGEL	Le Maire de la Commune BATTENHEIM Maurice GUTH
Le Maire de la Commune de DIETWILLER Christian FRANTZ	Le Maire de la Commune de HABSHEIM Gilbert FUCHS
Le Maire de la Commune de RIXHEIM Rachel BAECHTEL	

retour CR

Annexe 1

Etat des lieux élaboré par la Caf

retour CR

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Etat des lieux réalisé par la Caf

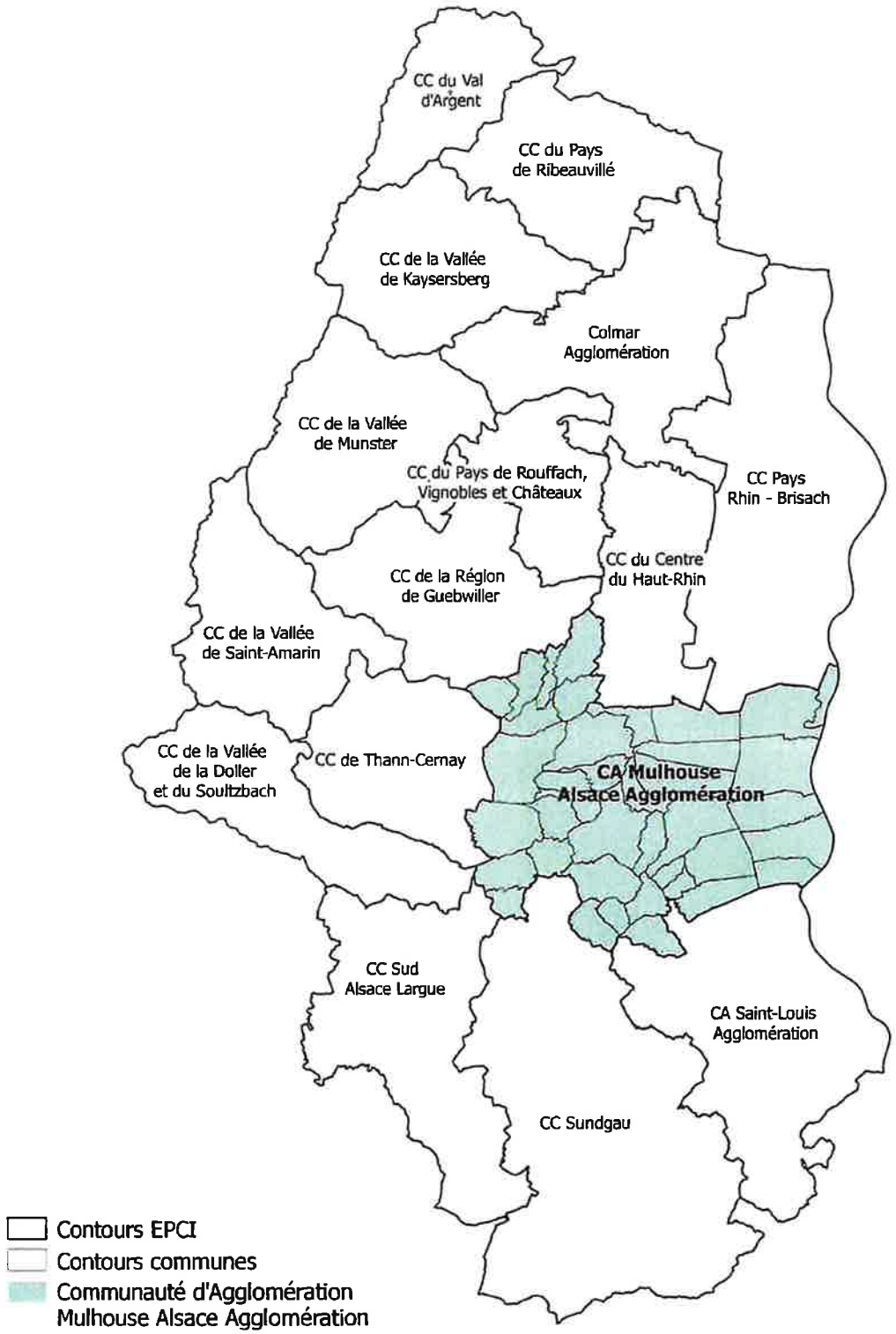
Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

2020

retour CR

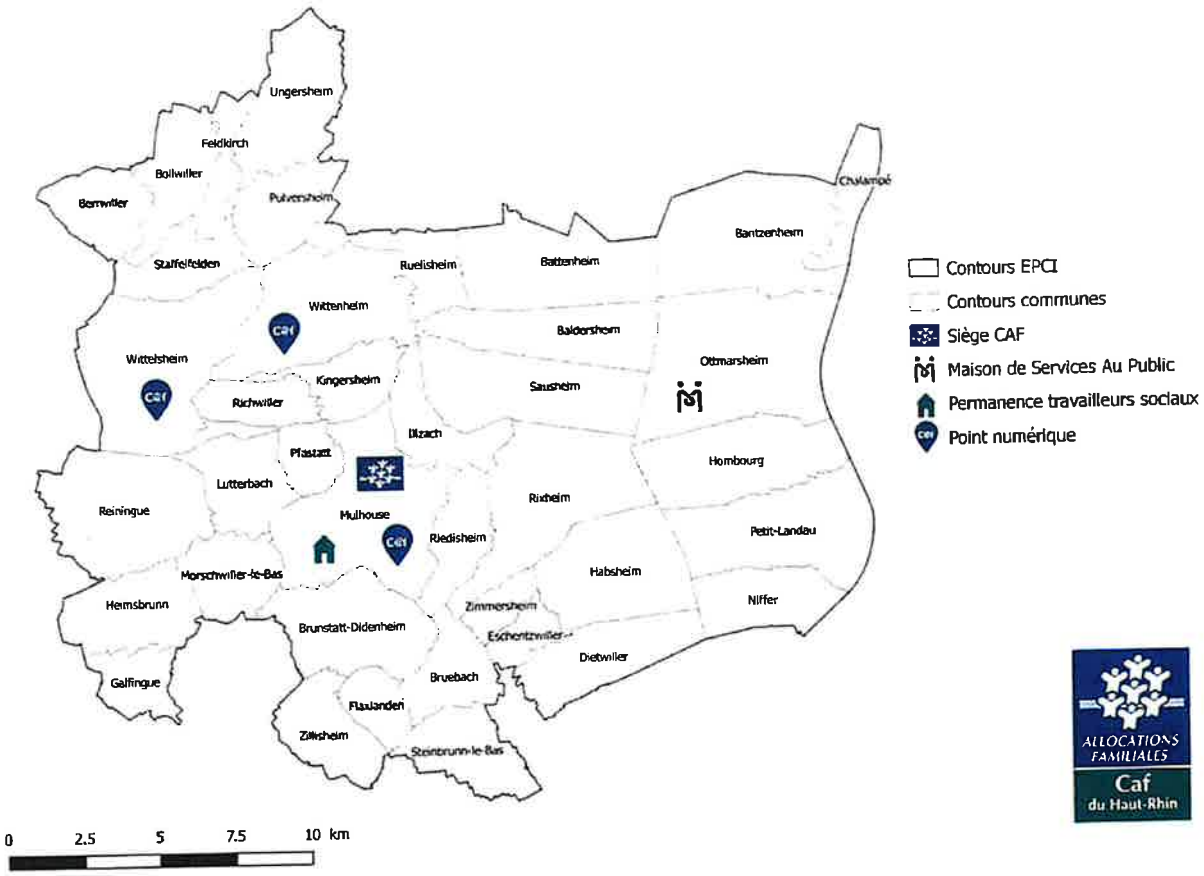
Découpage administratif du Haut-Rhin en 2020



retour CR

La Communauté d'Agglomération, Mulhouse Alsace Agglomération est l'un des 16 EPCI du département du Haut-Rhin. Elle occupe une position centrale à l'est du département, proche à la fois de l'Allemagne et de la Suisse. L'Agglomération est créée le 16 décembre 2009 avec au départ 32 communes et s'élargi progressivement pour atteindre 39 communes au 1er janvier 2017. Elle s'étend alors sur 439 km² ce qui en fait le plus grand EPCI du département. Mulhouse Alsace Agglomération est également l'intercommunalité la plus peuplée du Haut-Rhin, et la 3ème de la région Grand-Est (derrière L'Eurométropole de Strasbourg et le Grand Reims). Avec 273 564 habitants au 1er Janvier 2020, l'agglomération compte pour 35 % de la population du département. Elle est centrée autour de la ville de Mulhouse qui compte pour 40 % de sa population avec 109 443 habitants.

C'est un territoire très urbanisé dans sa partie centrale et la densité y atteint 623 habitants par km², bien au-dessus de la moyenne départementale. Cependant elle comporte également des petites communes dans sa périphérie, ce qui en fait un territoire divers. La Communauté d'Agglomération se caractérise par le poids très important de la ville de Mulhouse, aucune autre commune ne dépassant les 15 000 habitants. On compte cependant 6 villes de plus de 10 000 habitants : Illzach, Kingersheim, Riedisheim, Rixheim, Wittelsheim et Wittenheim.



retour CR

Précautions de lecture

- **Les données issues du recensement**

Depuis 2004, le recensement de population (RP) a lieu annuellement, mais n'est plus une enquête exhaustive.

- Les communes de plus de 10 000 habitants sont recensées chaque année par sondage sur un échantillon de 8 % des logements. Au bout de 5 ans, 40 % des logements sont enquêtés.

- Les communes de moins de 10 000 habitants sont recensées de manière exhaustive, mais sur un échantillon de 20 % des communes chaque année.

Ce diagnostic utilisent les données du recensement millésimé 2017 (RP 2017) qui porte donc sur 5 années d'enquêtes de 2015 à 2019. Quelques exceptions ont pu être faites lorsque des données plus récentes étaient disponibles. Elles seront alors signalées.

- **Les données de la CAF**

Pour la plupart des indicateurs, les statistiques utilisées sont basées sur les données définitives de décembre 2019, consolidées sur 6 mois (FR6_1219). Selon les indicateurs, d'autres temporalités ont pu être utilisées et seront indiquées le cas échéant.

- **Lecture des tableaux**

Les tableaux présentent les territoires (commune, EPCI, ou autre échelle servant à la comparaison) en ligne et les indicateurs en colonnes. Les données mentionnées dans l'analyse ou présentant une variation importante par rapport à la moyenne, sont généralement colorées (vert pour un écart supérieur et rouge inversement) et mise en gras afin de faciliter leur repérage par le lecteur.

retour CR

SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

1. Population et démographie 5

A. Evolution et structure de la population 5

- Evolution récente de la population 5
- Structure par âge 7
- Naissances domiciliées 9

B. Ménages et population allocataires 10

- Nombre et type de ménages 10
- Allocataires et personnes couvertes* 10

2. Emploi et ressources 13

A. Emploi et activité 13

- Activité et emploi 13
- Professions et Catégories socioprofessionnelles 15
- Déplacements Domicile / Travail 16

B. Ressources des ménages et précarité 17

- Niveau de vie médian et taux de pauvreté* 17
- Taux de bas-revenu 20
- Dépendance aux prestations 21
- Aides sociales 21

3. Logement 23

- Occupation des logements 23
- Résidences principales 23
- Aides au logement 25
- Les impayés de loyers 25

retour CR

4. Parentalité – Enfance et Jeunesse 26

A. Enfance et Jeunesse 26

- **Population d'enfants et de jeunes** 26
- **Accueil de la petite enfance** 29
- **Taux de couverture des besoins pour l'accueil du jeune enfant** 30
- **Loisirs et vie sociale** 31

B. Parentalité et action sociale 32

- **Soutien à la parentalité** 32
- **Prestations d'aide à la parentalité** 33
- **Intervention sociale** 34
- **Les dépenses d'action sociale** 35

SYNTHESE DU DIAGNOSTIC 36

LEXIQUE 38

SOURCES DE DONNEES EXPLOITEES 42

retour CR

1. Population et démographie

A. Evolution et structure de la population

- Evolution récente de la population

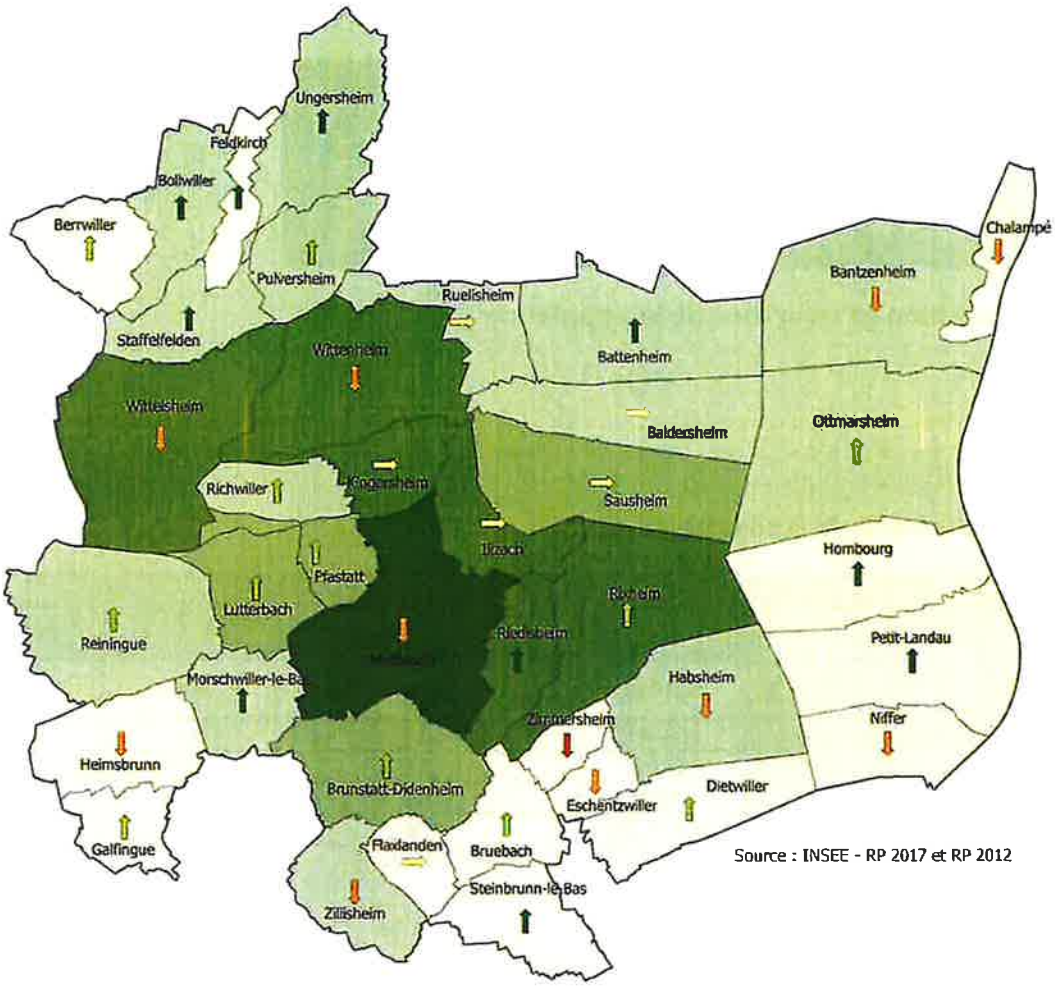
Evolution et caractéristique de la population	Population en 2017	Evolution de la population entre 2012 et 2017 (en %)	Superficie	Densité de population
CA Mulhouse Alsace Agglomération	273 564	0,55	439	622,9
Mulhouse	109 443	-1,18	22	4 934
Haut-Rhin	764 030	1,17	3 525	216,7
Alsace	1 889 589	1,60	8 280	228,2
France métropolitaine	64 639 133	1,99	543 940	118,8

Source : INSEE - RP2012 et 2017

Mulhouse Alsace Agglomération est le premier EPCI par le nombre d'habitant dans le département et compte pour plus de 35 % de sa population. On retrouve une situation analogue à l'intérieur de la Communauté d'Agglomération, dont Mulhouse compte pour 40 % de la population totale. Le territoire comporte 6 autres communes de plus de 10 000 habitants, mais aucune ne dépasse 15 000. Mulhouse Alsace Agglomération recouvre un large territoire qui s'étend bien au-delà de la zone fortement urbanisée de Mulhouse et compte également de nombreuses petites communes bien moins densément peuplé, notamment au sud-est du territoire.

La population a peu évolué en 5 ans mais la situation est contrastée selon les communes. La ville de Mulhouse connait une baisse modérée mais régulière de sa population, et cela malgré un solde naturelle fortement positif. La périphérie immédiate de Mulhouse voit à l'inverse sa population augmenter particulièrement à Riedisheim (+633 habitants), sauf à Illzach qui connait une baisse comparable à Mulhouse de même que les villes moyennes de Wittelsheim et Wittenheim. Les petites communes du nord-ouest du territoire ont toutes gagnées des habitants tandis que la bordure est plus hétérogène dans ses trajectoires.

retour CR



Source : INSEE - RP 2017 et RP 2012

Nombres d'habitants des communes en 2017

- Moins de 1 500 habitants
- De 1 500 à 4 999 habitants
- 5 000 à 9 999 habitants
- 10 000 à 14 999 habitants
- 109 443 habitants

Variation totale entre 2012 et 2017

- Moins de - 5 %
- Entre - 5 % et - 1%
- Entre - 1 % et 1 %
- Entre 1 % et 5 %
- Plus de 5 %

retour CR

Evolution de la population des communes	Variation entre 2012 et 2017 (en %)	Solde	Evolution de la population des communes	Variation entre 2012 et 2017 (en %)	Solde
Baldersheim	0,5%	13	Morschwiller-le-Bas	6,8%	239
Bantzenheim	-2,0%	-33	Niffer	-1,5%	-14
Battenheim	12,6%	178	Ottmarsheim	3,1%	56
Berrwiller	1,5%	18	Petit-Landau	6,8%	53
Bollwiller	9,0%	332	Pfastatt	3,3%	310
Bruebach	4,0%	41	Pulversheim	1,2%	35
Brunstatt-Didenheim	2,0%	159	Reiningue	3,8%	73
Chalampé	-2,0%	-19	Richwiller	4,9%	173
Dietwiller	2,4%	34	Riedisheim	5,3%	633
Eschentzwiller	-1,7%	-26	Rixheim	2,0%	270
Feldkirch	6,0%	56	Ruelisheim	-1,0%	-23
Flaxlanden	-0,8%	-12	Sausheim	0,9%	47
Galfingue	1,6%	13	Staffelfelden	6,2%	232
Habsheim	-1,0%	-50	Steinbrunn-le-Bas	16,6%	108
Heimsbrunn	-4,2%	-58	Ungersheim	13,5%	279
Hombourg	12,9%	152	Wittelsheim	-2,1%	-218
Illzach	-0,8%	-121	Wittenheim	-1,3%	-195
Kingersheim	0,8%	101	Zillisheim	-2,2%	-59
Lutterbach	1,9%	118	Zimmersheim	-8,8%	-98
CA Mulhouse Alsace Agglomération			**0,55%**	**1485**	
Mulhouse			**-1,2%**	**-1312**	
MAA sans Mulhouse			1,73%	2797	
Haut-Rhin			1,17%	8 828	
Alsace			1,60%	29 720	
France métropolitaine			**1,99%**	1 263 162	

Source : INSEE- RP2012, RP2017

- **Structure par âge**

La répartition par âge de la population de Mulhouse Alsace Agglomération est comparable à celle du département, avec cependant une plus grande représentation des classes d'âges inférieures à 40 ans, particulièrement visible chez les moins de 10 ans, mais également chez les femmes de 20 à 29 ans. En contrepartie les 45 à 64 sont sous représentés dans la communauté d'Agglomération.

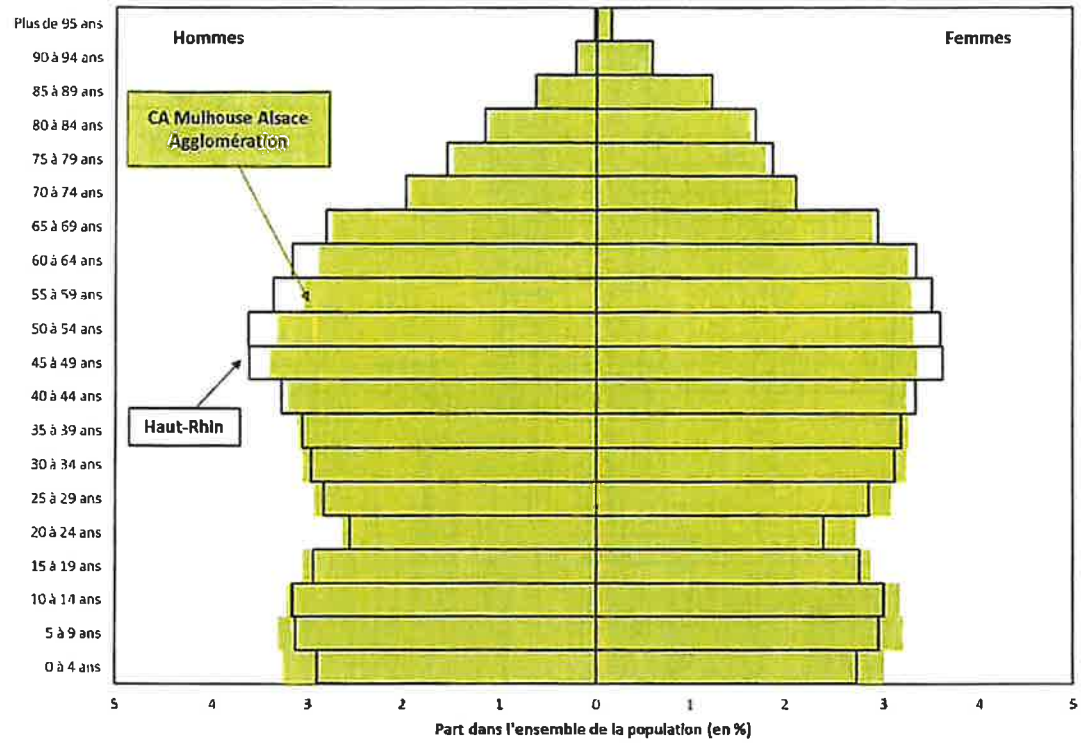
L'étude de la structure par âge de la ville de Mulhouse permet d'expliquer ces différences. Alors que la périphérie de Mulhouse possède un profil similaire au reste du département, la première ville du Haut-Rhin compte en effet une population particulièrement jeune. Toutes les classes d'âges en dessous de 40 ans sont surreprésentées. De plus la ville ne présente pas le creux, très marqué, de la population des 20-24 ans dans le département. A l'inverse les 45 ans et plus sont beaucoup moins Nombreux à Mulhouse, l'effet étant particulièrement prononcé entre 55 et 69 ans.

Lecture Pyramide :

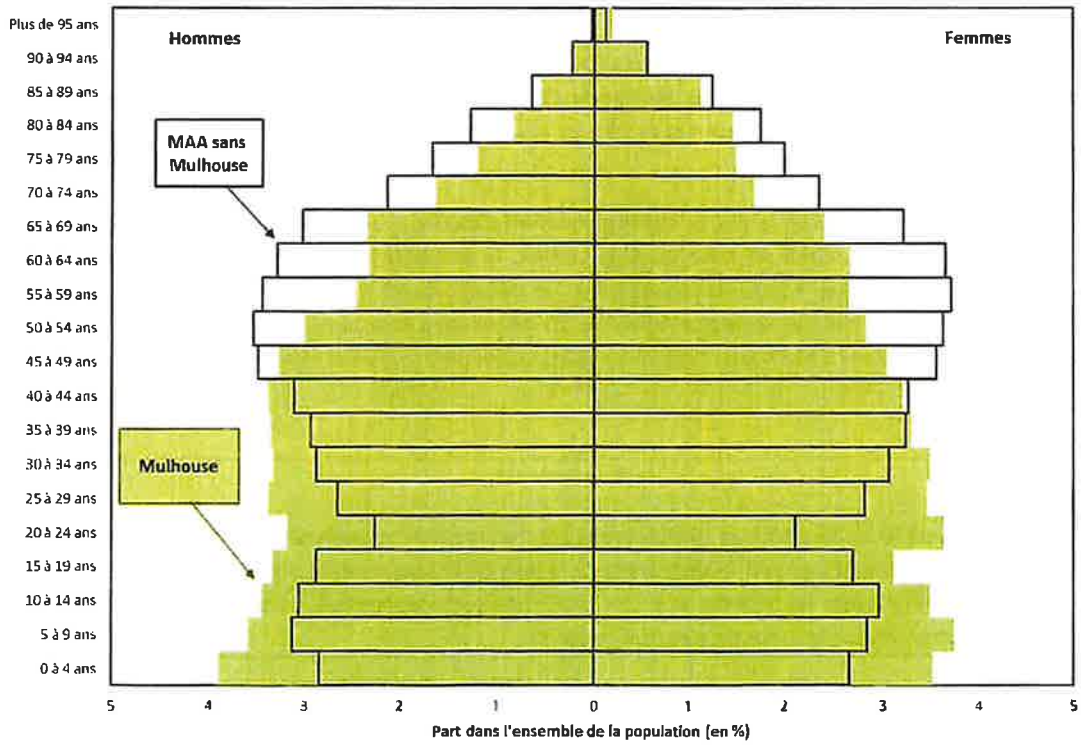
La pyramide est représentée sur une base de 100 habitants, permettant ainsi la comparaison entre la CA Mulhouse Alsace Agglomération et le Haut-Rhin. L'axe horizontal représente la part de chaque tranche d'âge dans la population. Le côté gauche de la pyramide représente les hommes et le côté droit représente les femmes. La courbe en vert correspond à la CC tandis que les contours noirs correspondent au département.

retour CR

Pyramide des âges de CA Mulhouse Alsace Agglomération et du Haut-Rhin en 2017

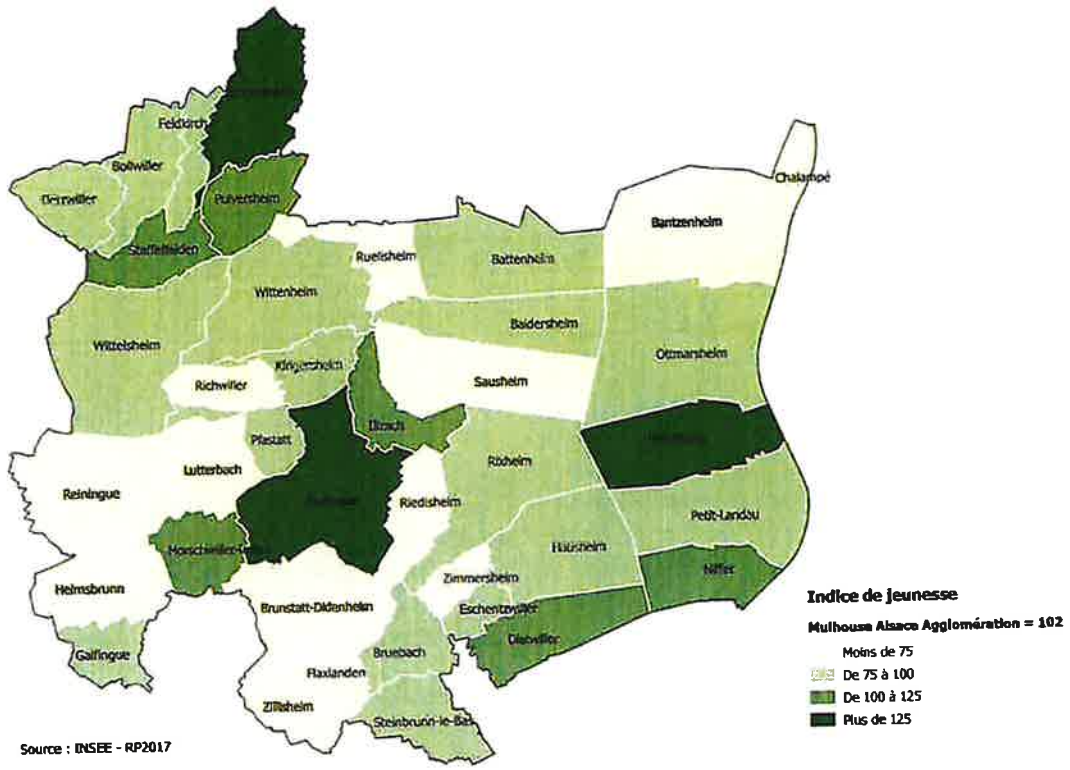


Pyramide des âges de Mulhouse et de son agglomération en 2017



retour CR

Pour représenter de manière plus synthétique la structure par âge des différentes communes ont peut utiliser l'indice de jeunesse*. Dans l'ensemble le sud-ouest du territoire apparait plus âgé que la moyenne. Le centre de l'agglomération, le nord-ouest et le sud-est constitue trois zones plus jeunes. A l'exception notable de Mulhouse, les villes les plus jeunes sont celles qui ont connu une augmentation de leur population, notamment Hombourg, Morschwiller-le-Bas et Ungersheim.



Source : INSEE - RP2017

- **Naissances domiciliées***

Territoire	Naissances domiciliées					Evolution du nombre de naissances annuelles entre 2015 et 2019 (en %)
	2015	2016	2017	2018	2019	
CA Mulhouse Alsace Agglomération	**3 617**	**3 463**	**3 493**	**3 398**	**3 268**	**-9,6**
Mulhouse	1 875	1 782	1 809	1 735	1 671	**-10,9**
MAA sans Mulhouse	1 742	1 681	1 684	1 663	1 597	-8,3
Haut-Rhin	8 630	8 280	8 150	8 049	7 705	-10,7
Alsace	21 200	20 796	20 449	20 225	19 724	-7,0
France métropolitaine	758 344	742 689	728 100	717 795	712 204	**-6,1**

Source : INSEE - Etat civil

Le nombre de naissances est en diminution régulière depuis 2015 dans l'ensemble de la France. Cette baisse est plus marquée encore dans le département du Haut-Rhin et dans la ville de Mulhouse. Le reste de l'agglomération connait également cette baisse à un rythme inférieur à Mulhouse mais supérieur à la moyenne nationale.

Lexique : *Indice de jeunesse, Naissances domiciliées*

retour CR

B. Ménages et population allocataires

- **Nombre et type de ménages***

Nombre et type de ménages	Nombre de ménages	Personnes seules	Autres ménages sans famille	Couple sans enfant	Couple avec enfant(s)	Famille monoparentale
Mulhouse Alsace Agglomération	**118 399**	**35,5%**	**1,7%**	**25,8%**	**26,8%**	**10,1%**
Mulhouse	47 557	**43,3%**	2,3%	**18,3%**	**24,0%**	**12,1%**
MAA sans Mulhouse	70 842	**30,3%**	1,3%	**30,9%**	**28,7%**	**8,8%**
Haut-Rhin	331 046	32,9%	1,5%	28,4%	27,9%	9,2%
Alsace	824 380	33,6%	2,0%	27,9%	27,5%	9,0%
France métropolitaine	28 733 024	36,4%	2,1%	26,4%	25,7%	9,4%

Source : INSEE - RP2017

La répartition de la population par type de ménage confirme l'opposition entre Mulhouse et le reste de l'agglomération. La ville principale se caractérise par une plus grande proportion de personnes seules, habituelle des zones très urbanisés. La proportion de couples sans enfants apparait nettement plus basses qu'aux autres échelles géographiques, vraisemblablement en raison de la structure par âge (les couples sans enfants correspondent généralement à des personnes plus âgées qui sont sous-représentées à Mulhouse). Les ménages qui comprennent des enfants sont très légèrement moins nombreux que dans le département ou l'agglomération. Cependant leur répartition diffère avec une sous-représentation des couples à Mulhouse au profit des familles monoparentales.

L'agglomération sans Mulhouse affiche une forte proportion de couples, avec et sans enfants tandis que les personnes seules sont moins nombreuses. La proportion de famille monoparentale quant à elle, est très légèrement inférieure à celle du département.

- **Allocataires* et personnes couvertes***

Allocataires par type de familles	Nombre d'allocataires	Personnes seules	Couples sans enfant	Couples avec enfant(s)	Famille monoparentales
Mulhouse Alsace Agglomération	56 621	43%	6%	35%	15%
Mulhouse	30 963	50%	7%	28%	15%
MAA sans Mulhouse	25 658	35%	4%	45%	16%
Haut-Rhin	129 894	40%	5%	39%	15%

Source : CAF

Ces caractéristiques de la population se reflètent sur les allocataires de la CAF sur le territoire. La proportion de personnes seules est ainsi beaucoup plus élevée (50 %) à Mulhouse que dans le reste de la Communauté d'Agglomération (35%). Certaines communes proche de Mulhouse partage également cette caractéristiques : Brunstatt-Didenheim, Lutterbach et Riedisheim. De manière générale, plus on s'éloigne de Mulhouse vers l'est et le sud, plus la part des couples

---

Lexique : *Allocataires, Ménages, Personnes couvertes*

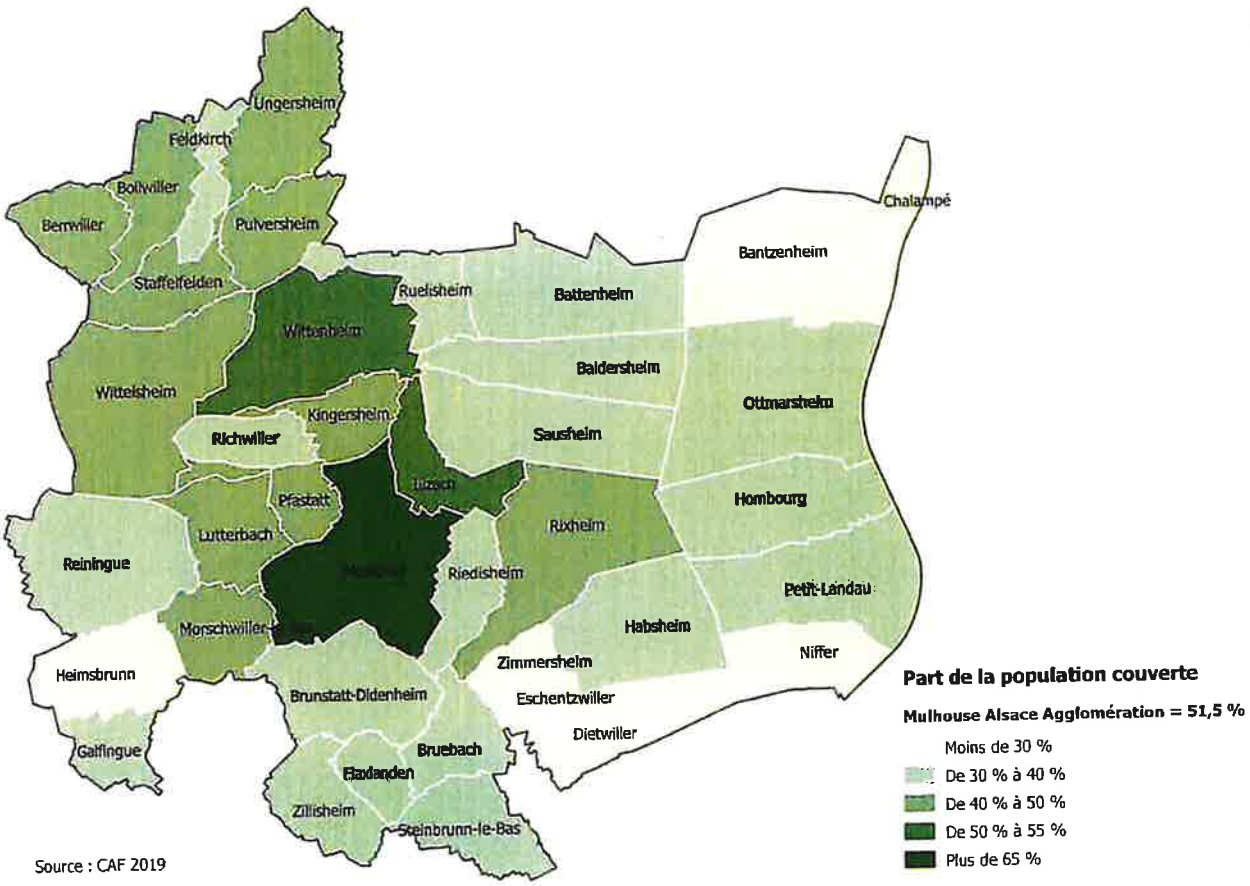
retour CR

avec enfants augmentent. D'avantage qu'un nombre élevé de famille, le nombre plus faible de personne isolée explique ces variations.

Couverture de la population	Nombre d'allocataires	Personnes couvertes	Part de la population couverte	Prestations versées en 2019	Prestations par habitant en 2019
Mulhouse Alsace Agglomération	56 621	140 929	51,5%	343 617 542	1 256
Mulhouse	30 963	71 189	65,0%	211 954 046	1 937
MAA sans Mulhouse	25 658	69 740	42,5%	131 663 495	802
Haut-Rhin	129 894	331 276	43,4%	709 920 682	929

Source : CAF

Le taux moyen de couverture de la population est beaucoup plus haut dans la Communauté d'Agglomération que dans le département en raison de la haute couverture de la population à Mulhouse et dans une moindre mesure à Illzach et Wittenheim. Le sud et l'est du territoire présentent en comparaison une couverture plus basse, comparable ou inférieure à la moyenne du département. A un taux de couverture plus important correspond également un poids plus important des prestations de la CAF comparativement à la population du territoire. Les prestations représentaient ainsi 1937 euros par habitant en 2019 à Mulhouse, un niveau plus de deux fois supérieur à la moyenne du département.



Source : CAF 2019

Lexique : Prestations sociales

retour CR

Evolution du nombre d'allocataire entre 2016 et 2018		Allocataires	Personnes couvertes	Familles monoparentales
Mulhouse Alsace Agglomération	2017	53 378	137 335	8 512
	2018	53 757	137 387	8 661
	2019	**56 621**	**140 929**	**8 766**
	Evolution entre 2017 et 2019	6,1%	2,6%	3,0%
Mulhouse	2017	29 767	69 887	4 643
	2018	29 823	69 790	4 671
	2019	30 963	71 189	4 668
	Evolution entre 2017 et 2019	**4,0%**	**1,9%**	**0,5%**
MAA sans Mulhouse	2017	23 611	67 448	3 869
	2018	23 934	67 597	3 990
	2019	25 658	69 740	4 098
	Evolution entre 2017 et 2019	**8,7%**	**3,4%**	**5,9%**
Haut-Rhin	2017	121 675	324 186	19 130
	2018	121 841	322 157	19 437
	2019	129 894	331 276	19 625
	Evolution entre 2017 et 2019	6,8%	2,2%	2,6%

Source : CAF

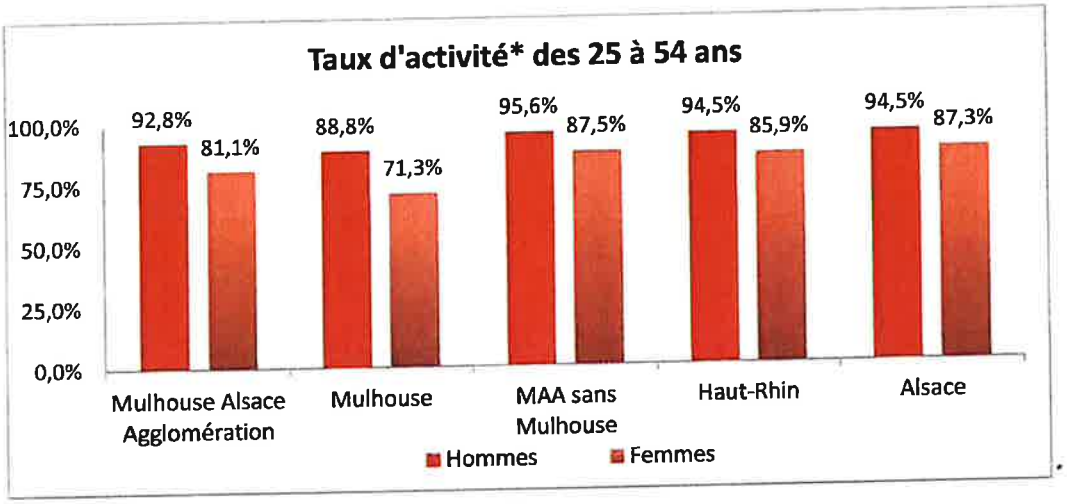
Le nombre d'allocataires a augmenté entre 2017 et 2019, en raison d'un bon du nombre d'allocataire de la prime d'activité en 2019. Le nombre de personnes couvertes progresse moins vite que le nombre d'allocataire, en conséquence la taille moyenne des ménages allocataires se réduit. Pour ce qui est des familles monoparentales, l'agglomération de Mulhouse connait une hausse régulière de leur nombre, supérieur au reste du département.

retour CR

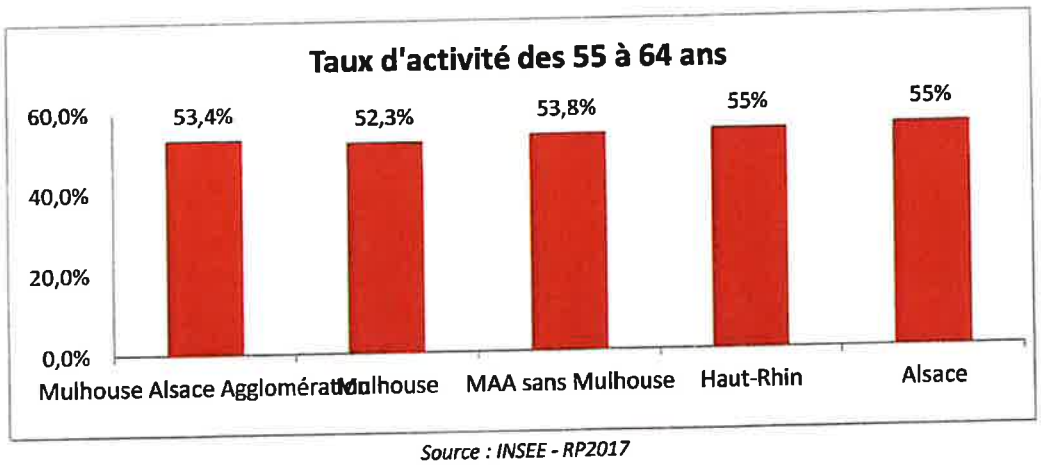
2. Emploi et ressources

A. Emploi et activité

- **Activité et emploi**



Source : INSEE - RP2017



Source : INSEE - RP2017

Mulhouse Alsace Agglomération affiche des situations très différentes au niveau de l'activité des 25-54 ans selon la partie de son territoire que l'on considère. La ville de Mulhouse présente des taux inférieurs pour les hommes comme pour les femmes, mais l'écart est particulièrement net pour ces dernières, avec une différence de plus de 14 points avec le département. Au contraire l'agglomération de Mulhouse présente des taux d'activité comparables à ceux du département. Chez les 55 à 64 ans, le taux d'activité est légèrement inférieur au niveau départemental, aussi bien à Mulhouse que dans l'agglomération

---

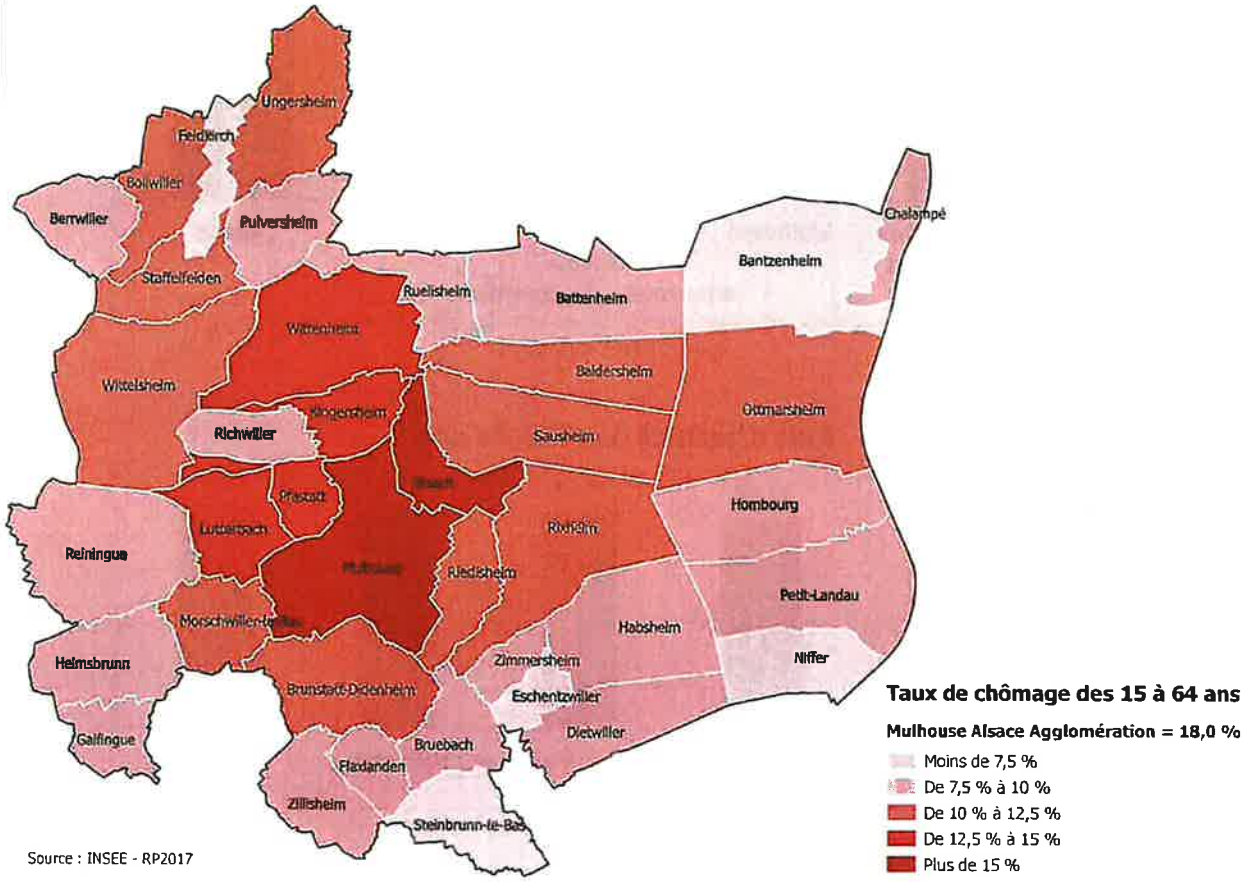
Lexique : Taux d'activité

retour CR

Taux de chômage*	15 à 64 ans			15 à 24 ans		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Mulhouse Alsace Agglomération	**18,0%**	**17,9%**	**18,0%**	**33,9%**	**32,0%**	**33,0%**
Mulhouse	28,1%	26,9%	**27,6%**	**42,3%**	38,4%	40,4%
MAA sans Mulhouse	11,6%	13,0%	12,3%	27,4%	26,4%	27,0%
Haut-Rhin	13,3%	14,2%	13,7%	26,3%	27,4%	26,8%
Alsace	12,4%	13,3%	12,8%	25,0%	26,0%	25,4%
France métropolitaine	12,8%	14,0%	13,4%	27,5%	28,0%	27,7%

Source : INSEE - RP2017

Précaution de lecture : Ces taux de chômages sont calculés à partir du recensement de la population. Les administrations publiques comme Pôle Emploi, ou les ministères sont susceptibles de fournir des chiffres différents. Est chômeur au sens du recensement toute personne qui se déclare chômeur, sauf si elle déclare ne pas rechercher d'emploi. Les personnes qui n'ont pas déclaré d'emploi et qui déclarent rechercher un emploi sont également considérées comme chômeurs. Ces critères sont moins stricts que ceux du Bureau Internationale du Travail et produisent des taux plus élevés.



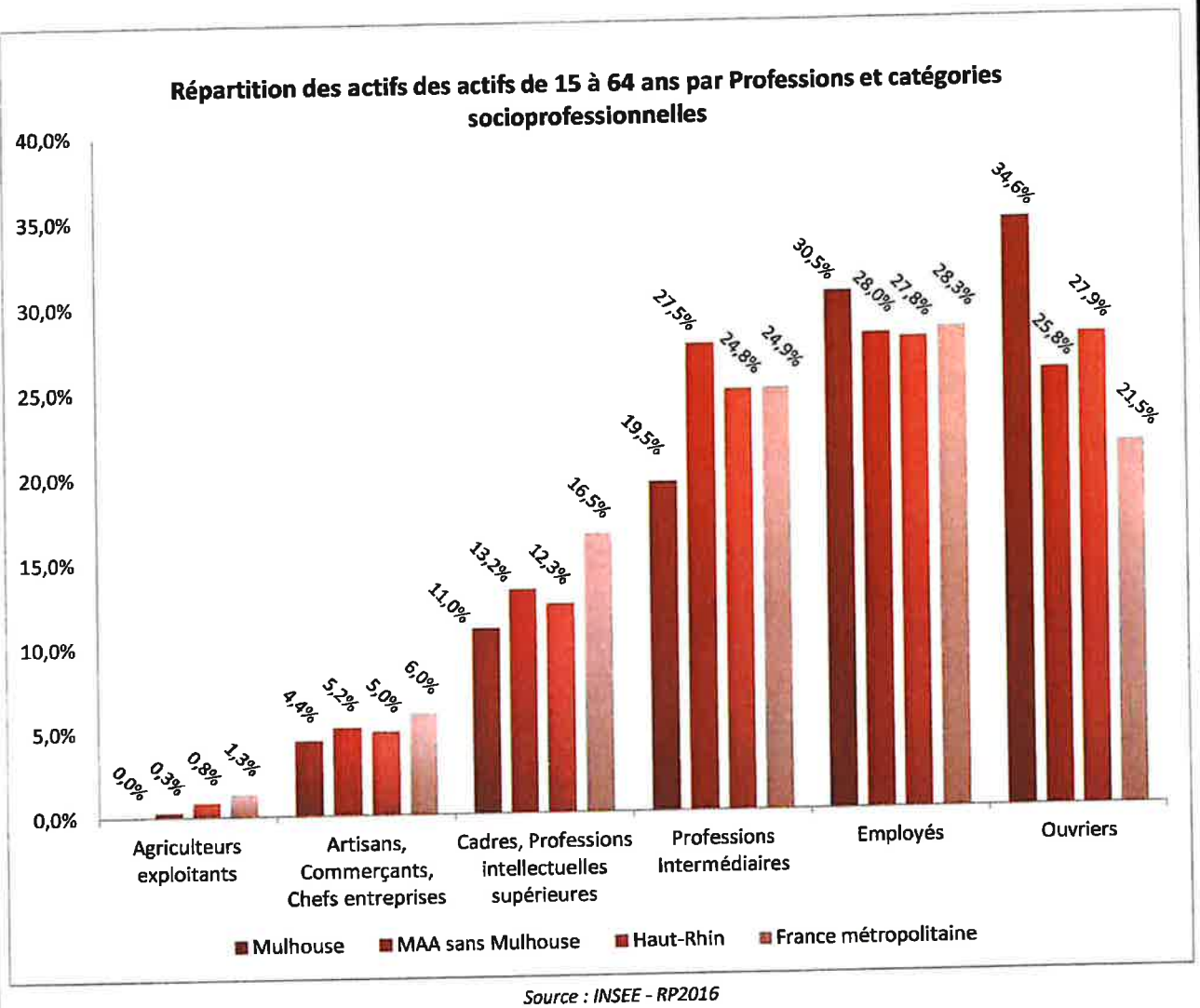
Source : INSEE - RP2017

Le niveau du chômage dans la Communauté d'agglomération est très supérieur à la moyenne du département en raison de la situation de la ville de Mulhouse ou le chômage atteint 27,3 % et dans une moindre mesure Illzach (19,1 %). En moyenne, le reste de l'agglomération connait toutefois une bien meilleure situation au niveau de l'emploi avec un taux de chômage inférieur au département et à la moyenne nationale.

Lexique : Taux de chômage

retour CR

- **Professions et Catégories socioprofessionnelles**



Source : INSEE - RP2016

Le poids du secteur secondaire dans l'économie du département se retrouve également dans la Communauté d'Agglomération, avec une part plus importante des ouvriers. La part des catégories populaires est plus importante à Mulhouse ou les deux tiers de la population appartiennent à l'ensemble ouvrier et employé. A l'inverse le reste de l'agglomération compte une plus grande proportion de Professions intermédiaires et de Cadres et Professions intellectuelles supérieures.

retour CR

- **Déplacements Domicile / Travail**

Localisation du lieu de travail	Travail dans la commune de résidence	Travail autre commune du département	Travail hors du département	Travail à l'étranger
Mulhouse Alsace Agglomération	29,3%	57,4%	3,4%	10,0%
Mulhouse	**56,7%**	33,9%	3,9%	5,5%
MAA sans Mulhouse	15,8%	**69,0%**	**3,1%**	12,2%
Haut-Rhin	26,6%	55,3%	4,7%	**13,5%**
Alsace	30,6%	56,5%	4,5%	8,4%
France métropolitaine	34,2%	46,9%	17,3%	1,6%

Source : INSEE - RP2017

Mulhouse Alsace Agglomération compte une importante proportion de travailleurs frontaliers, 10 % des actifs se rendant à l'étranger pour travailler. La part de ces travailleurs est moins élevé (5,5 %) à Mulhouse même. De part la taille de la ville, plus de la moitié des actifs habitant Mulhouse y travaillent également.

Mode de transport utilisé	Marche à pieds	2 roues	Voiture, Camion, Fourgonnette	Transports en commun
Mulhouse Alsace Agglomération	5,5%	3,2%	80,3%	10,9%
Mulhouse	**11,2%**	4,4%	65,2%	**19,3%**
MAA sans Mulhouse	**2,7%**	**2,7%**	**87,8%**	**6,8%**
Haut-Rhin	5,7%	4,0%	82,8%	7,5%
Alsace	5,8%	6,0%	77,0%	11,2%
France métropolitaine	6,4%	4,2%	73,4%	16,0%

Source : INSEE - RP2017

L'examen des modes de transports fait ressortir l'importance de la voiture dans la Communauté d'Agglomération (80,3 %), y compris à Mulhouse ou la part des transports en commun (19,3 %) et des deux roues (4,4 %) apparait relativement faible comparativement à la taille de la ville. A l'inverse, la marche à pieds est beaucoup plus répandue qu'aux autres échelles géographiques (11,2 %).

retour CR

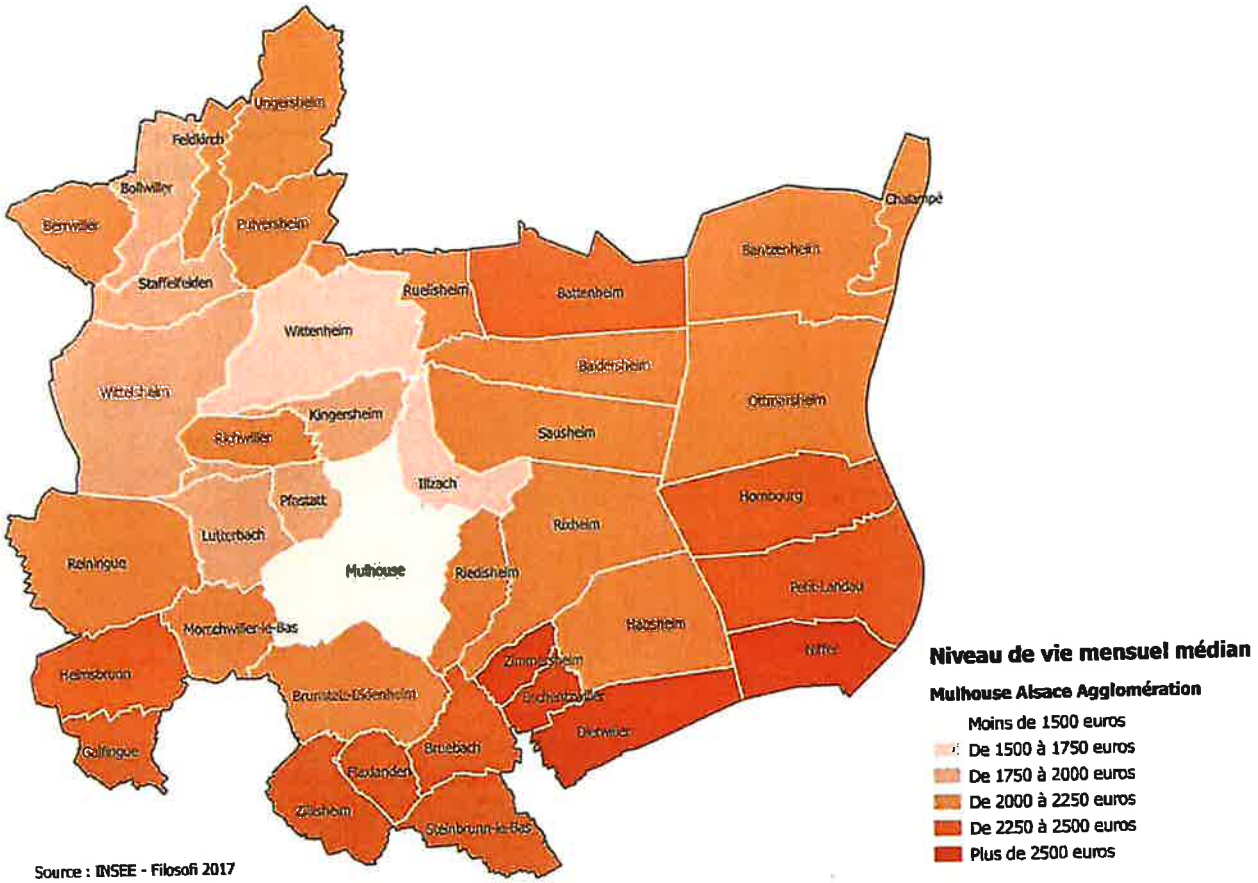
B. Ressources des ménages et précarité

- **Niveau de vie médian* et taux de pauvreté***

Territoire	Niveau de vie mensuel médian (2017)	Taux de pauvreté (%)
Mulhouse Alsace Agglomération	**1710**	**18,4%**
Mulhouse	1305	33,0%
Haut-Rhin	1874	12,9%
France métropolitaine	1759	14,5%

Source : INSEE - Filosofi 2017

Mulhouse se caractérise par une importante pauvreté de sa population. Le taux de pauvreté y atteint 33 % contre une moyenne de 18,4 % dans l'Agglomération et 12,9 % dans l'ensemble du département. Le niveau de vie mensuel médian par unité de consommation est de 1 305 euros. Le reste de l'agglomération connait une situation économique bien meilleur. Le niveau de vie médian pour l'ensemble de Mulhouse Alsace Agglomération n'est ainsi que légèrement inférieur à la moyenne nationale malgré le poids de Mulhouse.

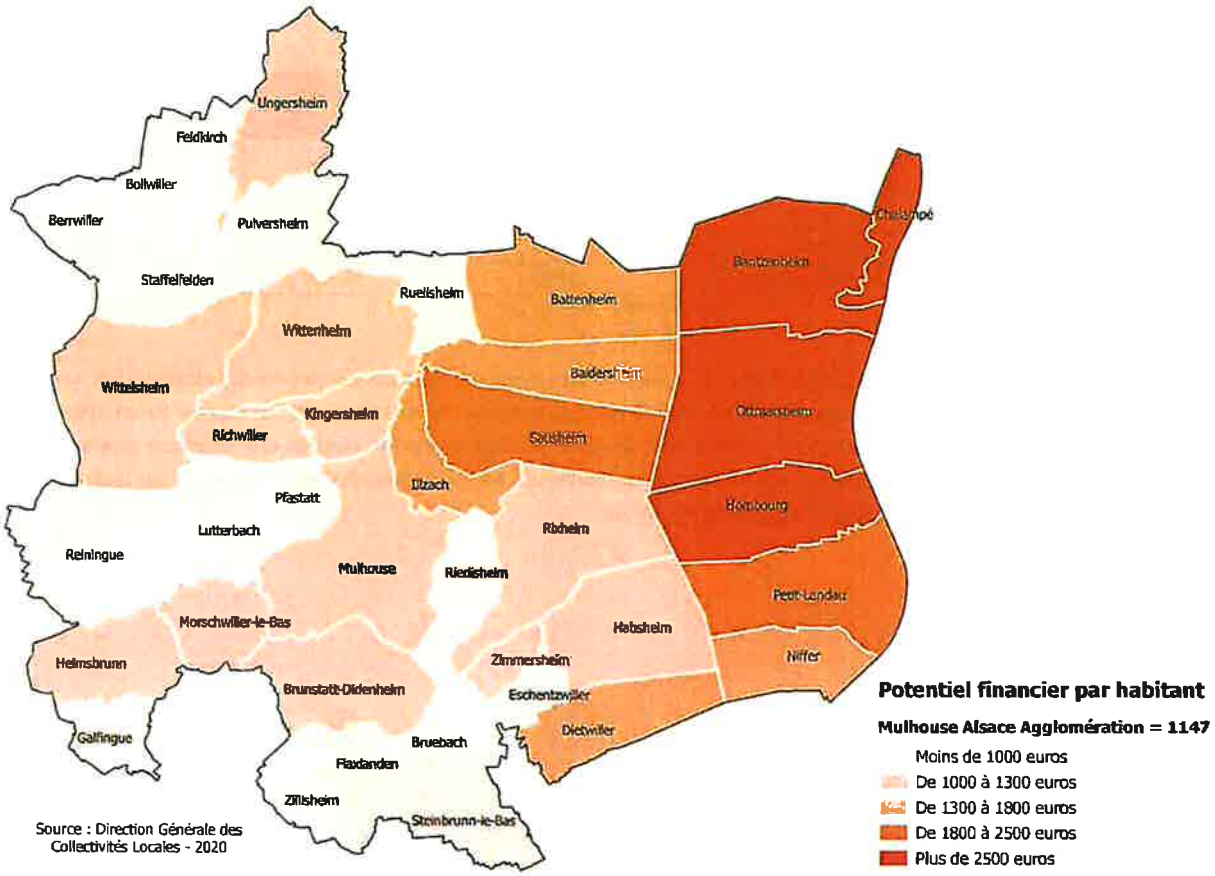


Source : INSEE - Filosofi 2017

Lexique : *Médiane, Niveau de vie, Taux de pauvreté*

retour CR

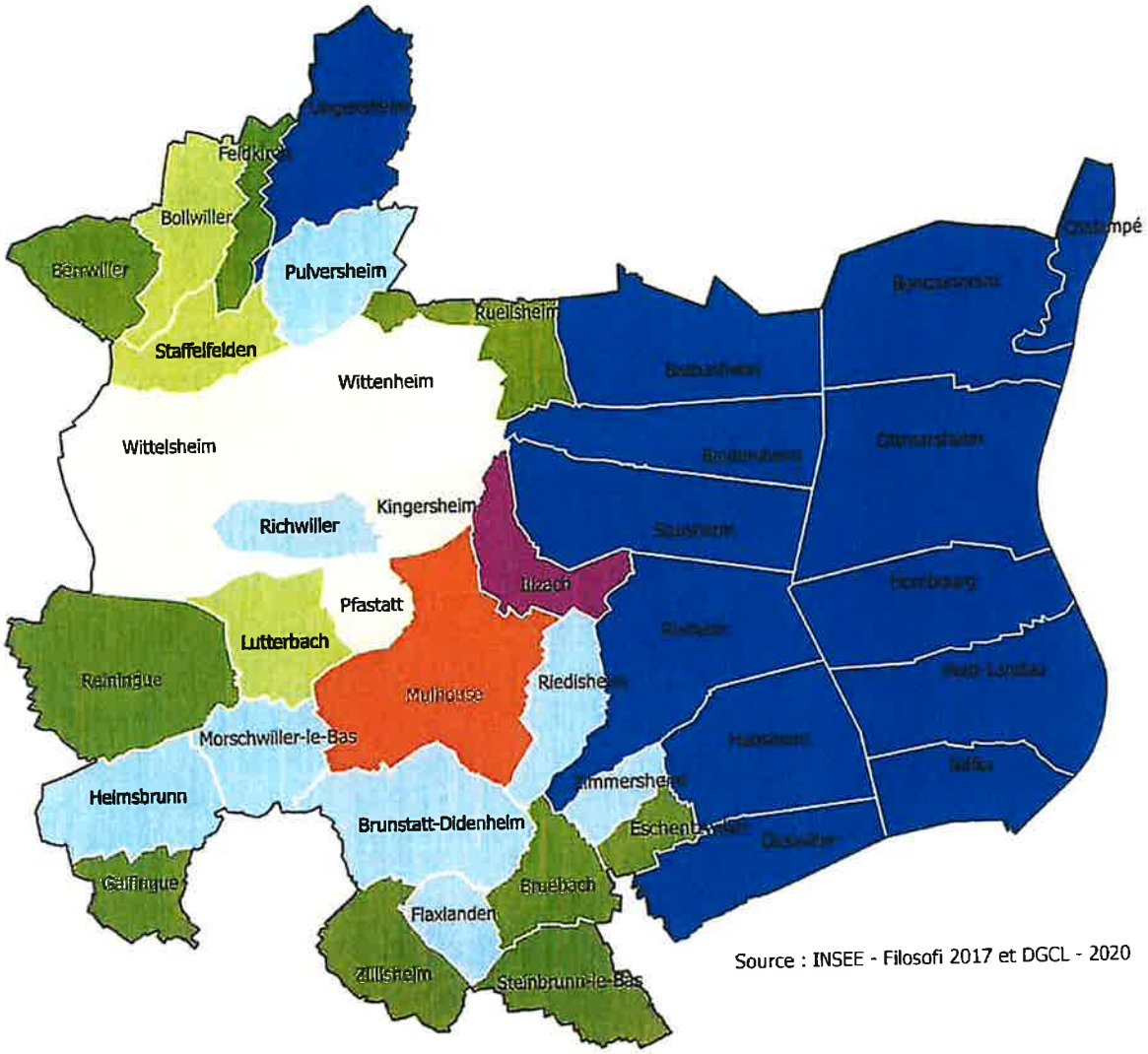
On distingue nettement l'effet sur le niveau de vie médian, de l'installation de travailleurs frontaliers au sud-est de la Communauté d'Agglomération. Le territoire connait ainsi d'importantes inégalités, avec un niveau de vie médian qui varie du simple au double entre Mulhouse et les communes les plus aisées du sud-est.



Les communes de l'est de la Communauté d'Agglomération se caractérise également par un potentiel financier* nettement plus important que le reste du territoire. Cet effet se conjugue avec la présence de populations plus aisées pour former des espaces « doublement riches ». Les périphéries nord, ouest et sud du territoire malgré la présence de population relativement aisées, se caractérise par des potentiels fiscaux plus limités.

Lexique : Potentiel financier

retour CR



Source : INSEE - Filosofi 2017 et DGCL - 2020

Potentiel fiscal des communes et niveau de vie des populations

- Population aisée et potentiel fiscal élevé
- Population aisée et potentiel fiscal intermédiaire
- Potentiel fiscal faible et population aisée
- Potentiel fiscal faible et population aux revenus intermédiaires
- Population aux revenus intermédiaires et potentiel fiscal intermédiaire
- Potentiel fiscal élevé et population aux revenus intermédiaires
- Population pauvre et potentiel fiscal intermédiaire

retour CR

- **Taux de bas-revenu**

Les « foyers allocataires à bas revenus » sont ceux, parmi les foyers pour lesquels la CAF arrive à reconstituer le revenu disponible, dont le revenu par Unité de Consommation est inférieur à 60 % du revenu médian. En 2018 ce seuil s'établissait à 1071 euros

La CAF calcul les Unités de Consommation légèrement différemment de l'INSEE et rajoute un coefficient de 0,2 pour les familles monoparentales au barème classique :

- 1 pour le premier adulte

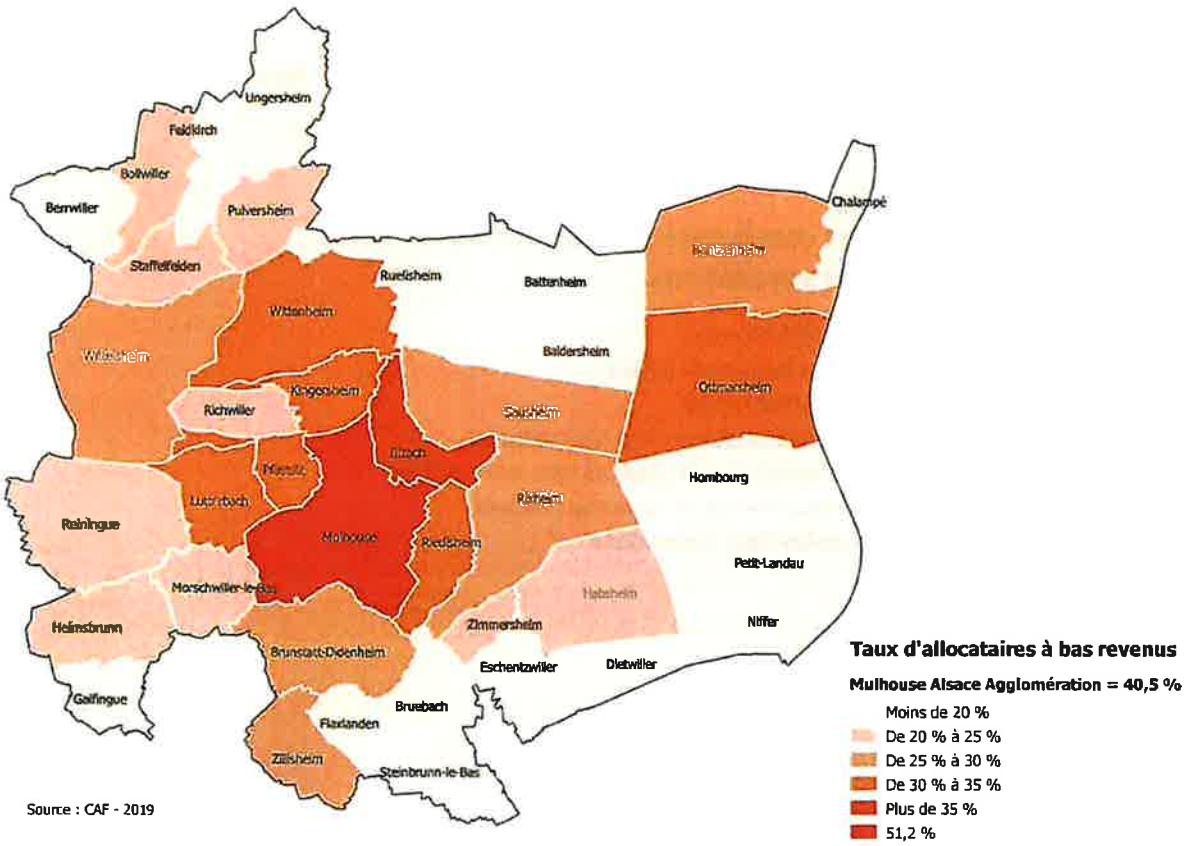
- 0,5 pour toute autre personne de 14 ans et plus

- 0,3 pour toute autre personne de moins de 14 ans

Taux d'allocataires à bas revenus	
Mulhouse Alsace Agglomération	40,5%
Mulhouse	51,2%
MAA sans Mulhouse	28,6%
Haut-Rhin	33,6%

Source : CAF

La part des allocataires à bas revenus est près de deux fois plus élevée à Mulhouse que dans le reste de la Communauté d'Agglomération. La part des allocataires à bas revenus dans les communes avoisinantes est également élevée puis diminue avec la distance, à l'exception d'Ottmarsheim.



Source : CAF - 2019

retour CR

- **Dépendance aux prestations***

Part des allocataires dépendant des prestations	A plus de 50 %	A 100 %
Mulhouse Alsace Agglomération	**33,0%**	**17,6%**
Mulhouse	44,3%	24,4%
MAA sans Mulhouse	20,6%	10,2%
Haut-Rhin	26,5%	13,8%

Source : CAF

Pour mesurer le niveau de dépendance des allocataires aux prestations on peut mesurer la part des allocataires pour lesquels les prestations représentent plus de 50 % des revenus, et ceux pour lesquels les prestations représentent la totalité des revenus. Que l'on place le seuil à 50 % ou 100 %, la population d'allocataire dépendante de la CAF pour ses revenus est bien plus élevée à Mulhouse que dans l'ensemble du département. Le reste de l'agglomération présente au contraire des caractéristiques semblables au reste du Haut-Rhin.

- **Aides sociales**

Bénéficiaires d'aides sociales		RSA*	PPA*	AAH*	AEEH*
Mulhouse Alsace Agglomération	2017	8 861	12 343	5 169	1 678
	2018	8 612	13 590	5 323	1 771
	2019	**8 673**	**18 391**	**5 462**	**1 770**
	Evolution entre 2017 et 2019	-2,1%	49,0%	5,7%	5,5%
Mulhouse	2017	6 589	7 103	3 191	870
	2018	6 313	7 822	3 287	904
	2019	6 235	9 992	3 389	889
	Evolution entre 2017 et 2019	**-5,4%**	**40,7%**	6,2%	**2,2%**
MAA sans Mulhouse	2017	2 272	5 240	1 978	808
	2018	2 299	5 768	2 036	867
	2019	2 438	8 399	2 073	881
	Evolution entre 2017 et 2019	**7,3%**	**60,3%**	**4,8%**	**9,0%**
Haut-Rhin	2017	15 502	26 864	11 855	3 988
	2018	15 105	29 533	12 170	4 136
	2019	15 119	42 005	12 513	4 148
	Evolution entre 2017 et 2019	-2,5%	56,4%	5,6%	4,0%

Source : CAF

Le nombre de bénéficiaires d'aides sociales dans la Communauté d'Agglomération suit des tendances différentes entre Mulhouse et le reste du territoire. Mulhouse a connu comme le reste du département une baisse du nombre de bénéficiaires du RSA, quoique à un rythme plus élevé. Alors que le reste de l'agglomération a au contraire connu une augmentation du nombre de bénéficiaires. 2019 s'est caractérisé dans tout le département par un bon du nombre de bénéficiaires de la prime d'activité, qui explique à lui seul l'augmentation du nombre d'allocataires cette année-là.

Lexique : *Taux de dépendance aux prestations, RSA, PPA, AAH, AEEH*

retour CR

Part des ménages bénéficiant d'une aide sociale	RSA	PPA	AAH	AEEH
Mulhouse Alsace Agglomération	7,3%	15,5%	4,6%	1,5%
Mulhouse	13,1%	21,0%	7,1%	1,9%
MAA sans Mulhouse	3,4%	11,9%	2,9%	1,2%
Haut-Rhin	4,6%	12,7%	3,8%	1,3%

Source : CAF

Cette évolution récente se greffe cependant sur des situations de départ très différente. La part des ménages bénéficiant du RSA ou de la Prime d'activité est très supérieure à Mulhouse avec respectivement 13,1 % et 21,0 %.

retour CR

3. Logement

- **Occupation des logements**

Statut d'occupation des logements	Résidences principales*		Résidences secondaires ou occasionnelles		Logements vacants*	
	2017	2012	2017	2012	2017	2012
Mulhouse Alsace Agglomération	**88,0%**	**89,6%**	**1,1%**	**0,5%**	**11,0%**	**9,8%**
Mulhouse	82,3%	85,2%	1,5%	0,6%	16,2%	14,2%
MAA sans Mulhouse	92,2%	93,0%	0,7%	0,4%	7,1%	6,5%
Haut-Rhin	87,8%	88,7%	3,1%	2,6%	9,0%	8,7%
Alsace	88,6%	89,7%	3,1%	2,5%	8,3%	7,8%
France métropolitaine	82,1%	83,0%	9,8%	9,5%	8,1%	7,5%

Source : INSEE - RP2011 et RP2016

Mulhouse se caractérise par une proportion très importante de logement vacants qui ont atteint 16,2 % des logements en 2017. Cette part à continuer à augmenter ces 5 dernières années, avec la baisse de la population. Ce phénomène ne s'observe pas dans le reste de l'agglomération qui affiche un taux de logement vacants comparable au reste du département.

- **Résidences principales**

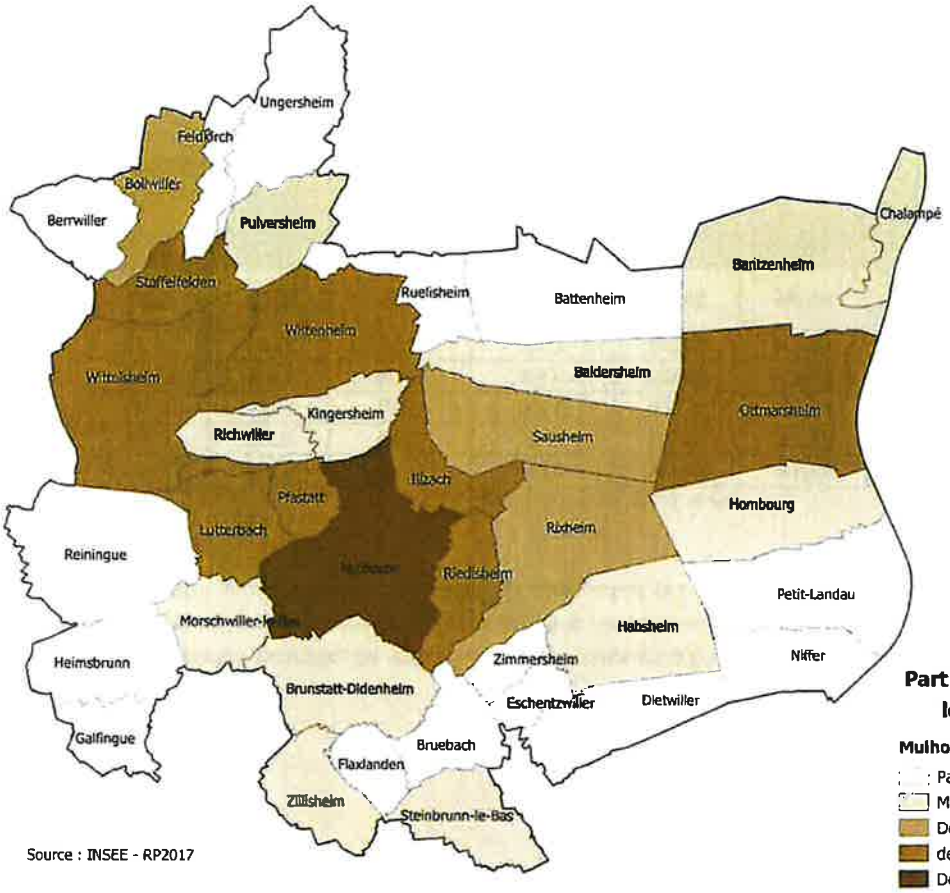
Territoire	Résidences principales	Propriétaires	Locataires	Dont HLM	Logé gratuitement
Mulhouse Alsace Agglomération	**118 458**	**53,8%**	**44,3%**	**16,5%**	**1,9%**
Mulhouse	47 566	33,8%	64,2%	23,9%	2,0%
MAA sans Mulhouse	70 892	67,2%	31,0%	11,5%	1,9%
Haut-Rhin	331 111	60,5%	37,5%	13,0%	2,1%
Alsace	824 443	58,0%	39,8%	12,0%	2,2%
France métropolitaine	28 734 433	57,6%	40,2%	14,7%	2,2%

Source : INSEE - RP2016

Lexique : Résidence principale, Logement vacant

retour CR

La ville de Mulhouse s'oppose fortement au reste de la Communauté d'Agglomération sur le type des résidences principales. Les locataires représentent les deux tiers des résidences principales à Mulhouse contre un tiers seulement dans le reste de l'agglomération. Les logements sociaux sont également deux fois plus nombreux à Mulhouse que dans la CA. Toutefois il faut noter que la part des logements sociaux à Mulhouse (23,9 %) est dépassée dans le département par celle de Colmar (28,2 %). Une situation qui s'explique vraisemblablement par l'offre de logement plus abondante à Mulhouse.



Source : INSEE - RP2017

Part des logements sociaux dans les résidences principales

Mulhouse Alsace Agglomération = 16,5 %

- Pas de logements sociaux
- Moins de 10 %
- De 10 % à 15 %
- de 15 % à 20 %
- De 20 % à 25 %

retour CR

- **Aides au logement**

Nombre de bénéficiaires par type d'aide		Allocataires	ALF	ALS	APL	Total aides logement	Part des allocataires
Mulhouse Alsace Agglomération	2017	53 378	7 025	8 987	15 104	31 116	58,3%
	2018	53 757	6 842	9 099	15 034	30 975	57,6%
	2019	**56 621**	**6 646**	**8 944**	**15 100**	**30 690**	**54,2%**
Mulhouse	2017	29 767	4 682	6 897	9 860	21 439	72,0%
	2018	29 823	4 582	6 917	9 810	21 309	71,5%
	2019	30 963	4 532	6 890	9 753	21 175	68,4%
MAA sans Mulhouse	2017	23 611	2 343	2 090	5 244	9 677	41,0%
	2018	23 934	2 260	2 182	5 224	9 666	40,4%
	2019	25 658	2 114	2 054	5 347	9 515	37,1%
Haut-Rhin	2017	121 675	13 580	17 511	28 726	59 817	49,2%
	2018	121 841	13 073	17 280	28 625	58 978	48,4%
	2019	129 894	12 477	17 025	28 809	58 311	44,9%

Source : CAF

Conséquence du contexte socio-économique de la ville de Mulhouse, 68,4 % des allocataires bénéficient d'une aide au logement contre 37,1 % dans le reste de la Communauté d'Agglomération. Dans les deux cas, cette proportion est en baisse depuis 2017, ce qui correspond à la tendance départementale.

- **Les impayés de loyers**

Impayés de loyers	2017	2018	2019
Mulhouse Alsace Agglomération	**1 517**	**1 569**	**1 513**
Mulhouse	1 069	1 129	1 074
MAA sans Mulhouse	448	440	439
Haut-Rhin	3 026	3 073	2 866

Source : CAF

Les impayés de loyer signalés à la CAF sont en baisse en 2019 après une augmentation en 2017. Ils sont concentrés à Mulhouse qui en réunie les deux tiers.

retour CR

4. Parentalité – Enfance et Jeunesse

A. Enfance et Jeunesse

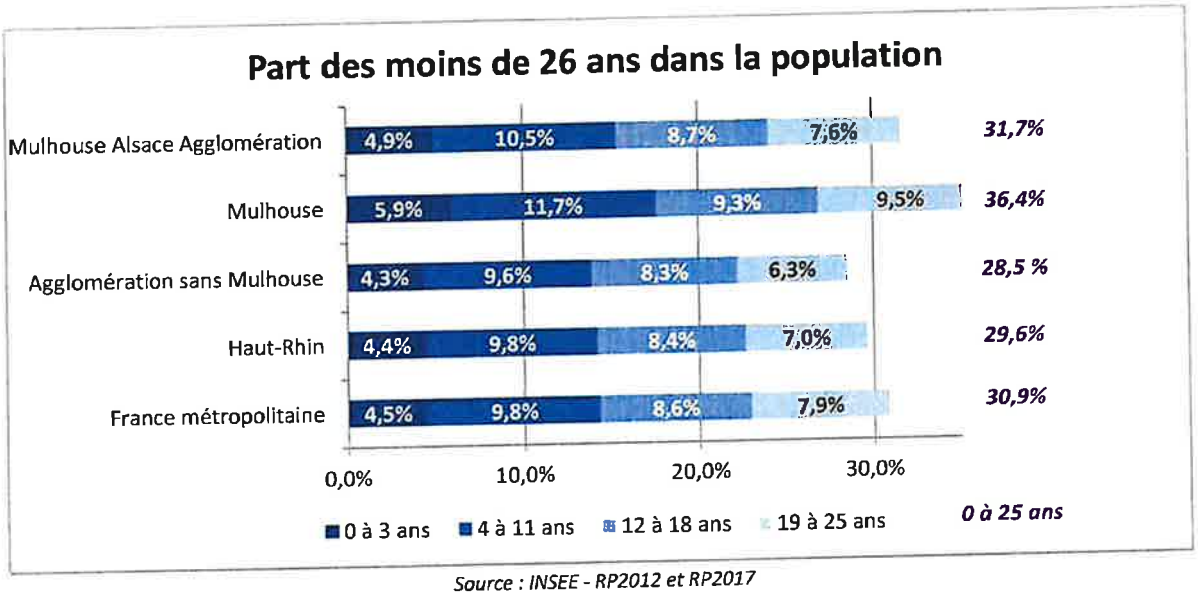
- **Population d'enfants et de jeunes**

Nombre d'enfants et de jeunes	0 à 3 ans	4 à 11 ans	12 à 18 ans	19 à 25 ans	Total des moins de 26 ans
Mulhouse Alsace Agglomération	**13 463**	**28 620**	**23 734**	**20 780**	**86 597**
Agglomération sans Mulhouse	**7 029**	**15 808**	**13 590**	**10 359**	**46 787**
Mulhouse	**6 433**	**12 813**	**10 143**	**10 421**	**39 810**
Illzach	766	1 697	1 396	1 057	4 916
Wittenheim	635	1 420	1 252	908	4 214
Rixheim	643	1 382	1 054	821	3 901
Kingersheim	649	1 167	1 073	873	3 761
Wittelsheim	417	996	968	635	3 017
Riedisheim	502	1 196	913	680	3 291
Pfastatt	485	952	750	592	2 779
Brunstatt-Didenheim	280	677	607	742	2 305
Lutterbach	240	542	482	400	1 664
Sausheim	188	519	421	340	1 469
Habsheim	188	392	407	311	1 297
Staffelfelden	199	440	325	284	1 247
Bollwiller	178	420	295	250	1 143
Morschwiller-le-Bas	191	402	347	235	1 175
Richwiller	144	331	266	221	961
Pulversheim	127	284	301	198	910
Baldersheim	104	279	218	144	745
Zillisheim	74	198	222	144	638
Ungersheim	116	254	213	142	725
Ruelisheim	77	184	171	133	566
Reiningue	74	180	154	122	530
Ottmarsheim	80	149	130	155	515
Dietwiller	57	156	140	70	423
Eschentzwiller	46	124	151	68	389
Flaxlanden	58	124	133	78	392
Bantzenheim	30	120	133	87	371
Hombourg	73	160	117	63	413
Battenheim	73	151	121	95	439
Heimsbrunn	35	84	113	67	300
Berrwiller	48	128	88	66	329
Bruebach	27	108	93	57	286
Zimmersheim	21	63	58	72	215
Niffer	41	84	107	37	269
Feldkirch	43	81	103	59	286
Chalampé	29	86	67	64	246
Galfingue	22	84	89	29	225
Petit-Landau	40	98	62	22	222
Steinbrunn-le-Bas	30	98	51	35	213

Source : INSEE - RP2017

retour CR

Mulhouse Alsace Agglomération comptait 86 597 enfants et jeunes de moins de 26 ans au titre du recensement de 2016, soit 31,7 % de sa population, légèrement supérieur à la moyenne nationale (30,9 %). Cette relative jeunesse du territoire est dû au poids de la ville de Mulhouse dont la population est particulièrement jeune (36,4 % des habitants ont moins de 26 ans). A l'inverse la population de l'Agglomération sans Mulhouse comprend une part de jeune inférieur aux autres échelles territoriales. Toutes les tranches d'âges sont d'avantage représentées dans la population de Mulhouse mais la différence est encore plus importante chez les 19 à 25 ans.



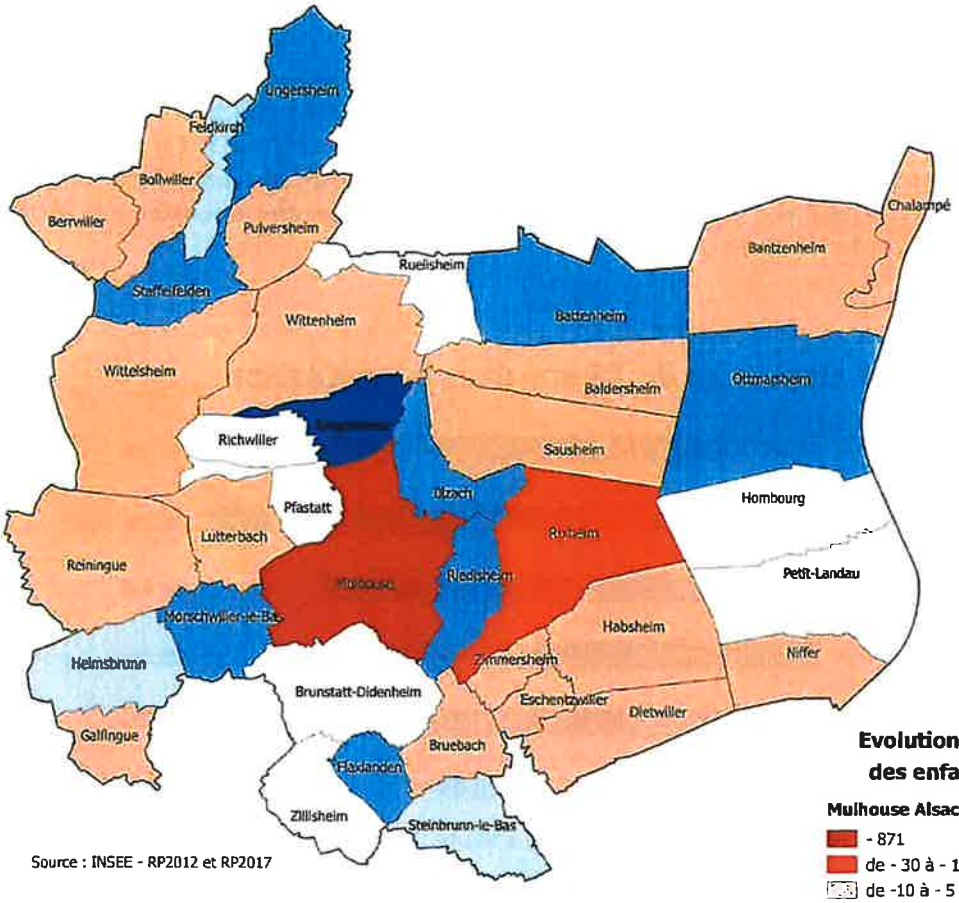
Source : INSEE - RP2012 et RP2017

Population - Enfants et jeunes	Evolution entre 2012 et 2017				
	0 à 3 ans	4 à 11 ans	12 à 18 ans	19 à 25 ans	0 à 25 ans
Mulhouse Alsace Agglomération	-916	1 213	886	-1 912	-729
Mulhouse	-871	380	1 046	-1 561	-1 007
MAA sans Mulhouse	-45	834	-160	-352	277
Haut-Rhin	-2 334	403	489	-4 245	-5 687
Alsace	-4 876	234	1 439	-7 642	-10 845

Source : INSEE - RP2012 et RP2017

Ces 5 dernières années Mulhouse a vu sa population d'enfant de 0 à 3 ans baisser de manière importante, ce qu'on n'observe pas dans le reste de l'agglomération. Une observation étonnante, étant donné la baisse générale des naissances et on peut se demander s'il n'y a pas un mouvement de sortie des jeunes parents de la ville de Mulhouse. L'agglomération voit également sa population de jeunes de 19 à 25 diminuer significativement, particulièrement à Mulhouse. Au contraire la population des enfants de 4 à 11 ans augmente aussi bien à Mulhouse que dans le reste de l'agglomération. Enfin pour les 12 à 18 ans, on peut constater une évolution divergente entre Mulhouse et le reste de l'agglomération. Leur population augmente significativement dans la ville principale, mais diminue légèrement dans le reste du territoire.

retour CR



Source : INSEE - RP2012 et RP2017

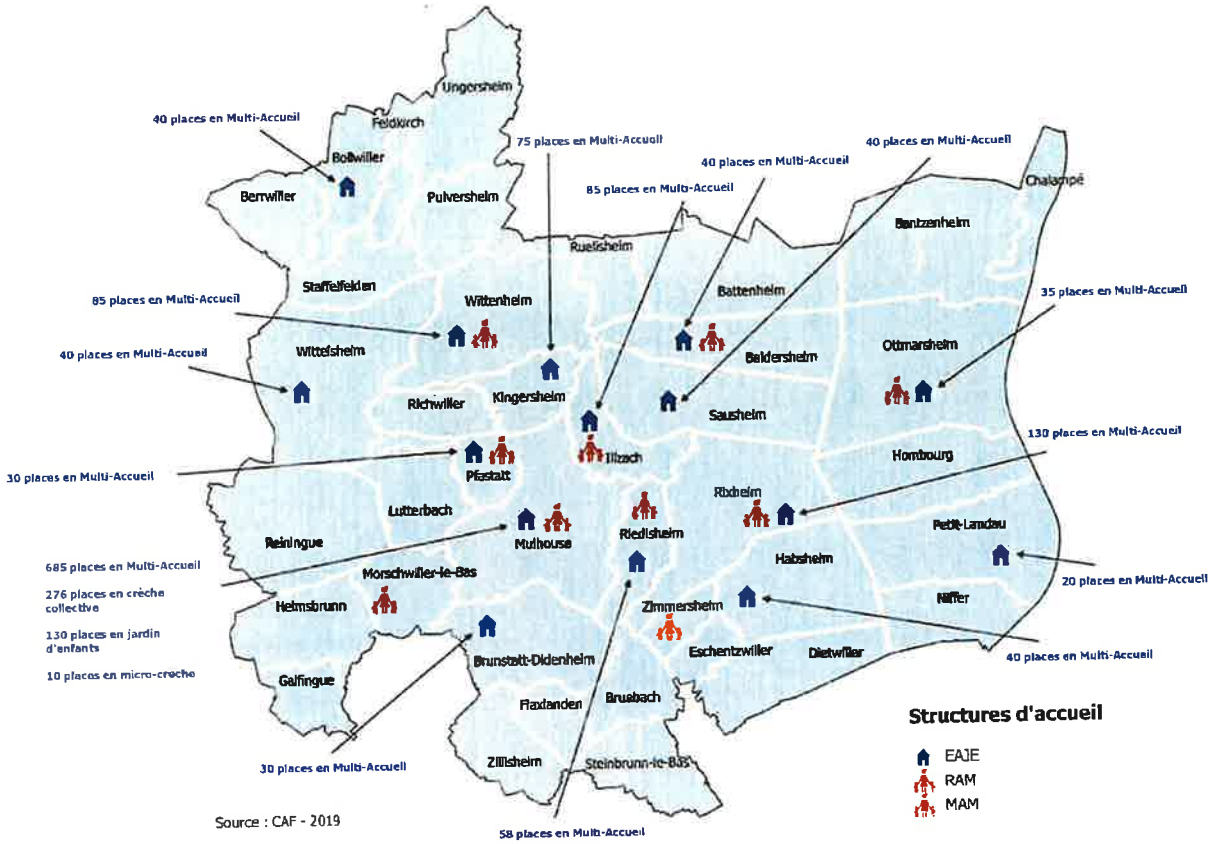
Evolution de la population des enfants de 0 à 3 ans

Mulhouse Alsace Agglomération = - 916

- - 871
- de - 30 à - 10
- de -10 à - 5
- De - 5 à 5
- De 5 à 10
- De 10 à 30
- + 86

retour CR

- **Accueil de la petite enfance**



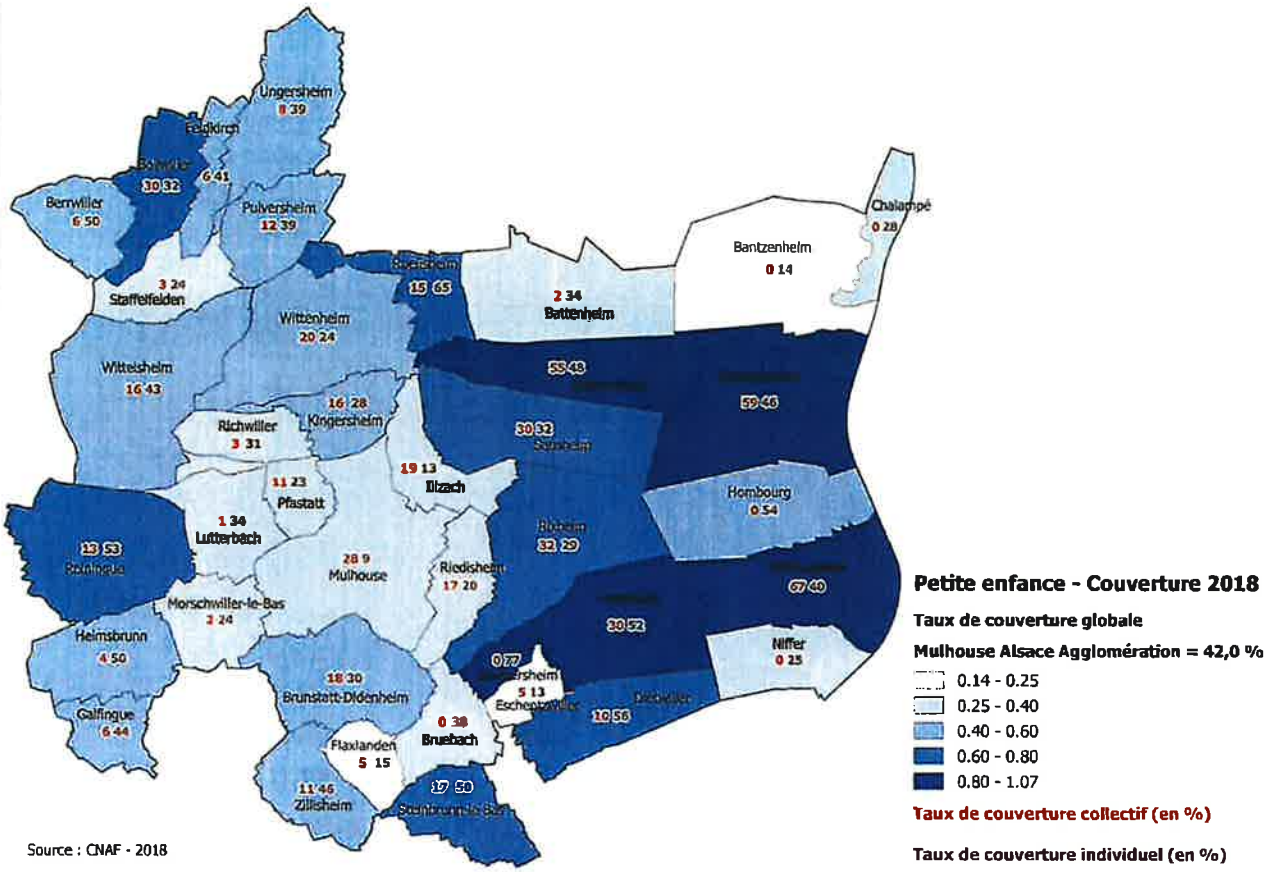
Source : CAF 2019

Mulhouse Alsace Agglomération compte 34 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE*) dans 15 communes pour un total de 1 849 places dans la majeure partie en multi-accueil. On trouve également une Maison d'Assistantes Maternelles (MAM) à Zimmersheim ainsi que 10 Réseaux d'Assistantes Maternelles (RAM).

Lexique : EAJE, MAM, RAM

retour CR

- **Taux de couverture* des besoins pour l'accueil du jeune enfant**



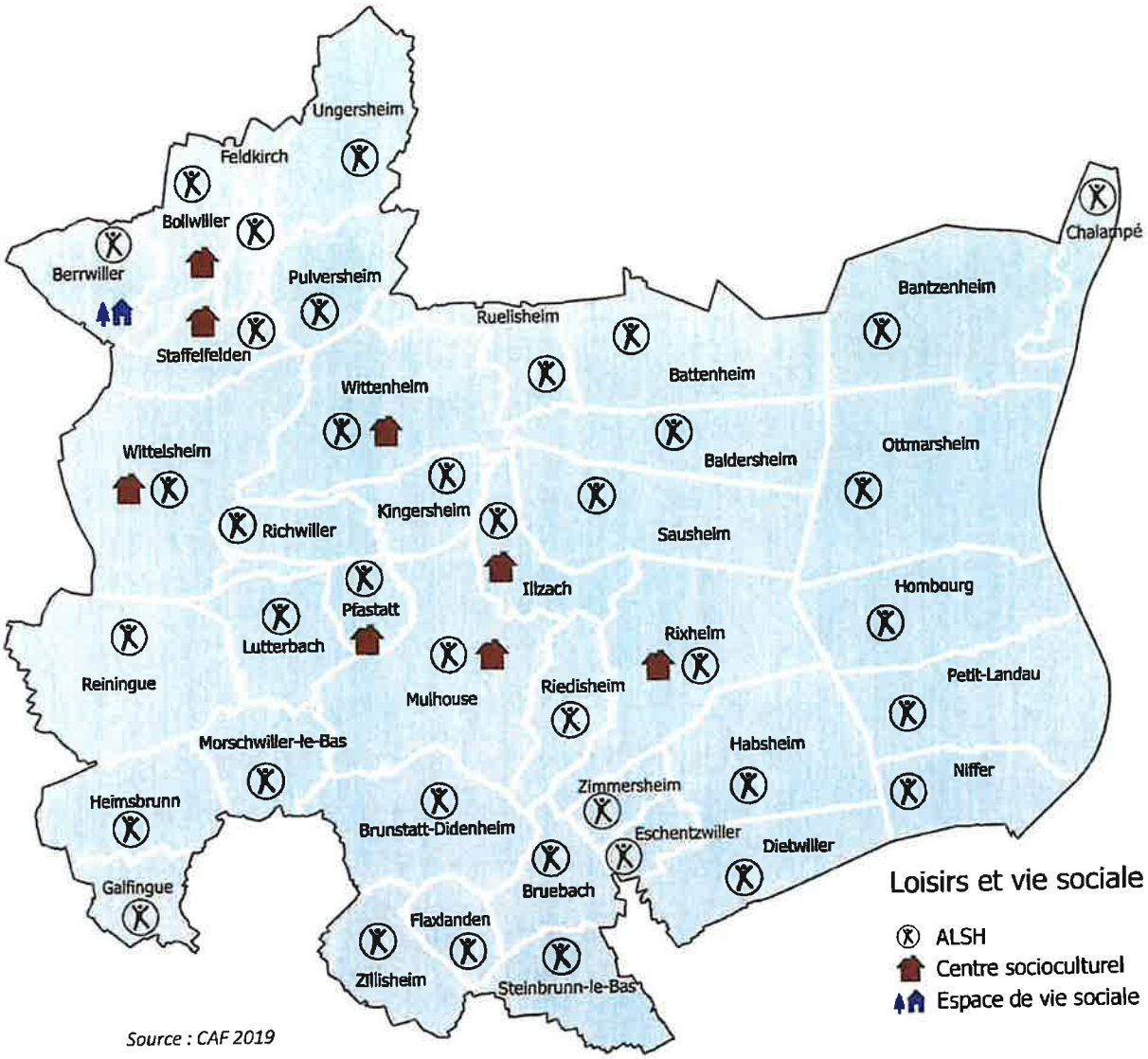
Source : CNAF - 2018

Malgré les structures en place, le taux de couverture des besoins pour la petite enfance était en 2018 de seulement 42 % pour Mulhouse Alsace Agglomération. C'est nettement inférieur à la moyenne départementale de 50,1 % et encore plus loin de la moyenne nationale de 59 %. Mulhouse (37 %) et les communes avoisinantes sont encore moins couvertes. A l'inverse, la partie est du territoire apparait nettement mieux couverte. Le niveau du taux de couverture à Mulhouse est à rapprocher du taux d'activité des femmes particulièrement bas, précédemment observé. La hausse du taux d'activité apparait tributaire d'une amélioration des capacités d'accueil.

Lexique : *Taux de couverture (Caf)*

retour CR

- **Loisirs et vie sociale**



Source : CAF 2019

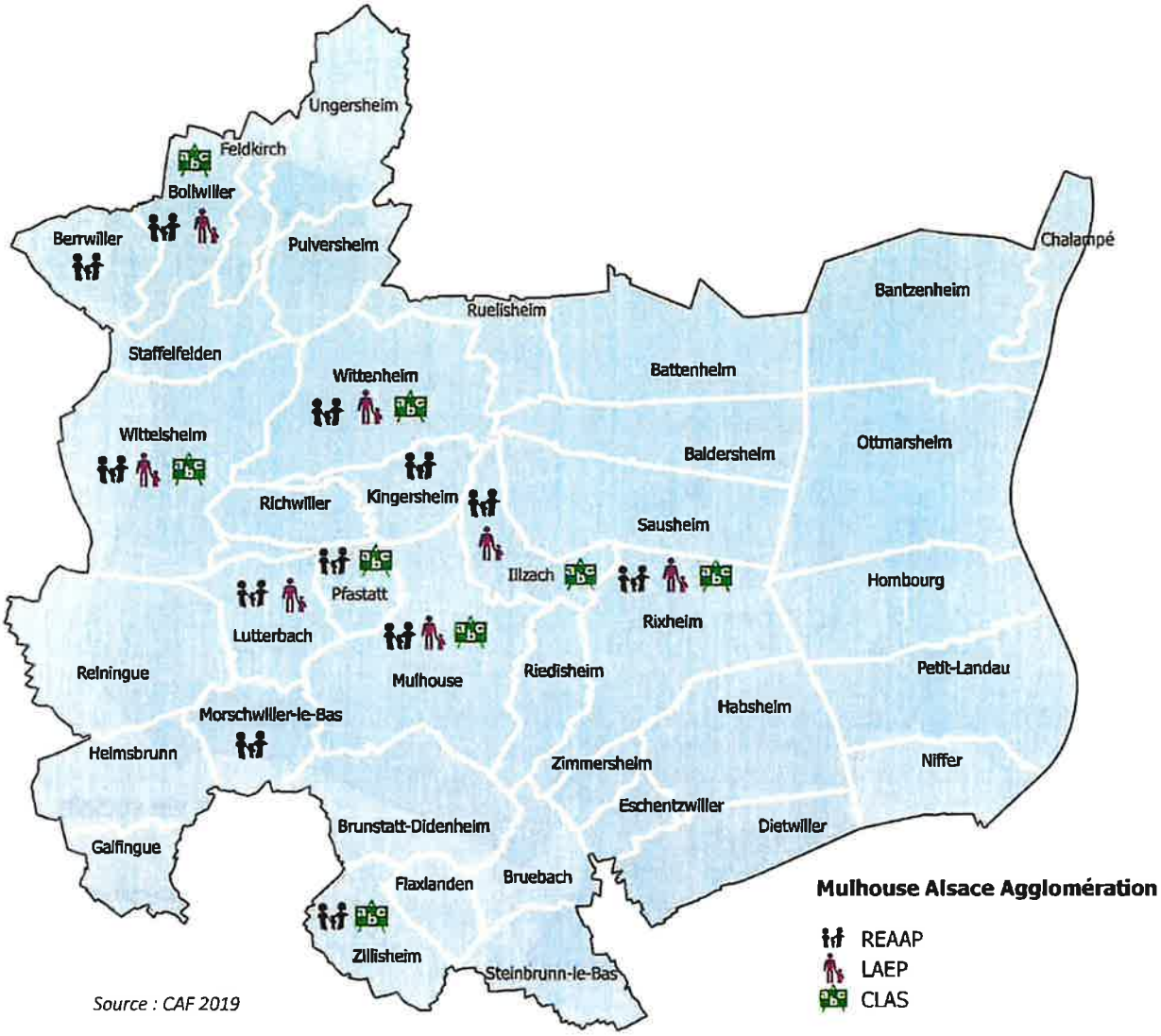
La CC compte 86 Accueils de loisirs sans hébergement* (ALSH) répartis sur tout le territoire. On trouve également 15 Centres Socio-culturelles et 1 Espaces de Vie Sociale, localisés dans les zones les plus denses.

Lexique : *Accueil de Loisirs Sans Hébergements*

retour CR

B. Parentalité et action sociale

- **Soutien à la parentalité**



Source : CAF 2019

Pour 2019 on ressence 45 actions du Réseau des parents 68*. Le territoire compte également 23 Contrats Locaux d'Accompagnements à la scolarité (dont 10 à Mulhouse) et 11 Lieux d'Accueil Enfants Parents. Ces dispositifs sont concentrés dans les zones les plus denses du territoire et laissent de côté sa partie sud et est.

Lexique : REAAP

retour CR

- **Prestations d'aide à la parentalité**

Prestation d'Accueil du Jeune Enfant*

Prestation d'Accueil du Jeune Enfant	2017	2018	2019	Evolution entre 2017 et 2019
Mulhouse Alsace Agglomération	**8928**	**8646**	**8425**	-5,6%
Mulhouse	4283	4100	3954	**-7,7%**
MAA sans Mulhouse	4645	4546	4471	**-3,7%**
Haut-Rhin	21 589	20 741	20 165	-6,6%

Source : Caf

La baisse du nombre de jeunes enfants se répercutent sur le nombre de bénéficiaire de la PAJE. Toutefois la baisse s'observe également dans l'agglomération hors Mulhouse, alors que le nombre d'enfants y est relativement stable comme on l'a vu.

Prestation partagée d'éducation de l'enfant*

Prestation partagée d'éducation de l'enfant	2017	2018	2019	Evolution entre 2017 et 2019
Mulhouse Alsace Agglomération	**1 329**	**1 224**	**1 111**	**-16,4%**
Mulhouse	489	427	354	**-27,6%**
MAA sans Mulhouse	840	797	757	**-9,9%**
Haut-Rhin	3 473	3 330	3 085	-11,2%

Source : Caf

Les bénéficiaires de la PreParE sont beaucoup moins nombreux à Mulhouse que dans le reste de la Communauté d'Agglomération. Une situation qui s'explique vraisemblablement par le faible taux d'emploi des femmes au sein du territoire. Le nombre de bénéficiaire connait une baisse régulière dans tout le département (MAA hors Mulhouse y compris), mais cette baisse est beaucoup plus prononcée à Mulhouse.

Lexique : PAJE, *PrePare*

retour CR

Complément de libre choix du mode de garde*

Complément de libre choix du mode de garde		Total	CMG ASSMAT	CMG Garde à domicile	CMG structure
Mulhouse Alsace Agglomération	2017	2 056	89,3%	3,6%	7,1%
	2018	2 001	86,2%	4,1%	9,6%
	2019	**2 023**	**85,7%**	**3,9%**	**10,4%**
Mulhouse	2017	408	83,3%	7,1%	9,6%
	2018	384	81,3%	9,4%	9,4%
	2019	**392**	**83,9%**	**6,6%**	**9,4%**
MAA sans Mulhouse	2017	1 648	90,8%	2,8%	6,4%
	2018	1 617	87,4%	2,9%	9,7%
	2019	1 631	86,1%	3,2%	10,6%
Haut-Rhin	2017	7 435	90,7%	2,7%	6,6%
	2018	7 281	88,4%	2,8%	8,8%
	2019	7 196	87,2%	2,8%	10,0%

Source : Caf

Comme pour la PreParE, le nombre de bénéficiaire du CMG est très faible à Mulhouse, l'aide qui nécessite d'avoir une activité professionnelle est peu adaptée au contexte local d'emploi. Le nombre de bénéficiaire du CMG suit la même tendance dans la CA et dans le département avec une petite diminution du nombre de bénéficiaire entre 2017 et 2019. La tendance générale est à baisse de la part du CMG par assistante maternelle et à l'augmentation de la part du CMG avec garde par un organisme de service ou une micro-crèche.

- **Intervention sociale***

Interventions sociales (2019)	Total	Séparations	Premières naissances	Décès conjoints	Décès enfants	Autres*	Allocataires	Interventions pour 1000 allocataires
Mulhouse Alsace Agglomération	**2 109**	**50%**	**30%**	**5%**	**2%**	**13%**	**56 621**	**37**
Mulhouse	1 173	**49%**	**28%**	**6%**	**2%**	**16%**	30 963	38
MAA sans Mulhouse	936	**52%**	**32%**	**3%**	**3%**	**10%**	25 658	36
Haut-Rhin	4 551	**52%**	**29%**	**4%**	**2%**	**12%**	129 894	35

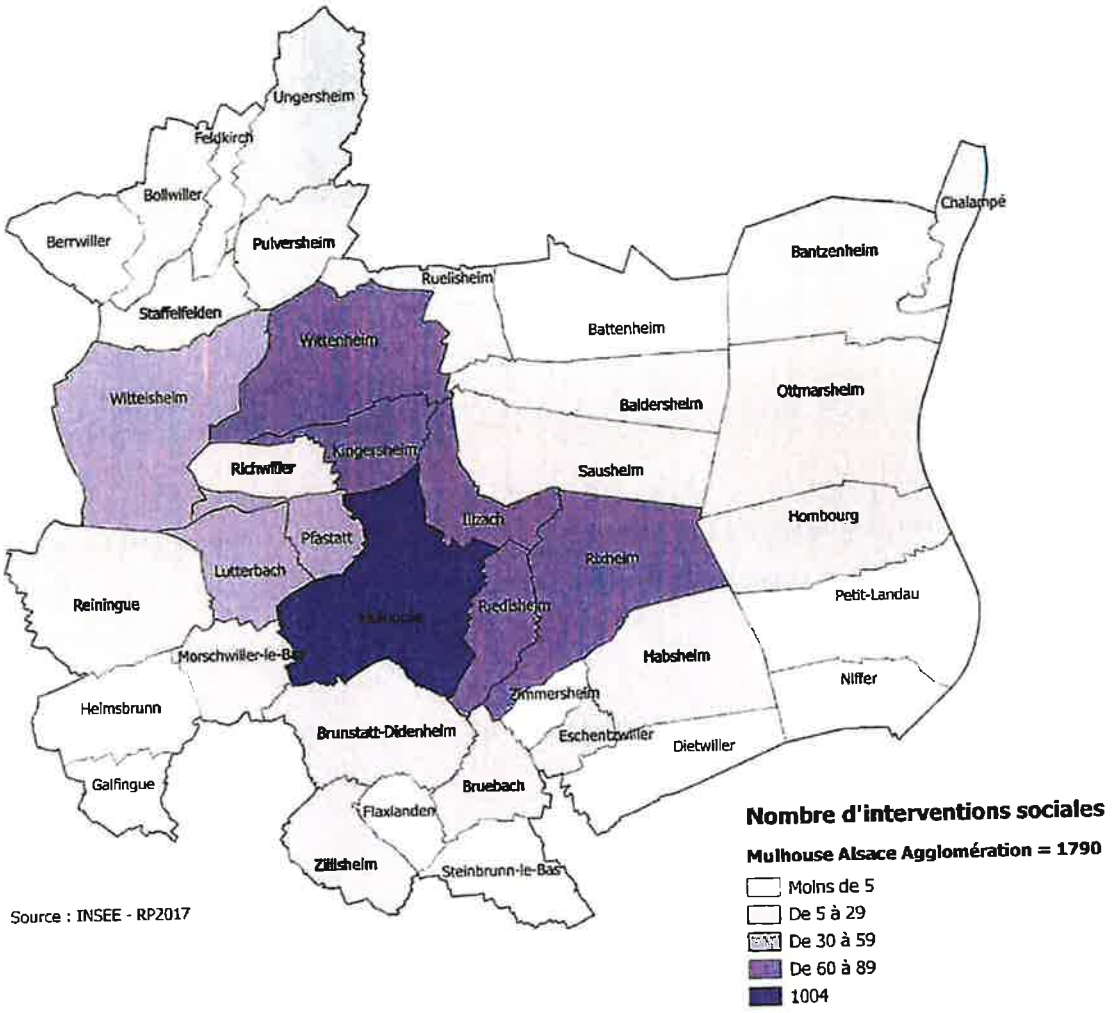
**Dont impayés, logement indécent etc...*

Source : Caf

En 2019 on a dénombré 4551 interventions sociales dans le département du Haut-Rhin qui concernent à 80 % des séparations (2379) et des premières naissances (1332). Dans la CA Mulhouse Alsace Agglomération, cette proportion est identique. Les interventions sociales sont légèrement plus fréquentes dans la CA, avec 37 interventions pour 1000 allocataires contre 35 pour 1000 allocataires dans l'ensemble du Haut-Rhin. La population du territoire est plutôt bien couverte par ses actions, à l'exception des petites communes de la périphérie.

Lexique : CMG, *Intervention sociale*

retour CR



- **Les dépenses d'action sociale**

Dépenses d'action sociale (2018)	Contrat Enfance Jeunesse (€)	Prestation de service (€)	Subventions et prêts collectif (€)	Total (€)	Total par allocataires (€)
Mulhouse Alsace Agglomération	**7 761 360**	**17 148 178**	**3 377 600**	**28 287 138**	**526**
Mulhouse	6 501 640	10 108 180	2 578 786	19 188 606	643
MAA sans Mulhouse	1 259 720	7 039 997	798 814	9 098 532	380
Haut-Rhin	17 541 750	37 080 642	4 923 647	59 546 039	489

Source : Caf

Les dépenses d'action sociale pour la Communauté d'agglomération, représentent près de la moitié des dépenses totales pour le département. Les dépenses rapportées au nombre d'allocataire apparaissent plus hautes à Mulhouse que dans l'ensemble du département. A l'inverse, le reste de l'agglomération affiche un niveau de dépense par allocataire nettement plus faible. Une situation cohérente avec le contexte socio-économiques plus difficile de Mulhouse.

retour CR

SYNTHESE DU DIAGNOSTIC

FORCES

- Une situation géographique idéale à proximité de l'Allemagne et de la Suisse qui permet notamment l'établissement d'une population de travailleurs frontaliers à bons revenus.

- Un territoire qui bénéficie d'une population jeune, en particulier à Mulhouse.

BESOINS

- Territoire marqué à Mulhouse et ses alentours par une grande pauvreté et un haut niveau du chômage, avec une population dépendantes des prestations de la Caf.

- Couverture des besoins d'accueil pour la petite enfance très en dessous des niveaux départementaux et nationaux. La situation est particulièrement difficile à Mulhouse et dans les communes limitrophes.

retour CR

OPPORTUNITES

- Lent mais régulier rééquilibrage de la population entre Mulhouse et son agglomération. La concentration de la pauvreté à Mulhouse est ainsi en recul, avec une nette diminution du nombre de bénéficiaire du RSA.

- Offre abondante de logements à Mulhouse, du fait de la démographie, qui réduit la pression sur le parc de logements sociaux.

MENACES

- Conjonction à Mulhouse d'un taux d'activité des femmes très bas et de capacité d'accueil limité pour la petite enfance, avec risque d'exclusion durable d'une partie des femmes du marché du travail.

- Attractivité du territoire en baisse pour les jeunes, dont la population diminue significativement à Mulhouse.

- La crise sanitaire et économique consécutive à la pandémie de Covid-19, frappe des populations déjà vulnérables.

retour CR

LEXIQUE

- A -

L'Accueil de loisir sans hébergement (ALSH) est une structure de loisir éducatif pour les enfants scolarisés et les jeunes fonctionnant généralement :

- Pendant l'année scolaire avant ou après les heures de classe, pendant la pause déjeunée, le mercredi ou encore le samedi ;
- Pendant les congés des petites et grandes vacances scolaires.

L'Aide personnalisée au logement (APL) est destinée aux personnes qui sont locataires d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les conditions d'entretien et les normes de confort ainsi que de ceux accédant à la propriété et remboursant un prêt conventionné signé avant le 1er février 2018.

Les **Allocataires des Caisses d'Allocations Familiales** sont les personnes qui perçoivent au moins une prestation financière. Il ne faut pas confondre les allocataires avec la « population couverte » qui comprend outre l'allocataire, son conjoint, ses enfants et éventuellement les autres personnes à charge.

L'Allocation Adulte Handicapée (AAH) est une aide financière qui vous permet d'avoir un minimum de ressources. Cette aide est attribuée sous réserve de respecter des critères d'incapacité, d'âge, de résidence et de ressources. Elle est accordée sur décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Son montant vient compléter les éventuelles autres ressources.

L'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) est une prestation familiale versée par les caisses d'allocations familiales (Caf) ou les caisses de MSA pour les personnes qui relèvent du régime agricole. Cette allocation a pour but d'aider les familles à faire face aux frais supplémentaires qu'entraîne le handicap d'un enfant à charge de moins de 20 ans. Elle est composée d'un montant de base auquel s'ajoutent éventuellement un complément qui varie en fonction de la nature et de la gravité du handicap et une majoration pour parent isolé.

L'Allocation de logement familiale (ALF) concerne les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'APL et qui ont des enfants ou d'autres personnes à charge ou qui forment un ménage marié depuis moins de 5 ans et dont le mariage a eu lieu avant les 40 ans des deux conjoints.

L'Allocation de logement sociale (ALS) est une aide financière destinée à réduire le montant du loyer ou des mensualités d'emprunts en cas d'accession à la propriété, sous condition de revenus. Elle est versée pour les personnes qui ne peuvent prétendre à l'APL ou l'ALF. Son montant dépend du nombre d'enfant à charge, du lieu de résidence, du montant du loyer, les ressources du foyer.

- C -

retour CR

Le **Complément de libre choix du mode de garde (CMG)** est versé aux familles dont les parents exercent une activité professionnelle et choisissent de faire garder leur enfant de moins de 6 ans par un assistant maternel agréé, par une garde à domicile ou par une structure (association ou entreprise). Les Caf compensent une partie de la rémunération directe du salarié. Elles prennent également en charge la totalité des cotisations sociales pour les assistants maternels agréés et la moitié pour une garde à domicile. Le montant de la prise en charge partielle de la rémunération du salarié dépend des revenus de la famille, du nombre d'enfants à charge ainsi que de l'âge des enfants gardés.

- E -

Un **Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)** est une structure autorisée à accueillir des enfants âgés de moins de 6 ans, de façon régulière ou occasionnelle, sous la responsabilité de professionnels de la petite enfance. Un EAJE veille à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui lui sont confiés.

Cette structure peut être gérée soit par une personne publique, une association ou une entreprise.

Il peut s'agir d'une micro-crèche, d'une crèche collective, d'une crèche familiale, d'une crèche parentale, d'une halte-garderie, d'un multi-accueil ou encore d'un jardin d'enfants.

- I -

L'**indice de jeunesse** est le rapport entre la population âgée de moins de 20 et celle des 60 ans et plus. L'indicateur a été calculé sur une base 100. Cela signifie que si l'indicateur est supérieur à 100, le nombre des moins de 20 ans est supérieur à celui des plus de 60 ans.

Une **Intervention sociale** est un rendez-vous entre un travailleur social et un allocataire vivant un événement modifiant profondément son équilibre familiale (première naissance, séparation, décès etc...). C'est une occasion d'écouter, mais aussi de conseiller et d'orienter l'allocataire, en faisant notamment le point sur ses droits.

- L -

Un logement vacant est un logement inoccupé qui se trouve dans l'un des cas suivants :

- Proposé à la vente, à la location
- Déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation
- En attente de règlement de succession
- Conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés
- Gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste).

- M -

Dans les **Maisons d'assistants maternels (MAM)** quatre assistants maternels au plus peuvent accueillir chacun un maximum de quatre enfants simultanément dans un local qui garantit la sécurité et la santé des enfants. Les RAM sont animés par une professionnelle de la petite enfance. Les parents et les futurs parents peuvent y recevoir gratuitement des conseils et des informations sur l'ensemble des modes d'accueil.

Les **Maisons de Services Aux Publics (MSAP)** sont des guichets d'accueil polyvalent chargées d'accueillir, d'orienter et d'aider les usagers dans leurs relations avec les administrations et organismes publics.

retour CR

La **médiane** est la valeur qui partage une distribution (salaire, revenu etc...) en deux parties égales.

Un **ménage** au sens de l'INSEE, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

- N -

Naissances domiciliées : les statistiques annuelles sur les naissances domiciliées, sont élaborés par l'Insee à partie des bulletins statistiques de l'état civil. Le lieu de l'évènement est le domicile de la mère.

Le **niveau de vie** est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

- P -

Les **Personnes couvertes** sont un ensemble formé par un allocataire et son conjoint, ses enfants et éventuellement les autres personnes à charge.

Le **Potentiel financier** représente la masse de recettes qu'une commune serait en mesure de mobiliser si elle appliquait des décisions « moyennes » en termes de fiscalité. Plus le potentiel est élevé, plus une commune peut être considérée comme riche.

La **Prestation d'Accueil du jeune enfant (PAJE)** est une aide financière qui est versée aux parents jusqu'aux 3 ans de l'enfant (6 ans pour le complément de libre choix du mode de garde). Cette prestation comprend :

- La prime à la naissance ou à l'adoption et l'allocation de base au moment de l'arrivée d'un enfant au foyer.
- La prestation partagée d'éducation de l'enfant (PREPARE) si l'enfant est né ou adopté depuis le 1er janvier 2015, versée aux parents qui cessent ou réduisent leur activité professionnelle afin de s'occuper de leurs enfants.
- La CMG si l'enfant est gardé par une assistante maternelle agrée, une garde d'enfants à domicile, une association ou une entreprise.
- Les Prestations sociales correspondent à l'ensemble des prestations familiales, de logement, de minima sociaux, d'action sociale dont peuvent bénéficier les allocataires.

La **Prestation Partagée d'Education de l'Enfant (PREPARE)** fait partie de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Elle permet à un ou aux deux parents ayant au moins un enfant à charge de moins de 3 ans (ou moins de 20 ans en cas d'adoption) de cesser ou de réduire leur activité professionnelle pour s'en occuper. La durée de versement dépend du nombre d'enfant(s) à charge et de la situation familiale.

Les **Prestations sociales** correspondent à l'ensemble des prestations familiales, de logement, de minima sociaux, d'action sociale dont peuvent bénéficier les allocataires.

La **prime d'activité (PPA)** a pour objet d'inciter les travailleurs (salariés ou non-salariés) aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et à soutenir leur pouvoir d'achat. Il faut avoir plus de 18 ans pour prétendre à cette aide sociale.

retour CR

- R -

Les **Relais d'Assistants Maternels (RAM)** sont des lieux d'information, de rencontre et d'échange au service des parents, des assistantes maternelles et des professionnels de la petite enfance.

Le **Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REEAP)** est un réseau animé par des partenaires de la Caf dont des parents. Son objectif est de valoriser les parents dans leurs rôles et compétences au sein de la famille. Le réseau met en place des actions de proximité pour favoriser les relations entre les parents, les parents et les enfants, les parents et l'école.

Les **Résidences principales** sont des logements occupés de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

Le **Revenu de Solidarité Active (RSA)** est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

Le revenu garanti est calculé comme la somme :

- d'un montant forfaitaire, dont le montant varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge.
- d'une fraction des revenus professionnels des membres du foyer.

Si les ressources initiales du foyer sont inférieures au montant forfaitaire, la différence s'appelle le RSA socle. On parle de RSA activité pour le complément de revenu d'activité éventuelle.

- T -

Le **Taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le **Taux de chômage** est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par région etc...

Taux de couverture (Caf) : C'est la capacité d'accueil des enfants de moins de 3 ans par les modes d'accueils « formels » pour 100 enfants de moins de 3 ans. L'accueil individuel comprend les assistants maternels, les salariés à domicile. L'accueil collectif comprend les EAJE et l'école maternelle. Le taux de couverture peut être supérieur à 100 lorsque l'offre d'un territoire intègre des enfants résidant sur d'autres territoires. Il s'agit d'un nombre de places et non d'un nombre d'enfants gardés. Une place peut être utilisée par plusieurs enfants, un enfant peut utiliser plusieurs places (écoles et assistants maternels par exemple).

Le **Taux de dépendance aux prestations** est la proportion d'allocataires pour lesquels les prestations de la CAF représente au moins un certain pourcentage des revenus (ici 50 % et 100 %).

Le **Taux de pauvreté** correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). Le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

retour CR

SOURCES DE DONNEES EXPLOITEES

Insee :

- **Les recensements de population 2012 et 2017**
  - Bases de chiffres clés
  - Bases de tableaux détaillés
  - Fichiers détails
- **L'état civil**
  - Naissances domiciliées
- **Filosofi 2017**
  - Niveau de vie et pauvreté des ménages

Caf :

- Allocataires
- Accueil petite enfance
- Action Sociale

Liens utiles

https://www.insee.fr

https://www.caf.fr

http://data.caf.fr/site/

https://atlasinteractif-caf68.fr

https://monenfant.fr

retour CR

Annexe 2

Le portrait de territoire

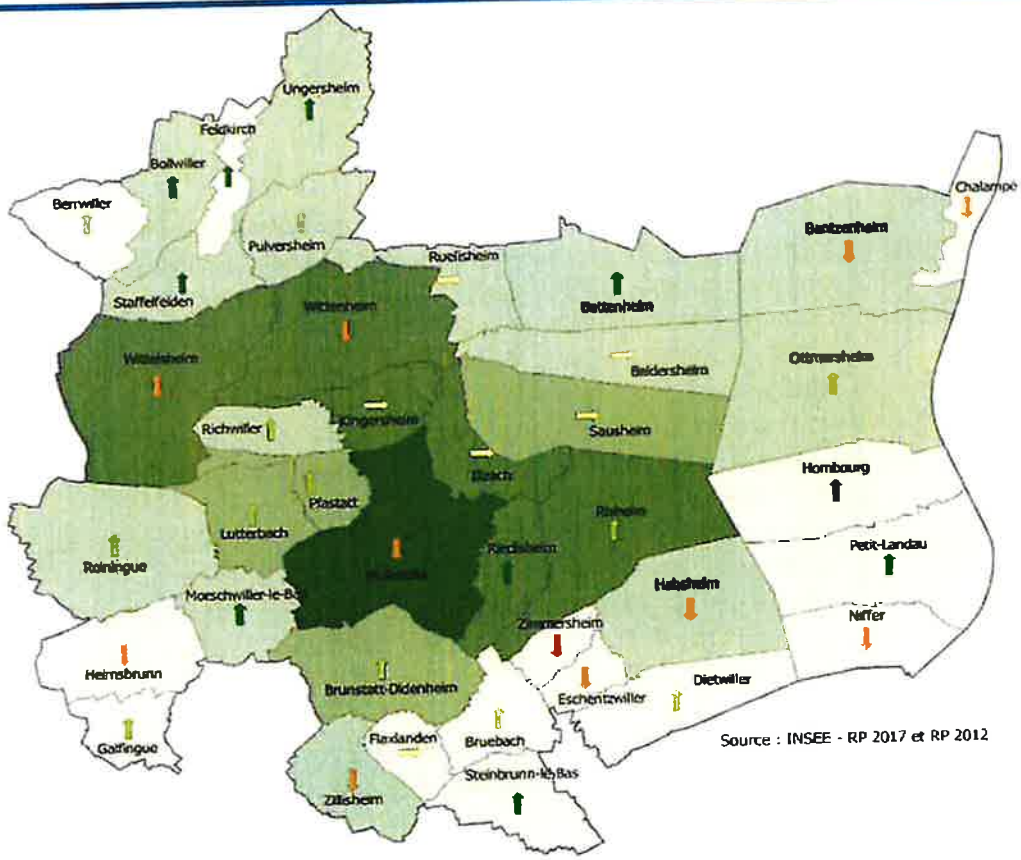
retour CR

PORTRAIT DE TERRITOIRE :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

La Communauté d'Agglomération, Mulhouse Alsace Agglomération est l'un des 16 EPCI du département du Haut-Rhin. Elle occupe une position centrale à l'est du département, proche à la fois de l'Allemagne et de la Suisse.
Elle s'étend alors sur 439 km² ce qui en fait le plus grand EPCI du département.
Mulhouse Alsace Agglomération est également l'intercommunalité la plus peuplée du Haut-Rhin, et **la 3ème de la région Grand-Est** (derrière L'Eurométropole de Strasbourg et le Grand Reims).
Avec 273 564 habitants au 1er janvier 2020, l'agglomération compte pour 35 % de la population du département. Elle est centrée autour de la ville de Mulhouse qui compte pour 40 % de sa population avec 109 443 habitants.
C'est **un territoire très urbanisé dans sa partie centrale** et la densité y atteint 623 habitants par km², bien au-dessus de la moyenne départementale. Cependant elle comporte également des petites communes dans sa périphérie, ce qui en fait **un territoire divers**. La Communauté d'Agglomération se caractérise par le poids très important de la ville de Mulhouse, aucune autre commune ne dépassant les 15 000 habitants. On compte cependant 6 villes de plus de 10 000 habitants : Illzach, Kingersheim, Riedisheim, Rixheim, Wittelsheim et Wittenheim.

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin



retour CR

DONNEES DEMOGRAPHIQUES :	TYPOLOGIE DES FAMILLES ALLOCATAIRES :
272 564 Habitants (35 % dép.) 56 621 Allocataires pour 140 929 personnes couvertes (51.5 % dép.) Répartition des enfants et jeunes : 13 463 enfants de 0 à 3 ans 28 620 enfants de 4 à 11 ans 23 734 jeunes de 12 à 18 ans 20 780 jeunes de 19 à 25 ans	Sur les 56 621 allocataires : 15 % de familles monoparentales (soit 8 766 familles) 35 % de couples avec enfants 6 % de couples sans enfants 43 % adultes isolés sans enfants
BENEFICIAIRES DE MINIMA SOCIAUX :	**AIDES AU LOGEMENT :**
8 673 bénéficiaires du RSA 18 391 bénéficiaires de la prime d'activité 5 462 bénéficiaires de l'AAH 1770 bénéficiaires de l'AEEH.	30 690 allocataires bénéficiaires d'une aide au logement (APL, ALF, ALS) 1 513 signalements d'impayés de loyers

Données Caf 2019

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

SYNTHESE DEMOGRAPHIQUE :

M2A est une agglomération jeune, créée en 2010 composée de 39 communes qui représentent :

- 10 % des communes du département
- 35 % de la population dont 50 % des problématiques sociales et familles fragilisées.
- Elle comprend 6 quartiers classés Politique de la ville : Quartier de Bourtzwiller, Coteaux, Brustlein et Péricentre à Mulhouse ; Drouot-Jonquilles (Mulhouse, Illzach) et le quartier Markstein-la-forêt à Wittenheim.
- 43 % bénéficiaires de la Prime d'activité (Bas revenu) résident en dehors de Mulhouse
- 54 % des Familles allocataires de la Caf résident hors Mulhouse.

Constat : Une représentation non négligeable de familles avec des salaires modestes et précaires.

L'Agglomération est dense et diversifiée, un déséquilibre est constaté entre Mulhouse et les autres communes de M2a pour exemple :

- 73 % des bénéficiaires du RSA de l'agglomération résident sur Mulhouse, ils représentent 50 % des bénéficiaires du Rsa sur le département.

La Caf couvre 51 % de la population en allocation. (65 % Mulhouse et 42 % hors agglomération)

- 33% de taux de pauvreté sur Mulhouse soit le double du taux national.
-24% de la population de Mulhouse a uniquement pour ressource les prestations familiales
-50% des Mulhousiens sont bénéficiaires de prestations CAF.

Constat : Forte paupérisation sur la commune de Mulhouse avec une surreprésentation des jeunes de moins de 40 ans contrairement au reste de l'agglomération.

retour CR

ACCES AUX SERVICES :

Travailleurs sociaux CAF

Mise à disposition en 2019 :
- 888 premières naissances
- 45 naissances multiples
-17 décès d'enfants
- 40 décès de conjoints
-1 093 séparations
-125 familles en impayés ALF

2 109 interventions :
- 1 790 entretiens individuels réalisés
Et 319 en collectifs
(60 % séparation, 17 % 1ere naissance, 5 % décès conjoint, 2 % décès enfant et 16 % autres) **soit 32 interventions pour 1 000 habitants**
Accueil sur RDV tous les jours au siège



ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

LE TRAVAIL SOCIAL

Le Pôle Accompagnement des Familles est composé d'une équipe de 12 travailleurs sociaux et 2 secrétaires sociales. **5 Travailleurs Sociaux sont affectés sur le territoire m2A**

Ils accueillent les allocataires sur Rendez-vous au siège de la CAF pour les habitants de la m2A. Un projet d'intervention au sein des Espaces France Services à Wittenheim, Wittelsheim, Quartier Drouot et Coteaux est en cours.

Missions : **Accompagner les familles confrontées à un changement ou une situation pouvant les fragiliser** :
- Une séparation,
- Un isolement avec enfant à charge
- Le décès d'un enfant ou d'un conjoint
- La naissance d'un premier enfant ou naissance multiple.
- La prévention des impayés de loyer (ALF) pour favoriser le maintien dans le logement et éviter la mise en place d'une procédure d'expulsion locative

L'objectif est de favoriser l'accès aux droits commun et de soutenir le/les parent(s) dans la nouvelle organisation familiale

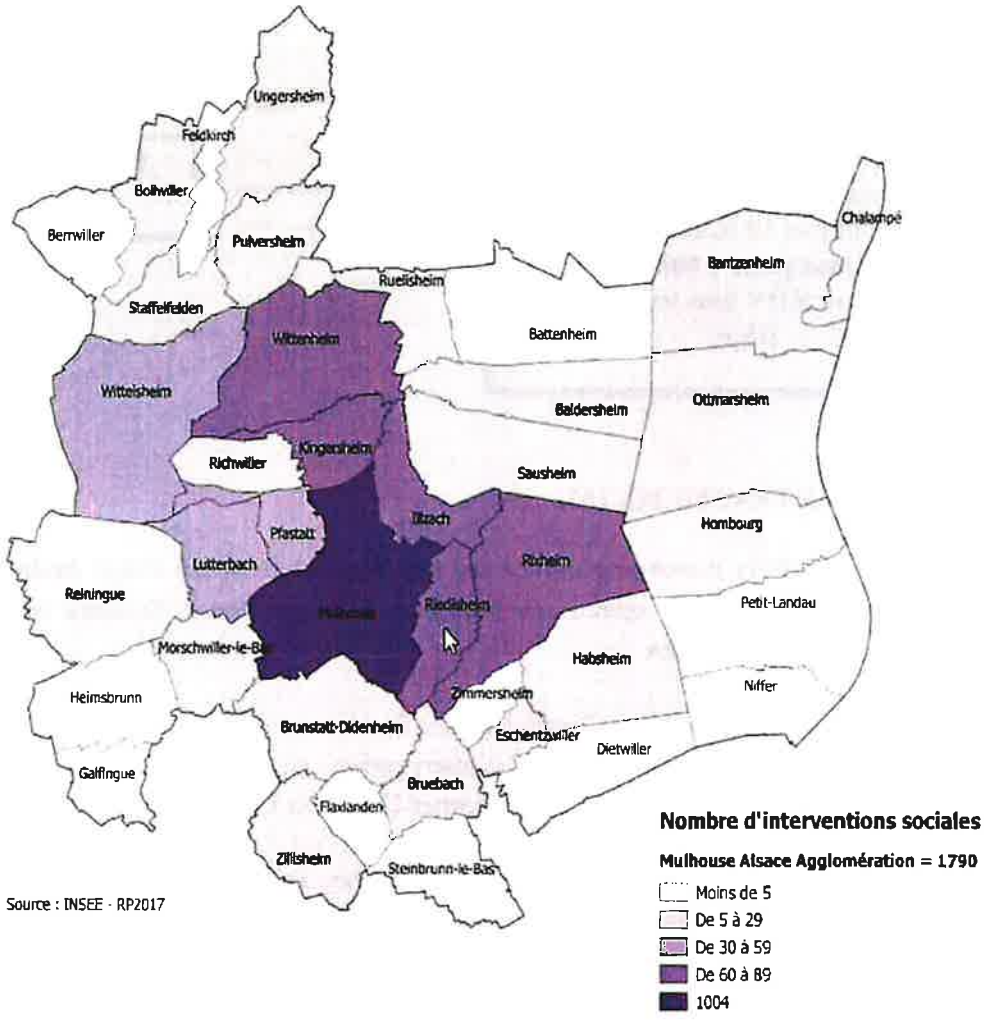
Dans une démarche pro active, chaque allocataire confronté à l'une de ces situations reçoit un courrier de mise à disposition via un système de requêtage ou appels sortants.

retour CR

En plus de proposer des accompagnements individuels et collectifs auprès des familles allocataires, les travailleurs sociaux participent également à diverses instances CCAPEX, ASLL, commission Banque de France, comité PIG, PRE.

Le Pôle Accompagnement des Familles travaille en étroite collaboration et en réseau avec l'ensemble des partenaires du territoire.

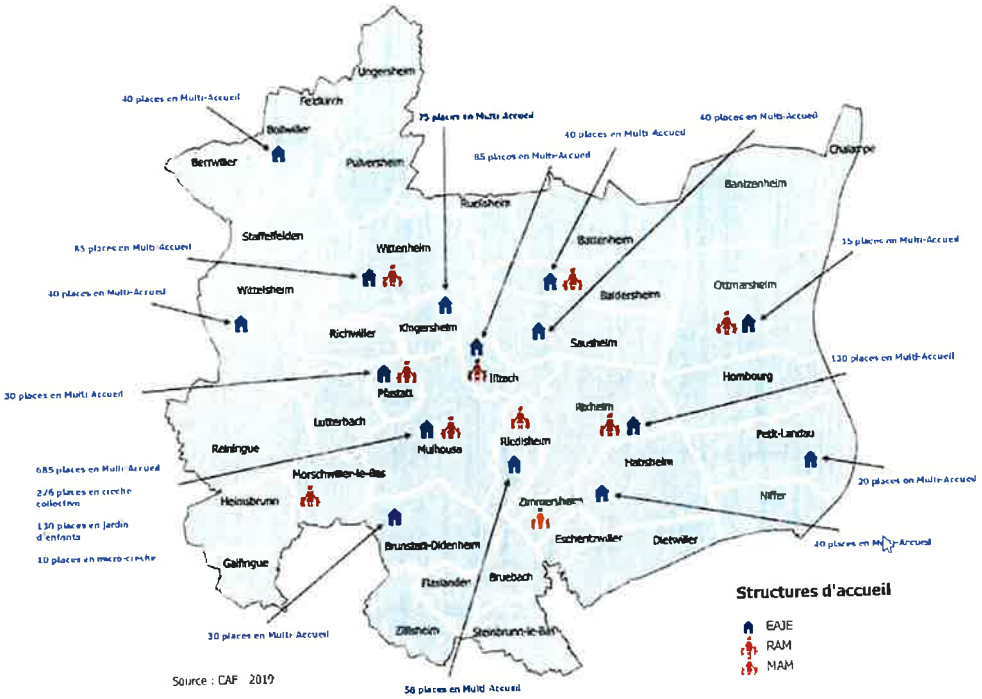
Nombre d'interventions sociales



retour CR

STRUCTURES D'ACTION SOCIALE :

PETITE ENFANCE



Source : CAF 2019

36 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant
3 Maison d'Assistantes Maternelles (Lutterbach, Ruelisheim et Zimmersheim)
1Maison d'accueil familiale
12 micro-crèches privées
10 Relais d'Assistantes Maternelles

Taux de couverture des besoins : **42 %**

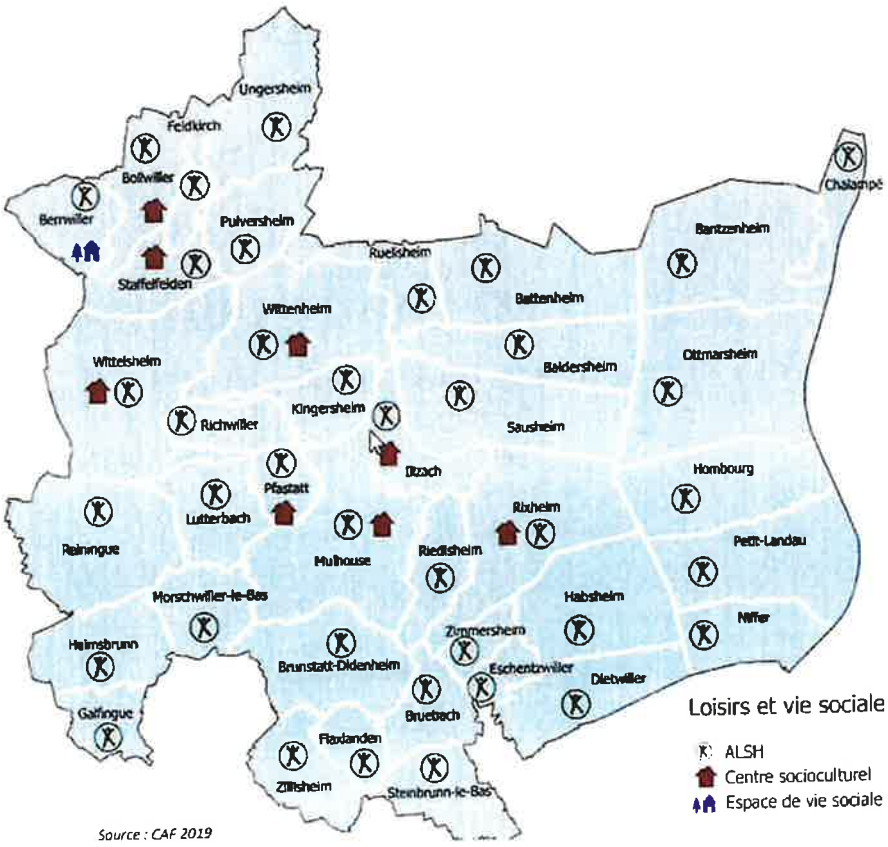
Le taux national est de 58 %

ENFANCE – JEUNESSE ET VIE SOCIALE

86 Accueils de Loisirs Sans Hébergement Locaux Jeunes / accueils d'adolescents

15 Centres Socioculturels
1 Espace de Vie Sociale

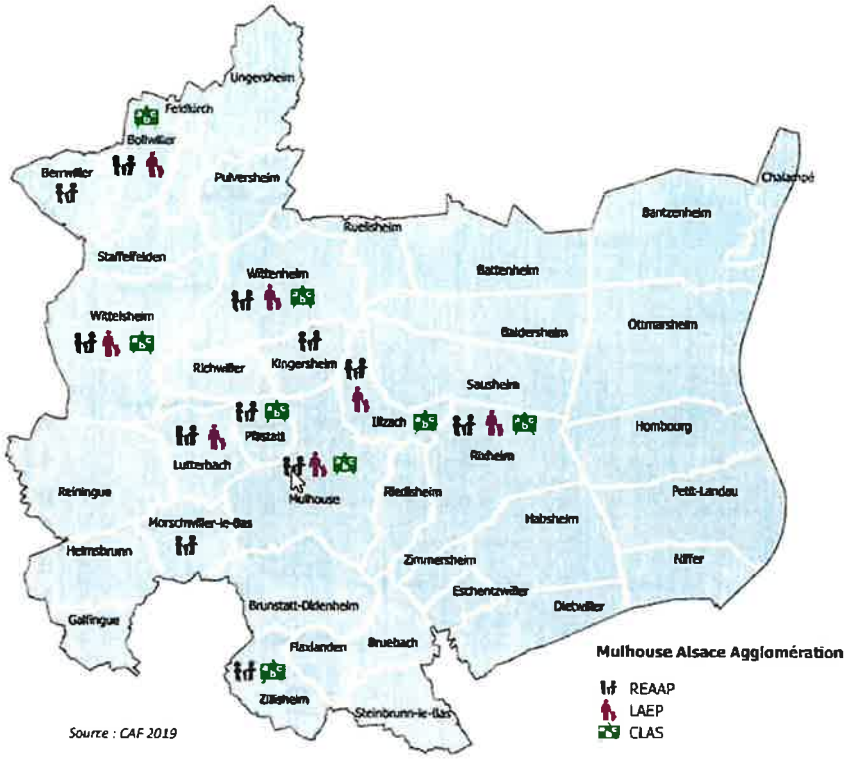
3 Prestations Jeunes



Source : CAF 2019

retour CR

- **PARENTALITE**



24 Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité
11 Lieux d'Accueil Enfants Parents
45 actions du réseau parents 68 (32 % actions /dept)
2 services de Médiation Familiale
1 Espace rencontre

<u>Aide à domicile :</u>
Sur le Dpt : 556 familles bénéficient d'aide à domicile financée par la CAF
Sur m2a : **352** Familles dont 199 sur Mulhouse.
Cela correspond à **63%** du taux d'interventions financé par la Caf.

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

ZOOM DES STRUCTURES SUR MULHOUSE

PETITE ENFANCE

- 18 multi accueils
- 5 micro-crèches
- 1 Crèche familiale
- 3 Jardins d'enfants
- 2 Ram +Ram de Morschwiller-le-Bas qui couvre 6 quartiers de Mulhouse

ENFANCE LOISIRS ET VIE SOCIALE :

- 8 centres sociaux culturels
- 16 gestionnaires de structures ALSH (périscolaire/extrascolaire et/ou ados)

PARENTALITE :

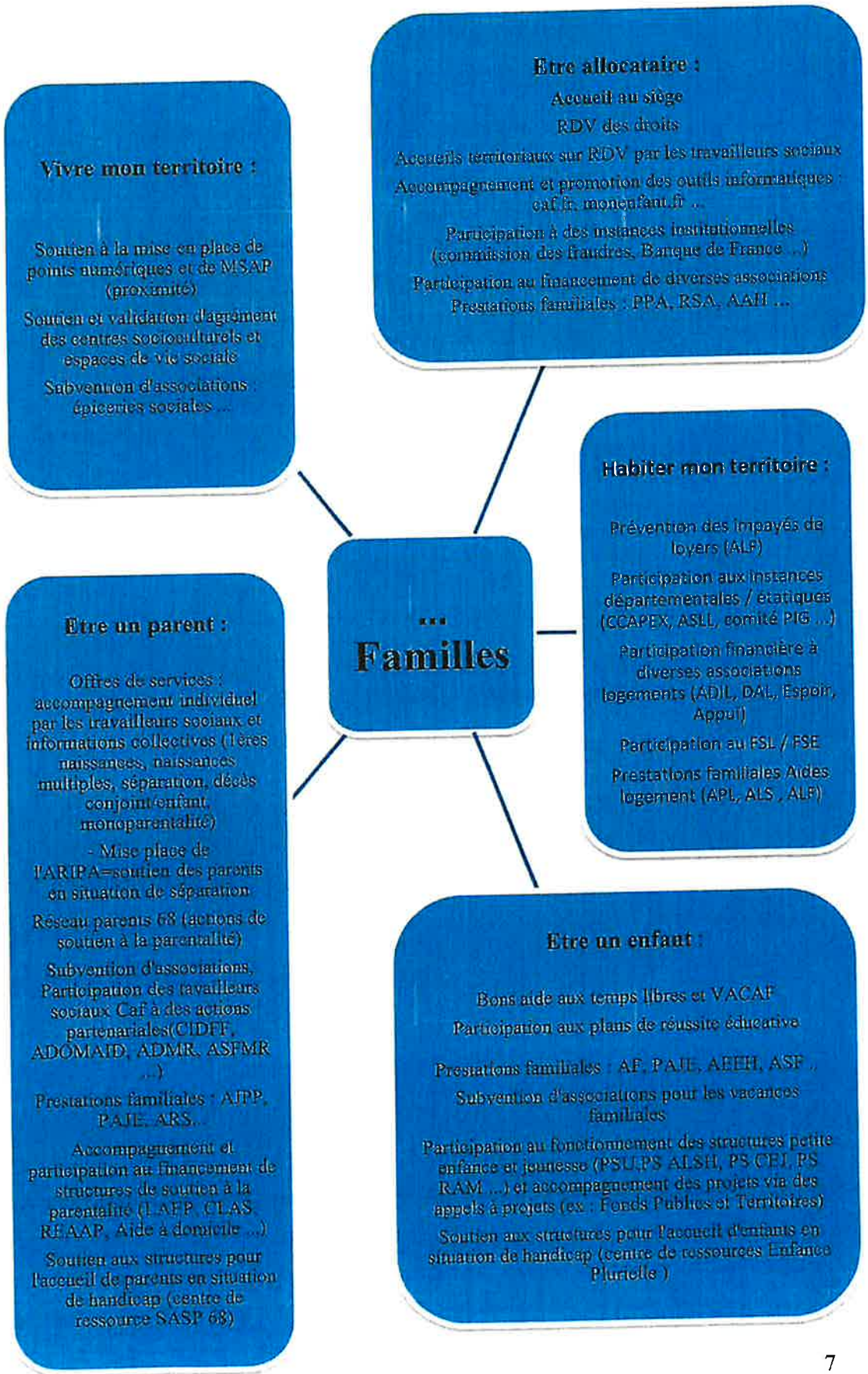
- 5 Laep
- 15 actions Réseau parents
- 11 actions Clas
- 1 espace de rencontre
- 2 services de médiation familiale

LOGEMENT :

- 1 foyer de jeune travailleur

retour CR

LA CAF 68 AU CŒUR DES ...



ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

retour CR

SYNTHESE DES DISPARITES ENTRE MULHOUSE ET LES AUTRES COMMUNES DE L'AGGLOMERATION

POPULATION ET DEMOGRAPHIE :

La population a peu évolué en 5 ans mais la situation est contrastée selon les communes.

La ville de Mulhouse connait une baisse modérée mais régulière de sa population, et cela malgré un solde naturel fortement positif.

La périphérie immédiate de Mulhouse voit à l'inverse sa population augmenter particulièrement à Riedisheim (+633 habitants), sauf à Illzach qui connait une baisse comparable à Mulhouse de même que les villes moyennes de Wittelsheim et Wittenheim.

Les petites communes du nord-ouest du territoire ont toutes gagné des habitants tandis que la bordure est plus hétérogène dans ses trajectoires.

La première ville du Haut-Rhin compte **une population jeune,** toutes les classes d'âges en dessous de 40 ans sont sur-représentées.

La ville principale se caractérise par une plus grande proportion de personnes seules,

60 % des familles sont sans enfant à charge et 36 % des familles avec enfant. (50 % et 49 % sur notre population allocataire)

La proportion de personnes seules est ainsi beaucoup plus élevée (50 %) à Mulhouse que dans le reste de la Communauté d'Agglomération (35 %).

Certaines communes proches de Mulhouse partagent également cette caractéristique: Brunstatt-Didenheim, Lutterbach et Riedisheim.

De manière générale, plus on s'éloigne de Mulhouse vers l'est et le sud, plus la part des couples avec enfants augmente cependant on constate une augmentation de 6 % des familles monoparentales hors Mulhouse

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
du Haut-Rhin

EMPLOI:

Le niveau du chômage dans la Communauté d'agglomération est très supérieur à la moyenne du département en raison de la situation de **la ville de Mulhouse où le chômage atteint 27,3 %** et dans une moindre mesure Illzach (19,1 %). 40 % des chômeurs sont des jeunes et 26.9% sont des femmes.

En moyenne, le reste de l'agglomération connait **un taux de chômage inférieur au département et à la moyenne nationale.**

La part des catégories populaires est plus importante à Mulhouse où les deux tiers de la population appartiennent à l'ensemble ouvrier et employé.

A l'inverse, le **reste de l'agglomération** compte une plus grande proportion de **Professions intermédiaires et de Cadres et Professions intellectuelles supérieures.**

Mulhouse Alsace Agglomération compte une importante proportion de travailleurs frontaliers, 10 % des actifs se rendant à l'étranger pour travailler.

La part de ces travailleurs est moins élevée (5,5 %) à Mulhouse même. De par la taille de la ville, plus de **la moitié des actifs habitant Mulhouse y travaillent.**

RESSOURCE DES MENAGES :

Mulhouse se caractérise par un taux de pauvreté qui atteint 33 % contre une moyenne de 18,4 % dans l'Agglomération et 12,9 % dans l'ensemble du département.

retour CR

Le territoire connait ainsi d'importantes inégalités, avec un niveau de vie médian qui varie du simple au double entre Mulhouse et les communes les plus aisées du sud-est.
La part des allocataires à bas revenus est près de deux fois plus élevée à Mulhouse que dans le reste de la Communauté d'Agglomération.
La part des allocataires à bas revenus dans les communes avoisinantes est également élevée puis diminue avec la distance, à l'exception d'Ottmarsheim.

LOGEMENT :

Mulhouse se caractérise par une proportion très importante de logements vacants qui ont atteint 16,2 % des logements en 2017.
La ville de Mulhouse s'oppose fortement au reste de la Communauté d'Agglomération sur le type des résidences principales.
Les locataires représentent les deux tiers des résidences principales à Mulhouse contre un tiers seulement dans le reste de l'agglomération. La situation s'inverse pour les propriétaires. Ces derniers occupent les deux tiers de l'agglomération et ils sont un tiers sur Mulhouse.
Les logements sociaux sont également deux fois plus nombreux à Mulhouse que dans la communauté d'agglomération. On ne connait pas la proportion de bailleurs privés sur M2A et Mulhouse, dans le département, ils sont 14000.
50% des ménages sont constitués de personnes seules sur Mulhouse.

Les impayés de loyer signalés à la CAF sont en baisse en 2019 après une augmentation en 2017. Ils sont **concentrés à Mulhouse** qui en réunit les deux tiers.
On rappelle que le taux de pauvreté est de 33% à Mulhouse

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

PARENTALITE-ENFANCE ET JEUNESSE

- Mulhouse a vu sa population d'enfant de **0 à 3 ans baisser** de manière importante, ce qu'on n'observe pas dans le reste de l'agglomération.
- la population de jeunes de **19 à 25 ans a diminué** significativement, particulièrement à Mulhouse.
- la population des enfants de **4 à 11 ans augmente** aussi bien à Mulhouse que dans le reste de l'agglomération.
- Pour les **12 à 18 ans**, on peut constater une évolution divergente entre Mulhouse et le reste de l'agglomération. Leur population **augmente significativement dans la ville principale**, mais diminue légèrement dans le reste du territoire.

Malgré les structures en place, le taux de couverture des besoins pour la petite enfance était en 2018 de seulement **42 % pour Mulhouse Alsace Agglomération.** C'est nettement inférieur à la moyenne départementale de 50,1% et encore plus loin de la moyenne nationale de 58 %. Mulhouse (37 %) et les communes avoisinantes sont encore moins couvertes.
L'ensemble des assistantes maternelles dépendent d'un relais d'assistantes maternelles sauf 70 Assistantes maternelles résidant sur Wittelsheim.

Le territoire de m2a est couvert par au moins un dispositif ou une action du panier de service parentalité :

- La majorité des Lieux d'Accueil Enfants Parents du département est implanté sur le territoire de m2a : 11 Laep sur 19 existants.
- 32% des actions de soutien à la parentalité financées par le Réseau Parents 68 sur le département sont localisées au sein du territoire de m2a. Elles sont presque exclusivement déployées par des associations, principalement des

retour CR

structures de l'animation de la vie sociale. 15 actions sont recensées à Mulhouse.

- 24 actions Clas sont mise en œuvre sur le territoire m2a, dont 11 à Mulhouse.

Néanmoins, il existe une inégalité de répartition de l'offre au niveau du territoire : l'est et le sud-est de la communauté d'agglomérations sont totalement dépourvus d'action et de service de soutien à la parentalité. La majeure partie des actions et services sont concentrés à Mulhouse et au sein des communes limitrophes de Mulhouse, soit les zones les plus denses du territoire.

Dans le cadre de la prévention et de l'accompagnement des ruptures familiales, le territoire de m2a se compose de l'ensemble des services existants :

- 2 services de médiation familiale,
- 1 espace de rencontre.

ANIMATION VIE SOCIALE :

1. Présentation générale :

A l'échelle du département du Haut-Rhin, 22 centres sociaux sont actuellement recensés ainsi qu'un espace de vie sociale.
16 centres sociaux sont implantés sur M2A soit 73 % des structures du Département.

8 sur la ville de Mulhouse :

- AFSCO
- CSC Bel Air
- CSC Drouot
- CSC Wagner
- CSC Lavoisier Brustlein
- CSC Papin
- CSC Pax
- CSC Porte du Miroir

8 sur d'autres communes de l'agglomération :

- CSC/MJC Bollwiller
- CSC La Passerelle à Rixheim
- CSC La Margelle à Staffelfelden
- CSC Appona 68 à Wittenheim
- CSC LA Bobine à Pfastatt
- CSC Coréal à Wittenheim
- CSC Fil d'Ariane à Illzach
- CSC Wit'tacité à Wittelsheim

2. Poids financier :

Les budgets cumulés des CSC représentent 44 192 248,56 € sur l'ensemble du département.
La part des CSC implantés sur M2A est de 31 332 724,14 €.
Les CSC Mulhousiens représentent : 16 999 744,43 € de budget.

retour CR

3. La participation de la CAF :

La Caf 68 verse 2 134 205,00 € sur fonds locaux aux CSC du Haut-Rhin dont **1 609 123,00 € aux CSC implantés sur M2A.**
Ces financements recouvrent les champs suivants :

- Un financement direct de l'action pilotage et fonctionnement : 1 470 664,00 €
- Des postes d'animateurs jeunesse : 12000,00 €
- Les sorties et séjours Familles : 83 642,00 €
- Les réseaux Parents et écoute : 12 885,00 €
- Les contrats Locaux d'Accompagnements à la Scolarité : 24 700 €

La Caf 68 verse 10 677 163,73 € sur fonds nationaux aux CSC du Haut-Rhin dont **8 324 710 ,52 € aux CSC implantés sur M2A.**
Ces financements recouvrent les champs suivants :

- PSU : 5 272 122,38 €
- Bonus mixité sociale : 302 000 €
- Bonus inclusion handicap : 7 985,00 €
- RAM : 79 879,48 €
- ALSH périscolaire et extrascolaire : 715 978,53 €
- PS Animation Globale CSC et Référents Familles : 1 463 818,14 €
- Parentalité (CLAS/LAEP/Fond National de la Parentalité) : 271 953,57 €

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

4. Zoom sur les Espaces de Vie Sociale :

Les espaces de vie sociale sont des lieux de proximité, gérés par des associations, qui développent des actions collectives permettant :
- le renforcement des liens sociaux et familiaux, et les solidarités de voisinage,
- la coordination des initiatives favorisant la vie collective et la prise de responsabilité des usagers.

Un EVS est, à ce jour, implanté sur le territoire de M2A à Berwiller.
L'EVS Dorfhisla a obtenu en 2021 un agrément de 4 ans et peut ainsi déployer son projet social jusqu'en 2024.

Le déploiement de nouveaux Espaces de Vie Sociale permettra de proposer un maillage plus adapté aux attentes des habitants ainsi qu'en termes de soutien aux initiatives locales.

retour CR

SOUTIEN FINANCIER DE LA CAF 68 :

343 617 542 € des allocations versées sur le territoire
17 017 947 € de prestations de services versées sur le territoire
7 761 360 € de contrat Enfance Jeunesse
3 377 600 € de Subventions et prêts collectifs

Total des prestations et aides financières versées par la CAF sur le territoire :

371 774 449 €

Les dépenses d'action sociale pour la Communauté d'agglomération, représentent près de la moitié des dépenses totales pour le département.

ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE :

- **Adapter (déconcentration entre Mulhouse et les autres communes) des services de proximité**

Soutenir voire développer les dynamiques autour des secteurs de la petite enfance, de la jeunesse, de la parentalité et de l'animation de la vie sociale

- **Interconnaissance / Mise en relation des acteurs du territoire**

Développer des liens entre les acteurs du territoire tous domaines confondus (logique de transversalité pour répondre aux besoins de la population)

- **Equité territoriale sur l'accès aux droits en fonction des besoins**

Lutter contre le non recours aux droits

- **S'adapter aux besoins de la population par bassins de vie et au regard des liens sociaux**

retour CR

LEXIQUE :

AAH: Allocation adulte handicapé
ADIL: Agence Départemental pour l'information sur le logement
ADMR : Aide à domicile en milieu rural
ADOMAIDE: Aides aux mères et aux familles à domicile
AEEH: Allocation éducation enfant handicapé
AJPP: Allocation journalière de présence parentale
ALSH : Accueil de loisirs sans hébergement
APL: Allocation personnalisé au logement
ALF: Allocation de logement social
ALS: Allocation logement social
ARS: Agence régionale de santé
ASF: Allocation de soutien familial
ASFMR: Association syndicale des familles monoparentales
ASLL: Accompagnement social lié au logement
CAF : Caisse des allocations familiales
CCAPEX: Commission départemental de coordination des actions de prévention des expulsions locatives
CEJ : Contrat enfance jeunesse
CIDFF: Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
CLAS: Contrat local d'accompagnement scolaire
CMG: Complément libre choix de mode de garde
CSC: Centre socioculturel
DAL: Droit au logement
EAJE: Etablissement accueil du jeune enfant
EFS : Espace France Services
EVS: Espace de vie social
FJT: Foyers de jeune travailleur
FSE: Fonds de solidarité énergie
FSL: Fonds de solidarité logement
LAEP: lieux d'accueil enfant-parent
MAM: Maison d'assistante maternelle
MSAP: Maison des services au public
PAJE : Prestation accueil du jeune enfant
PIG: Programme d'intérêt général de rénovation énergétique
PPA: Prestation de prime d'activité
PSU / PSO: Prestation de service unique ou ordinaire
RAM: Relais d'assistantes maternelles
RSA: Revenu de solidarité active

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Haut-Rhin

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-631C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

68 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

POLITIQUE DE L'HABITAT : CONVENTION CADRE DE TERRITOIRE AVEC ACTION LOGEMENT (535/1.4/631C)

Action Logement est un acteur essentiel de l'habitat à l'échelle nationale comme à celle du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, et cela tant sur le parc privé que sur le parc social, tant au service des entreprises que des salariés. Depuis 2018, la Délégation Régionale Grand Est d'Action Logement met en œuvre des conventions cadre de territoire avec les principales agglomérations de notre région.

Sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, Action Logement est actuellement signataire de plusieurs conventions opérationnelles, notamment sur les thématiques du renouvellement urbain et des copropriétés. Ainsi, il est proposé d'établir de manière complémentaire une convention cadre à l'échelle de l'agglomération.

Cette convention a pour objet de décliner et d'optimiser l'intervention d'Action Logement sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération en interaction avec les projets de la collectivité et d'identifier les engagements réciproques qui en résultent. Il ne s'agit pas d'une convention financière, mais d'engagements de principes.

La convention mentionne à ce titre :
- les ambitions de développement de la collectivité notamment en termes de production de logements locatifs sociaux et de mise en œuvre du NPNRU ;
- les objectifs communs (amélioration du parc privé, rénovation énergétique, soutien aux copropriétés…) qui appellent une déclinaison opérationnelle, au croisement des ambitions de la collectivité et du groupe Action Logement ;

retour CR

- les engagements actuels du groupe Action Logement sur le territoire (en particulier OPAH, POPAC, Plans de sauvegarde) ;
- les engagements prévisionnels du groupe Action Logement pour l'année 2022 : niveau prévisionnel des prêts, aides et services d'Action Logement Services et mobilisation des filiales immobilières du Groupe Action Logement ;
- les engagements réciproques de la collectivité pour assurer le déploiement optimal des interventions du Groupe Action Logement.

La convention rappelle que Action Logement collecte près de 4M€ annuellement auprès des entreprises de Mulhouse Alsace Agglomération et reverse près de 5M€ en aides aux ménages et aux bailleurs sociaux.

Cinq thématiques d'intervention sont développées au sein de cette convention :
- améliorer les logements du parc privé ;
- promouvoir la mixité sociale et contribuer à l'attractivité et au développement de l'offre de logement sur le territoire par une maîtrise du foncier, une mobilisation des financements et des démarches d'innovation ;
- faciliter et accompagner le parcours résidentiel des salariés ;
- contribuer à l'attractivité du territoire et au développement économique ;
- développer les partenariats institutionnels.

La convention est conclue pour l'année 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet de convention cadre de territoire entre Action Logement et Mulhouse Alsace Agglomération ;
- autorise le Président ou son Vice-Président à signer la convention cadre.

PJ : Projet convention cadre de territoire

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

CONVENTION CADRE DE TERRITOIRE POUR FACILITER LE PARCOURS RESIDENTIEL DES SALARIES DANS LE TERRITOIRE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par son Président ou Vice-président, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération en date du xx/xx/2022,

Ci-après dénommé(s) « **La collectivité… »**

D'UNE PART,

ET :

ACTION LOGEMENT GROUPE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est sis 21 quai d'Austerlitz 75013 PARIS, déclarée à la Préfecture de Police de PARIS sous le numéro W751236716, et dont le numéro SIREN est le 824 581 623,

ACTION LOGEMENT SERVICES, SAS au capital de 20 000 000 d'euros, dont le siège social est situé au 21 quai d'Austerlitz à Paris (75013), immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 824 541 148,
représenté par Monsieur Damien SIONNEAU, Président, et Madame Ghislaine STEPHANN, Vice-présidente du Comité Régional Action Logement Groupe du Grand Est, dûment habilités à l'effet des présentes,

Ci-après désigné **« Action Logement »** ou le **Groupe Action Logement** lorsque les sociétés **Action Logement Services** et **Action Logement Immobilier** sont concernées.

D'AUTRE PART,

Ci-après ensemble désignées « **LES PARTIES** ».

Projet

retour CR

Préambule de la convention :

Fort de la création du Groupe voulue par les partenaires sociaux, **Action Logement** est devenu aujourd'hui un acteur incontournable de la politique du logement au service des entreprises et des salariés. Le Groupe acteur de premier plan de l'économie sociale, dispose désormais d'outils complémentaires et puissants :

- Un pôle « services » dédié aux besoins des salariés pour rapprocher le logement de l'emploi, et financer le logement et les politiques publiques du logement. Ce pôle regroupe Action Logement Services (ALS) et ses filiales ainsi que l'APAGL.
- Un pôle "immobilier » qui produit directement une offre de logements diversifiée pour loger les salariés (premier bailleur social français avec son million de logements sociaux et intermédiaires). Ce pôle est composé d'Action Logement Immobilier (ALI) et ses filiales immobilières ainsi que de l'Association Foncière Logement (AFL).

S'appuyant sur la force du Groupe ainsi constitué, les partenaires sociaux ont souhaité qu'il se positionne résolument comme initiateur des actions à déployer au plus près des territoires pour faciliter l'Emploi par le Logement, en cohérence avec les politiques locales de l'Habitat, portées par les collectivités locales compétentes.

L'ancrage territorial est en effet un axe fondateur du déploiement de l'action du Groupe en faveur du Logement et de l'Emploi.

- Il est porté par les Comités régionaux et territoriaux (CRAL et CTAL) qui sont la représentation politique des partenaires sociaux dans les régions et territoires.
- Il détermine la pertinence et l'agilité des actions au service des besoins diversifiés des salariés et des entreprises sur les territoires, en interaction avec les collectivités qui conduisent localement les politiques de l'Emploi et du Logement.

<u>Les engagements de la convention quinquennale</u>

La convention quinquennale contractualisée avec l'Etat représentant au total plus de 15 milliards d'euros de fonds issus de la PEEC sur les années 2018- 2022 permet à Action Logement de contribuer à l'amélioration de la situation du logement en France au moyen de trois principaux axes de financement :

- **5 milliards d'euros** d'aides directes aux ménages pour favoriser l'accès au logement ;
- **5,5 milliards d'euros** de financement des organismes de logement social et intermédiaire et de soutien à l'investissement des organismes de logement social ;
- **5 milliards d'euros** de cofinancement des politiques nationales notamment de Rénovation Urbaine.

Les partenaires sociaux d'Action Logement ont signé avec les ministères du Logement et du Budget, lundi 15 février 2021, un avenant à la Convention quinquennale et au PIV. Ce texte traduit l'engagement du Groupe en faveur de la reprise économique et de l'accompagnement des salariés fragilisés par la crise. Cet accord, présenté au cours d'une conférence de presse le 5 février, comporte quatre axes :

Projet

retour CR

1. **Accompagnement de 20 000 salariés accédant à la propriété d'un logement neuf par le versement d'une aide de 10 000 €** (sous conditions de ressources et de nature de l'acquisition)**.**

2. Soutien supplémentaire à la production de 250 000 logements sociaux et abordables en deux ans pour 1,17 Md€ dont :

→ 250 millions d'euros en prêts et 450 millions d'euros en subventions, pour la production de logements abordables.

→ 145 millions d'euros de prêts et 65 millions d'euros de subventions pour financer 14 000 places en résidences et logements pour jeunes actifs et étudiants auxquels s'ajoutent 10 millions d'euros de subventions pour financer des logements en colocation.

→ 250 millions d'euros en prêts ou subventions, pour financer 2 000 logements et favoriser par des interventions de l'Association Foncière Logement, la mixité sociale en zones détendues dans les quartiers prioritaires de la ville et dans les centres anciens marqués par l'habitat indigne.

3. Sécurisation des parcours et accompagnement des jeunes et des salariés :

→ en augmentant le montant de l'enveloppe destinée à l'accompagnement des salariés en difficulté, en plus de la poursuite du versement de l'aide à la prévention des loyers impayés.

→ en étendant le bénéfice de l'aide mobilité de 1 000 €, à tous les jeunes de moins de 25 ans munis d'un bail locatif, entrant en emploi, rémunérés entre 0,3 et 1,1 SMIC.

→ en élargissant la garantie Visale à l'ensemble des salariés du secteur privé et agricole de plus de trente ans, gagnant jusqu'à 1 500 euros nets par mois pour favoriser leur accès à un logement locatif dans le secteur privé.

4. Rénovation Urbaine

Mobilisation de 1,4 milliard d'euros supplémentaires pour intensifier les opérations de rénovation urbaine et de mixité sociale portées par l'ANRU dans les quartiers prioritaires de la ville, qui permettra avec la contribution de l'Etat et du mouvement Hlm de porter le montant du NPNRU de 10 à 12 milliards d'euros.

Ce volet d'aides, en faveur de la reprise économique et de l'accompagnement des salariés fragilisés par la crise, vient en complément de l'offre de services existante.

En s'inscrivant dans les politiques locales de l'habitat, tant sur le parc privé que sur le parc social, en locatif comme en accession à la propriété, Action Logement agit ainsi concrètement sur le logement au bénéfice des salariés et de l'emploi.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le partenariat a pour objet de mieux répondre aux besoins en logement des salariés et des personnes en accès à l'emploi sur le territoire, d'accompagner le développement économique et renforcer l'attractivité du territoire.

La convention se fonde sur un diagnostic partagé de la situation du logement et de l'habitat dans les bassins de vie concernés et sur une vision commune des actions à mettre en œuvre.

La convention a pour objet de décliner et d'optimiser l'intervention d'Action Logement sur le

territoire de la M2A en interaction avec les projets de la collectivité et les engagements réciproques qui en résultent.

La convention mentionne à ce titre :

- Les ambitions de développement de la collectivité ;
- Les objectifs communs qui appellent une déclinaison opérationnelle, au croisement des ambitions de la collectivité et du groupe Action Logement ;
- Les engagements actuels du groupe Action Logement sur le territoire ;
- Les engagements prévisionnels du groupe Action Logement sur la période 2021-2022 : niveau prévisionnel des prêts, aides et services d'Action Logement Services et mobilisation des filiales immobilières du Groupe Action Logement ;
- Les engagements réciproques de la collectivité pour assurer le déploiement optimal des interventions du Groupe Action Logement

A ce titre, seules sont financées les personnes physiques ou morales éligibles aux emplois de la PEEC, et non les bénéficiaires du dispositif de délégation d'aides à la pierre prévu à l'Article L. 301-5-1 du CCH.

ARTICLE 2 : BILAN ET THEMATIQUES DU PARTENARIAT

ARTICLE 2.1 : BILAN DES ENGAGEMENTS D'ACTION LOGEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA M2A

- **Collecte :**
  - En 2020, Action Logement a collecté 4 318 000 € euros auprès de 410 entreprises ;
  - En 2021, Action Logement a collecté 3 956 296 € auprès de 173 entreprises.

  La promulgation de la Loi Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (Pacte), le 22 mai 2019, a provoqué une diminution des entreprises cotisantes et par voie de conséquence une baisse de la collecte : désormais, les entreprises cotisantes sont celles de 50 salariés et plus, et non plus de 20 salariés et plus.

- **Aides aux personnes physiques :**
  - <u>En 2020, 1 912 911 euros d'aides ont été attribuées à 2 662 ménages dont :</u>
  - 1 068 528 euros de Prêts Accession à 40 ménages ;
  - 41 ménages en difficulté accompagnés par une conseillère sociale avec la mobilisation de 80 897 euros d'aides (72 087 € de subventions pour 40 d'entre eux et 8 810 € de prêts pour 1 d'entre eux) pour les salariés en difficulté afin de les aider à se maintenir dans leur logement ;
  - 178 618 euros de LOCA-PASS® à 337 ménages (uniquement des avances) ;
  - 44 700 euros de MOBILI-PASS® (en subventions) à 21 ménages ;
  - 307 445 euros de MOBILI-JEUNE® (en subventions) à 283 ménages ;
  - 99 523 euros de Prêts Travaux à 12 ménages ;
  - 1 484 garanties VISALE ont été délivrées sur le département du Haut-Rhin.
  - 133 200 € d'Aides Exceptionnelles 2020 (en subventions), dans le cadre du Covid-19, pour 444 ménages ;

  - <u>En 2021, 3 395 471 € d'aides ont été attribuées à 1 869 ménages dont :</u>
  - 2 384 256 € de Prêts Accession à 67 ménages ;

Projet

retour CR

- 54 ménages en difficulté accompagnés par une conseillère sociale avec la mobilisation de 149 049 € d'aides (109 049 € de subventions pour 53 d'entre eux et 40 000 € de prêts pour 1 d'entre eux) pour les salariés en difficulté afin de les aider à se maintenir dans leur logement ;
- 140 371 € de LOCA-PASS® à 268 ménages (uniquement en AVANCE LOCA-PASS®);
- 105 583 € de MOBILI-PASS® (en subventions) à 51 ménages ;
- 325 337 € de MOBILI-JEUNE® (en subventions) à 290 ménages ;
- 212 575 € de Prêts Travaux à 26 ménages ;
- 78 300 € d'Aides Exceptionnelles 2021 (en subventions), dans le cadre du Covid-19, pour 121 ménages ;
- 992 garanties VISALE ont été délivrées sur le territoire de la M2A.

- Bilan du dispositif « Louer pour l'emploi » sur la M2A :
  1 LPE pour 10 000 € en 2021

➢ **Aides aux personnes morales :**

- En 2020, Action Logement a financé la programmation des organismes de logement social à hauteur de 3 083 979 € :
  - 1 926 000 € au titre des financements de Droit Commun :
    - 1 276 000 € pour les logements en PLUS et PLAI
    - 650 000 € pour le PIV LI ;
  - 815 179 € au titre du PIV démolition-reconstruction :
    - 815 179 € pour le PIV démolition ;
  - 342 800 € au titre du NPNRU.
- En 2021, Action Logement a financé la programmation des organismes de logement social à hauteur de 2 379 300 € :
  - 1 689 500 € au titre des financements de Droit Commun :
    - 287 500 € en subvention
    -1 252 000 € pour les logements en PLUS et PLAI
    -50 000 € pour les logements PLS
    -100 000 € pour le PIV LI ;
  - 669 000 € au titre du PIV démolition-reconstruction :
    -144 000 € pour le PIV démolition
    -525 000 € pour le PIV Production
  - 20 800 € au titre du NPNRU.

➢ **Familles logées dans le territoire de la M2A :**

- En 2020, Action Logement a logé 148 familles.
- En 2021, Action Logement a logé 232 familles.

➢ **Action Logement est partenaire du programme de renouvellement urbain de la M2A :**

La signature relative au projet de renouvellement urbain, des quartiers que sont le Péricentre, les quartiers Les Coteaux et Drouot-Jonquilles à Mulhouse et Illzach ainsi que le quartier Markstein-La Forêt à Wittenheim porté par la M2A, les Villes de Mulhouse, d'Illzach et de Wittenheim a été signée le 07/12/2020 pour un projet d'un montant de 344 293 224 euros.

Le montant du concours financier prévisionnel est de 127 633 673,10 euros dont 25 902 981,86 euros de prêts bonifiés qui seront apportés par Action Logement et 101 730 691,24 euros de subventions ANRU abondées en grande partie par Action Logement dans le cadre du financement de l'Agence nationale de renouvellement Urbain (ANRU).

Projet

La direction régionale d'ALS ainsi que les filiales du groupe sont pleinement mobilisées auprès de la M2A afin de l'accompagner dans la mise en œuvre de son projet.

- **Action Logement est partenaire du programme de soutien aux copropriétés dégradées de la M2A :**
  Action Logement Services est partenaire de la thématique copropriétés sur le territoire de la M2A et signataire de plusieurs conventions/plans :
  - POPAC sur toute l'agglomération : objectif de 10 copropriétés/an
  - Plan de Sauvegarde Peuplier-Camus, Mulhouse : 150 logements
  - Plan de Sauvegarde Delacroix, Mulhouse : 100 logements
  - OPAH Copropriétés Dégradées - Mulhouse : 2 copropriétés identifiées (Dunkerque-St Malo et Le Murat)
  - Plan de Sauvegarde Forêt 1 et Forêt 2, Wittenheim : 204 logements
  - OPAH Copropriétés Dégradées - Illzach : 57 logements

ARTICLE 2.2. THEMATIQUES DU PARTENARIAT EN TERMES DE SERVICES ET DE FINANCEMENTS

- **Thématique 1 : Améliorer les logements du parc privé**
  2.2.1.1 Améliorer les logements du parc privé
  2.2.1.2 Accompagner les copropriétés fragiles

- **Thématique 2 : Promouvoir la mixité sociale et contribuer à l'attractivité et au développement de l'offre de logement sur le territoire par une maîtrise du foncier, une mobilisation des financements et des démarches d'innovation**
  2.2.2.1 La production de logement locatif social et très social
  2.2.2.2 La production de logements intermédiaires
  2.2.2.3 La mise en œuvre du NPNRU
  2.2.2.4 Développer des démarches d'expérimentation et d'innovation

- **Thématique 3 : Faciliter et accompagner le parcours résidentiel des salariés**
  2.2.3.1 L'offre d'hébergement et de logements pour les jeunes et alternants en accès à l'emploi
  2.2.3.2 Faciliter la mobilité professionnelle
  2.2.3.3 Favoriser l'accession sociale à la propriété
  2.2.3.4 Les garanties en vue de favoriser et sécuriser le parcours résidentiel, en particulier celui des jeunes de moins de 30 ans
  2.2.3.5 La sécurisation du parcours des ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement

- **Thématique 4 : Contribuer à l'attractivité du territoire et au développement économique**
  2.2.4.1 Action Logement accompagne les territoires face aux conséquences de la crise sanitaire
  2.2.4.2 Les actions au bénéfice de la dynamique économique de la M2A

- **Thématique 5 : Développer les partenariats institutionnels**
  2.2.5.1 Communication auprès des acteurs de l'Habitat

Projet

2.2.1 Améliorer les logements du parc privé

2.2.1.1 Améliorer les logements du parc privé

Le diagnostic du PLH de l'agglomération mulhousienne fait état d'une vacance préoccupante pour Mulhouse mais également pour une dizaine de communes de m2A où les taux de vacance dépassent les 8%.
Face à ce constat et à l'ancienneté du parc de logements à Mulhouse, Action Logement s'engage à accompagner le territoire dans le cadre de sa politique de rénovation du parc privé et mobilisera ses aides en faveur du parc immobilier concerné.

En effet, l'agglomération mulhousienne a pour objectif la remise sur le marché de 2000 logements vacants à l'horizon 2033. La remobilisation du parc de logements vacants apparait comme un enjeu primordial pour m2A.

La réalisation d'un programme opérationnel « captation du logement vacant et du mal logement » en constitue une action phare, pour permettre le développement d'une offre dans le diffus (conventionnement de logements privés, acquisitions/améliorations), pour les communes ayant un fort taux de logements vacants (supérieur à 8%) et celles en fort rattrapage SRU.

Le programme constituerait également une pierre angulaire du dispositif « logement d'abord », en permettant d'identifier un parc potentiel pour y loger le public cible.

Dans cette perspective, la Ville de Mulhouse est lauréate du dispositif national de résorption de la vacance avec, dans un premier temps, le financement d'une étude par l'ANAH pout fin 2021.

Ainsi, Action Logement aide les salariés propriétaires occupants à financer leurs travaux de rénovation dans leur résidence principale en proposant un « prêt travaux amélioration » : il s'agit d'un prêt à taux réduit finançant la réalisation d'un grand nombre de travaux de rénovation (dont la rénovation énergétique) dans la limite de 10 000 €.

De plus, à la suite de la crise sanitaire et économique sans précédent, lié à la Covid-19, que nous vivons, Action Logement est partenaire du plan de relance français – France Relance 2030 - dont l'une des prérogatives est la rénovation énergétique, qu'elle concerne les bâtiments privés ou les logements sociaux.

Depuis de nombreuses années, m2A accompagne les propriétaires privés, bailleurs ou occupants qui rénovent leur logement, dans le cadre des Opérations Programmées de l'Amélioration de l'Habitat en partenariat avec l'Anah.
Action Logement s'engage à être à l'écoute du territoire lors des renouvellements ou mise en place de nouvelles OPAH/OPAH-RU.

Afin de contribuer à une amélioration de l'habitat, Action Logement s'engage à analyser les projets immobiliers qui lui seront soumis en tenant compte de la cohérence globale du projet de territoire, de la capacité de celui-ci à contribuer à l'attractivité durable de la ville et des besoins en logement exprimés par les entreprises et leurs salariés. Pour ce faire, Action Logement déploie des moyens humains et financiers nécessaires à la compréhension des enjeux du territoire et à l'exercice des missions qui sont les siennes, allant de l'étude des dossiers aux engagements financiers puis, en fonction des aides proposées, à la mise à disposition des contreparties locatives destinées aux

Projet

salariés des entreprises du secteur privé assujetties à la PEEC, et cela sur toute la durée de réalisation du projet.

Action Logement s'efforce de renforcer l'offre de produits et services en faveur des salariés propriétaires occupants, propriétaires, locataires du secteur privé, avec toujours pour objectif premier de faciliter l'accès au logement des salariés.

De plus en plus de ménages de l'agglomération mulhousienne sont concernés par la précarité énergétique. m2A disposait d'un programme d'intérêt général (PIG) «Habiter Mieux, Louer Mieux» pour la période 2012-2016. Celui-ci a permis des volumes de rénovations soutenues ainsi que des soutiens décisifs aux copropriétés fragiles. m2A a choisi de conduire un second PIG «Habiter Mieux, Louer Mieux», comprenant un volet copropriétés fragiles sur 2018-2022. Les champs d'intervention touchant spécifiquement l'amélioration énergétique, concernent la rénovation énergétique de copropriétés « fragiles » dans l'accompagnement de leur engagement de travaux, la rénovation énergétique de copropriétés occupées par des ménages en précarité énergétique, et la rénovation énergétique de maisons individuelles de propriétaires occupants.

2.2.1.2 Accompagner les copropriétés fragiles

Parmi ses missions, Action Logement s'est donné pour objectif d'apporter son soutien à la lutte contre les copropriétés dégradées du territoire de la m2A.

Sur le territoire de la m2A, près de 20% des copropriétés sont potentiellement dégradées. Les copropriétés fragiles sont un enjeu majeur pour le territoire. 57 copropriétés ont été inscrites dans un dispositif d'observation et d'accompagnement des copropriétés en difficulté. Six communes de l'agglomération son concernées : Mulhouse, Brunstatt-Didenheim, Illzach, Kingersheim, Riedisheim et Wittenheim. Les principales difficultés recensées sont les suivantes : des taux d'impayés importants, des dates d'époque de construction anciennes avec par conséquent des problématiques de chauffage et de précarité énergétique. La rénovation énergétique des copropriétés est donc un enjeu important pour l'agglomération mulhousienne.

Si la situation des copropriétés fragiles en QPV est numériquement assez faible, c'est néanmoins un facteur complémentaire de fragilité sociale des quartiers. Ainsi, une attention particulière sera portée sur les copropriétés éventuellement inscrites dans le projet NPNRU.

Dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés (PIC) lancé par l'Anah le 10 octobre 2018 dont le projet est porté par les collectivités locales, Action Logement mobilisera des financements pour les salariés bailleurs et occupants de ses copropriétés afin de les accompagner dans la réalisation des travaux nécessaires au redressement de leur immeuble, dans le cadre prévu par l'avenant à la convention quinquennale du 15 février 2021.

2.2.2 Promouvoir la mixité sociale et contribuer à l'attractivité et au développement de l'offre de logements sur le territoire par une maîtrise du foncier, une mobilisation des financements et des démarches d'innovation

2.2.2.1 La production de logement locatif social et très social

La M2A a développé une politique de production de l'offre dans l'agglomération, s'appuyant sur un principe de solidarité intercommunale puisque les communes s'engagent à participer à la dynamique de développement et de rééquilibrage territorial du parc locatif social.

Projet

Les parties se donnent pour objectif de contribuer au financement de la production de logements sociaux et très sociaux, en particulier à l'extérieur des quartiers prioritaires de la ville, afin de contribuer au rééquilibrage territorial du parc locatif social et de favoriser la mixité sociale.

2.2.2.2 La production de logements intermédiaires

Les parties conviennent de favoriser le financement du logement locatif intermédiaire, dans la mesure où il contribue à l'attractivité du territoire pour les entreprises et à la mixité sociale, et ce dans la limite des capacités d'absorption du marché et de non-concurrence avec le parc privé ancien afin de ne pas le fragiliser et d'augmenter sa vacance.

M2A et Action Logement conviennent de l'intérêt d'accompagner une offre de logement locatif intermédiaire en location ou en colocation à proximité des infrastructures de transport.

A ce titre, les parties s'entendent pour favoriser les objectifs de production neuve de logements intermédiaires dans les secteurs identifiés comme pertinents, pour ce type de logements, au regard des besoins du territoire.

2.2.2.3 La mise en œuvre du NPNRU

En cohérence avec les nouvelles priorités gouvernementales, la convention quinquennale du 16 janvier 2018 recentre les actions conjointes de l'État et d'Action Logement autour de priorités fortes : renforcer la qualité de vie dans les quartiers à travers le soutien au nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU) en doublant son financement désormais porté à 10 milliards d'euros, financés par Action Logement à hauteur de 7 Mds d'€.

Le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) traduit l'ambition commune de transformer profondément les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) concentrant les difficultés sociales et présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants.

Pour faire le lien entre le logement et l'emploi et pour permettre le changement d'attractivité des quartiers, il est important de porter une stratégie de restructuration urbaine globale.

Le NPNRU doit permettre d'aboutir à une mutation des quartiers, et favoriser la mixité sociale et fonctionnelle en développant la diversité de l'habitat (statuts d'occupation, typologie des bâtiments et des logements) et des fonctions (équipements, commerces, activités économiques).

La programmation doit être envisagée à la hauteur des enjeux urbains grâce aux opérations suivantes :

- La démolition d'immeubles inclue dans des opérations d'aménagement d'ensemble, libérant et réorganisant l'offre foncière ;
- Le développement d'une offre immobilière nouvelle ;
- La restructuration-réhabilitation du patrimoine visant à élargir la gamme de produits et à adapter les typologies tout en favorisant les performances énergétiques ;
- L'aménagement des espaces publics ;
- L'amélioration du cadre de vie en matière d'offre de services et d'équipements publics de proximité ;
- Mise en place d'indicateurs partagés permettant le suivi des besoins en logement liés à l'emploi.

La M2A et Action Logement s'engagent à favoriser la production d'une gamme diversifiée et

Projet

complète de logements dans une logique d'appui à la mixité sociale dans les quartiers.

Les opérations soutenues par Action Logement contribuent à la réduction de la concentration des ménages en difficultés dans les mêmes quartiers conformément aux objectifs posés par le comité interministériel pour l'égalité et la citoyenneté du 6 mars 2015.

Les contreparties en faveur d'Action Logement visent à favoriser la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les QPV visées par le NPNRU seront de deux natures :

- Terrains ou droits à construire issus de l'aménagement foncier des QPV ;
- Droits de réservation de logements locatifs sociaux dans et hors des QPV.

Ces contreparties en faveur d'Action Logement sont détaillées et mises en œuvre au travers des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain signées par l'ANRU, la M2A, les bailleurs sociaux concernés, l'Association Foncière Logement et Action Logement.

2.2.2.4 Développer des démarches d'expérimentation et d'innovation

- **« ANRU+ Les innovateurs » :**

Dans le cadre du financement du programme de renouvellement urbain de la M2A, et à travers l'existence de son propre Fond d'innovation, Action Logement sera particulièrement attentif aux projets innovants qui lui seront présentés pour les quartiers du territoire.
L'existence du réseau « ANRU+ Les Innovateurs, quand l'innovation prend ses quartiers » mis en place en 2019, au sein duquel 150 start-up et acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) s'engagent pour les quartiers et leurs habitants, constitue l'un de ces projets.
Cela symbolise une étape importante dans la belle dynamique créée autour de l'ANRU pour que le renouvellement rime durablement avec innovation dans les 450 quartiers dont l'Agence et ses partenaires financent la transformation.
Action Logement considère que l'innovation et les innovateurs ont toute leur place dans les projets de renouvellement urbain et que leurs contributions sont précieuses pour les quartiers. En testant de nouveaux modes de faire, des réponses concrètes aux problématiques réelles que rencontrent ces territoires sont susceptibles d'émerger.
Il est important de souligner que tous les domaines peuvent devenir des champs d'innovation. Il ne s'agit pas uniquement de la transition écologique, de la question énergétique ou du déploiement de services numériques, mais l'innovation concerne également les processus d'attribution de logements et le bien vivre ensemble.
Les programmes nationaux de rénovation urbaine constituent une formidable opportunité de test in situ, notamment pour concrétiser des innovations expérimentées précédemment en laboratoire ou à petite échelle.
C'est pourquoi, Action Logement est à l'écoute de tout projet innovant qui participera au développement territorial.

La M2A précisera ses attentes sur une éventuelle étude autour du lien emploi-logement qu'Action Logement pourrait accompagner.

Une étude commandée par Action Logement et le réseau des sept agences d'urbanisme de la région Grand Est a été réalisée en 2020. Elle porte sur l'attractivité des territoires et le lien emplois/logements. Ainsi, le territoire de la M2 fait partie des agglomérations dont la situation est parmi les plus contrastées du point de vue de l'attractivité résidentielle, mais plutôt favorable, même si les contextes sont très différents au sein même de l'agglomération. D'un point de vue économique,

Projet

nous assistons à un net rebond les dernières années, dans tous les secteurs, sauf l'industrie qui ne représente plus que 18% de l'emploi marchand. L'AURM estime ainsi à 3300 les emplois gagnés, essentiellement dans les services marchands et l'intérim. L'agglomération manque toutefois toujours de tertiaire supérieur (ingénierie, numérique).

- **Les baux glissants et la sous location/intermédiation locative :**

Offre à développer pour faciliter l'accès au logement des jeunes en cas de premier emploi ou retour à l'emploi, voire des familles en accident de la vie (suite à la perte d'un emploi, décès d'un conjoint, maladie, divorce). Dans le cadre de la garantie jeune, qui solvabilise et remet les jeunes dans un parcours professionnel, une expérimentation pourrait être menée avec un ou plusieurs organismes HLM avec l'appui d'Action Logement.

2.2.3 Faciliter et accompagner le parcours résidentiel des salariés

2.2.3.1 L'offre d'hébergement et de logement pour les jeunes et alternants en accès à l'emploi

La m2A se caractérise par une plus forte proportion de jeunes dans sa population comparativement aux autres agglomérations du Grand Est. Ainsi, l'agglomération mulhousienne accueille plus de 50 000 jeunes de moins de 15 ans, dont plus de la moitié est accueillie dans les communes de Mulhouse et Illzach. Le quartier des Coteaux compte la part de jeunes la plus importante : près d'un habitant sur trois y a moins de 15 ans. De plus, depuis 2013, les effectifs du pôle universitaire de Mulhouse sont en constante croissance.

Cependant, les impacts sur les besoins en logements sont, pour l'heure, peu évidents. La part des cohabitants-étudiants vivant chez leurs parents est forte dans le Haut-Rhin. Il s'agit d'une spécificité des universités de proximité. Ceci cumulé à des loyers du parc privé qui se maintiennent à un niveau plutôt modéré, rend l'approche des besoins en logements des publics étudiants plus difficiles à appréhender.

Il y aurait ainsi un réel enjeu de connaissance des besoins en logement du public jeune, en formation, en alternance ou en entrée d'emploi sur le territoire de la m2A : profils des jeunes, typologie des logements recherchés, localisation souhaitée, produits logements souhaités, etc.

En réponse à cet enjeu, Action Logement pourrait étudier, conjointement avec la collectivité, l'opportunité du financement d'une étude spécifique sur ce sujet dans le but de faire correspondre l'offre en logements produite et les besoins des publics jeunes de l'agglomération.

De façon générale, concernant le logement étudiant, Action Logement est partenaire du financement de résidences jeunes actifs et logements étudiants.
Action Logement s'engage à prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes, en matière d'offre locative à des loyers abordables, et dans des conditions adaptées à leur forte mobilité résidentielle.
De plus, Action Logement co-financera à l'échelle nationale 40 000 logements dédiés aux jeunes sur les 5 prochaines années, dont 20 000 logements destinés aux jeunes actifs et jeunes travailleurs.
La production de logements à destination des jeunes actifs ou en apprentissage, des salariés en mobilité et des étudiants salariés doit être favorisée afin de leur faciliter l'accès à l'emploi en développant une offre de logement flexible, et à proximité des pôles économiques et des transports en commun.

Projet

2.2.3.2 Faciliter la mobilité professionnelle

Dans un contexte marqué par des mutations accélérées et par des vulnérabilités touchant le maintien et le développement de l'activité, le recrutement devient complexe, notamment pour les petites entreprises peu dotées en compétences ressources humaines, ou pour des entreprises soumises à des exigences réglementaires spécifiques.
En plus de ces éléments conjoncturels, les entreprises, notamment les plus petites d'entre elles, ont du mal à pourvoir leurs offres d'emploi faute de temps et de moyens.
Enfin, dans une situation de chômage accru, les personnes en recherche d'emploi ont de plus en plus de mal à accéder à un premier contact avec l'entreprise.

Action Logement et ses partenaires s'engagent à accompagner l'installation des entreprises et la mobilité des salariés en mobilisant son panel d'aides et services dédiés.

2.2.3.3 Favoriser l'accession sociale à la propriété

L'accession abordable ou sociale à la propriété doit être soutenue pour favoriser les parcours résidentiels au sein du territoire.

L'accession constitue, en effet, souvent pour les jeunes ménages une étape difficile, voire impossible. On assiste aujourd'hui, au sein du territoire de la m2A, à une production de logements qui se spécialise dans le logement de standing ou la vente à investisseurs, écartant d'office les ménages modestes. Il n'y a quasiment pas d'offre de logements neufs situés dans une fourchette de prix comprise entre 100 000 et 200 000 euros. Or c'est là que se situe l'essentiel du marché.

Ainsi, favoriser l'accession sociale à la propriété constitue un enjeu majeur pour fixer les jeunes ménages sur m2A et regagner en attractivité. Le développement de cette offre pourrait également alimenter le décompte de logements sociaux au titre de la loi SRU, un enjeu complémentaire pour les communes déficitaires. Plusieurs actions sont envisagées par la collectivité : accompagner les montages d'opérations en PSLA, soutenir la production de logements dans les secteurs de TVA réduite, sécuriser les parcours à l'accession par l'ADIL68 via la formation à « devenir propriétaire » et accompagner les ventes de logements sociaux.

Afin d'offrir aux primo-accédants un parcours résidentiel plus aisé au sein du territoire, les parties se mobiliseront autour de cette question.

Afin de faciliter le parcours résidentiel des salariés, Action Logement veillera à soutenir toute action en faveur de ce parcours et sera particulièrement attentif aux opérations d'accession sociale à la propriété sur le territoire.

De plus, Action Logement Services assurera la promotion de l'offre et accompagnera les accédants potentiels dans leur projet d'acquisition par le biais d'un diagnostic de faisabilité financière et par la recherche d'une proposition budgétaire la plus adaptée au profil du ménage.

2.2.3.4 Les garanties en vue de favoriser et sécuriser le parcours résidentiel, en particulier celui des jeunes de moins de 30 ans

Afin de lever l'obstacle de l'accès au logement et faciliter ainsi l'accès à l'emploi, Action Logement a conçu Visale (Visa pour le Logement et l'Emploi), un service gratuit de sécurisation des loyers pour répondre aux attentes partagées tant des candidats locataires accédant à un emploi que des entreprises qui recrutent, et des bailleurs du parc locatif privé, y compris les logements conventionnés ANAH. L'avenant à la convention quinquennale 2015-2018 a élargi ce dispositif à

Projet

l'ensemble des jeunes de moins de 30 ans.
Il pourra également, de manière expérimentale, constituer un levier complémentaire mobilisable, sous conditions pour les propriétaires-bailleurs, dans le cadre de la lutte contre la vacance de longue durée du parc locatif privé.

Parallèlement à ce dispositif, Action Logement met également à disposition des salariés l'avance LOCA-PASS®, sous forme de prêt, qui permet le financement du dépôt de garantie pour la location de tout type de logement (parc social ou privé).

La M2A et Action Logement s'engagent à diffuser l'information relative à ces dispositifs.

2.2.3.5 La sécurisation du parcours des ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement

Action Logement Services s'est emparée de cette problématique sur la M2A en se positionnant comme membre du PDALHPD.

Afin de renforcer son intervention sur le territoire, Action Logement propose d'accentuer la communication auprès des entreprises, des salariés, et ainsi que des partenaires sur le CIL-PASS ASSISTANCE®, service d'accompagnement des salariés locataires ou propriétaires en difficulté, leur permettant de résoudre les problématiques d'accès et de maintien dans le logement et sera également mobilisé dans le cadre des mesures d'accompagnement des copropriétés dégradées.

Cet accompagnement, mis en œuvre par une équipe de conseillers sociaux, élabore un diagnostic social et budgétaire permettant de résoudre les problématiques liées au logement via la mise en place de produits dédiés Action Logement Services en complémentarité des aides de droit commun.

Le service proposé par Action Logement pourra s'articuler avec les aides du Fonds de Solidarité pour le logement géré par la Collectivité Européenne d'Alsace.

Action Logement examinera avec attention les situations des ménages salariés orientés par les services ou partenaires du territoire et sera associé aux commissions d'attribution des aides aux ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement.

2.2.4 Contribuer à l'attractivité du territoire et au développement économique

2.2.4.1 Action Logement accompagne les territoires face aux conséquences de la crise sanitaire

Avec la pandémie de la COVID-19, la France, comme tous les pays du monde, traverse une épreuve sanitaire jamais vue. Cette épreuve a eu des conséquences économiques immédiates et inédites. Nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle phase : celle de la relance et de la reconstruction.
Une reconstruction qui est aujourd'hui mise sur l'agenda du gouvernement français, avec le plan « France Relance », et de la Région Grand Est, avec le « Business Act », plaçant tous deux au cœur de leur stratégie économique la relocalisation et le développement d'une partie de l'industrie mais aussi la transition numérique et écologique.

La période de Covid ayant accentué les inégalités et les situations de pauvreté, la question sociale est

Projet

plus que jamais centrale au sein de notre société et de nos politiques publiques.
Face à ces difficultés et en lien avec les nouvelles mesures gouvernementales, Action Logement répondra présent sur toutes les problématiques liées au logement.

La crise a des conséquences économiques et sociales importantes sur les entreprises, en particulier les TPE/PME avec des effets directs sur les emplois des salariés. Dans ce contexte difficile pour tous, les partenaires sociaux réunis au sein d'Action Logement Groupe présidé par Bruno ARCADIPANE et Philippe LENGRAND, Vice-Président, ont décidé de mettre en place des mesures fortes dont la mobilisation des aides et services d'Action Logement au profit de l'accompagnement des entreprises, des locataires et accédants à la propriété qui connaîtraient des difficultés financières sur la période, eu égard à la mise en place du chômage partiel ou autres dispositifs (baisse de revenus, décalage dans la perception des indemnités) :

- Il est demandé aux ESH et sociétés de logement intermédiaire du Groupe de mettre en place une cellule d'appui aux locataires afin d'étudier toutes mesures financières de nature à répondre à une situation d'impayés du fait de cette crise sanitaire ;
- Les dispositifs d'aide existants pour aider les salariés du parc locatif privé et social sont activés dans toute leur puissance pour répondre aux difficultés rencontrées pour le règlement des loyers en cas de chômage partiel imposé par la crise : dispositif d'allègement temporaire de quittance, simplification du recouvrement des aides versées au titre de VISALE, recours accru aux aides « Soli'al » ;
- Une aide exceptionnelle de 150 euros par mois renouvelable, sous condition, pendant 6 mois, a été mise en place sur l'ensemble de la période de la crise sanitaire ;
- Mieux sécuriser et accompagner les salariés logés en résidence mobilité, ainsi qu'en résidence sociale ou habitat jeunes.
- Pour les saisonniers agricoles, une aide de 150 euros mensuels, exigible à la date de commencement du travail saisonnier, renouvelable dans la limite de 600 euros a été mise en place sur l'ensemble de la période de la crise sanitaire

2.2.4.2 Les actions au bénéfice de la dynamique économique de la M2A

Une étude du CREDOC de 2012 mandatée précise que les problèmes de logement affectent 40% des entreprises, 25% signalent que les problèmes de logement des salariés compliquent le recrutement, 20% évoquent des freins à la mobilité interne, etc.

- Ainsi, Action Logement propose de mettre en œuvre des actions au bénéfice de la dynamique économique du territoire :
  - en développant des synergies avec les structures de développement économique, pour que l'accès au logement ne soit pas un frein au développement de l'emploi ;
  - en développant des filières d'apprentissage et en levant les barrières d'accès au logement auxquelles peuvent être confrontés les jeunes du territoire.
- Il s'agit également de promouvoir des échanges prospectifs sur le développement économique et territorial.
  L'accompagnement et le renforcement de l'attractivité du territoire et des entreprises, à l'aide du levier logement, nécessitent d'inscrire les investissements en faveur du logement des salariés dans une démarche de veille du développement territorial et économique.
  A cette fin, la M2A partagera avec Action Logement les éléments de prospective disponibles qui permettront aux acteurs du réseau Action Logement de définir et développer, le plus en amont possible, une offre de logements en adéquation avec les besoins des salariés et des entreprises. Ces échanges s'organiseront a minima une fois par an.
- En parallèle, et afin d'attirer des salariés sur un territoire, Action logement propose également d'accompagner les salariés dans leur mobilité résidentielle et professionnelle et s'attache particulièrement à proposer des services et des aides qui facilitent l'accès au

retour CR

logement et donc à l'emploi des salariés, qu'ils soient jeunes actifs, en mobilité ou en difficulté.

2.2.5 Développer les partenariats institutionnels

2.2.5.1 Communication auprès des acteurs de l'Habitat

M2A et Action Logement développeront, en y associant leurs partenaires, des actions de communication conjointes en direction des élus locaux, des propriétaires, des employeurs, des services sociaux et de l'ensemble des acteurs de l'habitat, pour les informer des dispositifs préventifs et curatifs favorisant l'accès ou le maintien dans un logement décent des ménages salariés et des jeunes.

ARTICLE 3 : RESERVATION PREVISIONNELLE DE CONCOURS FINANCIERS PAR ACTION LOGEMENT SERVICES

Afin de favoriser la mobilisation des interventions d'Action Logement sur le territoire de la M2A et ainsi enclencher plus rapidement les réalisations, Action Logement Services, dans le cadre de la présente convention, pourra réserver des concours financiers prévisionnels sur la période 2021-2022 au titre de la convention quinquennale.

La collectivité s'engage à faire ses meilleurs efforts pour faciliter la réalisation des opérations prévues dans ce cadre.
Chaque opération fera l'objet d'une demande de financement par le bénéficiaire potentiel auprès d'Action Logement Services. La décision d'octroi sera prise par les instances d'Action Logement Services dans les conditions définies par les directives publiées spécifiques à chaque type d'emploi.

Les financements sont alloués dans le respect de la règle législative de non-discrimination entre les personnes morales éligibles concernant la distribution de la PEEC, conformément à l'article L.313-17-3 du CCH, qui prévoit que l'existence de liens capitalistiques directs ou indirects entre le Groupe Action Logement et les personnes morales bénéficiaires ne peut constituer un critère de sélection qui conduirait à avantager ces dernières.

Il est d'ores et déjà convenu entre les parties qu'en cas de non-engagement de la totalité des concours financiers au terme de la présente convention, ces crédits ne pourront être redéployés vers d'autres projets de la M2A.

ARTICLE 4 : CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE S'APPLIQUANT AUX INTERVENTIONS D'ACTION LOGEMENT

Les principes détaillés (notamment aides et sécurisations financières) dans la présente convention, et conformément au protocole d'accord en orientant la rédaction, s'inscrivent dans le respect de l'Ordonnance n°2016-1408 du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la PEEC et des

Projet

engagements au titre des emplois pris dans le cadre de la Convention Quinquennale signée le 16 janvier 2018 prévue au 13ème alinéa de l'article L.313-3 du CCH entre l'Etat et Action Logement, ou de toute convention susceptible de s'y substituer et plus généralement des règles applicables à Action Logement et notamment le Plan d'Investissement Volontaire signé avec l'Etat le 25 avril 2019 ainsi que son avenant du 15 février 2021..

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION /PILOTAGE/CALENDRIER

Le suivi de la convention est assuré par un comité de pilotage qui sera mis en place par les parties dès la signature de la présente convention. Ce comité de pilotage est animé par la collectivité et le Comité Régional d'Action Logement Grand Est.

En cas de réservation prévisionnelle de concours financiers, il se réunit 1 fois par an pour dresser un état d'avancement des opérations, des actions réciproques engagées dans le cadre de la présente convention et le cas échéant adopter les mesures correctives nécessaires.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION ET EVENTUELLE PROROGATION

La convention est conclue pour une durée de **2** ans à compter du XX/XX/2022 (ou à compter de la signature) et prendra fin au plus tard au 31/12/2022.

ARTICLE 7 : CLAUSE DE REVOYURE

Une revue des objectifs et des modalités de financement du projet, objet du présent partenariat, sera réalisée annuellement.

En fonction de leur modification et eu égard aux résultats constatés et aux dynamiques locales, les engagements des deux parties pourraient être révisés par voie d'avenant.

Cet avenant pourra également porter sur l'impact des résultats des diagnostics Emploi Logement sur le projet. En cas de désaccord entre les Parties sur la révision des engagements réciproques, elles pourront décider d'un commun accord de mettre fin à la présente convention sans indemnité de part ni d'autre, chacune des Parties devant néanmoins, sauf accord contraire entre elles ou impossibilité manifeste, aller jusqu'au bout des engagements dont la réalisation était prévue au titre de l'année qui sera écoulée.

ARTICLE 8 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à une stricte obligation de confidentialité concernant les informations et documents relatifs aux bénéficiaires des aides/services/produits d'Action Logement.

Projet

retour CR

Les Parties conviennent mutuellement d'une stricte obligation de confidentialité concernant les informations et documents dont ils pourraient avoir connaissance ou communication, à l'occasion de l'élaboration et/ou de l'exécution de la présente convention.

L'ensemble des supports, papier ou informatique, fournis par Action Logement, responsable de traitement, et tous documents de quelques natures qu'ils soient résultant d'un traitement restent la propriété d'Action Logement.

Les données contenues dans les supports et documents communiqués par Action Logement sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la collectivité pourrait prendre connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Il est toutefois précisé que certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme.

Les parties s'engagent à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Action Logement et la M2A se réservent le droit de procéder à toutes vérifications qui leur paraîtraient utiles pour vérifier le respect des obligations précitées.

Action Logement ou M2A pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnisation, en cas de violation, par la partie adverse, du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 9 : CLAUSE « INFORMATIQUE ET LIBERTES »

Chacune des parties s'engage à respecter la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dite Loi Informatique et Libertés, modifiée, et le cas échéant à effectuer les démarches nécessaires auprès de la CNIL. Les parties s'engagent également à respecter le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit le « Règlement Général sur la Protection des Données ») adopté par le Parlement européen le 27 avril 2016 et dont les dispositions sont directement applicables dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne depuis le 25 mai 2018. Ce règlement donne à toute personne un droit d'accès, un droit de rectification, un droit d'effacement, un droit de limitation du traitement et un droit de portabilité de ses données personnelles notamment dans ses relations avec Action Logement, en s'adressant à « Action Logement Groupe, Service Informatique et Libertés, 21 quai d'Austerlitz CS 51456- 75643 Paris Cedex 13 » et / ou par email à l'adresse suivante *protectiondonnees.al@actionlogement.fr.*

ARTICLE 10 : RESILIATION

Il peut être mis fin au présent protocole par lettre recommandée avec avis de réception, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, sans justification et sans versement d'une contrepartie financière. La

Projet

retour CR

résiliation interviendra au terme d'un délai de trois mois à compter de l'envoi de la lettre de résiliation avec avis de réception en l'absence de réaction de l'autre partie dans ce délai

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception d'un courrier recommandé avec avis de réception.

ARTICLE 11 : CLAUSE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

Dans l'hypothèse selon laquelle un différend né entre les parties ne pourrait être réglé à l'amiable, les juridictions du ressort du Tribunal administratif de XX seront compétentes pour connaître du litige.

Annexes à la présente convention :

- Annexe 1 : Tableau des concours financiers déjà mobilisés sur le territoire
- Annexe 2 : Portrait de territoire

Fait à Mulhouse le XX, en trois exemplaires originaux

Projet

retour CR

Mulhouse Alsace Agglomération

Le Vice-Président
Monsieur Vincent HAGENBACH

Action Logement

Action Logement

Le Président du CRAL Grand Est
Monsieur Damien SIONNEAU

La Vice-Présidente du CRAL Grand Est
Madame Ghislaine STEPHANN

Projet

retour CR

ANNEXE 2 DE LA CONVENTION : PORTAIT DE TERRITOIRES (FICHE CONTEXTE)

- **Présentation du territoire**

L'agglomération mulhousienne, qui abrite 270 000 habitants, constitue la 22e agglomération de France. Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) est constituée de 39 communes depuis le 1er janvier 2017 et dispose aujourd'hui des leviers pour organiser plus efficacement l'espace communautaire afin d'en faire un territoire performant, cohérent et équilibré dans sa diversité.

Sa situation à la charnière de trois pays confère à l'agglomération mulhousienne une dimension européenne particulièrement importante que renforce, à l'échelon local, le développement croissant des relations transfrontalières. La qualité de ses infrastructures (l'Euro Airport, les TGV, le TER 200 du sillon alsacien, le 3ème Port fluvial français) ainsi que la connexion directe à deux axes autoroutiers confèrent à m2A un statut particulier à l'échelle européenne.

La qualité des connexions à l'espace européen, au territoire national et au bassin rhénan explicitée ci-dessus doit permettre au coeur d'agglomération de rayonner plus largement et notamment de développer sa vocation en termes de fonctions tertiaires dites supérieures.

Malgré ces différents atouts, l'agglomération présente un profil social très contrasté : le niveau de revenu moyen des habitants est jusqu'à 2,5 fois plus bas dans la ville-centre que celui dans d'autres communes de l'agglomération. Alors qu'en France métropolitaine et sur le territoire de m2A en 2013, le niveau de vie médian de la population s'élève à 20 000 euros annuels, il n'atteint à Mulhouse que 15 500 euros annuels, avec en corollaire des taux de pauvreté qui sont respectivement de 8%, 18,3% et 32% aux trois échelons précités.

L'industrialisation forte qui a marqué la région s'est accompagnée d'une configuration urbaine spécifique, et par là-même, d'une répartition singulière de la population. L'habitat ouvrier a, pendant toute cette période, été majoritaire dans la ville centre et dans le bassin potassique au nord (construction des premières cités HLM), cette spécialisation ayant eu un impact dont les effets sont encore nets aujourd'hui, avec une répartition spatiale des catégories professionnelles bien spécifique : ouvriers et employés à Mulhouse et dans certaines communes du nord (dont Wittenheim), cadres et catégories socioprofessionnelles supérieures dans certains quartiers périphériques et dans les communes périphériques, notamment du sud.

Cette répartition spatiale traduit aujourd'hui une échelle de revenus médians très différente entre les communes de l'agglomération et les opportunités d'emplois en Suisse accentuent encore davantage cet écart.

- **Une stratégie d'ensemble à l'échelle de l'agglomération…**

Trois piliers :

- Une agglomération performante, sur le plan économique, s'appuyant notamment sur son excellence industrielle, son appareil de formation, son offre culturelle et touristique.
- Une agglomération responsable, économe et protectrice de ses ressources naturelles et engagée dans la transition écologique.
- Une agglomération solidaire et attractive.

Projet

retour CR

- **… à partir de trois axes d'intervention**

Développer l'attractivité résidentielle par le NPNRU :

- En valorisant le potentiel d'aménités naturelles (Mulhouse Diagonales) ;
- En requalifiant les quartiers d'habitat ancien ;
- En restructurant les grands quartiers d'habitat social ;

Renforcer et diversifier la vocation économique du cœur d'agglomération par le Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) :

- Pôle tertiaire – ZAC gare ;
- Pôle numérique/industrie du futur – Fonderie ;
- Pôle créatif – DMC ;

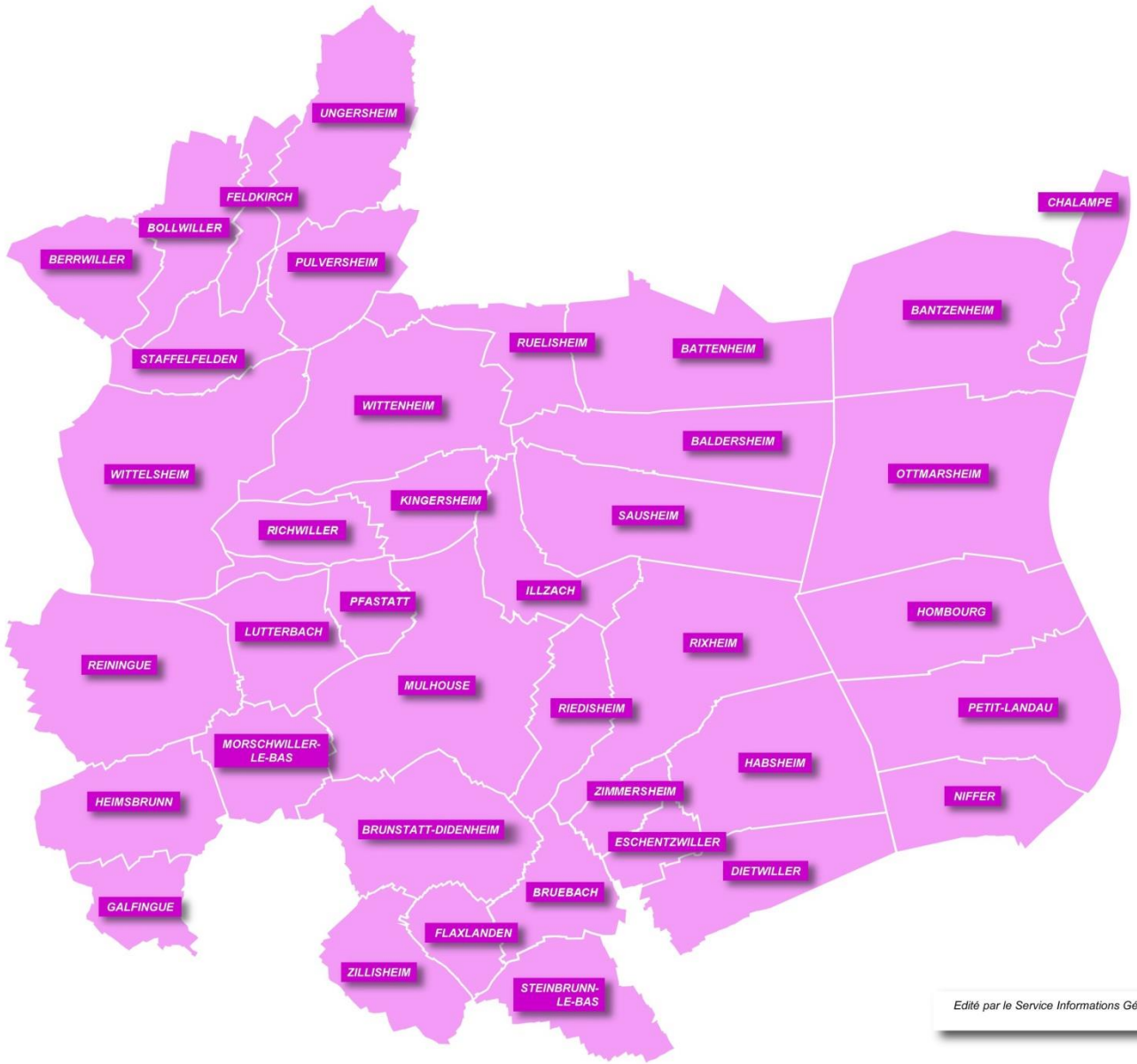
Densifier le maillage d'équipements structurants en matière de :

- Formation – Maison de l'Industrie ;
- Culture – Motoco ;
- Salons et congrès – Parc Expo.

Projet

Mulhouse Alsace Agglomération

ActionLogement



Edité par le Service Informations Géographiques
Janvier 2017

our CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-642C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

68 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

POLITIQUE DE L'HABITAT : RENOVATION DU PARC PRIVE – PLAN ACCOMPAGNEMENT DU PLAN DE REBOND ALSACIEN DE LA CeA (535/8.5/642C)

Pour rappel, la CeA est partenaire du Programme d'Intérêt Général (PIG) de Mulhouse Alsace Agglomération et de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de la Fonderie (OPAH RU). A ce titre, elle intervient avec des aides complémentaires aux propriétaires pour la réhabilitation thermique.

Par délibération du 6 décembre 2021, la CeA a approuvé une politique volontariste en faveur de l'habitat privé. Ce fonds « Alsace Rénov » permet d'apporter des aides financières au titre de la réhabilitation de l'habitat dégradé.
Ces aides viennent en abondement des aides de l'Anah attribuées que ces dernières le soient au titre du PIG (Programme d'Intérêt Général), de l'OPAH RU (Renouvellement Urbain), de « Ma Prime Rénov copropriété » ou encore des plans de sauvegarde.

Pour l'agglomération, la CeA a validé une aide complémentaire pour :
- les propriétaires occupants modestes et très modestes sous les plafonds de ressources définis nationalement par l'Anah ;
- les logements classés E/F/G des propriétaires bailleurs et pour lesquels des travaux sont prévus avec l'atteinte d'un niveau de consommation équivalent au BBC (104 kWhEP/m²) assortis d'un conventionnement très social, social ou intermédiaire du logement.

Ces aides seront également soumises à la présentation d'une grille définissant l'état de dégradation du logement.

retour CR

L'aide varie de 5 (propriétaires bailleurs) à 8 % (propriétaires occupants) dans la limite des plafonds Anah avec un maximum de 4 000 € par logement.
Cette aide est conditionnée à l'apport d'une aide similaire de Mulhouse Alsace Agglomération.

La présente délibération a pour objet de proposer d'abonder l'aide de la CeA dans la limite de 4 000 € par logement dans les mêmes conditions que celles fixées par la CeA dans son règlement d'intervention soit :

- 5 % pour les bailleurs,
- 8 % pour les propriétaires occupants.

Grâce à ce complément, le niveau d'aide publique passe de 35 à 55 % pour les bailleurs et de 50 à 82 % pour les propriétaires très modestes.

Au regard des dossiers potentiels, le nombre de logements pouvant bénéficier de cette aide est estimé à 15, soit une enveloppe maximum de 60 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget :

Chapitre 204 – article 20422 - fonction 70
LC 25129
Service gestionnaire : 535

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'aide complémentaire de 4 000 € maximum par logement soit une enveloppe budgétaire de 60.000 € maximum ;
- autorise le Président ou son Vice-Président délégué à formaliser et signer l'ensemble des documents et pièces afférentes.

PJ : Règlement d'intervention de Mulhouse Alsace Agglomération – en accompagnement du plan de rebond CEA

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Règlement d'intervention de Mulhouse Alsace Agglomération en accompagnement du plan de rebond de la CEA

Conditions d'éligibilité : logements des propriétaires occupants modestes et très modestes sous les plafonds de ressources définis nationalement par l'Anah et logements classés E/F/G des propriétaires bailleurs faisant l'objet de travaux, avec l'atteinte d'un niveau de consommation de 104 kWhEP/m² (équivalent BBC) avec conventionnement social. Sur présentation d'une grille d'insalubrité.

Mode de calcul de l'aide attribuée par logement : pourcentage selon le montant plafond de travaux subventionnable par l'Anah
Condition de cofinancement selon le principe du « X+X » et contractualisation

Type de Projet – PIG/OPAH	Plafonds des travaux conventionnement ANAH (au m²) dans la limite de 80 m² par logement annexes comprises	Taux maximal de la subvention ANAH Conventionnement Social / Très social/Intermédiaire	Taux maximal de la subvention de la CeA Avec cofinancement
Projet de travaux lourds pour traiter les logements insalubre et non décent (en site occupé)	1000 €/m² H.T.	35 % 28 000 € H.T. /logt maximum par logement	**5%** Jusqu'à 4 000 € H.T./logt max
Projet de travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	750€/m² H.T.	35% 21 000 € H.T. /logt maximum par logement	**5%** Jusqu'à 3 000 € H.T./logt max

	Plafond des travaux subventionnables	**Taux maximaux de subvention Anah**		**Taux maximaux de subvention CeA**
		Ménages aux ressources « très modestes »	**Ménages aux ressources « très modestes »**	**Ménages aux ressources modestes et très modestes »**
Projet de travaux lourds pour traiter les logements insalubre et non décent (en site occupé)	50 000 € HT	50% 25 000 € H.T. /logt maximum par logement	50% 25 000 € H.T. /logt maximum par logement	**8%** Jusqu'à 4 000 € H.T. /logt maximum par logement
Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	20 000 € HT	50% 10 000 € H.T. /logt maximum par logement	50% 10 000 € H.T. /logt maximum par logement	**8%** Jusqu'à 1 600 € H.T. /logt maximum par logement

Règlement d'intervention de Mulhouse Alsace Agglomération en accompagnement du plan de rebond de la CEA



Conditions d'éligibilité : copropriété fragile ou en difficulté située en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville, ou en frange QPV, et engagée dans un programme de rénovation financé par les aides de l'Anah (Ma Prime Rénov 'Copropriété, OPAH Copropriété dégradées ou OPAH RU avec un volet Copropriété dégradées…)

Mode de calcul de l'aide attribuée au syndicat des copropriétaires : pourcentage par rapport au montant des travaux de la copropriété
Condition de cofinancement selon le principe du « X+X » et contractualisation

• Intervention auprès des copropriétés fragiles

Type de projets Territoire PIG/OPAH	Plafond des travaux subventionnables	Taux maximaux de subvention Anah	Taux maximaux de subvention CeA	
			Taux de subvention	primes
Assistance à Maitrise d'Ouvrage	600 € HT par lot d'habitation	30% avec une aide globale minimum de 900 €/copropriété		
Travaux de rénovation énergétique aide socle	15 000 € HT Par logement	25% 3 750 € H.T. /logt maximum par logement	**3000 €/logement** Dans la limite du 10% du montant HT des travaux retenus par l'Anah Plafonné à : 70 000 €/copro QPV	Primes additionnelles Travaux BBC (104 KWhEP) : **+ 500€/lot** plafonné à 20 000€/copro

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-630C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

68 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PLAN INITIATIVES COPROPRIETES – TOUR DE L'EUROPE : MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME OPERATIONNEL DE PREVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT DE COPROPRIETE (POPAC) (535/3.6/630C)

La Tour de l'Europe est un emblème de Mulhouse : construite en 1972 par François SPOERRY, Grand Prix de Rome et haute de 100m, la tour est le plus haut immeuble d'Alsace et répond à la règlementation « immeuble de grande hauteur ».

La tour est une tour mixte, mêlant locaux d'entreprises et logements (sans séparation entre les activités, un même étage pouvant accueillir à la fois du logement et de l'activité) :
- 143 logements – typologies de type T1, T3 et T4 ;
- 48 bureaux – surface moyenne de 95 m².

Aujourd'hui, cette copropriété se trouve confrontée à des enjeux majeurs :
- modernisation et remise en état indispensable des ascenseurs ;
- devenir du dernier étage – celui du restaurant panoramique après travaux de remise en état ;
- problématique des locations en courte durée ;
- fonctionnement général de la copropriété et de son conseil syndical ;
- perte de valeur foncière et dégradation générale du peuplement.

Afin de définir des stratégies de redressement de cet emblème de Mulhouse et de son agglomération et d'engager un processus de revalorisation, l'Etat, Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse ont décidé, dans le cadre du projet partenarial d'aménagement de Mulhouse Alsace Agglomération, la réalisation d'une étude pluridisciplinaire visant à établir un état des lieux et définir une stratégie d'intervention.

retour CR

Cette étude, engagée en octobre 2020, conduite sous maîtrise d'ouvrage de la Ville et cofinancée par l'Etat, a mis en avant les éléments de diagnostic suivants :

- une situation juridique complexe ;
- un règlement de copropriété permissif ;
- une copropriété en fin de cycle ;
- mais pas ou peu de besoin de travaux urgents et/ou de sécurité ;
- des enjeux énergétiques très limités (15 % du budget de la copro) ;
- et enfin une situation financière très dégradée (taux d'endettement dépassant largement les seuils d'alerte) induite notamment par un niveau de charges de sécurité (équipe de 6 ETP dédiés) représentant près de 50 % du budget annuel.

Au regard de l'ensemble des éléments, qui témoignent d'une bonne santé technique de l'ouvrage et d'une situation financière à l'opposé, il apparaît pertinent de mettre en œuvre un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC) dédié spécifiquement à la copropriété « Tour de l'Europe » sise 3 boulevard de l'Europe à Mulhouse. Ce POPAC permettra de « monitorer » l'évolution de la situation et de proposer un accompagnement spécifique sur les volets social, occupation, gestion et fonctionnement.

Selon la délibération de décembre 2018 afférente aux compétences communautaires en termes d'habitat, le pilotage du POPAC relève du champ de responsabilité de Mulhouse Alsace Agglomération.

Le POPAC – qui contrairement aux OPAH ou Plans de Sauvegarde ne nécessite pas de travaux - s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH – financement à 50 %) pour une période de 3 ans. L'objectif est d'assurer un suivi fin et régulier du fonctionnement de la copropriété et de réagir efficacement face aux problématiques repérées, notamment d'impayés.

La mise en œuvre du POPAC est encadrée par une convention générale impliquant l'ensemble des partenaires du projet et sera animée par un prestataire de service, à recruter dans le cadre d'un marché public à venir. Cette convention précise les engagements de chacun des partenaires et les actions à mener.

Le montant prévisionnel de l'animation – ingénierie du POPAC est estimé à 210 000 € H.T. (252 000 € T.T.C.) au total pour les 3 années.

Mulhouse Alsace Agglomération sollicitera notamment des cofinancements auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de la Banque des Territoires.

<u>Dépenses prévisionnelles</u> :

	2021	**2022**	**2023**	**Total**
Coût de l'ingénierie *(en € H.T.)*	70 000 €	70 000 €	70 000 €	210 000 €

Coût de l'ingénierie (en € T.T.C)	84 000 €	84 000 €	84 000 €	252 000 €

<u>Recettes prévisionnelles</u> :

	2021	**2022**	**2023**	**Total**
Anah (en €) ***50% du montant HT***	35 000 €	35 000 €	35 000 €	105 000 €
Banque des Territoires (en €) ***25% du montant HT (à valider)***	17 500 €	17 500 €	17 500 €	52 500 €
Total	**52 500 €**	**52 500 €**	**52 500 €**	**157 500 €**

Le Coût net estimé pour Mulhouse Alsace Agglomération pour l'ensemble des 3 années est de 94 500 €

Les crédits nécessaires seront proposés au budget de chaque exercice :

<u>En dépenses de fonctionnement</u>

- Ligne de crédit - SUIVI ANIMATION POPAC TOUR DE L'EUROPE – LC 28722
  Chapitre 011– article 611– fonction 70
  Service gestionnaire : 535

<u>En recettes de fonctionnement</u>

- Ligne de crédit - SUB ANAH SUIVI ANIMATION COPROS POPAC TOUR DE L'EUROPE – LC 28724
  Chapitre 74 – article 7478– fonction 70
  Service gestionnaire : 535
- Ligne de crédit – SUB CDC SUIVI ANIMATION COPROS POPAC TOUR DE L'EUROPE – LC 28723
  Chapitre 74– article 7478– fonction 78
  Service gestionnaire : 535

Au-delà de son rôle de maître d'ouvrage du dispositif d'animation, Mulhouse Alsace Agglomération est délégataire des aides à la pierre pour la période 2020-2025. A ce titre, l'Agglomération est en charge de la gestion des aides en faveur de l'habitat privé et est de ce fait habilitée à signer la convention de partenariat du POPAC au titre de l'Etat et de l'ANAH.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement de copropriété (POPAC) en faveur de la Tour de l'Europe sise 3 boulevard de l'Europe à Mulhouse, comprenant notamment une mission de suivi-animation, et le projet de convention afférent ;
- autorise le Président à signer la convention de POPAC afférente ;
- autorise le Vice-Président délégué à signer la convention de POPAC de Mulhouse Alsace Agglomération en tant que délégataire des aides à la pierre ;
- autorise le Président ou Vice-président à signer tous documents nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : Projet convention POPAC

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

Convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC) en faveur de la copropriété « Tour de l'Europe » à Mulhouse

2022-2024

PROJET

8, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. : 01 44 77 39 39 - Fax : 01 44 77 40 42 - 0 820 15 15 15 (0,15€/min) - www.anah.fr

retour CR

Table des matières

Préambule p.5

Article 1 – Dénomination p.6

Article 2 – Périmètre et champs d'intervention p.6

Article 3 – Enjeux et objectifs généraux du programme opérationnel p.6

Article 4 – Volets d'actions p.8

4.1 Actions de sensibilisation, information générale et/ou ciblée, formation des acteurs de la copropriété p.9

4.2 Réalisation de diagnostics multicritères p.10

4.3 Aide à la résolution des premières difficultés p.11

4.4 Approfondissement du diagnostic social et signalement des situations difficiles (sociales, juridiques ou techniques) p.12

4.5 Mise en place de partenariats avec les milieux professionnels locaux p.12

4.6 Réorganisation juridique et financière de l'ASL de l'ensemble immobilier « Les Fleurs » à Illzach p.13

Article 5 – Financement du programme p.13

5.1 Le coût estimatif de mise en œuvre du POPAC p.13

5.2 Financement de l'Anah p.13

5.3 Financement de la Banque des Territoires p.13

Article 6 – Engagements spécifiques du maître d'ouvrage et des partenaires : données, exploitations et bilans à transmettre p.14

6.1 Engagements du maître d'ouvrage p.14

6.2 Engagements d'Action Logement Services p.14

6.3 Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace p.15

6.4 Engagements de la Caisse d'allocations familiales du Haut-Rhin p.15

Article 7 – Conduite de l'opération p.15

7.1 Pilotage opérationnel p.16

7.2 Missions de l'opérateur p.16

Article 8 – Communication p.17

Article 9 – Durée de la convention p.18

Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention p.18

Article 11 – Transmission de la convention p.18

Annexes p.20

PROJET

retour CR

La présente convention est établie entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, maître d'ouvrage du programme opérationnel, représenté par Fabian JORDAN, Président, et dénommée ci-après « m2A »,

L'État, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Vincent HAGENBACH, Vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération ;

L'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Vincent HAGENBACH, Vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération, et dénommée ci-après « Anah » ;

La Caisse des Dépôts – Banque des Territoires, établissement public à caractère financier, sis 56 rue de Lille, 75356 Paris, représentée par Paul JEANNET, Directeur territorial pour le Haut-Rhin, et dénommée ci-après « Banque des Territoires » ;

Partenaires – à définir

***

PROJET

retour CR

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment ses articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Anah,

Vu la convention de délégation de compétence du 22/02/2020 conclue entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'État, en application de l'article L. 301-5-1 (L. 301-5-2) du CCH,

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 22/02/2020 conclue entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'Anah,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Anah n° 2015-43 du 25 novembre 2015 relative à la généralisation du financement des programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC),

Vu l'instruction de l'Anah du 07 mars 2016 relative aux dispositifs de veille et d'observation des copropriétés (VOC) et aux programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC),

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de Mulhouse Alsace Agglomération, maître d'ouvrage de l'opération, en date du xxx, autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis du délégué de l'Agence dans la région rendu le xxx,

Vu, en application de l'article R. 321-10 3° du CCH, l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de Mulhouse Alsace Agglomération, en date du xxx,

PROJET

retour CR

Préambule

Créée au 1er janvier 2010, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) exerce les compétences suivantes :

- Le développement économique : zones d'activités, bâtiments économiques d'intérêt communautaire ;
- L'aménagement de l'espace communautaire, l'organisation des transports urbains et les déplacements ;
- L'habitat : Programme local de l'habitat, amélioration du parc immobilier ;
- La politique de la ville : insertion économique et sociale, prévention, sécurité.

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville concentrent les plus faibles revenus de l'agglomération mulhousienne et continuent à se précariser dans un contexte de crise économique. Certains de ces quartiers ont été retenus au titre du Nouveau programme nationale de rénovation urbaine (NPNRU) pour faire l'objet d'un projet de rénovation cofinancé par l'ANRU.

L'Agglomération s'est engagée dans un deuxième programme de rénovation urbaine couvrant trois communes (Mulhouse, Illzach et Wittenheim) dont les quartiers sont :

- Quartier du Drouot / Jonquilles à Mulhouse et Illzach :
- Quartiers Péricentre (Fonderie, Franklin Fridolin, Wolf Wagner, Vauban Neppert) et Coteaux à Mulhouse ;
- Quartier La Forêt à Wittenheim.

Le territoire de m2A connaît d'importantes disparités en termes de niveaux de revenus. Les ménages les plus modestes vivent à Mulhouse et dans les communes de l'ancien Bassin Potassique. De plus, c'est sur ce secteur que le prix des logements anciens en copropriété est en baisse, ce qui attire des populations de plus en plus modestes alors même que ces copropriétés connaissent des niveaux de charges importants, dus notamment aux consommations énergétique.

Pour avoir une connaissance plus fine de la situation des copropriétés, m2A a mis en place en janvier 2014 un Observatoire des copropriétés, dispositif expérimental soutenu par l'Anah et qui vise à observer l'évolution de la situation des copropriétés sur le territoire de l'agglomération. Les copropriétés de plus de 25 lots et classées en D (copropriétés avec le risque le plus fort d'être en difficulté) ont été sélectionnées pour faire partie de cet Observatoire pour cette première phase expérimentale. Au total, 52 copropriétés ont été suivies.

En parallèle, le Département du Haut-Rhin avait confié à l'Adil le suivi et l'animation d'un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) 2014-2017 à l'échelle départementale. 7 (sur 9) copropriétés de l'agglomération mulhousienne ont ainsi pu être accompagnées.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, m2A a souhaité aller plus loin dans l'intervention en faveur des copropriétés. Ainsi, en milieu d'année 2018, une étude pré-opérationnelle sur 13 copropriétés a été réalisée. Cette étude a mis en évidence une situation fragile pour 7 de ces copropriétés et préconise, pour freiner la dégradation de leur situation, la mise en place d'un dispositif opérationnel de type POPAC à l'échelle de m2A. Pour les autres copropriétés de l'étude, des dispositifs opérationnels de redressement seront mis en œuvre (OPAH CD, plan de sauvegarde).

Face à une telle situation, m2A, dans son Programme local de l'habitat (PLH) 2020-2025, s'est saisie de la question des copropriétés. L'action L du programme d'action, « prévenir et éviter la dégradation de la situation financière des copropriétés », traduit notamment la volonté de la collectivité de s'investir dans ce champ. Cette action prévoit la mise en œuvre d'un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Ainsi, un premier POPAC a été mis en œuvre en juillet 2021 à l'échelle de l'agglomération afin d'accompagner les copropriétés identifiés lors de l'étude pré-opérationnelle.

En parallèle, la copropriété « Tour de l'Europe », sise 3 boulevard de l'Europe à Mulhouse, se trouve confrontée à des enjeux majeurs :

PROJET

retour CR

- Modernisation des ascenseurs et la conséquence financière ;
- Devenir du restaurant panoramique ;
- Problématique des locations de courte durée ;
- Fonctionnement général de la copropriété et de son conseil syndical ;
- Perte de valeur foncière et dégradation générale du peuplement.

Face à ces enjeux et pour redresser cette copropriété, il a été décidé de mettre en œuvre un POPAC spécifique à la Tour de l'Europe.

Article 1er – Dénomination

Mulhouse Alsace Agglomération décide de réaliser, avec le soutien de l'Anah, de l'Etat et des partenaires, le programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété en faveur de la copropriété « Tour de l'Europe », ci-après désigné « POPAC Tour de l'Europe ».

Article 2 - Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention se définit comme suit :

- Copropriété « Tour de l'Europe – 3 boulevard de l'Europe – 68100 MULHOUSE ;
  Numéro d'immatriculation au registre des copropriétés : XXX

Article 3 – Enjeux et objectifs généraux du programme opérationnel

Ce POPAC, d'une durée de trois ans, a pour ambition de proposer un accompagnement cohérent et adaptée aux problématiques de la copropriété « Tour de l'Europe ».

Afin de définir des stratégies de redressement de cet emblème mulhousien et d'enrayer ce processus de dévalorisation, la Ville de Mulhouse a mandaté, en octobre 2020, la réalisation d'une étude pluridisciplinaire.

Cette étude a mis en avant les problématiques suivantes :

- Une situation juridique complexe : la tour est intégrée à deux dispositifs distincts :
  - Une ASL (association syndicale libre) sur le complexe immobilier de la Porte Jeune,
  - Une copropriété de la chaufferie de la porte de Bâle.
- Un règlement de copropriété permissif : les logements peuvent être modifiés sans autorisation de la co-propriété – d'où découle la problématique des locations de courte durée.
- Une copropriété en fin de cycle :
  - 63% des propriétaires souhaitent vendre leur logement,
  - 18.5% de logements vacants, dont 66.7% faute de locataire,
  - 17 logements repérés faisant l'objet de location de courte durée, mais 25% des occupants signalent des nuisances dues à ce phénomène, les actions ont été engagées en la matière par la collectivité ;
  - Une copropriété profondément divisée : le conseil syndical a été profondément modifié suite à l'AG du 1e mars.
- Pas ou peu de besoins de travaux urgents : la modernisation des ascenseurs a été votée à l'AG du 1e mars.
  - L'immeuble est classé D. Des travaux d'amélioration de la performance énergétique sont possibles sans grande conséquence sur les charges, mais permettraient d'améliorer le confort d'été et l'étanchéité au vent des façades ;
- Une situation financière très dégradée :

PROJET

retour CR

    - Des impayés très important, générant un très fort contentieux, avec des résultats peu fructueux : création de créances irrécouvrables estimées à 400 000 €.

- La mutation de la tour est possible sous fortes contraintes de part son statut d'immeuble de grande hauteur.

Au vu des éléments ci-dessus, la copropriété « Tour de l'Europe » présente des risques de fragilité avérés, qui ne lui permet pas de s'engager d'emblée dans un programme de travaux d'amélioration. Afin d'arrêter le processus de dégradation et d'envisager un projet de rénovation sereinement, il convient de mettre en œuvre des outils opérationnels spécifiques. Les enjeux identifiés dans l'étude pluridisciplinaire doivent trouver une réponse dans la mise en œuvre du POPAC :

- Poursuivre l'assainissement financier de la copropriété ;
- Proposer un accompagnement social aux propriétaires et occupants en difficulté ;
- Remobiliser les propriétaires pour une participation active de tous dans la gestion de la copropriété ;
- Suivre les travaux en cours pour la rénovation des ascenseurs ;
- Accompagner la copropriété dans un projet d'amélioration énergétique, de mise en sécurité, de réhabilitation pour renforcer l'attractivité de la copropriété au sein du quartier mais également pour un meilleur confort de vie des résidents ;
- Favoriser le lien social et le vivre ensemble.

Article 4 - Volets d'actions

L'accompagnement prévu dans le cadre du POPAC est pluriel et doit notamment tenir compte des aspects multidimensionnels de la problématique des impayés de charges et prendre appui sur une approche globale fondée sur le système complexe qu'est la copropriété. Aussi, si les actions ci-dessous sont listées par volet, les interventions visant l'assainissement financier de la copropriété à travers le traitement des impayés de charges sont à envisager en lien étroit, et à mener de manière concomitante avec les actions pédagogiques en direction des habitants, et avec les mesures d'accompagnement social des ménages en difficulté ou en passe de le devenir.

La mise en œuvre du programme d'actions s'appuiera sur le conseil syndical et le syndic. L'appropriation de la démarche par le conseil syndical est un préalable indispensable à la mise en œuvre du programme d'actions pour pérenniser le bon fonctionnement de la copropriété.

Le développement des actions du programme devra impliquer les acteurs de terrain et partenaires locaux.

Les actions proposées dans le cadre du POPAC Tour de l'Europe sont les suivantes :

4.1 Actions de sensibilisation, information générale et/ou ciblée, formation des acteurs de la copropriété

L'objectif de ce volet d'action est de mobiliser les propriétaires et les habitants autour d'un projet de travaux à moyen terme. Pour cela, il est indispensable, au préalable, qu'ils renforcent leur connaissances en matière de fonctionnement d'une copropriété, du rôle des instances de gestion, des préalables à réaliser avant de s'engager dans un projet de travaux.

La mise en place d'actions d'information générale et de sensibilisation est indispensable pour créer une dynamique sur le site, accroître l'implication des copropriétaires dans la vie de la copropriété et identifier les personnes relais pour porter un futur projet de travaux.

Cette première série d'actions se décline de la façon suivante :

- **Un plan de communication à destination de la copropriété et des copropriétaires** pour favoriser l'adhésion et la participation aux instances de gestion de la copropriété :
    - Amélioration de la communication existante ;

PROJET

retour CR

- Identification de nouveaux leviers de communication sur les enjeux du projet d'amélioration du bâti pour les habitants de la copropriété, les gains à longs termes (qu'ils soient quantitatif ou qualitatif au regard des diagnostics réalisés) et des possibilités d'aides en fonction des situations ;
- Ciblage spécifique en fonction du statut de l'habitat (copropriétaire occupant, copropriétaire bailleur, locataire) et précisions sur les rôles et attentes de chacun ;
- Informations sur le rôle et les responsabilités du syndic afin de conforter la confiance vis-à-vis de cette instance et pour déconstruire les a priori ;
- Informations générales en temps réel sur le calendrier des appels de fonds, sur les procédures de recouvrement et notamment les saisies immobilières ;
- Identification de personnes relais / ressources au sein de la copropriété.

- **Des actions pédagogiques de sensibilisation, d'information et de formation auprès des copropriétaires :**
  - Améliorer leur connaissance sur le fonctionnement de la copropriété (gouvernance, juridique, technique, social, financier, etc.) et prendre conscience des droits et devoirs de chacun ;
  - Accroître leur implication dans la vie de la copropriété ;
  - Comprendre les principaux facteurs d'équilibre et d'autonomie de la copropriété : bon état physique, bon fonctionnement des instances décisionnelles de la copropriété, bonne gestion financière de la copropriété, solvabilité des copropriétaires et de la copropriété afin de lutter contre la spirale de déqualification ;
  - Information des propriétaires bailleurs sur les dispositifs de conventionnement avec ou sans travaux et l'intermédiation locative ;
  - Au regard du lien étroit entre la problématique des impayés de charges et les conditions et enjeux de l'accès à la propriété, mise en place d'une information systématique aux nouveaux copropriétaires et d'un accompagnement : entretien / formation des copropriétaires sur la gestion du patrimoine, la question des charges, la reconnaissance des risques collectifs et la responsabilité individuelle des copropriétaires, le rôle du conseil syndical, etc..

- **Renforcement et formation des conseils syndicaux :**
  - Doter les conseils syndicaux d'outils et de connaissance permettant de structurer leur organisation et renforcer le rôle actif pour améliorer et pérenniser le fonctionnement de la copropriété. Cette intervention prendra la forme de session de formation ;
  - Mobiliser les copropriétaires pour renforcer ou, le cas échéant, constituer le conseil syndical de leur copropriété et accompagner la « prise de poste ». Cette intervention s'appuiera sur les actions précédentes et un travail important de proximité.

Ces actions pédagogiques peuvent être déclinées selon divers formats que l'opérateur du POPAC devra proposer dans sa méthodologie : accueil téléphonique, physique, ateliers thématiques à développer, plaquettes, séances de formation, etc.

Ces actions visent l'ensemble des copropriétés identifiées. Les outils développés pourront être mutualisés.

4.2 Actualisation du diagnostic multicritères

L'étude réalisée par Urbanis, en 2020/2021, a permis de dresser un diagnostic complet et détaillé de la Tour de l'Europe prenant notamment en compte les éléments suivants :

- Organisation foncière, juridique et technique, notamment concernant le système de chauffage (ASL le cas échéant) ;
- Etat technique, patrimonial et énergétique ;
- Fonctionnement de la copropriété : règlement de copropriété, conseil syndical, syndic, assemblée générale, fonctionnement de l'ASL pour les copropriétés « Les Fleurs » ;
- Profils socio-économique des copropriétaires occupants, bailleurs et des locataires. Les enquêtes réalisées, sur la base d'une enquête sociale, permettront :
  - De caractériser le niveau de fragilité de la copropriété ;

PROJET

retour CR

    - De connaître l'éligibilité des propriétaires aux dispositifs d'aides ;
    - D'identifier les ménages ayant besoin d'un accompagnement social ;
- Gestion financière et administrative : comptes, impayés, charges, etc.

L'étude réalisée par Urbanis et transmise à l'opérateur devra aboutir sur des propositions d'actions concrètes, préventives et curatives, à mettre en œuvre à court terme dans le POPAC, et à moyen terme dans le cadre de la réalisation de travaux, en précisant le dispositif d'accompagnement aux travaux le plus adapté (OPAH CD, plan de sauvegarde MaPrimeRénov' Copropriété, etc.) et en recherchant des modalités de financements et préfinancements efficaces.

Pour suivre l'évolution de la copropriété, il est demandé à l'opérateur d'actualiser le diagnostic et de dégager des indicateurs de suivi permettant de bénéficier d'une veille active. Il s'agira notamment d'actualiser les éléments suivants :

- Les études, diagnostics et audités déjà réalisés sur ces copropriétés ;
- Les données issues du Registre national d'immatriculation des copropriétés ;
- Les documents spécifiques remis par chaque organe de gestion : conseil syndical, syndic / ASL (le cas échéant) ;
- Des entretiens systématiques avec les représentants de chaque copropriété : présent et membres du conseil syndical.

En cas de difficultés avérées d'une copropriété, celle-ci pourra être orientée vers un dispositif opérationnel de redressement. Dans ce cas, l'opérateur complètera le diagnostic multicritères avec la définition d'une stratégie de redressement incluant un programme de travaux, en intégrant au moins les volets « énergie » et « repérage de l'habitat indigne ». Néanmoins, les premières actions d'information et d'accompagnement pourront être menées dans le cadre du présent POPAC.

Si le diagnostic multicritères conduit la copropriété à s'orienter directement vers un programme de travaux, celle-ci sera accompagnée vers le droit commun de la rénovation, et le cas échéant assistée dans le montage de dossiers de subvention.

Le diagnostic multicritères permettra de proposer un plan d'action de résorption des premières difficultés et d'accompagnement au vote :

- Premières actions d'accompagnement à mener dans le cadre du POPAC ;
- Préconisations de travaux, complété par le chiffrage d'un maître d'œuvre dans le cas où la copropriété aura recruté un prestataire ;
- Proposition de dispositif d'accompagnement aux travaux adapté à la situation de la copropriété ;
- Actions de moyens termes à engager après le POPAC ;
- Planning prévisionnel des actions POPAC et de sortie du dispositif.

Le rapport comprenant le plan d'action sera validé en comité de pilotage.

4.3 Aide à la résolution des premières difficultés

Les actions d'accompagnement seront calibrées en fonction de la situation de la copropriété et des besoins identifiés par l'opérateur dans le cadre du diagnostic multicritères.

Cet accompagnement « à la carte » relève de différents champs d'intervention :

Sur le plan juridique et du fonctionnement, les actions doivent permettre de soutenir l'amélioration du fonctionnement des instances de gouvernance, mobiliser les acteurs, faciliter les prises de décision, responsabiliser les instances :

- Assistance au conseil syndical et, le cas échéant, aide au choix d'un nouveau syndic ;
- Aide à l'adaptation du règlement de copropriété (régularisation des modifications, telle l'annexion de parties communes...) ;

Sur le plan financier et de la gestion, les actions doivent permettre d'inciter à une amélioration globale des

PROJET

retour CR

modes de gestion (gestion rationnelle et prévisionnelle), aider au traitement des impayés et à la maîtrise des charges, aider à l'élaboration d'outils de suivi de gestion pérenne :

- L'aide à la maîtrise des dépenses courantes par la renégociation des contrats (contrats de chauffage…)
- L'aide à la mise en place d'un tableau de bord de suivi des charges, dispositif de prévention des impayés ;
- L'aide à l'assainissement des comptes, à la maîtrise du budget, à l'apurement des dettes ;
- L'appui à la création d'une avance de trésorerie permanente ;

Sur le plan social, les actions doivent permettre d'aider à la solvabilisation voire au désendettement, informer sur les droits et devoirs des occupants :

- Accompagnement des publics spécifiques : personnes âgées, personnes très modestes ;
- Traitement des impayés, mise en place de plans d'apurement des dettes ;
- Mobilisation du FSL, des aides de la CAF ;
- Aide à la formulation des demandes d'aides personnelles au logement ;
- Etude des moyens de solvabilisation des copropriétaires ;
- Médiation dans les conflits entre locataire/propriétaire ;
- Aide à la régularisation des situations d'occupation des logements, prévention des expulsions ;
- Mobilisation des associations et acteurs locaux.

Sur le plan technique, les actions doivent permettre d'aider la copropriété à élaborer un programme de travaux cohérent, pérenne et hiérarchisé intégrant la maîtrise des charges, et d'adapter le programme de travaux aux capacités financières des propriétaires :

- L'aide à la tenue d'un carnet d'entretien ;
- L'appui à l 'élaboration d'un plan patrimonial ;
- Sensibilisation à la nécessité de recourir à un maître d'œuvre ;
- Diffusion de l'information concernant les scenarios de travaux ;
- Ingénierie financière (plan de financement, aides mobilisables) sur la base des scenarios envisagés. Pour chaque scenario, une simulation concernant la mobilisation des aides publiques ou d'autres types de financement possibles sera réalisée, concernant le coût global et par type de copropriétaires ;
- Préparation et participation aux assemblées générales en vue du vote des travaux ;
- Aide et accompagnement au choix d'un scénario de travaux adapté et pertinent.

Sur le plan administratif, le programme pourra inclure, à titre accessoire uniquement, des prestations d'accompagnement comparables à celles mise en œuvre dans le cadre d'une OPAH. Ces prestations ne devront a priori concerner que les cas dans lesquels la copropriété s'engage dans un programme de travaux susceptible de remédier durablement à la situation, sans nécessité de mettre en œuvre un dispositif curatif (OPAH copropriété ou plan de sauvegarde). Les missions pouvant être réalisées à ce titre sont, notamment : assistance au montage du plan de financement pour la copropriété et les copropriétaires (avant l'assemblée générale votant les travaux), assistance au montage des éventuels dossiers individuels de demande de subvention (Anah ou autre).

4.4 Approfondissement du diagnostic social et signalement des situations difficiles (sociales, juridiques ou techniques)

L'enquête sociale réalisée par Urbanis a permis d'avoir une vision du profil socio-économique des occupants, néanmoins, l'évolution est rapide au sein de cette copropriété. L'opérateur devra actualiser et approfondie ce diagnostic social afin de pouvoir identifier :

- **Les ménages en difficultés sociales ou financières** (précarité, ressources modestes, endettement, problèmes d'occupation du logement, risques d'expulsion, etc.) pouvant bénéficier d'un accompagnement social à mettre en place ;
- **Les situations juridiques à risque** (situations irrégulières d'occupation) ;
- **Les situations dangereuses au niveau de l'habitat** (non décence, infraction au RSD, péril ou insalubrité, usage à risque du logement, etc.).

L'approfondissement du diagnostic social pourra être réalisé lors de l'actualisation du diagnostic multicritères.

PROJET

Cela permettra de disposer d'une information mise à jour et de cibler de manière précise les ménages qui ont besoin d'un accompagnement social.

En cas de repérage d'une situation sociale difficile, le prestataire sera en mesure de faire le lien avec les services sociaux présents dans le quartier ou à proximité et le SCHS de la Ville de Mulhouse ou les services compétents en cas de suspicion de mal logement

Les situations juridiques à risque et les éventuelles situations techniques dangereuses seront rapportées au comité technique de suivi du POPAC et le cas échéant une réponse sera apportée (intégration au programme d'actions, orientation vers le service ou organismes compétents par exemple pour la prise d'un arrêté de péril).

En outre, l'ensemble des partenaires seront sensibilisés pour qu'ils puissent également, dans l'exercice de leur mission, repérer des situations complexes nécessitant un accompagnement et effectuer un signalement auprès du prestataire et du maître d'ouvrage.

4.5 Mise en place de partenariats avec les milieux professionnels locaux

L'Agglomération, dans le cadre de ses interventions auprès des copropriétés en situation de fragilité, a noué des contacts avec le monde de la copropriété. Toutefois, dans le cadre de la convention POPAC, l'opérateur devra identifier :

- Les partenaires essentiels dans la conduite des actions de redressement et en particulier d'accompagnement social des occupants ;
- Les nouveaux partenariats à développer : l'opérateur du POPAC aura la charge de créer une dynamique en faisant adhérer en particulier l'ensemble des institutions et du tissu associatif local au programme (CAF, services de la Collectivité européenne d'Alsace, FNAIM, etc.) ;
- Pour le pilotage et le suivi du programme, les fournisseurs de données sur les publics.

4.6 Suivi des travaux de remise aux normes des ascenseurs

Les 5 ascenseurs de la Tour de l'Europe vont faire l'objet d'une remise aux normes, l'opérateur aura pour objectif de suivre les travaux pour s'assurer du bon déroulement et faire le lien avec l'Anah qui finance une partie des travaux.

Article 5 - Financement du programme

5.1 Le coût estimatif de mise en œuvre du POPAC

Le coût estimatif prévisionnel de mise en œuvre du POPAC Tour de l'Europe s'élève sur trois ans à 210 000 € HT, soit 252 000 € TTC, répartis comme suit :

- 84 000 € TTC par an en moyenne.

Ce coût se répartit de la façon suivante :

	Année 2021	**Année 2022**	**Année 2023**	**Total sur 3 ans**
Coût des prestations (**HT**)	70 000 €	70 000 €	70 000 €	210 000 €
*Coût total des prestations (**TTC**)*	84 000 €	84 000 €	84 000 €	252 000 €

Financement Anah prévisionnel (50% sur le montant HT)	35 000 €	35 000 €	35 000 €	105 000 €
Financement de la Banque des Territoires	17 500 €	17 500 €	17 500 €	52 500 €
Reste à la charge du maître d'ouvrage	31 500 €	31 500 €	31 500 €	94 500 €

Le financement est assuré par m2A, qui sollicitera les aides financières de l'Anah et de la Caisse des dépôts.

PROJET

retour CR

5.2 Financement de l'Anah

L'Anah s'engage à financer le programme au titre de chaque tranche annuelle, au taux de 50 %, dans la limite d'un plafond annuel des dépenses subventionnables de 100 000 € HT. Ces conditions sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

Pour rappel, l'Anah est également susceptible d'octroyer, ponctuellement, certaines aides à l'ingénierie au syndicat des copropriétaires : aide au redressement de la gestion ; aide à la réalisation d'études et d'expertises complémentaires, à caractère technique, juridique ou financier, lorsqu'elles sont nécessaires à la définition d'une stratégie de redressement. Seules les copropriétés situées dans le périmètre du programme peuvent en bénéficier, au cas par cas et en fonction des constatations opérées.

Mulhouse Alsace Agglomération adressera chaque année une demande de subvention dans ce cadre.

5.3 Financement de la Banque des Territoires

La Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts poursuit des objectifs d'intérêt général et œuvre en faveur d'une plus grande égalité entre tous les territoires. Elle vise à les rendre plus attractifs, plus durables, plus inclusifs et plus connectés. Elle offre à ses clients, et tout particulièrement aux collectivités territoriales, une palette d'offres sur mesure et adaptée à leurs besoins pour répondre à la transformation de l'ensemble des territoires.

La Banque des Territoires participe au financement de l'ingénierie de la mission animation du POPAC Tour de l'Europe. Le montant de la participation financière annuelle de la Banque des Territoires ne peut être supérieur au montant HT financé par la collectivité maître d'ouvrage et représenter plus de la moitié du montant HT financé par l'Anah.

La Banque des Territoires sera sollicitée par Mulhouse Alsace Agglomération pour financer à hauteur de **17 500 € par an la mission de suivi-animation du POPAC m2A.**

Les modalités définitives d'intervention seront précisées dans une convention d'application à signer entre la Banque des Territoires et le maître d'ouvrage concerné et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Article 6 - Engagements spécifiques du maître d'ouvrage et des partenaires : données, exploitations et bilans à transmettre

6.1 Engagements du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage, pour toute la durée du programme opérationnel :

- A transmettre un bilan annuel comprenant un récapitulatif des actions menées sur chaque copropriété, une analyse des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés (avec quelques indicateurs chiffrés permettant de mesurer l'évolution de la situation suite aux actions préventives menées) et l'identification des éventuels points de blocage.
- Les données suivantes doivent être communiquées à l'appui du bilan annuel à fournir préalablement au paiement du solde de la subvention annuelle :
    - Pour toutes les copropriétés identifiées à la suite des actions de repérage : les données correspondant au socle minimal des indicateurs (annexe 4 de l'instruction du 7 mars 2016 § 1). Les données jointes au bilan de la dernière année du dispositif devront comprendre en outre l'indication de l'évolution de chacune des données sur la durée du dispositif.
    - Pour les seules copropriétés ayant fait l'objet d'un diagnostic multicritères et/ou d'un accompagnement renforcé par une ou des missions d'aide à la résolution des premières

PROJET

retour CR

difficultés : les données complémentaires figurant dans l'annexe 4 de l'instruction du 7 mars 2016 §2.

- A communiquer les exploitations et publications réalisées (en adressant copie au pôle national d'expertise sur les copropriétés de l'Anah : *pole-coproprietes@anah.gouv.fr*), et à faire état de son soutien financier à l'occasion de toute diffusion ou valorisation externe des données ou des actions conduites.

Partenaires – à définir

Article 7 - Conduite de l'opération

7.1 Pilotage opérationnel

L'opération est pilotée par m2A, maître d'ouvrage de l'opération, dans les conditions ci-après :

- **Le comité de pilotage**

Un comité de pilotage, instance d'arbitrage et de validation stratégique et politique, réunira l'ensemble des partenaires et acteurs, assurera la coordination et le suivi du déroulement de l'animation et décidera de la poursuite et/ou de la réorientation du POPAC.

Il sera présidé par le Vice-président de m2A délégué au logement et à l'habitat et sera composé de :

- Du service Habitat et renouvellement urbain de m2A ;
- Des représentants politique et technique de la Ville de Mulhouse ;
- Des différents partenaires en mesure d'apporter leur expertise :
  - Préfecture / DDT ;
  - Anah ;
  - Etat (DDCSPP) ;
  - Banque des Territoires ;
  - FNAIM ;
  - D'autres partenaires pourront être identifiés en fonction des besoins.

Il peut élargir sa composition à tout membre permanent de son choix ou inviter à tout moment toute personne qualifiée ou organisme qu'il jugerait utile.

Il se réunira à minima une fois par an et aura comme mission :

- De valider les principes d'organisation du programme, ses objectifs et finalités tels que décrits dans la présente convention ;
- De veiller à la réalisation des objectifs, au respect des engagements des partenaires et d'apporter des solutions aux difficultés qui pourraient apparaître en cours d'opération ;
- De proposer et/ou de se prononcer sur les propositions ultérieures d'évolution du programme en vue de son optimisation, dans le respect des règles de l'Anah ;
- De prendre connaissance et de valider les bilans annuels qui lui seront présentés par l'opérateur en charge du POPAC Tour de l'Europe ;
- De valider les données, exploitations et bilans devant être transmis à l'Anah et mentionnés à l'article 6 de la présente convention.

PROJET

retour CR

- **Le comité technique**

Le comité technique sera réuni sous l'égide de m2A. Il aura pour missions de préparer les décisions du comité de pilotage et d'assurer le suivi de l'opération et des actions d'accompagnement prévues. Il fera état des problèmes le cas échéant et proposera des solutions.

Il se compose des représentants techniques des partenaires et acteurs composant le comité de pilotage. Il est composé de représentants techniques et financiers de la collectivité publique et de tout autre partenaire intéressé à un titre ou à un autre au déroulement de l'animation.

Il se tiendra au moins 3 fois par an mais pourra être convoqué autant que de besoin pour le suivi opérationnel de la situation des copropriétés du POPAC Tour de l'Europe.

Un compte rendu de chaque comité technique sera diffusé par les services de m2A.

- **Réunions et groupes de travail**

Pour un pilotage efficient de l'opération, le maître d'ouvrage s'appuiera en tant que de besoin sur des réunions, groupe de travail ou commissions spécifiques. Ces instances pourront se tenir à la demande de l'opérateur pour faire état de situations spécifiques.

7.2 Missions de l'opérateur

Les missions opérationnelles de prévention sont assurées par une équipe d'ingénierie pluridisciplinaire (compétences juridique, technique, sociale) en mesure d'agir rapidement dès le signalement d'une situation, à recruter dans le cadre d'un marché public.

Compte-tenu de la nature de la prestation sollicitée, l'équipe devra détenir des compétences dans les domaines suivants :

- Connaissance générale en matière d'habitat et sur l'amélioration du parc privé ;
- Expertise sur l'ensemble des problématiques propres aux copropriétés : acteurs, cadre règlementaire et juridique, fonctionnement, gestion et comptabilité, financements ;
- Maîtrise d'un projet de rénovation, notamment énergétique, en copropriété ;
- Compétences techniques et architecturales en diagnostic et intervention sur du bâti existant en copropriété et connaissance technique dans le domaine de l'énergie ;
- Compétences pour réaliser des enquêtes sociales et l'accompagnement social des ménages ;
- Capacité d'animation et de sensibilisation des acteurs de la copropriété ;
- Capacité d'animation partenariale.

Article 8 – Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les autres signataires éventuels et l'équipe d'ingénierie s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

Il est impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de sa charte graphique. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur le programme.

PROJET

retour CR

Le logo de l'Anah en quadrichromie et la mention du site anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie.

Les réunions et les documents de communication devront avoir été préparés en collaboration avec le service instructeur des aides de l'Anah et le cas échéant les services du délégataire des aides à la pierre.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'équipe d'ingénierie apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (via le service instructeur des aides).

Article 9 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de trois ans, à compter de la date de la date de signature apposée par le dernier signataire.

Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, et/ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés annuellement, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.
La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 11 - Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans le département.

PROJET

retour CR

Fait en xx exemplaires à Mulhouse, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, Le Président	**Pour l'Etat,** Le Vice-président de m2A	**Pour l'Anah,** Le Vice-président de m2A
Pour la Caisse des dépôts – Banque des Territoires, Le Directeur territorial		

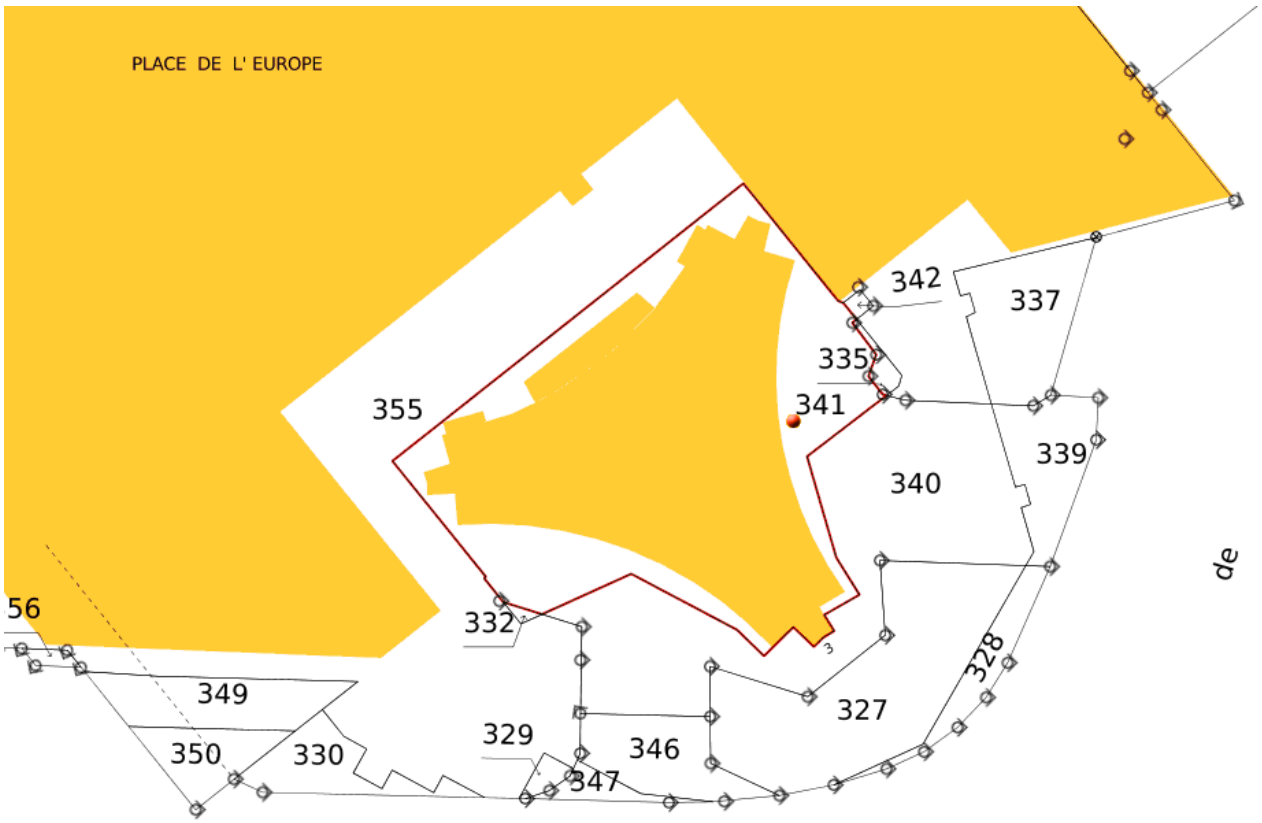
PROJET

retour CR

Annexes

1/ Périmètre

Adresse : 3 boulevard de l'Europe – 68100 MULHOUSE



PRO

retour CR

2/ Calendrier prévisionnel

Période	Echéances
2ème trimestre 202	Finalisation de la convention Signature de la convention Lancement de l'appel d'offres pour recruter l'opérateur ➔ Milieu d'année 2022 : début du suivi animation du POPAC
2022-2024	Mise en place d'actions de redressement de la copropriété (impayés, gestion, fonctionnement) Suivi des travaux des ascenseurs Définition d'un programme de travaux en fonction des besoins de la copropriété

PROJET

retour CR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220328-640C-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022
Publication : 30/03/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 30 mars 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 mars 2022

68 élus présents (103 en exercice, 16 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

POLITIQUE DE L'HABITAT ET AIDES A LA PIERRE : BILAN 2021 ET PROGRAMME ANNUEL D'ACTION EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE (535/8.5/640C)

La convention de délégation de compétence des aides à la pierre a été renouvelée le 22 février 2020 pour une durée de six ans.
Comme chaque année, après avoir fait état du bilan de l'exercice précédent, il s'agit par cette délibération d'approuver le programme annuel d'action en faveur de l'habitat privé qui définit les priorités pour l'agglomération sur 2022.

BILAN 2021

L'enveloppe allouée par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) était de 7,5 M€.
73 % de cette enveloppe a été consommée, soit 5,5 M€ d'aides allouées aux propriétaires du parc privé.
Ce taux de consommation s'explique par :

- la crise sanitaire ;
- la mise en œuvre par l'Anah de MaPrimRénov qui permet aux propriétaires occupants de réaliser leurs travaux par étapes, alors que les dossiers déposés dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) concernent des réhabilitations globales ;
- le temps long de la copropriété pour décider et voter les travaux de réhabilitation (2 à 3 ans d'échanges avant la décision).

Cette enveloppe a permis de financer 204 logements individuels :

- 22 logements locatifs ;
- 96 logements permettant l'autonomie des occupants ;
- 3 logements très dégradés de propriétaires occupants ;

retour CR

- 83 logements de propriétaires occupants ayant bénéficié de travaux d'économie d'énergie.

Et pour les copropriétés, l'ANAH a financé 1194 logements en copropriétés (à Mulhouse : Provence, Rabelais, Diamant Noir, Plein Ciel 2 et Tour de l'Europe ; à Riedisheim : Le Mesnil et Panorama ; à Rixheim : Verdon et à Wittenheim : La Forêt 1 et 2) pour des travaux d'urgence, notamment pour les copropriétés dégradées et des travaux de rénovation énergétique pour les copropriétés qualifiées de fragiles (entre 8 et 25 % de taux d'impayés).

Mulhouse Alsace Agglomération a engagé sur ses fonds propres 73 000 € afin d'aider les propriétaires qui s'engagent dans des travaux de réhabilitation énergétique et résorbent l'habitat très dégradé.

PROGRAMME D'ACTION 2022

Dans sa programmation 2022, Mulhouse Alsace Agglomération souhaite prioriser les actions portant sur des enjeux forts pour le territoire, avec la poursuite de :

- l'intervention sur les copropriétés fragiles et dégradées et la mise en œuvre des outils adaptés (OPAH, Plans de sauvegarde, POPAC) pour répondre aux problématiques posées ;
- l'intervention sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'OPAH RU sur le quartier de la Fonderie à Mulhouse, élément constitutif du projet de renouvellement urbain sur le quartier Péricentre.

Selon les règles de l'ANAH, les priorités proposées se déclinent en 3 axes d'intervention :

- projets spécifiques,
- propriétaires occupants,
- propriétaires bailleurs.

Il est donc proposé que les projets spécifiques ciblent localement trois volets :

- les copropriétés : de la prévention, à l'incitation jusqu'au redressement pour une vingtaine de copropriétés sur les communes d'Illzach, Mulhouse et Wittenheim ;
- l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du quartier de la Fonderie à Mulhouse, opérationnelle depuis le 1er juillet 2020 pour 5 ans ;
- le Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » de Mulhouse Alsace Agglomération (2019-2022), 2022 étant la dernière année du PIG qui permet un appui spécifique aux propriétaires.

Les projets prioritaires des propriétaires occupants proposés pour le territoire sont : le traitement de l'habitat indigne ou très dégradé, la lutte contre le réchauffement climatique en visant les opérations avec un gain énergétique minimal de 35 % par opération, les travaux de sécurité et de salubrité, les travaux d'adaptation au vieillissement conduits en lien avec la résorption de la précarité énergétique.

retour CR

Et enfin, les projets prioritaires qu'il vous est proposé de porter pour la cible des propriétaires bailleurs sont, pour le territoire, très proches de ceux concernant les propriétaires occupants.
Il s'agit du traitement de l'habitat indigne ou très dégradé, notamment sur les logements vacants, les projets conventionnés « social » situés dans les communes SRU (permettant ainsi une contribution à l'atteinte de l'objectif des 20 % de l'article 55 de la loi SRU), les travaux de sécurité et de salubrité et les travaux de résorption de la précarité énergétique.

Le programme d'action 2022 a été soumis aux membres de la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) le 22 février 2022 et a obtenu un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le programme d'action 2022 en faveur de l'amélioration de l'habitat privé selon projet ci-joint ;
- autorise le Président ou son Vice-Président délégué à formaliser et signer les avenants correspondants, les conventions d'objectifs avec chaque bailleur et toutes pièces afférentes.

PJ : Projet programme d'action 2022

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

retour CR

PROGRAMME ANNUEL D'ACTION EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE
Année 2022

PREAMBULE :

Conformément à l'article R321-10-1 du CCH, l'EPCI délégataire des aides à la pierre doit annuellement établir un programme d'action territorialisé. Ce dernier doit préciser les priorités d'intervention, les critères de sélection des dossiers, les modalités financières d'intervention et présenter un état des opérations programmées. Ce programme d'action est publié au recueil des actes administratifs, ce qui le rend opposable au tiers.

Les décisions d'octroi (ou de refus) des subventions ANAH sont alors prises par l'EPCI délégataire des aides à la pierre après évaluation de l'intérêt "économique, social, environnemental et technique du projet", dans la limite des crédits disponibles, et sur la base du programme d'action.

Dans son programme d'action 2022, m2A souhaite mettre l'accent sur des enjeux forts qui correspondent aux besoins de son territoire :

- les problématiques des copropriétés, et plus particulièrement dans les quartiers dits prioritaires de la politique de la ville,
- l'OPAH Renouvellement Urbain du secteur de la Fonderie à Mulhouse qui s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),
- la lutte contre la précarité énergétique,
- la lutte contre l'habitat indigne.

Le présent document précise les modalités et priorités d'action pour 2022 à l'échelle de m2A pour les programmes suivants :

- Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux »,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Fonderie à Mulhouse (OPAH RU),
- 1 plan de sauvegarde pour la copropriété Peupliers Camus signé (arrêté préfectoral en date du 2 mars 2021),
- 1 plan de sauvegarde pour la copropriété Eugène Delacroix signé (arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2021),
- 2 plans de sauvegarde pour les copropriétés Plein Ciel 1 et 2 en cours d'élaboration,
- 2 plans de sauvegarde des copropriétés La Foret 1 et la Foret 2 à Wittenheim en cours d'élaboration,
- 1 plan de sauvegarde pour la copropriété Le Diamant Noir à Mulhouse en cours d'élaboration,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété Dégradée à Illzach (copropriété Construire) signée,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées à Mulhouse (copropriétés Dunkerque/Saint Malo et Le Murat) signée,
- Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété sur m2A (les Fleurs L-J-k-H-I-Q à Illzach, Gunsbach, Pfastatt I et Bel Air G2 à Mulhouse) signé.

PROJET

retour CR

La rénovation énergétique et la lutte contre la précarité énergétique sont des priorités d'action au sein de l'Agence nationale de l'habitat (Anah). Cela se traduit par la mise en place de plusieurs dispositifs d'aides :

- **MaPrimeRénov'**

Cette aide permet de financer les travaux simples, mais efficaces comme le remplacement d'un système de chauffage, l'isolation thermique d'une ou plusieurs parois, … par des entreprises Reconnues Garantes de l'Environnement. (RGE).

Depuis juillet 2021, le dispositif MaPrimeRénov' est ouvert aux propriétaires bailleurs. Les travaux ci-dessous pourront être éligibles :

- Travaux permettant le maintien en l'état et le bon entretien du logement (volets défectueux, robinetterie vétuste, etc.),
- Travaux d'amélioration de la performance énergétique du logement (isolation, chaudière performante, etc.),
- Travaux qui assurent la décence du logement,
- Travaux d'entretien des toitures et façades végétalisées.

- **MaPrimeRénov' Sérénité**

Depuis le 1er janvier 2022, Habiter Mieux sérénité est remplacé par MaPrimeRénov' Sérénité. Cette aide concerne tous les travaux permettant un gain énergétique d'au moins 35%.

<u>Le montant des aides MaPrimeRénov' Sérénité :</u>

Pour les propriétaires occupants aux « ressources très modestes » :

- **50 % du montant total des travaux HT**. L'aide MaPrimeRénov' Sérénité est de 15 000 € maximum.

Pour les propriétaires occupants aux « ressources modestes » :

- **35 % du montant total des travaux HT**. L'aide MaPrimeRénov' Sérénité est de 10 500 € maximum.

Il est également possible de bénéficier de deux bonus cumulables :

- Un bonus **sortie de passoire thermique** de 1 500 € en complément pour les logements les plus énergivores dont l'étiquette énergétique avant travaux est F ou G, et dont l'étiquette après travaux est E ou mieux.
- Un bonus BBC de 1 500 € en complément pour les logements dont l'étiquette énergétique après travaux est A ou B.

A partir du 1er juillet 2022, il sera également possible de bénéficier du cumul avec les Certificats d'économie d'énergie :

- La prime CEE par geste peut permettre de compléter l'aide MaPrimeRénov' Sérénité pour la réalisation de travaux d'isolation, de ventilation et de changement de fenêtres.
- L'aide bonifiée du Coup de Pouce Chauffage peut permettre de compléter l'aide MaPrimeRénov' Sérénité pour le remplacement du chauffage. Le montant de l'aide peut aller jusqu'à 4 000 € en fonction du type de chauffage installé.
- La prime CEE rénovation globale d'une maison individuelle peut permettre de compléter l'aide MaPrimeRénov' Sérénité pour des travaux de rénovation globale permettent un gain énergétique d'au moins 35%.
- L'aide bonifiée du Coup de Pouce rénovation performante d'une maison individuelle peut permettre de compléter l'aide MaPrimeRénov' Sérénité pour des travaux de rénovation globale permettent un gain énergétique d'au moins 55%. Les montants de l'aide varient selon le type de travaux réalisés.

Ces deux aides (non cumulable) visent à s'adapter aux besoins du ménage :

PROJET

retour CR

- MaPrimeRénov' pour un geste de travaux ambitieux pour la planète et/ou pour l'installation d'un équipement ;
- MaPrimeRénov' Sérénité pour une rénovation globale et vertueuse du logement, un confort thermique retrouvé.

Synthèse des aides et des changements au 1er juillet 2022 en annexe du programme d'action.

- **Réforme du conventionnement**

A compter du 1er janvier 2022, le conventionnement est réformé en Loc'Avantages.
Il permet aux propriétaires de bénéficier d'une réduction d'impôt importante s'ils mettent en location leur bien à un montant inférieur aux loyers du marché local et sous certaines conditions de ressources du locataire.

Plus le loyer est réduit, plus la réduction d'impôt est élevée. Loc'Avantages renforce l'intérêt pour les propriétaires à s'engager dans une démarche solidaire, en leur proposant une solution financièrement avantageuse. Une logique « gagnantgagnant» qui permet de mieux conjuguer les intérêts des propriétaires et l'intérêt général, en mobilisant plus de logements à loyers modérés pour des ménages de la classe moyenne ou ayant des revenus modestes.

PROJET

retour CR

Article 1 : LES PRIORITES D'ACTION 2022

Les priorités et règles ci-dessous définies s'appliquent à l'ensemble des dossiers déposés à compter de la date de publication du programme d'action.

Dans son programme d'action 2022, m2A souhaite donc prioriser les actions portant sur des enjeux forts qui correspondent aux besoins de son territoire notamment :

- les copropriétés : plus de 4 000 copropriétés sur m2A dont 18% sont potentiellement très fragiles, soit 770 copropriétés. L'AURM, dans le cadre de l'étude de repérage des copropriétés fragiles estime à 220 copropriétés potentiellement fragiles au sens de l'Anah sur le territoire de m2A.
- Le plan initiative copropriétés national et régional qui se décline en 6 plans de sauvegarde, 2 OPAH copropriétés dégradées et 1 programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés.
- Les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'OPAH RU sur le quartier de la Fonderie, élément constitutif du NPNRU sur Péricentre.

Pour rappel, les priorités nationales 2022 de l'Anah sont :
- La lutte contre le réchauffement climatique,
- La lutte contre les fractures territoriales,
- La lutte contre les fractures sociales,
- La prévention et le redressement des copropriétés.

L'amélioration de la performance énergétique à destination des propriétaires occupants se traduit par l'aide :
- **MaPrimeRénov' Sérénité** (anciennement Habiter Mieux Sérénité) : il s'agit du programme d'aide habituel de l'Anah avec l'objectif d'atteinte du gain énergétique (minimum 35%), et qui bénéficie d'un accompagnement des ménages sur leurs projets de travaux. Cette aide bénéficie d'une bonification pour accompagner la rénovation énergétique des logements les plus énergivores.
- Les conditions d'éligibilité changent concernant l'occupation du logement : passage de 6 ans à 3 ans.
- Fin de la prime Habiter mieux et possibilité de cumuler les CEE avec l'aide de l'ANAH à compter du 1 juillet 2022. En revanche, pour les propriétaires bailleurs la prime Habiter mieux sera maintenu.

1.1 : Priorité 1 : Les projets spécifiques

Premier axe d'intervention : les copropriétés

La délibération n°2020-54 du Conseil d'Administration de l'Anah du 02 décembre 2020 a voté un nouveau régime d'aide en faveur des copropriétés, dit « MaPrimeRénov' copropriétés ». Dans le cadre de son PIG II, m2A a mis en place un volet copropriétés fragiles, avec un objectif fort sur cette cible à hauteur de 3 000 logements. Le financement de l'AMO copropriétés fragiles et des travaux afférents sont ainsi une priorité de m2A.

En 2018, l'Anah a lancé le « Plan initiative copropriétés » qui a pour objectif de mobiliser les acteurs locaux et nationaux pour répondre au traitement des copropriétés en difficulté à travers 3 axes d'intervention :
- Transformer les copropriétés
- Redresser les copropriétés,
- Mettre en place des actions de prévention.

Les 5 copropriétés du quartier des Coteaux sont inscrites sur la liste nationale du plan initiative copropriété, ce qui en fait une priorité.

PROJET

retour CR

Sur le même principe, 12 copropriétés sont inscrites sur la liste régionale du plan. La liste concerne les copropriétés suivantes :

- Construire, Les Fleurs H-I-Q (1 copropriété), Les Fleurs J-K-L (3 copropriétés) à Illzach,
- La Forêt I et II à Wittenheim,
- Le Diamant Noir, Gunsbach, Le Murat, Dunkerque Saint Malo et la Tour de l'Europe à Mulhouse.

Ces copropriétés sont une priorité, ainsi que les programmes opérationnels Anah en cours :

- Plan de sauvegarde Peupliers Camus à Mulhouse signé (arrêté préfectoral le 2 mars 2021),
- 2 commissions d'élaboration des plans de sauvegarde des copropriétés la Foret 1 et 2 à Wittenheim,
- Plan de sauvegarde Delacroix à Mulhouse signé (arrêté préfectoral le 18 octobre 2021),
- 2 commissions d'élaboration de plans de sauvegarde Plein Ciel 1 et 2, dont la stratégie est en cours d'élaboration,
- 1 commission d'élaboration du plan de sauvegarde pour la copropriété Le Diamant Noir à Mulhouse,
- Les 2 OPAH copropriétés dégradées sur Illzach et Mulhouse dont les conventions sont signées,
- Le POPAC m2A est signé.

Pour les copropriétés bénéficiant d'une OPAH CD et réalisant des travaux de rénovation (conservation du bâti et/ou rénovation énergétique), les aides publiques pourront représenter 100% du montant HT des travaux.

2ème axe d'intervention : l'OPAH RU Fonderie dans le cadre du NPNRU

La convention de l'OPAH RU du quartier de la Fonderie est signée et est effective à compter de juillet 2020 pour une durée de 5 ans.

3ème axe d'intervention : le PIG « Habiter Mieux » de m2A

Le PIG entre dans sa 5ème année d'animation.

1. 2 : Priorité 2 : Les propriétaires occupants

Sont retenus comme prioritaires les propriétaires occupants modestes et très modestes ayant un projet de travaux suivant les priorités ci-dessous :

A. **Les travaux portant sur des logements indignes ou très dégradés :** situation d'insalubrité, de péril, ou de forte dégradation constatée par une grille et un rapport d'évaluation.

B. **Les travaux en vue de lutte contre le réchauffement climatique** leur permettant d'avoir un gain énergétique d'au moins 35% en maison individuelle et en copropriété.
   Montant de subvention de 50% de **30K€** H.T de travaux+ prime de 10 % du montant des travaux plafonnés à **3000 euros** pour les très modestes.
   Possibilité d'aides publiques à hauteur de 100% sur le cout des travaux TTC pour les très modestes.
   Montant de subvention de **35% de 30K€** + prime de 10 % du montant des travaux plafonnés à **2000 euros** pour les modestes.
   En cas de rénovation d'un logement énergivore (gain énergétique d'au moins 35 %, l'état initial du logement présente un niveau de performance énergétique correspondant à une étiquette de classe « F » ou « G », consommation énergique

PROJET

retour CR

projetée après travaux présente un gain de performance correspondant au moins à un saut de deux étiquettes (classe « D» ou « E »)) : Montant de subvention de :

- **50 % de 30K€ + prime de 10 % du montant des travaux plafonnés à 3 000 € pour les ménages très modestes**
- **35 % de 30K€ + prime de 10 % du montant des travaux plafonnés à 2 000 € pour les ménages modestes**.
- **Création de deux bonus**
  - **1500€/logement si sortie d'étiquettes F ou G**
  - **1500€/logement si atteinte étiquette A ou B**

Pour les copropriétés, les travaux financés dans le logement doivent s'inscrire dans une démarche de rénovation de l'ensemble de la copropriété, sauf si la situation technique de la copropriété ne le permet pas ou sur présentation du vote de l'assemblée générale de la copropriété refusant la réalisation des travaux.

C. **Les travaux pour la sécurité ou la salubrité de l'habitat : travaux de petite LHI** (insalubrité, péril, sécurité des équipements communs, risque saturnin).

D. **Les travaux visant à l'autonomie des personnes couplés à des travaux de précarité énergétique.**

E. **Les travaux visant à l'autonomie des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.**

L'avance de subvention devra faire l'objet d'un suivi du dossier (dépôt du dossier, démarrage des travaux, visites le cas échéant) par l'opérateur.

1.3 : Priorité 3 : Les propriétaires bailleurs

A. **Les travaux portant sur des logements indignes ou très dégradés :** situation d'insalubrité, de péril, ou de forte dégradation constatée par une grille et un rapport d'évaluation, notamment ceux permettant de résoudre des situations d'immeubles vacants et/ou frappés d'un arrêté d'insalubrité ou de péril.

B. **Les projets de bailleurs réalisant des travaux lourds et optant pour le conventionnement social ou très social** en commune SRU ayant des obligations de production de logement locatif social.

C. **Les projets des propriétaires bailleurs réalisant des travaux de précarité énergétique ou de travaux lourds** à destination des publics du « Logement d'abord »

D. **Les travaux pour la sécurité ou la salubrité de l'habitat : travaux de petite LHI** (insalubrité, péril, sécurité des équipements communs, risque saturnin).

E. **Les travaux de lutte contre la précarité énergétique** dont l'évaluation de la dégradation à un indice inférieur ou égal à 0.35 et un gain énergétique après travaux de 35% minimum et une étiquette énergétique D.

1.4 : L'intervention de m2A

PIG m2A

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à verser de 1 000 à 1 500 € par logement, pour les types d'interventions suivantes :

- propriétaires occupants très modestes dans les copropriétés « fragiles » bénéficiant d'une aide au syndicat des copropriétaires dans le cadre de « MaPrimeRénov' copropriétés » (1.000 € par logement),

PROJET

retour CR

- propriétaires occupants très modestes en maison individuelle avec gain énergétique supérieur à 50% et/ou réalisant des travaux d'isolation des murs (1 000 € par logement),
- propriétaires occupants modestes et très modestes réalisant des travaux sur un logement indigne ou très dégradés (1 500 € par logement),
- propriétaires bailleurs en immeuble en mono-propriété et maison individuelle réalisant des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradés (1 500 € par logement),
- assistance à maitrise d'ouvrage des « copropriété fragiles » (1 000 € par copropriété) selon cahier des charges.

OPAH

OPAH Renouvellement Urbain Fonderie
Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à financer les aides aux travaux complémentaires de 500 € à 1 500 € par logement, ciblées sur les types d'interventions suivantes :

- Propriétaire occupant très modestes dont les travaux permettent un gain énergétique d'au minimum 35% (1 000 € par logement)
- Propriétaire occupant modestes dont les travaux permettent un gain énergétique d'au minimum 35% (800€ par logement)
- Propriétaire occupant réalisant des travaux dans un logement indigne ou très dégradé (1 500€ par logement)
- Propriétaire bailleur réalisant des travaux dans un logement très dégradé ou indécent (grille de dégradation ou grille d'insalubrité ou rapport d'indécence) (1 500 € par logement)

OPAH copropriétés dégradées
Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à financer des travaux de rénovation (conservation et énergétique) à hauteur de 10% du montant des travaux HT.
Cette aide sera versée au syndicat des copropriétaires.

Plan de sauvegarde

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à accompagner la réalisation des travaux d'urgence.
L'aide est de **10% des travaux d'urgence plafonnée à 100 000 € par copropriété** (prise en charge de tout ou partie de la TVA), excepté pour les IGH (Immeuble de Grande Hauteur).
Cette aide sera versée au syndicat des copropriétaires.

ARTICLE 2 : MODULATION DES LOYERS

2.1 Le conventionnement avec travaux

Les plafonds de loyer seront définis en appliquant des décotes aux estimations du loyer de marché par commune, exprimés en €/m² hors charges.
Ces décotes sont de :

- 15 % pour le segment intermédiaire : « Loc 1 »,
- 30 % pour le segment social « Loc 2 »,
- 45 % pour le segment très social « Loc3 ».
- Pour s'appliquer à un logement, le loyer plafond par m² sera multiplié par un coefficient multiplicateur valant 0,7 + 19 / surface (avec un maximum de 1,2).
- Un outil de simulation est mis en ligne pour permettre aux propriétaires de bénéficier d'une information précise sur le loyer plafond applicable à leur logement.

PROJET

retour CR

2.2 Le conventionnement sans travaux

Les niveaux de loyers sont identiques au conventionnement avec travaux Anah.

L'ensemble des communes de l'agglomération peuvent avoir recours au conventionnement sans travaux, avec une priorité :

- sur les communes déficitaires au titre de l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

- les communes qui ont un taux de vacance supérieur à 7%, à savoir : Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Brunstatt – Didenheim, Habsheim, Heimsbrunn, Illzach, Mulhouse, Ottmarsheim, et Riedisheim.

Il est demandé que les logements concernés soit des logements dont la performance énergétique est en classe E (base de Denormandie).

ARTICLE 3 : GESTION DE LA QUALITE ET DES CONTROLES

3.1 La qualité

Une attention particulière sera portée par m2A délégataire des aides à la pierre de type 3, sur les travaux éligibles au regard de la priorité, sur les travaux induits et les travaux de finitions, sur les travaux somptuaires, sur les travaux inadaptés…

3.2 Le contrôle

Le plan de contrôle 2022 prévoit les objectifs suivants :

- dossiers « propriétaire occupant » : 5 % dont 1 % en cours de chantier
- dossiers « propriétaire bailleur » : 5 % dont 2 % en cours de chantier
- dossiers « conventionnement sans travaux » : 5 %
- dossiers de +100 000 € de travaux

Ces contrôles interviendront au plus tard à la demande de paiement du solde de la subvention.
Des visites au dépôt du dossier pourront être réalisées.

Pour le Président
La Conseillère Communautaire Déléguée,

Fabienne ZELLER

PROJET

retour CR